



**HAL**  
open science

**Corruption politique et clientélisme dans la Roumanie  
post-communiste : la récupération privative des réformes  
structurales par les élites politiques nationales  
(1989-2016)**

Marius Draghici

► **To cite this version:**

Marius Draghici. Corruption politique et clientélisme dans la Roumanie post-communiste : la récupération privative des réformes structurales par les élites politiques nationales (1989-2016). Science politique. Université de Bordeaux, 2022. Français. NNT : 2022BORD0262 . tel-04713959

**HAL Id: tel-04713959**

**<https://theses.hal.science/tel-04713959v1>**

Submitted on 30 Sep 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Bordeaux  
École Doctorale de Droit (ED41)

THÈSE DE DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

CORRUPTION POLITIQUE ET CLIENTÉLISME  
DANS LA ROUMANIE POSTCOMMUNISTE

LA RÉCUPÉRATION PRIVATIVE DES RÉFORMES STRUCTURELLES PAR LES ÉLITES  
POLITIQUES NATIONALES (1989 – 2016)

Présentée et soutenue publiquement le 27 septembre 2022

par **Marius Drăghici**

Sous la direction de **M. Philippe CLARET**

Maître de Conférences *émérite* à l'Université de Bordeaux

MEMBRES DU JURY

Daniel BACH, Directeur de recherche émérite au CNRS, Sciences-Po Bordeaux

Jean Louis BRIQUET, Directeur de recherche CNRS, Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP), Université Paris I – EHESS, *Rapporteur*

Philippe CLARET, Maître de Conférences émérite, Université de Bordeaux, *Directeur de thèse*

François FRISON-ROCHE, Chargé de recherche honoraire au CNRS, CERSA, Université de Paris II  
Panthéon - Assas

Sergiu MIȘCOIU, Professeur, Directeur de thèses aux Universités Babeș-Bolyai (UBB) et Paris-Est  
(UPE), Université de Cluj-Napoca (Roumanie), *Rapporteur*



# Remerciements

Merci à Monsieur Claret pour son soutien extraordinaire, pour ses conseils essentiels et pour m'avoir « injecté » constamment de l'espoir : cela m'a donné le pouvoir de trouver des ressources pour continuer, même quand je pensais que c'était fini.

Sans lui, cette recherche n'aurait jamais pu être faite, sans ces dix années de patience et de suivi constant de mes avancements, retardements, erreurs, malaises et succès. Je le remercie également pour sa compréhension, son aide et son humanisme manifesté discrètement dans mes moments les plus vulnérables, quand j'ai trouvé à peine la force d'aller jusqu'au bout de ce projet doctoral et même, en ce qui me concerne personnellement, de vie.

Merci à ma famille pour son soutien. Merci à mon père, pour m'avoir inspiré de toujours lutter contre l'injustice, grâce à son exemple personnel pendant la dictature. Je dédie ce travail à mon fils, pour qu'il vive dans un monde meilleur.

Merci à mes amis, qui ont toujours été à mes côtés et qui m'ont aidé et encouragé aussi à continuer mes recherches : Ana et Nicolas, Alin, Bogdan, Dragoș, Dari, Francesco, Gabriela, Julien, Johannes, Kévin, Marco, Radu.

Merci à Gaëlle.

Merci à mes managers, M. Katz, président du Centre de Surveillance et Combat de l'Antisémitisme, et M. Alphonso Ray Hays, responsable auprès le Ministère de la Défense des États - Unis d'Amérique (DoD).

Merci aux anciens Premiers Ministres de la Roumanie - M. Roman, M. Văcăroiu, M. Ciorbea, M. Vasile (décédé en 2013) - à Mme Petre (décédée en 2017), à l'honorable Juge M. Eppinger (Allemagne), à M. le Procureur Paul Silviu Dumitriu de la DNA (Bucarest), à Mme Iorgulescu, à M. Toma, pour m'avoir accordé leurs temps et pour m'avoir partagé leur expertise pour cette recherche. J'en suis profondément honoré.

Merci à Mme Tournon et à Mme Bénin pour leur amélioration de la forme de la thèse. Merci à Mme Grosso pour son travail impressionnant de correction finale du manuscrit.

Je suis profondément reconnaissant à la République Française qui, grâce à ses valeurs humanistes et son universalisme, m'a donné la chance de suivre ce parcours intellectuel.



# Sommaire

## **INTRODUCTION**

## **PREMIÈRE PARTIE**

### **LA « CAPTATION » DES POUVOIRS D'ÉTAT PAR LES ÉLITES**

#### **TITRE 1. LE POUVOIR POLITIQUE : LE FONCTIONNEMENT D'UN SYSTEME PARALLELE DE GOUVERNEMENT**

Chapitre 1. Le clientélisme dans la politique

Chapitre 2. La radiographie du clientélisme dans des élites roumaines

#### **TITRE 2. LA DÉPOLITISATION DU POUVOIR JUDICIAIRE**

Chapitre 1. L'asservissement du pouvoir judiciaire

Chapitre 2. La corruption dans la mentalité des élites dirigeantes

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **LE DETOURNEMENT DES GRANDES REFORMES PAR LES ÉLITES**

#### **TITRE 1. LA PRÉVARICATION DE LA PRIVATISATION**

Chapitre 1. La place de la corruption et du clientélisme dans la privatisation

Chapitre 2. Les liaisons dangereuses entre la politique et la finance

#### **TITRE 2. LES MARCHÉS PUBLICS, SUPPORT DE LA CORRUPTION ET DU CLIENTÉLISME**

Chapitre 1. Les effets pervers du « capitalisme de parrainage » sur l'économie roumaine

Chapitre 2. Les Grands Patrons des élites politiques contre la Justice

## **CONCLUSIONS**

## **BIBLIOGRAPHIE**



## Table des illustrations

### Liste des figures

|  |     |
|--|-----|
| Figure 1. Diagramme Venn avec les trois types de corruption selon leurs conséquences en utilisant la théorie du R. Karklins. Source: Marius Drăghici.....  | 43  |
| Figure 2. Graphique de l'évolution d'échange leu-dollar entre les années 1990 et 2006. Source des données : la Banque Nationale de Roumanie. ....  | 67  |
| Figure 3. Typologie du clientélisme d'après N. van de Walle .....  | 104 |
| Figure 4. Muno, structure clientéliste .....   | 106 |
| Figure 5. Muno. La relation de clientèle .....   | 108 |
| Figure 6. A. Coco le niveau de la perception des pratiques illégales de ses 500 sondés .....   | 117 |
| Figure 7. La structure simplifiée et les type (catégories) de la Pyramide PCR. Auteur : Marius Drăghici.....   | 124 |
| Figure 8. La structure de la Pyramide. Auteur: Marius Drăghici .....   | 126 |
| Figure 9. Pyramide PCR du Premier Ministre Victor Ponta. Source : l'auteur. Les données concernant les relations ont été publiée par Hotnews.ro et Gandul.info.....                                    | 128 |
| Figure 10. La génération du 1945 – 1961 détient la majorité de membres dans la politique. Date of birth : année de naissance. Frequency : fréquence.....   | 139 |
| Figure 11. Figure 12. Plus d'un tiers des parlementaires roumains ont changé de parti. Source : Marius Drăghici .....  | 140 |
| Figure 12. La majorité des politiques roumains ont été impliqués dans des actes de clientélisme : 57,2%. La marge d'erreur de notre étude est de $\pm 5\%$ . Source : Marius Drăghici.....             | 141 |
| Figure 13. Source : Selon les données, dans la politique roumaine, chaque Patron a au moins deux Clients, 17,5% plusieurs fois Patron, 30,8% soit Patron / soit Client. Source : Marius Drăghici ..... | 142 |
| Figure 14. La Roumanie a renommé 150 ministres en 27 ans. Les premiers ministres intermédiaires ne sont pas pris en compte.....  | 144 |
| Figure 15. Structure PCR du Cabinet Petre Roman (1989 – 1991). Infos R. Portocala. Auteur : Marius Drăghici .....  | 149 |
| Figure 16. La majorité des ministres du Cabinet Văcăroiu (1992 – 1996) ont été des dirigeants sous la dictature communiste.....  | 150 |



|  |     |
|--|-----|
| Figure 17. Les Gouvernements Ciorbea, Vasile et Isărescu ont partagé une grande majorité des ministres et de leurs népotismes .....  | 151 |
| Figure 18. Le Gouvernement Năstase a été le plus stable, mais aussi le plus autoritaire dans l'histoire post-communiste de la Roumanie.....  | 152 |
| Figure 19. Le Cabinet Tăriceanu a continué la majorité de contrats onéreux signés par gouvernement qui a perdu les élections .....   | 153 |
| Figure 20. Le diagramme montre que beaucoup de ministres ont été nommés en fonction de leur connexion avec le monde des affaires.....  | 154 |
| Figure 21. Structure PCR dans le Cabinet Ponta. Auteur : Marius Drăghici.....  | 155 |
| Figure 22. Au total, 66 des parlementaires, soit 14% du total du Parlement 2008 - 2012, ont employé au moins un membre de leur famille ou de leur entourage dans leur cabinet parlementaire .....  | 156 |
| Figure 23. Au total, 80 des parlementaires, soit 17% du total du Parlement 2004 - 2008, ont employé au moins un membre de leur famille ou de leur entourage dans leur cabinet parlementaire .....  | 157 |
| Figure 24. L'identité de presque 500.000 délateurs a été gardée secret même encore aujourd'hui. Sources du graphique: données CNSAS et le journal New York Times (États – Unis).....   | 163 |
| Figure 25. Les données selon les statistiques du Conseil National pour l'Études des Archives de la Securitate .....  | 163 |
| Figure 26. La lutte contre la corruption a fait ses pas les plus importants pendant deux ans et a ensuite été étouffée par les parlementaires qui ont créé une majorité antiréformiste favorisant la corruption. Source : Marius Drăghici..... | 199 |
| Figure 27. L'état des dossiers pour lesquels la Roumanie a été condamnée par CEDO. Source : données CEDO analysées par l'auteur. ....  | 200 |
| Figure 28. Nombre de dossiers et type de décision par Article. Source : données CEDO, compilées par Marius Draghici .....  | 200 |
| Figure 29. La Cour d'Appel Brasov (centre de Roumanie) avait une haute concentration de relations de famille dans le système judiciaire .....  | 204 |
| Figure 30. La valeur de 500 MIL EUR (année électorale 2004) est une estimation PNA, surtout de nature politique, non-confirmée.....  | 214 |

|  |            |
|--|------------|
| Figure 31. Nombre de condamnés par année, selon les poursuites du DNA. Données agrégées par M. Draghici.....   | 216        |
| Figure 32. Plus 43% de plaintes ont été jugées comme des attaques à la réputation d'un magistrat et une pression contre l'indépendance de la Justice. Au total, 165 des cas. Données agrégées par l'auteur.....                                | 229        |
| <i>Figure 33. Calculs effectués par M. Drăghici.....</i>   | <i>274</i> |
| <i>Figure 34. Le taux de change du dollar a augmenté, passant de 34 lei à 1.000 lei en trois ans. Données compilées par l'auteur.....</i>  | <i>295</i> |
| <i>Figure 35. Toutes les entreprises ont été partagées entre deux institutions responsables de la privatisation.....</i>   | <i>296</i> |
| Figure 36. Les étapes des transferts de la propriété et la structure économique après dictature.   | 297        |
| <i>Figure 37. Le Fonds de Propriété Privée (FPP) II La Moldavie a reçu deux fois plus de titres de compagnies que les autres FPP – un indice sur l'allocation de type clientéliste des ressources de l'État. Source : Marius Drăghici.....</i> | <i>299</i> |
| <i>Figure 38. Données compilées par Álmos Telegdy dans son étude. La privatisation a été faite par les anciens communistes.....</i>  | <i>300</i> |
| Figure 39. Le Rapport AVAS 1992 – 2006 montre un nombre différent ds privatisations par rapport aux données compilées par Telegdy. ....  | 301        |
| <i>Figure 40. Source : les données officielles ne sont pas toujours très précises. Sources : Rapport AVAS 1992 – 2006 .....</i>  | <i>303</i> |
| <i>Figure 41. Structures des actions et actionnaires des entreprises d'État au début de la privatisation, en 1991.....</i>   | <i>308</i> |
| <i>Figure 42. Programme de Privatisation PSAL II (2000 -2004). Source : données agrégées par M. Drăghici.....</i>  | <i>321</i> |
| Figure 43. Cartographie des réseaux du clientélisme dans le Cabine Emil Boc. <i>Source Marius Drăghici.....</i>  | <i>335</i> |
| <i>Figure 44. FDGB, Rapport annuel 2004, page 20 et 2008, page 33.....</i>   | <i>369</i> |
| <i>Figure 45. Rapport Annuel 2011, FGDR, page 47.....</i>  | <i>370</i> |
| <i>Figure 46. Les dommages payés avec 92% moins que l'année précédente.....</i>  | <i>390</i> |
| Figure 47. Clientélisme et corruption, selon J-L Briquet.....  | 418        |
| Figure 48. Auteur Marius Draghici.....   | 432        |

|  |     |
|--|-----|
| <i>Figure 49. Structure du marché d'énergie, Source : l'auteur</i> .....   | 432 |
| <i>Figure 50. Voie circulaire du clientélisme qui aboutit à de la corruption. Auteur : Marius Drăghici</i><br>.....  | 468 |
| <i>Figure 51. Structure circulaire du réseau clientéliste autour de la compagnie Petromservce.</i><br><i>Auteur : Marius Drăghici</i> .....                                    | 469 |
| Figure 52. Les oligarques médias - état en 2006. Auteur Marius Drăghici .....  | 486 |
| Figure 53. Évolution de la fortune d'Ion Țiriac, données de la revue Capital agrégées par l'auteur.<br>En 2008, Țiriac avait une fortune de 2,4 milliards d'euros .....        | 487 |
| Figure 54. Évolution de la fortune d'Ioan Niculae, données de la revue Capital agrégées par l'auteur.<br>En 2012, Niculae a atteint une fortune de 1,7 milliards d'euros ..... | 489 |
| Figure 55. La fortune de Dinu Patriciu a atteint 3,3 milliards de dollars après la vente de l'entreprise<br>d'État obtenue dans des conditions privilégiées.....               | 491 |
| <i>Figure 56. Après FNI, la fortune du Vîntu a augmenté de plusieurs centaines de millions d'euros</i><br>.....  | 496 |
| Figure 57. Figure 29. Les données n'incluent pas Țiriac, Dragan, Voiculescu, Patriciu, Vîntu.<br>Auteur : Marius Draghici. Sources : Capital .....                             | 502 |
| <i>Figure 58. Les deux provocations de la Justice : le passé et la transition vers la démocratie ...</i>   | 513 |
| Figure 59. Le réseau " Stantchev " .....   | 536 |

### *Liste des tableaux*

|  |     |
|--|-----|
| Tableau 1.R. Karklins. Niveau 1 – la petite corruption dans l’Administration.....  | 44  |
| Tableau 2. Karklins. Niveau 2 - La corruption avancée.....   | 47  |
| Tableau 3.Inventaire des pratiques illégales selon A. Coco .....   | 117 |
| Tableau 4.Variables de masse commune clientélistes. Source : Marius Drăghici .....   | 123 |
| Tableau 5. Le codebook pour l’analyse quantitative. En jaune, les catégories du Pyramide PCR.<br>Source : Marius Drăghici .....  | 134 |
| Tableau 6. Le clientélisme est l’avant-garde de la corruption. Typologie faite par J-L Briquet.  | 159 |
| Tableau 7. Bilan de l'activité du PNA - DNA entre 2002 et 2016. Données agrégées par M.<br>Drăghici.....   | 212 |
| Tableau 8.Calculs établis par M. Drăghici en utilisant les Rapports du DNA de 2003 -2020....   | 215 |
| Tableau 9. Les années 2005, 2007 et 2008, où apparaissent un grand nombre de plaintes, coïncident<br>avec le début la lutte contre la grande corruption politique .....      | 228 |
| Tableau 10.R. Aron – Les élites selon les conceptions moniste et pluraliste.....   | 249 |
| Tableau 11.Source : Bursa, journal économique, août 2012, et d’autres informations publiques.<br>.....   | 320 |
| Tableau 12.Richesse et implication politique. Nombre d'années dans le Top 10. Pour l'année 2007,<br>les données ne sont pas complètes. Données recueillies par l'auteur..... | 482 |
| Tableau 13.Richesse et implication politique. Nombre d'années dans le Top 10. Pour l'année 2007<br>les données ne sont pas complètes. Données recueillies par l'auteur.....  | 501 |



## **ABRÉVIATIONS**

APAPS – Autorité de Privatisation / Autoritatea pentru Participațiuni și Active Privatizare a Statului

DNA – Direction Nationale Anticorruption / Direcția Națională Anticorupție

ÉDD – État de Droit

FPP – Fond de Propriété Privée

FPS – Fond de Propriété d'État

FRAI – Fond Roumain - Américain pour les Investissements / Fondul Româno-American de Investiții

MAI – Ministère de l'Intérieur

PPÉ – Personne Politiquement Exposée

SRI – Service Roumain de Renseignements / Serviciul Român de Informații



# INTRODUCTION

« En réalité, et contrairement à l'optimisme régnant, la démocratie s'avère être un système politique particulièrement complexe, voire sophistiqué et par conséquent, fragile<sup>1</sup>. »

Force est de constater que les jeunes États démocratiques d'Europe de l'Est, devenus depuis peu membres de l'Union européenne, ont bien du mal à construire des systèmes de gouvernance démocratique efficaces et équilibrés. Cette difficulté, classique pour toute période transitoire entre deux régimes politiques, pose la question de la nature réelle de la construction de la démocratie.

La « chute du mur du Berlin » marque le début de l'effondrement de l'Union soviétique et la sortie de plusieurs États est-européens d'un système politique totalitaire. Parallèlement, un nouvel « État » fondé sur les droits de l'homme et les valeurs humanistes se construit en Europe de l'Est, sous la surveillance et l'aide financière de l'Union européenne et des États-Unis, ces deux derniers s'imposant progressivement dans le paysage politique des anciens États communistes.

Le passage du totalitarisme soviétique à la démocratie et à l'État de droit s'est révélé particulièrement difficile, avec son lot de réformes extrêmement douloureuses pour des générations entières. La faillite démocratique et économique de l'Union Soviétique, qui a imposé un système de gouvernance dictatorial, a mis des millions de personnes dans une situation très précaire. Le manque d'expérience démocratique et le « vertige » post-dictatorial ont perpétué le « cancer de la démocratie » : la corruption.

Raymond Aron affirmait à ce propos : « Il est clair que, du point de vue de l'Union Soviétique, quand on l'a laissée libérer les pays d'Europe de l'Est et y installer des gouvernements amis, on lui a donné l'autorisation de les soviétiser. Puis, au bout de deux ans, lorsqu'ils ont compris la signification de ce qu'elle avait fait, ces pays ont réalisé que ce n'était pas du tout ce

---

<sup>1</sup>MILACIC (Slobodan), « L'éclipse de la démocratie? », chapitre dans l'ouvrage collectif *Nouvelles questions sur la démocratie*, Dalloz, (2010), p. 125



qu'ils avaient compris. »<sup>2</sup> La corruption du régime communiste est devenue une partie inhérente de sa fonctionnalité, comme le rappelait encore Aron : « À un certain degré de corruption, la grande idée des partis devient de placer leurs hommes dans les fonctions administratives. Il en résulte une série d'inconvénients que l'on connaît : la politisation de la vie administrative a souvent pour conséquence de mauvais choix. Cela implique aussi ce à quoi nous assistons aujourd'hui, à savoir que la meilleure façon de faire carrière dans l'administration, c'est d'appartenir aux cabinets ministériels. »<sup>3</sup>

Pour bâtir une démocratie fonctionnelle le plus rapidement possible, les États postcommunistes devaient « brûler » les étapes d'évolution sociale et politique que les États occidentaux ont progressivement passées. À l'échelle de l'Histoire, force est de constater que la transition vers la démocratie et l'État de droit se fait toujours par l'expérimentation des « essais et des fautes ». En termes de bonne gouvernance, on pourrait appeler cette « initiation politique et sociale » une *transformation* par la *démocratisation*.

Les pays du fameux « bloc de l'Est » ont subi à divers degrés la mise en place du totalitarisme dans leur territoire. Dans l'ex-Tchécoslovaquie, l'ex-Yougoslavie, en Pologne, en Hongrie ou encore en République démocratique allemande, les formes de totalitarisme d'inspiration stalinienne ont été moins dures que dans les autres pays d'ex-URSS. En Roumanie et en Bulgarie, le totalitarisme de type soviétique a « effacé » les consciences et supprimé physiquement toute forme d'opposition.

En Roumanie, objet de notre étude, le totalitarisme a connu un développement parmi les plus durs, non seulement par rapport à l'Union soviétique, mais aussi dans le monde. Nicolae Ceaușescu a concentré tous les pouvoirs entre ses mains et celles de sa famille et dans sa grande admiration pour le totalitarisme-communisme parfait, il a ajouté à son régime politique déjà rigide et cruel une « composante » inspirée du communisme fanatique nord-coréen. Son régime régnait à travers la force et la corruption.

Pendant les quelques vingt-cinq années de sa dictature personnelle, des générations de Roumains ont été endoctrinées dans la haine de l'Europe et des États-Unis, contre les principes des droits de l'homme, de la liberté personnelle et d'expression, qui ont été discrédités sous

---

<sup>2</sup> ARON (Raymond), *Introduction à la philosophie politique : démocratie et révolution*, (1997), Éditions de Fallois, collection Inédit Sciences Sociales, p. 102

<sup>3</sup> ARON (Raymond), *Introduction à la philosophie politique: démocratie et révolution*, (1997), Éditions de Fallois, collection Inédit Sciences Sociales, p. 103

prétexte de lutter contre les dérives nationalistes : la propagande prônait que leur objectif aurait été la déstructuration de l'État roumain et de la nation roumaine.

La « Securitate », la fameuse police politique de Nicolae Ceaușescu, a semé au sein de la société roumaine une peur profondément ancrée de l'autorité de l'État et de ses représentants et a détruit le tissu social nécessaire à toute vie en société : des valeurs fondamentales comme la confiance en l'autre ou la solidarité ont été radicalement remises en cause. Ainsi, en Roumanie, il était devenu habituel pour tout le monde de soupçonner les membres de son propre entourage d'être des ennemis potentiels de l'État. Tous les autres opposants au régime, même d'intensité très faible, sont devenus des cibles, des « ennemis du peuple », et ont été éliminés physiquement ou ont vu leur pays se transformer en prison pour eux-mêmes, subissant des sanctions transgénérationnelles. Tel était le contexte général dans lequel les Roumains se trouvaient en 1989 au moment où le régime de Nicolae Ceaușescu a été renversé.

La présente recherche s'intéresse au phénomène de la corruption et du clientélisme dans la grande politique de la Roumanie postcommuniste. La structure de la recherche suit l'évolution des trois pouvoirs de l'État de droit dans la première partie et l'administration de l'État dans la deuxième.

Ces deux phénomènes ont marqué négativement l'évolution et la mise en place des politiques publiques en Roumanie. L'influence de la corruption et du clientélisme, qui sont le fondement de notre étude de cas, sont présents également avant et après la dictature communiste. Cela inclut la période durant laquelle la Roumanie était un Royaume, avec une monarchie constitutionnelle.

Le vrai « moment démocratique » est survenu en 1989, l'année de la chute du mur de Berlin, devenue le symbole de l'effondrement de l'Union soviétique et plus globalement, de la faillite d'un système totalitaire. Un système politique radicalement différent – la démocratie – venait remplacer, en Roumanie, la dictature d'inspiration stalinienne du couple Nicolae et Elena Ceaușescu.

Dans les premiers mois qui suivirent la révolution de 1989, la lutte contre la corruption dans le milieu politique a surtout consisté à chasser les anciens dirigeants communistes qui avaient commis des abus contre la population pendant la dictature. La première enquête publique initiée par le nouveau pouvoir avait pour objectif de répondre à la question qui brûlait les lèvres de tous les Roumains : « Où se trouve la fortune colossale de la famille Ceaușescu ? ». Si quelques

journalistes sont bien parvenus à répondre à cette interrogation, cette dernière n'a jamais connu en revanche de réponse d'ordre juridique. Lors de ces moments de trouble en 1989, toutes les propriétés publiques ont été saccagées et pillées par ceux qui détenaient cette information capitale : en effet, les fonds détournés correspondant aux transactions des entreprises d'État et les dépôts d'argent du régime ont alors disparu. À titre de comparaison, les images de l'Irak de l'après-guerre en 2004, plus connues aujourd'hui grâce au développement des techniques de communication, reflèteraient au plus près la réalité de la Roumanie des années 1989-1990.

Au cours des deux premières années qui ont suivi la chute de la dictature, les parlementaires et le gouvernement ont donné cours à la demande populaire : « Où est la fortune de Ceaușescu ? » En conséquence, avant les élections de 1992, le pouvoir a entériné trois grandes décisions pour investiguer au sujet de la fortune du dictateur et des fraudes déjà commises, dans le cadre du procès de privatisation entre 1989 et septembre 1992 : Décision 289/1990<sup>4</sup>, Décision 951/1990<sup>5</sup> et Décision 3/1992.<sup>6</sup> Aucune grande conclusion ne sera présentée au public roumain pendant des années. Mais deux des membres de la Commission d'Enquête, Doru Ioan Taracila et Verestoy Attila sont devenus multimillionnaires.

Sept ans après la révolution, en 1996, d'anciens communistes se maintenaient toujours au pouvoir. Dès lors, pour tous les gouvernements qui se sont succédé après 1996, la lutte contre la corruption est devenue une priorité et un argument de poids lors des campagnes électorales, ce qui dénote l'importance de ce sujet auprès des électeurs, malgré tout sensibles à ces questions éthiques.

Sur le plan international, plusieurs institutions non gouvernementales (ONG), intergouvernementales (OIG) ou étatiques étrangères se sont penchées sur la Roumanie et sur la question de son développement politique. Parmi leurs nombreux rapports sur l'évolution de la bonne gouvernance et de la corruption dans ce pays, les plus importants proviennent de l'Union européenne et du Département d'État des États-Unis. Ces documents avaient pour objectif, outre leur caractère informatif, d'aider la Roumanie à construire un État de droit réel. Le Département

---

<sup>4</sup> Décision n° 289/1990 sur l'inventaire et la détermination de la destination des biens meubles appartenant à Nicolae Ceaușescu et Elena Ceaușescu ou utilisés par eux, Journal officiel, partie I n° 220 du 02 septembre 1992.

<sup>5</sup> Décision n° 951/1990 sur la création de la Commission gouvernementale pour l'identification et la récupération des fonds détournés du patrimoine de l'État par Nicolae Ceaușescu et ses collaborateurs, Journal officiel, partie I, n° 104 du 13 septembre 1990

<sup>6</sup> Décision n° 3/1992 du Sénat de Roumanie sur la création d'une commission d'enquête, Journal officiel, partie I, n° 6 du 24 janvier 1992.

d'État<sup>7</sup>, la Banque mondiale et l'organisation non gouvernementale Transparency International<sup>8</sup> (ONG), qui suivent l'état de la corruption en Roumanie depuis 1995, ont souvent exprimé des critiques sur l'avancement du processus de réforme de la justice.

En vue de son adhésion à l'Union européenne, la Roumanie a établi un calendrier pour accompagner les changements structurels nécessaires dans divers domaines, dont celui de la justice. La Roumanie l'a accepté et l'a suivi afin de placer son destin au sein de la « grande famille européenne » à laquelle les Roumains se sentent appartenir. D'une manière générale, la majorité des « rapports de suivi »<sup>9</sup> des négociations émis par l'Union européenne ont sanctionné le manque criant de progrès dans le domaine de la lutte contre la grande corruption en Roumanie, de 2001 jusqu'à présent<sup>10</sup>. L'affirmation qui résume ces rapports négatifs, « la Roumanie, le pays le plus corrompu de l'Union européenne », a fait la une de tous les grands journaux roumains de manière récurrente ces dernières années.

Pour autant, en 2007, la Roumanie a été acceptée comme membre de l'Union européenne. Mais celle-ci a été soumise à une période de « surveillance » (« monitoring »), du fait de l'incapacité de la Roumanie à réformer en profondeur et de manière crédible son système judiciaire.

En nous référant à l'histoire politique récente de la Roumanie, nous analyserons les mandats des quatre Présidents élus démocratiquement entre 1989 et 2016 – M. Ion Iliescu (1990-1992<sup>11</sup>, 1992-1996, 2000-2004), M. Emil Constantinescu (1996-2000), M. Traian Băsescu (2004-2009, 2009-2014) et M. Klaus Iohannis (depuis 2014).

Les faits survenus récemment dans l'histoire de la Roumanie, notamment en 2012, semblent souligner la terrible véracité de l'opinion de S. Milacic sur « la complexité démocratique », qu'il faudrait inscrire, tel un rappel évident et pourtant nécessaire, au frontispice

---

<sup>7</sup> Département d'État É-U, (2013), Notes sur la Roumanie consultée à ce lien <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35722.htm>[http://www.state.gov/www/background\\_notes/romania\\_0700\\_bg\\_n.html](http://www.state.gov/www/background_notes/romania_0700_bg_n.html)

<sup>8</sup> Transparency International, détails sur la procédure pour mesurer la perception de la corruption <http://www.transparency.org/tools/measurement>

<sup>9</sup> Rapport de surveillance de l'UE, « Monitoring report », en anglais.

<sup>10</sup> Euroactiv, documents sur l'adhésion de la Roumanie, EU-Romania relations [Archived] <http://www.euroactiv.com/en/enlargement/eu-romania-relations-archived/article-129587>, (2007)

<sup>11</sup> Il y a un débat sur la période 1990-1992. M. Iliescu affirme que c'était une période de transition, et que donc ce n'est pas un mandat constitutionnellement obtenu. La Constitution de la Roumanie a été votée par referendum en 1992 et M. Iliescu a été élu, voire réélu. Mais, peu importe la structure du pouvoir à ce moment, il a nommé le Premier Ministre et a agi comme étant en fonction de président de la Roumanie.

du Parlement roumain. La démocratie n'est pas un régime donné clé en main, elle s'apprend et il semble évident que trois décennies ne sont pas suffisantes

La particularité de la corruption politique roumaine réside dans l'influence considérable des « anciens du régime », ces membres du Parti communiste roumain et de la Securitate – la police politique de la dictature – restés en poste ou actifs dans l'ombre. Cette particularité a été très souvent évoquée dans diverses études, que nous citerons, ainsi que dans plusieurs entretiens que nous avons menés. Mais elle est également évoquée par les deux anciens Premiers Ministres de la Roumanie, M. Petre Roman et M. Victor Ciorbea, qui ont dû prendre des décisions importantes pour l'adhésion à l'Union européenne et l'instauration de l'État de Droit et qui, selon eux, ont été sabotées par les anciens de la Securitate. Leurs déclarations sont confirmées par le nombre impressionnant de politiques qui ont été obligés de déclarer leur appartenance ou leur collaboration à la Securitate du régime de Ceaușescu et dont les révélations ont créé une onde de choc dans la société : ce fut par exemple le cas de la députée Mona Muscă, une femme politique libérale qui jouissait d'une popularité incroyable, qui n'a été liée à aucun cas de corruption ni de clientélisme, forte promotrice de la justice sociale, de l'État de Droit et du parcours européen de la Roumanie. La création d'une toute nouvelle institution – le Conseil de l'étude des archives de la Securitate – avait pour objectif d'écarter les élites du « Système Securitate » de la nouvelle politique et de diminuer les risques d'avoir d'anciens collaborateurs au sein des élites politiques susceptibles d'être victimes de chantage.

Pour mener à bien cette recherche particulièrement sensible, nous nous devons d'écouter les acteurs directs et les observateurs de premier plan de ces pratiques. Ainsi, nous avons rencontré un grand nombre d'hommes politiques – d'anciens Premiers Ministres, des conseillers présidentiels et d'autres personnalités de la vie politique roumaine –, qui tous ont évoqué l'existence d'un « tissu invisible », d'une ombre planante, corrompue et toute puissante, qu'ils nomment « le Système ».

Cependant, les premiers responsables pointés comme « coupables » par les officiels européens en charge de surveiller et d'apprécier d'en haut l'évolution structurelle de la Roumanie, mais également accusés par les citoyens roumains, ont été les élites politiques parlementaires et gouvernementales de la Roumanie. Ces élites sont régulièrement mentionnées, parfois de façon implicite et dans un langage diplomatique, et parfois nommées directement par les dirigeants

européens, qui laissent toujours entendre que celles-ci ont des intérêts contraires à ceux des citoyens roumains.

Les dirigeants européens ont plus d'une fois brandi la menace d'un arrêt du processus d'élargissement de l'Union en cas « d'explosion » du niveau de la corruption, surtout de la corruption politique, menace qui a provoqué l'effet escompté : ces rappels à l'ordre ont suscité des inquiétudes dans l'opinion publique roumaine. Au début de la crise économique mondiale, en 2008, le problème de la corruption s'est fait de plus en plus présent dans le discours des médias, qui sont devenus extrêmement politisés. Le manque de ressources de l'État roumain et la chasse aux fonds sur les marchés internationaux ont poussé certains politiques à s'interroger sur les méthodes à employer pour rapatrier l'argent roumain placé dans les paradis fiscaux.

Selon Dinu Patriciu, l'homme politique et le Roumain le plus riche du pays<sup>12</sup>, qui fut également un politique influent du Parti national libéral, bénéficiaire d'une fortune obtenue dans les temps troublés de capitalisme sauvage des années 1990 et lui-même interpellé dans un dossier de corruption, plus de 18% du PIB de la Roumanie se trouverait en dépôt en Suisse<sup>13</sup>. M. Patriciu n'a pas donné la source de ses estimations, mais une grande partie de son empire était localisé dans des « paradis fiscaux », comme il l'a publiquement reconnu. Ce montant caché au fisc roumain accroît les soupçons sur sa provenance légale.

Selon Transparency International, il existe un rapport direct entre la corruption d'un pays et son PNB : « Dans un échantillon de dix pays, lorsque le degré de corruption augmente d'un point (sur une échelle de zéro à dix), le produit national brut réel par tête diminue d'un pourcentage compris entre 0,3% et 1,8% ! »<sup>14</sup> Ceci explique les efforts considérables de l'Union européenne pour faire avancer les politiques anti-corruption de haut niveau en Roumanie, étant donné qu'entre 2007 et 2013, la Roumanie a reçu des financements non remboursables d'une valeur de 1,8 milliard d'euros<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> « Les plus riches du Roumanie », classement de l'année Revue *Capital*, octobre 2010.

<sup>13</sup> PATRICIU (Dinu), « In bancile din Elvetia sunt 18 mld. de euro proveniti din Romania » *Hotnews.ro*, (8 mai 2010), reprise du Realitatea TV du 9 mai 2010

<sup>14</sup> GODEAUX (Jean), « L'importance du phénomène de la corruption. Transparency International Brussels et la Fédération des entreprises de Belgique, La corruption nous concerne tous », Actes de colloque du 4 décembre 2001 organisé en collaboration avec les magistrats de l'Appel de Genève, Bruxelles, Genève: *Cahiers de l'Institut d'études sur la justice*, 2001, Bruylant, p. 23

<sup>15</sup> DINU (Clarice), « România, amenințată cu suspendarea banilor de la UE », (21 octobre 2012), *gandul.info*, consulté en 2012

On ne peut parler de captation des ressources d'État sans se poser la question du rôle de la justice. Outre les réformes radicales de la justice en Roumanie, l'Union européenne se soucie aussi de la façon dont les Roumains utilisent les fonds structurels de plusieurs milliards d'euros prévus pour le pays.

La réforme de la justice, et particulièrement la lutte contre la grande corruption, devrait permettre de mettre sur un pied d'égalité devant la loi les élites et les citoyens. En effet, si le système judiciaire stalinien auparavant en place proclamait l'égalité, dans les faits, derrière cet idéal législatif de façade, les élites, même soupçonnées, étaient toujours protégées et n'ont jamais réellement été inquiétées. Au contraire, les simples citoyens, non membres de la Nomenklatura, pouvaient être arbitrairement ou abusivement inquiétés, accusés ou incarcérés, soit par la Securitate, soit par le Parti communiste. Cette justice à double vitesse, qui n'a pas encore totalement disparu, n'est plus acceptable pour le peuple, qui demande plus de transparence et d'égalité.

On parle « d'État prisonnier » quand un écart important sépare les actions des élites politiques nationales de la volonté de ceux qui les ont élues, écart qui se manifeste notamment par l'utilisation abusive de tout type de ressources publiques pour s'enrichir économiquement. L'État est alors à la merci des puissants qui détournent ses fonds et ses ressources à des fins personnelles, aux dépens des citoyens.

Cette situation perdure et oblige les institutions qui suivent l'état de la corruption en Roumanie à proposer des mesures pour la limiter : toutes estiment que la grande corruption reste encore un sujet d'actualité grave et un travail non abouti. Elles soulignent clairement la part de responsabilité des élites gouvernementales et parlementaires, désignées comme les principales « coupables » de la lenteur des réformes législatives et administratives dans la lutte contre la grande corruption.

Ces analyses ont été confirmées par le grand nombre d'affaires de corruption, dévoilées récemment, depuis 2006, ou révélées dans les médias roumains et internationaux depuis 1989, qui ont largement contribué à faire accepter l'idée que les élites politiques (tout particulièrement les élites gouvernementales et parlementaires) constituent le principal frein dans la lutte contre la grande corruption ; elles seraient, selon toute vraisemblance, les seules bénéficiaires des affaires de clientélisme et de corruption relatées dans de nombreux articles.

De plus, les données de la Banque mondiale sur la pauvreté en Roumanie<sup>16</sup> montrent un grand écart entre les riches et les pauvres. La société roumaine, récemment sortie d'un régime égalitariste, communiste et sans aucune propriété personnelle, semble désormais suivre une transformation qui se rapproche plutôt du modèle sud-américain : les procédures légales sont remplacées par le bon vouloir des politiques et de leur système clanique, par l'intimidation et la menace pesant sur les procureurs et les juges qui initient des investigations sur les affaires de corruption politique. Le cas dramatique du procureur I. Panait, qui s'est suicidé en 2002 alors qu'il conduisait une enquête sur des affaires de corruption et dont le dossier n'a jamais été classé, demeure un symbole fort du caractère hautement sensible de tout ce qui concerne la corruption et la justice en Roumanie.

La corruption et le clientélisme politique ont ainsi été clairement identifiés par diverses institutions comme un frein au développement du pays, voire, à certaines périodes, comme des facteurs d'aggravation de la situation, dans la mesure où ils contrarient la fragile construction de la démocratie. Aucune réforme ne s'est avérée possible, l'élite politique n'ayant jamais voté de loi attentant à ses propres privilèges. Le cas du référendum de décembre 2009 en faveur de la diminution du nombre des élus et de la transformation du Parlement bicaméral en Parlement unicaméral est, à ce titre, fort éclairant. En réaction à la corruption des parlementaires, les Roumains ont répondu massivement, avec une majorité de presque 80% d'entre eux en faveur d'une réforme parlementaire radicale. L'Assemblée nationale bicamérale devait alors être remplacée par un Parlement unicaméral qui devait entrer en fonction dès les élections de 2012. Mais le Parlement a toujours refusé de prendre en considération ce référendum et de légiférer en conséquence.

Nous énonçons ci-après les principaux points sur les causes de la grande corruption, nous les expliquerons en détail dans les développements de notre recherche, en les resituant dans leur contexte socio-historique.

La réforme de la justice a eu le plus grand impact sur la transition démocratique car il s'agit du pilon de résistance dans le trio institutionnel des *pouvoirs* qui constituent l'État de droit : *pouvoir législatif, pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire*. En ce qui concerne les médias, libres au

---

<sup>16</sup> World Bank Report, (Banque mondiale) « Romania - Poverty monitoring analytical and advisory assistance program: first phase report », fiscal year 2007, Conclusion 3 (p. 7), 25 (p. 12), 39 (p. 22)



début des années 1990, extrêmement et ouvertement politisées à présent, ils sont seulement les porte-voix des intérêts politiques ou du lobby économique.

Le passage à la démocratie fut un moment particulièrement difficile et la situation actuelle reste celle d'une transition incomplète et mal uniformisée.

La réforme du système judiciaire en a été le volet le plus sensible. Les arguments avancés par les élites pour tenter d'expliquer cette quasi-impasse font état de l'absence de réforme dans ce domaine pour des raisons compréhensibles, à défaut d'être acceptables. Parmi ces justifications, sont évoqués la crainte d'un possible coup d'État, l'ancrage de l'appareil bureaucratique demeuré inchangé et l'immense puissance des anciens officiers de la Securitate, qui détenaient le contrôle des institutions clés et qui possédaient des informations « sensibles » sur le parcours et la vie personnelle d'une grande partie de la population roumaine. Ce lourd passif et cette actualité non moins brillante sont éclairants sur les raisons de l'image négative du Parlement aux yeux des Roumains.

La volonté de réformer la Justice a partagé les élites politiques en deux catégories : les progressistes et les « gens du passé », à ceci près que les progressistes ont appuyé la réforme judiciaire seulement lorsque cela convenait à leurs objectifs politiques. Malgré cette inconsistance, il est clair qu'en Roumanie « la polarisation politique s'articule entre ceux qui renforcent le discours anticorruption en tant que marque de l'euphorie du pays et ceux qui y résistent et qui font souvent appel aux idéaux des droits et des libertés individuelles. »<sup>17</sup>

La Roumanie a été isolée du monde pendant soixante-cinq ans. Le vide législatif en matière de droits de l'homme et de sanctions contre la corruption, l'absence d'autorité de la part de la police et le manque de confiance en la justice, toutes deux tributaires de la dictature, l'incapacité de l'appareil bureaucratique à se réformer ainsi que le manque de connaissance des règles démocratiques expliquent tout autant l'ignorance que la tolérance des Roumains à l'égard de la corruption politique qui ronge leur pays.

Cette recherche vient étayer cette affirmation et offre une analyse de ce phénomène dans une société en pleine construction politique, sociale et économique, dans le contexte du débat européen sur la consolidation du pouvoir de l'UE. Notre recherche vise à expliquer le mécanisme et l'ampleur du mauvais emploi des ressources d'État par les élites politiques nationales.

---

<sup>17</sup> IANCU Alexandra, Marton Silvia (coord.), Corruption et politique en Europe. Enjeux, réformes et controverses, L'Harmattan, collection Politique Comparée, Paris, 2019, p.25

Cette introduction se propose d'aborder successivement le domaine d'étude, l'objet d'étude et la méthodologie.



## SECTION 1

### LE DOMAINE D'ÉTUDE

La recherche se situe dans le champ des sciences politiques et l'approche théorique est l'idéal-type wébérien (idéalisme). Trois grandes directions théoriques forment le cadre de l'analyse : les théories sur la corruption politique, sur le clientélisme et sur les pays en transition.

On peut les trouver regroupées en partie sous le chapeau de néo-patrimonialisme, issue également de la théorie wébérienne.

Qu'est-ce la corruption politique ? Qu'est-ce que le clientélisme ? Quelles en sont les origines et la typologie ? Pouvons-nous distinguer parmi leurs définitions la particularité de ces deux phénomènes sociaux dans les anciens pays communistes ? Dans le cas de Roumanie, pays le plus affecté par la dictature « rouge » en Europe, se pose la question de leur influence dans la réforme de l'État et dans le processus de transition du totalitarisme à l'État de droit et à la démocratie. Bien que tous les phénomènes d'extraction néo-patrimonialistes aient trouvé leurs origines théoriques dans les théories de Max Weber et qu'ils aient existé en Roumanie avant l'installation de la dictature communiste, la transition vers la démocratie et l'État de droit dure depuis plus de 29 ans et n'est pas encore achevée.

Le domaine d'étude se concentre sur le fondement théorique de la corruption politique, du clientélisme et de la transition postcommuniste.

Nous allons débiter par les théories sur la corruption politique et le clientélisme, dont les concepts clés de J.-F. Médard, S.N. Eisenstadt et J.-L. Briquet figurent parmi les plus représentatifs et les plus pertinents.

L'étude complémentaire des théories sur les politiques publiques, y compris sur la corruption dans la transformation des anciens pays communistes, joue un rôle important, d'autant plus qu'on cible le vol et la récupération privative des politiques publiques.

Étant donné le cadre particulier de notre recherche orientée vers la Roumanie en transition, les théories sur le passage à la démocratie des anciens pays « captifs » du totalitarisme soviétique constituent la particularité du phénomène. L'ensemble des théories ayant pour objet d'étude la corruption, le clientélisme, les élites et le régime politiques sont, depuis le début des années 1990, souvent incluses dans une autre théorie d'origine wébérienne : le néo-patrimonialisme.

Dans cette section, nous allons résumer les grands courants théoriques du néo-patrimonialisme, ainsi que ses deux composants principaux que sont le clientélisme politique et la corruption politique.

## A. Le néo-patrimonialisme dans la littérature de spécialité

Le néo-patrimonialisme est une théorie issue du concept traditionaliste de Max Weber. Le néo-patrimonialisme inclut le clientélisme, la corruption, le népotisme et les autres « pratiques perverses »<sup>18</sup> de la société, mais elle désigne surtout l'ensemble général du désordre légal et éthique d'un État.

Daniel Bach montre qu'il n'y a pas d'unanimité sur la définition du néo-patrimonialisme. Selon lui, le concept de néo-patrimonialisme a pris de la force dans les années 1970 en Afrique, comme alternative à la notion de domination charismatique et contre l'absence croissante de satisfaction des théories de développement et de dépendance. En citant Jean-François Médard, D. Bach fait la somme des « pratiques perverses » du pouvoir : « Le néo-patrimonialisme a fourni le “dénominateur commun” pour une palette de pratiques qui sont très caractéristiques de l'Afrique et nomme le népotisme, le comportement claniste, soit-dit “tribal”, le régionalisme, le patronage, le “cronyism”, le “prébendalisme”, la corruption, la captation, le factionnalisme, etc. Toutes ces pratiques avaient fréquemment été, jusque-là, considérées comme une collection des phénomènes séparés. »<sup>19</sup> Pour Jean-François Médard, « la conception néo-patrimoniale du pouvoir se situe dans le prolongement historique de la conception traditionnelle, mais ne peut être confondue avec elle, dans la mesure où elle ne s'enracine dans aucune légitimité traditionnelle. »<sup>20</sup>

La définition du concept a été cimentée par J-F. Médard qui, selon M. Gazibo, « avait appliqué, en premier, le concept du néo-patrimonialisme dans l'étude des États africains » et qui avait conduit à la conclusion que « la confusion entre les sphères privées et publiques est l'essence

---

<sup>18</sup> MÉDARD (Jean-François), « Clientélisme politique et corruption », [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161, (2000), p. 75

<sup>19</sup> MÉDARD (Jean-François), « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in MÉDARD (Jean-François), (ed.) *États d'Afrique Noire : formation, mécanismes et crises*, Paris, ed. Karthala, coll. « Hommes et sociétés », (1991), p. 330 in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) (ed), *Neopatrimonialism in Africa and beyond*, Routledge, (2012), p. 221

<sup>20</sup> MÉDARD (Jean-François), *De la démocratie en Afrique*, Ms, (1999), p. 15 cité par BRUHNS (Hinnerk), « Le concept de patrimonialisme et ses interprétations contemporaines », in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) (dir.), *L'État néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, (2011), p. 14

du néo-patrimonialisme, une équation qui reste centrale dans le modèle de l'État néo-patrimonial africain qu'il avait façonné. »<sup>21</sup> Gazibo, mais aussi Christian von Soest et d'autres, attribuent la terminologie « néo-patrimonialisme » au sociologue S.N. Eisenstadt, qui l'avait développée pour « enlever l'ambiguïté dans la distinction entre “traditionnel” et “post-traditionnel” dans les régimes patrimoniaux modernes. »<sup>22</sup>

Selon C. von Soest, trois caractéristiques essentielles suffisent à définir un régime de type néo-patrimonial : « la concentration du pouvoir politique, l'habitude d'octroyer des faveurs personnelles et la mauvaise utilisation des ressources d'État. »<sup>23</sup> On retrouve ces critères dans les analyses de Nicolas Van de Walle comme des symptômes du néo-patrimonialisme : « le présidentielisme, le clientélisme systématique et l'allocation de ressources selon des critères purement clientélares »<sup>24</sup>. La conception générale sur le néo-patrimonialisme est considérée par N. Van de Walle comme « proéminente, associée à la thèse de J.-F. Médard (...) et par cela (...) la majorité des chercheurs sont d'accord avec le fait que la dynamique politique en Afrique a été structurée par un ensemble d'institutions informelles qu'ils ont nommé “big man politics”, “la loi personnelle”, “les politiques de l'estomac”, ou néo-patrimonialisme. »<sup>25</sup>

Selon lui, deux éléments sont acceptés par la majorité des avis : le fait que le néo-patrimonialisme soit « inhéremment » contre la démocratie, et qu'il joue un rôle central dans la prévention du capitalisme dans la région – voir la crise économique en Afrique.

Un régime de type de néo-patrimonial n'existe que dans les sociétés du tiers-monde africain. Les anciens pays communistes, comme la Roumanie, sont des démocraties émergentes, où « les institutions politiques sont très faibles, et [où] la distinction entre le domaine public et le domaine privé n'est pas toujours respectée en pratique, fait qui, en cas extrême, a pour conséquence la privatisation de l'espace public »<sup>26</sup>, comme l'évoque Farid Guliyev.

---

<sup>21</sup> GAZIBO (Mamoudou), Introduction in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) (ed), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, (2012), p. 1

<sup>22</sup> GAZIBO (Mamoudou), Introduction in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) (ed), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, (2012), p. 1

<sup>23</sup> VON SOEST (Christian), « How does neopatrimonialism affect the African state's revenues? The case of tax collection in Zambia », *Journal of Modern African Studies*, volume 45, numéro 4, (2007), p. 638

<sup>24</sup> VAN DE WALLE (Nicolas), « The Path from Neopatrimonialism: Democracy and Clientelism in Africa Today », Mario Einaudi, Center for International Studies, Working Paper Series N° 3-07, (Juin 2007), p. 2

<sup>25</sup> VAN DE WALLE (Nicolas), « The Path from Neopatrimonialism: Democracy and Clientelism in Africa Today », Mario Einaudi, Center for International Studies, Working Paper Series N° 3-07, (Juin 2007), p. 1

<sup>26</sup> GULIYEV (Farid), « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Democratization*, volume 18, numéro 3, (2011), p. 576

Les formes de néo-patrimonialisme sont diverses, mais le trait commun est lié à la conception de Louis XIV, qui avait décrété « L'État c'est moi ! ». Il s'en suit d'une part que les intérêts privés des élites dirigeantes sont plus forts que les intérêts d'État et d'autre part que l'accès aux ressources et à la justice est fait de manière discrétionnaire et dans une confusion totale.

En utilisant par exemple les concepts de M. Bratton, N. Van de Walle, G. Erdmann et U. Engel, A. Coco trace le cadre d'action et les conséquences du néo-patrimonialisme : « La littérature sur la gouvernance néo-patrimoniale des États d'Afrique subsaharienne montre que, bien qu'ils aient mis en place des structures administratives rationnelles, ils continuent de s'appuyer sur des caractéristiques et des atouts patrimoniaux, puisque l'existence de normes et de pratiques patrimoniales informelles persiste dans des contextes formels fondés sur des règles et des institutions légales-rationnelles.»<sup>27</sup>

Selon A. Coco, « la faible séparation entre les ressources privées et publiques (dont le résultat de l'appropriation privée des ressources publiques) a comme conséquence certaines pratiques systématiques et acceptées : le patronage, le clientélisme, le népotisme, la corruption, le détournement de fonds publics et la destruction de la capacité de la bureaucratie à implémenter des politiques publiques et exécuter des tâches de routine. »<sup>28</sup> A. Coco observe que le néo-patrimonialisme « inclut également la corruption et d'autres pratiques illicites et des formes de manipulation des normes légales (comme le clientélisme, le favoritisme, les recommandations). »<sup>29</sup>

O. Fisun caractérise le néo-patrimonialisme selon la manifestation du pouvoir du leader national qui, dans un système néopatrimonial, « [...] contrôle la vie politique et économique du pays, [tandis que] la clientèle personnelle en relation avec le leader national joue un rôle crucial dans l'accumulation de richesse personnelle ou dans l'avancement ou le déclin des membres de l'élite politique. »<sup>30</sup>

Les régimes de type néopatrimonial sont d'inspiration wébérienne. C. von Soest attribue à Max Weber l'emprunt des deux idéaux-types de domination : la domination patrimoniale et la

---

<sup>27</sup> COCO (Antonella), « Neopatrimonialism and Local Elite Attitudes. Similarities and Differences Across Italian Regions », in *Territory, Politics, Governance*, volume 3, numéro 2, (2015), p. 170

<sup>28</sup> COCO (Antonella), « Neopatrimonialism and Local Elite Attitudes. Similarities and Differences Across Italian Regions », in *Territory, Politics, Governance*, volume 3, numéro 2, (2015), p. 170

<sup>29</sup> COCO (Antonella), « Neopatrimonialism and Local Elite Attitudes. Similarities and Differences Across Italian Regions », in *Territory, Politics, Governance*, volume 3, numéro 2, (2015), p. 170

<sup>30</sup> FISUN (Oleksandr), *Developing democracy or competitive neopatrimonialism? The political regime of Ukraine in comparative perspective*, Institution Building and Policy Making in Ukraine, Centre for Russian and East European Studies, University of Toronto, Canada, (24 octobre 2003), p. 3



domination légale-rationnelle. Il y voit une forme de coexistence entre les deux types de domination et il explique que le patrimonialisme implique que le patron reçoive des cadeaux en provenance des ressources publiques et privées de la part de ses disciples pour sécuriser leur loyauté. Les clients, en échange, obtiennent bénéfices matériels et protection<sup>31</sup>.

Hinnerk Bruhns explique la variation des interprétations du néo-patrimonialisme. Il donne l'exemple de Médard, qui selon Bruhns, conçoit une différence dans le fonctionnement interne des deux régimes : « La conception néo-patrimoniale du pouvoir est située dans la continuité historique de la conception traditionnelle du patrimonialisme, mais elle ne doit pas être confondue avec elle, ni même être enracinée dans une quelconque forme de légitimité traditionnelle. »<sup>32</sup>

J-F. Médard distingue les États néo-patrimoniaux « rationalisés », y compris ceux qui sont réglementés par une forme spécifique fondée sur la « redistribution particularisée, et les États purement prédateurs et cleptocratiques conduisant à la criminalisation et à la privatisation de l'État. »<sup>33</sup>

Médard considère que le concept wébérien correspond au sultanisme qui dans sa vision, est la forme la plus avancée du néo-patrimonialisme qui « détruit l'État qui le nourrit. »<sup>34</sup>

Berhanu Abegaz traite le néo-patrimonialisme comme un système hybride qui combine des éléments de la gouvernance légale-rationnelle wébérienne, avec un système personnaliste et clientéliste, et la règle bureaucratique. « Un État en développement est un État sous le contrôle d'un régime paternaliste, autonome et capable, qui trouve la légitimité de suivre des politiques favorables à la croissance économique en utilisant les ressources publiques directement, par l'expansion de l'infrastructure publique, ou indirectement, par la distribution des rentes. »<sup>35</sup>

---

<sup>31</sup> VON SOEST (Christian), BECHLE (Karsten) et KORTE (Nina), *How Neopatrimonialism Affects Tax Administration: a comparative study of three world regions*, *Third World Quarterly*, 32:7, (2011), p. 1309

<sup>32</sup> MÉDARD (Jean-François), *De la démocratie en Afrique*, Ms, Mimeo, 1999, p. 15, cité par BRUHNS (Hinnerk), « Le concept de patrimonialisme et ses interprétations contemporaines », in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) (dir.), *L'État néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, (2011), p. 18

<sup>33</sup> MÉDARD (Jean-François), *De la démocratie en Afrique*, Ms, 1999, p. 15 cité par BRUHNS (Hinnerk), « Le concept de patrimonialisme et ses interprétations contemporaines », in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) (dir.), *L'État néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, (2011), p. 10

<sup>34</sup> MÉDARD (Jean-François), *De la démocratie en Afrique*, Ms, 1999, p. 15 cité par BRUHNS (Hinnerk), « Le concept de patrimonialisme et ses interprétations contemporaines », in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) (dir.), *L'État néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, (2011), p. 10

<sup>35</sup> ABEGAZ (Berhanu), « Political Parties in Business: Rent Seekers, Developmentalists, or Both? », *Journal of Development Studies*, volume 49, numéro 11, (2013), p. 1469

Karsten Bechle propose une grille pour mieux identifier le néo-patrimonialisme. Elle considère que « le clientélisme et la corruption sont considérés comme des éléments du système néopatrimonial. Les deux sont les résultats de la concentration du pouvoir dans les mains des patrons. Mais ils font aussi barrage au pouvoir politique des patrons. La combinaison de ces deux éléments fait la différence entre le néo-patrimonialisme et l'autoritarisme bureaucratique et le populisme. »<sup>36</sup>

|                            | <b>(Néo-)populisme</b> | <b>Autoritarisme bureaucratique</b> | <b>Néo-patrimonialisme</b>             |
|----------------------------|------------------------|-------------------------------------|--|
| <b>Autorité fondée sur</b> | <b>Charisme</b>        | <b>Légal-rationnel</b>              | <b>Légal-rationnel et Traditionnel</b> |
| Concentration du pouvoir   | Oui                    | Non                                 | Oui                                    |
| Clientélisme               | Non                    | Non                                 | Oui                                    |
| Corruption                 | Neutre                 | Non                                 | Oui                                    |

*Tableau. K. Bechle – structures des formes différentes d'autorité*

Les trois caractéristiques énoncées par N. Van de Walle – présidentielisme, clientélisme systématique et le mauvais emploi des ressources d'État – sont maintenues par le pouvoir d'une personne plus que par l'idéologie ou la loi. « Comme dans le patrimonialisme classique, le droit de gouverner est attribué à une personne plus qu'à une fonction publique. »<sup>37</sup> C'est le cas de la Roumanie communiste, où Nicolae Ceaușescu avait graduellement accaparé le pouvoir politique et avait bâti un système clientéliste et corrompu autour de lui, tandis que les opposants avaient été réprimés par la force, souvent en le payant de leur vie, pour avoir osé s'exprimer contre le régime.

<sup>36</sup> BECHLE (Karsten), « Neopatrimonialism in Latin America: Prospects and Promises of a Neglected Concept », "Neopatrimonialism in Various World Regions" workshop, GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, (2010), p. 5

<sup>37</sup> BRATTON (Michael) et VAN DE WALLE (Nicolas), « Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa », *World Politics*, Vol. 46, N° 4, (Juillet 1994), p. 458

La description d'un tel type de régime, faite par Bratton et Van de Walle, correspond parfaitement à la vérité historique roumaine à laquelle nous faisons référence.

C'est le cas de « la dictature personnelle. », comme défini par Bratton et Van de Walle qui soutient que « ce régime est la quintessence du néo-patrimonialisme. Il est très exclusif, parce que "l'homme fort" gouverne par décrets ; les institutions participant aux décisions n'existent qu'en façade et ne peuvent pas contrer les pouvoirs absolus du chef. Le régime ne permet aucune forme de compétition politique, par exemple, en éliminant physiquement ou en mettant en prison pour une période indéfinie ses opposants. "L'homme - fort" prévoit toute tentative d'être remplacé au pouvoir en se déclarant "président à vie" »<sup>38</sup>.

M. Bratton et N. Van de Walle observent qu'un dictateur peut se lancer avec le soutien « soit de l'armée, soit d'un parti politique dominant », mais que par la suite il cimente son propre pouvoir en détruisant celui des institutions formelles. « Or en prenant le contrôle total de ces institutions et du flux de revenus publics pour distribuer sélectivement des récompenses à un entourage très resserré, familial, ethnique ou factionnel, de clients »<sup>39</sup>, il dirige le pays par lui-même ou bien par le biais de ses fidèles, sans utiliser les technocrates, selon les deux auteurs.

Les conséquences du néo-patrimonialisme sont immenses et nombreuses. Parmi elles, l'une des plus dévastatrices est selon D. Bach le blocage du fonctionnement de l'État : « ce qui est mis en danger est la capacité de l'État néo-patrimonial à créer de nouvelles politiques publiques ». D. Bourmaud met le doigt sur le problème lorsqu'il définit le néo-patrimonialisme comme une « situation duale, dans laquelle l'État est caractérisé par la patrimonialisation et également par la bureaucratisation. »<sup>40</sup>

Les effets du néo-patrimonialisme sont négatifs, comme le confirment les chercheurs quasiment à l'unanimité. N. Van de Walle souligne l'incompatibilité totale entre la démocratie et le système des patrons et des clients : « Je soutiens que le néo-patrimonialisme est largement incompatible avec la démocratie et donc, le néo-patrimonialisme s'affaiblira à mesure que la démocratie se consolidera dans la région. »<sup>41</sup>

---

<sup>38</sup> BRATTON (Michael) et VAN DE WALLE (Nicolas), « Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa », *World Politics*, Vol. 46, N° 4, (Juillet 1994), p. 475

<sup>39</sup> BRATTON (Michael) et VAN DE WALLE (Nicolas), « Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa », *World Politics*, Vol. 46, N° 4, (Juillet 1994), p. 475

<sup>40</sup> BOURMAUD (Daniel) en BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou), *Neopatrimonialism in Africa et beyond*, Routledge, (2012) p. 28

<sup>41</sup> DE WALLE (Nicolas), in BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou), *Neopatrimonialism in Africa et beyond*, p. 112

C. Von Soest résume la définition du néo-patrimonialisme en prenant en compte les considérations de plusieurs auteurs remarquables : Bratton/van de Walle, Chabal, van de Walle, Englebort, Erdmann / Engel, Chabal / Daloz, Bayart, Médard. Selon Von Soest. Le néo-patrimonialisme se définit comme « un mélange de deux types de domination co-existant, partiellement mélangés : c'est la domination bureaucratique patrimoniale et légale. »<sup>42</sup>

Dans les points A et B suivants, nous allons introduire les théories concernant le clientélisme politique et la corruption politique.

Le clientélisme et la corruption politique ont toujours été des sujets de grand intérêt pour la société. Le destin des personnes, de pays ou d'empires a souvent été changé par ces deux « maladies » de la société.

Le clientélisme et la corruption des élites politiques sont liés à l'exercice du pouvoir et au contrôle des ressources. Que l'on parle de la Grèce antique ou moderne, de l'Empire Romain ou de l'Italie d'aujourd'hui, de l'Empire Ottoman ou bien de la Turquie, de l'Empire britannique ou du Royaume-Uni, de l'Église toute-puissante et inquisitoire ou de la Banque du Vatican, la corruption est toujours présente, comme une maladie humaine que l'on n'a pas réussi à éradiquer. L'effondrement des empires ou bien des pays dirigés par des élites rapaces, qui ont « poursuivi » seulement leur bénéfice personnel, a poussé les sociétés à changer la façon de faire de la politique, notamment en réglementant l'abus de pouvoir et l'accès aux ressources.

En Afrique, les études de cas montrent des similarités avec les sociétés développées, menant à la conclusion qu'il « est clair que le clientélisme n'est pas l'apanage de nations ni de cultures particulières. »<sup>43</sup>, ce qui donne au concept son caractère d'universalité, comme l'évoque Médard : « Ces phénomènes ont été repérés dans des sociétés extrêmement nombreuses et de plus, très variées. Dans certaines, leur importance est décisive pour comprendre le fonctionnement du système social. Dans d'autres, dans les sociétés modernes en particulier, leur prise en considération peut apporter un éclairage nouveau, ou permettre d'attirer l'attention sur des phénomènes négligés. »<sup>44</sup>

---

<sup>42</sup> VON SOEST, Christian, « *What Neopatrimonialism Is – Six Questions to the Concept* », “Neopatrimonialism in Various World Regions”, GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, (23 août 2010), p. 2

<sup>43</sup> BOUJU (Jacky), « Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali) », *Autrepart* (14), (2000), p. 144

<sup>44</sup> MÉDARD (Jean-François), « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue Française de Science Politique*, volume 26, numéro 1, (1976), pp.103-104

Le clientélisme et la corruption, instruments faisant partie intégrante de la gouvernance monarchique et du pouvoir absolu du roi, ont été progressivement limités par les mouvements politiques qui ont voulu garantir un État impartial, un État dont le contrôle des ressources serait prédictible, légiféré et accessible à un plus grand nombre de membres de la société. Mais cette évolution vers la démocratie et l'État de droit s'est faite en réalité parallèlement à celle de la corruption et du clientélisme. La corruption et le clientélisme se sont progressivement adaptés, gagnant en raffinement en même temps que les systèmes politiques et les technologies. Souvent les échanges sont plus discrètement masqués et la capacité à utiliser des détours économiques, financiers ou sociaux est plus importante qu'il y a une dizaine d'années.

La lutte contre le clientélisme et la corruption est essentielle pour la survie d'un État. L'exemple le plus récent est l'État ukrainien, déstructuré par la corruption presque malade de ses dirigeants, étouffé par un Parlement qui, de façon continue, avait saboté la justice. Et, l'histoire est très riche en analyses et en exemples qui montrent que ces deux fléaux sont destructeurs pour la société. Plus récemment, l'effondrement des systèmes totalitaires d'inspiration stalinienne témoigne de la capacité de destruction massive de la corruption et du clientélisme conjugués.

Depuis 1900, une riche littérature académique s'est développée, étudiant le phénomène et essayant d'imposer de nouvelles règles de comportement et de nouveaux principes de gouvernance.

J.-F. Médard attire l'attention sur la versatilité du système clientéliste et sur la faible capacité des sociétés à le combattre : « Le phénomène clientélaire s'y trouve toujours au cœur de la logique politique. C'est moins vrai des systèmes politiques occidentaux, à l'exception toutefois des pays méditerranéens : l'attention portée au clientélisme y reste faible, alors même qu'on en reconnaît l'universalité. Le clientélisme n'y étant que partiel et lacunaire, il est moins immédiatement détectable. Pourtant, son rôle est plus important qu'on ne le croie et, comme pour la corruption, quand on cherche le clientélisme on le trouve. »<sup>45</sup>

Cette idée, on la retrouve dans les travaux de S.N. Eisenstadt, qui souligne les particularités du phénomène et les caractéristiques communes entre les patrons et les clients : « Les relations entre le patron et le client peuvent être trouvées, comme le montre la littérature spécialisée, dans

---

<sup>45</sup> MÉDARD (Jean-François), « Postface », in BRIQUET (Jean-Louis) et SAWICKI (Frédéric), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses universitaires de France, collection Politique d'aujourd'hui, (1998), p. 307

presque toutes les sociétés modernes ou en développement. Ces relations sont caractérisées par des liens particuliers, hiérarchiques et diffus, entre les acteurs sociaux qui contrôlent certaines ressources qu'ils échangent en transactions mutuellement bénéfiques mais asymétriques. »<sup>46</sup>

Jean-François Médard a donné du clientélisme la définition la plus connue et la plus utilisée ; on la retrouve dans toute la littérature académique qui traite du sujet du clientélisme politique en Afrique et ailleurs : « :« Les phénomènes de dépendance personnelle, et plus précisément le rapport de clientèle, ou de patronage – c'est-à-dire un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le "patron" et le "client", qui contrôlent des ressources inégales – sont connus et étudiés depuis longtemps, notamment par les historiens et les ethnologues<sup>47</sup>. »

Jean-Louis Briquet considère que « la notion de clientélisme sert à désigner des liens personnalisés entre des individus appartenant à des groupes sociaux disposant de ressources matérielles et symboliques de valeur très inégales, reposant sur des échanges durables des biens et des services, généralement conçus comme des obligations morales visant un patron et un client qui en dépendent<sup>48</sup> ». J-L. Briquet met également en évidence que c'est plutôt dans les sociétés traditionnelles où « le rapport de clientèle se fonde sur un régime d'obligations réciproques, perçues et énoncées, de la part des électeurs, dans des termes de fidélité et de reconnaissance, de la part des élus, dans ceux du devoir et de l'obligation de statut. »<sup>49</sup>

En faisant référence aux hommes politiques, Frédéric Sawicki définit la pratique clientélaire : « toutes les actions, plus ou moins consciemment orientées vers cet objectif, par lesquelles ceux-ci offrent à leurs électeurs et/ou à leurs soutiens, la plupart du temps en réponse à des sollicitations directes ou indirectes, des biens ou des services publics divisibles et personnalisés, en l'absence ou en dehors des procédures légales et administratives régissant l'obtention de ceux-ci en jouant sur les marges d'interprétation que celles-ci laissent dans le but,

---

<sup>46</sup> EISENSTADT (S.N.), RONIGER (Louis), « *Clientelism in Communist Systems : A Comparative Perspective* », Studies in Comparative Communism, VOL, XIV, numéros. 2 et 3, (été/automne 1981), p. 234

<sup>47</sup> MÉDARD (Jean-François), « *Le clientélisme politique : de la relation de clientèle à l'analyse politique* », Revue Française de Science Politique, volume 26, numéro 1, (1976), p. 103

<sup>48</sup> BRIQUET (Jean-Louis) et SAWICKI (Frédéric) (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses universitaires de France, (1998), p. 7

<sup>49</sup> BRIQUET (Jean-Louis), « Les pratiques politiques "officieuses". Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, Sciences sociales et histoire, volume 20, numéro 1, (1995), p. 76

plus ou moins avoué, de faire d'eux, de leurs proches ou des groupes qu'ils représentent, des fidèles. »<sup>50</sup>

Le clientélisme, selon Frédéric Sawicki, « ne recourt pas aux pratiques de corruption qui n'ont de sens que par rapport à un travail de dénonciation et de marquage juridique. »<sup>51</sup>

En Roumanie, à la suite des cas très nombreux de clientélisme, l'UE et les États-Unis ont insisté pour l'instauration de la déclaration de patrimoine et des intérêts pour les députés, sénateurs et les fonctionnaires publiques, y compris les magistrats. Ces derniers doivent également préciser les noms des membres de leur famille élargie qui travaillent dans le système judiciaire, pour empêcher les éventuels conflits d'intérêts.

La classification wébérienne, reprise par Jean Baudouin, est plus générale et fait une distinction fondée sur la dichotomie classique entre « gouvernants » et « gouvernés ». Weber évalue « les systèmes de type clientéliste ou claniste qui, de manière insidieuse dans les États occidentaux, de manière plus massive dans les nouveaux États, tendent à enserrer “gouvernants” et “gouvernés” dans une réciprocité durable des intérêts et d'échanges. »<sup>52</sup>

Mais, cette relation entre les « gouvernants » et les « gouvernés » est définie comme « spéciale » et « interpersonnelle » par S.N. Eisenstadt, qui la caractérise comme « une amitié, une relation rituelle personnelle entre le patron et le client et leurs connexions avec la matrice institutionnelle qu'ils développent. »<sup>53</sup> S.N. Eisenstadt va plus loin pour définir ce type de relation, fondé, selon lui, sur « des termes d'intimité mutuelle, d'obligations morales et émotionnelles, en mettant en priorité l'accent sur la confiance et l'empathie. »<sup>54</sup>

Alfi Mastropolo décrit un des traits importants du clientélisme qui selon lui, est une institution condamnable qui a pour conséquences l'inégalité sociale et la violation de la loi : « Que l'on puisse accéder au marché et aux biens publics par les relations personnelles est en contradiction avec les principes qui gouvernent l'état de droit démocratique, qu'il s'agisse de

---

<sup>50</sup> BRIQUET (Jean-Louis) et SAWICKI (Frédéric) (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses universitaires de France, (1998), p. 222

<sup>51</sup> BRIQUET (Jean-Louis) et SAWICKI (Frédéric) (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses universitaires de France, (1998), p. 222

<sup>52</sup> BAUDOUIN (Jean), Introduction à la science politique, 3e édition, Éditions Dalloz, Paris, (1992), p. 38

<sup>53</sup> EISENSTADT (S.N.), Roniger (Luis), Patrons, clients, and friends: interpersonal relations and the structure of trust in society, Cambridge University Press, (1984), p. 1

<sup>54</sup> EISENSTADT (S.N.), RONIGER (Luis), Patrons, clients, and friends: interpersonal relations and the structure of trust in society, Cambridge University Press, (1984), p. 2

l'universalisme de la loi, de l'égalité entre les citoyens ou de la justice sociale. Dans le même sens, le clientélisme dénature la compétition politique. »<sup>55</sup>

L'échange visant l'accès aux ressources est un élément clé de toutes les définitions du clientélisme, comme celle que propose C. von Soest, montrant très clairement que « le clientélisme fonctionne comme une partie intégrale du néo-patrimonialisme. » L'auteur poursuit ainsi sa définition : « Le clientélisme signifie l'échange ou le courtage des services spécifiques et de ressources pour le soutien politique dans la forme des votes. »<sup>56</sup>

Les courants de pensée sur la « couverture » théorique du néo-patrimonialisme sont divergents. Erdmann et Engel se démarquent notamment à propos de ce qui doit être intégré au néo-patrimonialisme. Les deux auteurs contredisent la théorie de Médard : « En opposition à Médard, qui avait traité le clientélisme et le néo-patrimonialisme comme des modèles en compétition, nous conceptualisons le clientélisme ensemble avec le patronage – comme un certain nombre d'autres chercheurs (Eisenstadt, Bratton et van de Walle) – comme une partie intégrante du néo-patrimonialisme. »<sup>57</sup>

Dans leur vision, « le clientélisme politique se développe comme un réseau étendu, changeant partiellement les relations politiques de type client-patron. Le clientélisme signifie l'échange ou le courtage des services spécifiques et de ressources contre le soutien politique sous forme de votes. Il implique une relation inégale, dont les bénéfices majeurs reviennent au patron ; les effets de la redistribution sont considérés comme très limités. »<sup>58</sup>

Cependant, Gero Erdmann et Ulf Engel distinguent deux types de clientélisme : le clientélisme patrimonial et le clientélisme néo-patrimonial. Outre leur degré différent de complexité, le clientélisme néo-patrimonial étant plus sophistiqué, une autre « institution » informelle sépare catégoriquement ces deux types prédéfinis : le courtage. Les auteurs expliquent que « la différence entre le clientélisme patrimonial et néo-patrimonial est, premièrement, le fait que le dernier est plus complexe que le premier. Il y a une répétition de la relation patron-client,

---

<sup>55</sup> MASTROPOLO Alfio, ch. « Particularisme, clientélisme et localisme en Italie », in BRIQUET (Jean-Louis) et SAWICKI, (Frédéric) (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses universitaires de France, (1998), p. 187

<sup>56</sup> VON SOEST (Christian), « *What Neopatrimonialism Is – Six Questions to the Concept* », “Neopatrimonialism in Various World Regions” GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, (23 août 2010), p. 7

<sup>57</sup> ERDMANN (Gero), ENGEL (Ulf), « *Neopatrimonialism Revisited – Beyond a Catch-All Concept* », GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, numéro 16, (février 2006), p. 20

<sup>58</sup> ERDMANN (Gero), ENGEL (Ulf), « *Neopatrimonialism Revisited – Beyond a Catch-All Concept* », GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, numéro 16, (février 2006), p. 20



qui forme une hiérarchie de relations de domination. Dans le néo-patrimonialisme, il y a des courtiers qui servent d'intermédiaires dans les échanges entre le "little man" et le "big man". »<sup>59</sup>

J-L Briquet, dans son analyse sur les pratiques politiques « officieuses », le clientélisme et le dualisme politique en Corse et en Italie du Sud, constate ceci : « [Parmi] les principaux présupposés que véhicule l'analyse courante du clientélisme politique : il y a d'abord le reliquat d'une "tradition", qui s'oppose à une "modernité". Selon l'auteur, la modernité s'identifie avec la rationalité, la légalité de l'Etat bureaucratique. »<sup>60</sup> Il observe que dans les sociétés clientélares, les comportements conformes à cette rationalité (et à ces modèles) ne sont que de simples "apparences".

Les liens sont très serrés entre le clientélisme et la corruption politique, parce que « non seulement il y a toujours une dimension économique dans l'échange social, mais surtout les pratiques clientélares et la corruption économique sont étroitement imbriquées. »<sup>61</sup> Le clientélisme est le premier pas vers la corruption politique.

Comme le clientélisme et la corruption politique partagent beaucoup de traits, le cadre théorique de la corruption politique est plus clairement expliqué à travers des contextes et des similarités qui transforment un acte de clientélisme en corruption politique.

## **B. La corruption politique, partie intégrante du néo-patrimonialisme**

La politique et la corruption sont au cœur des préoccupations de la société, qui a développé le pouvoir judiciaire pour s'assurer que les politiques servent le peuple, que les dignitaires aient des droits supplémentaires afin de bien exercer leurs attributions sans en abuser pour autant.

---

<sup>59</sup> ERDMANN (Gero), ENGEL (Ulf), « *Neopatrimonialism Revisited – Beyond a Catch-All Concept* », GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, numéro 16, (février 2006), p. 20

<sup>60</sup> BRIQUET (Jean-Louis), « Les pratiques politiques "officieuses". Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, Sciences sociales et histoire, volume 20, numéro 1, (1995), p. 74

<sup>61</sup> MÉDARD (Jean-François), « Clientélisme politique et corruption », [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, volume 41, numéro 161, (2000), p. 76

À cause de son rôle essentiel dans la structure d'état, et ce quel que soit le régime, la corruption politique a comme conséquence l'affaiblissement de l'État et la confiscation du pouvoir et des libertés du peuple. La littérature académique et les études abondent sur le sujet de la corruption politique. Nous allons passer en revue les grands courants, la typologie et les conséquences à long terme de cette « maladie » sociale.

La typologie de la corruption politique est très diverse et comme pour le clientélisme, aucun consensus n'est observé à ce sujet. Dans les pays où l'État est faible, on rencontre souvent le concept de « corruption institutionnalisée ». La définition de ce concept est donnée par J.-F. Médard, selon qui « l'expression de corruption institutionnalisée apparaît parfois au détour d'une phrase, mais sans être véritablement explicitée, et sans qu'on explore de façon un peu systématique ses implications. On se réfère plus généralement à l'idée de corruption systémique. La corruption est dite systémique lorsque sa fréquence est telle qu'elle constitue la règle plutôt que l'exception. »

<sup>62</sup>

Le même auteur parle également d'une typologie bicéphale du clientélisme : « De manière générale, nous pouvons distinguer deux types de clientélisme qui sont pertinents pour cette discussion : le clientélisme des notables et le clientélisme des partis politiques. »<sup>63</sup>

En faisant appel à l'Histoire, Y. Meny évoque le système de gouvernement dans la démocratie, la monarchie et la dictature et donne une autre définition de la corruption : c'est la dégénérescence des institutions : « Aristote, comme Montesquieu, Machiavel ou Rousseau parlent de la corruption pour désigner les transformations possibles des principaux modes de gouvernement qu'ils analysent : démocratie, monarchie, dictature. C'est la dégénérescence des institutions plutôt que le comportement des acteurs qui retient leur attention. La corruption, en ce sens, signifie la dénaturation des principes sur lesquels se fonde un système politique. C'est plus avec cette signification qu'est généralement utilisé aujourd'hui le terme de la "corruption". »<sup>64</sup>

L'auteur mentionne également les sociétés contemporaines, avec une définition adaptée. Selon lui, « dans une acception beaucoup plus étroite, la corruption désigne dans les sociétés contemporaines, occidentales ou non, une forme d'échange social, secret, par lequel des détenteurs

---

<sup>62</sup> MÉDARD (Jean-François), « Les paradoxes de la corruption institutionnalisée », *Revue internationale de politique comparée*, volume 13, numéro 4, (2006), p. 697

<sup>63</sup> MÉDARD Jean-François, « Political clientelism in France : The Center – Periphery Nexus Reexamined », Ch. in EISENSTADT S.N., LEMARCHAND R, « Political clientelism, patronage and development », *Contemporary Political Sociology*, Volume 3, Sage Publications, 1981, page 128

<sup>64</sup> MENY (Yves), *La corruption de la République*, Fayard, (1992), p. 10

du pouvoir (politique ou administratif) monnayent, sous une forme ou sous une autre, le pouvoir ou l'influence qu'ils exercent en vertu de leur mandat ou de leur fonction. »<sup>65</sup>

Cette définition de la corruption dans le monde occidental est reprise par D. della Porta et J-L. Briquet, qui, en la résumant, concluent : « La corruption politique peut être considérée comme l'un des moyens par lesquels l'argent influence la politique. »<sup>66</sup>

Donatella Della Porta, qui cite une définition du Key, résume et présume que la corruption politique « peut être considérée comme un des moyens par lesquels l'argent influence la politique. »<sup>67</sup> Selon Della Porta, dans les analyses classiques, les causes du développement de la corruption politique ont souvent été identifiées au regard des caractéristiques du principal acteur du système politique : le parti. Samuel Huntington, en particulier, a mis en rapport le développement de la corruption politique et la faiblesse des partis dans les phases d'expansion de la participation politique. La corruption se propagerait à l'occasion de processus spécifiques de modernisation, ceux dans lesquels la croissance normale de la participation de la population aux choix politiques ne s'accompagnerait pas immédiatement du renforcement des institutions qui – comme les partis – devraient filtrer et canaliser les demandes collectives : « Plus faibles et moins acceptés sont les partis, plus importantes sont les probabilités de corruption. »<sup>68</sup>

En revanche, la contribution de Popper est critiquée par Meny, qui n'hésite pas à la définir comme trop dichotomique : « Et Karl Popper<sup>69</sup> ne dit rien d'autre lorsqu'il énonce que, entre les deux formes de gouvernements existantes – la démocratie et la dictature –, le choix ne peut pas s'effectuer à cause de la “divinité de la première”, mais seulement à cause de la malignité de la seconde. »<sup>70</sup>

---

<sup>65</sup> MENY (Yves), *La corruption de la République*, Fayard, (1992), p. 10

<sup>66</sup> DELLA PORTA (Donatella); SOMMIER (Isabelle); BRIQUET (Jean-Louis); BOUILLAUD (Christophe); DORMAGEN (Jean-Yves), *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, volume 8, numéro 30, (1995), p. 61, qui cite Key (V.O.), *The Technique of the Political Graft in the United States*, University of Chicago Press, 1936.

<sup>67</sup> KEY (V. O.), *The Technique of Political Graft in the United States*, Chicago, University of Chicago Press, (1956), in DELLA PORTA (Donatella), « Les hommes politiques d'affaires. Partis politiques et corruption », *Politix, Revue des sciences sociales du politique*, volume 8, numéro 30, (1995), p. 61

<sup>68</sup> DELLA PORTA (Donatella), « Les hommes politiques d'affaires. Partis politiques et corruption », *Politix, Revue des sciences sociales du politique*, volume 8, numéro 30, (1995), p. 67

<sup>69</sup> POPPER (Karl), « *The open society and its enemies revisited* », *The Economist*, (23 avril 1988), repris par MENY (Yves), *La corruption de la République*, Fayard, (1992), p. 8

<sup>70</sup> MENY (Yves), *La corruption de la République*, Fayard, (1992), p. 8

Les formes de la corruption sont très diverses. Karklins<sup>71</sup> établit trois niveaux de corruption, avec plusieurs subdivisions. La typologie des actes de corruption<sup>72</sup> est partagée en trois grands échelons qui sont regroupés hiérarchiquement, d'une forme de corruption bénigne à une forme particulièrement maligne, soit de la petite à la très grande corruption :

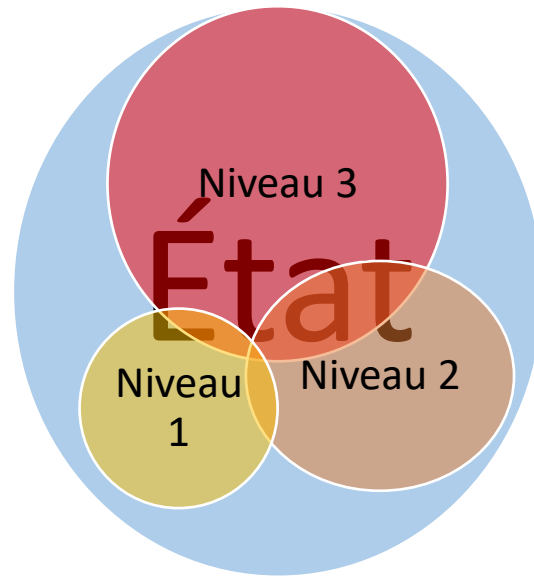


Figure 1. Diagramme Venn avec les trois types de corruption selon leurs conséquences en utilisant la théorie du R. Karklins. Source: Marius Drăghici

- Niveau 1. Interaction quotidienne entre les fonctionnaires et les citoyens (petite corruption)
- Niveau 2. Interaction avec les institutions publiques (corruption avancée)
- Niveau 3. Influence sur les institutions politiques (grande corruption)

Niveau 1 : Le premier type de corruption est celui de la corruption consommée entre les fonctionnaires et les citoyens au quotidien, la petite corruption. Certaines faveurs échangées pour accomplir plus rapidement des tâches administratives, pour tirer avantage du manque de logistique et d'opérationnalité des services publics, sont caractéristiques des pays en développement, dont le

---

<sup>71</sup> KARKLINS (Rasma), *The System made me do it: corruption in post-communist societies*, M. E. Sharpe, Inc., (2005)

<sup>72</sup> KARKLINS (Rasma), *The System made me do it: corruption in post-communist societies*, M. E. Sharpe, Inc., (2005)

système bureaucratique et politique est inefficace et utilisé comme source d'emploi pour le clan ou la clientèle politique.

| <b>Niveau 1. Interaction quotidienne entre les fonctionnaires et les citoyens</b> |   |
|---|---|
| <b>1. La corruption d'agents publics contournant les règles</b>                   | Initiée par un citoyen<br>Initiée par un fonctionnaire individuel<br>Extorsion de fonds organisée par un groupe de fonctionnaires |
| <b>2. Offuscation de réglementation excessive par les fonctionnaires</b>          | Afin d'extorquer plus de pots de vin<br>Afin d'augmenter la puissance et le contrôle  |
| <b>3. Abus de licence et de contrôle des pouvoirs par les fonctionnaires</b>      | (Recouvrement partiel avec ctg. 1 et 2)   |

Tableau 1.R. Karklins. Niveau 1 – la petite corruption dans l'Administration

En analysant les causes de la corruption, Vito Tanzi fait l'hypothèse que « l'impact de la haute taxation, d'un haut niveau de dépense publique et de nouvelles règles sur les actes de corruption n'est pas immédiat. (...) ». En utilisant les données collectées par la Banque Mondiale, V. Tanzi observe que dans un pays avec « une bureaucratie traditionnellement bonne et honnête, l'impact à court terme d'un rôle plus grand du gouvernement envers les fonctionnaires serait limité. Pendant une certaine période, les fonctionnaires ne recevront pas de demandes de corruption, ils vont rejeter les tentatives de pots de vin et ils n'initieront pas des tels actes. Dans les pays sans cette tradition, plus le gouvernement a un rôle invasif, à travers la haute taxation, du haut niveau d'achats publics en particulier, des réglementations très larges, plus l'impact sur le comportement des fonctionnaires et la corruption est immédiat. »<sup>73</sup>

L'auteur considère qu'on aura le même effet si « la politique fiscale n'était pas transparente dans les procès de création, de rapport fiscal et dans la procédure d'attribution des responsabilités dans les institutions publiques. »<sup>74</sup>

<sup>73</sup> TANZI (Vito), « Corruption around the world. Causes, consequences, scope and cures », *International Monetary Fund*, volume 45, numéro 4, (décembre 1998), p. 562

<sup>74</sup> TANZI (Vito), « Corruption around the world. Causes, consequences, scope and cures », *International Monetary Fund*, volume 45, numéro 4, (décembre 1998), p. 562

Ce type de corruption (voir le tableau « Niveau 1. Interaction quotidienne entre les fonctionnaires et les citoyens », de R. Karklins), est initié soit par les fonctionnaires, soit par les citoyens (la règle de l'offre et de la demande), et il peut inclure des pots de vin, des montages administratifs pour abuser de la position de contrôle ou d'accès aux ressources.

Cette « petite » corruption au niveau bureaucratique est, selon certains auteurs, moins « dangereuse ». Le niveau 2 concerne les Interactions avec les institutions publiques, ce que Y. Meny définit comme une forme de corruption « dangereuse », parce que « si la corruption est très dangereuse pour les systèmes démocratiques, c'est parce qu'elle affecte deux éléments fondamentaux de nos sociétés. Elle affecte d'abord l'État. Dans les sociétés occidentales, l'État est une lente construction qui vise à dissocier progressivement le public du privé. »<sup>75</sup>

Donc, le deuxième niveau de la typologie des actes de corruption selon R. Karklins est la corruption « avancée ». L'abus d'usage des fonds publics, la captation des ressources d'État, la manipulation des règles au profit de groupes d'intérêts privés, la vente d'actifs environnementaux.

Avec plusieurs années d'avance, Y. Meny décrit les pratiques « officieuses » dans l'administration, sachant que ces pratiques sont universelles : « Toute se passe comme si les élites politiques françaises au pouvoir avaient de la corruption une définition archaïque, simpliste et primaire : “l'enveloppe”, “le dessous-de-table”, “le bakchich”. (...) Quelles sont les formes dominantes, telles que les principales affaires venues au jour permettent de les définir ? Trafics d'influence, “vente” des décisions, ingérence, prélèvements indus de pourcentages, manipulation de plans d'occupation du sol, détournement des marchés, etc., remplacent désormais l'échange monétaire direct et frustré. »<sup>76</sup>

L'auteur fait une observation très importante sur l'aspect social du phénomène de la corruption : la porosité. Selon Y. Meny, il est « à la fois difficile à déceler (en raison de sa sophistication) est plus délicat à qualifier (en raison de sa dilution). La frontière entre le permis et le défendu, le licite et l'illicite, le moral et l'immoral devient de plus en plus floue et mouvante. »<sup>77</sup> Il apparaît, comme le mentionne Y. Meny, que les politiques préfèrent l'ambiguïté qui favorise la corruption en lieu et place d'une définition très précise et restrictive.

---

<sup>75</sup> MENY (Yves), « Les mécanismes internes de la corruption », chapitre in *La corruption internationale*, Maisonneuve & Larose, (1999), p. 70

<sup>76</sup> MENY (Yves), « Les mécanismes internes de la corruption », chapitre in *La corruption internationale*, Maisonneuve & Larose, (1999), p. 70

<sup>77</sup> MENY (Yves), *La corruption de la République*, Fayard, (1992), p. 14

Le niveau 3 est constitué par la haute ou la grande corruption : la corruption qui change les décisions majeures des institutions politiques. C'est la corruption de certains États africains, de régimes despotiques, de régimes appelés « des sultans », où le chef est confondu avec l'État. Cette personnalisation de l'État, la capture de ses institutions et de ses ressources, est « la personnalisation politique ». Elle est définie par Farid comme « la pratique de fonder l'autorité essentiellement sur la personne du dirigeant (dignitaire) et non sur la fonction que la personne détient. »<sup>1et 78</sup>

C'est un phénomène omniprésent malgré l'acceptation universelle de la légalité des institutions formelles et de l'administration publique, qui font dériver leurs formes d'organisation et de légitimité du principe weberien sur l'autorité rationnelle-légale.

| Niveau 2. Interaction avec les institutions publiques  |  |
|--|--|
| <b>1. Utilisation « self-service » des fonds publics</b>   | Les bonus et les salaires cachés<br>Dépassements sur les voitures de luxe, voyages, réceptions, équipement, etc.<br>Appropriation de voitures, appartements, maisons de campagne, etc.   |
| <b>2. Profits des ressources publiques</b>   | La vente d'actifs environnementaux<br>Bureaux de crédit-bail, équipement, etc., pour un gain personnel<br>Utilisation des agents publics pour un travail privé<br>Quasi-privatisation des entreprises et des biens appartenant à l'État<br>Paiement exorbitant de pension des « jetons » de présence à soi ou à ses amis proches |
| <b>3. Faute professionnelle et forme de mercantilisme dans la privatisation et les marchés publics</b> | « Piloter » des actifs à soi et amis proches sans tenir compte des conflits d'intérêts<br>Violation des règles d'appels d'offres<br>Rétrocommissions occultes et pots-de-vin<br>Subventions gouvernementales illicites et déductions fiscales  |

<sup>78</sup> ZAGORSKI, *Comparative Politics*, 58, in GULIYEV (Farid), « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Democratization*, (2011), p. 575

|   |   |
|---|---|
| <b>4. Trafic d'influence, manipulation des décisions relatives au personnel</b> | Engagement dans le népotisme, le clientélisme, le favoritisme<br>Extorsion de faveurs aux subordonnés et aux candidats à l'emploi<br>Sabotage des réformes du personnel pour préserver le « terrain » |
|---|---|

Tableau 2. Karklins. Niveau 2 - La corruption avancée.

N'importe quelle forme pourrait dominer – le clientélisme, le patronage, la corruption, le « *cronyism* », la recherche des rentes ou le favoritisme – la personnalisation en politique implique toujours la confusion faite par un dignitaire entre ses attributions officielles et privées. Dans quelques États plus récents du tiers monde ou du monde post-communiste, les institutions politiques sont typiquement faibles et la distinction entre les domaines public et privé n'est pas toujours observée en pratique, fait qui pourrait conduire, dans les cas extrêmes, à la « privatisation du secteur public »<sup>79, 2.</sup> »<sup>80</sup> Les pays peuvent s'effondrer si le « cancer de la démocratie » tue lentement les valeurs et les principes de liberté et d'égalité ainsi que la structure de l'État. Comme le précise Meny, c'est « un retour en arrière qui se produit. La corruption devient le mélange du public et du privé. C'est pourquoi la construction d'État est si difficile dans des pays, en Afrique ou en Asie, où la distinction entre le public et le privé ne se fait pas spontanément. »<sup>81</sup>

Les régimes néo-patrimoniaux, où la haute corruption est la règle de gouvernance, ne cachent pas forcément leurs pratiques : la démocratie n'existe pas, l'acte de dominance sociale est fondé sur la force, la peur et l'intimidation, voire la terreur. Il s'ensuit pour Meny que la corruption n'est plus « une transaction occulte, un échange secret », mais que « dans certains pays, la corruption est devenue telle qu'il n'y a plus besoin de se cacher. »<sup>82</sup>

<sup>79</sup> MÉDARD, « Underdeveloped State in Africa », 177, in FARID (Guliyev), « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Revue Democratization*, (2011), p. 575

<sup>80</sup> GULIYEV (Farid), « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Democratization*, (2011), p. 575

<sup>81</sup> MENY (Yves), « Les mécanismes internes de la corruption », chapitre in *La corruption internationale*, Maisonneuve & Larose, (1999), p. 71

<sup>82</sup> MENY (Yves), « Les mécanismes internes de la corruption », chapitre in *La corruption internationale*, Maisonneuve & Larose, (1999), p. 71



| <b>Niveau 3. Influence sur les institutions politiques</b>                                      |  |
|---|--|
| <b>1. « Capture de l'État », par exemple reprise <i>de facto</i> des institutions de l'État</b> | Construction de fiefs personnels   |
| <b>2. Formation de réseaux secrets de pouvoir pour commettre des actes de corruption</b>        | Exploitation des institutions publiques pour l'enrichissement de soi et de son réseau  |
| <b>3. Neutralisation des élections et de la compétition politique</b>                           | Campagne illicite et financement des partis<br>Achat caché de la publicité politique<br>Création de sphères d'influence secrètes pour exploitation   |
| <b>4. Détournement du pouvoir législatif</b>  | Vente de la création des lois à des intérêts privés<br>Blocage de la législation anti-corruption<br>Création délibérée de lois peu claires et confuses<br>Manque de contrôle de l'Exécutif<br>Inefficacité des enquêtes parlementaires |
| <b>5. Corruption du processus judiciaire</b>  | Vente des décisions de justice<br>Fausses poursuites, création de boucs émissaires<br>Absence de poursuites  |

|  |  |
|--|--|
| <b>6. Utilisation abusive des audits et des pouvoirs d'enquête</b> | La justice à la carte  |
| <b>7. Utilisation du « kompromat » pour chantage politique</b>     | (L'expression est issue du système dictatorial soviétique)             |
| <b>8. Corruption interne et externe des médias</b>                 | Corruption dans la profession par la manipulation des règles et médias |

Tableau 2. Karklins : le Niveau 3 c'est la grande corruption

La variété des définitions de la corruption politique est influencée par la culture et la tradition de chaque pays. Dans son étude sur la corruption en Croatie, Stulhofer souligne par exemple l'importance du fonds culturel de chaque pays et l'influence dans la perception de la culture. Il crée six modèles de perception de la corruption : les Relations Publiques, l'Expert, la Nuisance, les Droits de l'Homme, le Pragmatique et l'Ignorance.

| Type                    | Définition               | Idée principale  | La lutte contre la corruption   | Focus d'analyse  |
|-------------------------|--------------------------|--|---|--|
| Les Relations Publiques | Simplifiée et populiste  | La corruption est perçue comme une conséquence des RP                        | Le choix est fait selon le management de l'efficacité d'impression publique | Majoritairement la petite corruption                         |
| L'Expert                | Complexe et complète     | La corruption détruit le tissu de la société et empêche son développement    | Fondée sur la meilleure pratique internationale                             | Haut niveau et corruption politique                          |
| La Nuisance             | Aucune définition claire | La corruption est un phénomène omniprésent d'importance mineure mais exagéré | Mesures <i>ad hoc</i>   | Si présente, le focus est seulement sur la petite corruption |

|                       |  |  |   |                                      |
|-----------------------|--|--|---|--------------------------------------|
| Les Droits de l'Homme | Compréhensive, avec l'accent sur les Droits de l'Homme | La corruption est un dommage moral, économique et social qui doit être éliminé | Les mesures doivent être rigoureuses et transparentes           | Haute et petite corruption           |
| Le Pragmatique        | Compréhensive, majoritairement avec accent sur la loi  | Un problème social majeur  | Doit être internationalement testée, systématique et coordonnée | Majoritairement la petite corruption |
| L'Ignorance           | <i>Ad hoc</i> et populiste                             | Seulement éventuellement problématique   | Largement absente du discours                                   | Sans aucun focus                     |

Figure 3. STULHOFER et autres, *Chronic, Incurable or What? Perceptions of Corruption in Croatia, 2007, Crime and Culture Discussion Papers No 5, Konstantz University, p. 17*

Chaque modèle est défini et caractérisé selon ces éléments importants au cœur des conceptions croates<sup>83</sup>. Est-ce un modèle universel ? Clairement, il nous semble que non. Ses caractéristiques, au moins les plus répandues, se retrouvent-elles dans d'autres pays et d'autres cultures ? Il y a de grandes probabilités que ce soit le cas. D'autres auteurs, comme Diana Cammack<sup>84</sup>, expliquent la corruption rampante dans certains états par le fait que les fonds privés et publics sont « pilotés » par ceux qui sont au pouvoir. Selon elle, la logique qui domine est d'obtenir et de garder le pouvoir, tous privilèges inclus, et à tout prix. C. Von Soest considère la corruption uniquement comme un autre symptôme du néo-patrimonialisme. Même si selon lui « il n'y pas de consensus sur la définition de la corruption(...) », une conceptualisation plus spécifique se concentre sur la transaction entre le secteur public et secteur privé à travers laquelle les biens publics sont illégalement convertis en profits privés. »<sup>85</sup>

Une seule conclusion fait l'unanimité sur la définition de la corruption, selon *L'Encyclopédie des Sciences Politiques* : « Il n'y a pas d'accord universellement accepté sur la

<sup>83</sup> STULHOFER et autres, *Chronic, Incurable or What? Perceptions of Corruption in Croatia*, Crime and Culture Discussion Papers No 5, Konstantz University, (2007), p. 17

<sup>84</sup> CAMMACK (Diana), « The Logic of African Neopatrimonialism: What Role for Donors? », *Development Policy Review*, Blackwell Publishing, 25 (5), (2007), p. 600

<sup>85</sup> VON SOEST, (Christian), « What Neopatrimonialism Is – Six Questions to the Concept », “Neopatrimonialism in Various World Regions”, GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, (23 août 2010), p. 7

définition de la corruption. »<sup>86</sup> Selon l'encyclopédie citée, la majorité des définitions soulignent l'abus de pouvoir public au profit du pouvoir privé. « Plusieurs termes utilisés dans les définitions sont contestés par certains auteurs : les standards légaux, l'opinion publique ou les valeurs sociales, ou qui jugent l'abus. Les notions de “public”, “privé”, “pouvoir” sont également discutées. Il y a des variations qui mettent l'accent sur les fonctions publiques (responsabilités, pouvoirs, limitation des pouvoirs, problèmes du processus, contrôle), les processus du marché (l'utilisation du pouvoir public pour tirer profit des affaires ou l'allocation des ressources publiques sur la demande et non sur la nécessité) et l'intérêt public, parmi d'autres facteurs considérés comme des caractéristiques définitives. »<sup>87</sup>

---

<sup>86</sup> KURIAN (George Thomas), editor in chief, *The Encyclopedia of Political Science*, CQ Press, (2011), p. 341

<sup>87</sup> KURIAN (George Thomas), editor in chief, *The Encyclopedia of Political Science*, CQ Press, (2011), p. 341



## SECTION 2

### L'OBJET D'ÉTUDE

L'objet de notre étude est la corruption politique et le clientélisme en Roumanie. Notre hypothèse est que les élites politiques nationales ont tantôt freiné, tantôt accéléré la construction de l'État de droit et de la démocratie selon les intérêts qu'elles représentaient et qu'elles défendaient, ce qui s'est traduit par une récupération privative des politiques publiques. L'implication des élites politiques nationales roumaines dans des cas de clientélisme et de corruption fournit une preuve directe de la tentative de captation de l'État, l'arrêt des réformes publiques ou leur détournement ayant eu pour conséquence l'altération de toutes les réformes nécessaires pour passer à l'État de droit.

Les élites gouvernementales et parlementaires désignent les personnalités politiques qui ont officiellement détenu les fonctions suivantes : député, sénateur, ministre et secrétaire d'état dans toutes les administrations depuis 1989.

Membre de l'Union Européenne, la Roumanie bénéficie d'importants fonds pour réduire les différences économiques entre ses régions, mais aussi pour rattraper le « début » manqué dans la course vers la prospérité où les pays d'Europe occidentale figurent en tête. La corruption et clientélisme politique exercent une influence majeure sur le niveau de vie des Roumains et le développement du pays.

Au cours des deux dernières décennies en Roumanie, plus précisément entre 1989 et 2016, se sont succédé au pouvoir 2333 parlementaires, constituant l'élite parlementaire. L'élite gouvernementale a compté plus de 750 ministres et secrétaires d'État. Au total, les élites politiques ont été représentées par 3083 personnes.

Le renversement du régime Ceaușescu en 1989 s'est fait dans la violence : le régime n'a renoncé au pouvoir qu'après la mise à mort du couple Ceaușescu et la vidéo diffusée à la télévision nationale. À ce moment-là, les élites politiques partageaient encore la même vision sur le régime politique en place, elles souhaitaient seulement remplacer le couple dictatorial qui tombait à cause d'une forme agressive de paranoïa : toute personne qui voulait entrer en contact avec les Ceaușescu

devait préalablement passer des contrôles d'une exigence extrême ; ainsi, les « pionniers » (ce terme était utilisé pour nommer les élèves d'enseignement primaire et secondaire) qui lui offraient des fleurs devaient subir un contrôle médical afin de ne pas « infecter » le couple dictatorial. Les anciens dirigeants ont continué les affaires portées par l'État communiste mais ils ont subtilement détourné les bénéfices à leur propre compte. La privatisation des anciennes usines, le détournement des contrats des grands travaux publics ont été permis à cause du vide législatif ambiant, encourageant le vol, le gaspillage, la corruption et le clientélisme.

L'appareil bureaucratique est resté inchangé pendant une longue période. Étant donné que le Parti communiste et ses fonctionnaires formaient une « caste » sociale et politique interdépendante, seuls les bureaucrates en poste avaient suffisamment de savoir-faire pour permettre à l'État postcommuniste de fonctionner. Or ces dirigeants, qui ont cherché à protéger leurs privilèges, ont rapidement saisi l'idée que le changement de régime leur offrait une grande opportunité d'accroître leur pouvoir.

Les officiers de l'hyperpuissante « Securitate » de Ceaușescu se sont ainsi aisément maintenus malgré le changement de régime. Comme les bureaucrates, ils ont su préserver et augmenter fortement leur pouvoir. Leurs collaborateurs secrets, leurs délateurs ont continué à travailler pour eux, selon leurs intérêts politiques et économiques, comme le montre le nombre impressionnant des « anciens » sur la liste du Conseil National pour l'Étude des Dossiers de la Securitate (CNSAS). Infiltrée dans toutes les classes sociales, dans tous les domaines, la « Securitate » s'est subitement réinventée. « L'État, c'est Nous », cette phrase historique, illustre parfaitement la puissance incommensurable de la « Securitate » œuvrant dans l'ombre. En 2000, le Président au pouvoir Emil Constantinescu a publiquement dénoncé « le système corrompu », tout en se déclarant « vaincu » par ce réseau trans-idéologique et trans-politique qui privilégiait les intérêts privés à l'intérêt général. Aujourd'hui, le Conseil national pour l'étude des archives de la « Securitate » a les plus grandes difficultés à prouver les abus et les conspirations commis par les anciens officiers et les collaborateurs du système répressif de la dictature.

Le vide législatif, créé par le changement de régime, a été une autre cause de la corruption. La transition vers la démocratie a débuté très rapidement. Une grande majorité des lois sont passées dans l'ignorance totale et sans possibilité de constituer une véritable opposition civile. Les Roumains n'étaient pas préparés à entrer aussi rapidement dans l'économie de marché ni dans la

« vraie » démocratie. Les grèves ont toujours été sous l'influence d'une force politique liée au passé qui a su manipuler les sentiments et qui a profité de l'ignorance des manifestants.

Cet ensemble de facteurs sociaux, politiques et économiques, déformés par un demi-siècle de dictature et d'endoctrinement, a changé la vision des Roumains sur la nature de la démocratie. Les institutions de l'État roumain se sont souvent élevées contre leurs propres citoyens, la Justice en tête.

La corruption et le clientélisme semblent s'être confortablement creusé une place idéale dans cette « nouvelle » Roumanie. Ces deux phénomènes, ces deux « maladies » sociales, existaient sous la dictature et étaient pratiquement officiels et officiellement acceptés. Les fils et les filles des élites de la dictature – les grands chefs du Parti communiste et de la Securitate, des grandes entreprises d'État, des militaires – ont toujours eu un statut protégé. Le « PCR », l'abréviation du Parti Communiste Roumain et des élites politiques, était populairement dénommé « Pillons – Connaissance (acolytes) – Relations (clientèle) ».

La corruption et le clientélisme ont toutefois été transformés, tels des virus mutants capables de s'adapter aux nouvelles conditions. Le changement de régime réclamait l'abolition de ces privilèges, dont la nomenklatura jouissait encore librement et ouvertement. Elle s'est adaptée et les a conservés d'une manière discrète en adoptant des pratiques occultes. Celles-ci ont dominé la vie politique roumaine pendant des années et exercent encore une influence dans la façon dont les politiques entendent utiliser le pouvoir.

Une Constitution qui manque de clarté sur certains points essentiels dans la structure du Pouvoir, est une autre cause de l'instabilité politique et de l'augmentation de la corruption. Faite pour répondre aux besoins des années 1990, la Constitution ne paraît plus adaptée aux nouveaux défis politiques et dans plusieurs cas de figure, elle semble d'ailleurs favoriser des conflits institutionnels qui ne trouvent pas de réponse.

L'hypothèse selon laquelle la recherche avance sur la réforme en Roumanie postcommuniste est fondamentalement liée au passage du communisme à la démocratie. Cette réforme, demandée à la fois par les Roumains et par l'Union européenne, n'est que partiellement mise en place. L'opposition européenne à l'entrée de la Roumanie dans l'espace Schengen, en 2010 et 2011, est une preuve des avancements fallacieux réalisés par les élites.



Quelles sont les élites politiques nationales ? Comment sont-elles identifiées ? Quels sont leurs intérêts privés et comment sont-elles liées à la grande corruption et au clientélisme ? Quels sont les vrais intérêts des politiques ?

## **A. La mise en œuvre des réformes structurelles**

Sur le chemin vers l'État de droit, la Roumanie a dû lutter contre l'héritage institutionnel et politique de la dictature communiste, que Raymond Aron avait appelée « le grand mensonge du régime le plus humain du monde »<sup>88</sup>, soit la structure d'État dictatorial soviétique.

Trois grandes réformes devaient être mises en pratique pour que le pays soit accepté dans le club européen des démocraties prospères :

- 1) De l'économie d'État à l'économie de marché : la réforme de l'économie
- 2) Séparation des pouvoirs d'État : la réforme du système politique
- 3) Réforme de la politique et de la bureaucratie : la réforme du système d'administration publique

---

<sup>88</sup> ARON (Raymond), *Démocratie et totalitarisme*, Éditions Gallimard, (1965), p. 18

La « transition » a été le mot clé de la politique roumaine : toujours, dans toutes les actions politiques, il s’agissait de « transiter » vers ce futur. Cela a créé une pression considérable sur les acteurs impliqués dans la politique.

A titre d’exemple, Ion Iliescu, Président au pouvoir en 2002, avait prononcé dans son discours devant le Parlement plus de 27 fois le mot « Roumanie », soit 1% de la totalité des mots du discours (2.700 mots) ; 22 fois les mots impératifs « il faut », soit 0.5% ; 18 fois le mot « sociales » ; 15 fois le mot « européenne » et 14 fois le mot « corruption ». Ce dernier mot, qui nous concerne plus particulièrement, a été plus fréquemment utilisé que celui d’ « économie ». Une telle hiérarchie nous donne une idée de la pression exercée à l’époque autour des réformes les plus urgentes.

Nicolae Văcăroiu, ancien Premier Ministre de la Roumanie, expliquait ainsi : « Que s’est-il passé durant le début de la “transition”, comme nous l’appelons tous ? Je parle spécifiquement de l’intervalle de 1990, tout de suite après la révolution, et de l’automne 1992. Probablement que ça a été une des périodes les plus difficiles de cette transition parce que, pour la première fois, nous étions dans une période pionnière. »<sup>89</sup>

La Roumanie était dans une situation commune à tous les autres anciens pays socialistes, dans laquelle il fallait développer un programme de réformes qui signifiait le passage d’un état de centralisé, totalitaire, vers un État de droit fondé sur un principe de fond, celui de l’économie de marché. Nous reprendrons à ce titre la déclaration de Nicolae Văcăroiu, pour montrer l’énorme difficulté d’un tel projet. Il s’en souvient comme « d’une situation inédite, parce que ça se passait pour la première fois dans le monde, [que] personne n’avait dans “sa poche” les solutions pour ce passage et [que tout le monde se demandait] comment faire pour que ce passage soit rapide et couronné de succès. » Il poursuit ainsi lors de l’interview : « Imaginez, tout était dans les mains de l’État, tout était la propriété de l’État, le mécanisme du marché était remplacé par les balances matérielles, comme instrument principal de travail. Imaginez que toutes les décisions étaient prises en un seul endroit... »<sup>90</sup>

Petre Roman, Premier Ministre au pouvoir et révolutionnaire, était en mesure par sa position de couper les liens avec la dictature. Il raconte la difficulté énorme de mettre en application les réformes. « La première et la plus importante loi de la réforme, dès que le Parlement

---

<sup>89</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>90</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

a investi le Gouvernement, a été la Loi 1. Cette loi était fondamentale pour démarrer sur la voie de l'économie de marché, dans le sens où les compagnies d'État étaient face à un nouvel ordre législatif qui ouvrait la porte vers la privatisation, la concurrence et l'autonomie. »<sup>91</sup>

Même si la liberté avait été obtenue à l'époque, la question du futur économique du pays faisait toujours débat. Deux visions se confrontaient sur la mise en œuvre de politiques publiques : la vision « centraliste », contre la promotion des anciens du régime, et la vision « libérale », promue par les réformistes. Roman, qui faisait partie des réformistes, avait lui-même obtenu son doctorat à Polytechnique à Toulouse, et il se souvient bien de cette lutte, idéologique en surface, mais en vérité tout à fait économique : les anciens voulaient garder leurs privilèges à tout prix.

P. Roman se souvient du moment précis où la loi réformiste de l'économie venait d'être proposée dans le Parlement : « Le président du Sénat lui-même, monsieur Bârlădeanu, s'est rendu dans une soirée télévisée et nous a pulvérisés. Le Gouvernement du FSN ! Alors que lui-même, monsieur Bârlădeanu, était président du Sénat ! Ça a été très dur. Certes, cette Loi 15, est finalement passée comme nous l'avions désiré, mais l'épisode est resté très significatif : nous étions à deux ou trois semaines de l'investiture et une autorité de la majorité parlementaire s'était prononcée de manière très négative contre une première loi essentielle pour le démarrage de l'économie de marché. »<sup>92</sup> Bârlădeanu était un des seniors issus de la même formation politique, le Front du Salut Nationale.

Lorsque nous lui avons demandé pour quelles raisons il pensait que monsieur Bârlădeanu avait agi ainsi, Petre Roman a répondu : « Lui, il l'a fait... il a probablement eu des motivations sincères. C'était un homme qui désirait la conservation du système économique centralisé. À l'époque, c'était, probablement, une sorte de perestroïka, une "coiffure" de l'ancien régime, qui maintenait le contrôle des instruments centralisés de l'ancien système économique. En-dehors de ça, il avait également probablement des raisons personnelles d'agir ainsi. Le Gouvernement que j'ai formé était un gouvernement de jeunes recrues, avec de bons résultats professionnels, reconnues dans leurs professions et qui n'avaient rien à voir avec les personnes qui représentaient l'ancien régime. Ça, ça l'embêtait. Il pensait probablement qu'il aurait été "normal" de nommer quelqu'un comme lui au poste de Premier Ministre. »

---

<sup>91</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>92</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

Questionné sur l'existence d'un conflit de générations au sein du gouvernement, entre une génération qui partage les mêmes points de vue démocratiques et une génération issue du communisme, Petre Roman trace la ligne rouge sans hésitation : « Non, lui (Bălădeanu) était un représentant de l'ancienne structure dirigeante du Parti communiste. Il n'y a aucun doute là-dessus. Cependant, il est différent d'Ion Iliescu, qui a très bien compris dans quelle direction allait le monde et ce que la Roumanie devait faire. Mais, lui, M Iliescu, avait aussi souvent des hésitations. Parce que M. Iliescu avait été tellement d'années dirigeant dans l'ancien régime. Cependant, il a voulu une "sortie" très libérale en rapport avec l'ancien régime communiste, pendant que les autres se cramponnaient, s'accrochaient aux systèmes de type centralisé. Donc, c'était toute une équipe. »

93

Ainsi, que ce soit entre 1989 et 1991 selon le témoignage de Petre Roman ou entre 1992 et 1996 selon celui de Nicolae Văcăroiu, le conflit « centralisme » *versus* « libéralisme », opposant les réformistes aux « anciens », a été toujours au cœur de la politique roumaine.

Victor Ciorbea, Premier Ministre du 1997 à 1998, et Radu Vasile, Premier Ministre entre 1998 et 1999, évoquent encore la même situation. Victor Ciorbea se rappelle ainsi : « Comme le reconnaissent certains analystes internes et externes, je crois que les seize mois de mon gouvernement ont représenté la période qui compte le plus de réformes politiques, économiques et sociales. Sur le plan politique, j'ai créé le modèle de coexistence interethnique et interreligieux par l'intégration ouverte de l'UDMR comme membre du gouvernement. C'était la première fois que la minorité hongroise faisait partie d'un gouvernement démocratique, parce qu'auparavant, on avait eu des Hongrois dans le Parti communiste, pour démontrer qu'il n'y avait pas de discrimination de nature ethnique. C'était le premier gouvernement démocratique à avoir fait cela. Cela étant, j'ajouterais l'orientation pro-occidentale, pro - UE et pro-OTAN sans réserve, sans équivoque et irréversible. »<sup>94</sup>

V. Ciorbea évoque l'héritage démocratique du parti de son ancien Président, Corneliu Coposu, ancien dissident politique incarcéré pendant dix-sept ans sous la dictature communiste. Le passé dictatorial a été toujours une barrière contre le développement démocratique. Le contrôle total de la société sur une période aussi longue, tout comme la manipulation des masses, ont eu

---

<sup>93</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>94</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

entre autres effets, de dissoudre totalement la confiance dans l'aide étrangère et aussi dans la propriété privée.

Radu Vasile, ancien Premier-Ministre, qui porte également une étiquette de réformiste dans la politique, dit à propos des années post-communistes que la politique a été sous le contrôle et sous la surveillance des anciens membres de la Securitate et des cadres issus du Parti Communiste – regroupés dans le Front de Sauvegarde Nationale, transformé en Parti de la Démocratie Sociale en Roumanie (PDSR) et plus tard dans le Parti Social-Démocrate (PSD) : « En d'autres termes, la transition d'un type d'économie à l'autre s'est faite sous la surveillance, je souligne, sous la surveillance, d'une formation politique qui était le successeur du Parti communiste et qui perpétuait ses structures. Certes, pas ceux qui, pendant la période du communisme étaient au sommet du Parti, mais ceux qui provenaient des échelons 2-3-4. Tous ceux qui ont été au pouvoir pendant cette période ont eu des liaisons étroites soit avec le Parti Communiste, soit avec l'ancienne Securitate. Ils se connaissent entre eux, ils s'aident entre eux, ils se soutiennent être eux. La preuve : si on fait l'analyse du parcours de ceux qui sont considérés comme très riches aujourd'hui, il n'y aura pas d'exceptions sur le fait qu'ils ont tous représentés les anciennes structures. »<sup>95</sup>

Ce réseau invisible avait accès aux dossiers de surveillance de la population. Les membres du réseau de la Securitate ont été les seuls à avoir des connaissances sur le marché libre parce qu'ils faisaient partie des rares personnes qui pouvaient voyager en Occident. Ils savaient comment ouvrir une compagnie, appréhender un contrat commercial ou encore organiser une compagnie, soit les informations vitales pour comprendre l'économie de marché.

Radu Vasile estime que cette génération des « anciens » de la dictature a régné sur la vie politique et économique jusqu'aux années 2000 environ. En 1999, pour la première fois après la Révolution en Roumanie, les partis politiques de droite et les partis historiques des années 1920 sont revenus au pouvoir en gagnant les élections, ce qui a marqué le début de la transparence et de la transformation économique du pays.

Mais c'était une lutte entre les « anciens » et les « nouveaux » au pouvoir, se souvient Radu Vasile : « Qu'on a eu les autres, après les années 2000, eux aussi sont liés en majorité aux premiers. Or, ces structures, cette formation politique qui est devenue très populaire en prônant la voie nationaliste, aspect qui a caractérisé le communisme roumain – il été un communisme nationaliste,

---

<sup>95</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

ces gens-là ont lancé la fameuse idée “Nous nous vendons notre pays !” Cette idée a marqué les années 1990, jusqu’à la moitié de 1996. C’est à cause de ça, schématiquement, que ce processus de privatisation dont nous avons tant parlé, a été bloqué pour les investisseurs étrangers, occidentaux, pour la simple raison qu’on avait peur, dans cette force politique, que les nouveaux venus n’arrivent pas seulement avec une autre mentalité, mais avec un autre type de management ou un autre type de comportement d’affaires qui saperaient le pouvoir politique. »<sup>96</sup>

Zoe Petre, ancien conseiller présidentiel d’Emil Constantinescu, Président de la Roumanie entre 1996 et 2000, explique la colère des anciens de la Securitate contre eux lorsqu’ils ont entamé la création d’une institution essentielle pour la santé de la démocratie roumaine : la loi ouvrant les archives de la Securitate. Zoe Petre affirme : « Il était normal pour une loi comme celle-ci d'affronter une opposition féroce, une opposition à la loi pour la constitution du CNSAS. Je dis maintenant, à mon avis, que le PDSR et le PRM craignaient la conspiration des officiers sous couverts et l'opposition des délateurs de la Securitate. Parce que ça (le procès) a pris du temps, elle n'a pas adopté seulement en 2000. »<sup>97</sup>

---

<sup>96</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>97</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011



## B. Les élites politiques nationales

Ce thème s'inscrit dans le vaste champ d'études consacré à la corruption politique dans les pays en transition, appelés les « démocraties émergentes ». La Roumanie apparaît comme un « laboratoire social », dans lequel on retrouve presque toutes les formes de corruption politique, tel que les pots-de-vin, l'escroquerie, le népotisme, le copinage ou « le piston », la greffe, le trafic d'influence ou encore le conflit d'intérêts. Le clientélisme reste, parmi toutes les formes de corruption, la plus répandue dans le monde politique roumain. Il se pratique sous une forme personnelle, directe, avec une apparence de type clanique, ou se rencontre à travers diverses relations de clientélisme électoral éhonté.<sup>98</sup>

Nous avons eu, au cours de notre recherche, la « chance » d'être témoin d'un type d'événement politique assez rare, que Raymond Aron avait défini comme un « coup d'État légal » et qu'on croyait irrémédiablement disparu en Europe.

Cet « anachronisme » s'est déroulé du 3 au 6 juillet 2012 en Roumanie et a profondément inquiété l'Union européenne et les États-Unis quant aux capacités de la Roumanie à poursuivre sa transition sur le chemin démocratique. Il s'agissait d'un putsch parlementaire déclenché par les forces héritées du Parti Communiste du dictateur Ceaușescu, le Parti Social-Démocrate, avec Victor Ponta et Liviu Dragnea à sa tête. Bizarrement, un parti politique historique, le Parti National Liberal, dont les membres ont été torturés et mis en prison par les gens de la dictature, s'est allié dans cette mésaventure avec les anciens communistes pour destituer abusivement le Président Traian Băsescu. Le parti historique était sous la commande de Crin Antonescu, le mari de la future (et actuelle) commissaire européenne, Alina Vălean.

Ce type de coup d'État légal trouve aujourd'hui son expression dans le type de régime illibéral. Le coup d'État légal est une cascade des décisions politiques programmées pour améliorer la prospérité et le sentiment de sécurité pendant qu'elles réduisent l'indépendance de la Justice, les

---

<sup>98</sup> MÉDARD (Jean-François), *Revue Française de Science Politique*, volume 26, numéro 1, (1976), p.125-126



libertés civiles y compris la liberté de l'expression, et qu'elles captent l'accès et la redistribution des ressources dans les mains d'un oligopole et de sa cohorte de Clients.

L'ambiguïté et l'inconséquence éthiques des responsables politiques roumains sont si répandues qu'elles semblent désormais acceptées par la population, désabusée vis-à-vis du comportement de leurs élites politiques nationales. En retour, ces dernières semblent ne se faire aucune illusion sur celui de leurs concitoyens. Pourtant, les abus contre les Droits de l'Homme, la pauvreté endémique et la corruption profonde, systématique et ouvertement pratiquée, ont compté parmi les causes du soulèvement populaire contre la dictature de Ceaușescu. Malgré tout, dans les années qui ont suivi la Révolution de 1989, ces pratiques n'ont pas cessé d'exister dans le système politique alors mis en place : dans cette démocratie approximative, les élus et les électeurs partageaient une certaine compréhension « mutuelle » de la nature des activités des politiques, basée sur des standards de tolérance assez peu élevés en ce qui concerne les pratiques éthiques et légitimes.

Les élites roumaines à l'époque de la Révolution, comme c'est le cas dans certains pays d'Afrique, n'étaient pas très favorables à l'idée de remplacer la dictature par une démocratie. Beaucoup souhaitaient seulement en finir avec le couple Ceaușescu et sa « camarilla ». La raison est la même que celle évoquée par Daniel Bourmaud au sujet de l'Afrique : « Au moment des indépendances, les élites africaines ne pensent pas la question démocratique. Non qu'elles l'écartent directement, dans une opposition de principe. Mais, les catégories avec lesquelles elles pensent le pouvoir les conduisent à laisser en marge la préoccupation démocratique. »<sup>99</sup>

La transition démocratique n'a toutefois pas réussi à se libérer d'un phénomène ancré dans la pratique politique. La récupération privative des ressources publiques par les élites politiques a de fait été poursuivie sous le nouveau régime politique. Notre recherche se concentre sur ce phénomène précis : le néo-patrimonialisme. Le concept inspiré de la théorie sur le patrimonialisme de Max Weber regroupe, comme nous l'avons précisé auparavant, de manière large, la corruption politique, le clientélisme, le népotisme et le conflit d'intérêts. Les difficultés des anciens pays communistes à installer la démocratie sont liées à un processus de longue durée, qui implique des changements de générations et des transformations sociales et économiques. S. Milacic explique

---

<sup>99</sup> BOURMAUD (Daniel), « Aux sources de l'autoritarisme en Afrique : des idéologies et des hommes », *Revue internationale de politique comparée*, volume 13, numéro 4, (2006), p. 627

à quel niveau le passage vers la démocratie est difficile : « D'une façon générale, la "transition" ou la "consolidation" démocratique sont des processus fragiles, et non une hypothèse. Elles impliquent une gouvernance vigilante, au jour le jour, qui incombe plus spécifiquement à l'État ; alors que le droit est destiné à stabiliser, en profondeur et dans la durée, les consensus et les autres compromis votés – essentiels. Or, l'État postcommuniste s'avère encore déficitaire, à la fois en tant qu'autorité gouvernante et en tant que valeur légitimante. Légitimité démocratique et autorité politique vont, d'ailleurs, de pair ; leur synergie conditionne, finalement, l'efficacité de la bonne gouvernance, dont l'État est le principal responsable systémique, au-delà de toute majorité politique. »<sup>100</sup>

Étant donné le parcours de la Roumanie, on se demande si son avenir aurait été différent sans l'intervention et le support de l'UE. Les développements concernant la liberté économique, la création d'un système judiciaire indépendant et professionnel sont le résultat des « pressions » européennes. P. Claret compare cette évolution vers la démocratie à une « marche forcée » et évoque une « perfusion démocratique » : « En effet, et comme le soulignent de façon convergente quelques auteurs, les voies et les moyens de la démocratisation des États d'Europe Centrale et Orientale, sous l'égide des Organisations européennes et de leurs États membres, relèvent bien plus d'une logique d'imposition que d'une logique d'adaptation. L'alignement de ces États sur les standards normatifs européens et la démocratisation de leurs institutions politiques prennent une allure de marche forcée (...)»<sup>101</sup>. Selon P. Claret, de ce point de vue, « la démocratisation attendue des États postcommunistes est le résultat d'un processus, global et à sens unique, de transfert de technologies institutionnelles, en quelque sorte d'une perfusion démocratique destinée à produire, par effet d'accoutumance et d'acculturation, des comportements politiques et des régulations juridiques conformes aux standards européens de l'Europe du droit. »<sup>102</sup>

Une explication historique et particulière à la Roumanie, ex-pays communiste de l'Europe de l'Est, vient s'y ajouter pour soutenir le modèle pluraliste des élites. Avant 1989, tout le pouvoir était concentré entre les mains d'une élite *en apparence* « unifiée et homogène », selon les critères du modèle moniste du Wright Mills. À cause de l'opacité totale du système, il était très difficile

---

<sup>100</sup> MILACIC (Slobodan), « L'État postcommuniste entre l'histoire, le droit et le marché », chapitre in *La réinvention de l'État*, volume coordonné par MILACIC (Slobodan), Éditeur Bruyant, (2003), p. 17

<sup>101</sup> CLARET (Philippe), « La marche forcée des états postcommunistes vers l'état de droit et la démocratie pluraliste », chapitre in *La réinvention de l'État*, volume coordonné par MILACIC (Slobodan), Éditeur Bruyant, (2003), p. 95

<sup>102</sup> CLARET (Philippe), « La marche forcée des états postcommunistes vers l'état de droit et la démocratie pluraliste », chapitre in *La réinvention de l'État*, volume coordonné par MILACIC (Slobodan), Éditeur Bruyant, (2003), p. 96

pour ces élites de se manifester en tant que *diversité*. Les hostilités permises par la dictature se manifestaient entre l'armée et la milice, dont les terrains d'affrontement symbolique étaient les stades lors des matchs de football de leurs clubs : le « Dinamo Bucarest » et le « Steaua Bucarest ». En 1989, après la chute du régime totalitariste, les élites ont pu être mises en lumière par les médias et ont eu la possibilité de s'exprimer en tant que catégorie individualisée dans le système pluraliste des élites.

En 1996, les ex-communistes qui ont gardé le pouvoir entre 1989 et 1996 ont perdu les élections à cause du régime politique perçu même par leurs plus hauts leaders comme « corrompu et arrogant. »<sup>103</sup> Les gagnants, les politiques anticommunistes et antisoviétiques, ont commencé une chasse contre les ex-communistes, leurs clients et leurs membres infiltrés dans l'administration.

La structure apparemment monolithique des élites a été changée par l'accès au pouvoir et aux ressources publiques, par l'influence de l'Ouest et par l'ouverture au capital étranger.

Le fonctionnement de la polyarchie est fondé sur la pluralité des élites qui, selon Dahl, repris par Braud, sont des élites politiques, administratives, économiques, syndicales, etc. Ces élites partagent l'influence et les ressources publiques.

Dans son approche pluraliste des élites, Philippe Braud distingue trois caractéristiques du modèle Dahl – Aron des élites pluralistes<sup>104</sup> : 1) sont centrées sur un leader ; 2) ont des leaders locaux (caractéristique générale qui s'est adaptée au contexte ; en Roumanie de tels leaders sont qualifiés péjorativement de « barons », en raison de leur pouvoir et de leur comportement discrétionnaire) ; 3) partagent des sphères d'influence.

Mais les lois sont restées longtemps uniquement des promesses sur papier. Les élites qui ont pris le contrôle de l'économie sont en grande partie celles qui avaient le contrôle politique pendant la dictature. Entre les années 1990 et 2007, date officielle de l'adhésion et de l'intégration de la Roumanie dans l'UE, les élites au pouvoir ont tiré un maximum de bénéfices du manque d'application des lois. Dans son ouvrage, *Les piliers du nouveau pouvoir*, Silviu Brucan identifie le parcours et l'émergence des nouvelles élites politiques et économiques, élites qui sont, sans aucun doute possible, liées à la dictature.

---

<sup>103</sup> BODA (Iosif), *Cinci ani la Cotroceni*, (1997), p. 163

<sup>104</sup> BRAUD (Philippe), *Sociologie politique*, 6<sup>e</sup> édition, L.G.D.J. Manuel, (2002), p. 538

De nouvelles classes sociales se sont créées. S. Brucan explique que pour intégrer la classe moyenne dans la Roumanie post-communiste, le seuil financier était de 1 million de lei mensuel, selon sa valeur en 1994, l'équivalent en dollars étant alors d'environ 605 dollars par mois.

Selon S. Brucan, « compte tenu de l'état de sous-développement en Roumanie, nous avons calculé le seuil d'entrée dans la classe moyenne : un revenu mensuel de 1 million de lei. Qualification : les hauts fonctionnaires de l'État, les sénateurs et les députés, les directeurs des administrations autonomes et les membres des conseils d'administration AGA, FPS, et FPP, des représentants des entreprises étrangères avec des salaires en dollars, et les employeurs du secteur privé, les actionnaires, les administrateurs de la banque ainsi que des hommes d'affaires en économie "parallèle" ou "l'argent sale". »<sup>105</sup>

L'augmentation exponentielle de la valeur du dollar par rapport à la monnaie nationale, ainsi montrée par le graphique, nous donne l'image d'une économie en plein déclin. La « grande industrie » de la dictature communiste était en perte, contrairement à l'économie libre de l'Ouest. Même si l'économie roumaine chutait de façon spectaculaire, une catégorie spéciale en tirait des bénéfices. Les gens qui ont fait partie de cette catégorie ont été appelés les « milliardaires de carton ».

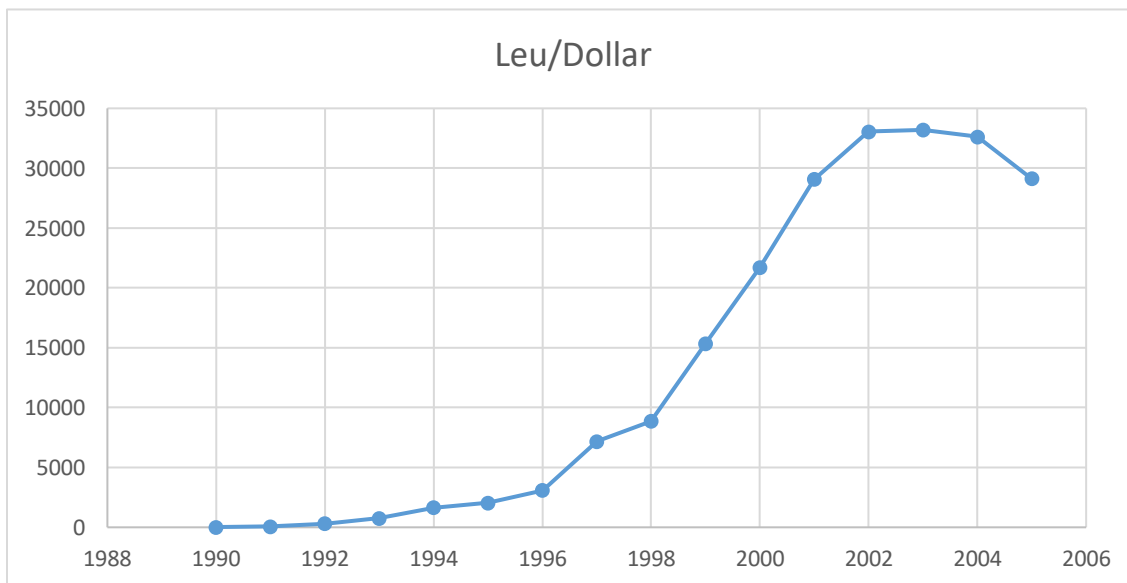


Figure 2. Graphique de l'évolution d'échange leu-dollar entre les années 1990 et 2006.

Source des données : la Banque Nationale de Roumanie.

<sup>105</sup> BRUCAN (Silviu), *Stâlpii noii puteri în România*, Nemira, (1996), p. 12

Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? En combien de temps sont-ils devenus des milliardaires ? S. Brucan, lui-même ancien membre de la nomenclature de la dictature, et plus tard, opposant de Ceaușescu, s'intéresse à leur évolution : « Mais le phénomène le plus choquant de la révolution sociale en Roumanie est l'émergence et l'augmentation des milliardaires en cinq ans. La nouveauté de ce phénomène historique découle de ses origines : étant donné que l'accumulation de capitaux privés par la société communiste était mal vue et condamnée par la loi, après 1989, la classe capitaliste s'est principalement formée au détriment de l'État par le biais des valeurs immobilières, des immobilisations corporelles et au détriment même du capital des entreprises commerciales d'État ou des organisations étatiques. Par conséquent, ces nouveaux milliardaires constitueraient ce qu'on pourrait appeler un État capitaliste qui serait paradoxalement le produit naturel du socialisme d'État. »<sup>106</sup>

Les cas décrits par S. Brucan sont des cas d'école pour observer le néo-patrimonialisme installé en Roumanie après la chute de la dictature communiste. L'auteur donne certains exemples : « J'ai étudié le phénomène (...) et nous en sommes venus à identifier six principaux processus de création de milliardaires. Typique à cet égard est la figure du directeur d'une entreprise d'État qui a créé une compagnie privée dirigée par lui-même ou quelqu'un de sa famille, à qui il confie les commandes et à qui il facilite des prêts bancaires garantis avec les avoirs d'État. »<sup>107</sup>

Les six types des personnes qui se sont rapidement et souvent illégalement enrichies sont selon S. Brucan<sup>108</sup> :

1. Les directeurs des entreprises d'État qui ont créé une entreprise privée fictive
2. Les organisations ou compagnies d'import-export, dont les directeurs ont exploité les relations avec les entreprises occidentales
3. Les personnes avec de la famille en CEPEX, avec leurs biens et leurs connexions
4. La diaspora – les Roumains qui sont retournés en Roumanie avec de l'argent
5. Les entrepreneurs – les gens très dynamiques (« self-made ») qui ont rapidement gravi l'échelle du business
6. Le « corridor bancaire »

---

<sup>106</sup> BRUCAN (Silviu), *Stâlpii noii puteri în România*, Nemira, (1996), p. 12

<sup>107</sup> BRUCAN (Silviu), *Stâlpii noii puteri în România*, Nemira, (1996), p. 12

<sup>108</sup> BRUCAN (Silviu), *Stâlpii noii puteri în România*, Nemira, (1996), p. 12

La nouvelle société roumaine tentait de se bâtir sur de nouveaux principes mais avec les mêmes dirigeants – ceux issus du Parti communiste. « Le Parti communiste instrumentalise l'État à travers le système du "Parti-État". Dans le système du "socialisme réel", c'est le Parti communiste qui a le "rôle dirigeant", en tant "qu'avant-garde" politique de la société globale. À ce titre, il avait le monopole de vérité, c'est-à-dire du pouvoir d'interprétation des principes fondateurs, qui se voulaient à la fois valeurs idéologiques et vérités historiques du "socialisme scientifique". C'est, donc, au Parti qu'appartient, en théorie et en pratique, la place "noble" de gardien du temple et de décideur politique, qui se concrétisait par la fameuse "ligne du parti". L'État était soumis à l'idéologie, *via* le Parti, comme il le sera plus tard, au droit, *via* la Constitution. Il était, lui aussi, une "courroie de transmission", vers la société, des décisions générales du Parti ; à l'image des syndicats et des professions qui visaient la métaphore de Lénine. Si l'idéologie et la politique sont au Parti, l'administration, c'est-à-dire l'exécution, incombe à l'État. Celui-ci apparaît, finalement, comme l'ombre portée du Parti, grâce au dédoublement organique et personnel des deux instances. »<sup>109</sup>

---

<sup>109</sup> MILACIC (Slobodan), « L'État postcommuniste entre l'histoire, le droit et le marché », chapitre in *La réinvention de l'état*, volume coordonné par MILACIC (Slobodan), Éditeur Bruyant, (2003), p. 21



## SECTION 3

# LA MÉTHODOLOGIE

Notre travail repose sur une recherche approfondie et particulièrement délicate car elle est liée à une situation politique sensible. Pour obtenir un maximum de données, nous avons opté pour une méthodologie combinée : à la fois qualitative et quantitative.

Le point fort de la recherche qualitative est représenté par les quatorze entretiens *in extenso* avec des experts et avec les plus hauts dirigeants de la vie politique roumaine d'après 1989. Nous avons rencontré quatre anciens Premiers Ministres : M. Petre Roman, M. Nicolae Văcăroiu, M. Victor Ciorbea et M. Radu Vasile, mais également deux anciens conseillers présidentiels – Mme Zoe Petre et quelqu'un d'autre dont nous respecterons l'anonymat, à sa demande. Dans le monde de l'entreprise, nous nous sommes entretenus avec deux hommes d'affaires millionnaires – M. Constantin Toma et une autre personne qui a également demandé à rester anonyme. Du côté de l'administration, un haut directeur d'un ministère en charge de l'administration des fonds européens nous a répondu, tout en demandant également de ne pas être nommé. Le domaine de la société civile est représenté par Mme Georgiana Iorgulescu, directrice d'une ONG qui lutte contre la corruption. En outre, nous avons interrogé deux étudiants en psychologie et une étudiante en économie.

Le point fort de la partie quantitative est l'analyse statistique d'un échantillon représentatif de la totalité de l'élite politique roumaine qui compte 4.348 positions, dont 2.724 membres de la Chambre des députés, 1.078 membres du Sénat, et 546 membres du Gouvernement. L'échantillon représentatif utilisé dans l'analyse compte 354 personnes, présentant donc une marge d'erreur d'environ 5%<sup>110</sup>.

---

<sup>110</sup> Voir le calcul sur le site internet <http://www.raosoft.com/samplesize.html> (compagnie de sondages) ou sur le site de la Statistique nationale d'Australie consultable ici: <http://www.nss.gov.au/nss/home.nsf/pages/Sample+Size+Calculator+Help?OpenDocument>



Enfin, nous proposons d'évaluer l'étendue de la propagation du clientélisme à l'aide d'un nouvel outil de notre invention appelé : Patron-Client : Relations Pyramidales (PCRP) ou plus brièvement, la « pyramide du clientélisme ».

La science politique étant, fondamentalement, l'étude de l'État et celle du pouvoir, notre thèse s'attache plus particulièrement à articuler ces deux entrées à travers l'étude de l'instrumentalisation du pouvoir par les élites politiques.

Pour aborder ce sujet, nous avons privilégié l'approche qualitative dans notre recherche, avec pour élément essentiel des entretiens avec des acteurs principaux de notre sujet d'étude. Ce choix de rencontrer et d'écouter ces personnalités de premier plan a été motivé par la méthode classique et efficace de l'empirisme qui selon la définition de Madeleine Grawitz, permet d'affirmer que « l'origine de la connaissance se trouve dans l'expérience. Il croit dans la valeur de l'observation, c'est-à-dire dans la sensation. »<sup>111</sup> Ces entretiens tiennent donc lieu d'expérimentations et de « sensations » indispensables pour pénétrer le cœur de notre étude.

Ainsi, nous suivrons les différentes étapes de la recherche, telles qu'elles ont été établies par une majorité de chercheurs en sciences sociales, à savoir :

1. Des faits à observer, donc des types d'observation, des règles auxquelles se soumettre, des techniques à appliquer ;
2. Des hypothèses qui doivent, elles aussi, remplir certaines conditions ;
3. Une expérimentation qui obéit également à des impératifs<sup>112</sup>.

Ce travail a été inspiré par différents facteurs concomitants ou répétés, qui tous appelaient une analyse moins dépendante de l'actualité, une réaction plus détachée que la méthode journalistique. Cette analyse propose une approche synchronique et diachronique, plus universitaire que les rapports pointus, de véritables photographies ponctuelles, faites par les institutions spécialisées.

Les critiques et les déceptions de politologues, de commentateurs et d'analystes politiques envers les moindres progrès réalisés dans la lutte contre la grande corruption par les élites roumaines et la priorité accordée par les dirigeants européens à la réforme de la justice en matière

---

<sup>111</sup> GRAWITZ (Madeleine), *Méthodes des sciences sociales*, 10<sup>e</sup> édition, Dalloz, (1996), p. 15

<sup>112</sup> GRAWITZ (Madeleine), *Méthodes des sciences sociales*, 10<sup>e</sup> édition, Dalloz, (1996), p. 301

de lutte contre la grande corruption sont les principales raisons qui ont motivé cette recherche et notre engagement total, tant intellectuel que personnel, pour mener ce travail sur ce champ d'étude particulièrement sensible.

La littérature spécialisée sur le sujet fait du clientélisme un idéal-type, selon l'expression wébérienne. Qu'il s'agisse du clientélisme traditionnel agraire ou, dans des formes plus modernes et « complexifiées », observables dans les démocraties actuelles, du clientélisme politique, clanique ou religieux, cet idéal-type remplit tous les critères pour être considéré comme un phénomène social, dont les signes les plus généraux s'observent dans tous les types de société.

L'argument en faveur de l'approche idéale-typique est son « applicabilité universelle »<sup>113</sup> (d'où dérivent plusieurs autres caractéristiques particulières), indispensable étant donné l'étendue géographique des « cas de clientélisme » dans le monde, l'observation des relations de clientèle identiques dans des systèmes politiques très différents (démocratie ou totalitarisme) et la persistance du phénomène dans l'Histoire.

La Roumanie est, sur le papier, une démocratie moderne, mais la loi y est appliquée arbitrairement, ne serait-ce que d'après les nombreuses critiques des organismes internationaux qui analysent de près le respect de la loi et la réforme de la justice. Étant donné que les critères d'analyse de l'État de droit, tel qu'il est défini et cité en référence par les organismes internationaux et par la Roumanie elle-même, s'appliquent au « cas roumain », l'approche idéale-typique wébérienne semble légitime.

Par ailleurs, l'étendue géographique du clientélisme justifie pratiquement à elle seule l'emploi de l'idéal-type clientéliste comme approche principale de cette recherche. Jean-François Médard avait noté dans son article-cadre sur le rapport de clientèle que « ces phénomènes [avaient] été repérés dans des sociétés extrêmement nombreuses et, de plus, très variées. » Il poursuit ainsi dans l'article : « Dans certaines, leur importance est décisive pour comprendre le fonctionnement du système social. Dans d'autres, dans les sociétés modernes en particulier, leur prise en considération peut apporter un éclairage nouveau, ou permettre d'attirer l'attention sur des phénomènes négligés. »<sup>114</sup>

---

<sup>113</sup> MÉDARD (Jean-François), « Le Rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue française de science politique*, Volume 26, Numéro 1, (1976), p. 104

<sup>114</sup> Médard (Jean-François), « Le Rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue française de science politique*, Volume 26, Numéro 1, (1976), pp. 103-104

Les études sur le clientélisme dans les États africains, aux États-Unis, en Europe occidentale (notamment en Italie et en France) témoignent par l'observation de l'existence de rapports de clientèle similaires à tous les niveaux de la société dans ces cultures et dans ces pays. Bien entendu, localement, ces rapports connaissent des formes originales et particulières car elles sont ancrées dans une réalité géographiquement, historiquement, politiquement et socialement marquée, mais les caractères généraux se retrouvent à chaque fois et restent similaires malgré la variété de tous ces terrains.

Dans le « cas roumain », à l'époque du totalitarisme ou dans l'actuelle jeune et théorique démocratie, les centres de pouvoir que sont l'administration centrale ou locale étaient et sont les acteurs principaux – les patrons – de la relation de clientèle ou de la corruption politique, comme cela a été mentionné dans les rapports de suivi de la corruption de l'Union européenne, qui réclament des mesures plus efficaces pour combattre ces types de pratiques illégales et illégitimes.

Jean Baudouin note à propos de la classification wébérienne : « [Weber] dévalue les systèmes de type clientéliste ou clanique qui, de manière insidieuse dans les démocraties occidentales, de manière massive dans les nouveaux États, tendent à enserrer “gouvernants” et “gouvernés” dans une réciprocité durable des intérêts et des échanges. »<sup>115</sup>

La littérature académique publiée sur le sujet de la corruption politique et du clientélisme est abondante. Les pays en transition, notamment ceux de l'Europe de l'Est, ont fait l'objet d'une attention plus grande, notamment grâce à l'Union européenne. Leur intégration dans l'UE s'est faite avec difficulté – le plus grand défi ayant été de fonder un État de droit fonctionnel bâti sur les standards des autres pays déjà membres de l'UE. Un grand nombre d'études ont été publiées dans les années 2000-2007, alors que la Roumanie et la Bulgarie étaient admises dans la dernière « vague » d'élargissement.

---

<sup>115</sup> BAUDOUIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Mémentos Dalloz, (1992), p. 38

## A. Approche qualitative

Du côté empirique, nous avons utilisé pratiquement tout l'éventail de sources requises par la recherche en sciences sociales : entretiens, consultations des sources primaires et secondaires (rapports, sondages, études non académiques, dossiers judiciaires disponibles au grand public, documents économiques, archives économiques et statistiques) et recueil détaillé de la presse. La recherche qualitative nous a permis d'extraire des idéaux-types et de « calibrer » l'analyse quantitative.

En ce qui concerne le déroulement des entretiens, nous avons établi un fonds commun de questions adressées à chaque dirigeant interviewé. Pour les hommes d'affaires, le questionnaire a été adapté sans en changer la substance. Toutefois, le questionnaire à douze questions (lire ci-dessous) a surtout servi de jalon : nous avons laissé les interlocuteurs répondre, suivant la méthode de l'entretien semi-directif, sans toujours suivre *stricto sensu* le déroulement ni la chronologie du questionnaire. Cette flexibilité nous a permis de rendre l'entretien plus naturel, moins contraignant et de laisser une marge de manœuvre à la réflexion du répondant.

Souvent, l'entretien a pris la direction choisie par l'interviewé quand il la jugeait plus pertinente. Cela a permis de donner plus de liberté au récit de notre répondant, qui valorisait alors l'intimité de ses relations avec l'acte de gouvernance<sup>116</sup>.

Quant aux étudiants interviewés, les questions ont été adaptées à leur niveau de connaissance et l'accent a été mis sur leurs expériences personnelles liées à la corruption et au clientélisme concernant leurs proches ou eux-mêmes. Cela nous a permis d'obtenir une image plus complète du sujet, en incluant dans notre échantillon une nouvelle dimension issue d'un tout autre pan de la société roumaine.

Le nombre de questions a peu varié : de 12 à 14. Ces questions ont aussi joué un rôle de « bornes » pour mieux observer les différences d'opinion.

---

<sup>116</sup> Voir l'entretien avec M. Ciorbea, ancien Premier Ministre de Roumanie en 1996-1998, qui parla de ses efforts des deux côtés : politique et maître avocat.

Étant donné le sujet, certaines réponses étaient visiblement limitées par les contraintes légales liées au secret d'État. En revanche, les interviews données sous couvert d'anonymat ont été particulièrement généreuses en termes de détails. En effet, une partie des entretiens n'a pu être réalisée qu'avec l'engagement de respecter l'anonymat total de certains répondants, pour des raisons évidentes de respect de la vie privée mais aussi de sécurité. Citons Della Porta, dont les recherches portaient sur la corruption publique en Italie : « Étant une violation des normes, la corruption suppose en principe la clandestinité. Le caractère secret des transactions est une nécessité et en même temps une source de scandale lorsque les échanges corrompus sont dévoilés : l'affaire a d'autant plus de retentissement qu'elle était cachée au grand public. D'où la tentative et la tentation de la part des partenaires en corruption de la dissimuler sous des apparences anodines ou même de lui faire prendre des formes légales. »<sup>117</sup>

Lorsque des réponses portaient des accusations directes envers certaines personnalités politiques, nous avons pris la décision de les analyser seulement si le cas était de notoriété publique et cela avait fait l'objet d'une poursuite judiciaire officiellement close. Tout cas dont l'enquête judiciaire était toujours en cours porte une mention spécifique et nous nous sommes bien gardés de prendre parti pour qui que ce soit.

Nous présentons ci-dessous le questionnaire utilisé avec l'explication du choix des questions. La première question touche au passé dictatorial de la Roumanie et a comme but de connaître la source principale de la corruption dans la Roumanie d'après la dictature. Les deux questions suivantes et la question 6 traitent de l'expérience personnelle dans l'exercice du pouvoir de la personne interviewée. Les questions numéro 4, 5 et 7 sont plus théoriques et cherchent à cerner les opinions sur l'ensemble de la classe politique roumaine et sur la lutte contre la corruption. Les six dernières questions sont concentrées sur les sources de la corruption par domaine et sur l'échec de la lutte contre la corruption.

---

<sup>117</sup> DELLA PORTA (Donatella) et MÉNY (Yves), *Démocratie et corruption en Europe*, Éditions La Découverte, (1995), p. 16

## Questionnaire

|          |   |
|----------|---|
| <b>1</b> | Pensez-vous que le phénomène de la corruption soit apparu après 1989 ou qu'il s'inscrit dans la continuité du système totalitaire ?   |
| <b>2</b> | Pendant votre mandat, la Roumanie était en transition vers l'économie de marché et en processus de construction d'un État de droit. Quels ont été les principaux obstacles de cette réforme, durement ressentie par les Roumains ?  |
| <b>3</b> | Quelles ont été les politiques publiques que vous souhaitiez appliquer, mais qu'il vous a été impossible de faire ?   |
| <b>4</b> | La Roumanie et ses élites politiques étaient-elles préparées à appliquer la « réforme de choc » demandée par les autres institutions internationales ou États étrangers ? (Je fais référence à la loi sur la « lustration politique », sur les privatisations massives, etc.) |
| <b>5</b> | Comment expliquez-vous l'augmentation continue du mécontentement de la population envers la bureaucratie et l'appareil administratif de l'État ?  |
| <b>6</b> | Pendant votre mandat, la Roumanie a été évaluée dans plusieurs classements internationaux comme un pays doté d'un haut niveau de corruption. Estimez-vous que ces évaluations reflètent la réalité ?  |
| <b>7</b> | Pensez-vous que les élites politiques roumaines ont confondu l'intérêt public et l'intérêt privé, personnel ?   |
| <b>8</b> | Quels sont, selon vous, les secteurs qui ont généré le plus de corruption dans la Roumanie postcommuniste ?   |

|           |   |
|-----------|---|
| <b>9</b>  | Une grande partie des Roumains les plus riches (voir le classement « Top 300 riches ») ont fait leur fortune en « faisant des affaires » avec l'État. Pensez-vous que leurs contacts politiques ont influencé ces réussites ou ont servi de complices en ce sens ? Aujourd'hui (2011), cette situation est-elle encore possible ? |
| <b>10</b> | Pourquoi pensez-vous que les élites politiques roumaines ont échoué dans la lutte contre la corruption ?  |
| <b>11</b> | Pensez-vous que les élites sont capables de mener une politique qui ne mélange pas intérêts privées et personnels ?   |
| <b>12</b> | Quels sont à votre avis les gouvernements qui ont totalement failli dans leur mission de défense de la loi ? Pouvez-vous justifier votre réponse ?  |

Outre ces entretiens, nous avons utilisé divers documents traitant de la corruption. En premier lieu, les rapports spécialisés des institutions internationales et nationales comme ceux de l'Union européenne ou de la Fondation Transparency International, ainsi que les rapports d'activité de la Direction nationale anticorruption, du Conseil supérieur de la magistrature et de l'Agence d'Intégrité, mais également les documents des procureurs et les sentences des tribunaux. L'état de la corruption (et du clientélisme) a été suivi de près par l'UE : la Roumanie a été admise dans l'UE via le programme de Mécanisme de collaboration et de vérification (MCV), qui stipulait l'obligation de faire certaines réformes que nous présenterons et discuterons plus loin. Il est important de souligner qu'en cas de faillite de la mise en place de ces réformes, la Roumanie risque l'exclusion de l'UE dans le cas le plus grave ou *a minima*, la cessation de versement de certains fonds de financement.

Nous nous sommes aussi, bien entendu, appuyés sur des études de cas d'anciens pays communistes en transition, sur des statistiques judiciaires et économiques nationales et sur des entretiens afin de pouvoir comparer le cas roumain avec des cas similaires, précédents ou concomitants, afin d'enrichir notre propos et de lui donner une perspective plus large.

L'analyse des données qualitatives a été faite avec l'aide du logiciel ATLAS.ti. Nous avons utilisé le système de codage qui permet de grouper des passages ou des mots sous une étiquette. Trois grandes catégories de codage sont issues de l'analyse de 12.000 documents représentant la base de données utilisée pour la recherche. La première catégorie est la catégorie théorique

(marquée Th\_ ::), suivie par la catégorie empirique (marquée CAS\_ ::) et l'échantillon qui est une catégorie mixte, à la fois théorique et empirique.

Les sources documentaires ont été analysées et classifiées selon l'encadré théorique et ont été sous-catégorisées en suivant les concepts clés et le but de la recherche.

Certains documents importants, comme les discours des Présidents devant le Parlement, d'une grande importance symbolique, historique et politique, et qui dépassent la portée des discours politiques à court terme, ont également subi une analyse et une interprétation approfondies. Nous avons utilisé, entre autres, la fonction « statistique de mots » d'ATLAS.ti, qui nous a permis d'effectuer instantanément un classement de l'emploi du mot choisi. A titre d'exemple, Ion Iliescu, Président au pouvoir en 2002, avait prononcé dans son discours devant le Parlement plus de 27 fois le mot « Roumanie », soit 1% de la totalité des mots du discours (2.700 mots) ; 22 fois les mots impératifs « il faut », soit 0.5% ; 18 fois le mot « sociales » ; 15 fois le mot « européenne » et 14 fois le mot « corruption ». Ce dernier mot, qui nous concerne plus particulièrement, a été plus fréquemment utilisé que celui d'« économie ».

Le codage nous a permis de regrouper les concepts autour de noms et de données empiriques. Le nouvel outil que nous proposons pour évaluer le clientélisme est fondé sur l'analyse qualitative et ultérieurement, testé par des moyens quantitatifs. La construction des catégories et des sous-catégories de la Pyramide PCR est faite principalement grâce aux données qualitatives et complétée par des données quantitatives. La validation empirique de l'instrument est faite par des moyens statistiques.

Le cas de Victor Ponta, homme politique roumain, ancien Premier Ministre et ancien président du Parti Social-Démocrate est éclairant à ce titre. Actuellement jugé pour des faits de corruption, il a été acquitté en première instance mais son procès a été suspendu par la Haute Cour de Justice et Cassation. « Victor Ponta a été mis en examen par la DNA pour avoir commis des délits de falsification de documents privés, de complicité de fraude fiscale et de blanchiment d'argent. Les procureurs allèguent qu'entre octobre 2007 et décembre 2008, par l'intermédiaire de son cabinet d'avocats, Ponta a obtenu de SCA "Șova and Associates" plus de 181 000 lei pour des activités prétendument menées en collusion, mais qui, en réalité, n'ont pas été réalisées. »<sup>118</sup>

---

<sup>118</sup> « Instanța supremă suspendă procesul lui Victor Ponta. Liderul Pro România fusese achitat în primă instanță », 11.11.2019 21:11, Digi24, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/instanta-suprema-suspenda-procesul-lui-victor-ponta-liderul-pro-romania-fusese-achitat-in-prima-instanta-1215419>



Dans notre structure d'analyse, nous avons appliqué les « étiquettes – codes » « corruption » et « clientélisme ». Avec le logiciel, nous avons superposé ces codes avec ceux issus de la littérature académique, pour faire la liaison entre les aspects théoriques correspondant à l'aspect empirique dans la recherche.

En établissant par exemple la Pyramide PCR du cabinet de Victor Ponta, nous avons pu définir combien de liens existaient et les identifier. Pour cela, nous avons sélectionné le code avec son nom, ajouté la catégorie qui nous intéressait et cherché dans la base de données. Les résultats générés automatiquement ont été vérifiés et analysés. Ils sont donc le fruit de notre propre interprétation et non pas une création du logiciel.

## B. Approche quantitative

Les étapes de la partie quantitative que nous avons suivie sont les étapes classiques. D'abord, nous avons fait la somme de toutes les positions correspondant à l'élite politique, dans notre cas les membres du Parlement et du Gouvernement. La deuxième étape a été la construction d'un échantillon représentatif de cette totalité. Enfin, la troisième étape a été l'analyse de biographies des sujets de l'échantillon selon une grille d'analyse – la Pyramide PCR – fondée sur des analyses qualitatives détaillées. Le traitement de données a été fait avec l'aide d'un logiciel spécialisé pour la statistique, SPSS.

Le but de l'analyse quantitative est de tester l'hypothèse de recherche – les élites politiques ont tantôt freiné, tantôt accéléré la réforme vers l'État de Droit selon des intérêts personnels – et de tester la validité scientifique de la Pyramide PCR en tant qu'instrument d'analyse institutionnelle universel.

L'élite politique roumaine postcommuniste compte, au total, 4 348<sup>119</sup> positions, détenues par le même nombre de personnes dans chaque législature entre 1989 - 2016, conformément aux données officielles publiées par la Chambre des députés et le Sénat. On compte 2 724 membres de la Chambre des députés, 1 078 membres du Sénat et 546 membres du Gouvernement. Cette analyse n'inclut pas le Parlement issu des élections du 11 décembre 2016.

Cependant, malgré les bornes temporelles 1989 – 2016, nous allons également traiter certaines dossiers et affaires judiciaires qui ont débuté avant 2016 mais ils ont été finalisés quelques années plus tard.

Parmi l'ensemble de ces députés, sénateurs et ministres, nous avons sélectionné, avec les logiciels Raosoft et Statistique Australie<sup>120</sup>, un échantillon pour sondages et études en extrayant au hasard un nombre de 354 sujets. Cet échantillon représentatif, choisi de manière totalement aléatoire et parfaitement validé du point de vue scientifique, constitue le cœur de notre test

---

<sup>119</sup> Source : calcul d'auteur.

<sup>120</sup> Voir le calcul sur le site d'internet <http://www.raosoft.com/samplesize.html> (compagnie de sondages) ou sur le site de la Statistique nationale d'Australie consultable ici : <http://www.nss.gov.au/nss/home.nsf/pages/Sample+Size+Calculator+Help?OpenDocument>

empirique sur le clientélisme et la corruption. Toute donnée qui en est extraite est représentative de la classe politique roumaine postcommuniste dans son entier. Le degré de confiance établi par les logiciels est de 95% et la marge d'erreur est de 5%. La procédure d'échantillonnage est également valide pour n'importe quelle autre population. Si nous tenons compte de la totalité des membres des élites politiques nationales françaises par exemple, l'échantillon représentatif sera extrait de la même manière.

À notre connaissance, aucune étude similaire d'une telle ampleur n'a été menée sur l'élite politique roumaine postcommuniste.

Quelques précisions concernant le nombre des élus faisant partie de l'échantillon. Certains politiques ont été comptés plusieurs fois lorsqu'ils ont obtenu plusieurs mandats. En revanche, la création aléatoire de l'échantillon a généré au total 29 « doublures », correspondant aux politiques qui ont cumulé plusieurs mandats.

Comme dans la construction du total, nous avons voulu faire figurer l'ensemble des positions, nous avons également intégré dans la base de données comme « entrée » ou, selon le langage du SPSS comme « cas », les politiques qui ont cumulé plusieurs mandats. L'échantillon confirme donc leur présence nécessaire pour la validité sociologique de l'étude.

Mais, dans l'analyse des « doublures » de l'échantillon, nous avons analysé séparément les doublures pour des raisons de redondance. Les 29 personnes qui ont par hasard été sélectionnées deux fois n'ont donc été intégrées qu'une seule fois dans l'échantillon représentatif, afin d'assurer la validité de l'échantillon. Ces 29 individus représentent environ 1% du total.

L'échantillon sociologique compte 354 noms, mais seulement 325 d'entre eux désignent une personne unique et représentent l'échantillon sur lequel nous avons travaillé. Les conclusions de l'analyse s'appliquent à la totalité des élites politiques postcommunistes en Roumanie, avec une marge d'erreur de 5% et un degré de confiance de 98%.

Pour l'analyse statistique, nous avons utilisé le logiciel SPSS. Notre but a été de tester la validité de notre hypothèse et celle de la Pyramide PCR. Pour y arriver, nous avons appliqué les tests statistiques suivants, appartenant aux statistiques descriptives, aux cross tabulation et aux tests Chi-square et Pearson.

Les statistiques descriptives établissent seulement le comptage et le pourcentage.

L'analyse de cross tabulation nous permet de tester deux variables catégoriales l'une contre l'autre pour voir s'il y a une relation forte ou s'il n'y a pas de relation. Y a-t-il par exemple une

association entre le type de clientélisme et l'implication dans des cas de clientélisme ? Qui sont les plus susceptibles de faire du pantouflage politique (la migration) : les membres de la famille, les amis ou les clients religieux ?

Les tests Chi-Square et Pearson sont essentiels pour prouver la validité ou l'invalidité d'une hypothèse. Supposons qu'entre la migration politique et l'implication des cas de clientélisme, il y a une forte relation, induite par l'idée que si un politique change fréquemment de parti, c'est qu'il recherche presque systématiquement des avantages personnels. En utilisant les critères d'analyse que nous avons dressés, les tests Chi-Square et Pearson vont tester mathématiquement cette probabilité. Pour que l'hypothèse soit confirmée, le coefficient Pearson/Asymp doit être de moins de 0.05. Si le coefficient est plus grand que la valeur mentionnée, la probabilité d'obtenir le même résultat par hasard est assez grande pour qu'on élimine toute validité d'association.

Pour tester notre hypothèse, l'échantillon a été utilisé globalement pour les grandes questions liées à la corruption et au clientélisme, mais également pour des analyses plus précises qui nous permettent d'extraire des faits pertinents, pour établir par exemple le pourcentage de politiques qui ont changé de parti, l'effet générationnel dans la politique ou bien les condamnations prononcées par la justice.

Ces données empiriques sont essentielles pour valider notre hypothèse.



## ANNONCE DU PLAN

Les deux parties de la thèse concernent deux phénomènes connexes : le clientélisme et la corruption.

Dans la Première Partie, nous avons analysé comment le clientélisme avait impacté les élites politiques nationale roumaines et les pouvoirs d'État. Nous avons traité l'Exécutif et le Législatif ensemble, et le Judiciaire dans un chapitre séparé pour expliquer aussi le rôle de la "Stasi roumaine" – la Securitate – dans la construction d'un système parallèle de gouvernement sur des critères de clientélisme.

Dans la Deuxième Partie, nous avons analysé la corruption comme effet du clientélisme pour montrer que toute réforme en faveur de l'intérêt public a été bloquée par les avantages énormes, obtenus ou perçus comme faciles à obtenir par les politiques au pouvoir ou par les opposants. A notre avis, le clientélisme est un facilitateur de la corruption.

En premier lieu, nous avons calculé le nombre moyen de Patrons et de Clients impliqués dans le vol d'1 million d'euros – valeur du préjudice –, ainsi que la valeur moyenne des pots de vin directement obtenus par les individus impliqués dans les affaires de corruption.

Notre outil pour évaluer le clientélisme – la Pyramide Relations Patron – Client montre que plus une structure est « personnalisée » dans le sens du clientélisme défini par J-F. Médard, plus il y a des affaires de corruption.



## **PREMIÈRE PARTIE**

# **LA « CAPTATION » DES POUVOIRS D'ÉTAT PAR LES ÉLITES**

Les sondages d'opinions<sup>121</sup> de toute la période postcommuniste semblent bien prouver la volonté de changement des citoyens, qui se sont en majorité prononcés pour une « vraie lutte contre la grande corruption ». La pression publique a été si forte que, chaque fois, la « corruption » a été le principal motif de la campagne électorale des élections législatives, laquelle a fait changer le pouvoir, selon les opinions des experts, fondées sur l'analyse des discours politiques pendant ces campagnes électorales.

Les politiques n'ont pas pu rester indifférents à la pression publique qui demandait fortement une vraie action contre la corruption. Ceux qui s'y sont opposés ont fini par quitter la scène politique.

La réforme de la Justice en matière de lutte contre la grande corruption s'est imposée comme une demande de la part de la Commission Européenne, mais elle était aussi attendue par les citoyens roumains.

---

<sup>121</sup> CURS, IMAS, IRSOP, Gallup International



La réforme du système politique, y compris l'administration, et la réforme du système juridique constituent le thème de cette partie. Quelles ont été les principales réformes faites et qui ont été ou non mises en pratique ? Tout d'abord la séparation de l'activité politique et de l'activité économique, et simultanément, celle de maîtres avocats et des parlementaires en même temps. Par la suite il nous faudra évoquer les conflits d'intérêts dans la politique et dans l'administration, avec par exemple, les déclarations de patrimoine et d'intérêts qui ont entraîné des procès pour corruption, comme celui de l'ancien Premier Ministre Adrian Năstase.

L'immunité politique reste la question la plus essentielle du chapitre, une réforme qui n'a jamais aboutie. Les cas « Voicu » et ceux que nous évoquerons sont parmi les plus importants.

Dans le domaine de la Justice, la plus importante réforme a été la dépolitisation. A cet égard, les sténogrammes du PSD sont révélateurs : dans les réunions internes du Parti Social-Démocrate, le Ministre de la Justice Rodica Stănoiu discutait les dossiers judiciaires dans les réunions de son propre parti.

Les « déclarations du patrimoine, » une première des magistrats, les nouveaux Codes (Pénal et Civil), la création de l'Agence National d'Intégrité et du Département National Anticorruption sont des étapes très importantes dans la consolidation de l'État de Droit. Le seul objectif de cette évolution judiciaire est le combat contre la corruption et le clientélisme.

Dans la première partie de la thèse, nous avons cherché à étudier la relation entre la politique et le clientélisme. En mesurant le degré de séparation des pouvoirs d'Etat, nous avons couvert à travers le Titre 1 cette relation à l'intérieur de l'Exécutif et du Législatif, tandis qu'à travers le Titre 2, nous nous sommes concentrés sur le pouvoir Judiciaire et l'autre réflexion distincte des anciens Premiers Ministres sur le clientélisme et la corruption dans les corps des élites politiques nationales.

L'étude de 325 biographies selon une échelle rigoureuse nous a permis d'extrapoler à partir des résultats qui ont établi, avant toute chose, le pourcentage des élites impliquées dans des actes de clientélisme. De plus, nous serons en mesure de tirer plusieurs conclusions grâce à l'analyse statistique, comme la puissance de corrélation entre certains types de clientélisme, et de voir les pourcentages correspondant au résultat de notre test empirique sur les élites politiques roumaines.

Dans le Chapitre 2 du Titre 1, nous utiliserons la Pyramide RPC pour mesurer le pourcentage total d'élites impliquées dans des actes de clientélisme ou des actes de corruption,

pour identifier également les types de bénéfices obtenus selon la moyenne générationnelle ainsi que la structure de réseaux clientélistes dans la Roumanie post-communiste.

Nous allons préciser l'importance, dans le taux de corruption et de clientélisme, des réseaux spécifiques de la Roumanie, notamment celui des anciens membres de la Securitate du régime du dictateur Nicolae Ceaușescu, et du lobby américain payé par les politiques roumains corrompus au Congrès.



# **TITRE 1**

## **LE POUVOIR POLITIQUE : LE FONCTIONNEMENT D'UN SYSTEME PARALLELE DE GOUVERNEMENT**

Dans ce Titre, nous allons montrer comment la corruption et le clientélisme sont devenus des règles dans les pouvoirs Exécutif et Législatif. Un début d'explication réside dans le principe de la « sélection négative » qui implique que seules les personnes « contrôlables » sont acceptées dans le cercle du pouvoir. Le manque de clarté dans la sélection des élites, leur intérêt de contrôler la Justice, ainsi que les médias leur sont nécessaires et nous apparaissent comme une évidence.

Nous nous intéresserons aux réformes les plus importantes que la classe politique a détournées : la réforme du système politique, la réforme du système juridique, la réforme de l'économie et la réforme de l'administration.

Au niveau de l'influence des élites politiques dans la réforme de la justice nous remarquons quelques particularités, dont l'une est plus spécifiquement visible. Certaines élites qui représentent et défendent des intérêts contraires à la lutte contre la grande corruption, telle qu'elle a été prévue et suggérée par des institutions internationales, ont souvent initié des mesures afin de remettre en question la légitimité et la légalité de ces réformes. A des cas généraux identiques s'appliquent des règles particulières différentes.



# Chapitre 1

## Le clientélisme dans la politique

Il y a une rare unanimité parmi les spécialistes et les citoyens : le clientélisme et la corruption politique sont nocives pour la démocratie dont ils sont même l'antithèse. Mais dans quelle mesure sont-ils réellement dangereux pour la démocratie ? Le clientélisme dans la mairie d'une petite commune est-il similaire au clientélisme au niveau du Gouvernement ?

Dans le cas de la corruption, la structure légale est plus précise. Plusieurs Indices internationaux et nationaux ont été développés pour mesurer la corruption, les dommages et le nombre des personnes impliquées. Mais à cause de sa nature, le clientélisme est fluide, caméléonesque – il s'adapte toujours - et il jongle dans la zone grise entre ce qui est permis et ce qui n'est pas explicitement interdit par la loi.

La confusion entre intérêt personnel et intérêt public et la concentration du pouvoir dans la construction des « grandes politiques » publiques nous obligent à trouver une ligne de démarcation dans le champ gris du clientélisme. L'outil que nous avons créé – la Pyramide Patron – Client et leurs Relations (Pyramide PCR) – permettra d'évaluer dans la deuxième Section du chapitre le niveau de clientélisme dans une structure d'État.

La Pyramide PCR est une échelle non-paramétrique pour l'évaluation du clientélisme. C'est également une mesure du « réseau de pouvoir » invisible qui lie les « Puissants » avec les Ressources et le Pouvoir.

La récupération privative des politiques publiques par les élites politiques a été un phénomène national dans tous les pays post-communistes. Pour que notre Pyramide PCR puisse

quantifier le phénomène, il nous faut répondre dans notre analyse aux questions suivantes : qui, quoi, comment et pourquoi. Chaque question peut déclencher des réponses relativement bien définies : « Quoi ? » désigne la captation des politiques publiques par les élites politiques au bénéfice d'intérêts particuliers. « Comment ? » fait référence au clientélisme et à la corruption. Enfin, « Pourquoi » a comme réponse une multitude de bénéfices matériels, symboliques ou les deux. Jean Pierre Cot et J-L Mounier ont établi une typologie des groupes d'intérêt : intérêts matériels et intérêts moraux. Toutefois, le « Qui - Patron » est toujours le Puissant du jour et le « Qui – Client » le faible/demandeur qui a besoin d'une faveur.

## Section 1

### Comment fonctionne le clientélisme dans la politique

Dans le cas de la Roumanie, la description du clientélisme et du haut niveau de corruption faite par Raymond Aron se confond avec la réalité politique. R. Aron estime que dans un état de corruption avancée, « la grande idée des partis devient de placer leurs hommes dans les fonctions administratives. Il en résulte une série d'inconvénients que l'on connaît : la politisation de la vie administrative a souvent pour conséquence un mauvais choix. »<sup>122</sup> A son avis, le passage par le cabinet ministériel est devenu, « dans les démocraties corrompues, la voie d'accès la plus rapide aux positions élevées. »<sup>123</sup> Dans la Roumanie communiste, cette pratique était la règle : aucun citoyen non-membre du Parti Communiste n'avait l'opportunité d'occuper des positions élevées dans les structures d'État. Dans la Roumanie post-communiste, et même pendant la période post-intégration dans l'UE, beaucoup de cas de ce genre ont connu une notoriété nationale et parfois, internationale.

Par exemple, l'ancien chauffeur de l'ancien Premier Ministre Emil Boc a reçu une position dans l'Administration Aéronautique Roumaine, sans avoir de compétences dans le domaine<sup>124</sup>. L'ancien chauffeur du président du Parti Social – Démocrate, héritier du Parti Communiste, a été nommé secrétaire d'État dans le Gouvernement Grindeanu malgré son manque d'expérience en la matière.

Ce passage présente différents degrés : les gens les plus loyaux et les plus proches du « grand chef » font des carrières fulgurantes en seulement quelques mois. C'est le cas, par exemple, de l'ancienne secrétaire du Parti Social – Démocrate qui a été inscrite sur la liste des places éligibles pour les élections parlementaires de 2012, et qui a été élue députée à 22 ans sans

---

<sup>122</sup> ARON Raymond, *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolutions*, 1997, Éditions de Fallois, collections Inédit Sciences Sociales, p.103

<sup>123</sup> ARON Raymond, *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolutions*, 1997, Éditions de Fallois, collections Inédit Sciences Sociales, p.103

<sup>124</sup> « Cum au ajuns fostul șofer al PDL și consilierul lui Emil Boc experti în servicii de trafic aerian la ROMATSA », 29 martie 2014, Adevarul, <https://www.cotidianul.ro/doi-consilieri-ai-lui-boc-dintre-care-unul-era-sofer-experti-la-romatsa/>



aucune expérience réelle du marché du travail.<sup>125</sup> Une statistique établie par le nouveau directeur de la compagnie aéronautique d'État – Tarom remarquait, en décembre 2015, que « 40% des employés [étaient] membres de la même famille. »<sup>126</sup>

Sans doute cette pratique est-elle un trait révélateur d'une « démocratie corrompue », selon R. Aron, qui souligne l'impact négatif et important envers la politisation de l'administration publique. Il observe que les fonctionnaires qui doivent leur carrière au parti sont « corrompus par l'esprit partisan. »<sup>127</sup>

Qu'est-ce que le clientélisme ? D'où provient la difficulté à créer un outil pour évaluer ce phénomène ? Comment a-t-il évolué ? Est-ce qu'il possède des particularités et si oui, comment les identifier ?

Ce réseau social pour le commerce de tout type d'avantages est caractérisé par quelques critères, dont ceux de l'obscurité et de la dynamique interpersonnelle. Selon J-F. Médard, « imbriquée, diffuse, consommée dans l'obscurité, ambiguë, la relation de clientèle a trois traits constitutifs du rapport de clientèle ; elle est une relation personnelle, fondée sur une relation de réciprocité ou d'échange et est elle-même une relation de dépendance. »<sup>128</sup>

A l'intérieur de cette structure, J-F. Médard considère que « la relation de clientèle est bilatérale et particularisée (...) un rapport privilégié. »<sup>129</sup> Comme J-L Briquet le précise, « la notion de clientélisme sert à désigner des liens personnalisés, entre des individus appartenant à des groupes sociaux disposant de ressources matérielles et symboliques de valeurs très inégales, reposant sur des échanges durables de biens et de services, généralement conçus comme des obligations morales utilisant un « patron » et les « clients » qui en dépendent. »<sup>130</sup>

---

<sup>125</sup> « Elena Catalina Stefanescu, cea mai tanara deputata, prietena lui Liviu Dragnea, », Adevarul, 4 februarie 2019, [https://adevarul.ro/news/politica/cine-iubita-dragnea-studii-moscova-liderul-psd-vrut-angajeze-sri-1\\_5c581639df52022f755bd905/index.html](https://adevarul.ro/news/politica/cine-iubita-dragnea-studii-moscova-liderul-psd-vrut-angajeze-sri-1_5c581639df52022f755bd905/index.html)

<sup>126</sup> « Aproape 40% dintre angajatii TAROM sunt rude », en Hotnews, 15 decembrie 2015, <http://economie.hotnews.ro/stiri-companii-20673945-aproape-40-dintre-angajatii-tarom-sunt-rude-directorul-administrativ-exista-structuri-care-pur-simplu-nu-stiu-facut-exista-structuri-paralele-care-ocupa-acelasi-lucru-nu-stiu-una-alta-mai-rau-incurca-.htm>

<sup>127</sup> ARON Raymond, *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolutions*, 1997, Éditions de Fallois, collections Inédit Sciences Sociales, p.103

<sup>128</sup> MÉDARD Jean-François, *Le Rapport de clientèle du phénomène social à l'analyse politique*, (1976), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), Revue Française de Science Politique, Volume 26, Numéro 1, p.103

<sup>129</sup> MÉDARD Jean-François, Revue Française de Science Politique (1976), volume 26, Numéro 1, p.105

<sup>130</sup> BRIQUET, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.7

Les exemples de rapports privilégiés entre le patron et le client sont, pour Eisenstadt, les choses les plus banales qui ciblent l'accès à des ressources basiques, mais assez importantes toutefois : « Qu'est-ce que l'on veut définir à travers les relations entre un patron et son client ? Quel type de relation est défini ? Donnons quelques exemples. »<sup>131</sup>

Eisenstadt donne comme exemple le cas d'un étudiant en Sicile qui veut obtenir une faveur de son professeur. L'étudiant cherche un politique local qui lui doit un service, en contrepartie duquel le politique le met en contact avec son cousin qui travaille au département urbain de la ville qui à son tour, le met en contact avec un assistant du professeur, qui lui arrange enfin une rencontre. Eisenstadt montre comment la chaîne des échanges fonctionne : la faveur a été accordée et l'étudiant promet au politique de faire la campagne électorale en sa faveur.

J-F. Médard évoque une multitude de types de clientélisme, mais « pour nos propos l'important est seulement de distinguer un clientélisme politique. C'est-à-dire où l'une des ressources échangées est de nature politique. »<sup>132</sup>

Au sujet du néo-patrimonialisme, dérivé du patrimonialisme wébérien, SN Eisenstadt a formulé neuf caractéristiques essentielles du clientélisme, qui vont de pair avec les éléments-clés du clientélisme selon J-F Médard.

Ces neuf critères constituent selon lui le cœur de la relation de clientélisme<sup>133</sup> : le premier est similaire à celui énoncé par Médard : « La relation de clientèle est diffuse et (...) affective. »<sup>134</sup> Dans la version d'Eisenstadt, « les relations entre le patron et le client sont personnelles et diffuses. »<sup>135</sup> La deuxième caractéristique essentielle formulée par Eisenstadt est « l'interaction dont ces relations sont fondées, caractérisées par l'échange simultané de différents types de ressources »<sup>136</sup>. Selon l'auteur, les plus importantes sont les ressources économiques et politiques – soutien politique, loyauté, votes ou simple protection – et en contrepartie, la promesse de réciprocité, de solidarité et de loyauté. La troisième caractéristique vise la structure des échanges – qui sont, comme dans le commerce, groupés en « offres ». Parce qu'elles sont indissociables, il est

---

<sup>131</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

<sup>132</sup> MÉDARD Jean-François, *Revue Française de Science Politique* (1976), volume 26, Numéro 1, p.119

<sup>133</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

<sup>134</sup> MÉDARD Jean-François, *Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique*, *Revue Française de Science Politique* (1976), volume 26, Numéro 1, p.106

<sup>135</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

<sup>136</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

impossible de choisir l'une ou l'autre « offres », il est seulement possible d'opter pour le tout dont elles font partie intégrante.

Eisenstadt observe à travers les caractéristiques 4 et 5 que les relations sont bâties sur des éléments de confiance personnelle construite dans le temps et que le « sentiment d'obligation interpersonnelle »<sup>137</sup>, comme la solidarité ou la loyauté, peut être soit très fort, soit très faible, mais qu'il existe dans toute forme de relation de clientélisme. Eisenstadt ajoute la dimension du traditionalisme en précisant que « [les sentiments] sont souvent liés aux conceptions d'honneur, de valeur personnelle ou d'attachement spirituel entre le patron et le client. »<sup>138</sup> L'idée est également présente dans les critères du clientélisme établis par J-F Médard : « La relation de clientèle est une relation d'échanges donc de réciprocité. Souvent cet échange se fait sous la forme des dons (...). La réciprocité dans l'échange suppose un échange mutuellement bénéfique. Le « patron » offre protection, faveurs. Le « client » aide le politique, rend des services, ou des biens au minimum. »<sup>139</sup>

Dans les éléments-clés de la relation de clientélisme, le sixième se concentre sur la domination légale, dont Eisenstadt affirme clairement qu'« en même temps, les relations entre le patron et les clients ne sont pas légales ou contractuelles ; souvent elles sont contraires à la loi officielle du pays et sont fondées sur une compréhension informelle, mais très intense. »<sup>140</sup> Si Eisenstadt ne fait aucune remarque concernant l'élément de légalité et les pratiques clientélistes, J-F Médard associe le clientélisme à une forme de corruption sociale : « « Une fois admis que les pratiques clientélares doivent être assimilées à une forme de corruption, la corruption-échange social, il reste à s'interroger sur l'association fréquente qu'on observe entre les pratiques clientélares et la corruption économique. La distinction qu'on doit faire entre ces deux types de corruption reste une distinction analytique. Dans la réalité, elles ne se distinguent pas aussi clairement, et elles sont surtout très imbriquées. Elles sont liées par des interactions complexes. »<sup>141</sup>

---

<sup>137</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

<sup>138</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

<sup>139</sup> MÉDARD Jean-François, *Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique*, *Revue Française de Science Politique* (1976), volume 26, Numéro 1, p.107

<sup>140</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

<sup>141</sup> MÉDARD Jean-François, *Clientélisme politique et corruption*, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161 p. 84

En ce qui concerne la durée et les modalités de formation d'une relation clientéliste, Eisenstadt pense que l'association et l'abandon sont également volontaires. Le huitième critère d'Eisenstadt stipule que la « structure dyadique verticale » est entre les individus et non entre des groupes. Enfin, la dernière caractéristique, le neuvième critère, se fonde sur l'observation du statut des patrons et des clients : « Les relations entre les patrons et les clients sont fondées sur un très fort élément d'inégalité et de différence de pouvoir entre eux<sup>142</sup> ». La même conclusion est formulée par J-F Médard de cette manière : « L'amitié entre partenaires inégaux conduit au rapport de clientèle. »<sup>143</sup>

L'élément central est, dans la conception d'Eisenstadt, « le monopole du patron sur certaines positions qui sont d'importance cruciale pour les clients (...) pour avoir accès aux moyens de production, de marchés importants, et les centres de la société. »<sup>144</sup>

Eisenstadt<sup>145</sup>, a créé l'équation des relations de clientèle, selon la hiérarchie romaine : *Pater - Patronus – libertus et Patronus – clientelae* (étranger) et *Amicitia*.

Selon lui, les exemples se multiplient avec des activités qui comptent une aide plus concrète : l'argent. Eisenstadt évoque la situation de la communauté Ombrienne pendant les années 1860 – 1945, alors que les patrons « prêtaient de l'argent à leurs clients, octroyaient des postes, contribuaient aux dots des filles des familles de leurs clients, obtenaient des médicaments ou des services de santé. »<sup>146</sup> Mais, durant cette période de l'histoire italienne, les patrons étaient également des « représentants » de leurs clients dans leur relation avec l'administration et plus généralement avec l'autorité. Eisenstadt mentionne que « les patrons complétaient les formulaires nécessaires pour des raisons administratives ou civiles au nom de leurs clients, parlaient aux bureaucrates également au nom de leurs clients. Si des aides d'État étaient introduites, le patron était nécessairement présent dans l'octroi de ces bénéfices. Il interprétait la loi pour son client et lui offrait des conseils. Si le client avait des problèmes avec la loi, le patron intervenait. Des personnes arrêtées par les carabinieri étaient libérées après l'intervention des patrons ; en outre ceux qui [avaient] été condamnés à la prison ferme étaient pardonnés à travers les actions des patrons. »<sup>147</sup>

---

<sup>142</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.48

<sup>143</sup> MÉDARD Jean-François, *Revue Française de Science Politique* (1976), volume 26, Numéro 1, p.109

<sup>144</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.48

<sup>145</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.49

<sup>146</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

<sup>147</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.43

L'étendue des ressources qui peuvent être échangées, comme nous pouvons l'observer, est très large. Cependant, même si les cas présentés ne concernent que l'Italie d'avant-guerre, il reste toujours une constante selon J-F. Médard, à savoir que « les ressources échangées peuvent être de nature extrêmement diverse : économiques, politiques, religieuses, psychologiques, milliaires, judiciaires, administratives, éducatives, tous les aspects de la vie sont concernés. »<sup>148</sup> Selon les experts de la Banque Mondiale, comme Vito Tanzi, dans les pays en développement, comme la Roumanie, le plus grand nombre de sollicitations qualifiées soit de clientélistes, soit de corrompues, et souvent des deux à la fois, sont faites dans le domaine économique. Elles concernent « le processus de privatisation, l'exemption de taxes et des impôts, des autorisations dédiées, des acquisitions publiques discrétionnaires. »<sup>149</sup>

Le clientélisme, l'avant-poste de la corruption, est facilement confondu avec la corruption elle-même : « Fréquemment associé à la corruption, au népotisme, à l'aliénation de la citoyenneté, le clientélisme est l'objet d'une stigmatisation constante. »<sup>150</sup> J-F. Médard considère que « les termes « clientélisme » et « corruption » méritent d'être clarifiés, tant au niveau des concepts que des interactions entre les phénomènes auxquels ils renvoient. »<sup>151</sup> Il se demande si on doit opposer corruption politique et clientélisme. A son avis, « si l'on adopte une position de neutralité axiologique, les deux phénomènes possèdent une forme de légitimation sociale et le clientélisme s'oppose à la corruption - échange marchand, mais pas à la corruption - échange social. »<sup>152</sup> Il avance la suggestion que la loi est la solution pour mettre fin à ces « pratiques perverses. »<sup>153</sup>

J-F. Médard fait une distinction entre deux types de corruption – une corruption brute, en valeur économique « la corruption - échange marchand » et une autre corruption légère, celle dont l'échange est de type social. En revanche, J-L Briquet met l'accent sur l'égalité totale entre le clientélisme politique et la corruption. Pour lui, « le clientélisme n'est qu'une forme de la corruption – échange social parmi d'autres, comme le népotisme, les relations d'amitié, le

---

<sup>148</sup> MÉDARD Jean-François, *Revue Française de Science Politique* (1976), volume 26, Numéro 1, p.117

<sup>149</sup> TANZI, Vito, *Corruption around the World*, Vol. 45, no. 4, IMF, 1998, p. 566 - 570

<sup>150</sup> BRIQUET, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.4

<sup>151</sup> MÉDARD Jean-François, *Clientélisme politique et corruption*, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161 p. 75

<sup>152</sup> MÉDARD Jean-François, *Clientélisme politique et corruption*, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161 p. 75

<sup>153</sup> MÉDARD Jean-François, *Clientélisme politique et corruption*, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161 p. 75

tribalisme ou l'ethnisme qui se combinent d'ailleurs au clientélisme. »<sup>154</sup> Une opinion partagée par J. G. Padioleau qui observe que les personnes tentent de dissocier le clientélisme et la corruption comme faisant partie de deux phénomènes « distincts, mais connexes et associés » alors<sup>155</sup> qu'à son avis, le clientélisme ne s'oppose pas à la corruption, dont il est l'une des formes.<sup>156</sup>

J-F. Médard propose un test bâti autour de deux conditions, qui trace une ligne claire entre la corruption et le clientélisme. « La première, c'est qu'il y ait interférence des relations d'ordre privé sur les relations d'ordre public, alors même qu'il y a une différenciation objective entre le domaine public et privé. »<sup>157</sup> La deuxième condition est liée à la perception de l'acte des acteurs impliqués, ce qu'il appelle une « différenciation subjective » : les « intéressés » eux-mêmes sont conscients que la pratique est corrompue et condamnable.<sup>158</sup> Du même auteur, on retient que « l'ambiguïté propre à l'échange social est poussée à la limite dans le cas de la relation de clientèle, en raison de l'inégalité entre les partenaires, au point de suggérer un véritable 'mensonge social' pour reprendre la formule de Marcel Mauss, appliquée à l'échange-don, ou encore une 'légitimation de l'arbitraire' dans la perspective de Pierre Bourdieu de la violence symbolique. »<sup>159</sup>

Comment les Clients trouvent-ils leurs Patrons ? Les types de recrutement correspondent, selon M. Weber, aux deux grandes catégories suivantes : recrutement patrimonial ou extra-patrimonial. Le premier type correspond aux relations de clientèle de type familial ou claniste, parce que la sphère de sélection est fondée sur le cercle de la famille, des proches de la famille ou bien des gens qui sont dépendants ou au service de la famille. La première catégorie inclut donc ceux qui « sont liés au seigneur par des liens de respect (« recrutement patrimonial ») : a) Membres de la famille, b) Esclaves, c) Serfs, fonctionnaires domestiques, en particulier « ministériels », d) Clients, e) Colons, f) Affranchis »<sup>160</sup>.

---

<sup>154</sup> BRIQUET Jean-Louis. Post-face. Briquet Jean-Louis et Sawicki Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.301

<sup>155</sup> MÉDARD Jean-François, « Postface », in Jean-Louis Briquet et Fric Sawicki, *Le clientisme politique dans les sociétés Contemporaines* Presses Universitaires de France « Politique d'aujourd'hui », 1998

<sup>156</sup> MÉDARD Jean-François, « Postface », in Jean-Louis Briquet et Fric Sawicki, *Le clientisme politique dans les sociétés Contemporaines* Presses Universitaires de France « Politique d'aujourd'hui », 1998

<sup>157</sup> MÉDARD Jean-François, *Clientélisme politique et corruption*, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161 p. 86

<sup>158</sup> MÉDARD Jean-François, *Clientélisme politique et corruption*, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161 p. 78

<sup>159</sup> MÉDARD Jean-François, *Clientélisme politique et corruption*, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), *Revue Tiers Monde*, Volume 41, Numéro 161 p. 78

<sup>160</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 303

La deuxième catégorie de recrutement correspond au type de clientélisme politique ou de socialisation. Ce que Weber appelle le « recrutement extrapatrimonial » prévoit donc a) des rapports personnels de confiance (« favoris » de toute sorte), b) un lien de fidélité unissant celui qui est légitime au détenteur du pouvoir, c) enfin des fonctionnaires libres, ceux qui entrent dans une relation de respect vis-à-vis du pouvoir ». <sup>161</sup>

Le grand plan du cadre pour expliquer le clientélisme est composé par le type de pouvoir qui est coutumier (convention) ou légal (rationnel), lui-même exercé sous trois formes de domination sociale ou d'autorité « traditionnelle, charismatique et légale ». Finalement, le clientélisme nous apparaît comme une relation de sélection sociale, dont les critères de sélection sont au nombre de deux : patrimonial et extrapatrimonial.

Le premier d'entre eux, l'intégration secrète par les notables économiques, est une réponse communément suggérée par les études d'un certain nombre de villes. Dans ce modèle, les hauts dirigeants se composent d'un groupe unifié de citoyens qui arrivent à des accords sur les politiques par des négociations secrètes et les discussions menées dans l'intimité de clubs, de maisons, de sociétés d'affaires et d'autres lieux de réunions privées.

Selon R. Dahl, « les dirigeants gagnent de l'influence par leur richesse, un statut social élevé et une certaine domination économique. Habituellement, les dirigeants sont de riches cadres dans des entreprises d'affaires importantes. (...) Un aspect révélateur de cette hypothèse est son insistance sur l'exercice essentiellement clandestin ou déguisé de l'influence par les véritables dirigeants. Il convient de savoir pourquoi dans la plupart des villes d'aujourd'hui, les opérateurs historiques publics dans les positions officielles les plus élevées - les maires et autres élus, fonctionnaires municipaux, les présidents de parti, et ainsi de suite - sont rarement issus des rangs les plus aisés, en termes de statut social ou d'assise sociale. En revanche, en prenant l'exemple des patriciens de New Haven qui appartenaient à une élite politique ouverte et qui ne se sont jamais cachés au sujet de leur domination, ils ont non seulement occupé des postes clés dans les institutions, religieuses, éducatives et économiques de New Haven, mais ils ont également détenu un monopole visible de tous les bureaux publics importants. » <sup>162</sup>

Le fonctionnement de la polyarchie, dans la vision du R. Dahl, se construit en trois étapes :

---

<sup>161</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 303

<sup>162</sup> DAHL A. Robert, *Who Governs?* Yale University Press, 1961, p. 184

1ère : La pluralité des élites : politiques, administratives, économiques, syndicales, associatives, autres

2<sup>ème</sup> : La dispersion des influences

3<sup>ème</sup> : L'institutionnalisation du marchandage<sup>163</sup>

Les ressources d'une polyarchie sont selon l'auteur, la légalité (*erga omnes*), la disponibilité et la popularité : « Nous ferons trois remarques à cet égard. (...) La troisième remarque concerne l'instrumentalisation du clientélisme politique par la corruption économique. L'imbrication du clientélisme et de la corruption économique joue dans les deux sens : le clientélisme pousse à la corruption et la corruption pousse au clientélisme, comme la montre Della Porta à propos du cercle vicieux clientélisme-corruption-clientélisme en Italie. »<sup>164</sup>

F. Sawicki introduit d'autres critères pour classifier le clientélisme. L'auteur pense que les différences sont faites par le type et le cadre de l'échange. Sawicki observe que « les rapports patrons / clients se basent sur un échange généralisé concernant des prestations non spécifiques alors que dans le cas de la corruption politique, au contraire, l'échange est de type économique et comporte des contreparties bien définies et immédiates. »<sup>165</sup> On retrouve cette idée dans l'analyse du J-F Médard, qui soutient que « non seulement il y a toujours une dimension économique dans l'échange social, mais [que] surtout, les pratiques clientélares et la corruption économique sont étroitement imbriquées. »<sup>166</sup>

La valeur seule de l'échange est-elle un critère incontestable pour faire basculer un acte de clientélisme dans la corruption ?

D'autres auteurs, comme Pierro Fantozzi et van de Walle, proposent d'autres typologies. Fantozzi, par exemple, définit le clientélisme par rapport aux domaines dans lesquels il se manifeste. Selon ce dernier, nous pouvons relever quatre formes de clientèle : « le clientélisme agraire, le clientélisme familial – populaire (direct), les réseaux, par intermédiaires (indirect) ou catégoriel (associations, syndicats) <sup>167</sup> :

---

<sup>163</sup> BAUDOIN Jean, (1992) 3<sup>ème</sup> édition, Editions Dalloz, Paris p.95

<sup>164</sup> MÉDARD Jean-François, Clientélisme politique et corruption, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), Revue Tiers Monde, Volume 41, Numéro 161 p. 86

<sup>165</sup> SAWICKI Frédéric, La faiblesse du clientélisme partisan en France. Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (sous la direction de), Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines (1998), PUF, p.223

<sup>166</sup> MÉDARD Jean-François, Clientélisme politique et corruption, (2000), [www.persee.fr](http://www.persee.fr), Revue Tiers Monde, Volume 41, Numéro 161 p. 76

<sup>167</sup> BRIQUET Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (sous la direction de), Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines (1998), PUF, p. 202



Une autre typologie du clientélisme est proposée par van de Walle, qui utilise les concepts-clés de Weber. Les trois catégories de domination sociale sont représentées dans chaque type de clientélisme envisagé par van De Walle.

Table 2: Characteristics and Correlates of Different Kinds of Clientelism

|                                | Key Mechanism | Resources involved | Dispensed by         | Legality  | Implications for Central State        | Relationship to Democracy | Relationship to Economy                   |
|--------------------------------|---------------|--------------------|----------------------|-----------|---------------------------------------|---------------------------|---|
| <b>Traditional Clientelism</b> | Tribute       | Patrons' own       | Patron               | Customary | Alternative legitimacy to state       | Incompatible              | Positive: Rational risk sharing mechanism |
| <b>Mass Clientelism</b>        | Patronage     | State              | Political party      | Grey area | Bias for larger state                 | Compatible                | Depends on quality of state intervention  |
| <b>Elite Clientelism</b>       | Prebends      | State              | Presidential network | Illegal   | Undermines state capacity, legitimacy | Incompatible              | Negative: undermines property rights      |

Figure 3. Typologie du clientélisme d'après N. van de Walle

Le « patron » et le « client » changent de rôles selon des « intérêts de dépendance personnelle qui ne sont pas liés à la parenté, et qui reposent sur un échange réciproque de faveurs », voir J-F. Médard, qui suppose une certaine mobilité, une certaine fluidité du clientélisme. Selon le cas, le patron peut très bien devenir le client si sa position sur l'échelle de l'État change à cause des élections par exemple.

« On demande qu'un « patron » ne soit pas impliqué dans un processus de n'importe quel type qui concerne son « client »<sup>168</sup>, selon Brian Barry. L'auteur pense que « la demande repose sur deux impératifs : celui de la légalité et celui de la légitimité. Sur la condition de légalité, on est focalisé sur l'indépendance du « patron », parce qu'il existe un risque de « corruption active : pour une personnalité politique, accepter de recevoir des « cadeaux », soit directement, soit indirectement à travers des processus qui lui permettent de bénéficier d'avantages indus, et font naître le soupçon de sa dépendance ou de sa complaisance.<sup>169</sup>»

Pour qu'il respecte la condition de légalité, le « patron » modifie par avance la condition de légitimité. Ainsi le « patron » peut légitimer l'illégal et légaliser l'illégitime. Le pire est de

<sup>168</sup> BARRY Brian repris par Braud Philippe, (2002), Sociologie politique, 6ème édition, L.G.D.J., Manuel, p. 33

<sup>169</sup> Barry Brian repris par Braud Philippe, (2002), Sociologie politique, 6ème édition, L.G .D.J., Manuel, p. 33

légaliser l'illégal et l'illégitime. Les effets enregistrés de ces mesures ont été la confusion et l'augmentation de la marge de manœuvre des pratiques clientélistes.

D'autre part, Maurice Duverger note que le recrutement partisan du personnel politique a permis de corriger les vices inhérents à l'oligarchie politique en substituant à une élite dirigeante issue de la naissance ou de l'argent, une élite issue de toutes les couches de la population ; le système partisan n'a point supprimé la forme oligarchique difficilement évitable, mais il l'a cependant « aérée » et démocratisée.<sup>170</sup>

Maurice Duverger établit une distinction entre les partis de cadres et les partis de masses (social – démocrate, communiste ou léniniste et fasciste).<sup>171</sup> L'auteur décrit l'utilisation correcte du terme « pantouflage ». Selon lui, « on utilise généralement le terme « pantouflage » pour désigner le passage des hauts fonctionnaires dans le privé. Une connotation quelque peu péjorative s'est donc attachée au terme. »<sup>172</sup>

Selon Y. Meny, « c'est par exemple le sentiment qui émane du jugement d'André Demichel lorsqu'il écrit que « le pantouflage constitue une tentation constante pour ceux d'entre eux qui préfèrent le confort de la maison de la campagne à la rude grandeur du service public. »<sup>173</sup>

L'auteur crée une typologie sur les « variétés d'influence » qui sont quatre à son avis : « (1) fixer le directeur général de la politique, ce qui est en partie une question de détermination (explicitement ou implicitement, par l'action ou l'inaction) (2) élaborer des propositions spécifiques ; (3) négocier des accords sur les propositions spécifiques ; et (4) mettre en œuvre des politiques lorsque l'accord a été négocié. »<sup>174</sup>

Un exemple utilisé par Y. Mény est le suivant : « La nomination aux différents comités d'actions de quatre cents personnes aux États-Unis en 1955 a offert au réaménagement urbain un ensemble vaste et hétérogène de sous dirigeants, qui auraient pu manquer sans cela. Les membres de ces comités n'ont jamais été à l'origine des décisions-clés ; ce n'était que des auxiliaires. Ils ont été recrutés parce qu'ils étaient formés à accueillir favorablement certains aspects du

---

<sup>170</sup> BAUDOIN Jean, (1992) Introduction à la science politique, 3ème édition, Editions Dalloz, Paris p.73

<sup>171</sup> BAUDOIN Jean, (1992) Introduction à la science politique, 3ème édition, Editions Dalloz, Paris p.77

<sup>172</sup> MENY Yves, La corruption de la République, Fayard, 1992, p. 99

<sup>173</sup> DEMICHEL A., Paris, Dalloz, 1969 p.63 repris para Meny Yves, La corruption de la République, Fayard, 1992, p. 100

<sup>174</sup> DAHL A. Robert, Who Governs ?, Yale University Press, 1961, p. 126

réaménagement et du renouvellement et pour former un groupe de partisans fidèles qui aideraient ensuite à enrôler une prochaine communauté de gens. »<sup>175</sup>

Comme nous l'avons expliqué dans l'Introduction, jusqu'à présent nous ne disposons d'aucun instrument de mesure du clientélisme. La corruption est un phénomène plus facile à mesurer à travers les dommages quantifiables financièrement et sanctionnés par la loi. La nature « fluide », secrète, symbolique et illégitime mais non illégale du clientélisme est très difficile à évaluer. Selon J-F. Médard : « La logique des pratiques patrimoniales est caractérisée par une double articulation entre échange politique et échange économique d'une part, échange politique et échange social de l'autre. »<sup>176</sup>

Si nous partageons l'idée avec certains auteurs que la structure dyadique du clientélisme se trouve dans une zone grise, véritable antichambre de la corruption, nous affirmons que la relation asymétrique « patron – client » est une relation dynamique. Par exemple, un « député – patron » peut garder l'avantage du contrôle de certaines ressources pendant son mandat. S'il n'est pas réélu, il perd son avantage et change de qualité : de « patron » il devient « client ». C'est ce que nous appelons la *dynamique de la relation dyadique du clientélisme*.

W. Muno distingue cinq « marques » essentielles du clientélisme : « La relation est a) dyadique, b) asymétrique, c) personnelle et de longue durée, d) réciproque, e) volontaire »<sup>177</sup>.

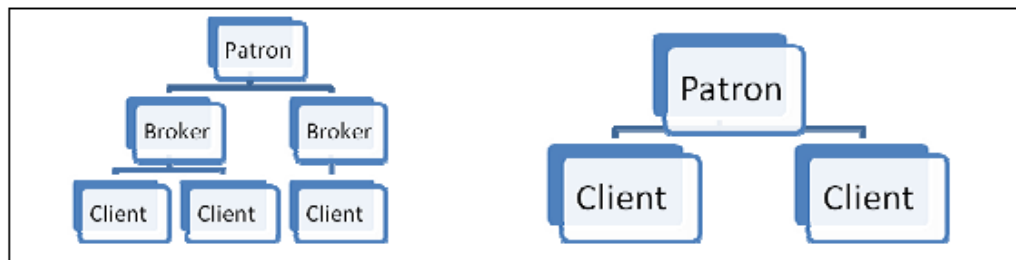


Figure 4. Muno, structure clientéliste

<sup>175</sup> DAHL A. Robert, *Who Governs ?*, Yale University Press, 1961, p. 134

<sup>176</sup> MÉDARD Jean-François, « France – Afrique : des affaires de famille », chapitre dans Della Porta Donatella et Mény Yves, *Démocratie et Corruption en Europe*, Éditions La Découverte, 1995, p.39

<sup>177</sup> MUNO Wolfgang, “Conceptualizing and Measuring Clientelism, Neopatrimonialism in Various World Regions”, GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, 23 August 2010, page 4-5

Muno ajoute des dimensions dans la hiérarchie, comme le montre le graphique suivant<sup>178</sup>. Ainsi, la relation dyadique du clientélisme dans l'acception de Muno correspond au concept clairement défini par J-F. Médard. « La confusion du public et du privé qui caractérise le patrimonialisme se manifeste sur deux plans : la confusion du public (ou du politique) et de l'économique, et la confusion du public et du personnel. La confusion du politique et de l'économique s'exprime par le fait que les ressources politiques s'échangent contre des ressources économiques et vice-versa ; le pouvoir et la richesse sont mal différenciés : le pouvoir permet d'obtenir la richesse, alors que la richesse permet d'obtenir le pouvoir. »<sup>179</sup>

La représentation graphique montre comment fonctionne le clientélisme et la structure pyramidale simple : le « patron » au sommet, le « client » à la base. La structure « fluide » et « cachée » du clientélisme pose des difficultés. Mais certains types de clientélisme peuvent toutefois être identifiés. Ainsi, certains échanges peuvent être quantifiés.

---

178 MUNO Wolfgang, "Conceptualizing and Measuring Clientelism, Neopatrimonialism in Various World Regions" GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, 23 August 2010, page 5

179 MUNO Wolfgang, "Conceptualizing and Measuring Clientelism, Neopatrimonialism in Various World Regions" GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, 23 August 2010, page 5

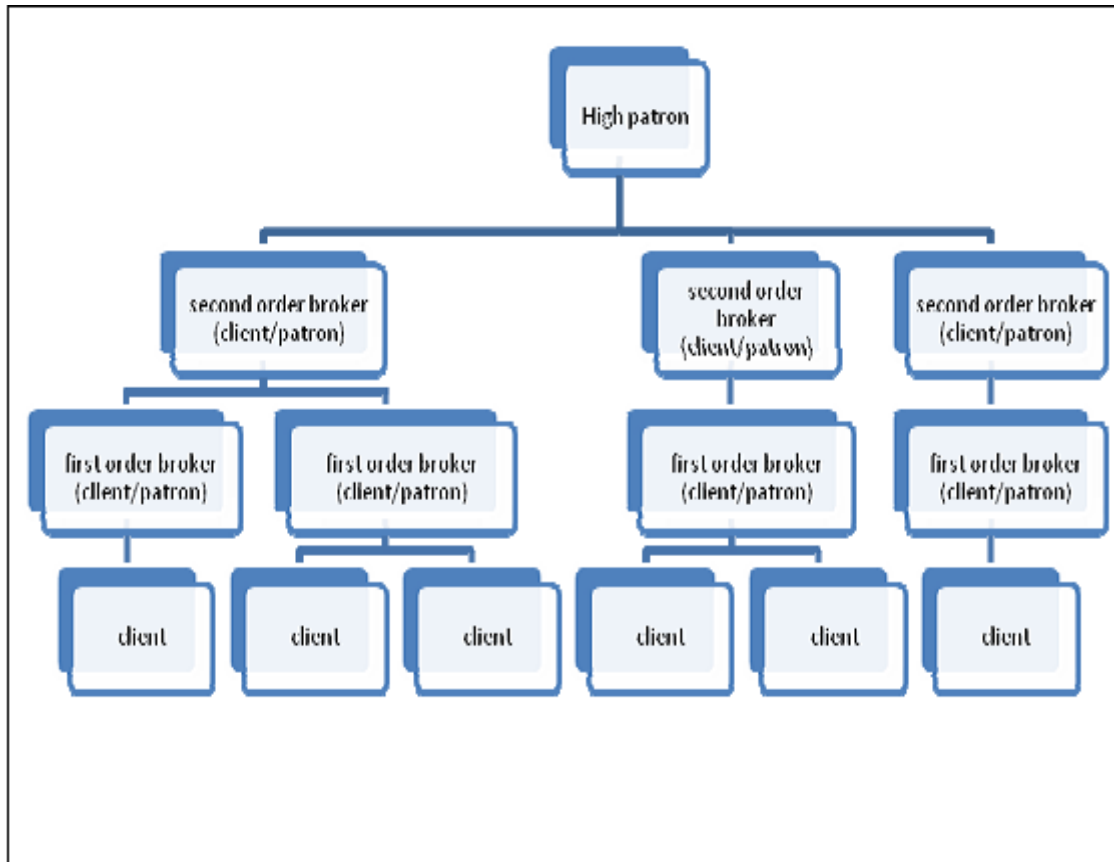


Figure 5. Muno. La relation de clientèle

Toutefois, le modèle de mesure du clientélisme que nous proposons se « greffe » sur la structure de l'État. Si dans le cas des régimes autocratiques, dictatoriaux ou des démocraties à la dérive, le clientélisme est « le » critère de sélection des élites ou des fonctionnaires, dans les États de droit il se superpose au Pouvoir, à l'Administration, à l'Industrie et au Commerce, pour court-circuiter les règles, voire la séparation des pouvoirs d'État Exécutif, Législatif et Judiciaire : le Niveau 1 représente la supériorité, le contrôle. L'Administration et l'Industriel et Commercial sont placés au Niveau 2 et le Privé au troisième Niveau.

Le concept de *brokerage* (*intermédiaire*) ou intermédiation dans le clientélisme, selon nous, n'intègre pas la situation d'échange de faveurs entre égaux ni le changement de position des patrons et des clients.

À cause des élections ou de la concurrence clientéliste, certains patrons perdent leurs positions de domination sociale et d'autres clients gagnent plus de force dans la structure d'État et donc, plus de force de domination sociale. Le *brokerage* désigne un « personnage » le

« middleman », la personne littéralement « au milieu », qui sert uniquement à mettre en contact des clients et des patrons. Cette immobilité n'est pas justifiée par la réalité, tout au moins dans notre étude, nous n'avons jamais observé de brokers « éternels ».

La corruption et le clientélisme en politique sont les symptômes d'un régime de type néopatrimonial. Von Soest, qui cite Bratton et van de Walle, nomme les trois « coutumes » ou pratiques non-formelles qui constituent un régime néopatrimonial : la concentration du pouvoir, le clientélisme systématique et l'utilisation « dirigée » des ressources d'État par les élites politiques.<sup>180</sup>

Au début des études sur la structure sociale du pouvoir, Max Weber développe les premières analyses sur le sujet par sa construction de l'idéal-type de l'État et la structure de domination sociale. Précisément, pour lui, le clientélisme est une relation sociale. Selon Weber, « nous désignons par « relation » sociale le comportement de plusieurs individus en tant que, par son contenu significatif, celui des uns se règle sur celui des autres et s'oriente en conséquence. La relation sociale coexiste donc essentiellement et exclusivement dans la chance qu'on agisse socialement d'une manière (significativement) exprimable, sans qu'il soit nécessaire de préciser d'abord sur quoi cette chance se fonde. »<sup>181</sup>

Trois caractéristiques essentielles se retrouvent dans cette relation, de manière régulière, dans l'activité sociale : « l'usage, la coutume, l'intérêt mutuel »<sup>182</sup>. Ces caractéristiques, généralement valables, que l'on peut identifier également dans la relation de clientèle, sont issues de la structure d'ordres créée par Weber qui classe les sortes d'ordres légitimes en deux grandes catégories : « convention et droit »<sup>183</sup>. Leurs fondements sont « la tradition, la croyance et la légalité »<sup>184</sup>, et ils ne se retrouvent pas dans un état de « pureté » conceptuelle, mais toujours dans un mélange dont le composant majoritaire donne la qualité principale d'un type de régime politique.

Dans ce système d'ordre, le clientélisme est un type de domination traditionnelle dont Weber donne la définition : « Nous qualifions une domination de traditionnelle lorsque sa légitimité s'appuie, et elle est ainsi admise, sur le caractère sacré des dispositions transmises par

---

<sup>180</sup> VON SOEST, Christian What Neopatrimonialism Is – Six Questions to the Concept, “Neopatrimonialism in Various World Regions”, GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, 23 August 2010, page 11.

<sup>181</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 58

<sup>182</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 62-63

<sup>183</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 68

<sup>184</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 72

le temps (« existent depuis toujours ») et des pouvoirs du chef. Le détenteur du pouvoir (ou divers détenteurs des pouvoirs) est déterminé en vertu d'une règle transmise. »<sup>185</sup>

Les dominants sont de véritables maîtres dans « l'art de la redistribution des richesses », caractéristique dont J. Bouju considère qu'elle « est bien au cœur du clientélisme. » Selon lui « l'obligation de redistribution renvoie donc inévitablement à sa condition nécessaire et suffisante : le droit prédateur du chef à se servir. »<sup>186</sup> L'universalité est également évoquée par J-F. Médard, « le clientélisme, par son caractère, est universel. (...) La relation particulariste bilatérale représente une faveur et non un droit. »<sup>187</sup>

Même si le clientélisme est largement répandu dans le système de domination charismatique, nous trouvons sa source dans la domination traditionnelle à cause de ce que Weber appelle la « routinisation » : « La domination charismatique, en tant qu'elle est extraordinaire, s'oppose très nettement aussi bien à la domination rationnelle, bureaucratique en particulier, qu'à la domination traditionnelle, patriarcale et patrimoniale, ou à celle d'un ordre. (...) Avec la routinisation, le groupement de domination charismatique débouche largement sur les formes de la domination quotidienne, patrimoniale (en particulier par un ordre) ou bureaucratique. »<sup>188</sup> Dans ce type d'ordre social traditionnel, la personne qui détient le pouvoir « domine soit sans, soit avec une direction administrative. »<sup>189</sup>

Les points négatifs concernant les échelles pour mesurer le néo-patrimonialisme résident dans la nécessité d'interviewer un large nombre de personnes, sans qu'il existe une standardisation des modalités d'expression du néo-patrimonialisme.

Le but du clientélisme est, selon J-L Briquet, l'échange des faveurs. Mais, l'auteur ajoute une circonstance importante pour les politiques : les électeurs. Selon l'auteur, « le rapport de clientèle est fondé sur un élément objectif : l'échange, entre un élu et ses électeurs, de faveurs et de services contre des votes et des soutiens politiques. »<sup>190</sup> Et le Parti joue un rôle essentiel dans la relation. La recherche effectuée par Jean – Patrice Lacam dans la gestion des ressources politiques montre que « l'accumulation des ressources aussi variées que pertinentes est bien la clé

---

<sup>185</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 301

<sup>186</sup> BOUJU Jacky, *Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali)*, Autrepart (14), 2000, p. 150

<sup>187</sup> MÉDARD Jean-François, *Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique*, Revue Française de Science Politique (1976), volume 26, Numéro 1, p.106

<sup>188</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 332

<sup>189</sup> WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 303

<sup>190</sup> BRIQUET, Jean-Louis, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Belin, 1997, p.13

de la réussite politique avant même d'en être la principale manifestation. Toute ressource a une durée de vie limitée. (...) Aujourd'hui, l'entrepreneur politique n'a plus besoin d'une fortune personnelle pour s'engager dans le combat électoral (le coût est supporté conjointement par le parti.) »<sup>191</sup>

Un autre auteur, Jacky Bouju, en s'inspirant des travaux du S.N. Eisenstadt, L. Roniger, J.L. Briquet et F. Sawicki, tire la conclusion que « le clientélisme en général est un système d'échange interpersonnel (non marchand) de biens et de services entre des acteurs sociaux disposant de ressources inégales mais exclusives. La transaction clientéliste est moralement illégitime et souvent clandestine, mais, contrairement à la corruption, elle ne débouche pas systématiquement sur des transactions illégales.<sup>192</sup> »

La réflexion de Jean-François Médard est essentielle quant à l'interprétation du rôle joué par le clientélisme dans la politique : « On comprend mieux alors comment le clientélisme politique et, d'une façon plus générale, les réseaux relationnels légaux ou illégaux, tout en constituant la négation même du principe de la distinction du public et du privé sur lequel est fondé l'État moderne, font partie intégrante du mode de fonctionnement concret de ce même État : ils ne peuvent jamais disparaître complètement. Ils constituent simultanément un mode de fonctionnement et de dysfonctionnement de l'État. Mais l'équilibre entre les aspects fonctionnels et dysfonctionnels est variable. Il faudrait en fait renverser la perspective, en considérant les pratiques clientélistes comme normales et universelles dans leur particularisme même, et envisager l'institutionnalisation du pouvoir comme l'exception fragile, toujours remise en question, et comme le phénomène qui demande à être expliqué. Il y a ainsi antinomie entre le modèle idéal de l'État, le clientélisme et la corruption en général, mais l'État au concret repose sur cette contradiction »<sup>193</sup>. Selon Jacky Bouju, africaniste, « toutes les études indiquent que le clientélisme politique et la corruption apparaissent dans de nombreux pays du monde comme un mode important de médiation entre le niveau local et le niveau global du politique. »<sup>194</sup> Jean Louis Briquet donne une place centrale au clientélisme dans la vie politique et met en lumière ces

---

<sup>191</sup> LACAM Jean-Patrice. Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques. In: Revue française de science politique, 38<sup>e</sup> année, n°1, 1988. pp. 23-47;

<sup>192</sup> BOUJU Jacky, Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali), (2000), Autrepart, numéro 14, p.144

<sup>193</sup> MÉDARD Jean-François, « Clientélisme politique et corruption », (2000), www.persee.fr, Revue Tiers Monde, Volume 41, Numéro 161, p.83

<sup>194</sup> BOUJU Jacky, Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali), (2000), Autrepart, numéro 14, p.144



pratiques illégitimes et souvent illégales : « Dans cette période de constitution de la consolidation de l'État parlementaire se développent en effet des polémiques parfois violentes contre les pratiques des représentants, accusés de ne s'attacher qu'à la seule défense de leurs intérêts électoraux et d'adopter pour ce faire des conduites contraires aux idéaux dont ils se réclament publiquement<sup>195</sup> . »

L'analyse de J-L. Briquet concerne « le cas italien », mais ses conclusions sont bien applicables au « cas roumain » qui fait l'objet de cette recherche. La Roumanie est un pays en transition, ses politiques sont accusés d'être fidèles seulement à leurs intérêts personnels et électoraux, en faisant appel aux pratiques illégitimes ou illégales propres à la corruption et au clientélisme.

Cette dimension du clientélisme est toujours personnelle : le Patron et le Client ont une relation, ils se connaissent ou il y a toujours un médiateur, un « *power broker* » selon Muni. Mais cela n'est pas toujours le cas.

S.N Eisenstadt fait une différence entre le clientélisme de parti politique et celui d'autres types. Le clientélisme de parti c'est celui dont le lien politique est plus important que les autres et il désigne une connexion véritable (« *connector* ») entre le Client et le Patron. Le Parti devient le « Club de Relations de Clientélisme », l'endroit où des gens avec des ressources sont « abordables » par les Clients. S.N. Eisenstadt fait l'analyse de ce type de réseaux et observe que « les réseaux de clientèle sont de plus en plus liés aux parties et à des dimensions institutionnelles plus larges, et à des ressources contrôlées par l'administration. »<sup>196</sup>

L'auteur mentionne les domaines qui sont les plus susceptibles de succomber aux « tentations de pots-de-vin » : les contrats de l'infrastructure routière, la construction de ressources d'eau (forage), la construction de bâtiments publics et le réseau d'électricité. En prenant en compte cette analyse, S.N. Eisenstadt explique que « les réseaux clientélistes sont devenus de moins en moins localisés et de plus en plus liés au cadre institutionnel. Par conséquent, les factions locales politiques ont été transformées en branches du parti national, et les réseaux clientélistes locaux ont été politisés. »<sup>197</sup>

---

<sup>195</sup> BRIQUET Jean-Louis et Sawicki Frédéric (sous la direction de Briquet & Sawicki), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p. 252

<sup>196</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.86-87

<sup>197</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.86-87

On connaît très bien cette situation, bien figée dans la réalité politique de la Roumanie, dans laquelle les réseaux de leaders locaux de quarante départements ont péjorativement été appelés les « barons locaux » pour leur rapacité. Les avantages obtenus par les chefs du Parti national sont importants dans la compétition électorale. Selon S.N. Eisenstadt dans son étude sur la politique turque, « les réseaux de clientélisme ont été remplacés par le clientélisme de parti (*party-directed*). En conséquence, ces réseaux se sont mutuellement rapprochés et intégrés dans une structure de ‘chaine vers le centre’. »<sup>198</sup>

Le résumé de la littérature académique sur le clientélisme montre une unanimité sur certaines caractéristiques : la personnalisation, l’intimité et l’affectivité dans cette relation. Le Patron n’est pas seulement un chef pour ses clients, mais dans la majorité des cas, il incarne un chef aimé qui protège et qui offre des faveurs. Cette clandestinité rend très difficile la construction d’un outil valide, capable de mesurer efficacement le niveau de clientélisme. Pourtant, des essais ont été tentés. Nous allons également proposer un outil qui à notre avis, pourrait offrir une image quantifiée du clientélisme avec une marge de subjectivité moins grande que dans les autres analyses.

---

<sup>198</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, 1984, p.86-87



## Section 2

### La Pyramide PCR - les manifestations du pouvoir de type néo patrimonial

La Pyramide PCR est une structure standardisée pour évaluer le clientélisme. Cette échelle est fondée sur l'analyse des preuves et des données publiques universellement accessibles. La Pyramide PCR s'appuie sur les théories concernant le clientélisme pour construire sa validité scientifique.

Plusieurs défis se présentent dans la création d'un tel outil, en particulier la Pyramide PCR : l'ambiguïté du clientélisme, le manque de certaines données publiques et l'adaptation à la culture politique de chaque pays. Par conséquent, la mesure doit être faite en prenant en compte plus de faits que de perceptions, parce que les perceptions sont plus volatiles par essence.

L'échange dans l'ombre, personnel et discrétionnaire entre deux personnes, l'une avec l'accès aux ressources dont l'autre a besoin, est généralement classé comme clientéliste. La littérature académique a identifié et créé une classification vaste et diversifiée, pour donner suite à un ensemble de critères : le type d'échange, le domaine, le temps, le régime politique... etc.

La difficulté que représente la création d'un outil d'évaluation du clientélisme tient à son déroulement, à sa nature obscure : il est consommé dans l'intimité de deux acteurs. J-F. Médard souligne la place du clientélisme dans la politique et également la difficulté de le détecter : « Le phénomène clientélaire s'y trouve toujours placé au cœur de la logique politique. C'est moins vrai des systèmes politiques occidentaux, à l'exception toutefois des pays méditerranéens : l'attention portée au clientélisme y reste faible, alors même qu'on en reconnaît l'universalité. Le clientélisme n'y étant que partiel et lacunaire, il est moins immédiatement détectable. Pour autant, son rôle est plus important qu'on ne le croit et, comme pour la corruption, quand on cherche le clientélisme, on le trouve. »<sup>199</sup>

---

<sup>199</sup> MÉDARD Jean-François, « Postface », in Jean-Louis Briquet et Fric Sawicki, *Le Clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses Universitaires de France « Politique d'aujourd'hui », 1998, p. 307

Dans la littérature spécialisée, deux recherches ont tenté, à notre connaissance, de mesurer le clientélisme. Antonella Coco, en 2014, et Peter Kopecky, en 2008 et 2016, ont utilisé la même méthode : le sondage. Chaque chercheur a créé une échelle qui lui a permis finalement de faire un calcul et de montrer le niveau de clientélisme : bas, moyen ou haut. Les deux recherches partagent le même type de méthodologie.

A. Coco présente ainsi <sup>200</sup> Le sondage a aussi été utilisé par Peter Kopecky sur un échantillon de spécialistes de plusieurs pays, tandis que A. Coco s’est concentré sur les régions d’Italie.

Donc, dans le cas A. Coco, le sondage a été fait sur 500 sujets choisis pour couvrir les différents domaines (finances, administration, armée, ...etc.) et les régions d’Italie. L’auteur utilise l’expertise des anciens politiques pour trouver les indicateurs de favoritisme octroyés par le « big man néopatrimonial », en soulignant que l’octroi de faveur n’est pas illégal et pourrait être en pleine concordance avec la politique publique et la loi<sup>201</sup>, ce qui pose une grande question dans le cas où les politiques et les lois sont adaptés au plaisir du “*Big Man*”, comme cela s’est déjà passé en Roumanie.

Dans le tableau numéro 6 ci-dessous, A. Coco fait l’inventaire des pratiques illégales dans les domaines public et privé.<sup>202</sup>

| Pratiques illégales  |  |   |  |
|--|--|---|--|
| Le secteur public  |  | Le secteur privé  |  |
| Pratiques de manipulation  | Infractions et pratiques illégales         | Pratiques de manipulation   | Infractions et pratiques illégales           |
| Utilisation personnelle et en privé des biens et des services appartenant à l’Administration | Détournement des fonds de l’Administration | Utilisation personnelle et en privé des biens et des services de la compagnie | Détournement des fonds de la compagnie       |
| Recommandations, recrutement et promotions de type clientéliste                              | Corruption dans les achats publics         | Recommandations, recrutement et promotions de type clientéliste               | Participation aux contrats publics favorisée |

<sup>200</sup> COCO Antonella, Neopatrimonialism and Local Elite Attitudes. Similarities and Differences Across Italian Regions, Territory, Politics, Governance, 3:2, (2015) page 171

<sup>201</sup> VON SOEST Christian, Stagnation of a “Miracle”: Botswana’s Governance Record Revisited, GIGA working Papers, no 99 April 2009, page 9

<sup>202</sup> COCO Antonella, Neopatrimonialism and Local Elite Attitudes. Similarities and Differences Across Italian Regions, Territory, Politics, Governance, 3:2, (2015) page 175

|  |  |   |                                  |
|--|--|---|----------------------------------|
| Favoritisme dans le choix de consultants et contracteurs | Manque d'impartialité dans l'allocation des contrats publics | Privilèges accordés ou discriminations dans les organisations de travail<br>Relations très particulières avec les officiels publics | Corruption des officiels publics |
|--|--|---|----------------------------------|

Tableau 3. Inventaire des pratiques illégales selon A. Coco

À la suite des entrevues avec les experts et les personnes qui travaillent dans les secteurs publics et privés mentionnés - économique, politique et administratif –, l'auteur calcule le pourcentage du niveau de néo-patrimonialisme, avec des données basées exclusivement sur l'évaluation sincère et subjective de chaque sondé. Par exemple, dans le domaine de la Santé, A. Coco annonce que selon « les managers du domaine, on a la plus haute perception des illégalités, avec 34,2% », plus que le double de la perception des entrepreneurs qui ont jugé que seulement 19,4% sont des pratiques illégales dans l'Économie ».

#### Niveaux de l'omniprésence du néo-patrimonialisme (%)

|               | Secteur public | Secteur privé |
|---------------|----------------|---------------|
| Niveau réduit | 24.1           | 20.2          |
| Niveau moyen  | 22.1           | 55.0          |
| Niveau haut   | 53.8           | 24.8          |

Figure 6. A. Coco le niveau de la perception des pratiques illégales de ses 500 sondés

Une étude suivant la même méthodologie, mais avec une couverture internationale, a été réalisée par Peter Kopecky. Entre 2008 et 2016, Kopeck a choisi neuf domaines d'analyse : économie, finances, justice, médias, armée et police, aides d'état, culture et éducation, affaires étrangères, administration locale et régionale.

**Table 1: Forms of State Exploitation**

|                       | <b>PATRONAGE</b>  | <b>CLIENTELISM</b>                            | <b>PORK BARREL</b>                          | <b>CORRUPTION</b>                      |
|-----------------------|---|---|---|--|
| <b>STATE RESOURCE</b> | Jobs in public and semi-public sectors                                | Subsidies, jobs, loans, medicines, food, etc. | Funds + Legislation                         | Public decisions                       |
| <b>PARTY GOALS</b>    | Control (of policy making and state institutions) - Political support | Electoral support                             | Electoral support                           | Financial resources                    |
| <b>RECIPIENTS</b>     | Anybody   | Present or Potential Party Voters             | People belonging to a specific constituency | Anybody (but typically economic firms) |
| <b>LEGAL STATUS</b>   | Legal or Illegal  | Legal or Illegal                              | Legal                                       | Illegal                                |

Kopecky, mesure le clientélisme à travers les opinions des experts consultés.<sup>203</sup>

Le problème principal avec la méthode du sondage est la complexité du sujet. Le clientélisme est un phénomène complexe et pour le mesurer, il nous faut des données indiscutables. Or, le sondage est fondé sur des perceptions. Ce que les gens perçoivent comme un acte de clientélisme peut être différent d'une personne à l'autre. A. Coco écrit ainsi que : « Les interlocuteurs ont été sollicités pour exprimer leur opinion sur leur entendement de la légalité/illégalité dans des domaines différents. Trois contextes institutionnels ont été identifiés : économique, politique et administratif. »<sup>204</sup>

Le résultat de la perception n'est pas confirmé par le nombre des enquêtes judiciaires, ni par le nombre de contestations des appels d'offres. On reste donc sans bases d'analyses empiriques. Un autre facteur qui contribue à l'invalidité de cette méthode est l'accès différent à l'Information. Le niveau d'information n'est pas égal entre les individus. Tout le monde n'a pas

<sup>203</sup> KOPECKY Petr, SCHERLIS Gerardo, SPIROVA Maria, *Conceptualizing and Measuring Party Patronage* September 2008

<sup>204</sup> COCO Antonella, *Neopatrimonialism and Local Elite Attitudes. Similarities and Differences Across Italian Regions*, in *Territory, Politics, Governance*, 3:2, 2015, p. 178

forcément connaissance des « ombres et lumières » d'une organisation, surtout des échanges qui se déroulent dans l'intimité des acteurs. Certainement, le sondage est très important parce qu'il peut mettre en évidence un problème. Si plus de 60% personnes d'une institution pensent que le directeur général est corrompu, c'est un indice très fort qu'il existe un problème très grave dans cette institution. Mais on ne peut pas dire que le niveau de corruption ou de clientélisme est de 60% dans cette institution. La validité scientifique doit être fondée sur des faits vérifiables et accessibles au plus grand nombre.

Les pratiques spécifiques du néo-patrimonialisme ont pour but universel l'accès aux ressources d'État. En conséquence de quoi, on ne peut pas traiter différemment le public et le privé : cependant, ces pratiques doivent être intégrées dans le cadre général du fonctionnement de l'État, parce que dans un régime néopatrimonial, le privé « absorbe » les ressources de l'État.

Le désavantage de cette méthode d'analyse du néo-patrimonialisme est que de même que dans la recherche de P. Kopecki, il est nécessaire d'avoir un nombre très important de sondés et il n'existe pas, à proprement parler, de standard, c'est-à-dire de grille permettant de mesurer le clientélisme ou le néo-patrimonialisme.

Coco et Kopecki ont choisi des domaines d'administration qui sont susceptibles d'illustrer des formes de clientélisme - Kopecki six domaines, Coco trois domaines. Cependant, les données ne sont pas exhaustives.

L'intérêt de la Pyramide réside dans les données publiques, standardisées et accessibles à partir d'entretiens qualitatifs, qui ne sont pas anonymes. Ce ne sont pas des perceptions différentes ni des interprétations de ce phénomène personnalisé. Or, la mesure doit bien être faite sur des faits et non sur des perceptions. On doit utiliser une logique cartésienne : combien de membres de la même famille travaillent au sein de l'appareil bureaucratique d'un même pays ? Plus le nombre est important, plus il manifeste une expression du népotisme et du favoritisme – mais également une indication du néo-patrimonialisme.

Ainsi lorsqu'il a réalisé le Patronage Index, Kopecky a créé une hiérarchie en utilisant les données de plusieurs périodes distinctes. Par exemple, il a attribué à la Roumanie, à l'appui des données de 2012 à 2013, un pourcentage différent de celui qu'il a établi pour l'Allemagne avec les données recueillies en 2008.

Pour être pertinente et valide, l'analyse doit impérativement être effectuée sur une même période. Le gouvernement « intermédiaire » Cioloş, composé uniquement d'experts, a obtenu une



meilleure évaluation de la part d'UE sur le respect de l'indépendance de la Justice que les gouvernements Ponta ou Grindeanu. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles l'IPP n'est pas scientifiquement valide. On ne peut comparer la Roumanie de 2013 avec l'Allemagne de 2008, ni avec l'Argentine de 2011, ...etc.

Autre point faiblesse : en choisissant les experts, on choisit le résultat. Leurs opinions peuvent changer, elles sont subjectives. Les faits ne le sont pas. Or, le clientélisme est ce qui crée une certaine opinion chez les experts, mais certains peuvent être favorables à un nouveau gouvernement simplement parce qu'ils ont désavoué les pratiques du précédent.

La Pyramide suit trois caractéristiques : la concentration du pouvoir, l'étendue du réseau du pouvoir informel à travers les institutions de l'État et l'accès aux ressources.

Erdmann et Engel<sup>205</sup> soulignent trois grands problèmes dans leur tentative de mesurer le clientélisme : un accord simple sur ce qui doit être inclus dans l'étude du clientélisme, la nature latente et évasive du clientélisme et la question méthodologique pour l'explication de l'existence du clientélisme.

Pour définir les critères de la Pyramide PCR, plusieurs observations ont été importantes. D'abord, la transparence totale des sources. Grâce à l'extension considérable des médias électroniques, notamment les journaux et les réseaux sociaux, nous avons accès maintenant à une large palette d'informations qui peuvent être vérifiées. Nous avons utilisé dans la construction de la Pyramide PCR uniquement des données publiques et vérifiables.

Ces données offrent un degré de confiance plus grand que les entretiens qualitatifs anonymes, dans lesquels la perception des pratiques de type néo-patrimonial diffère, parce que les personnes interviewées ont des interprétations personnalisées du phénomène. On pourrait ajouter que l'effet de la culture politique est une des variables « perturbatrices » ; ce qui à Paris est considéré comme inacceptable, peut ne pas l'être dans une petite ville de province. En résumé, ce qui en Finlande est considéré comme une pratique inacceptable peut être considérée comme une norme en Bulgarie.

La deuxième étape de la construction de la Pyramide PCR est d'établir les actions et les variables – les acteurs d'une forme de clientélisme ou non. Les actions de ceux que M. Weber appelle « les groupes d'intérêts » sont réalisées, selon le même auteur, par de multiples modalités

---

<sup>205</sup> ERDMANN (Gero), ENGEL (Ulf), « Neopatrimonialism Revisited – Beyond a Catch-All Concept », GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, numéro 16, (février 2006), p. 20

d'intervention : a) pressions directes, information, consultation, corruption, et b) pressions indirectes, contrainte, persuasion.<sup>206</sup>

Pour mesurer le clientélisme, nous avons tendance à nous référer à des schémas de pensée : « étendu », « largement toléré » ou « culturellement accepté ». Dans ces conditions, comment l'évaluer ? Quel est le point commun de l'ensemble des pratiques qui pourraient universellement être qualifiées de clientélistes, indépendamment du pays ou du système politique dans lesquels elles sont menées, qui permettrait de les comparer les unes aux autres ?

La Pyramide PCR (Patron et Client - les Relations) est un indice qui résume le nombre de relations personnelles d'un sujet au sein d'une structure d'État, en utilisant les rangs en fonction de cinq variables indépendantes et essentielles : la position dans la structure d'État, le type, la valeur, la fréquence et le temps.

Le clientélisme peut parfaitement être considéré comme une nuisance dans l'État de Droit. Dans cette perspective, et selon le principe de Montesquieu de la séparation des pouvoirs au sein de l'État, par opposition à la monarchie absolue où le roi est au-dessus des lois, les relations entre les pouvoirs doivent être fondées sur le respect de la loi. A l'inverse le clientélisme, et la corruption, impliquent d'enfreindre la loi et / ou le principe d'équité, en donnant accès au pouvoir et / ou à des ressources, au bénéfice d'un petit groupe de personnes sélectionné selon des critères discrétionnaires.

Le clientélisme comme la corruption impliquent un échange. La personne qui a le plus de pouvoir et qui accorde une faveur à un autre est habituellement considéré comme un Patron. Le terme a évolué depuis l'Empire Romain et sa société patricienne. La personne qui reçoit la faveur, est appelée un Client. Cette relation entre deux personnes a été largement analysée et de nombreuses conclusions ont émergées de ces études. Toutes sont parvenues à la même conclusion en ce qui concerne l'impact du clientélisme sur la société, qui peut être résumé par ce que J-F. Médard désigne comme un conglomérat de « pratiques perverses ».

La relation de clientèle ne peut pas se développer entre des individus qui n'ont pas le degré de connaissance et d'intimité sociale qui leur permette d'évoluer dans la « zone grise ». La relation de clientèle est une relation interhumaine fermée, à laquelle seuls ceux qui ont des intérêts communs et des affinités peuvent accéder, parce que l'échange est basé fondamentalement sur la confiance de la réciprocité du bénéfice accordé par le notable. Ainsi les relations clientélistes ont

---

<sup>206</sup> WEBER (Max), *Économie et société*, Éditions Plon, 1971, p. 62-63

pour tendance naturelle de former un lien invisible entre les quatre pouvoirs d'une démocratie moderne : le pouvoir judiciaire, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir médiatique. Il existe une relation clientéliste pluraliste puisque les relations personnelles sont cultivées afin d'influencer les décisions d'État, en écartant l'intérêt public ou le bien général.

Ces recherches ont exploré les cas où le clientélisme se produit le plus fréquemment, les conditions qui le favorisent, son évolution historique, ses causes et ses conséquences.

Nous pensons qu'un outil permettant de comparer le niveau de clientélisme à travers différentes cultures, nations et systèmes politiques serait très bénéfique : il s'agit de l'indice de la relation entre les Patrons et la clientèle.

La pyramide, qui est en réalité une pyramide inversée, provient des représentations de la séparation des pouvoirs au sein de l'État. C'est un dispositif d'affichage de la structure des pouvoirs et des relations entre ses membres. A l'inverse, les chiffres qui résultent de la somme du modèle sont un indice.

La représentation Pyramidale est un affichage graphique des trois principales puissances du système démocratique de l'État de Droit : le législatif (Parlement), l'exécutif (le gouvernement) et le judiciaire (le système de justice). La pyramide est inversée par opposition à la monarchie ou à tout autre système autocratique de gouvernance, caractérisés par le fait qu'une seule personne détient tout le pouvoir.

Pour assurer le bon fonctionnement de l'État, ces pouvoirs ont besoin d'un système bureaucratique, formé par des fonctionnaires indépendants et politiquement neutres : l'Administration. Sous conditions spéciales, dans plusieurs domaines, l'État a décidé de maintenir son monopole sur un certain type de ressources. Il existe ainsi des entreprises gérées par l'État.

Le sommet de la pyramide inversée est représenté par le marché privé, mais il concerne seulement les entreprises qui ont une relation commerciale avec l'État.

Quel est l'apport de l'indice de la Pyramide PCR, nouveau facteur dans cette équation ? C'est une évaluation non-paramétrique du réseau de clientélisme et des échanges d'une même personne. Nous avons observé que parmi toutes les caractéristiques du clientélisme, une partie d'entre elles sont universelles. Ces variables peuvent être utilisées comme un ensemble commun dans l'évaluation du clientélisme. Les variables du clientélisme qui sont évaluées se répartissent en cinq catégories, répondant aux questions suivantes :

- 1) Quelle position une personne détient-elle au sein de l'État ?
- 2) Quel type de liens relie la personne à une autre personne ?
- 3) Quelle est la valeur de la faveur qu'une personne a accordée ou a reçue ?
- 4) Quelle est la fréquence de l'échange ? (Combien de fois cela s'est-il produit ?)
- 5) Quel a été le moment de l'échange ?

Ces questions ont permis de former cinq catégories (quatre variables indépendantes, une dépendante) qui se chevauchent de la structure des relations patron-client (PCR) Pyramide : les catégories sont Position, Relation, Valeur, Fréquence et Temps.

|  |  |
|--|--|
| <b>1. Position des acteurs de change : patron / client</b> | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pouvoir Législatif</li> <li>2. Pouvoir Exécutif</li> <li>3. Pouvoir Judiciaire</li> <li>4. Administration (niveau : national, régional, départemental, local)</li> <li>5. Appartenant à l'État / entreprise contrôlée</li> <li>6. Entrepreneurs en affaires privées avec l'État</li> </ol> |
| <b>2. Type de relation (liens personnels)</b>              | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. relation de famille / clan</li> <li>2. appartenance religieuse</li> <li>3. liens romantiques</li> <li>4. appartenance politique</li> <li>5. amitié (association)</li> </ol>  |
| <b>3. Valeur de l'échange</b>                              | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. non matériel (symbolique)</li> <li>2. le matériel et non matériel</li> <li>3. le matériel dont : <ol style="list-style-type: none"> <li>1) 10 fois le MAW (revenu mensuel moyen dans un pays)</li> <li>2) 100 fois le MAW</li> <li>3) 1000 fois la MAW</li> </ol> </li> </ol>              |
| <b>4. Fréquence</b>  | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. rare</li> <li>2. sporadique</li> <li>3. continue</li> </ol>  |
| <b>5. Temps de l'échange</b>                               | Année  |

Tableau 4. Variables de masse commune clientélistes. Source : Marius Drăghici

Nous allons nous référer à chaque critère et à ses fondements théoriques et empiriques. Tout d'abord, il faut absolument préciser que la relation de clientèle est, dans la majorité des cas, une relation hiérarchique, dans laquelle le Patron a la position de « force ». Cette position est donnée par l'accès aux ressources, comme J-F. Médard l'explique : « Les deux (« patron » et « client ») contrôlent des ressources différentes et les ressources de l'un sont nécessaires à la satisfaction des besoins de l'autre. Mais, le besoin du « client » est critique, alors que celui du

« patron » est marginal, c'est pourquoi le pouvoir de marchandage du « patron » est plus grand que celui du « client ». Le « client » est un débiteur, le « patron » un créateur. »<sup>207</sup>

La structure de la Pyramide PCR illustre les catégories suivantes : la position de l'acteur au sein de l'état, la position d'un acteur dans un rapport clientéliste, le type de relation (liens), la valeur de l'échange et le calendrier politique des actes de change.

Les catégories de la Pyramide PCR couvrent les Pouvoirs d'État et superposent les relations de clientélisme entre les détenteurs de Pouvoir et les demandeurs des faveurs. En effet, le clientélisme forme un État parallèle qui suspend les lois et les règles de fonctionnement constitutionnel.

| <b>PATRON / CLIENT</b> |                |                      |                       |                          |                          |
|------------------------|----------------|----------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>Type Structure</b>  | Législatif     | Exécutif             | Administration        | Judiciaire               | Business                 |
| <b>Type Connexion</b>  | Famille (Clan) | Politique (Parti)    | Personnelle (Amis)    | Personnelle (Amoureuse)  | Religieuse               |
| <b>Période</b>         |                |                      |                       |                          |                          |
| <b>Type Valeur</b>     | Symbolique     | 10 <sup>x</sup> SMIC | 100 <sup>x</sup> SMIC | »1.000 <sup>x</sup> SMIC | 10.000 <sup>x</sup> SMIC |

Figure 7. La structure simplifiée et les type (catégories) de la Pyramide PCR. Auteur : Marius Drăghici

La structure conceptuelle de la Pyramide est fondée sur la Structure d'État. La position des acteurs de d'échange ne peut pas être mise à l'échelle. Ils occupent une position temporaire qui pourrait être changée après les élections.

1. Pouvoir Législatif
2. Pouvoir Exécutif
3. Pouvoir Judiciaire

<sup>203</sup> MÉDARD Jean-François, Revue Française de Science Politique (1976), volume 26, Numéro 1, p.110

4. Administration (niveau : national, régional, départemental, local)
5. Appartenant à l'État / entreprise contrôlée
6. Entrepreneurs en affaires privées avec l'État (Business)

|                   | <b>Type Structure</b> | <b>Type Connexion</b>      | <b>Période</b> | <b>Valeur d'échange</b>  |
|-------------------|-----------------------|----------------------------|----------------|--------------------------|
| PATRON/<br>CLIENT | Législatif            | Famille (Clan)             | N/A            | Symbolique               |
|                   | Exécutif              | Politique (Parti)          | N/A            | 10 <sup>x</sup> SMIC     |
|                   | Administration        | Personnelle (Amis)         | N/A            | 100 <sup>x</sup> SMIC    |
|                   | Judiciaire            | Personnelle<br>(Amoureuse) | N/A            | »1.000 <sup>x</sup> SMIC |
|                   | Business              | Religieuse                 | N/A            | 10.000 <sup>x</sup> SMIC |



6. Catégorie Valeur : matériel 10\*MAW, 100\*MAW,1000\*MAW, non-matériel, non-matériel & matériel. MAW est le SMIC en anglais.

Comme J-F. Médard l'a précisé, il s'agit d'une relation dyadique, formée par le Patron et le Client. Dans notre acception, la définition du patron est la suivante : un patron est la personne qui, dans un temps imparti, peut disposer librement et avec une puissance raisonnable d'un droit d'accès à des ressources importantes et du droit de les distribuer à ses clients. Plus grande est la valeur des ressources distribuées, plus fréquente est sa fréquence, et plus un patron devient puissant.

Le Client-type se définit comme la personne qui, à un moment donné ou pendant une longue période, a besoin d'une faveur qui n'est pas légale ni légitime et qui lui apportera un gain. Le client se trouve dans une position de subordination et / ou de dépendance.

Au sujet de la légitimité, on peut se demander si la présence du « patron » dans un processus concernant le « client » repose sur une loi qui devrait exclure toute forme de relation de clientèle.

L'acte de clientélisme est selon Weber est un acte de domination sociale qui peut être charismatique, traditionnel et légal - rationnel.

La relation patron - client peut être constituée de plusieurs actes de clientélisme ou d'un seul. La position peut être Patron en relation avec certains, et client en relation avec d'autres. Nous avons donc construit une échelle hiérarchique permettant de différencier les Patrons faibles et forts en utilisant le système monarchique absolutiste : le roi / la reine est une personne au pouvoir illimité s'exerçant sur les ressources de l'État et bénéficiant (temporairement) d'une immunité illimitée. J-F. Médard considère que « Les deux (« patron » et « client ») contrôlent des ressources différentes et les ressources de l'un sont nécessaires à la satisfaction des besoins de l'autre. Mais le besoin du « client » est critique, alors que celui du « patron » est marginal, c'est pourquoi le pouvoir de marchandage du « patron » est plus grand que celui du « client ». Le « client » est un débiteur, le « patron » un créateur. »<sup>208</sup>

---

<sup>208</sup> Médard Jean-François, *Revue Française de Science Politique* (1976), volume 26, Numéro 1, p.110



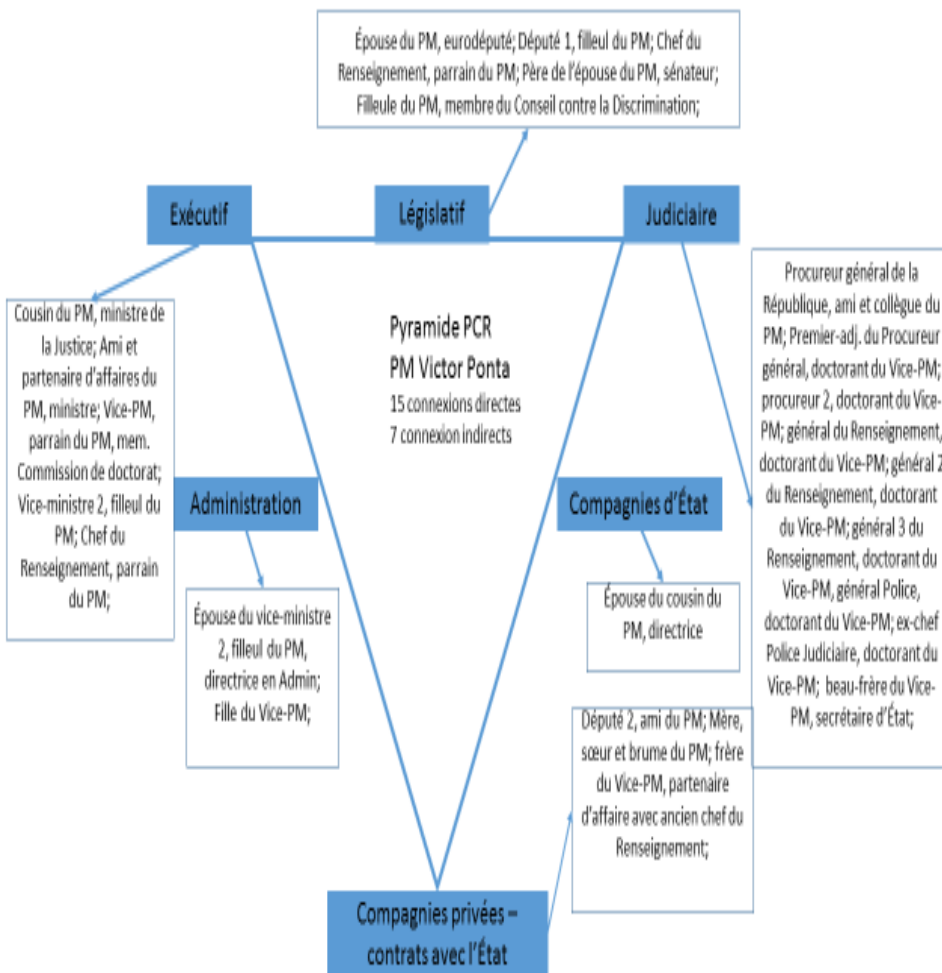


Figure 9. Pyramide PCR du Premier Ministre Victor Ponta. Source : l'auteur. Les données concernant les relations ont été publiées par Hotnews.ro et Gandul.info

Le type de relation (liens personnels) (connecteur) est l'un des plus importants aspects dans la relation de clientèle, les types de relation ne peuvent pas être mis à l'échelle, parce ce sont des variables catégorielles, toutefois il apparaît clairement que certains types de liens sont plus forts que d'autres. Plusieurs types de relations clientélistes sont évoqués dans la littérature spécialisée. J-F Médard, SN Eisenstadt, J-L Briquet, Bretton, de Valle et von Soest ont amplement développé leurs études concernant le clientélisme politique. Un critère figurant dans la Pyramide PCR est le clientélisme politique.

1. relation de famille / clan / ethnique
2. relation religieuse
3. liens romantiques
4. appartenance politique
5. amitiés

Nous les avons classés sur cette base, en raison de la recherche précédente qui montre que les personnes ont tendance à accorder davantage de confiance à leur famille, qu'aux gens du parti ou même à des amis proches. À cet égard, la catégorie de la famille est suivie par celles de l'appartenance religieuse, des liens romantiques, puis des liens politiques et d'amitié. Sur une échelle de 1 à 5, 1 est le lien le plus fort.

Un second degré-gamme a été créé pour les relations clientélistes qui affichent les liens familiaux et / ou la religion. Ils sont classés sous la forme de la très proche famille : femme / mari, fils / fille, père / mère, le père d'un soleil / belle-fille / mère d'un fils / belle-fille, et son frère / sœur), à la grande famille (frères et sœurs) tandis que les parents les plus éloignés sont dans la catégorie de la famille élargie.

La plupart des Roumains se sont déclarés Chrétiens - Orthodoxes. La religion et ses traditions sont importantes pour une grande majorité des gens, donc l'affiliation à la religion représente un haut degré d'influence. Nous pouvons facilement reconnaître que lorsque qu'une personne a une certaine appartenance religieuse, elle considère que son environnement spirituel est l'équivalent d'une famille nucléaire. De même, les parents religieux se sentent obligés d'aider et de soutenir leurs coreligionnaires.

Le critère de relations de famille / clan est confirmé dans la littérature spécialisée comme un facteur de népotisme ou de favoritisme très clair, presque incontestable. Donc, on peut construire un critère de mesure reposant sur le nombre des relations de famille dans une institution publique. Une forte manifestation de celles-ci est l'indice clair qu'il existe une haute probabilité de néo-patrimonialisme, parce qu'on a une basse probabilité d'avoir plusieurs hauts fonctionnaires, très qualifiés, qui soient membres d'une même famille à la tête d'une institution. Le processus de sélection des fonctionnaires doit être impartial, transparent et doit être destiné à éviter les

détournements et l'emploi pour l'intérêt personnel du système bureaucratique. Donc, la relation de famille est un critère objectif et impartial du néo-patrimonialisme.

Pour les relations reposant sur l'appartenance religieuse, nous avons créé une échelle au deuxième degré avec deux qualités : le parrain / marraine et filleul / filleule.

Nous avons remarqué que la valeur monétaire des faveurs peut être exprimée en chiffres normalisés internationaux. Les faveurs sociales-valeurs ne peuvent pas être mises à l'échelle, de sorte que nous les avons divisées en trois classes de catégorisation de prestige : faible, moyen et élevé.

La séparation des pouvoirs d'État (Niveau 1, supériorité), l'Administration (bureaucratie) et l'Industriel et Commercial (Niveau 2) et Privé (le 3ème). Prenons un exemple montrant comment le PCRP fonctionne : il crée des liens entre le Patron et sa clientèle, en fonction de la position en l'ÉDD de chacun. Au total, on peut avoir, par exemple, dans un cercle politique, un nombre X de relations de clientélisme avec des correspondances dans les autres cercles. Plus le nombre de connexions est important, plus le niveau de clientélisme est important.

L'index doit toutefois être optimisé à l'aide de plusieurs critères. Cependant, nous allons évoquer le concept et prouver son utilité scientifique ainsi que sa validité qui paraît très claire et logique : la mesure du degré de concentration des relations de clientèle permet de jauger le degré de démocratie et de fonctionnement de la Justice.

La typologie du clientélisme repose aussi sur les questions suivantes et les réponses subséquentes : quelle est la particularité du « Système » ? Comment les personnes détentrices de pouvoir l'ont-elles exercé ? La réponse nous paraît simple de prime abord : ils l'ont exercé en augmentant continuellement leur puissance.

Une autre catégorie de la Pyramide PCR est la valeur de l'échange. La valeur est catégorique et évolutive. Les avantages non matériels (prestige, transfert d'images, ... etc.) ne peuvent pas être mesurés, tandis que les avantages matériels peuvent l'être en fonction de leur valeur par rapport au salaire mensuel moyen du pays. En outre, si l'on compare deux pays avec des MAW, cela peut être calculé en utilisant l'une des valeurs, de préférence la plus haute.

Après la valeur, nous avons utilisé la fréquence, le temps et la durée de l'échange.

La fréquence peut offrir une information précieuse sur l'intensité de l'échange clientéliste, mais son rôle est limité par le manque de constance de l'information. Doit-on créer une échelle

basée sur la fréquence avec une échelle de mesure pouvant être par exemple : continu / souvent / rarement / jamais ?

Le temps permet d'enregistrer le moment où l'échange clientéliste a eu lieu dans le cycle politique. C'est extrêmement important pour établir le modèle d'un parti politique au pouvoir pendant plusieurs mandats et cela peut être utilisé pour comparer différentes périodes politiques, dominées par les partis de gauche / de droite. La dimension temporelle est liée aux mandats politiques, comme le clientélisme peut être initié et ou avalisé par les différents gouvernements.

Que pouvons-nous calculer ? Tout d'abord, le nombre moyen de clients par Patron dans une institution choisie. La formule est la suivante : Le nombre de clients est divisé par le nombre de Patrons.

Une autre question se pose toutefois : comment ont-ils commencé ? En tant que client ou en tant que Patron ? Ont-ils été impliqués dans des actes clientélistes à la fois comme patron et comme client ?

Souvent on peut parler de grandes mesures populistes, amenées à perpétuer la présence au pouvoir d'un parti politique. Dans d'autres cas, il est possible d'avoir de vraies réformes menées contre l'intérêt public et avec une cible très précise : la base électorale du parti au pouvoir.

La Pyramide PCR fait la distinction entre les formes du clientélisme et les types du clientélisme. Les types sont fondés sur un idéal-type, alors que les formes de manifestation du clientélisme sont identiques : l'octroi d'un avantage.

(Idéal)-Type de clientélisme *versus* Forme du clientélisme : religieux avec certaines formes particulières comme l'octroi de postes, des appels des offres, des contrats de travaux publics, ... etc. Notre méthode de choix des sondés suit un protocole scientifique validé par l'outil informatique, nous permettant de travailler plus efficacement et en toute confiance, mais aussi de minimiser le risque d'erreur sociologique et d'errements méthodologiques. Pour renforcer la validité de l'extrapolation de nos conclusions, mais aussi pour nous fonder sur un nombre important d'informations brutes, facilement mobilisables dans notre cas, nous avons listé tous les membres des élites politiques nationales de la Roumanie postcommuniste.

Pour notre analyse de données, nous avons créé 46 « codes – concepts » qui couvrent les six facteurs/indices :

Ces codes – concepts sont utilisés pour l'analyse de ces 354 sujets. Précisons que l'analyse qualitative du fonctionnement du PCR se fait avec l'aide du logiciel ATLAS.ti. Une collecte de

7.292 documents – des articles de journaux de Roumanie, de France et d'Angleterre traitant de la corruption en Roumanie - sert à établir une corrélation entre les codes – concepts et nos questions de recherche.

La méthode que nous utilisons est la suivante : chaque article de presse qui offre des informations sur un cas potentiel de clientélisme et de corruption est croisé automatiquement avec l'un des 354 noms. Les résultats de recherche sont analysés un par un. Lorsque l'information est confirmée par deux autres sources indépendantes, nous commençons la classification. Elle consiste à appliquer une « étiquette » avec le nom du sujet (député, sénateur ou Ministre). Après, selon le contenu, on le croise avec les six facteurs : Apparaît-il en position de « patron » ou de « client » ? Supposons, pour l'exemple, qu'il est « patron ». Deuxième facteur : De quel type de relation de clientélisme s'agit-il ? Supposons qu'il a nommé son cousin directeur dans une compagnie contrôlée par l'État, précisément par le ministère qu'il dirige. On marquera alors « Pyramide\_Type\_Clanique\_Cousin(e) ». Où se trouve cette compagnie dans la structure d'État ? D'après la « Pyramide », la compagnie se trouve au Niveau 2 – Industrie et Commercial, alors que le Ministre est dans l'Exécutif. On marque donc « patron – Exécutif », « client – industriel et commercial ». Combien de fois a-t-il fait cela pour son « client » ? Une fois. On marquera : « Fréquence - Singulière ». De quel type d'échange s'agit-il ? On marquera « Économique et symbolique ».

Pour chaque cas la procédure sera répétée. Via le logiciel ATLAS.ti il est possible de transformer les données qualitatives en pourcentages pour obtenir une moyenne. Par exemple : un « patron » du « Législatif » a en moyenne « 4,7 clients » ; il a été impliqué dans x% de cas de clientélisme de type claniste/clanique, y% de type religieux et z% de type politique ; la valeur des échanges est (?)EUR en moyenne avec une fréquence x% singulière.

La « Pyramide du clientélisme » a l'avantage de rendre visible le lien entre le « patron » et ses « clients » en ajoutant des informations révélatrices. Plus on comptabilisera de connexions, plus le nombre de clients et la valeur augmenteront, ce qui donnera un niveau de clientélisme élevé.

Le concept possède une indéniable utilité scientifique et sa validité demeure claire et logique : le degré de concentration de relations de clientèle au plus haut niveau de l'État reflète le degré de démocratie et de fonctionnement de la Justice.

La confirmation de la Pyramide PCR est la suivante: un nombre de 18 « variables » (catégories et sous-catégories) ont formé la structure de l'analyse de 325 biographies. Ces 18

« variables » font partie de la structure de l'évaluation du clientélisme. Dans l'explication théorique de la Pyramide PCR, nous avons établi une structure d'évaluation autour de cinq grands critères.

Nous avons testé deux catégories de la Pyramide PCR : la Position du Politique, et l'Implication du Politique dans des cas de clientélisme. La dernière catégorie a été complétée par les cinq sous-catégories que nous avons désignées pour la Pyramide PCR : le type de relation clientéliste dans laquelle le politique est impliqué.

Pour établir les corrélations entre le clientélisme et la corruption, nous avons ajouté également les mises en accusations officielles, des accusations soit pénales soit administratives, ainsi que la finalité des procès juridiques ou administratifs.

D'autre part, pour des raisons statistiques, nous avons décidé d'introduire dans notre test empirique la migration politique, phénomène important dans la vie politique roumaine, ainsi que des données socio-démographiques comme l'âge et le sexe, qui nous offrent des informations importantes sur la composition de la classe politique roumaine. On sait que le monde politique roumain est dominé par les hommes et que souvent, certaines femmes politiques ont dénoncé un machisme caché, mais à quel degré ? Quel est le pourcentage des hommes et des femmes dans la grande politique ? On est sûr que les hommes sont beaucoup plus présents que les femmes, mais le pourcentage nous en dira plus à cet égard.

Dans le tableau numéro 1, nous avons les réponses sont marquées en texte et les chiffres leur correspondant dans le système de notation SPSS.

| Catégorie  | Sous-catégorie             | Réponse   |
|--|----------------------------|---|
| <b>Politicien Sexe</b>   | Homme / Femme              | Oui/Non (1/0)   |
| <b>Politicien Age</b>  |                            | Date de naissance   |
| <b>Politicien Parti</b>  |                            | Nom du parti politique  |
| <b>Politicien migration politique</b>                                |                            | Oui/Non (1/0)   |
| <b>Position des acteurs politiques</b>                               | Pouvoir Législatif         | Oui/Non (1/0)   |
|  | Pouvoir Exécutif           | Oui/Non (1/0)   |
| <b>Politiciens impliqués dans des affaires de clientélisme</b>       |                            | Non / Oui – une fois / Oui – Au moins deux fois (0/1/2)           |
| <b>Politicien en rôle de Patron dans la relation de clientélisme</b> |                            | Non / En majorité Patron / Parfois Patron / Pas d'infos (0/1/2/3) |
| <b>Politicien en rôle de Client dans la relation de clientélisme</b> |                            | Non / En majorité Client / Parfois Client / Pas d'infos (0/1/2/3) |
| <b>Type de relation (liens personnels)</b>                           | 1. relation de famille     | Oui / Non (1/0)   |
|  | 2. appartenance religieuse | Oui / Non (1/0)   |
|  | 3. liens romantiques       | Oui / Non (1/0)   |

|   |   |   |
|---|---|---|
|   | 4. appartenance politique<br>5. amitiés | Oui / Non (1/0)<br>Oui / Non (1/0)<br>Oui / Non (1/0) |
| <b>Politicien – Condamnation pénale ou administrative pour corruption</b>       |   | Oui / Non / En cours / Inconnu (0/1/2 3)              |
| <b>Politicien – Mise en accusation pénale ou administrative pour corruption</b> |   | Oui / Non (0/1)                                       |

Tableau 5. Le codebook pour l'analyse quantitative. En jaune, les catégories du Pyramide PCR. Source : Marius Drăghici

Les données analysées nous permettront d'obtenir des informations empiriques représentatives et pertinentes. Quel est le pourcentage, au sein de l'élite politique, d'individus qui ont fait l'objet de poursuites judiciaires ? Quel pourcentage de politiques a accéléré ou freiné la réforme ÉDD ? Combien d'entre eux ont été impliqués dans des cas de clientélisme ? Quel type de clientélisme et quel modèle dominant ? Y a-t-il une relation entre la migration politique et l'occupation des postes ministériels ? Ou entre le clientélisme et la corruption sanctionnée ?

Les marques du néo-patrimonialisme sont, au niveau administratif des Cabinets de Ministres, la grandeur du Gouvernement et la caducité du poste de ministres (qui résistent très peu en fonction). La récompense par l'accès progressif à des postes à hautes responsabilités est le cas le plus commun.

Le Gouvernement de Petre Roman comptait 28 ministres. Après deux remaniements, nous avons eu en total plus de vingt personnes qui se sont succédé dans les cabinets ministériels. On aurait pu également ajouter les chiffres concernant les Secrétaires d'État, mais notre recherche ne couvre que les ministres. Comme Kopeky l'avait observé, les parlements dans les anciens pays communistes ont expérimenté le paradoxe entre « la haute opportunité » et « la faible capacité. »<sup>209</sup> Les gens qui ont fait partie de ces parlements ont choisi cette voie pour des raisons d'opportunité et d'impunité.

<sup>209</sup> KOPECKÝ Petr, Power to the executive! the changing executive–legislative relations in eastern Europe, The Journal of Legislative Studies, 10:2-3, (2004), page 151

## Chapitre 2

### La radiographie du clientélisme dans les élites politiques roumaines

La majorité des membres des élites politiques nationales de la Roumanie post-communiste ont été impliqués dans des affaires de clientélisme. Notre étude montre l'ampleur de ce phénomène et la structure du double jeu des politiques : le nombre résultant de l'application de notre grille non-paramétrique pour l'évaluation du clientélisme est de 57,2%. Avec une marge d'erreur de 5%, le minimum est de 51,8% et le maximum de 61,2%.

Les élites ont été plus soucieuses de satisfaire les objectifs de leurs clientèles, objectifs dont une proportion majoritaire – entre 51,8% et 61,2% – a remplacé les objectifs d'intérêt public. Les grandes réformes structurelles et les politiques qui en découlent ont été, principalement, un mélange entre l'intérêt personnel et l'intérêt public.

La radiographie montre que les élites ont presque maintenu « en captivité » certains secteurs de l'État de Droit, plus précisément les uns concernant le régime des immunités parlementaires et les autres de l'économie, à travers des politiques profondément corrompues. Parmi les pratiques les plus fréquentes, on compte la totalité des types de clientélisme : clanique, religieux, politique, romantique et amical. La conséquence, c'est une gouvernance au plaisir du « Politique », en dehors des règles et contre l'intérêt public. Elle se manifeste également par une grande instabilité gouvernementale, avec de multiples changements au niveau des postes ministériels. Un effet direct est le « dilatement » de l'appareil bureaucratique : le Premier Ministre doit offrir des postes à sa clientèle.

Dans les deux Sections de ce chapitre, nous avons analysé les réseaux trans-politiques de type clientéliste, selon la grille d'interprétation de la « Pyramide RPC » (Relation Patron – Client), et l'utilisation de la police secrète du Ceaușescu comme réseau parallèle de pouvoir.





## Section 1

### Les grands réseaux pan-politiques des clients et des patrons

Nous allons maintenant reprendre, en tentant d'y répondre, la question de Robert Dahl : « Qui gouverne ? » Qui gouverne en Roumanie ? Quelle génération est présente en politique ? Quelles caractéristiques essentielles – définissent ces élites ?

Le résultat montre, sans surprise, un conglomérat des anciens du régime dictatorial de Ceaușescu, soit des personnes nées entre 1947 et 1961. La caractéristique essentielle et commune de ces élites politiques, sans différence d'idéologie ni de génération, est la course pour l'enrichissement et l'impunité.

Tout d'abord, nous nous intéresserons à la composition de cette élite, que nous analyserons par la suite. Dans notre échantillon, 23,7% des membres de cette élite ont été membres de l'Exécutif et 76,35% membres du Parlement, députés et sénateurs.

Parmi les 23,75 % d'anciens ministres, seulement 3,7% sont des politiques qui n'ont pas été en même temps membres du Parlement, ce sont souvent des techniciens invités aux postes ministériels dans des situations de crise, lorsque le Parti ne voulait pas « endosser » les résultats négatifs d'une politique publique ni des mesures peu populaires.

Parmi les 28,75% d'anciens ministres, 92,7% sont des députés et des sénateurs qui ont été nommé ministres et qui ont cumulé plusieurs postes. C'est l'une des raisons pour lesquelles la lutte pour un siège de parlementaire est très dure : une fois dans le « club » des députés ou des sénateurs, le fauteuil ministériel devient possible avec une probabilité de plus 90%.

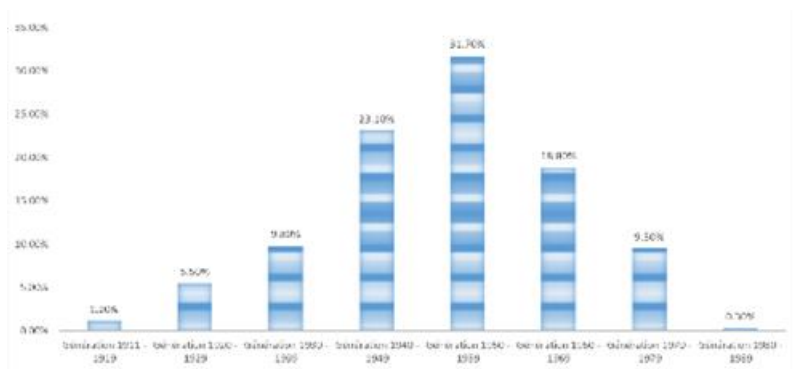
Le lien entre la qualité de membre du Parlement et la probabilité d'être ministrable est très fort et a été confirmé dans notre étude, par une analyse de cross-tabulation (croisement des données). Le coefficient d'erreur *Pearson Chi-Square*, inférieur à 0.005 (ANOVA Test), montre une forte association entre la qualité de parlementaire et celle de membre de l'Exécutif. En pourcentage, il y a une probabilité de 99,9% qu'une personne membre du Parlement soit nommée

dans le Gouvernement, par rapport à une personne située en-dehors du « club » des élites, quelle que soit son expertise.

En analysant les générations d'hommes politiques post-communistes, on constate la domination de gens éduqués dans le régime dictatorial. L'arrivée de jeunes et le retour d'anciens dissidents politiques n'ont pas eu d'influence significative.

La génération d'hommes politiques la plus présente a été celle des années 1940 – 1950, qui ensemble cumulent 54,8%. Les politiques nés entre 1950 et 1959 représentent proportionnellement 31,7%, suivi par la génération 1940 - 1949, qui représente 23,1%. Significativement, les politiques nés quelques années seulement avant la chute du régime, ne représentent que 0,3%. *Stricto sensu*, la plupart des politiciens sont nés entre 1948 et 1955. La probabilité d'avoir une majorité de personnes anciens membres du Parti Communiste Roumain, parti unique, est donc très grande.

Le lien avec le passé dictatorial est très étroit pour la majorité des élites à cause de leur passé sous le régime communiste. Les personnes qui avaient 40-50 ans au moment du premier Parlement démocratique ont vécu une vie professionnelle et ont été éduquées dans l'esprit du régime d'avant 1989. Même si en majorité elles détestaient Ceaușescu, elles n'ont pas pour autant renié le système dans sa globalité, ayant hérité de conceptions hostiles et faites de ressentiments envers « l'Occident ». En effet, même l'ancien Président de la Roumanie, Ion Iliescu, dans une déclaration célèbre faite au moment de la Révolution de Décembre 1989, avait clairement indiqué que « les tyrans ont perverti les nobles idéaux du communisme ». Par cette déclaration, Ion Iliescu



a donné la direction de sa politique, « le communisme avec un visage humain ».<sup>210</sup>

Un des aspects très significatif du clientélisme est la porosité des partis politiques, quelle que soit l'idéologie concernée. En effet, le clientélisme est un lien plus fort que l'appartenance

<sup>210</sup> Ion Iliescu sau „fața umană” a comunismului | VIDEO, 2 noiembrie 2009, Roxana Preda, *Evenimentul zilei*

partisane. Qu'il s'agisse de la droite ou de la gauche, les parlementaires roumains ont une forte propension au « pantouflage » politique. Selon nos calculs, plus de 36% des parlementaires ont changé de Parti au moins une fois.

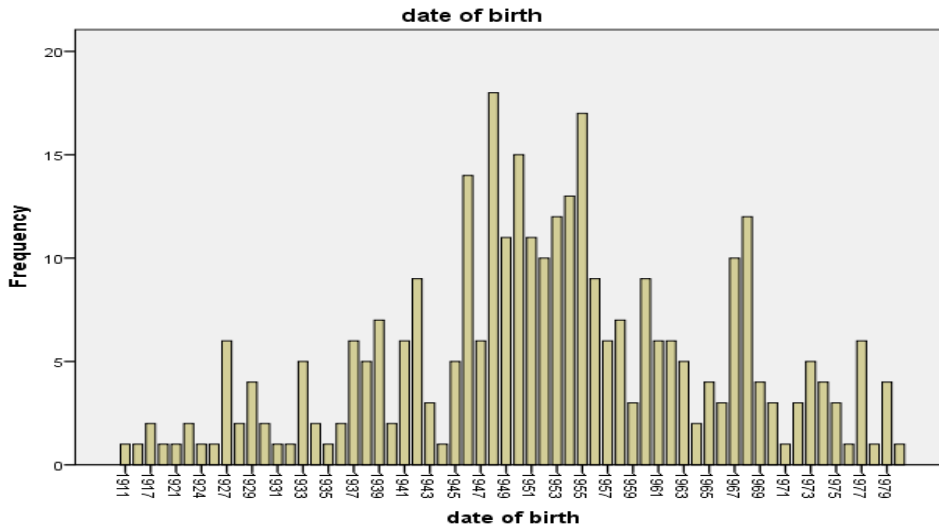


Figure 10. La génération du 1945 – 1961 détient la majorité de membres dans la politique. Date of birth : année de naissance. Frequency : fréquence.

La figure 14 révèle une fluctuation remarquable non-idéologique de la « migration » politique : 36,6% des élites politiques roumaines ont changé au moins une fois de parti. Par conséquent, il existe une implication significative dans des cas de clientélisme : 57,2% des politiques ont été impliqués dans des actes de clientélisme, dont 21,8% une fois et 34,4% au moins deux fois. Sans aucun doute, nous avons la preuve de la migration politique : la majorité des parlementaires qui ont changé de parti (presque 60%) l'ont fait pour des avantages personnels et ne l'ont pas fait qu'une fois.

La répartition par catégories de l'échantillon analysé s'établit ainsi : nous avons 76,3% de parlementaires et 23,7% de ministres. En ce qui concerne les ministres, seulement 3,7% (12 membres dans l'échantillon) n'ont pas été des parlementaires, mais des technocrates non impliqués dans la politique ni membres du parti. La grande majorité des ministres (92,3%) ont également

exercé les fonctions de députés ou de sénateurs : au total 65% des députés et sénateurs ont occupé des postes au sein du pouvoir exécutif.

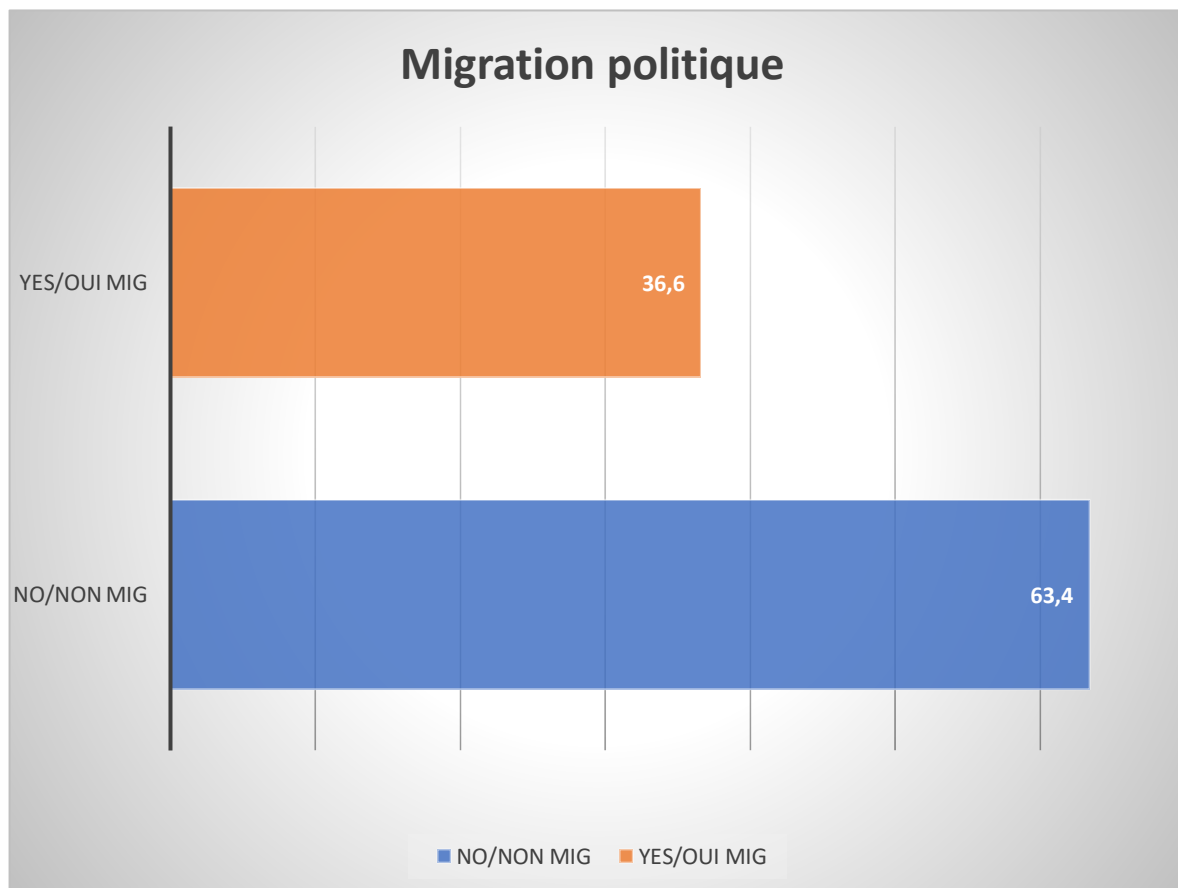


Figure 11. Figure 12. Plus d'un tiers des parlementaires roumains ont changé de parti. Source : Marius Drăghici

Selon la classification du clientélisme, notamment celle de J-F Médard, notre grille de la Pyramide PCR prend en considération la nature dyadique du clientélisme composée par le Patron et le Client. Dans la majorité des cas, nous avons des Patrons et pléthore de Clients. Mais, certains Patrons ont une place spéciale : ils sont tout-puissants, les Patrons-rois, riches et privilégiés, bénéficient presque toujours d'une position dominante dans la relation de clientélisme. On les appelle des Grands Patrons.

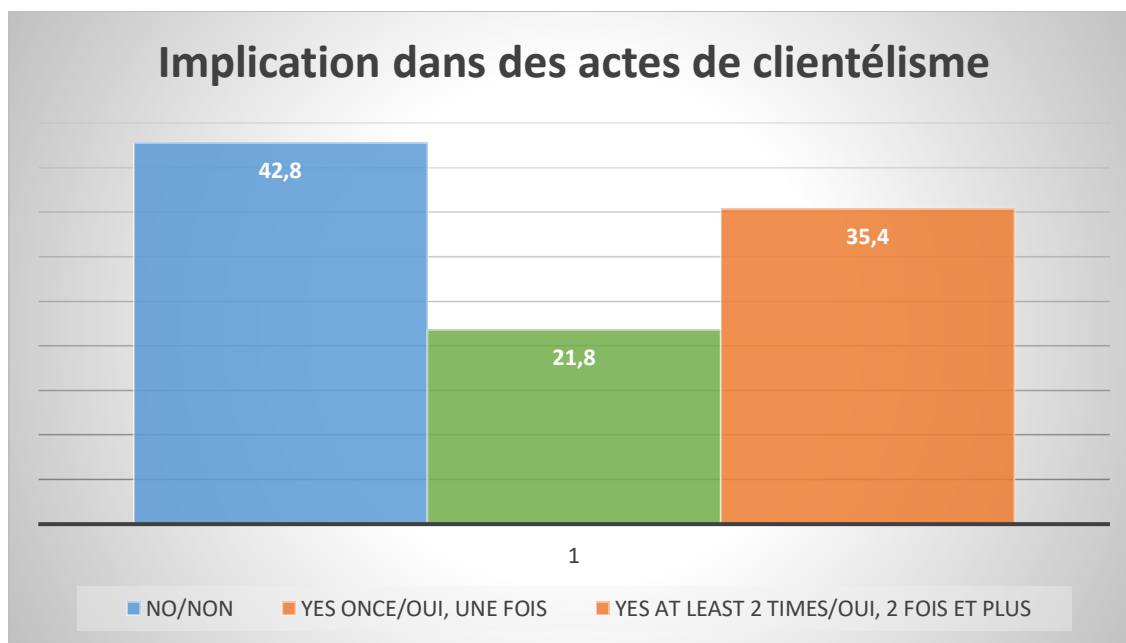


Figure 12. La majorité des politiques roumains ont été impliqués dans des actes de clientélisme : 57,2%. La marge d'erreur de notre étude est de  $\pm 5\%$ . Source : Marius Drăghici

Le clientélisme et la corruption politique sont devenus des leviers parallèles pour arriver à ses fins. « Lorsque nous utilisons l'expression système politique, explique Médard, nous voulons affirmer par-là l'importance d'un des traits les plus spécifiques de la vie politique (bordelaise) : sa nature de système. On ne peut rien comprendre à la vie politique locale des quinze dernières années, si l'on ne part pas de là. Encore convient-il de préciser en quel sens nous parlons ici de système. Nous n'utilisons pas le mot système dans le sens abstrait et analytique d'un Easton ou d'un Parsons, mais dans le sens plus concret d'un système d'acteurs. En d'autres termes le recours à la notion de système ne constitue pas pour nous l'application d'un instrument d'analyse *a priori*, au processus politique, mais une façon de rendre compte d'un certain mode de structuration latente et durable des rapports entre acteurs dans le processus politique (bordelais). »<sup>211</sup> Dans le cas de la Roumanie, le « système » est composé par le réseau de complicités de type clientéliste qui s'infiltrèrent dans toutes les structures d'État.

En effet, la ligne entre le clientélisme et la corruption est ambiguë. Dans certains cas, il s'agit de faveurs, dans d'autres cas on parle d'une corruption institutionnalisée, caractérisée par les

<sup>211</sup> MÉDARD Jean-François, « Le système politique bordelais (le « système Chaban ») », Revue internationale de politique comparée, 2006/4 Vol. 13, p. 657

quatre conditions-types selon G. Padioleau : « La corruption par échanges de faveurs, qu'elle soit du type troc ou d'échange social, recouvre ainsi quatre éléments :

- a) la violation de règles et de normes associées à ce qui est perçu comme d'intérêt général dans une société politique à une époque donnée ;
- b) au cours d'un échange clandestin entre les marchés politique, social et économique ;
- c) avec pour conséquence (espérée) de donner, à des individus ou à des groupes, des ressources d'accès et d'influence dans les processus de décisions politiques et administratifs supérieures à celles dont ils disposeraient au cours d'un exercice ouvert ;
- d) et se traduisant éventuellement par des bénéfices tangibles, matériels ou autres, pour les (ou l'une des) parties présentes dans la transaction. »<sup>212</sup>

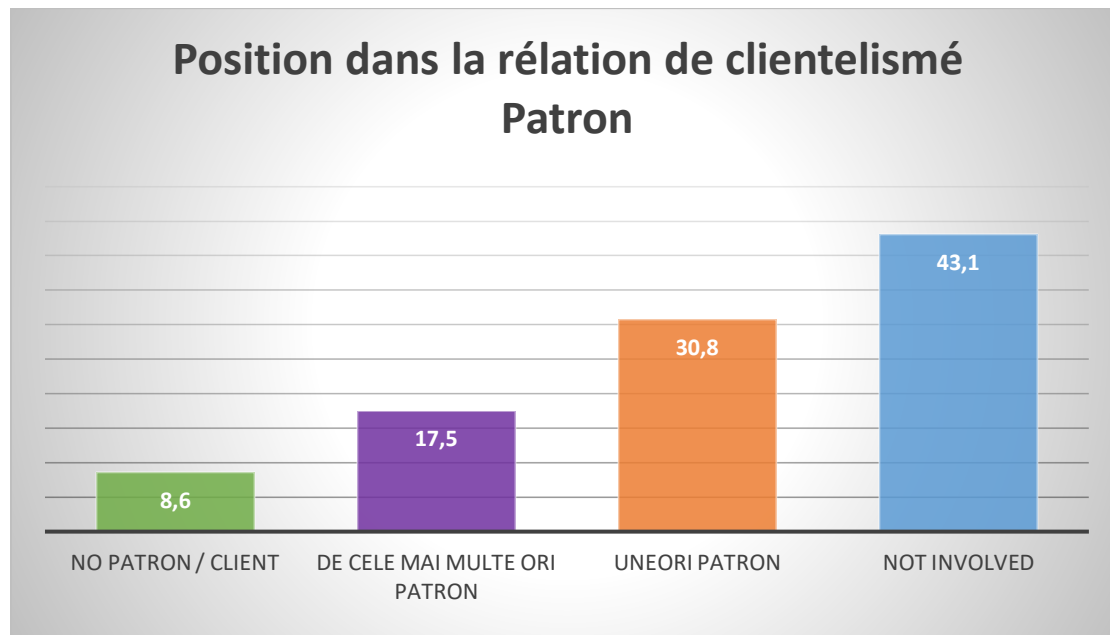


Figure 13. Source : Selon les données, dans la politique roumaine, chaque Patron a au moins deux Clients, 17,5% plusieurs fois Patron, 30,8% soit Patron / soit Client. Source : Marius Drăghici

La « migration politique » nous permet d'observer dans l'une des données analysées une caractéristique particulière du clientélisme de la politique roumaine : la place de chacun dans le réseau du clientélisme. Si on étudie ce réseau dans une image hiérarchisée, nous pouvons observer

<sup>212</sup> Padioleau Jean-G. « De la corruption dans les oligarchies pluralistes. » In: Revue française de sociologie, 1975, 16-1. pp. 39; doi : 10.2307/3321129, [https://www.persee.fr/doc/rfsoc\\_0035-2969\\_1975\\_num\\_16\\_1\\_5772](https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1975_num_16_1_5772)

les Patrons – en haut, ceux qui ont accès aux ressources, et les Clients – en bas, ceux qui ont besoin d’accéder à ces ressources. Selon nos calculs faits sur la base de l’échantillon, dans la structure de la Pyramide PCR, 8,6% sont des clients « absolus », 17,5% des « grands patrons », 30,8% de « patrons-brokers » et 43,1% n’ont jamais été impliqués dans des affaires de clientélisme.

Dans la structure de la Pyramide PCR, nous dénombrons trois « roi-patrons », « patrons-absolus », soit 0,9% ; 15,1% de politiques majoritairement clients et 40,9% de politiques « *clients-brokers* ». Au total, près de 60% (57,9% est le chiffre exact) des politiques sont impliqués dans des actes de clientélisme. Un autre calcul nous montre que chaque patron a, en moyenne, au moins deux clients, dont l’un qui fait partie de sa famille. Les patrons qui ont une « suite » de clients qu’ils doivent « nourrir » par de l’argent public, que ce soit par des contrats avec les institutions d’État, ou le plus souvent, par des embauches favorisant le népotisme dans l’appareil bureaucratique. Cette réalité est confirmée par des études réalisées sur un système politique complètement différent de celui de la Roumanie : celui des États-Unis.

Dahl parle du désir des élites politiques américaines de se tourner vers les émigrants et les groupes ethniques afin d’élargir leur influence dans la politique. « Ils ont aidé les immigrants à surmonter leur impuissance politique initiale en les engageant dans la politique. Peu importe ce dont les ethnies manquaient, elles avaient des numéros. Les politiciens ont pris l’initiative en facilitant l’obtention de la citoyenneté pour les immigrants, en encourageant ces minorités ethniques à s’enregistrer, en les mettant sur les listes des partis et en les aidant à répondre aux problèmes spécifiques innombrables résultant de leur pauvreté et de leur statut d’étranger. Pour obtenir et maintenir les votes, les dirigeants politiques les ont récompensés par des emplois dans leurs villes. »<sup>213</sup>

La proportion du type de clientélisme dans la catégorie des Actes de Clientélisme est la suivante : le clientélisme dont les membres de la même famille ont été des actants est de 26,5%, 12,6% de religion, 6,8% en affaires amoureuses, 50,8% pour le clientélisme politique et 33,8% en ce qui concerne le clientélisme – amitié.

Une recherche académique révèle une image négative créée par le clientélisme et la corruption : la durée du mandat d’un Ministre en Roumanie post-1989 a été en moyenne de cinq mois et une semaine. Comment bâtir une politique publique de longue durée dans ces conditions ? « La Roumanie a le plus haut degré d’instabilité ministérielle, suivi à grande distance par la

---

<sup>213</sup> DAHL A. Robert, *Who Governs ?*, Yale University Press, 1961, p. 34



Pologne et l'Italie. Dans toutes ces champs analysés, la Roumanie a renommé 150 ministres en 27 années, trois fois plus que l'Allemagne à la même période. »<sup>214</sup>

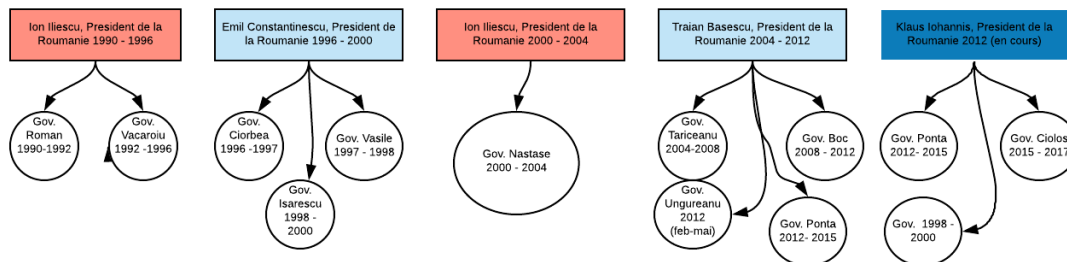


Figure 14. La Roumanie a renommé 150 ministres en 27 ans. Les premiers ministres intermédiaires ne sont pas pris en compte.

Selon nous, cette très haute instabilité ministérielle a été créée aussi par la structure profondément clientéliste du système politique roumain. Les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir ont toujours eu un comportement claniste.

Deux raisons ont empêché la Justice d'obtenir des résultats plus importants dans la lutte pour sanctionner le clientélisme : l'apparence qu'un acte de clientélisme est moins grave qu'un acte de corruption et l'affaiblissement continu de la législation. Parfois, le favoritisme dans la politique est perçu comme moins blâmable : ainsi, accorder un emploi à quelqu'un de sa famille est plutôt vu comme une « faiblesse » inacceptable et sanctionnable seulement du point de vue politique. En revanche, une fois dans cette position de décision, le Client est, en réalité, prêt à violer toutes les règles pour agir à la commande de son Patron et vicier, par exemple, la documentation d'un appel d'offre afin que seule la compagnie préférée du Patron soit gagnante. Comme nous allons le présenter plus tard, les politiques ont souvent perverti la législation concernant la lutte contre corruption afin de se protéger eux-mêmes.

Compte tenu des conditions mentionnées, en ce qui concerne la corruption et l'activité de la justice qui impliquent les membres des élites politiques, seuls 8,3% d'entre eux ont été condamnés, 2,8% ont comparu devant les juges, 2,8% font l'objet d'une procédure et 15,1% sont inclus dans le processus de recherche pénale. En gardant à l'esprit le pourcentage de réussite de

<sup>214</sup>SNSPA'Centrul pentru Promovarea Participarii si Democratiei, INSTABILITATE GUVERNAMENTALĂ CRONICĂ, Iulie 2017, page 3, civicparticipation.ro

80% de condamnations par la DNA, il est possible qu'une proportion de 12,1% viennent s'ajouter aux 8,3% de condamnations mentionnées, soit un total de 20,4% de condamnés pour la période 2006 – 2012.

Nous avons constaté qu'il n'y a pas de corrélation entre la migration politique et l'âge, le sexe, la position de Ministre, la position de député/sénateur, les actes de clientélisme, la position de patron ou celle de client ni le type de clientélisme (famille, romantique, politique, amitié). La seule corrélation confirmée est entre la migration politique et le clientélisme religieux : si le parrain change de parti, le beau-fils suit le parrain.

Malgré la perception publique selon laquelle les « corrompus » pratiquent le pantouflage en masse dès qu'ils sont mis en accusation pour des faits de corruption, les données ne montrent pas une forte association entre la migration politique et la mise en accusation pour des faits de corruption ni la condamnation pour ces mêmes faits.

J. Scott reprend les idées de M. Weber sur la domination sociale et fait l'analyse des centres de pouvoir dans l'Union Soviétique. Ce type de centre a été imposé en Roumanie également et il a été conservé pendant plusieurs années après le changement de régime. Toutefois l'objectif d'intégration à l'UE a obligé le pays à changer sa structure de pouvoir. Comme nous le prouvent les entrevues avec les anciens Premiers-Ministres, chacun d'entre eux a hérité de structures institutionnelles très rigides dont les membres se sont opposés au changement.

Scott observe ceci : « Au sein d'autorités institutionnelles existent des « situations de commandement » marquées par un degré d'autorité différent selon leur niveau dans la hiérarchie. Des strates sociales apparaissent aussi bien à partir de situations de commandement, que de situations de classe ou de statut. On peut considérer que certaines sociétés, comme l'ancienne Union Soviétique, sont des « sociétés de commandement » dans lesquelles les situations d'autorité constituent la base du modèle général de stratification. (Figure 1). Dans les sociétés de commandement, une élite naît d'un ensemble spécifique de situations de commandement et se forge en un bloc social cohérent qui se reproduit dans le temps et qui est conscient de son identité d'élite. Cependant, classe et statut de domination se combinent dans la réalité et les formes de combinaisons impliquent des degrés divers de ces trois facteurs. »<sup>215</sup>

---

<sup>215</sup> SCOTT J. en SULEIMAN E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.15

Un autre auteur, Mosca, pense que la formation des élites, en tant que blocs sociaux et regroupements cohérents, a incité les chercheurs à déterminer l'existence des trois « C » : Conscience, Conspiration, Cohésion. Un bloc social doit être pénétré d'une conscience de groupe enracinée dans un fonds commun de culture et idéologie ; il doit reposer sur des relations et des alliances politiques, tout en bénéficiant d'une structure cohérente pour ses liens sociaux.<sup>216</sup>

Classes sociales, rangs sociaux et blocs sociaux<sup>217</sup> selon J. Scott :

| Type de pouvoir | Situations                 | Strates sociales |
|-----------------|----------------------------|------------------|
| Économique      | Situations de classe       | Classes sociales |
| Culturel commun | Situations de statut       | Rangs sociaux    |
| Politique       | Situations de commandement | Blocs sociaux    |

Selon le même auteur, « les élites politiques occupent les situations de commandement suprême dans l'État : les membres les plus importants du Gouvernement, les branches législatives et exécutives et sans doute, des appareils judiciaire et militaire. (...) Ces positions pourront, dans certaines circonstances, créer une « élite étatique » distincte, et il sera important de connaître le degré de conscience, de conspiration et de cohésion qui les caractérise. »<sup>218</sup>

À son avis, « il est plus complexe de conceptualiser une élite économique, car il est rare de trouver une hiérarchie unique d'autorité » ; pourtant dans la structure de l'État Roumain, par exemple, la politique et l'économie étaient étroitement liées avant et après 1989.<sup>219</sup>

La radiographie du clientélisme dans la politique roumaine est une véritable encyclopédie de tous les types de clientélisme : claniste, religieux, sentimental, politique et entre amis. Ce développement a été favorisé par le manque total d'expérience démocratique : la Roumanie a connu l'un des plus durs systèmes totalitaires du monde, où l'information a été totalement bloquée et déformée pour servir les buts du régime communiste en place.

<sup>216</sup> SCOTT J. en SULEIMAN E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.16

<sup>217</sup> SCOTT J. en SULEIMAN E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.16

<sup>218</sup> SCOTT J. en SULEIMAN E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.16

<sup>219</sup> SCOTT J. en SULEIMAN E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.16

L'un des cas qui a fait la une des pages de journaux a été la répartition des maisons bâties par l'État pour les jeunes familles. Le dossier a été présenté dans les médias sous le titre générique « Les VIP ANL », de l'Agence Nationale pour Location (ANL). L'Agence achetait un terrain dans une zone particulièrement chère de la capitale et y construisait un quartier composé de maisons de très haute valeur. En lieu et place des jeunes familles, les maisons ont été réparties exclusivement en faveur des membres des familles de parlementaires du parti au pouvoir dans la période 2000-2004 (Parti Social – Démocrate). Parmi les bénéficiaires, on retrouve beaucoup de membres de l'élite judiciaire, des procureurs et des juges.

L'immunité politique reste la plus importante question, réforme qui n'a jamais abouti. Le dossier « Voicu » que nous allons évoquer ultérieurement figure parmi les cas les plus importants dans l'indépendance de la Justice.

Tous les gouvernements post-décembristes en Roumanie ont présenté un haut degré de clientélisme. Cependant, le type de clientélisme a varié avec les années.

Dans les gouvernements de la période 1989 – 1996, le type principal de clientélisme a été le clientélisme politique – avec le réseau des anciens du régime et de la Securitate. Ces gouvernements se sont montrés très tolérants pour accommoder les fonctionnaires qui faisaient partie du deuxième échelon du Parti Communiste.

Radu Portocala, ancien espion roumain qui a fait défection vers la France, témoigne ainsi de la multitude des « anciens » du régime dictatorial qui se sont placés immédiatement à la tête du gouvernement « démocratique ». Selon l'analyse de Portocala, que nous reprenons ci-dessus, tous ont été coupables et complices au sein de la dictature.

Portocala ajoute : « Le ministre de la Défense est, jusqu'au 16 février 1989, le général Nicolae Militaru, lui aussi une vieille connaissance. Sergiu Celac occupe la fonction de ministre des Affaires étrangères. Il a été l'interprète de Ceaușescu pour le russe et l'anglais. Son vice-ministre de la première heure, Corneliu Bogdan, est, lui, un cas étrange. Ancien ambassadeur à Washington, il s'y était installé depuis plusieurs années avec toute sa famille, trahissant aussi son ancien patron, Ceaușescu. Pour obtenir le droit d'asile aux États - Unis, cet homme a dû très certainement se faire 'retourner' »<sup>220</sup>

Nous pouvons également évoquer d'autres cas : celui du ministre de l'Intérieur, le général Mihai Chitac, ancien chef du Département des armes chimiques, et gravement compromis à

---

<sup>220</sup> PORTOCALA Radu, Autopsie du cou d'état roumain, Calmann-Lévy, 1990, p.157-158

Timisoara ; Victor Stanculescu ministre de l'Économie nationale (après 1989) : Depuis 1981, il était vice-ministre de la Défense sous Ceașescu, et son rôle au Timisoara a été pour le moins sujet à caution. En février 1990, il a remplacé Militaru au ministère de la Défense, ce qui a été interprété par les médias comme une manipulation de Moscou.

Le vice-ministre de l'Économie nationale, Constantin Bostina, a été secrétaire du cabinet de Ceașescu de 1980 à 1982, puis vice-ministre de l'Industrie légère.

Stefan Nicolae – qui, en sa qualité de vice-ministre de l'Industrie alimentaire, a été largement responsable, de 1986 à 1989, de la famine qui sévissait dans le pays, est devenu ministre de l'Agriculture et de l'Industrie alimentaire après 1989.

Gheorghe Caramfil, ministre de l'Industrie chimique et pétrochimique, avait déjà détenu cette fonction de 1980 à 1984 ; puis, en tant qu'ambassadeur à Berlin-Est, il avait assisté aux conversations entre Ceașescu et Honecker, lorsque les deux hommes étaient prêts à défendre les acquis du socialisme. Interrogé par un journaliste français le 24 décembre 1989, alors qu'il était encore ambassadeur, il s'était déclaré coupable d'avoir collaboré avec Ceașescu et s'était dit prêt à en payer le prix.

Ion Tolea, ministre de la Géologie, était l'un des heureux élus au Comité central du PC, lors du XIVème congrès, en 1989.<sup>221</sup>

Le docteur Dan Enachescu, ministre de la Santé, a été membre suppléant du Comité central (1969 – 1977), ministre de la Santé (1969 – 1972) en pleine campagne nataliste, puis ambassadeur à Berne (1975-1980).

Le ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique internationale, Nicolae M. Nicolae, a un *curriculum vitae* encore plus fourni. Il a été vice-ministre, puis premier vice-ministre, puis ministre du Commerce extérieur ; il a été chef de la commission du plan du Conseil national de la science et de la technologie et président de l'Association roumaine de marketing. Enfin en 1976, il a été nommé ambassadeur à Washington. Dans son livre *Horizons rouges*, Ion Pacepa le présente comme un espion. »<sup>222</sup>

---

<sup>221</sup> PORTOCALA Radu, *Autopsie du coud d'état roumain*, Calmann-Lévy, 1990, p.159

<sup>222</sup> PORTOCALA Radu, *Autopsie du coup d'état roumain*, Calmann-Lévy, 1990, p.159

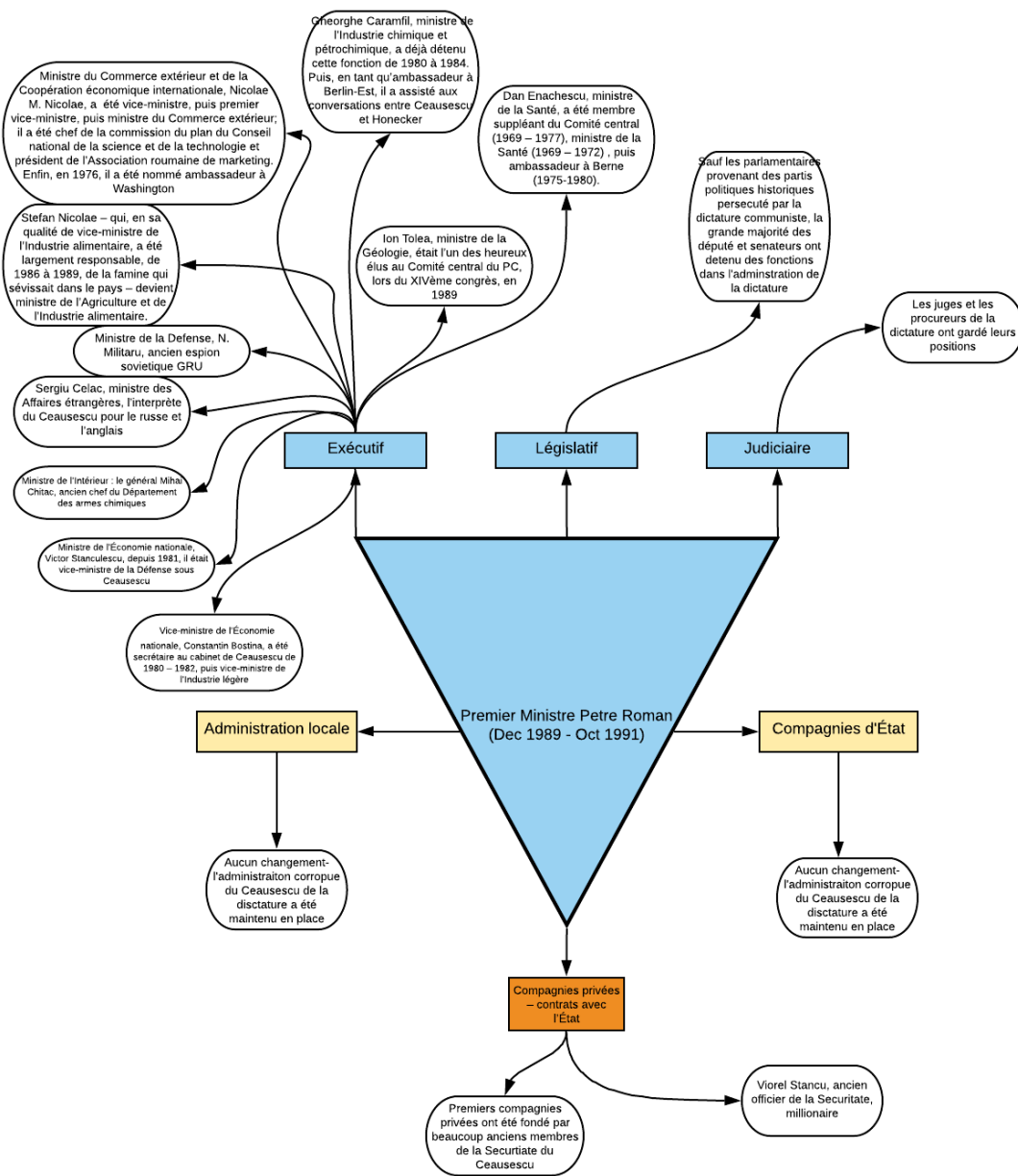


Figure 15. Structure PCR du Cabinet Petre Roman (1989 – 1991). Infos R. Portocala.

Auteur : Marius Drăghici

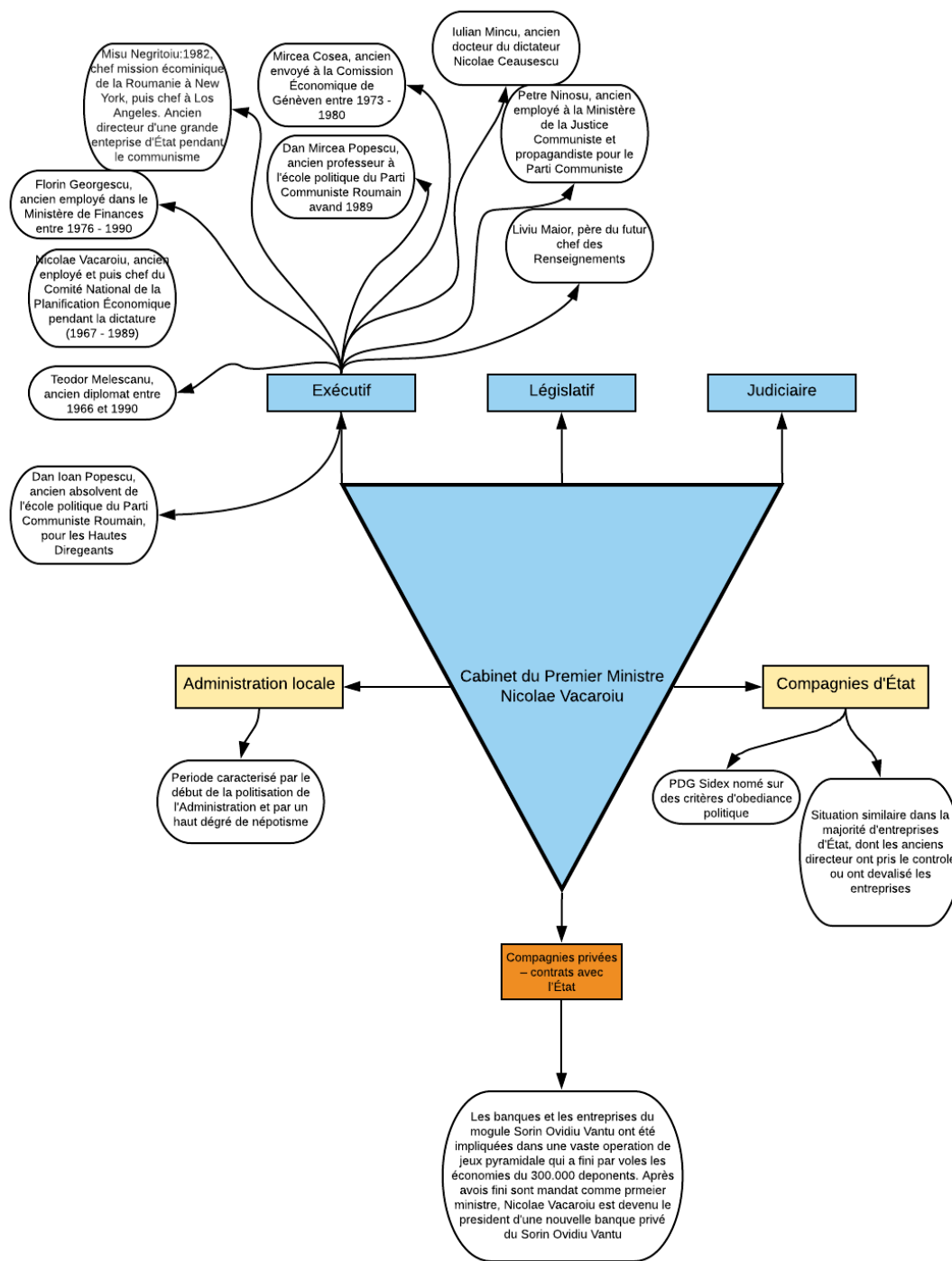


Figure 16. La majorité des ministres du Cabinet Văcăroiu (1992 – 1996) ont été des dirigeants sous la dictature communiste

Les Gouvernements de 1996 – 2000 ont été, successivement, le Cabinet Victor Ciorbea (1996 – 1998), le Cabinet Radu Vasile (1999 – 2000), et le Cabinet de Mugur Isărescu (Décembre 1999 – décembre 2000). En résumé, les deux derniers Cabinets ont hérité de la grande majorité des ministres du Cabinet Ciorbea.

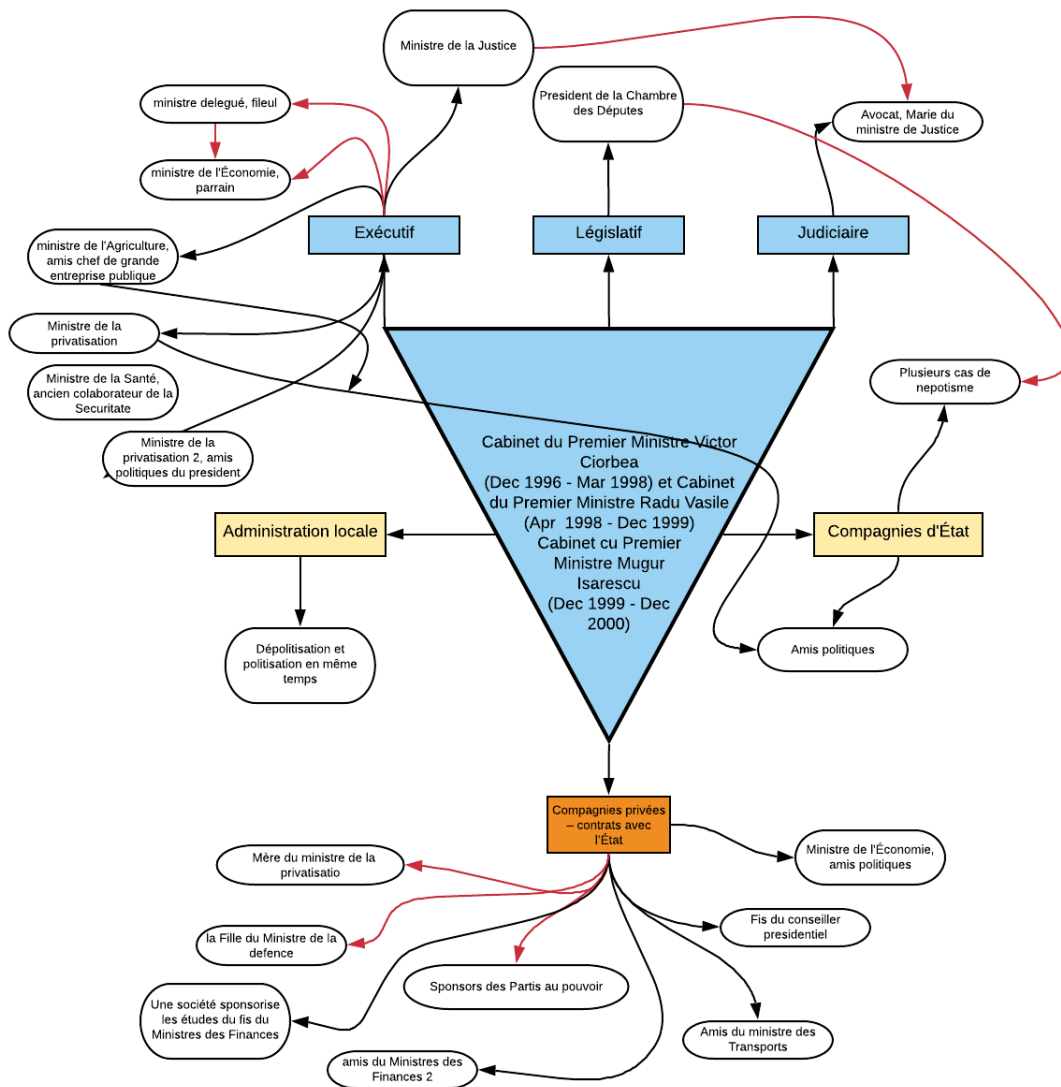


Figure 17. Les Gouvernements Ciorbea, Vasile et Isărescu ont partagé une grande majorité des ministres et de leurs népotismes



Le Cabinet Adrian Năstase (2000 – 2004) a été un Cabinet principalement construit autour de la personnalité de son leader. L’octroi de postes en faveur des membres des familles est devenu une pratique assez courante durant cette période.

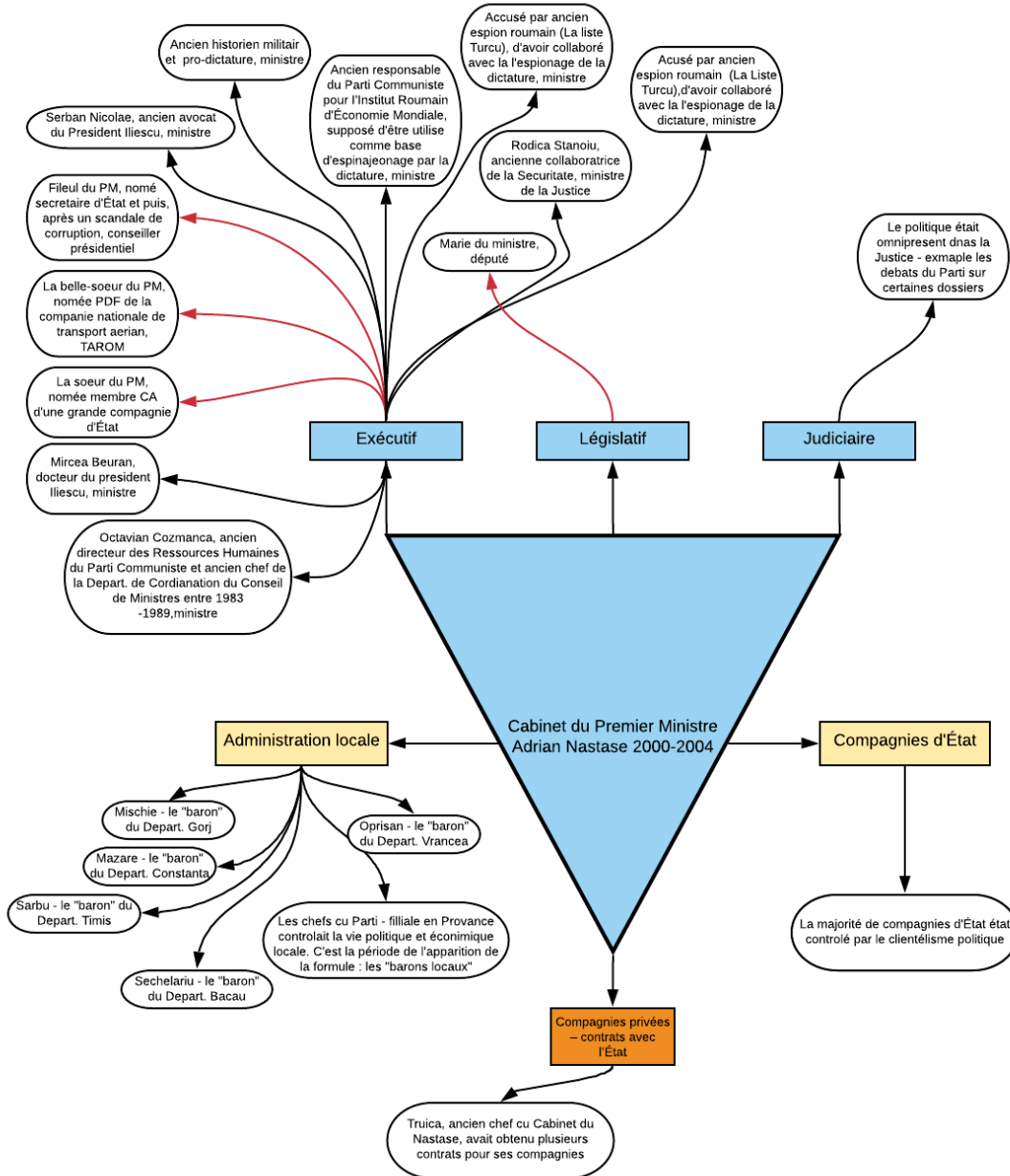


Figure 18. Le Gouvernement Năstase a été le plus stable, mais aussi le plus autoritaire dans l'histoire post-communiste de la Roumanie

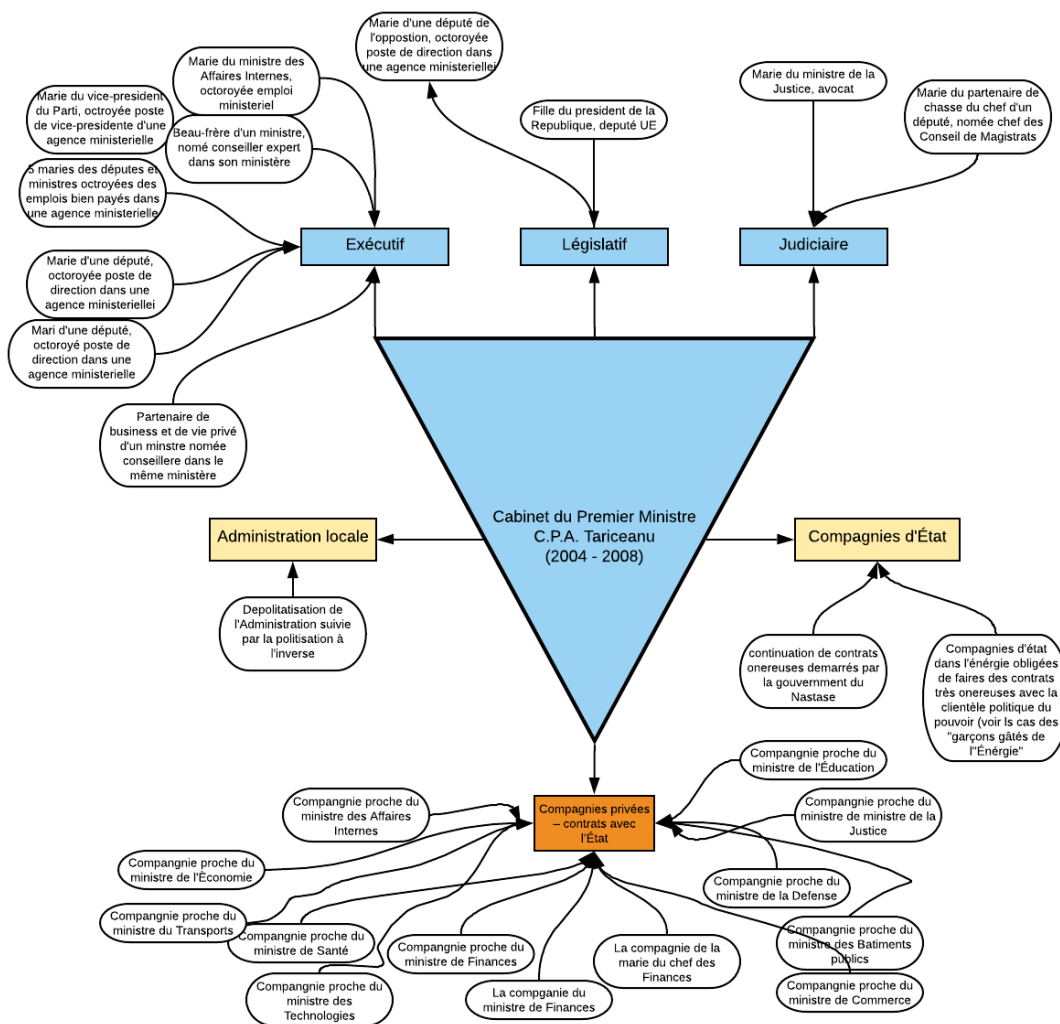


Figure 19. Le Cabinet Tăriceanu a continué la majorité de contrats onéreux signés par gouvernement qui a perdu les élections

Le Cabinet Boc (2008 – 2012) semble avoir poursuivi la politique de cadres de type clientéliste du Cabinet Tăriceanu. Plusieurs ministres des deux Cabinets ont fait l'objet d'investigations de la part des procureurs et certains d'entre eux ont été condamnés pour des faits de corruption.

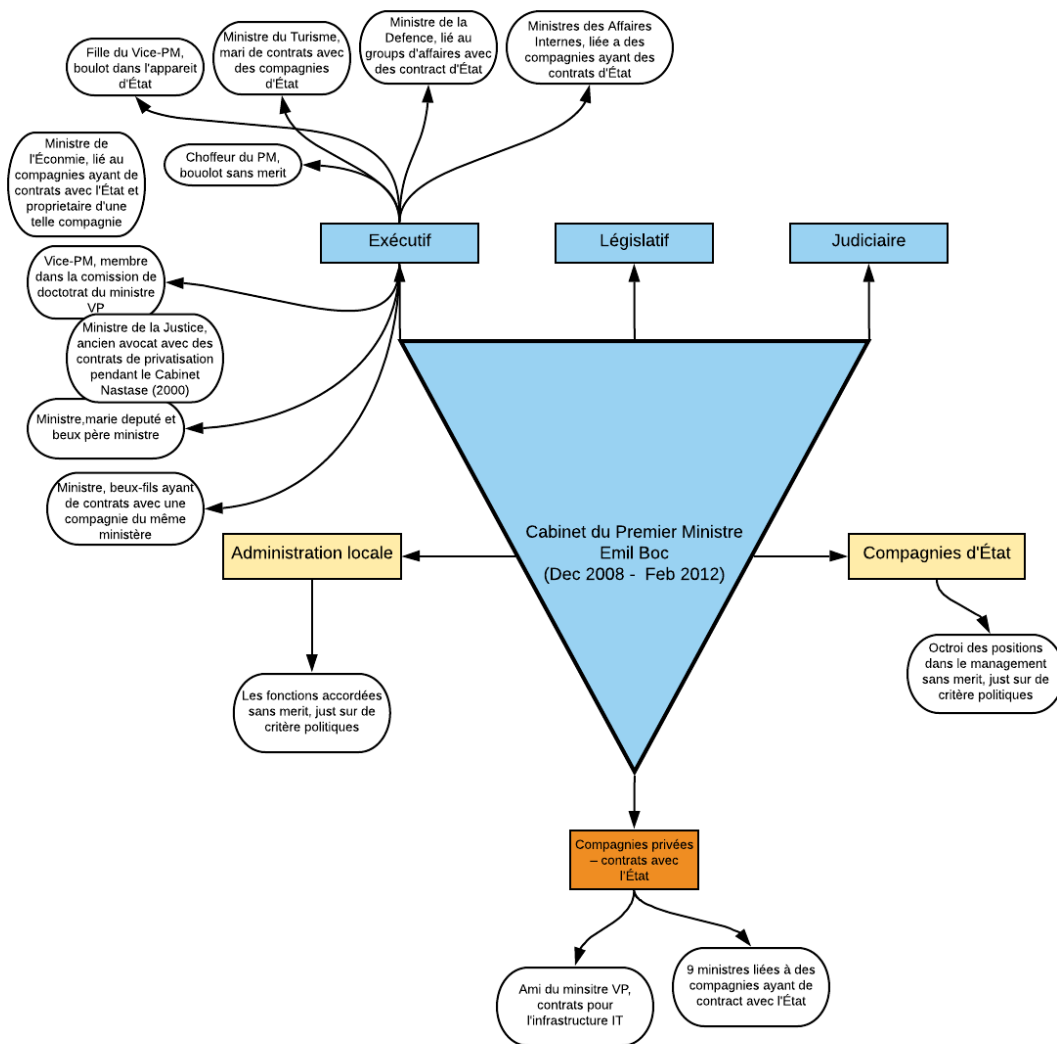


Figure 20. Le diagramme montre que beaucoup de ministres ont été nommés en fonction de leur connexion avec le monde des affaires

La Pyramide des relations appliquée au cabinet Victor Ponta (2012 – 2015) nous montre une très haute concentration de relations de type clientéliste. L'alliance politique et les compromis à faire se sont transformés en une véritable « entreprise » d'octroi de postes au sein du Gouvernement.

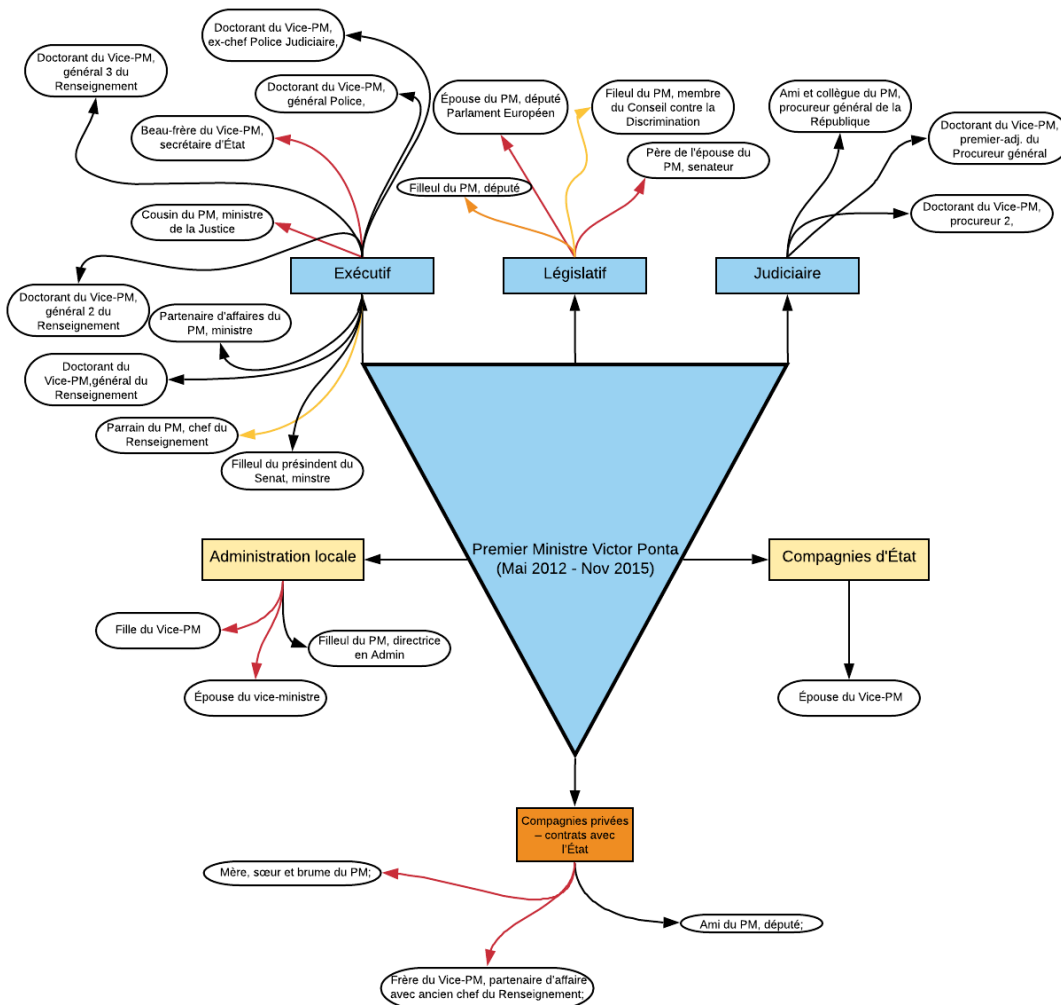
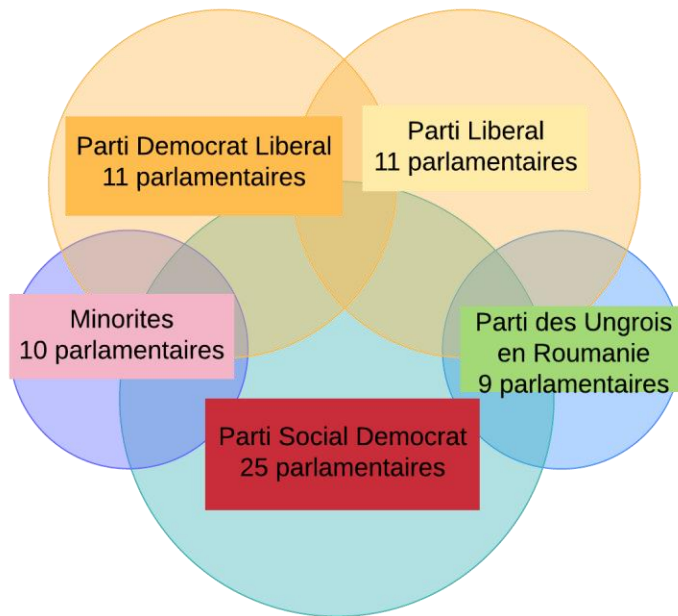


Figure 21. Structure PCR dans le Cabinet Ponta. Auteur : Marius Drăghici

Notre étude couvre la période 1989 – 2016, y compris sous le Cabinet Dacian Cioloș (2015 – 2016) : c'est le seul Gouvernement qui ne présente pas une structure clientéliste constituée de clients et de patrons, mais seulement quelques « accidents » dans la construction et le fonctionnement du Gouvernement.



*Figure 22.* Au total, 66 des parlementaires, soit 14% du total du Parlement 2008 - 2012, ont employé au moins un membre de leur famille ou de leur entourage dans leur cabinet parlementaire

Legislature 2004 - 2008. La grande famille  
parlementaire

Parlamentul Romaniei

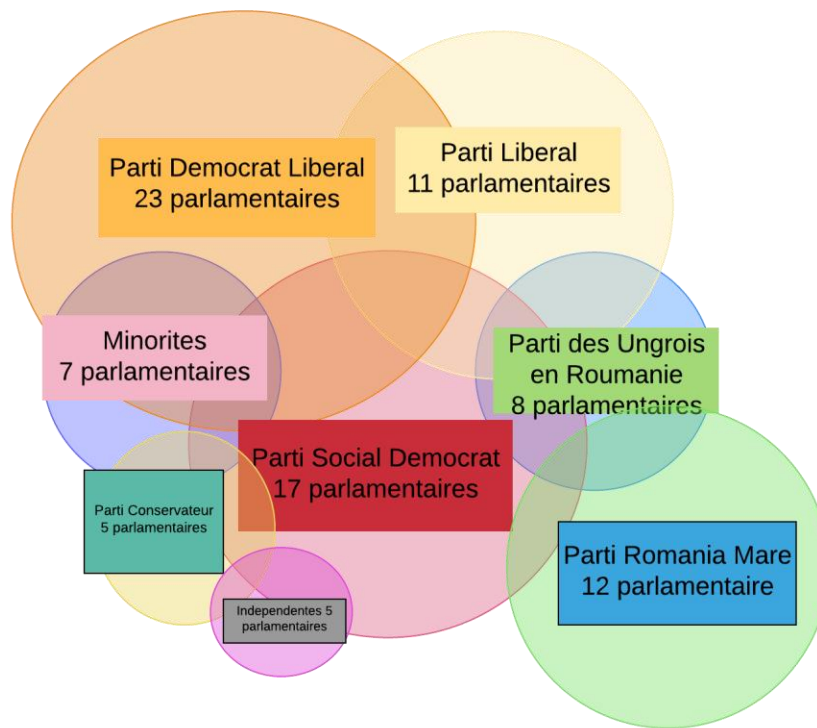


Figure 23. Au total, 80 des parlementaires, soit 17% du total du Parlement 2004 - 2008, ont employé au moins un membre de leur famille ou de leur entourage dans leur cabinet parlementaire

Dans la composition des Parlements 2004 – 2008 et 2008 - 2012, on relève un pourcentage très élevé des membres de la famille employés ouvertement, en contradiction avec la loi concernant les conflits d'intérêts : on atteint un peu plus de 17% de parlementaires au total.

Les effets de cette concentration clientéliste de type claniste sont très importants dans la réalisation des politiques concernant la lutte contre la corruption. Par exemple, dans la composition de chaque parti, le pourcentage de parlementaires ayant violé la loi est d'autant plus grand que le nombre de parlementaires de chaque parti est petit. Ainsi, le pourcentage à l'intérieur du Parti Social-Démocrate monte à 27%, et à 50% chez son allié, le Parti Humaniste (Conservateur) à 50%. Dans le Parti Démocrate, le pourcentage est de 15%.

En 2015, l'Agence d'Intégrité a dénoncé 14 députés et 1 sénateur pour violation de la loi.

Les données empiriques sur le clientélisme dans la Roumanie post-communiste confirment ce que J-F. Médard écrivait sur les paradoxes de la corruption institutionnalisée : un phénomène

systemique : « La corruption est dite systémique, lorsque sa fréquence est telle qu'elle constitue la règle plutôt que l'exception. On oublie trop souvent de préciser si cette corruption systémique est généralisée, comme en Afrique, ou sectorielle comme en France. On associe parfois, et à juste titre, à la corruption systémique, l'idée de culture de la corruption. Lorsqu'il s'agit de corruption systémique sectorielle, on parlera alors de sous-culture de la corruption. »<sup>223</sup>

L'auteur établit une relation entre la longueur du mandat et le développement du clientélisme qui est plus marquant quand un parti détient le pouvoir pour plusieurs mandats : « Lorsque le gouvernement repose sur une majorité stable, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, lorsqu'un parti contrôle l'exercice du pouvoir exécutif pendant une longue période, l'autonomie du gouvernement local décline et un clientélisme basé sur le parti tend à se développer. Ce phénomène s'exprime par le clientélisme de parti dans un mode d'allocation des ressources particulariste et partisan, où les membres du parti et leurs partisans reçoivent la part du lion des ressources municipales. Ce clientélisme de parti est un phénomène intermittent : son intensité et sa portée varient en fonction des vents de changement politique au centre. »<sup>224</sup>

Les liens de type clientéliste dans la création et le fonctionnement d'un Gouvernement nous ont révélé une particularité du système politique roumain : le « contrat » intemporel avec la Police politique de la dictature, nommée « Securitatea Statului » (la Sécurité d'État). Les individus qui ont fait partie de la Securitate, ou qui ont été de simples informateurs, ont utilisé ce lien afin de conserver et d'augmenter leur pouvoir, afin de s'enrichir et de se protéger contre la loi pénale par une immunité visible et légale, mais aussi par une immunité invisible. Ces personnes ont réussi à créer un système de corruption institutionnalisée et qui est organisée « sur la base de réseaux de corruption occultes qui fonctionnent à la contrainte et/ou à la confiance. » Comme l'a montré J. Cartier-Bresson, « la corruption, y compris la petite corruption, ne se ramène que rarement à une simple agrégation de comportements individuels, lorsqu'elle est systémique. » La corruption organisée est régulée par ce qu'il appelle des « codes stabilisateurs de la corruption ». Ces codes permettent de garantir le contrat de corruption « qui souffre d'une double incertitude, le risque

---

<sup>223</sup> MÉDARD Jean-François, « Les paradoxes de la corruption institutionnalisée », *Revue internationale de politique comparée*, De Boeck Supérieur, 2006/4 Vol. 13, pages 697

<sup>224</sup> MÉDARD Jean-François, « Political clientelism in France: The Center – Periphery Nexus Reexamined », Ch. in EISENSTADT S.N., LEMARCHAND R, « Political clientelism, patronage and development », *Contemporary Political Sociology*, Volume 3, Sage Publications, 1981, p. 152

pénal en cas de trahison, le risque de non-respect du contrat qui n'est pas garanti formellement par le droit et donc par l'État. »<sup>225</sup>

Selon le tableau et la classification faite par J-L. Briquet<sup>226</sup>ci-dessous nous avons la preuve que le clientélisme est l'avant-garde de la corruption : les biens fournis par les acteurs politiques sont plus grands dans les échanges corrompus que dans les échanges clientélistes. Mais, dans la majorité de cas, les individus engagés dans une relation de clientèle deviennent les partenaires dans une relation de corruption.

*Tableau 1 : Les traits distinctifs du clientélisme et de la corruption*

|   | Clientélisme                           | Corruption  |
|---|--|---|
| Individus engagés dans les échanges avec les acteurs politiques | Électeurs                              | Acteurs économiques, entrepreneurs, usagers des administrations                       |
| Biens fournis par les acteurs politiques                        | Assistance, emploi, logement, subsides | Marchés et contrats publics, subventions, autorisations administratives, passe-droits |
| Bien fournis par les bénéficiaires                              | Votes, soutien politique, loyauté      | Apports financiers, appuis matériels  |
| Cadre des interactions  | Échanges électoraux                    | Échanges économiques  |

*Tableau 6. Le clientélisme est l'avant-garde de la corruption. Typologie faite par J-L Briquet*

<sup>225</sup> MÉDARD Jean-François, « Les paradoxes de la corruption institutionnalisée », Revue internationale de politique comparée, De Boeck Supérieur, 2006/4 Vol. 13, pages 703

<sup>226</sup> Briquet, Jean-Louis, LES LIENS ENTRE CLIENTÉLISME ET CORRUPTION

Une typologie des configurations illicites du pouvoir politique, Institut national du service public, « Revue française d'administration publique », 2020/3 N° 175, ISSN 0152-7401, DOI 10.3917/rfap.175.0629, page 630





## Section 2.

### Le « Réseau » de pouvoir parallèle : la Securitate

Trois moments symbolisent et définissent, jusqu'à nos jours, l'histoire récente de la Securitate durant la Roumanie post-communiste : 1999, 2002 et 2019. Nous analyserons ici les deux premiers moments.

En 1999, le nouveau pouvoir politique a décidé d'ouvrir les archives de la Securitate, selon le modèle allemand de l'Institute Gauck, par la création du Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate. L'année 2002 est marquée par la décision symbolique de l'ancien Président la République, Emil Constantinescu, qui a officiellement déclaré avoir été vaincu par la Securitate. En conséquence, il a renoncé à se présenter aux élections de 2004, qui ont été gagnées par Traian Băsescu, Président de la Roumanie entre 2004 et 2012.

Le dernier évènement important s'est déroulé en 2019, lorsque le Conseil National pour l'Étude des Archives a obtenu de la Justice la confirmation que Traian Băsescu, ancien Président de la République, fervent contestataire du communisme, avait été lui-même un collaborateur sous couverture de la Securitate, sous le nom caché de « Petrov ». En mars 2022, la Cour Suprême de Justice de Roumanie a donné son verdict final dans le dossier de délation du Président Băsescu, le déclarant coupable.<sup>227</sup>

Ces trois faits prouvent la puissance considérable du réseau clientéliste de la Securitate de la Roumanie communiste : le système a « démoli » un Président en seulement trois années, alors qu'il a aidé et protégé un autre Président pendant plus de trente ans.

Comment cela a-t-il pu se produire ? La majorité des historiens sont d'accord pour reconnaître que le régime dictatorial de Ceaușescu a été l'un des plus oppressifs. Ce régime a connu le plus grand réseau d'informateurs, en comparaison avec les autres États du bloc

---

<sup>227</sup> Verdict definitiv: Traian Băsescu a colaborat cu Securitatea ca poliție politică. Curtea Supremă a respins apelul fostului președinte, Anchete, Ana Popescu, 23 Martie 2022, <https://www.g4media.ro/instanta-suprema-decide-definitiv-daca-fostul-presedinte-traian-basescu-a-colaborat-cu-securitatea-ca-politie-politica.html>

communiste, si l'on rapproche leur nombre au pourcentage de la population totale. Après 1989, seul un petit pourcentage d'officiers et de délateurs a été révélé, ce qui a laissé le réseau fonctionner sans gêne et s'orienter vers des objectifs plus pratiques : l'enrichissement et l'impunité de ses membres. En effet, la Securitate a fonctionné comme une grande structure clientéliste qui s'est infiltrée dans tous les recoins du pouvoir et de la société.

« La Securitate - un instrument du terrorisme d'État. La Securitate faisait partie d'un système politique dont la règle de reconnaissance "permet et / ou impose une application illégitime, imprévisible et diffuse, même à l'égard de personnes manifestement innocentes, de moyens de coercition interdits par l'ordre juridique proclamé". Une institution caractéristique d'un système qui "entrave ou annule l'activité légale et transforme le gouvernement en un agent actif dans la lutte pour le pouvoir". Telle est la définition du terrorisme d'État donnée par le politologue argentin Ernesto Garzon Valdes, après avoir analysé les pratiques totalitaires sud-américaines. »<sup>228</sup>

Dans un article du *New York Times* sur la Securitate, en 2006, on retrouve la première estimation du nombre de personnes « travaillant » pour la police secrète de la dictature : « Avant 1989, la Securitate roumaine était l'une des plus grandes forces de police secrètes du bloc oriental, proportionnellement à sa population. Sous le régime oppressant de Nicolae Ceaușescu, il était aussi parmi les plus brutaux. On estime que 11 000 agents et un demi-million (500.000) d'informateurs ont vu des millions de citoyens roumains, des centaines de milliers d'entre eux emprisonnés pour des raisons politiques. Certains ont été tués. »<sup>229</sup>

---

<sup>228</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 170

<sup>229</sup> SMITH Craig S., "[Eastern Europe Struggles to Purge Security Services](#)", *The New York Times*, December 12, 2006

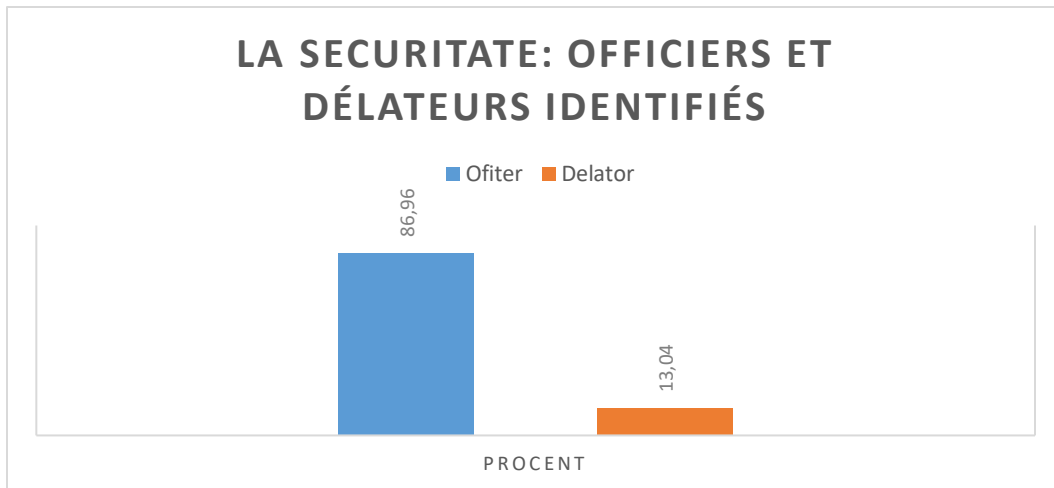


Figure 24. L'identité de presque 500.000 délateurs a été gardée secret même encore aujourd'hui. Sources du graphique: données CNSAS et le journal New York Times (États – Unis)

Les chiffres concernant l'ampleur et l'étendue de l'influence de la Securitate sont éloquentes : seulement 13% des délateurs ont vu leur identité révélée. Ceux qui ont continué à collaborer avec les services de renseignements ont été, et sont toujours, protégés par l'institution.

| Qualité      | Nombre      | Pourcentage |
|--------------|-------------|-------------|
| Délateur     | 512         | 13.04 %     |
| Officier     | 3413        | 86.96%      |
| <b>Total</b> | <b>3925</b> | <b>100%</b> |

Figure 25. Les données selon les statistiques du Conseil National pour l'Études des Archives de la Securitate

« Nomenclature et Securitate. La nomenclature, composée des potentats et des privilégiés du système communiste, a été formée peu de temps après l'installation frauduleuse et violente du nouveau régime. Dans la "nouvelle classe", on peut distinguer trois couches : 1. la grande nomenclature ; 2. nomenclature locale ; 3. autres catégories privilégiées. »<sup>230</sup>

« La grande nomenclature comprenait le parti central et l'appareil d'État, les responsables de la sécurité, l'armée, le système judiciaire ainsi que d'autres organisations centrales. Le nombre de membres de ces nouvelles manifestations héréditaires était, à la fin de la décennie 1970, de

<sup>230</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 165

l'ordre de centaines, mais il a considérablement augmenté au cours des décennies 1980 et 1990. »<sup>231</sup>

« La nomenclature locale a reproduit, au niveau du comté, la structure de la grande nomenclature centrale, réduite à l'échelle respective. Dans cette deuxième couche, des milliers de privilégiés sont entrés.

La troisième couche, très hétéroclite, appartenait aux catégories les plus diverses : officiers supérieurs de la sécurité et de la milice, directeurs de grandes entreprises, divers militants de partis et de syndicats, travailleurs du commerce, professeurs d'université, médecins, écrivains, acteurs, journalistes, présidents de l'IAS ou de la CAP, ...etc. Dans la catégorie des petites nomenclatures, celle de la troisième couche, se composait de dizaines de milliers de personnes. »<sup>232</sup>

« La caractéristique principale de la nomenclature de tous les niveaux était la possession de véritables privilèges de classe, liés à aucun mérite, mais seulement à l'appartenance à la nouvelle classe. En plus de vivre dans le luxe ou, tout au moins dans une situation confortable, les membres des trois nomenclatures se caractérisaient généralement par une indifférence totale face à la pauvreté de la grande majorité de la population, par une avidité spécifique des personnes nouvellement enrichies et par l'envie « dévorante » envers des collègues qui avaient une position encore plus avantageuse. La Securitate représentait le "bras armé du parti", son but étant d'imposer, par la terreur et les détournements, la dictature communiste. Le pouvoir de la sécurité était pratiquement illimité, même les militants du parti et de l'État redoutaient cette organisation diabolique. Compte tenu de ces objectifs, il est aberrant de constater qu'il y avait des "bons gardiens" avec les méchants même s'ils présentaient sans doute des différences entre eux : ceux placés en haut de l'organisation ont esquissé les stratégies à suivre, tandis que les échelons moyens ont pratiquement organisé les actions avec l'aide de "techniciens" ("spécialistes" écoutant les appels, vérifiant la correspondance, censurant de toutes sortes, recrutant des informateurs, ...etc.). Les exécuteurs de rang inférieur s'occupaient des basses œuvres : espionnage, arrestations, torture, élimination physique. »<sup>233</sup>

Dans la même source il est mentionnée que « les chiffres avancés par les responsables, après la Révolution, font état de 10 000 à 15 000 personnes qui formaient l'ancienne Sécurité. En

---

<sup>231</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 165

<sup>232</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 165

<sup>233</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 165

fait, travaillaient pour la sécurité, des centaines de milliers d'employés et des centaines de milliers de "volontaires". « Quel était le coût de ce mécanisme diabolique ? Environ 10% du revenu national a été dépensé pour le complexe de sécurité. »<sup>234</sup>

La Direction Générale de la Sécurité du Peuple a été créée officiellement en 1948 et sa mission était de « défendre les droits démocratiques et d'assurer la sécurité de la République Populaire Roumaine contre les manipulations des ennemis internes et externes. »<sup>235</sup>

Selon l'historien Banu, la Securitate avait créé un système de recrutement de mineurs, parfois des enfants<sup>236</sup> de 10 ans<sup>237</sup>, qui étaient ciblés par des officiers hautement formés pour ce type d'action.<sup>238</sup>

La Roumanie a gardé, pendant la période post-communiste, la même structure au sein de ses élites économiques et politiques. Selon la typologie des élites post-communistes en Pologne réalisée par G. Mink et J-C Szurek<sup>239</sup>, sont dénombrées sept grandes catégories de dirigeants économiques :

1. Les responsables des grandes entreprises publiques
2. Les élites de nouveaux entrepreneurs.
3. Artisans, commerçants, agriculteurs
4. Couches techniciens (ingénieurs, techniciens)
5. Entrepreneurs des joint-ventures communistes
6. Anciens responsables politiques ou anciens directeurs d'entreprises devenus entrepreneurs privés
7. Les « barons rouges »

---

<sup>234</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, p. 165

<sup>235</sup> « Ce jurament depuneau turnatorii la Securitate », Adevarul.ro, 2 iunie 2019, adevarul.ro

<sup>236</sup> « Securitatea și racolarea minorilor » – BBC,

[http://www.bbc.co.uk/romanian/news/story/2006/07/060718\\_elevi\\_recrutati\\_securitate.shtml](http://www.bbc.co.uk/romanian/news/story/2006/07/060718_elevi_recrutati_securitate.shtml)

<sup>237</sup> « Securitatea a recrutat o armata de copii », Gandul.info, 2012, <https://www.gandul.info/stiri/securitatea-a-recrutat-o-armata-de-copii-informatori-261594> (article non plus disponible en ligne)

<sup>238</sup> BANU Luminita, « Colaboratorii din rândul tinerilor - cea mai tragică formă de completare a rețelei informative a Securității », Caietele CNSAS, nr. 19 din 2017, [https://adevarul.ro/locale/piatra-neamt/cum-selecta-elevii-fosta-securitate-sa-i-transforme-informatori-cinci-pasi-completarea-retelei-informative-1\\_5d937412892c0bb0c6270076/index.html](https://adevarul.ro/locale/piatra-neamt/cum-selecta-elevii-fosta-securitate-sa-i-transforme-informatori-cinci-pasi-completarea-retelei-informative-1_5d937412892c0bb0c6270076/index.html)

<sup>239</sup> MINK G. et SZUREK J-C. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.214

Mink et Szurek, dans une étude réalisée en 1999 sur les données disponibles pour la période 1989-1993, ont montré que « les responsables des grandes entreprises publiques, y compris des coopératives, se décomposent en anciens directeurs toujours en place et nouveaux directeurs et gestionnaires d'entreprises parvenus à leurs postes par la voie de concours (mise en place en 1987). Cette voie de recrutement a fourni les deux tiers de 7000 directeurs d'entreprises industrielles d'État en fonction encore en 1992. »<sup>240</sup> En Roumanie, la situation est complètement différente : les dirigeants n'ont jamais obtenu leur poste par voie de concours, ils ont été nommés par le parti.

Ioan Popa par exemple, directeur de Petrom, la plus grande compagnie pétrolière roumaine et l'une des plus grandes d'Europe, a été maintenu dans ses fonctions entre 1992 et 2004 par tous les gouvernements successifs. Malgré les affaires de corruption dévoilées par les médias et sa courte mise en accusation (stoppée par un procureur après sa remise en liberté à cause de pressions politiques), les Cabinets Văcăroiu, Ciorbea, Vasile, Isărescu et Năstase n'ont pas « osé » le destituer.

Selon S. Brucan, ancien membre de la nomenklatura communiste, ces responsables d'entreprises d'État font partie, en Roumanie, de la catégorie de « milliardaires en carton » : « 1. Les directeurs des entreprises d'État qui ont créé une entreprise privée fictive<sup>241</sup>. »

Dans leur étude sur la Pologne, Mink et Szurek, ont identifié trois catégories également identifiables en Roumanie, mais avec un pourcentage moins significatif qu'en Pologne : les élites des nouveaux entrepreneurs, les artisans, commerçants, agriculteurs et les couches techniciennes (ingénieurs, techniciens). Parce que le régime totalitaire roumain contrôlait par la force tous les aspects de la vie politique, économique et sociale selon la doctrine marxiste, peu de gens parmi ces catégories ont eu le droit d'exercer leurs professions en tant que « petits entrepreneurs ». Après la chute de la dictature, ils se sont retrouvés devant un choix très difficile : ils ont dû tout reprendre à zéro.

Mais les trois catégories suivantes de Mink et Szurek sont les catégories dominantes durant l'après-communisme roumain : « les entrepreneurs des joint-ventures communistes, anciens

---

<sup>240</sup> MINK G. et SZUREK J-C. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.214

<sup>241</sup> BRUCAN (Silviu), *Stâlpii noii puteri în România*, Nemira, (1996), p. 12

responsables politiques ou anciens directeurs d'entreprises devenus entrepreneurs privés et les « barons rouges », des grands entrepreneurs privés en commis de l'État. »<sup>242</sup>

Ces trois catégories sont l'une des grandes sources de la corruption et du clientélisme dans la Roumanie post-communiste, profondément liée à l'appartenance à la Securitate. Sous une forme ou sous une autre, les anciens quatre premiers ministres l'ont confirmé : la Securitate a été probablement *la* source principale de la grande corruption.

Nous avons obtenu à ce sujet le témoignage rare et direct d'un ancien haut membre de la Securitate, devenu par ailleurs millionnaire en dollars après le changement du régime en utilisant les ressources d'État et les réseaux qu'il s'était créés à l'étranger.

En décembre 1989, il se trouvait dans un grand bureau ministériel à Bucarest. « Quand j'ai su que c'était fini, dit-il, quand les mouvements ont commencé à Timisoara, j'ai convoqué tous les délateurs dans mon bureau d'officier de la Securitate, qui était dans le ministère que je surveillais. Tous ! Le bureau est devenu très petit. Eux, ils étaient effrayés de ce qui allait arriver. C'était la première fois que tous les délateurs se rencontraient les uns les autres. Je leur ai dit très simplement : 'Écoutez-moi, les choses vont changer radicalement. Je sais que vous avez peur. N'ayez pas peur ! Je vais brûler tous les dossiers qui vous concernent. Maintenant, aidez-moi à les mettre dans ce baril de métal pour les incendier.' J'avais une large terrasse pour moi tout seul au ministère. Le baril était dehors. En quelques heures, tout a été réduit en cendres. »<sup>243</sup>

Il se souvient ensuite : « Les gens m'ont conservé leur sentiment de reconnaissance pour les avoir « libérés ». Certains sont devenus mes employés, certains m'ont aidé avec des autorisations, à travers d'autres procédures bureaucratiques et grâce à des informations sur la feuille de parcours des investissements du gouvernement », ce qui lui a permis de bâtir sa fortune de plusieurs millions de dollars.

Cette situation est un cas d'école pour ce qui s'est passé dans la Roumanie post-communiste, dans laquelle la Securitate était le réseau clientéliste par défaut.

Dans les sections précédentes, nous avons constaté que la nature personnelle d'un réseau de pouvoir de type clientéliste est « ombreuse » et « clandestine ». Même si l'on obtient des résultats observables – quelqu'un qui reçoit une faveur parce qu'il a eu la bonne connexion –, on

---

<sup>242</sup> MINK G. et SZUREK J-C. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.214

<sup>243</sup> Ancien membre de la Securitate, entrevue prise par Marius Draghici, 2007



peut être amené à s'interroger sur les modalités de fonctionnement de cette relation, dans l'intimité des échanges Patron et Client. Est-ce une relation échangiste – transactionnelle tout simplement, ou bien y a-t-il plus d'éléments ? Dans la majorité des cas, on constate que la relation clientéliste avec la Securitate, surtout dans la période post- dictature, a été fondée sur un échange de faveurs.

Un autre témoignage, celui d'une personne qui a fait partie du Système, montre l'étendue et la profondeur du « Réseau » de la Securitate. Ancien conseiller d'État à l'Administration Présidentielle pendant une longue période, Oana Mizil se souvient que dans la chaîne des grandes décisions d'État, les personnes détentrices du pouvoir, surtout pendant la période avant 2012, étaient des descendants d'anciens membres de la Securitate : fils, petits fils et beaux-fils. Le conseiller s'explique : « Ces gens, dans le système communiste, étaient des officiers, des nomenklaturas, des dignitaires. Ils avaient des parents et des amis de leurs parents partout. »<sup>244</sup>

Pour nous permettre de porter un regard plus approfondi sur l'intimité des relations clientélistes au plus haut niveau en Roumanie, le conseiller a évoqué, sous la protection de l'anonymat, les conditions dans lesquelles son patron l'avait recruté et la façon dont il avait obtenu un poste très bien payé dans l'administration publique : « Nous faisons partie de la même famille élargie. Ma compétence professionnelle n'a pas été pris en compte. Plus tard, mon « patron » m'a témoigné que je ne lui avais pas fait une bonne impression au début. » Selon lui, « tout d'abord, après 89, seuls sont arrivés au pouvoir ceux qui ont été formés avant 1989. » On ne pouvait pas « entrer » au Parlement, « être élu » ni exercer une fonction sans avoir d'argent. On ne pouvait pas « générer » spontanément de députés à ce moment-là. ». Comme lui, beaucoup d'autres ont utilisé la voie du clientélisme pour atteindre une certaine position de pouvoir en échange de faveurs : son patron lui avait demandé de respecter fidèlement ses décisions, sans tenir compte de la loi. Il lui avait également demandé de ne jamais le contredire en public, mais de lui dire les choses toujours en privé s'il avait une opinion différente de la sienne ; ce que le conseiller a appelé le « clientélisme éclairé » par opposition au « clientélisme aveugle », où le patron demande l'obéissance totale. A l'intérieur du Système, le conseiller a identifié qui avait utilisé les ressources de la Securitate : « fils, fille, petit-fils, beaux-fils des officiers de milice, officiers de sécurité, secrétaires du parti. Pour moi ce fût un secrétaire de parti plus petit qui n'avait même pas intériorisé sa fonction. » Selon lui, ils avaient tous repris et utilisé les relations de leurs parents.

---

<sup>244</sup> AB ancien conseiller à l'Administration Présidentielle, interviewé par M. Draghici, 2011

Comme en Pologne, dans la Roumanie dictatoriale, le régime a créé des entreprises de commerce externe, pour obtenir des revenus importants. La majorité des gens qui travaillaient dans ces entreprises étaient des spécialistes loyaux envers la Securitate. Ils ont obtenu un savoir-faire stratégique, qui leur a permis de développer des affaires avec facilité après la chute du communisme et dans certains cas, de voler à proprement parler les biens de l'État communiste afin de devenir eux les patrons, ce que Mink et Szurek ont appelé la « reconversion de la nomenklatura en entrepreneurs efficaces. » Les communistes reconvertis en capitalistes ou les grands patrons devenus commis de l'État – appelés les « barons rouges »<sup>245</sup> sont abondamment représentés parmi la totalité des élites économiques politiques en Roumanie post-communiste, avec comme principal mot d'ordre : l'appartenance à la Securitate.

En 2002, pour la première fois après la chute du communisme, un classement des Roumains les plus riches a été fait par une revue économique. En utilisant les moyens d'information de l'époque, le Top 10 des plus riches hommes d'affaires révèle que plus de 80% d'entre eux sont d'anciens hauts dirigeants, d'anciens officiers de la dictature ou d'anciens proches collaborateurs du régime. Dans ce classement datant de 2002, on trouve le millionnaire Iosif Constantin Dragan (fortune estimée entre 700 à 900 millions de dollars), impliqué dans la distribution de gaz liquéfiés, dans des affaires immobilières et dans d'autres affaires connexes. Il était lié à la dictature, même s'il vivait en Italie. Zoe Petre, ancienne conseillère présidentielle, se rappelle que Iosif Constantin Dragan faisait de cadeaux très chers à la femme du dictateur Ceaușescu : « Madame, il est clair que Ceaușescu et son frère sont passionnés par l'Histoire et qu'on pourrait s'entendre. Elle en revanche, sa femme, elle me hait. Je lui ai donné un bijou avec des diamants comme je n'en ai jamais donné à ma propre femme et elle me hait toujours. »<sup>246</sup> Sa femme était la fille d'un général de l'Armée Roumaine qui avait joué un rôle important dans la Révolution de 1989 et qui était suspecté d'avoir des liens avec le KGB.

Une autre famille d'anciens collaborateurs devenus rapidement riches après la chute du communisme est la famille Păunescu. En 2002, leur fortune était estimée entre 500 et 600 millions des dollars. George Constantin Păunescu, le plus âgé des frères, a travaillé dans le commerce étranger avant 1989 et a été impliqué dans le plus grand scandale financier de son époque : le vol

---

<sup>245</sup> MINK G. et SZUREK J-C. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.214

<sup>246</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

de la plus riche banque de la dictature de Ceaușescu, la seule banque disposant du monopole des transactions monétaires étrangères de la Roumanie : la banque Bancorex, ainsi qu'une autre banque, Bankoop. Entre 1997 et 2000, Păunescu a quitté le pays pour échapper aux poursuites de la Justice et il a mené plusieurs activités de lobbying afin de conserver sa liberté. Il a été partenaire d'affaires avec Arkadi Volski, ancien haut officier du KGB.<sup>247</sup>

Sorin Ovidiu Vîntu est un autre homme d'affaire étroitement lié à la Securitate et à la corruption. En 2002, son empire financier était évalué autour de 500 millions dollars. Il a bien deviné le pouvoir de la Securitate et il a employé en masse d'anciens officiers de la Securitate. Il a mis en faillite un fonds d'investissement privé en détruisant les économies de 300.000 clients. Il a joué un rôle de délateur auprès de la Securitate sur le nom de couverture « Nuș ».

Ion Niculaie, ancien haut dirigeant dans le commerce étranger pendant la dictature et ancien officier de la Securitate, avait une fortune de 300 millions de dollars. Son conglomérat d'entreprises était composé d'anciennes entreprises d'État qu'il avait rachetées à des prix sous-évalués.

Dan Voiculescu, ancien haut dirigeant dans le commerce étranger pendant la dictature, ancien informateur couvert de la Securitate, disposait lui aussi d'une fortune de 300 millions de dollars. Il avait été délateur de la Securitate sur le nom de couverture « Felix ».

Il a été accusé d'avoir volé les « comptes de Ceaușescu » mais il n'a jamais été poursuivi en Justice malgré cette accusation. Dans un rapport d'expertise concernant la situation des comptes à l'étranger du régime Ceaușescu, plus de 1,8 milliards de dollars ont été identifiés, selon une enquête publiée en 1991 par le journal *Romania Libera*. Ces fonds étaient gérés à travers les entreprises Romtehnica (vente d'armement dans les pays arabes) et Dunarea (exportation de produits). Parmi les personnes impliquées dans l'administration des comptes, le journal a identifié le général Victor Atanasie Stanculescu, l'officier de Securitate Dan Sarbu (ultérieurement devenu officier de renseignement). L'inspecteur Paul Coman a déposé son Rapport d'audit au cabinet du Ministère des Finances pendant l'été 1990, mais le ministre Eugen Goga, ancien chef du Parti Communiste Roumain, a bloqué l'enquête et sa diffusion. À la fin de l'année 1990, les 1,8 milliards de dollars n'apparaissaient pas dans les comptes. Parmi les noms des responsables qui auraient dû être informés de la situation relative à cet argent, nous pouvons citer l'ancien ministre Ioan Patan, Florin Ionescu, ancien chef de la Banque Roumaine de Commerce Externe et Teodor Stolojan,

ancien directeur de la Direction des Monnaies Étrangères<sup>248</sup>. En 1992, pendant une courte période, Stolojan a été Premier Ministre de la Roumanie.

Dinu Patriciu, qui a travaillé aux Émirats Arabes Unis entre 1984 et 1989 en tant qu'architecte avec l'aval du régime communiste, est devenu très riche à la suite des privatisations et des affaires menées avec l'État, avec une fortune estimée en 2002 autour de 200 millions dollars.

Le sommet inclut les plus riches, mais aussi les plus présents dans les médias. Leurs liaisons avec la Securitate et l'implication dans les grandes affaires d'État et de corruption seraient restées inconnues si « le premier tremblement de terre politique » de la Roumanie post-communiste ne s'était pas produit : la victoire aux élections de 1996 des forces politiques anti-communistes, pro-démocratiques, pro-européennes et pro-américaines.

Entre 1989 et 1996, la vie politique roumaine a été dominée par les anciens du régime dictatorial : le deuxième échelon du Parti Communiste, les membres de la Securitate et leurs délateurs, les élites politiques et économiques de Ceaușescu. En bref, la nomenklatura. Ce corps hétérogène fonctionnait d'une façon identique dans tous les pays communistes. En Pologne, « la nomenklatura, c'était d'abord la liste nominative, et confidentielle, des postes d'encadrement, du haut vers le bas, de la vie sociale et politique, tels que les avait établis le Parti. Le Parti, en général par l'entremise du département de cadres du Comité central, contrôlait et gérait ces postes au niveau central, le même phénomène se reproduisant au niveau local et régional. Pour en faire partie, il n'était pas nécessaire d'être membre du Parti, bien que cela fût généralement le cas. Le système de nomenklatura englobait ainsi environ 100.000 personnes en Pologne. Pour désigner les « propriétaires de la Pologne populaire », comme on disait à l'époque, et rendre compte de la dichotomie Nous / Eux, la nomenklatura s'est imposée comme un véritable groupe dominant, avec des individus de même statut social partageant un même système de valeurs, et ayant des comportements convergents. Installée au cœur du système de décision sous le socialisme, elle se trouve dans une position de pouvoir économique forte dans le nouveau régime.

Il y a un paradoxe : alors que la révolution a été menée par le peuple, c'est le peuple qui en a subi les conséquences négatives.

Les élites communistes ont instrumentalisé le peuple pour le faire sortir dans la rue. Elles ont monté un véritable coup d'état déguisé en révolution pour se débarrasser de Ceaușescu.

---

<sup>248</sup> « Conturile lui Ceaușescu », *România Libera*, anul II, nr. 98, 1 decembrie 1991, p. 3

Il y a donc là une contradiction : si l'on demande au profit de qui s'est fait la révolution de 1989, fréquemment qualifiée d'anti-communiste, ce ne peut être au profit des ouvriers – qui forment la majorité des chômeurs – qui sont pourtant les acteurs principaux de cette révolution, surtout en Pologne. Si l'on observe les sphères gagnantes aujourd'hui, l'ex-nomenklatura reconvertie en entreprise privée l'est assurément. Et le retour au pouvoir, à l'automne 1993, des partis issus de l'ancien régime, n'est pas sans rappeler l'adage « plus ça change, plus c'est pareil. »<sup>249</sup>

En Roumanie, le travail le plus important du Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate a été la mise en lumière du passé des gens qui ont accédé à la politique. C'est le mérite du pouvoir des partis de droite d'avoir créé, en 1997, le Conseil pour l'Études des Archives de la Securitate par la Loi 187/1997. À la suite de l'influence considérable de la Securitate dans la vie politique, la loi de fonctionnement a été modifiée à plusieurs reprises, avec chaque fois comme conséquence une baisse dans la capacité de bon fonctionnement du Conseil. Par exemple, en 2008, à la suite d'un litige porté par Dan Voiculescu, délateur de la Securitate, millionnaire, patron d'un très influent empire médiatique et président d'un parti politique capable de consolider des majorités dans le Parlement, la loi a été « massacrée » par la Cour Constitutionnelle. La nouvelle forme de la loi interdit au Conseil de vérifier les personnes assimilées aux collaborateurs de la Securitate », met à l'abri des investigations les gens qui ont été chefs du Parti Communiste Roumain, tous les membres de l'Église (peu importe la confession) et donne comme mission aux Conseil d'enquêter seulement sur les personnes qui déposent leur candidature pour un poste public.

Zoe Petre, académicienne et ancienne conseillère présidentielle du président Emil Constantinescu, se souvient de la difficulté à faire passer la loi pour la révélation des identités des officiers de la Securitate et de leurs délateurs : « Il était tout à fait normal d'avoir une opposition féroce contre cette loi, une opposition contre la loi fondamentale et la création du CNSAS, où il ne s'agissait pas d'une discussion sur l'argent, mais c'est peut-être – pour être polie - que je vous dis maintenant, à mon avis le PDSR et le PRM avaient peur de la révélation de l'identité des officiers couverts de la Securitate et de leurs délateurs. Parce que ça a pris tellement de temps, la loi n'a été adoptée qu'en 2000, avec toutes sortes d'éléments limitatifs. La « Loi Ticu », telle qu'elle fut désignée n'était pas une loi saine parce qu'elle donnait libre accès aux journalistes à tous les

---

<sup>249</sup> MINK G. et SZUREK J.-C. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.216-217

dossiers avec les noms de délateurs qui ont été faits par la Securitate et qui forment essentiellement un nouveau réseau de type clientéliste. C'est pour ça qu'il a démissionné du PN parce qu'il voulait s'étrangler le cou pour le rendre président du PN, parce que c'était le rêve. Mais, je veux dire, c'était une loi qui a duré, mais toutes les lois de restitution de biens, où les intérêts privés sont mélangés avec des intérêts politiques. Ce n'est que pour les maisons qu'un an et demi a été négocié entre les représentants du CDR et les représentants du Parti Démocrate (PD) qui n'en voulaient en aucune façon. »<sup>250</sup>

Les hauts dignitaires impliqués dans le processus de transparence de la vie politique Roumaine ont à l'époque des opinions contrastées concernant le rôle de la Securitate dans le fait de perpétuer la corruption et le clientélisme. Nicolae Vacaroiu, par exemple, considère que la dureté de la Securitate était un facteur qui inhibait la corruption aux plus hauts degrés du Parti Communiste.

Nicolae Văcăroiu, ancien premier-ministre (PDSR, parti de gauche) ne laisse la place à aucun doute : « À mon avis, lié à la corruption, dans la période communiste, ils étaient des enfants. Pourquoi ? Disons qu'ils étaient « comptés » : les activistes du Parti – les prime-secrétaires du Parti, les secrétaires du Parti, les secrétaires avec l'Organisation. Tu veux que je te dise que tous ceux – on y avait des interventions pour une nièce, un grand-enfant – mais ce n'était rien ! Écoute-moi bien : ce n'était rien ! ». En lui demandant s'il avait été confronté à des situations de népotisme ou de corruption pendant son mandat de directeur dans le Conseil de la Planification Économie, institution hautement spécialisée et très influente dans la structure de l'État communiste, Nicolae Văcăroiu a répondu sans hésitation que ce n'était pas possible : « Mon Dieu, mais eux, est-ce qu'ils avaient le courage, un prime-secrétaire de se faire bâtir une maison personnelle ? Ou d'avoir d'argent à CEC (à la banque) ? Mais la Securitate les surveillait et le faisais poussière ! Pourquoi ? Parce que ni la famille Ceaușescu n'avait pas ! Toute la famille du Ceaușescu, as-tu entendu quelque chose lié à leur fortune ? Ils ont commencé ces malades avec de comptes dans l'étranger ! Rien ! Ils n'avaient pas un visser, une maison, un appartement ! »<sup>251</sup>

Les autres premiers-ministres, Petre Roman, Victor Ciorbea et Radu Vasile, ont une opinion complètement opposée du celle du Nicolae Văcăroiu, en considérant la Securitate le lien avec le passé corrompu et l'injustice du régime Ceaușescu.

---

<sup>250</sup> PETRE ZOE, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

<sup>251</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

Petre Roman, le premier premier-ministre démocrate de la Roumanie libre, en 1990, nous a déclaré que malgré ses efforts pour réduire le rôle de la Securitate, il avait été empêché par le Président de l'époque. « Mais, lui, monsieur Iliescu, avait, aussi, souvent, des hésitations. Parce que monsieur Iliescu avait été très longtemps dirigeant dans l'ancien régime. Mais lui, lui a voulu une « sortie » très libérale en rapport avec l'ancien régime communiste, pendant que les autres ils se cramponnaient, ils se tenaient de systèmes de type centralisé. Donc, c'était toute une équipe. Il ne faut pas oublier que, même si la Securitate a été dissolue, en mars 1990, s'est reformée sous la forme appelée SRI et, dans le moment, (...) presque 90% du personnel était les mêmes gens de l'ancienne Securitate. Ça a pesé beaucoup contre la marche de la Roumanie vers la démocratie et l'économie que marché. »<sup>252</sup>

La position la plus tranchée contre la Securitate a été prise par les premiers-ministres issus de la droite historique, des héritiers des partis qui ont été interdits en 1949 par la dictature communiste. Leurs membres ont été emprisonnés, torturés et beaucoup d'entre eux éliminés.

Victor Ciorbea, le premier chef du Gouvernement à droite et clairement anti-communiste, s'est interrogé sur le « succès » de la Securitate dans le contrôle de la société. Victor Ciorbea évoque ce qui, à son avis, constitue les sources du pouvoir de la Securitate de Ceaușescu. « Les premières « vagues » de riches et de très riches, « des millionnaires de carton », après décembre 1989, ont fait leur apparition.

Selon plusieurs spécialistes, et même des documentaires, parmi ceux qui ont bénéficié d'une partie des comptes de Nicolae Ceaușescu qui relèvent encore du mystère, ceux qui ont bénéficié du savoir-faire acquis dans le commerce international à l'époque communiste, domaine qui était sous le contrôle de l'ancienne *Securitate* de Ceaușescu, ou les deux groupes combinés, se sont ajoutés ceux qui ont bénéficié pleinement du processus de vol des banques, phénomène qui a eu des implications considérables. »<sup>253</sup>

En 1996, au début de son mandat, Ciorbea était confronté à une corruption rampante. Il pense que « le phénomène de la corruption est la continuité de la corruption pendant le communisme, mais [qu']il a pris de l'ampleur après décembre 1989. Pendant la période du communisme régnait la peur de l'ancienne Securitate, du Parti, ... etc. Après 1989, cette peur a disparu et une corruption institutionnalisée s'est graduellement imposée, sur les plans à la fois

---

<sup>252</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>253</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

économique et social, la constitution de groupes de type mafieux composés d'une clientèle politique et, plus grave encore, de politiques à la tête du « système », de fonctionnaires publics nommés tous ou en très grande majorité suivant des critères clientélistes, de « sponsors » de partis politiques ou même de véritables criminels. Un conglomérat réunissant des criminels et des politiques s'est formé. La corruption s'est répandue dans tous les domaines, institutionnels et économiques. Sur le plan économique cela a pris aussi la forme de l'évasion fiscale, très importante, ainsi que la forme du travail au noir à des niveaux très hauts. »<sup>254</sup>

Ciorbea raconte que son expérience personnelle avec la Securitate l'a marqué pour toute sa vie : « Mes grands-parents m'avaient inoculé une attitude farouchement anticommuniste, je dirais presque féroce. Mes parents, mon père aussi. J'ai vécu, dans mon enfance, à 4-5 ans, des moments où la Securitate venait chez nous à la maison à minuit, ils avaient arrêté mon père parce que mon grand-père était trop âgé, et on ne savait pas quand il allait revenir – des semaines, des mois ? – la condamnation n'était pas établie. On ne savait rien, tout dépendait de leur bon gré. (...) »<sup>255</sup>

En 1990, il se souvient d'avoir été contacté par des représentants des syndicats de l'Europe de l'Ouest en 1990, une équipe composée de deux Français, un Italien et un Américain. « Je les ai « déçus » quand nous sommes allés à l'Hôtel Intercontinental et que j'ai découvert que l'entretien était surveillé par la Securitate ; les microphones étaient installés dans le récipient de fleurs sur la table. Je les ai invités à faire une promenade et ils m'ont demandé mon opinion sur le régime, sur Iliescu et Mitrea ... etc. Je leur ai dit : « Messieurs, Mitrea est un « gamin couvert ». Vous allez comprendre », en suggérant que le leader d'un des grands mouvements de syndicats était en fait un collaborateur au sein de la Securitate. Mitrea est devenu, quelques années plus tard, un des grands chefs du Parti Démocrate Social Roumain – l'héritier du Parti Communiste. »

La capacité de la Securitate d'étouffer même les plus faibles démarches de transparence dans la vie politique s'est manifestée aussi dans la vie syndicale. Ciorbea se souvient qu'en tant que leader du mouvement syndical, il a décidé s'affilier à CNSLR pour gagner plus de poids et d'introduire dans le statut le Point 8 de la Proclamation de Timisoara qui demandait l'exclusion de la vie politique de ceux qui avaient fait partie de la Securitate. Ciorbea se rappelle : « Dès la première journée du congrès, ils voulaient nommer président un certain ancien secrétaire du Parti

---

<sup>254</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>255</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011



Communiste, responsable de l'Industrie Légère, une industrie de plus de 600.000 salariés, dont plus de 400.000 étaient membres de sa Fédération. Mais lui était un ancien travailleur dans le Commerce Etranger avant 1989, ancien membre de la Securitate ». Il a découvert que le mouvement syndical était un laboratoire de « petits collaborateurs cachés de la Securitate, vulnérables au chantage. » Les autres avaient été effectivement « achetés » par Miron Mitrea et par « l'appareil ».

Victor Ciorbea n'a pas semblé surpris quand en février 2002, le Président en fonction à l'époque, Emil Constantinescu, a annoncé qu'il ne déposerait pas sa candidature pour un deuxième mandat à l'appui de ces mots : « Je suis vaincu par la Securitate » et qu'il assumerait la responsabilité de tous ses échecs.

Ciorbea est assez ferme sur ce point : « Je suis convaincu que quand le Président a accepté et participé à l'opération qui avait comme but de m'éloigner, il a coupé la branche sur laquelle il était assis. Moi, j'étais comme un scout dans les tranchées et lui, il pouvait rester tranquillement à son poste. »<sup>256</sup>

Le suivant premier-ministre qui a été nommé par le Président Constantinescu a été Radu Vasile. Issu du même parti historique que Ciorbea, Radu Vasile a fortement maintenu les rôles contre la Securitate pour rendre transparente la vie politique. Mais il décrit la tâche avec des couleurs plus sombres : « La transition d'un type d'économie à un autre s'est faite sous la surveillance, je souligne, sous la surveillance, d'une formation politique qui s'inscrivait dans la continuité du Parti Communiste et qui perpétuait ses structures. Certainement, il ne s'agissait pas de ceux qui pendant la période du Communisme, étaient au sommet du Parti, mais ceux qui provenaient des échelons 2-3-4. Toutes les personnes qui ont été au pouvoir pendant cette période ont eu des liaisons étroites soit avec le Parti Communiste, soit avec l'ancienne Securitate. Il se connaissaient, ils s'aidaient, ils se supportaient. La preuve : si on analyse le parcours de ceux qui sont considérés comme très riches aujourd'hui, on n'aura pas d'autre explication sur le fait qu'ils ont été les représentants des anciennes structures. »<sup>257</sup>

Dans son livre, Radu Vasile décrit une « Structure » toute puissante qui s'est réinventée après la chute du communisme : « En apparence, en Roumanie, il y a plusieurs partis politiques, en réalité il n'existe qu'un seul parti politique : celui des Structures. Par « structures », j'entends

---

<sup>256</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>257</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

les matrices sociales composées des anciens de la Securitate et des cadres de l'appareil communiste du parti. Ces matrices, vénérables leviers de pouvoir dans l'organisme de la société, ont tout pénétré : les médias, les affaires, les banques privées et les banques d'État, et certainement, tous les partis politiques. Comme le caméléon, elles ont pris le « visage » de l'idéologie du parti dans lequel elles se sont réfugiées. Leur Dieu : l'argent. »<sup>258</sup>

Pour comprendre le mécanisme d'intervention et d'influence des anciens de la Securitate, nous avons demandé qu'un exemple soit développé : comment ces structures ont-elles bloqué la décision d'un Premier Ministre ? Radu Vasile fait une mention importante : ces forces antidémocratiques et corrompues se sont « dissimulées » en plein jour : « Il faut comprendre que ce n'était pas une opposition concrète ni manifeste. Ils ont pris la forme aussi du jeu démocratique, de l'acceptation de ce jeu, formellement, et aussi de l'attitude générale, parce que, ils le savaient très bien, le courant général européen, le contexte européen, ne leur était plus favorable. Ils ont réalisé qu'ils ne pouvaient plus utiliser une formule proche du fascisme ou du communiste à leur avantage, mais c'était un système. Donc, leur opposition, généralement, était très subtile, passant au travers des services de renseignement... D'autre part, le Président du pays de l'époque, à la fin de son mandat, Emil Constantinescu, avait déclaré tout simplement qu'il était le prisonnier des services de renseignements. Si le Président de la République reconnaît publiquement cet état de fait, il faut alors réaliser que la situation est et est restée très sérieuse. »<sup>259</sup>

L'ancien premier-ministre avait des doutes même sur son personnel proche au sein du Cabinet : « Quant à mes conseillers, la situation n'était pas rose. Sur les 14 conseillers que j'avais au début, 10 avaient été passés au crible par le SRI, le SIE et Cotroceni en raison de leur excellente formation dans des domaines spécialisés. Deux d'entre eux étaient des officiers du SIE, deux des officiers du SRI. (...) L'un d'eux, un médecin, m'a été recommandé par Constantinescu au motif qu'il "[savait] comment faire une extraordinaire revue de presse. »<sup>260</sup>

Radu Vasile se souvient que le taux de privatisation des entreprises d'État était de 13% en 1996, au début de son mandat, et que les « anciens » contrôlaient l'économie.

Zoe Petre, ancienne conseillère présidentielle du Président Emil Constantinescu, académicienne et professeur d'Histoire, confirme ce très puissant lien entre la Securitate et la

---

<sup>258</sup> VASILE (Radu), *Cursa pe kontrasens*, Humanitas, 2002, page 28

<sup>259</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>260</sup> VASILE (Radu), *Cursa pe kontrasens*, Humanitas, 2002, page 154

richesse : « En ce qui concerne l'entreprise Orbis, l'autre entreprise de la Securitate, on ne sait rien. Lorsque nous sommes arrivés à Cotroceni le premier jour, nous nous préparions à prendre la relève - la réception, un officier du Service Secret est arrivé - je pense que c'est lui qui est venu, nous sommes montés dans la voiture pour partir et il a commencé à nous dire qu'il nous dirait ce que c'était avec l'usine des diamants industriels de sécurité. Cela n'est jamais devenu public. Je veux dire, c'étaient des actifs (secrets) que personne à part 3 à 4 savaient, pas le public. L'ensemble du réseau d'engrais chimiques. C'était l'opération de Măgureanu (ancien chef de Renseignements – les entreprises ont été achetées par un ancien capitaine de la Securitate). Je pense qu'ils sont partout. »<sup>261</sup>

Cette situation était quasi-généralisée. Zoe Petre raconte son expérience en tant que professeur pendant le communisme : « Dans l'éducation, les inspections de diplômés... Parmi mes candidats au grade il y avait une dame qui était l'épouse du général de sécurité qui a répondu aux passeports dans le comté de Timiș. Trouve-le. Cette dame avait un papier de grade, vous savez ce que le degré est que vous devez faire un peu comme cette licence, sur l'utilisation de documents historiques dans les leçons d'histoire. Et il est venu avec un plan qui a utilisé les documents du Congrès XIV, les Documents du Congrès XIII, rien d'autre. J'ai essayé d'expliquer aux douceurs que ce sont des documents du parti, afin qu'ils puissent être utiles pour l'histoire du Parti communiste. Mais les documents sur Stefan le grand à la leçon sur Stefan cel Mare, et ainsi de suite, il m'a regardé comme ça et est apparu après deux semaines avec une carte énorme. Madame, nous sommes co-loi, pas faire ça. Il s'est mis à pleurer et a dit : « Vous avez quelque chose contre moi !" Madame, pas question, je suis payé, je paie pour ça, comment puis-je le prendre ? "Je suis tombé pour vous trouver quelque chose de gentil, je vous ai eu un peu d'une charge." Un de mes anciens élèves est venu me voir et m'a dit qu'il n'avait rien à faire et qu'il devait recevoir un paquet de Marlboro d'un étudiant parce qu'en face de moi, il a donné au directeur une cartouche entière. Si je faisais le cirque que j'ai refusé... »<sup>262</sup>

Zoe Petre, ancienne conseillère présidentielle du Président Emil Constantinescu, et la personne créditée avec la stratégie électorale qui l'a aidée à gagner les élections, se souvient : « Avant 1989, la Roumanie était un pays profondément corrompu. (...) Iosif Constantin Dragan s'intéressait beaucoup aux archéologues roumaines, parmi eux mon père. Une fois, il est venu chez

---

<sup>261</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

<sup>262</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

nous pour un café avec mon père et nous avons parlé. Il a dit : ‘Madame, il est clair que Ceaușescu et son père sont passionnés par l’histoire et on pourrait s’entendre. Elle, elle me haïssait. Je lui donné un bijou avec des diamants comme je n’en ai jamais donnés à ma femme et elle me haïssait encore.’ »<sup>263</sup>

Zoe Petre trouve dans le passé l’explication d’une partie de la corruption d’aujourd’hui. Elle raconte : « Aucun ambassadeur n’oubliait de faire des cadeaux au ministre des Affaires Étrangères à son retour dans ses fonctions. » Et la liste des exemples concernant la petite et la grande corruption est assez grande. Zoe Petre ajoute des expériences personnelles : la femme d’un officier du Securitate qui voulait faire une thèse sur l’Histoire médiévale de la Roumanie en utilisant des documents portant sur le communisme de son époque. Parce qu’elle lui a expliqué que ce n’était pas possible, Madame Petre s’est retrouvée accusée d’avoir quelque chose contre cette personne.

Un autre cas tout aussi éloquent peut être évoqué, celui du poste d’enseignement de son propre fils. La loi communiste obligeait les jeunes diplômés à faire trois années d’enseignement dans le milieu rural. Une collègue de Mme Petre lui a expliqué comment tromper le système, à quel niveau et combien d’argent elle devait payer afin que son fils reçoive un boulot à Bucarest.

Entre le Parti Communiste et l’État Roumain, il n’y avait pas de différence, à son avis. Elle se souvient d’une entrevue avec Mugur Isărescu, le gouverneur de la Banque Nationale de Roumanie, qui disait en 1990 : « Nous avons cru que si on enlevait le Parti, c’était l’État qui restait. Mais dans les faits, il ne nous reste rien, parce que le Parti avait « phagocyté » l’État ».

Quelques discussions menées avec l’ancien Premier Ministre Mihai Răzvan Ungureanu se sont concentrées sur le fait que la Justice n’est pas corrompue, mais que les fondements de la Justice le sont profondément.

Dans la campagne électorale pour le Président Emil Constantinescu, Mme Petre a eu l’expérience du contact direct avec les « activistes » communistes qui se sont reconvertis dans la politique, parmi eux, Viorel Hrebenciuc, personnage influent et condamné des années plus tard pour des faits de corruption.

La conclusion tirée par Mme Petre est que la Roumanie est un pays dont le contrat social doit encore « lutter » pour sa reconnaissance, parce que la mentalité de certaines élites issues du communisme leur dicte, selon elle, de « flexibiliser la loi », de l’appliquer avec la subjectivité

---

<sup>263</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

demandée par le Parti ou le pouvoir. « En effet, c'est ça la différence entre eux et nous : pour nous, la loi est importante. »<sup>264</sup>

Est-ce que la peur chez les premiers-ministres et les hauts dirigeants politiques anti-communistes d'avoir d'anciens délateurs et d'anciens officiers de la Securitate infiltrés partout était réelle ?

Le rapporteur des révélations du Conseil pour l'Étude des Archives de la Securitate le montre assurément. La liste des délateurs ou des officiers dans la vie politique roumaine touche toutes les professions et à tous les niveaux : Francisc Băranyi, député UDMR, ministre de la Santé, Constantin Bălăceanu-Stolnici, scientifique, neurologue, membre honoraire de l'Académie roumaine, Dan Berindei, historien, vice-président de l'Académie roumaine, Ion Besoiu, acteur, Andrei Blaier, directeur, Marcian Bleahu, professeur d'université, médecin, homme politique, sénateur MERU, Doru Braia, journaliste, Liviu Câmpănu, député et sénateur du PNL, Petru Ciubotariu, juge à la Cour d'appel de Iasi, Irinel Columbeanu, homme d'affaires, Andrei Corbea Hoișie, diplomate, philologue, germaniste, éducateur, Nicolae Corneanu, métropolitain du Banat, Casian Crăciun, archevêque de Galați, Mihai Darie, ancien agent de la Securitate, conseiller, membre du PSD du comté de Botosani, Augustan Doina, sénatrice du PRM, Stefan Poet essayiste, traducteur, universitaire, Laszlo Fazakas, député à l'UDMR, Mircea Ionescu Quintus, écrivain membre de l'Union des écrivains de Roumanie, avocat au barreau de Prahova iticien (ancien président du Parti libéral national), ancien combattant au rang de major, Monica Muscă, enseignante, député du PNL, homme politique, Petre Naidin, député du PDSR, Mircea Negrău, député du PNCD, Mihai Negura, membre du PDL du conseil du comté de Neamț, Alexandru Paleologu, écrivain, essayiste, critique littéraire, diplomate, homme politique, Eugen Uricaru, écrivain, traducteur, diplomate, président de l'Union des écrivains de Roumanie, directeur de la station de radio Romania Cultural, Emanuel Valeriu, directeur général de la télévision roumaine, Dan Voiculescu, homme politique, homme d'affaires, ancien sénateur du PC, Pimen Zainea (IPS Pimen Suceveanul, chef de l'Église Orthodoxe Moldavie, Dan Dumitru Zamfirescu, député PM, député européen, Andrei Zeno, ancien officier de la Securitate, député PM.<sup>265</sup>

---

<sup>264</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

<sup>265</sup> Compilation des informations en utilisant sources diverses : Wikipedia, Adevarul, Evenimentul Zilei, blog des auteurs

Les délateurs ont réussi à infiltrer la dissidence roumaine et la rédaction de la Radio Europa Libera (Europe Libre) à Munich, en Allemagne. Le journaliste et dissident Neculai Constantin Munteanu, ancien rédacteur de la Radio Europa Libera a réussi obtenir une copie de son dossier de surveillance mené par la Securitate. Il a découvert que cinq collaborateurs journalistes, des personnalités de la vie culturelle, ont été des délateurs de la Securitate. Les cinq sont : Emanuel Valeriu, Constantin Bălăceanu Stolnici, Ivan Deneș, Nicolae Balotă et Alex Mihai Stoenescu qui avaient critiqué le régime du Ceaușescu avec l'autorisation de la Securitate. Munteanu a découvert dans les archives que les tous cinq avaient espionné pour la Securitate pour des raisons uniquement financières, afin de recevoir des permissions de voyages en Europe de l'Ouest : « J'ai travaillé avec certains d'entre eux. Trois d'entre eux, d'anciens prisonniers politiques ou héritiers des vieux boyards, avaient des raisons de ne pas être du côté de la Sécurité. Ils ont été payés pour leurs services et ont eu le privilège de voyager dans l'Ouest. Tous sont ou semblent être le produit de la schizophrénie généralisée que la vie impliquait sous un régime communiste totalitaire. Tous ont servi la Securitate avec zèle, oscillant entre immoralité et amoralité, avec une certaine volonté perverse de méchanceté. Personne ne semble avoir de records de la Securitate. »<sup>266</sup>

Deux institutions, la Commission Nationale pour l'Étude des Archives du « Securitate »<sup>267</sup> (CNSAS<sup>268</sup>) et l'Institut de la Recherche des Crimes du Communisme<sup>269</sup> (ICCR) ont cherché à retrouver les anciens dirigeants coupables d'abus et ils ont tenté de faciliter la réparation morale et matérielle dues aux victimes. Sur la base des données de ces deux institutions, la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie<sup>270</sup> (« Commission Tismăneanu ») a conclu que les droits fondamentaux des 1,9 millions de roumains avaient été gravement violés pendant le régime communiste<sup>271</sup>.

« Cette continuité des élites politiques et administratives s'est vérifiée une fois de plus dans les pays de l'Europe de l'Est après la chute des régimes socialistes, sauf en RDA, où une épuration sévère a amené des hommes de l'Ouest à prendre les commandes. En effet, une épuration forte suppose qu'une autre élite soit disponible pour occuper les postes vacants. En Russie après

---

<sup>266</sup> Chiușdea, Silvana [evz.ro](http://evz.ro) *EUROPA LIBERĂ: TOP 5 Cei mai SCĂRBOȘI INFORMATORI ai SECURITĂȚII*, 14 ianuarie 2014

<sup>267</sup> Services de renseignement internes du couple Ceaușescu, le moyen principal d'oppression

<sup>268</sup> CNSAS,

<sup>269</sup> ICCR, [http://www.iiccr.ro/ro/despre\\_iiccr/](http://www.iiccr.ro/ro/despre_iiccr/)

<sup>270</sup> Presedintia Romaniei, [http://www.presidency.ro/?\\_RID=htm&id=82](http://www.presidency.ro/?_RID=htm&id=82)

<sup>271</sup> « Rapport de la Commission d'Analyse de la Dictature Communiste », [presidency.ro/static/ordine/RAPORT\\_FINAL\\_CPADCR.pdf](http://presidency.ro/static/ordine/RAPORT_FINAL_CPADCR.pdf), p.161

1917, dans les pays de l'Est après 1945, les militants communistes pouvaient jouer ce rôle et les Partis pouvaient fournir une armature hiérarchique à l'Administration, encore a-t-il fallu plusieurs années pour la mettre en place. En l'absence d'une élite de remplacement professionnalisée, la continuité s'impose. Les remplaçants de l'ancienne nomenklatura ont conservé les rênes du pouvoir dans tous les pays et la bureaucratie continue à être aux mains d'anciens membres du Parti communiste. »<sup>272</sup> Les remarques de Suleman sont confirmées par la réalité politique roumaine. Victor Ciorbea s'exprime ainsi : « Même si nous avons eu une Révolution, nous sommes le seul pays qui a eu une Révolution – ou au moins deux jours : la dernière classification jusque à ... quand... dans le jour quand Timisoara... avant 20, c'était une révolte populaire en Timisoara et après on dit qu'une fois que Timisoara a été déclaré « cité libre » on parle d'une Révolution et après 22... un coup d'état qui a essayé de confisquer la Révolution et la révolte dans la faveur d'une certaine partie, d'échelon deux de l'ancienne structures politiques et de la Securitate. J'ai fermé ces compagnies d'état et nous n'avons pas nous caché arrière FPS ou autres formules similaires. »

Le rapport de clientèle, dans la notion traditionnelle, est conçu comme une structure concrète, isolable, qui s'oppose à l'observateur. Au contraire, si l'on se situe dans une perspective analytique, on se réfère, comme l'écrit René Lemarchand, « à des propriétés et relations spécifiques et abstraites du comportement des « patrons » et des « clients », et en particulier au processus d'échange qui prend place entre des acteurs contrôlent des ressources inégales. »<sup>273</sup>

Selon Ciorbea, le Réseau de la Securitate a été très bien organisé pour défendre et augmenter sa capacité de contrôler la politique, l'économie et la Justice : « De l'autre côté on a eu une forte opposition faite par les oligarques, les mafiosi, les gens de la Securitate et d'autres acteurs interlopes, mais, tous, toujours, « assaisonnés » avec des politiques et ça c'est clair. Ces groupes ont été intéressés par le fait de pour maintenir et de développer le phénomène de la corruption, ce qui s'est passé après mon mandat, et qui de façon certaine, d'après le gouvernement 1996 – 2000, a pleinement réussi. »<sup>274</sup>

---

<sup>272</sup> SULEIMAN E., MENDRAS H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.244

<sup>273</sup> MÉDARD Jean-François, Revue Française de Science Politique (1976), volume 26, Numéro 1, p.120

<sup>274</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

J-F. Médard considère comme un trait définitoire du clientélisme le fait qu'il « va souvent de pair avec le népotisme »<sup>275</sup> en précisant qu' « ainsi, on accordera une faveur à quelqu'un parce qu'il aura rendu service, ou encore parce qu'il est un parent, un ami ou un membre de sa tribu. »<sup>276</sup>

Nous avons demandé à notre interlocuteur, ancien conseiller à l'Administration Présidentielle, comment il avait obtenu son poste, dans les jours qui avaient suivi la fin de ses études universitaires. Il a répondu : « C'était quelqu'un de la famille. Ma compétence professionnelle n'a eu aucune importance dans sa décision. Ni le fait qu'on se connaissait très peu dans la famille élargie. Au contraire, il m'a dit, plus tard, que je lui avais fait mauvaise impression à notre première rencontre. »<sup>277</sup>

On voit bien ici le pouvoir de la relation du lien de famille. Le « connecteur » famille montre que la relation de clientèle « ne se réduit pas purement et simplement à une relation de pouvoir, de marchandage. Elle n'est pas qu'instrumentale. Ce qui intervient en effet dans le rapport de clientèle, c'est un élément de devoir, d'obligation morale, qui joue d'ailleurs dans les deux sens. »<sup>278</sup>

Nous avons progressé grâce à notre interlocuteur dans le déroulement conceptuel de la relation de clientèle. Il reconnaît des différences dans le type de relations de clientèle. Dans certains cas, le Patron demande obédience absolue. Dans son cas, c'était une relation hiérarchique « auto-imposée », sans que le Patron exerce son autorité sous la menace. Il lui suffisait de suggérer. L'interlocuteur témoigne : « Les Patrons étaient des hommes placés dans des postes très haute responsabilités en Roumanie, et ils avaient une expérience très grande. Mon Patron était par exemple l'un des amis très intimes de la famille royale des Pays-Bas. Je lui gagnais la confiance parce que n'étais pas docile. (...) En revanche, j'adaptais mes décisions et mes réactions selon sa volonté. »

Une théorisation de la situation ci-dessous a été proposée par J-L Briquet. L'auteur considère que le lien de clientèle « instaure, à travers l'échange de biens matériels, un système d'obligations personnelles qui déterminent les formes et les significations des allégeances politiques. La réciprocité ne s'explique pas dans ce cas par le seul intérêt, quand bien même le

---

<sup>275</sup> MÉDARD Jean-François, Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique, Revue Française de Science Politique (1976), volume 26, Numéro 1, p.106

<sup>276</sup> MÉDARD Jean-François, Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique, Revue Française de Science Politique (1976), volume 26, Numéro 1, p.106

<sup>277</sup> AB ancien conseiller à l'Administration Présidentielle, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>278</sup> AB ancien conseiller à l'Administration Présidentielle, interviewé par M. Draghici, 2011



rapport de clientèle répond à des objectifs intéressés. Elle s'énonce en termes d'amitié, de fidélité ou de reconnaissance ; elle se présente comme un acte désintéressé et prend ainsi la forme subjective d'une obligation morale assumée pour elle-même. »<sup>279</sup>

Est-ce que l'ancien conseiller a profité d'autres avantages que celui d'obtenir un emploi à un très haut niveau et très bien payé ?<sup>280</sup> Selon ses affirmations, il semble que oui, de nombreux avantages. Mais, dans son cas, la succession des étapes est très instructive : « En premier, j'ai reçu les avantages qui ont après été suivis par le comportement clientélaire. Les avantages ont été de nature matérielle, pas du tout symbolique. » Encore une fois, on reste dans le cadre de J-F Médard : « Le rapport de clientèle a un caractère à la fois affectif et instrumental. L'affectivité est liée à la nature personnelle de la relation, l'instrumentalité à l'échange des faveurs. »<sup>281</sup>

La façon de travailler à l'intérieur d'une relation de clientèle était très claire : le plaisir du « Patron » était toujours plus fort que la loi. Le système viciait profondément l'un des principes fondamentaux de la société : le respect pour la loi – la Justice.

En 2005, un cas a choqué l'opinion publique roumaine : on avait révélé que l'ancienne ministre de la Justice du Cabinet Adrian Năstase, Rodica Stanoiu, avait joué le rôle de délatrice de la Securitate. Sous une fausse identité (« Sanda »), elle avait tenu la police politique informée des actions qu'elle jugeait contre le régime communiste et en faveur d'une société libre. Elle avait reçu de l'argent pour cette activité. Pendant son mandat de ministre, la Justice a connu une des plus « noires » périodes de son existence post-communiste. La « justice téléphonée », pratique standardisée sous le contrôle total du système dictatorial, d'inspiration stalinienne, a fait perdurer l'abus judiciaire, le clientélisme de type claniste et la corruption dans le système de Justice. En 2010, la juge Florica Bejinariu a été élue présidente du Conseil National de la Magistrature, malgré l'accusation du CNSAS concernant son passé lié à la Securitate. La juge a contesté la mise en accusation judiciaire et ses collègues ont blanchi son dossier.

Le problème principal est l'inconnu. Les délateurs cachés sont restés anonymes pourtant ils ont servi le Système corrompu. Georgiana Iorgulescu, avocate et présidente d'une fondation qui lutte pour la transparence dans les actes de Justice, pense que 30% des procureurs sont des

---

<sup>279</sup> BRIQUET, Jean-Louis, La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse, Belin, 1997, p.14

officiers couverts ou d'anciens délateurs de la Securitate et que la plupart d'entre eux occupent des postes clés, beaucoup d'entre eux à cause du contrôle total de la société par la Securitate.

Iorgulescu a réuni suffisamment de preuves pour s'exprimer sur la corruption dans la Justice : « Certainement il a une continuation, donc c'est une continuation, seulement maintenant que cela ne change pas la marque du communisme, la Securitate vous prend, le Parti vous prend, il n'y a donc aucun moyen coercitif depuis, elle a pris des proportions beaucoup plus grandes et en vue. Ensuite, les choses se sont passées, mais elles n'étaient plus aussi évidentes qu'aujourd'hui, mais la peur était un peu plus grande. Mais la corruption est une forme continue, je pense que cela ne vient pas de la période communiste, cela a été une affaire de siècles pour nous. C'est un système tellement coutumier, probablement tiré du système turc, je ne le sais pas, selon lequel toute faveur devrait être payée et toute position acquise. »<sup>282</sup>

Quand on lui demande s'il s'agit des officiers de la Securitate ou des officiers du SRI - le Renseignement de la Roumanie démocratique, elle répond qu'elle fait référence « également aux anciens groupes qui sont encore dans le SRI ou en dehors du SRI. » Elle poursuit ainsi : « Ceux qui sont encore en dehors du SRI sont dans des structures de gestion, je parle de la nouvelle vague issue du SRI car je sais que vers le milieu des années 90, les diplômés de l'Académie d'Information (Renseignements) sont devenus des avocats et j'affirme qu'ils sont en fonction à des postes clés. C'est comme ça que c'est écrit sur le diplôme. Après cela, ils ont changé et écrit psychologue ou encore d'autres choses. Je pense que toute cette agitation est due au Parti communiste, de l'ancien SRI, de l'ancienne sécurité, ont continué. C'est comme un cancer, elle s'est répandue. Je pense que le nombre d'agents d'infiltration dans la justice, la presse, les ONG, tout ce qui touche le secteur public et privé est énorme. »<sup>283</sup>

Qui sont les patrons invisibles du Pouvoir dans la Roumanie post 1989 ? Qui contrôle la Justice en Roumanie ?

---

<sup>282</sup> IORGULESCU, Georgiana, interview par Marius Draghici, 2011

<sup>283</sup> IORGULESCU, Georgiana, interview par Marius Draghici, 2011



*i.*

## TITRE 2

### LA DEPOLITISATION DU POUVOIR JUDICIAIRE

La lutte contre la corruption a dû attendre 15 années pour commencer en Roumanie. C'est probablement la plus importante réforme de l'État pour les Roumains qui sous la dictature, ont été incarcérés, abusés, soumis à l'arbitraire, qui ont parfois vu leurs vies catapultées dans l'horreur, leur liberté d'expression supprimée et leurs libertés civiles ignorées.

Le système de Justice étalé aux pieds du couple Ceaușescu et le tout-puissant Parti Communiste n'ont jamais hésité à supprimer brutalement les voix critiques, souvent en supprimant les vies de ceux qui étaient jugés trop audacieux.

La Justice a symbolisé un idéal pour lequel millions de Roumains ont risqué leurs vies au cours du mois de décembre 1989. Et cependant, la voie vers la Justice a été longue et difficile, un voyage détourné par les « élites du passé » qui ont su garder leurs privilèges et en créer de nouveaux dans le nouvel État roumain.

La vraie lutte contre la corruption est commencée en 2005, avec le mandat du Président Traian Băsescu et le ministre de la Justice, Monica Macovei.

La réforme du Judicaire est la preuve la plus solide que les élites politiques Roumaines post-communistes ont tantôt freiné, tantôt accéléré les réformes essentielles de l'État Roumain en défendant leur intérêts personnels, confondus avec ceux de leurs patrons et de leurs clients.

La réforme de la Justice et la lutte contre la corruption ont été menées en deux temps : avant - Băsescu et post - Băsescu. Même si la Roumanie a connu un intermède dans les années 1996 – 2000, où la lutte contre la corruption a profité d'une impulsion importante, les résultats ont été plus que faibles. Dans le bilan qu'il dresse, l'ancien Président Emil Constantinescu qui avait publiquement annoncé la faillite de « sa réforme de la Justice » et qui avait renoncé à présenter sa candidature pour un deuxième mandat, a publiquement accusé le Système des « élites du passé »,

la Securitate, d'avoir créé un gouvernement parallèle abscons, qui avait vidé de son contenu la lutte contre la corruption et la réforme de l'État.

On ajoute que la même situation de blocage a touché la réforme judiciaire à la fin du deuxième mandat présidentiel de Traian Băsescu, lui-même inondé à l'époque par la vague de scandales de corruption impliquant ses proches, certains membres de sa famille ou des collaborateurs (voir le dossier Udrea).

La politisation de la Justice est une conséquence de la structure de recrutement des élites roumaines qui est très similaire au type féodal : la loyauté est plus importante que l'honnêteté ou que la compétence. C'est l'une des explications des cas étudiés dans ce chapitre. Les élites ont créé un mécanisme d'autoreproduction sociale fondé sur une « sélection négative ». L'accès aux hautes positions d'État s'est déroulé, dans l'ombre, selon des critères de pur clientélisme. La Pyramide du Clientélisme offre une image claire de la diffusion du parasitisme de l'État, des véritables clans et de leurs ramifications.

Sous la pression de l'UE, des É-U et d'une partie des Roumains, la Justice a dû être changée. Les étapes les plus importantes dans la réforme du Pouvoir Judiciaire ont été : la création d'une nouvelle législation, l'application de cette nouvelle législation y compris par les moyens financiers et logistiques permettant son bon fonctionnement, la prévention et la sanction des dérapages et enfin les actions pour garder et cimenter l'indépendance de la nouvelle Justice, étant donné sa fragilité.

On pourrait diviser les étapes de développement et d'avancement de la lutte contre la corruption et la réforme de la Justice selon les mandats politiques. Chaque parti politique a gagné les élections avec un discours qui portait la corruption du Pouvoir. Or sans aucune exception, chaque nouveau Pouvoir a échoué dans la lutte contre la corruption, finalement contaminé par elle.

Le Chapitre 1 – « L'asservissement du Pouvoir Judiciaire » du Titre 2 de la 2<sup>ème</sup> Partie traite des problèmes du système judiciaire, dont le plus grave est le manque d'indépendance. Nous allons présenter l'évolution des problèmes : les mesures que les élites politiques ont décidées pour limiter l'indépendance de la Justice, l'étude de cas du régime des immunités, la loi pour l'Agence Nationale d'Intégrité, et les projets de loi pour mettre la Direction Nationale Anticorruption « au placard ». Nous allons également tester la Pyramide sur le réseau des relations de famille dans le système judiciaire roumain.

Le Chapitre 2 - « La corruption dans la mentalité des élites dirigeantes » du Titre 2 du 2<sup>ème</sup> Partie est focalisé sur la vision politique, idéologique, légale et personnelle des élites politiques dans le postcommunisme roumain.

Nous allons présenter la vision des anciens premiers ministres, notamment l'ancien Premier ministre qui a évoqué sa lutte contre la corruption, et les réalisations au cours de leur mandat. Il s'agira en effet de synthétiser l'essentiel de leur mandat et dans le même temps, de dresser le bilan de leur lutte contre la corruption.

Dans la vie politique roumaine, la corruption est associée à une grande instabilité gouvernementale. Tels sont les effets du régime constitutionnel roumain de type néo-patrimonial.



# Chapitre 1

## L'asservissement du Pouvoir Judiciaire

Le goût de la liberté fut à la fois intense et bref dans la Roumanie d'après 1989. On se souvient que la famine, l'injustice et l'atrocité du régime Ceaușescu ont compté parmi les causes de l'explosion sociale. Les Roumains vivaient alors dans le sentiment que la vie allait s'implanter d'elle-même entre les « bornes » de la prospérité, de l'égalité et de la justice. Cependant, la réalité fut fort différente pour la majorité d'entre eux, à l'exception d'une minorité appartenant au « Système ».

Cette réalité a été marquée par deux caractéristiques : l'injustice et l'impunité. Les puissants du jour restaient les mêmes, avec une voie libre vers les ressources d'État. Leurs familles et leurs proches (politiques ou personnels) bâtissaient rapidement leur fortune à travers les contacts avec les compagnies d'État. Ils avaient plus vite accès aux traitements médicaux si nécessaire et en général, ils représentaient les membres fortunés de la société : sauf liste d'attente pour eux.

Dans l'histoire de la Justice post-décembriste roumaine, peu de réformes ont été faites sans la pression des États-Unis et de l'Union Européenne. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, la police politique du régime du Ceaușescu est restée implantée dans l'architecture décisionnelle de l'État. Le contrôle de la Justice a été la cible des attaques des politiques qui voulaient garder le droit de s'enrichir sans respecter les lois. En effet, c'est la quête de l'immunité toute puissante, presque médiévale, qui a été le pendant des grandes affaires de corruption, d'abus, mais aussi de certains « accidents » de la vie des riches et des privilégiés : un accident routier avec des victimes, dont le coupable pouvait échapper à la prison ferme grâce à la manipulation du dossier par l'officier de police et par le procureur.





## Section 1

### Les étapes de la Justice : le passage de la dictature à la démocratie

La Roumanie a eu fort à faire pour changer son système judiciaire et le mettre au niveau des autres systèmes judiciaires, notamment ceux des pays de l'Europe de l'Ouest. Et le travail n'est pas fini. Ce parcours, particulièrement difficile et jamais incontournable, pourrait être expliqué par l'abîme entre le niveau de la Justice pendant le régime de Ceaușescu et celui de la démocratie européenne.

Avant 1989, la corruption était la « norme » dans le système juridique roumain. Selon le Rapport de la Commission « Tismăneanu », « la nature, le but et les effets du régime totalitaire communiste en Roumanie entre 1945 et 1989 ont entraîné la suppression des droits des hommes par une « brutalité et violations des droits de l'homme en tant que politique de l'État. »<sup>284</sup>

Imposé par des moyens brutaux spécifiques à un régime d'occupation, le communisme roumain s'est consolidé et s'est perpétué sur une base répressive. L'analyse des mécanismes d'administration de la police politique dans le régime totalitaire communiste en Roumanie montre que la brutalité a été érigée au rang de politique d'État, au nom de la « lutte de classe », et a provoqué un réflexe durable, une « banalisation du mal, entretenu avec l'aide de l'appareil de police politique. La plupart de la population, terrifiée par l'omniprésence et la violence de cette machine, a réappris le mode de vie sous un régime d'occupation »<sup>285</sup>

Selon le Rapport de la Commission « Tismăneanu », par la loi d'organisation de la Securitate, en 1948, le régime a donné aux officiers la liberté de torturer, d'incarcérer toute

---

<sup>284</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 171

<sup>285</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 171

personne qui était susceptible de commettre des « infractions qui mettent en danger le régime, la démocratie et la sécurité du peuple. »<sup>286</sup>

La dictature communiste s'est installée en Roumanie après une dictature fasciste, avec le Maréchal Ion Antonescu. Une classification des régimes politiques, selon Edouard Schils<sup>287</sup>, repose sur la distinction de cinq types de régimes politiques, dont un qui s'applique au cas roumain :

1. les démocraties politiques
2. les démocraties tutélaires
3. les oligarchies modératrices
4. les oligarchies totalitaires
5. les oligarchies traditionnelles

Le même auteur fait également la distinction entre les élites « sectorielles » à l'intérieur d'un régime. Cette classification nous permet d'identifier le régime communiste comme un régime oligarchique totalitaire (numéro 4 sur la liste). Ses élites étaient toutes sous la tutelle du Parti Communiste, qui exerçait le contrôle par la brutalité à travers son bras armé, la Securitate. Le système bureaucratique nécessaire pour l'administration de l'État était simplement une autre branche du Parti Communiste. En effet, la Roumanie était le Parti-État : un corps politique qui avait « avalé » le corps d'une nation.

Le recrutement et la formation des élites du Parti Communiste d'État se faisaient strictement à travers la fidélité au Parti, et non pas selon des compétences professionnelles. Les quatre autres modèles identifiés par Eduard Schils<sup>288</sup> ne s'appliquent pas à la Roumanie pendant la dictature, ni après. Schiller, qui cite Peters, distingue les modèles suivants :

- 1) Le modèle anglais d'Oxbridge se caractérise par un recrutement aristocratique à travers les Public Schools (écoles publiques) dans les deux universités qui donnent une formation générale à travers les sciences humaines où le droit et l'économie sont secondaires.

---

<sup>286</sup> Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 175 du loi Décret 221 du 1948, articles 4-6

<sup>287</sup> BAUDOUIN Jean, (1992) Introduction à la science politique, 3ème édition, Editions Dalloz, Paris, p.62

<sup>288</sup> BAUDOUIN Jean, (1992) Introduction à la science politique, 3ème édition, Editions Dalloz, Paris, p.62

- 2) La formation juridique domine en Allemagne, en Autriche, en Hollande, en Scandinavie et en Italie. Elle correspond à une vision limitée de la fonction administrative conçue comme l'application de la règle.
- 3) Le modèle français des Grandes Écoles, fondé sur un concours égalitaire, se veut méritocratique. La formation mathématique à Polytechnique ou la formation économique et en droit public en Sciences politiques et à l'ENA produisent une élite très différenciée et très limitée en nombre, qui a un fort esprit de corps.
- 4) Le « functional training » à l'américaine se fonde sur un système universitaire très diversifié et favorise l'expérience acquise dans un domaine particulier de l'action publique dans les relations entre fonctionnaires, hommes politiques et responsables économiques.<sup>289</sup>

La formation des élites en Roumanie post-communiste s'est faite comme par le passé avec un changement de « fidélité » : au lieu du Parti – unique, c'est surtout l'appartenance à un réseau de Clients ou de Patrons politiques qui a prévalu. Même s'il y a des structures en place pour l'éducation et la formation des élites, le recrutement et l'emploi dans le système public s'est fait en proportion dominante à travers une relation dyadique de clientèle liée à la politique.

La structure des élites occupe un rôle essentiel qui explique la lenteur des réformes pourtant si nécessaires du système judiciaire en Roumanie, tributaire de la dictature. Par exemple, à la question qui opposait Raymond Aron et C. Wright Mills dans les années cinquante - Sommes-nous en présence d'une classe dirigeante ou plutôt de catégories dirigeantes diversifiées aux intérêts contradictoires et aux moyens d'action indépendants ?<sup>290</sup> – il n'y a selon nous qu'une seule réponse : pendant la dictature, il y a eu une seule élite : celle du Parti Communiste. La concurrence des élites ou encore la séparation des élites n'étaient pas permises par la dictature. Même si certaines élites avaient le sentiment d'appartenir à une certaine profession, à un certain domaine, ... etc., toutes étaient regroupées autour du Parti Communiste et du dictateur. Il y avait une « concurrence » entre elles pour obtenir ou garder les « grâces » du dictateur, mais ces élites n'ont pu se manifester qu'après la chute du communiste.

Donc, la Roumanie ne disposait ni d'une élite juridique, ni d'une élite politique ni de tout autre type d'élite parce que la Justice et la société tout entière étaient au service du Parti

---

<sup>289</sup> SULEIMAN E., MENDRAS H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.245-246

<sup>290</sup> SULEIMAN E., MENDRAS H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.248

Communiste et du bon plaisir du dictateur. Lui seul pouvait donner des ordres aux structures répressives représentées par la Securitate pour mettre une personne en prison ou pour l'éliminer, comme ce fut le cas du dissident Radu Portocala. Même si la Securitate se comportait comme une élite sectorielle, pendant la dictature même, ses membres étaient à la discrétion du Parti Communiste contrôlé par Ceaușescu.

La dictature a donné naissance à un objectif des plus essentiels et « historiques », la réhabilitation de la Justice dans l'intérêt de la classe ouvrière. En effet, selon le Rapport de la Commission « Tismăneanu », qui a identifié une « avalanche » de modifications du Code Pénal entre les années 1945 à 1989, les communistes ont fait de la Justice un instrument politique de répression en masse. Et cela a donné lieu à de pures injustices, comme par exemple, le principe fondamental du jugement rétroactif, selon lequel une personne pouvait être mise en prison pour des faits commis par le passé et sanctionnés par une loi ultérieurement publiée. Une critique envers le régime communiste en 1950 pouvait être puni des années plus tard selon les sanctions prévues par une loi approuvée et publiée en 1970. Le contrôle total de la société, y compris des médias, a rendu très difficile l'identification *in extenso* des abus judiciaires. Les survivants du régime ont été réduits au silence total et on ne disposait pas d'informations sur les affaires de corruption des membres du régime. Mais en 2010, le « hacking » des communications diplomatiques des États-Unis a montré la dimension étendue de la corruption du régime selon des critères qu'on utilise encore aujourd'hui.

Dans la fuite d'informations « Wikileaks » de 2011, on retrouve 376 télégrammes secrets envoyées par l'ambassade américaine de Bucarest à Washington. Il s'agit d'analyses, d'informations confidentielles et de résumés de discussions entre les officiels de l'ambassade, y compris entre l'ambassadeur et des officiels roumains, impliquant parfois même le Président de la République. Ces télégrammes couvrent la période de 1974 à 2011.

Le niveau de corruption était vraiment très haut : à travers notre analyse quantitative, nous avons découvert que le mot « corruption » a été utilisé dans pas moins de trois télégrammes envoyés par les diplomates américains pour décrire une situation communiquée à Washington, alors même que les télégrammes en question ne comptent parfois pas plus d'une page.

Le poids du passé dans le présent de la Justice roumaine est remarquable. Un télégramme américain d'avril 1976, nous montre à quel niveau Ceaușescu s'impliquait lui-même dans l'acte de Justice : c'était par le diktat personnel : « Ceaușescu a dénoncé "certains faits discutés en séance

plénière", y compris le cas de Crisovan qui montrent des violations des normes morales, "le mépris de la famille" (Crisovan, comme d'autres membres du PCR, a pu s'en prendre aux jeunes femmes.) Ceux-ci peuvent causer "de grands dommages, voire la mort" des militants qui tolèrent un comportement lâche, a dit M. Ceaușescu - "pas la mort physique", s'empresse-t-il d'assurer son public ébranlé, mais "la mort politique et morale" (apparemment presque aussi mauvaise). (Commentaire : Ceaușescu croit toujours que des avertissements périodiques, des boucs émissaires, un renforcement du parti et une discipline civile peuvent nettoyer les « péchés » moraux des peuples européens parmi les plus corrompus d'Europe). »<sup>291</sup>

Petre Roman, le Premier Ministre de la Roumanie dans l'avant-garde de la démocratie roumaine, ancien diplômé et professeur à Université « Paul Sabatier » à Toulouse, raconte dans son livre comment Ceaușescu a pris le contrôle total de la société roumaine et quel a été le déclencheur de la politique totalitaire : la visite en Corée de Nord du 1971.

Roman se souvient, dans l'entrevue qu'il nous a accordée, que de 1968 à 1971 Ceaușescu « avait introduit cette rythmicité oppressive des congrès du Parti, dont le but était de serrer les ficelles du pouvoir à la population entière. À partir de ce moment, l'appareil du parti continua à étendre ses pouvoirs, associant des mécanismes de contrôle de plus en plus étouffants à la Securitate, l'une des forces de police les plus oppressives du camp communiste. »<sup>292</sup>

Ceci nous mène à observer que la lutte contre la corruption dans la Roumanie post-communiste est tributaire du passé et que c'est cause de ça qu'elle a été menée en plusieurs étapes. Ces « vagues - étapes » sont liées à l'accès au pouvoir des forces du passé : les anciens membres de la Securitate, du Parti Communiste et de la haute administration.

En effet, nous avons partagé l'évolution de la lutte contre la corruption en quatre grandes étapes au cours des 25 premières années de démocratie en Roumanie (1989 – 2016) :

1) « L'indifférence » couvre la période entre 1989 et 1996 (huit années). L'état de « l'indifférence » décrit une classe politique qui se concentre sur les problèmes considérés comme les plus importants, dont la survie économique. En effet, ce fut plutôt une continuation de la dictature sous la forme d'un « communisme léger » sous lequel ceux qui ont fait partie de la nomenklatura et de la Securitate ont converti les relations de travail en relations commerciales.

---

<sup>291</sup> Telegramme canonical id: 1976buchar02049\_b, subject: rcp plenum fails to make rumoured leadership changes, date: 1976 april 14, 16:15 (wednesday)

<sup>292</sup> ROMAN Petre, Libertatea ca datorie, Editura Fundației Pro, 2006, page 68

Comme cela s'est avéré plus tard à travers les confessions des milliardaires roumains, la période entre 1989 et 1996 fut le « western sauvage » de l'économie : personne ne payait de taxes.

2) « Le Progrès » entre 2005 et 2007 (cinq ans). Ceci désigne le sommet de la lutte contre la corruption », avec les réformes qui ont permis les plus grandes avancées. On inclut aussi les années 1998 et 1999 seulement pour la réalisation de la Loi 78.

3) « Le recul » entre 1999 et 2004, entre 2008 et 2012 (neuf années). Le dernier mandat du Président Constantinescu et la fin des mandats du Président Băsescu ont enregistré un recul de la législation pourtant nécessaire pour consolider et faire avancer l'indépendance de la justice et de la lutte contre la corruption.

4) « La destruction » entre 2012 et 2016 et après (neuf années)

Il est très important de constater que le drapeau de la lutte contre la corruption a été vigoureusement porté par la Direction National Anticorruption entre 2005 et 2016 et que malgré les attaques politiques, ses membres sont parvenus à finaliser des enquêtes assez importantes. Mais de façon systématique, ils ont rencontré des obstacles qui, même quand les dossiers étaient conduits dans devant des juges, engendraient la suspension des procédures, à cause notamment du refus de la part du Parlement de lever l'immunité parlementaire des inculpés.

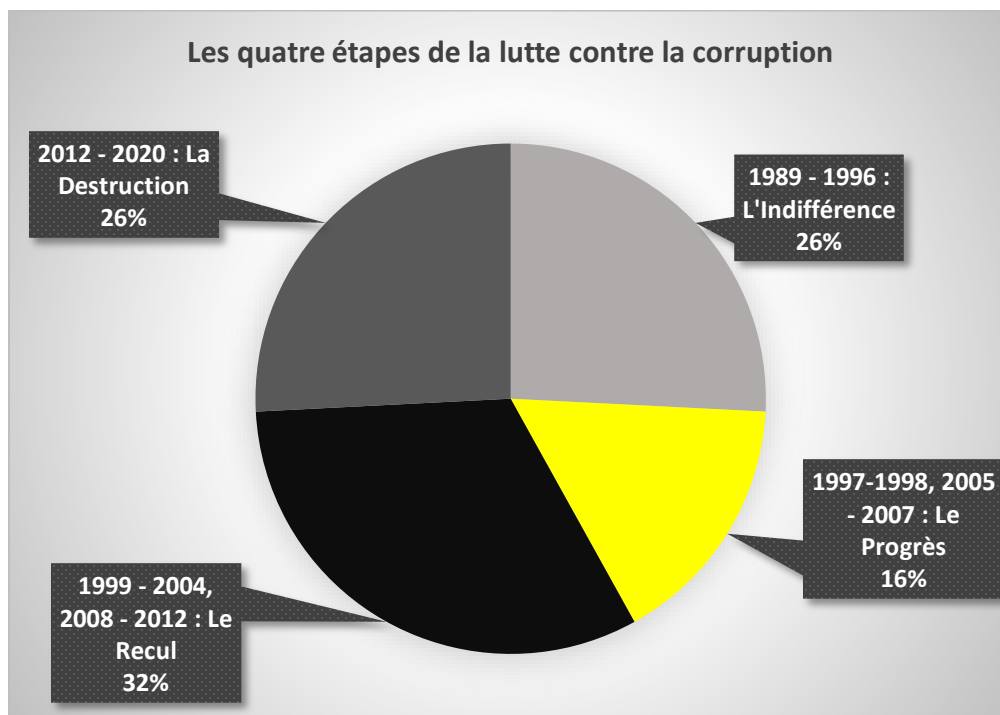


Figure 26. La lutte contre la corruption a fait ses pas les plus importants pendant deux ans et a ensuite été étouffée par les parlementaires qui ont créé une majorité antiréformiste favorisant la corruption. Source : Marius Drăghici

Nous observons que la majorité du temps (presque 18 ans), les élites politiques ont travaillé pour encombrer la Justice et cimenter leurs avantages.

Ces statistiques, calculées avec l'ensemble des documents de l'Union Européenne, des télégrammes diplomatiques américains et des entrevues avec les hauts dirigeants, les procureurs et les experts, nous confirment toutes que la classe politique roumaine a tantôt freiné, tantôt accéléré la lutte contre la corruption en fonction de ses objectifs personnels et clientélistes.

Une autre statistique remarquable concerne la qualité de l'acte de Justice en Roumanie, qui est mise en lumière par les verdicts de la Cour Européenne des droits des Hommes (Strasbourg). Plus de 80% de dossiers qui ont été jugés à Strasbourg ont illustré des formes de violation de droits fondamentaux. Parmi celles qui ont invoqué la justice devant des juges, seulement deux personnes sur dix ont eu droit à un procès correct et équitable.

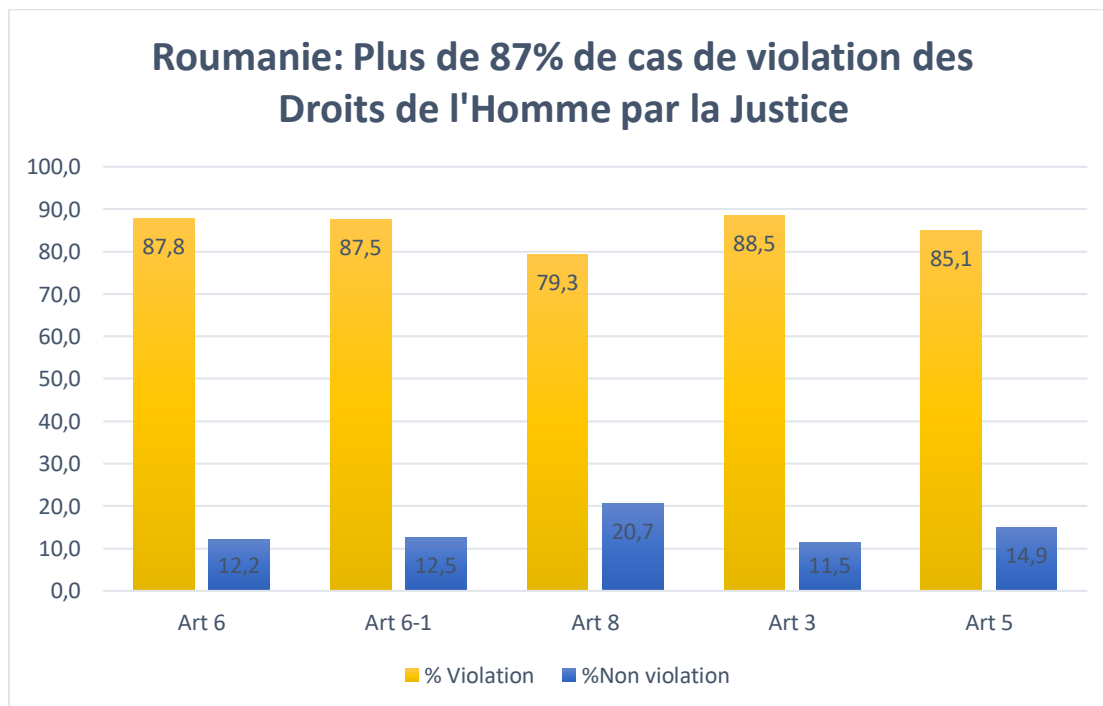




Figure 27. L'état des dossiers pour lesquels la Roumanie a été condamnée par CEDO. Source : données CEDO analysées par l'auteur.

Les chiffres montrent que la Justice roumaine présente un haut pourcentage de violations des droits de l'Homme : plus de 80%. Les violations concernent surtout les Articles 3, 5, 8 et 6 de la Carte de Droits de l'Homme. Chacune des violations de ces articles représente en effet un degré de décadence de la Justice. L'héritage du passé de la dictature est évident : l'article 3 concerne « l'interdiction de la torture. Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou à des traitements inhumains ou dégradants. ».

Dans le cas de la Roumanie, 88% des violations concernent cet article. Même catégorie pour l'article 5 qui s'applique au droit à la liberté et à la sûreté : « 1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales ». Mais la statistique qui donne l'image la plus pertinente de la justice roumaine dans la période post-communiste est l'article 6 : le Droit à un procès équitable.

| <b>La violation des Droits des Hommes par les juges Roumaines</b> |               |           |       |             |                |
|---|---------------|-----------|-------|-------------|----------------|
|   | Non-Violation | Violation | Total | % Violation | %Non-violation |
| Art 6   | 129           | 930       | 1059  | 87.8        | 12.2           |
| Art 6-1   | 100           | 702       | 802   | 87.5        | 12.5           |
| Art 8   | 63            | 242       | 305   | 79.3        | 20.7           |
| Art 3   | 52            | 400       | 452   | 88.5        | 11.5           |
| Art 5   | 24            | 137       | 161   | 85.1        | 14.9           |

Figure 28. Nombre de dossiers et type de décision par Article. Source : données CEDO, compilées par Marius Draghici

Selon notre recherche, à CEDO ont été enregistrés contre la Roumanie 2779<sup>293</sup> qui avaient pour objet une violation des articles 3, 5, 6 et 8. Parmi ces dossiers, 67% représentent seulement les réclamations concernant l'Article 6, sur le fait qu'une des conditions suivantes a été violée par les juges roumains : « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice. »

La proportion des réclamations qui ont été déposées contre l'état roumain est de 87%. Cette valeur très élevée montre que la Justice roumaine est encore tributaire de son passé dictatorial dans son présent néo-patrimonial.

Une autre preuve de l'empreinte du régime communiste, c'est la violation de l'Article 8, qui concerne le droit au respect de la vie privée et familiale. 79% des dossiers ont été jugés comme comportant une violation de cet article, qui est spécifique et qui protège aussi la vie privée : « Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

Une des malformations du système judiciaire Roumain est l'impunité totale des juges qui ont pris des décisions abominables à l'encontre de la Charte des Droits de Homme. Même si dans la législation il y a une faible et confuse procédure pour les sanctionner dans la Loi 317/2004, les juges sont toujours à l'abri grâce à la « complicité » de l'Inspection Judiciaire. Selon nos

---

<sup>293</sup> Fin de décembre 2019

recherches, aucun des juges ne jamais été mis en question, au moins du point de vue professionnel, après CEDO avait décidé que sa sentence a été illégale.

La lutte contre la corruption a été influencée par deux facteurs très importants de la politique interne : la politique étrangère américaine dans la zone de la Mer Noire et l'adhésion du pays à l'Union Européenne. Les ambassadeurs des États-Unis, de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni, ainsi que les commissaires UE, ont agi comme des « juges » en faveur du progrès démocratique. En effet, cela a été reconnu publiquement, dans le témoignage d'une honnêteté surprenante de l'ancien Premier ministre Victor Ponta, à l'époque jeune politique et ancien procureur, qui a été impliqué en politique et nommé Chef du Corps de Contrôle du Cabinet Năstase, lequel a été son directeur de thèse de doctorat.<sup>294</sup>

Dans une entrevue télévisée en 2002,<sup>295</sup> il avait reconnu ceci : « Les Américains nous ont clairement demandé de créer le Département National Anticorruption si on voulait être acceptés au sein de l'OTAN. »<sup>296</sup> Par conséquent, toute la législation anti-corruption a été votée sous la pression américaine : « Sans doute vous avez eu entendu de ces « actions prioritaires » concernant l'admission en OTAN. (...) C'est un paquet de mesures dans différents domaines : la protection des enfants, le domaine militaire et l'anticorruption. J'aimerais vous dire que, comme toujours, les Américains étaient des gens très pragmatiques, sont venus et ils nous ont dit : « Ce serait mieux qu'avant l'admission en OTAN vous fassiez les choses suivantes ». Encore une fois, en tant que personnes très pragmatiques, ils nous ont donné une liste avec huit objectifs dans le domaine de la corruption et ils nous ont dit de créer le Parquet National Anticorruption avec les ressources humaines (et logistiques : notre interprétation) nécessaires. »<sup>297</sup>

L'un des phénomènes qui justifient la création de nouvelles institutions pour combattre la corruption a été la corruption « endémique », comme s'en souvient Paul Dumitriu, procureur-star qui a mis en prison plusieurs ministres et hauts procureurs anti-corruption dans la criminalité financière, présentement le dirigeant d'un département interne du DNA.

« J'ai rejoint la magistrature en 1998. À l'époque, c'était une corruption endémique, dit Dumitriu. La Roumanie avait déjà huit ans depuis la Révolution, et nous parlions d'une société

---

<sup>294</sup> « Pana si Adrian Nastase a constatat ca teza de doctorat a lui Ponta contine imperfectiuni », Duminica, 22 Iulie 2012, ora 15:35, Ziare.com, <https://ziare.com/victor-ponta/adrian-nastase/pana-si-adrian-nastase-a-constatat-ca-teza-de-doctorat-a-lui-ponta-contine-imperfectiuni-1180129>

<sup>295</sup> Parchetul National Anticoruptie, plus tard réappelé La Direction Anticorruption (DNA)

<sup>296</sup> « Victor Ponta, entrevue » dans l'émission TV « Marius Tucă Show », 2002

<sup>297</sup> « Victor Ponta, entretien » dans émission TV « Marius Tucă Show », 2002

ouverte, démocratique, avec un système démocratique, avec une économie libre. La justice était pratiquement laissée dans le passé, rouillée, avec une mentalité d'avant 1989. Qu'est-ce qui a donné plus de vigueur au système judiciaire ? Je vais maintenant donner des noms. Je parle de Stoica, le ministre de la Justice, qui, à son tour, a créé l'Institut national de la magistrature, celui qui a permis l'accès au système (Justice) correctement. »<sup>298</sup>

D'où venait cette nécessité de créer l'Institut National de la Magistrature ? Dumitriu nomme deux grands problèmes : la corruption de la procédure de sélection des magistrats et des procureurs et la corruption interne du système judiciaire qui était régi par des lois obsolètes : « Les données que j'avais jusque-là étaient que même l'entrée dans le système judiciaire se faisait après des concours aléatoires et subjectifs, où il y avait de la corruption. Fondamentalement, le mécanisme de corruption dans la justice s'est perpétué, comme dans d'autres segments publics. Grâce à cet Institut National de la Magistrature, 100 jeunes pourraient entrer dans le système chaque année. Être jeune signifie ce qu'était la démocratie. »<sup>299</sup>

Les mesures de transparence implémentées par Monica Macovei pour rétablir la confiance dans la Justice montrent que le système était déjà contaminé par un haut degré de clientélisme de type claniste. Les magistrats ont été obligés de déclarer les membres de la famille qui travaillaient dans le système judiciaire afin d'éviter les conflits d'intérêt et de prévenir la corruption de l'acte de justice. En effet, les médias ont souvent publié des enquêtes portant sur des juges qui étaient, de fait, "juges et partis" en même temps quant aux membres de leurs propres familles. Selon ces déclarations, en 2006, plus de 25% des magistrats avaient certains membres de leurs familles présents dans la majorité des tribunaux en Roumanie. À Iasi, par exemple, le pourcentage était de 53%.<sup>300</sup>

La loi concernant les conflits d'intérêts en Roumanie, depuis 2005, oblige les magistrats à déclarer toute famille proche jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré qui travaillerait dans le système judiciaire. Ceci inclut également la profession de conseiller juridique, même si la personne travaille pour une compagnie privée. Le but est de rendre plus transparent l'acte de justice, et autant que possible,

---

<sup>298</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>299</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>300</sup> MANOLIU Nicolae, « Harta rudelor din Justitia ieseana », Ziarul de Iasi, <http://www.ziaruldeiasi.ro/local/harta-rudelor-din-justitia-ieseana~ni4s9s>, 21/07/2008

d'éviter tout conflit d'intérêt. En 2010, la loi a été invalidée par le Conseil Supérieur de la Magistrature sous le prétexte GDPR.<sup>301</sup>

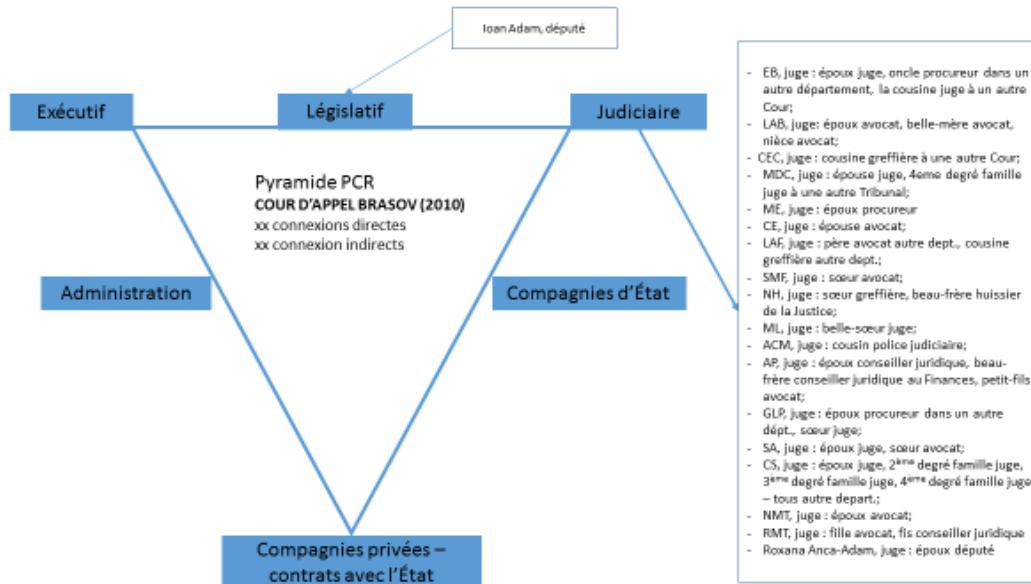


Figure 29. La Cour d'Appel Brasov (centre de Roumanie) avait une haute concentration de relations de famille dans le système judiciaire

Voici la première expérience du procureur : « Je travaillais comme il y a cent ans. Aucune implication n'était voulue, tout était contrôlé par le paradigme statistique : combien de cas. Ce qui a été plus douloureux, depuis les premières semaines en tant que procureur, j'ai dû faire face à la corruption du système. En fait, on m'a offert de l'argent pour ne pas compléter la procédure judiciaire (avancer les conclusions) que j'aurais dû mettre dans un cas trivial de vol de yaourt. C'était choquant ! Il est choquant de voir comment ce système fonctionne. Mais je n'étais pas seul. Je vous ai dit que chaque année, des générations de jeunes venaient me voir et, comme moi, de

<sup>301</sup> Loi Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32016R0679>

nombreux collègues commençaient à changer ... mais la corruption persistait car il n'y avait pas de mécanismes judiciaires pour lutter contre la corruption. La législation était dépassée. »<sup>302</sup>

À cause de cela, la transformation de la Justice nécessitait beaucoup d'efforts. Victor Ponta, qui a fait partie du Gouvernement socialiste du Cabinet Adrian Năstase au pouvoir entre 2000 et 2004, a mis en avant les autres demandes imposées, selon ses propres déclarations, par les alliées, une véritable « liste de tâches américaines ». V. Ponta se rappelle une loi concernant la déclaration du patrimoine : « (...) Ils voulaient que soient ratifiées la Convention Civile et la Convention Pénale contre la Corruption du Conseil de l'Europe. Nous les avons ratifiées. Ils voulaient que soient ratifiée la Convention des Nations Unies concernant le crime organisé. Un projet de loi a été présenté par le Gouvernement au Parlement. Ils voulaient que soient publiés et discutés les Codes éthiques des magistrats et des fonctionnaires publics. Le Conseil de la Magistrature l'a fait. Le ministère de l'Administration a été chargé de réaliser ce Code en quelques mois. La finalisation du Code de la procédure Pénale et du respect des droits fondamentaux... a été adopté par le Gouvernement et envoyé au Parlement. »<sup>303</sup>

Quand on lui a demandé pour quelles raisons cette nouvelle institution avait été créée, Victor Ponta s'est vu obligé de reconnaître l'existence de la corruption, notamment de la haute corruption : « Parce qu'une telle institution, avec une spécialisation beaucoup plus grande et des pouvoirs beaucoup plus importants, était nécessaire pour tenter de combattre ce que nous appelons le phénomène de la corruption. Pour être très clair de ne pas l'éradiquer, je n'aime pas le mot. Deuxièmement, comme je l'ai déjà dit, nous créons une institution qui ne doit pas nécessairement être un monstre totalement indépendant. Ils doivent avoir certains points de repère sur lesquels faire rapport. »<sup>304</sup>

Deux institutions issues de cette « pression américaine et européenne » sont devenues fondamentales dans la réalisation de la Justice en Roumanie : le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) et la Direction Nationales Anticorruption (DNA).

Le rôle du Conseil est de gérer les affaires de la Justice : la formation et le développement de la carrière des juges et des magistrats, la mise au point avec le Ministère de la Justice pour la logistique nécessaire dans les tribunaux et le déclenchement d'une première instance de contrôle –

---

<sup>302</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>303</sup> « Victor Ponta, entrevue » dans l'émission TV « Marius Tucă Show », 2002

<sup>304</sup> « Victor Ponta, entrevue » dans l'émission TV « Marius Tucă Show », 2002

rôle de sanction – dans les cas des dossiers concernant des violations de normes d’application de la loi.

La Direction Nationale Anticorruption (DNA) est très importante dans la structure de la Justice roumaine parce que son but est de « toucher » les « intouchables » : les politiques et les hommes d’affaires liés à la source de pouvoir. Pendant les années 2007 - 2016, la DNA a enregistré une statistique impressionnante : le pourcentage de condamnations est de plus de 85%. Parmi les puissants du moment qui ont été condamnés, on compte notamment l’ancien Premier-ministre Adrian Năstase, ainsi qu’une dizaine de ministres.

Les événements qui se sont déroulés après la création de ces deux institutions sont révélateurs de la société roumaine. Nous allons revenir sur la « performance » exceptionnelle de la DNA, mais auparavant nous nous posons la question : la création de quelques institutions a-t-elle été suffisante pour combattre le phénomène de la corruption ?

L’honorable Daniel Eppinger, juge allemand, responsable de la direction des systèmes pénitentiaires du land Baden – Wurtemberg, pense assurément que non. Pour combattre la corruption à long terme, il faut suivre une stratégie composée de trois mesures qui, selon lui, sont parmi les plus appropriées qu’un État devrait prendre pour lutter contre elle : la prévention, la stabilisation et la sanction – pour une lutte efficace contre la corruption. Dans la prévention, le juge Eppinger inclut l’éducation dans la famille.

Dans le cas de la Roumanie, les élites politiques ont créé des politiques publiques seulement pour le dernier type d’action pour combattre la corruption : la sanction. Les mesures pour aider la police, les procureurs et les juges, afin qu’ils exercent correctement leur profession et puissent mener à bien leur mission, ont été dispersées et contrecarrées.

« Dans ma compréhension de l’État, explique D. Eppinger, qui est façonnée par l’éducation démocratique occidentale et ma profession de juge, le pouvoir judiciaire en tant que troisième pouvoir de l’État détient le contrôle inconditionnel, indépendant et absolu de l’état de droit sur l’exécutif et le législatif. Si leur travail est compromis - par exemple, par des nominations arbitraires ou un personnel ciblé en sous-effectif des structures administratives du pouvoir judiciaire - ce contrôle ne peut plus avoir lieu. En conséquence, il devient également plus facile

pour les politiciens qui détiennent une charge publique de créer des réseaux de corruption correspondant à leur propre avantage ou pour la mise en œuvre d'objectifs idéologiques. »<sup>305</sup>

Le juge allemand considère les choses ainsi : « Si l'état de droit est aboli de cette manière, alors seuls les mécanismes de contrôle public existent sous la forme d'une opposition extra-étatique organisée via les médias modernes ou la presse libre. Cependant, la mise en œuvre effective des conséquences nécessaires dans les affaires de corruption n'est plus garantie. De mon point de vue, nous pouvons nous considérer comme une chance en Allemagne que la grande majorité des politiciens organisés en partis démocratique, apprécient certainement la valeur de l'état de droit et soient prêts à la protéger en conséquence. »<sup>306</sup>

Comment explique-t-il la corruption ? « C'est une question difficile et à laquelle on ne peut certainement jamais entièrement répondre. En tant que juge, à qui le poste qui lui est confié en conformité totale avec la neutralité de la loi, d'un point de vue philosophique et social, j'ai toujours été préoccupé par la question centrale, à mon avis, pourquoi cela devient un comportement corrompu, et corrompu même par des fonctionnaires. »<sup>307</sup>

Selon le Juge Eppinger, l'opinion générale est que seuls les membres les plus faibles de la société s'impliquent dans des cas de corruption; mais, dans les faits, ce n'est pas le cas : « C'est précisément en cas d'abus de pouvoir de la part de charges publiques ou d'entreprises commerciales actives au niveau mondial ». <sup>308</sup> Selon lui, la corruption dans les entreprises et l'État devrait probablement être considérée comme « une expression de la nature humaine, pour obtenir tous les avantages imaginables - même aux dépens de la communauté - si une autorité de surveillance n'existe pas ou si l'on peut supposer que le comportement corrompu restera caché. »<sup>309</sup>

Le juge allemand considère qu'une vraie politique publique visant à combattre la corruption devrait avoir des objectifs à long terme et respecter une segmentation en trois étapes : « Dans ce contexte, je vois trois approches - à savoir la prévention, la stabilisation et la sanction - pour une lutte efficace contre la corruption. Il s'agit avant tout d'une approche préventive à long

---

<sup>305</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>306</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>307</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>308</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>309</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019



terme, dans laquelle la valeur de la confiance dans l'État de droit et l'égalité de traitement de l'État est déjà véhiculée par l'enseignement scolaire, formant ainsi une majorité moralement résistante. Bien sûr, il serait également important d'avoir une éducation cohérente à la maison, bien qu'il y ait peu de choses qui puissent être influencées par l'État. »<sup>310</sup>

La deuxième étape est selon lui la suivante : « des mesures de stabilisation nécessitent une administration et un système judiciaire correctement payés et dotés d'un personnel suffisant. Des organes de contrôle doivent être mis en place ainsi que des exigences formelles et l'action gouvernementale doit être transparente. Cela signifie également que des précautions doivent être prises lors de la sélection des chefs auxquels sont confiés les bureaux de l'État. L'histoire de l'Allemagne en particulier montre que par le passé, cela n'a pratiquement pas été mis en œuvre en cas d'échec dans les tentatives d'établir des structures démocratiques et constitutionnelles. Par exemple, après la chute de la monarchie en Allemagne après la Première Guerre mondiale en 1919, l'appareil administratif loyal à l'empereur ainsi que fidèle au pouvoir judiciaire est resté largement inchangé. De cette façon, ces forces anti-démocratiques ont réussi à déstabiliser de l'intérieur la jeune démocratie allemande d'alors. »<sup>311</sup>

Daniel Eppinger s'interroge aussi : « Peut-être aussi que sur la base de cette expérience, les Alliés après la fin de la Seconde Guerre mondiale ont mis en œuvre un nettoyage fondamental de l'appareil d'État fédéral des structures fascistes dans le cadre des ressources humaines encore existantes de la République fédérale d'Allemagne. Même après la fin de la République démocratique allemande (RDA), le travail de la magistrature de la RDA a été vérifié pendant plusieurs années dans de petits travaux, pour la plupart laborieux, sur la base de détails individuels. »<sup>312</sup>

« Prévention, stabilisation et sanction » – les trois étapes pour créer une Justice réelle et fonctionnelle selon le juge allemand. Donc, le troisième pilier de la lutte contre la corruption est bien sûr un appareil de sanctions étatique fonctionnel, sous la forme d'un système de justice pénale indépendant. Les procureurs sont susceptibles de jouer un rôle central à cet égard. En particulier,

---

<sup>310</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>311</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>312</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

la création de parquets centraux, qui s'occupent de la lutte contre la corruption dans l'État et l'économie et sont bien dotés en personnel, serait très avantageuse pour moi. »<sup>313</sup>

Quelles ont donc été, dans le cas roumain, les mesures législatives capitales dans la transformation de la Justice et la lutte contre la corruption ?

On observe que la triade Prévention, Stabilisation et Sanction de D. Eppinger et la liste des tâches préconisées par les Américains se superposent.

La prévention est assurée par la transparence dans la vie politique (mesures législatives concernant le droit d'accès à l'information, la publication de déclarations de patrimoine et d'intérêts).

La stabilité est construite par l'augmentation considérable des salaires et des pensions des magistrats, mais aussi par la création de nouvelles institutions pour gérer la carrière des magistrats sans l'intervention du politique (le Conseil National des Magistrats, l'Institut National des Magistrats) et pour surveiller les déclarations de patrimoine (Agence Nationale d'Intégrité).

Du côté des sanctions, une autre mesure a été prise : la « rénovation » institutionnelle du Parquet National Anticorruption, fortement politisé et inefficace, avec la création de la Direction Nationale Anticorruption, la plus performante institution de la Justice roumaine, qui a influencé même les résultats des élections.

Du même côté des sanctions, on compte quelques mesures législatives qui ont été prises pour lutter contre la corruption :

4. DÉCISION n°473 du 17 septembre 1993 sur la déclaration de patrimoine des fonctionnaires au sein des autorités du gouvernement exécutif
1. LOI n°115 du 16 octobre 1996 relative à la déclaration et au contrôle du patrimoine des dignitaires, des magistrats, des fonctionnaires et des agents de l'État de personnes occupant des postes de direction
1. LOI n° 78 du 8 mai 2000 sur la prévention, la détection et la sanction des délits de corruption

---

<sup>313</sup> EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019

1. LOI n°161 du 19 avril 2003 sur les mesures visant à garantir la transparence dans l'exercice de la fonction publique, des fonctions publiques et de l'activité économique dans l'environnement des affaires, prévention et sanction de la corruption
1. ORDONNANCE D'URGENCE n°14 du 3 mars 2005 relative à la modification des formulaires de déclaration de patrimoine et de déclaration de intérêts

Bref, en assurant la transparence du patrimoine des gérants politiques, judiciaires et administratifs, on assure la prévention des conflits d'intérêt et de la corruption. Au moment où l'acte de corruption est découvert, des mesures législatives et des institutions spécialisées permettent de sanctionner ceux qui sont impliqués.

Selon notre hypothèse de recherche, les élites politiques roumaines ont réalisé ces réformes plutôt pour des raisons d'opportunité et d'opportunisme. Dès lors qu'elle rapportait à court terme au parti « réformiste » un gain politique ou un « dommage » à leurs opposants, la « réforme » était poussée au Parlement.

Un indicateur concernant l'opportunisme de la réforme de la Justice réside dans la date à laquelle certaines des mesures ci-dessous ont été prises par le Parlement. Trois des cinq mesures législatives (LOI n°115 du 16 octobre 1996, LOI n° 78 du 8 mai 2000 et LOI n°161 du 19 avril 2003) ont été publiés avant les élections pour « gêner » les adversaires politiques qui étaient crédités de la victoire dans les sondages (1996 et 2000). La mesure législative d'avril 2003 a été forcée par l'UE dans le processus d'élargissement et elle a été acceptée par le régime Năstase en toute sérénité parce que le Parti contrôlait la Justice avec une main de fer, comme le montre la fuite des sténogrammes du parti dirigé par Năstase (voir la section suivante).

Dans de nombreuses situations, des mesures de réforme de la Justice ont été prises seulement sur « le papier », sans jamais être mises en application ; dans d'autres cas, les mesures implémentées ont été mal conçues, avec l'intention, dès le début, de simuler simplement une action pour répondre à la demande de l'UE et des États-Unis.

C'est le cas par exemple de la Loi concernant la Déclaration du Patrimoine et de la Loi concernant les faits de corruption, surtout politique. Après la chute de la dictature, on remarque en apparence une préoccupation sincère en marge du contrôle d'actes de gouvernance en 1993, à quelques années de distance du coup d'État de 1989. La Décision 473 du septembre 1993 concernant « la déclaration de patrimoine des fonctionnaires au sein des autorités du pouvoir

exécutif » est la première réponse aux attentes pour limiter la corruption. Mais, la bonne intention s'écroule avec l'Article 5, alinéa 3, qui met au secret toutes les Déclarations de Patrimoine.

On relève, de façon très significative, parmi les signataires de la Décision 473 du septembre 1993, l'ancien Premier-ministre Văcăroiu, l'ancien Ministre de l'Administration Octav Cozmâncă qui a fortement politisé le service public, Viorel Hrebenciuc, secrétaire général du Cabinet et la « tête » du groupe appelé « Mafia de Bacău ». Ce dernier a fini par être condamné après des années de corruption à travers le même dossier que celui concernant son fils, lecteur universitaire à l'Académie des Sciences Économiques de Bucarest.

Trois années plus tard, les élites politiques prennent, pour la deuxième fois, des mesures simulant la transparence avec la Loi 115 de 1996. La disposition de l'Article 5 alinéa 3 de la Décision 437 est maintenue sans changement : « La Déclaration du Patrimoine est confidentielle et ne peut être consultée que dans les conditions et les cas prévus par la loi ».

Plus élaborée que la Décision 437 de 1993, la Loi 115 de 1996, qui a été adoptée sous la signature du Président de la Chambre des Députés, Adrian Năstase, est la preuve que les élites politiques roumaines ont fait la réforme plutôt par des raisons d'opportunité et d'opportunisme. Modifiée et complétée plusieurs fois par la Loi 161/2003, la Déclaration du Patrimoine, a un effet très important sur la lutte contre la corruption seulement en 2005, après une nouvelle modification radicale faite par le ministre de la Justice, Monica Macovei.

La lutte contre la corruption, en Roumanie, est étroitement liée à la volonté politique. De nombreuses mesures, qui auraient dû être prises durant le mandat du Premier Ministre Adrian Năstase, sont restées sur le papier. La Loi 78/2000, qui est un des piliers de la lutte contre la corruption, a été peu ou mal utilisée contre les Patrons et les Clients de la haute corruption durant son mandat. La même législation, mise en œuvre par des procureurs et des juges libérés de la « tutelle » politique, a eu des conséquences remarquables : Adrian Năstase lui-même et plusieurs grands noms de la politique ont été mis en prison pour faits de corruption.

On mesure le succès, ou le fiasco, de la lutte contre la haute corruption par le degré d'activité des institutions créées à cet effet, notamment la Direction Nationale Anticorruption (DNA). Dans ce cas, le bilan de la DNA est impressionnant : 6.325 fonctionnaires publics et dignitaires ont été condamnés à la suite de poursuites pénales initiées par les procureurs anti-corruption. Depuis septembre 2002, et jusqu'à la fin de 2016, le PNA/DNA a estimé le préjudice total cumulé à plus de 4 milliards d'euros.

Les données agrégées des Rapports annuels d'activité de la DNA nous donnent une idée de l'étendue endémique de la corruption et du clientélisme. Les procureurs ont envoyé devant les juges de hauts responsables – anciens Premiers Ministres, députés, oligarques et dirigeants des entreprises d'État – en bref, la “crème” du réseau des Grands Patrons.

| Année | Inculpations<br>(rechizitorii) | Poursuivis (inculpati) | Condamnés | Préjudice estimé (MIL<br>EUR) |
|-------|--------------------------------|------------------------|-----------|-------------------------------|
| 2003  | 146                            | 548                    | 22        | 78                            |
| 2004  | 169                            | 451                    | 414       | 500*                          |
| 2005  | 111                            | 777                    | 161       | 46                            |
| 2006  | 127                            | 360                    | 155       | 60                            |
| 2007  | 167                            | 415                    | 109       | 115                           |
| 2008  | 163                            | 683                    | 97        | 384                           |
| 2009  | 168                            | 552                    | 131       | 200                           |
| 2010  | 220                            | 937                    | 154       | 210                           |
| 2011  | 233                            | 1.091                  | 298       | 351                           |
| 2012  | 234                            | 828                    | 743       | 330                           |
| 2013  | 270                            | 1.073                  | 1.051     | 340                           |
| 2014  | 317                            | 1.167                  | 1.138     | 310                           |
| 2015  | 357                            | 1.258                  | 973       | 493                           |
| 2016  | 403                            | 1.270                  | 879       | 667                           |
| Total | 3.085                          | 11.410                 | 6.325     | 4.084 MLD                     |

Tableau 7. Bilan de l'activité du PNA - DNA entre 2002 et 2016. Données agrégées par M. Drăghici

Avant 2005, aucun Grand Patron n'a été poursuivi en Justice pour des faits de corruption. C'est seulement après 2005, avec le nouveau pouvoir politique et la transformation du PNA en DNA, qu'on peut parler d'une véritable lutte contre la corruption. La période de septembre 2002 à décembre 2004 s'est passée sous le régime illibéral d'Adrian Năstase.

Même entre 1990 et 2002, la Justice roumaine s'est occupée seulement de petits vols, tel le « cas du yaourt » du procureur Dumitriu. Malgré une avalanche d'informations sur les infractions dans le domaine des privatisations réalisées dans les années 1990 – 2000, aucun pouvoir politique n'a pris les mesures politiques nécessaires pour donner l'impulsion à l'indépendance de la Justice. Quelques grands dossiers démarrés entre 1997 et 1999 ont été rapidement étouffés par le réseau d'influence politique dans le système de la Justice.

Tous les Ministres de la Justice, nommés après Macovei, ont soit détruit, soit bloqué l'avancement de la lutte contre la corruption. La preuve se trouve dans le rapport annuel d'activité

du Parquet National Anticorruption fondé en septembre 2002 par le régime illibéral d'Adrian Năstase sous la pression des Américains et de l'UE : « Si jusqu'en septembre 2002, date de la création du P.N.A., les tribunaux étaient saisis d'affaires concernant principalement la petite corruption, aujourd'hui la situation a radicalement changé, les procureurs concentrant leurs efforts sur la moyenne et la grande corruption. »<sup>314</sup>

La situation change complètement après 2005, après que le Président Bănescu a nommé Monica Macovei ministre de la Justice. Celle-ci a donné à la DNA les ressources et la liberté nécessaires pour s'attaquer à la grande corruption. Dans les évaluations de l'UE, les rapporteurs ont remarqué que depuis 2005, date de sa création, et jusqu'en 2012, la DNA a atteint un taux record avec plus de 93% de condamnations<sup>315</sup>. Ce pourcentage montre, à notre avis, à quel point les corrompus ne craignaient plus de violer la loi.

La valeur des fraudes estimées par la DNA dans les actes de poursuites augmente chaque année, en même temps que le nombre des inculpations. Si le PNA avait obtenu 22 condamnations en 2003 et 414 en 2004 – il s'agissait, en majorité, de « petits poissons » et non pas de « requins » - entre 2013 et 2015, plus de 1.000 personnes, surtout des PPEs, ont été condamnées.

Une corrélation révélatrice réside dans la croissance continue de la valeur du préjudice. En 2004, le PNA - la version politiquement contrôlée de l'anticorruption - estimait cette valeur entre 240 et 500 millions d'euros.<sup>316</sup> En revanche, cette estimation n'a pas été identifiée par l'auteur dans les actes de poursuites des procureurs.

Depuis 2005, la DNA – la version indépendante de la lutte contre la corruption – donne le montant du préjudice dans chaque acte d'inculpation, donc une « valeur précise ». Et ce montant, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, est multiplié par 14,5 entre 2005 et 2016 : de 46 millions d'euros (2005), il passe à 667 millions d'euro (2016).

---

<sup>314</sup> Source : Rapport d'activité (PNA), 2003, p. 1

<sup>315</sup> Bilan DNA 2005 – 2012, pna.ro

<sup>316</sup> Page 22 du Rapport d'activité du PNA pendant l'année 2004 et 1 page du même Rapport 2004

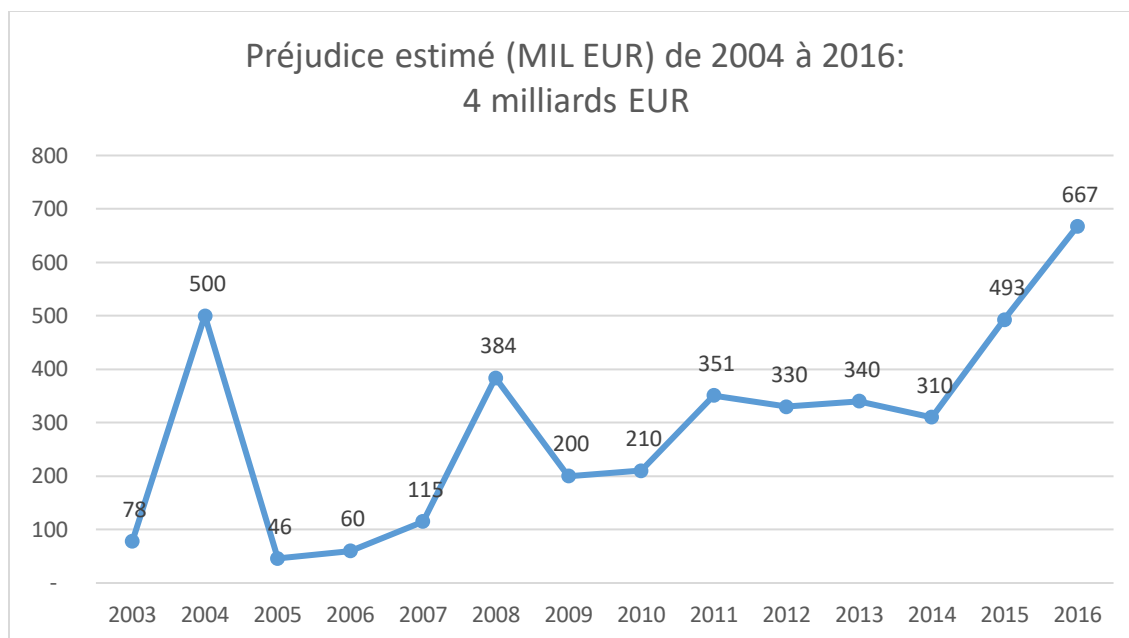


Figure 30. La valeur de 500 MIL EUR (année électorale 2004) est une estimation PNA, surtout de nature politique, non-confirmée

La transparence institutionnelle nous a permis de tirer quatre conclusions essentielles :

1. La valeur moyenne de préjudice dans les dossiers de corruption qui impliquent les élites politiques et administratives de la Roumanie post-communistes est de 1,2 millions d'euros.
2. La valeur moyenne d'un pot de vin dans les grandes affaires de corruption s'établit entre 120,000 et 360,000 euros.
3. L'étendue moyenne des réseaux de clientélisme ou de corruption, c'est à dire le nombre moyen de Clients par Patron est égal à 3,8 Clients.
4. L'activité de la DNA a été freinée de façon importante par les politiques à partir de 2014.

La valeur moyenne de préjudice dans les dossiers de corruption qui impliquent les élites politiques et administratives de la Roumanie post-communiste est de 1,2 million d'euros.

Le calcul a été fait en divisant le montant de la fraude publié par la DNA dans les actes d'inculpation par le nombre des inculpés.

Cette valeur a une marge d'estimation importante à cause de la lenteur du procès en Justice et à la suite d'ajustements faits par les juges dans la décision finale. Par exemple, en

conformité avec la procédure, DNA annonce au débout du dossier un préjudice d'une valeur d'estimée à disons 100 millions d'Euros en 2006 : ça se trouve dans l'acte d'accusation.

Les procédures judiciaires sont très longues, parfois ont été achevées après neuf années, d'autres après trois années. Étant donné le taux de succès de 93% de la DNA – c'est-à-dire que sur 100 actes d'accusations, 93 se sont soldés par des condamnations - la moyenne des préjudices relevés entre les années 2003 et 2016 s'établit à 1,2 millions d'euros. Conformément au tableau ci-dessous, les 4 milliards de dollars en préjudice ont été volés par 6.325 condamnés, dont le résultat de la moyenne de 1,2 millions d'euro par condamné.

| Année | Inculpations (rechizitorii) | Poursuivis (inculpati) | Condamnés | Préjudice estimé (MIL EUR) | Moyenne inculpations par dossier | Moyenne valeur préjudice / dossier |
|-------|-----------------------------|------------------------|-----------|----------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| 2003  | 146                         | 548                    | 22        | 78                         | 3,8                              | 3,55                               |
| 2004  | 169                         | 451                    | 414       | 500                        | 2,7                              | 1,21                               |
| 2005  | 111                         | 777                    | 161       | 46                         | 7,0                              | 0,29                               |
| 2006  | 127                         | 360                    | 155       | 60                         | 2,8                              | 0,39                               |
| 2007  | 167                         | 415                    | 109       | 115                        | 2,5                              | 1,06                               |
| 2008  | 163                         | 683                    | 97        | 384                        | 4,2                              | 3,96                               |
| 2009  | 168                         | 552                    | 131       | 200                        | 3,3                              | 1,53                               |
| 2010  | 220                         | 937                    | 154       | 210                        | 4,3                              | 1,36                               |
| 2011  | 233                         | 1.091                  | 298       | 351                        | 4,7                              | 1,18                               |
| 2012  | 234                         | 828                    | 743       | 330                        | 3,5                              | 0,44                               |
| 2013  | 270                         | 1.073                  | 1.051     | 340                        | 4,0                              | 0,32                               |
| 2014  | 317                         | 1.167                  | 1.138     | 310                        | 3,7                              | 0,27                               |
| 2015  | 357                         | 1.258                  | 973       | 493                        | 3,5                              | 0,51                               |
| 2016  | 403                         | 1.270                  | 879       | 667                        | 3,2                              | 0,76                               |
|       |                             |                        |           |                            | avg 3.8 clients                  | avg 1.2 mil Euro per cnd.          |
| 3.085 |                             | 11.410                 | 6.325     | 4.084                      |                                  |                                    |

Tableau 8. Calculs établis par M. Drăghici en utilisant les Rapports du DNA de 2003 -2020

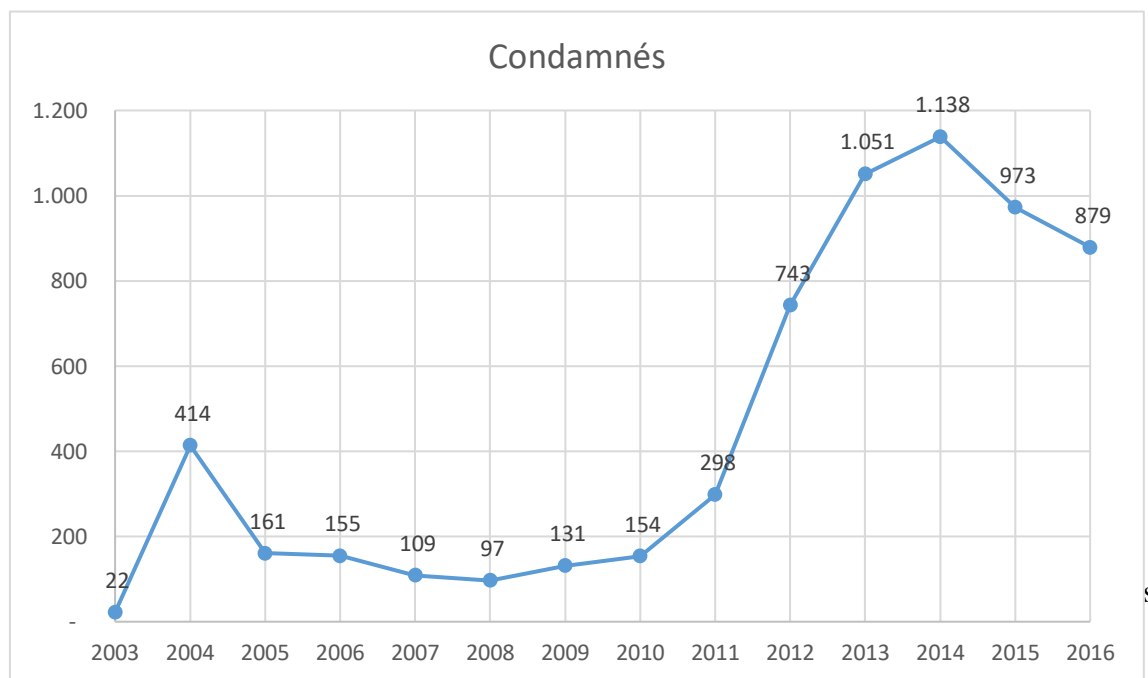
Deuxième conclusion importante : la valeur moyenne du pot-vin se situe entre 120,000 et 360,000 euros. Selon les enregistrements des procureurs à l'appui de plusieurs dossiers de corruption (par exemple, celui du maire libéral Chiliman), il y a une coutume parmi les Grands Patrons, les Patrons et leurs Clients en ce qui concerne la valeur du pot-de-vin, située entre 10 et 30%. Le pourcentage est calculé selon certaines conditions particulières (haut – risque ou non,



degré de confiance entre les acteurs dans la relation de corruption). Étant donné que la valeur moyenne d'un préjudice est de 1,2 millions d'euros, nous avons simplement extrait la valeur moyenne des pots de vin à partir du pourcentage afférent : 10% (120,000 euros) et 30% (360,000 euros).<sup>317</sup>

Les enquêtes montrent le réseau clientéliste qui est utilisé pour dévaliser l'État. Les Patrons et leurs Clients – parfois certains membres de leur famille – sont mis en prison. Les Patrons et leurs pots-de-vin ont créé un préjudice moyen de 1,2 millions d'euros par condamné, dont plus de 100 millions d'euros volés sur le budget de l'UE seulement en 2012<sup>318</sup>. Les Patrons et leurs Clients font partie des élites politiques ont été mises en prison, malgré leur immunité parlementaire et leurs manœuvres pour affaiblir la loi, grâce aux seuls efforts de l'Union Européenne.

Troisième conclusion : un Patron impliqué dans une affaire de corruption a besoin, en moyenne, de 3,8 Clients pour réaliser la fraude. Cette moyenne a été réalisée en divisant le nombre d'inculpés par l'acte de poursuite. De 2002 à 2016, nous avons compté 3.085 dossiers de poursuite et 11.410 inculpations.



<sup>317</sup> La clarification concernant la valeur du préjudice et la valeur du-pot-du-vin est survenue d'après une discussion avec le journaliste d'enquête et rédacteur en chef, Dan Tăpălagă, [https://ro.wikipedia.org/wiki/Dan\\_T%C4%83p%C4%83lag%C4%83](https://ro.wikipedia.org/wiki/Dan_T%C4%83p%C4%83lag%C4%83)

<sup>318</sup> Rapport d'activité DNA sur 2012, page 16

Quatrième conclusion, relative à l'analyse de l'attaque des corrompus contre la démocratie et révélée par l'image de l'« hippocampe DNA » (voir ci-dessus) : le nombre immense de condamnés - 6.325 personnes - toutes membres des élites politiques et administratives. Après des années d'immunité presque absolue, les Grands Patrons ont vu leur liberté menacée, leurs empires mis en danger. Ils ont alors déclenché une attaque pour détruire la DNA. Comme l'avait résumé le premier procureur indépendant à la tête de la DNA, Daniel Morar : « Les mécanismes contrôlés politiquement pour promouvoir les juges et les procureurs tuent dans l'œuf les enquêtes gênantes. Si quelqu'un se montrait trop zélé, il était facilement mis à l'écart. »<sup>319</sup>

---

<sup>319</sup> TĂPĂLAGĂ Dan « In dialog cu Daniel Morar. Pretul adevarului. Un procuror in lupta cu sistemul », Editura Humanitas, 2011, page. 10



## Section 2

### La Justice sous l'assaut des politiques

En 1995, seulement cinq ans après le changement de régime, la fortune des « nouveaux et anciens riches » était tellement visible au niveau social qu'elle éveilla le ressentiment d'une population qui s'estimait flouée par la richesse construite sur la corruption, le clientélisme et le sentiment de l'impunité devant la loi. Plus tard, ces mêmes personnes ont fait l'objet de poursuites de la part du DNA.

La phrase clé de la Constitution roumaine, « Personne n'est au-dessus de la Loi » est devenue une mention dépourvue de toute réalité. Le sentiment d'impunité et d'injustice avait atteint un tel sommet que Iosif Boda a vivement critiqué son parti politique et ses dirigeants. Iosif Boda était une figure importante et influente du Parti des anciens communistes, ambassadeur et diplomate, conseiller présidentiel et proche d'Ion Iliescu, Président de la Roumanie. Dans ses apparitions télévisées et dans son livre, Boda dénonce la corruption : « En 1993, (...) j'ai découvert que l'Opposition avait trouvé une nouvelle direction d'action contre le Pouvoir, avec pour cible explicite la tête du Pouvoir : Ion Iliescu était transformé en une cible des attaques concernant la corruption »<sup>320</sup>. Boda écrit qu'il avait conseillé au Président Iliescu d'attaquer le phénomène de la corruption et non l'Opposition, parce qu'il jugeait seule la première réelle. Selon lui, malgré sa réputation impeccable d'homme politique « pauvre et honnête », le Président Iliescu a été accablé par les « corrompus autour de lui »<sup>321</sup>. Malgré sa volonté de combattre la corruption, Boda indique qu'Ion Iliescu semblait se trouver prisonnier d'une élite rapace qui contrôlait l'administration.

Le phénomène est expliqué par M. Weber, repris par U. Delchen dans l'analyse des élites et des changements de régimes politiques, comme une inertie institutionnelle : « L'appareil bureaucratique continue à travailler pour les forces révolutionnaires parvenues au pouvoir ou pour l'occupant ennemi, toute comme il le faisait pour le gouvernement légitime précédent. Seuls, les sommets de la hiérarchie sont remplacés dans l'intérêt de tous, y compris de l'ennemi lui-même. Cela s'applique également, toutes proportions gardées, aux mutations politiques de 1989 en Europe de l'Est où les administrations centrales, y compris les services publics, doivent continuer

---

<sup>320</sup> BODA, Iosif, Cinci ani la Cotroceni, Editura Evenimentul Romanesc, Bucuresti, 1999, pag. 25

<sup>321</sup> BODA, Iosif, Cinci ani la Cotroceni, Editura Evenimentul Romanesc, Bucuresti, 1999, pag. 25

à fonctionner sous peine de mettre en danger l'ensemble de l'infrastructure socio-économique. »

322

En effet, comme le prouvent les mémoires de Boda, le Parti Communiste totalitaire vivait et continuait à gérer l'intégralité du système bureaucratique de l'Etat. Boda confirme l'adaptation et la transformation des élites en nouvelle catégorie : des « communistes convertis (...) et des camarades »<sup>323</sup>, proches du Président Iliescu. Boda dresse une longue liste des membres et des personnes à la tête de la politique dont il déclare : « Je ne pouvais pas m'empêcher de voir qu'il était plus généreux avec les gens qui lui causaient le plus de problèmes. »<sup>324</sup>

Les raisons pour lesquelles ces gens ont été soit gardés, soit propulsés dans la fonction publique sont, sans doute, nombreuses. Cependant, toute administration après le changement d'un régime se trouve confrontée au manque de personnel spécialisé. « Si, après 1945, la fonction publique en Allemagne de l'est a été emportée par un mouvement révolutionnaire, un système uniforme de relations du travail a été mis en place, abolissant toute différence entre les fonctionnaires publics (y compris les cadres du Parti communiste) et « les paysans travailleurs ». La notion d'exécution neutre du service, concept essentiel d'Etat de droit, était étrangère au régime communiste, pour qui le loyalisme à l'égard du Parti et l'adhésion explicite à la cause « des masses » étaient les impératifs fondamentaux. C'est pourquoi, il semblait surhumain de rééduquer et d'intégrer une partie des 1,8 millions de fonctionnaires d'État. L'ancienne nomenclature, les collaborateurs de la police secrète (STASI) et les criminels contre l'humanité furent révoqués.<sup>325</sup>

Le cas de l'Allemagne de l'est montre que « la faible ampleur des épurations n'est pas imputable à la seule absence de volonté politique. Elle se justifie par la difficulté de recruter rapidement un personnel politique compétent. (...) Comme l'a révélé Graham Wilson, le potentiel d'autoadaptation des bureaucrates est surprenant, leur priorité n'étant pas de faire la politique, mais de gagner leur vie. »<sup>326</sup>

---

<sup>322</sup> ULRICH Derlien H. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.66

<sup>323</sup> ULRICH – Derlien H. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.73

<sup>324</sup> BODA, Iosif, Cinci ani la Cotroceni, Editura Evenimentul Romanesc, Bucuresti, 1999, pag. 34

<sup>325</sup> ULRICH – Derlien H. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.70

<sup>326</sup> ULRICH Derlien H. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.66

Même au niveau de la magistrature, le manque de personnel pour maintenir le bon fonctionnement d'un pouvoir d'État s'est fait sentir. Seuls les juges les plus abusifs dans leurs comportements ont été mis à l'écart. En Allemagne, dans l'ex Allemagne de l'Est, par exemple, « au niveau des Lander, le secteur le plus sensible, hormis les écoles et les universités, reste celui du pouvoir judiciaire. Parmi les juges et les avocats qui avaient contribué à la stabilisation de l'ancien régime en rendant des jugements politisés et en appliquant le système de la « loi téléphonique » seuls 75% ont essayé de poursuivre leur carrière. Ils ont dû passer devant des commissions d'enquête mises en place par le Parlement de RDA en juillet 1990, institution pérennisée depuis par les Lander. En l'absence de toute étude statistique, on peut néanmoins estimer que les deux tiers des postulants sont acceptés avec mise à épreuve. Lorsque les anciennes structures sont expurgées et / ou des nouvelles institutions sont mises en place après de changement radicaux, les réserves d'élites sont évidemment limités. »<sup>327</sup>

Comme nous l'avons démontré dans la Section 1 de ce chapitre, la DNA avait un taux de succès de plus de 90% dans ses dossiers de corruption. Pour les élites politiques et administratives, une fois qu'elles étaient inculpées par la DNA, c'était l'équivalent de la condamnation pénale qui les attendait. Ceux qui avaient « touché » leurs 1,2 millions d'euros de pot de vin moyen se sentaient en danger. En effet, ils risquaient d'être mis en accusation pour des faits de corruption assez anciens, alors que leur parti était au pouvoir. Certains de ceux qui se trouvaient au pouvoir voulaient alors « récupérer » et faire « profiter » leur investissement électoral. Les magistrats étaient également poursuivis pour des faits de corruption et au moins 25% du système faisait partie de la famille.

Cette situation a constitué la base des premières attaques contre la DNA. Une fois que les politiques ont perdu le contrôle des procureurs obéissants et des juges « amicaux », il se sont déchainés contre la DNA et contre les lois qui donnaient aux procureurs le droit de les poursuivre. Certains magistrats se sont ralliés à leur cause. Sans leur aide essentielle, celle des membres corrompus du système judiciaire, cette attaque aurait été très difficile à mener. Ceux-là se sont sentis menacés, par l'activité de la DNA d'une part, par les Commissions disciplinaires du Conseil National de la Magistrature d'autre part.

---

<sup>327</sup> ULRICH – Derlien H. en Suleiman E., Mendras H, Le recrutement des élites en Europe, Éditions La Découverte, 1999, p.71

Cette institution, créée à la demande de l'UE, a géré et gère toujours l'intégralité de la vie professionnelle des juges et des procureurs, y compris l'aspect disciplinaire. Les Commissions pour les Juges et pour les Procureurs ou encore l'Inspection Judiciaire ont le droit de les exclure de la magistrature et d'envoyer leur dossier plus haut dans la chaîne judiciaire afin d'entamer des poursuites pénales.

Selon les statistiques officielles, plus de 88 magistrats, juges et procureurs, ont été condamnés depuis la création de la DNA<sup>328</sup> et des centaines de plaintes ont été transmises à l'attention du CSM et de l'Inspection Judiciaire.

Dans les années 2014 – 2015, années de « gloire » de la DNA, les condamnations pénales pour corruption représentent les situations les plus graves dans lesquelles les juges et les procureurs ont été impliqués. En 2014, 20 magistrats ont été définitivement condamnés, dont 7 juges et 13 procureurs. Au cours des huit premiers mois de 2015, les tribunaux ont prononcé des sentences définitives contre 16 magistrats, dont 5 juges et 11 procureurs.<sup>329</sup>

L'onde de choc transmise par les condamnations et les poursuites quasi hebdomadaires des membres des élites politiques, de leurs Clients et des juges, montraient la détermination de certains procureurs et juges d'aller « jusqu'au bout » dans la justice sociale. Une année plus tôt, cela aurait été totalement inconcevable. Dans une entrevue publiée dans les médias<sup>330</sup>, Daniel Morar, premier chef de la Direction Nationale Anticorruption se rappelle qu'il avait trouvé un téléphone particulier dans le bureau de son prédécesseur et dirigeant de l'ancien PNA. Ce téléphone n'avait en effet qu'une seule ligne de contact : avec le procureur de la République. Le même procureur se souvient de la façon dont Adrian Năstase avait rendu célèbre la formule « dossier politiquement instrumentalisé » et dont il harcelait les procureurs à coups de directives pour stopper les enquêtes : « Lors de l'examen du ministère public en 2001, le Premier ministre de l'époque, Adrian Năstase, était invité et il a dit aux procureurs de mettre un terme aux affaires à caractère politique car le

---

<sup>328</sup> « Kovesi: 88 de procurori si judecatori condamnati in 12 ani nu justifica infiintarea unei directii speciale pentru investigarea magistratilor », de V.M., HotNews.ro, Marți, 21 noiembrie 2017, 21:41, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-22124891-kovesi-88-procurori-judecatori-condamnati-12-ani-nu-justifica-infiintarea-unei-directii-speciale-pentru-investigarea-magistratilor.htm>

<sup>329</sup> « CSM: 36 de procurori și judecatori au fost condamnați, în 2014 și 2015, pentru corupție », De Bacau.net -12 decembrie 2015, <https://www.bacau.net/csm-36-de-procurori-si-judecatori-au-fost-condamnati-in-2014-si-2015-pentru-coruptie/>

<sup>330</sup> « Marile „șocuri” ale DNA. Mâna lungă cu care politicienii încercă Justiția », Adevarul, 27 mai 2015, <https://adevarul.ro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok- 5565b974cfbe376e35a5baab/index.html>

meilleur financier du pays avait été mis en examen. (...) Il s'agissait de Răzvan Temeșan de la banque Bancorex. »<sup>331</sup>

Les magistrats connectés aux réseaux politiques ont visiblement fait alliance avec des politiques corrompus. La « ligne d'attaque » de certaines élites politiques contre la Justice avait suivi plusieurs directions et cibles, et avait été adaptée pendant les années de fonction.

Pour prouver cette affirmation, nous avons observé les chiffres officiels du Conseil Supérieur de la Magistrature qui publie chaque année deux rapports : l'un concernant « l'État de la Justice » et l'autre concernant l'activité du Conseil. Dans ces rapports, nous trouvons les indices d'actions contre la Justice portées par les « élites politiques de proie » selon l'appellation donnée par Monica Macovei, ancienne Ministre de la Justice.

La DNA a par ailleurs également réalisé des rapports annuels ou des communiqués de presse ponctuels sur certaines actions, qui ont eu un impact négatif sur leurs activités et, par conséquent, sur l'efficacité de la corruption.

Dans notre recherche, nous avons identifié trois 'angles d'attaque' utilisés pour affaiblir la Justice :

- le premier fut le changement de paradigme législatif : au lieu de favoriser les mesures législatives et administratives pour lutter contre la corruption, les juges et les procureurs ont été dépourvus de ces moyens. Nous allons présenter plus bas les cas « mardi noir », « tuer la Loi 78 boss » et « OUG 16 » pour l'amnistie de certains faits de corruption, y compris l'enlèvement de la responsabilité pénale dans la majorité de cas d'abus de pouvoir ou abus en fonction publique.

- le deuxième fut l'étouffement administratif : moins d'argent pour le budget des institutions, changement de personnels, remplacement des personnels de la Justice par d'autres, perçus comme plus obéissants. Ceci a alterné avec des conditions spéciales très favorables pour les magistrats, des salaires et des pensions de retraites tellement importants qu'il était plus avantageux de « se taire » et de garder ses avantages chaque fois que la Justice, dans son ensemble ou seulement certains magistrats, étaient lapidée dans les médias. Selon l'avis de Morar, les politiques ont bloqué l'activité de la Direction Nationale Anticorruption par des mesures indirectes « comme la supra-

---

<sup>331</sup> TĂPĂLAGĂ Dan « In dialog cu Daniel Morar. Pretul adevarului. Un procuror in lupta cu sistemul », Editura Humanitas, 2011, pag. 50



agglomération de l'activité des procureurs, des fausses informations et le changement continu de lois. »<sup>332</sup>

- le troisième et dernier angle d'attaque a été une grande opération de manipulation de la population pour la convaincre que la Justice avait « déraillé » et pris une direction « totalitaire, staliniste qui touche la vie de tous ».

Afin d'affaiblir la Justice et de la soumettre au contrôle des politiques, les « élites de proie », selon l'expression du Monica Macovei, ont utilisé tout un arsenal de tactiques allant jusqu'à la diabolisation personnelle et aux menaces attendant à la vie des magistrats qui conduisaient des enquêtes sur des dossiers de corruption.

Dans un entretien avec Paul Dumitriu, procureur de la DNA et responsable d'une Section de la même institution, nous avons classé ces tactiques en trois catégories :

- Primitives – grossières
- Insidieuses
- Complexes - sophistiquées

Dumitriu les présente ainsi : « Les tactiques primitives – grossières. Les politiciens ont réalisé que les choses ne peuvent pas, ne veulent pas s'arrêter, qu'elles vont dans une direction qu'ils ne peuvent plus contrôler et que cela leur fait du tort. Ils ont essayé les choses suivantes. D'une part, pour modifier la législation au Parlement. Et dans ce domaine, il y a eu toutes sortes d'initiatives grossières pour modifier le droit pénal afin qu'il soit très laxiste dans la lutte contre la corruption, soit pour ne pas prononcer de peines de prison pour les délits de corruption, soit pour faire disparaître certains délits, soit pour être beaucoup plus doux en termes de pénalisation, jusqu'à l'amnistie et la grâce. Cette histoire d'amnistie et de pardon n'est pas nouvelle, elle dure depuis dix ans. Mais dans la première phase, ils ont essayé de changer la législation parallèlement aux tentatives de changer les procureurs qui dirigeaient ces structures. »<sup>333</sup>

Nous avons ici les trois angles : « relaxation » des lois qui sanctionnent la corruption et le clientélisme, la tentative d'amnistie des faits pour ceux qui ont été déjà condamnés et le changement direct des responsables administratifs dans l'appareil du Justice.

---

<sup>332</sup> « Marile „șocuri” ale DNA. Mâna lungă cu care politicienii încurcă Justiția », Adevarul, 27 mai 2015 <https://adevarul.ro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok-5565b974cfbe376e35a5baab/index.html>

<sup>333</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

Dumitriu pense que seuls la « qualité du caractère de la ressource humaine » et les dirigeants du Conseil Supérieur de la Magistrature, la DNA et la Haute Cour de Justice et Cassation pourraient garantir la poursuite de la lutte contre la corruption, surtout pour se battre contre la créativité législative malade et la force brute d'assaut d'une partie des élites politiques.

Ces mesures sont, selon lui, des tactiques très agressives, primitives : « Les politiques, parce que la première fois, ils ont pensé : "Qu'est-ce qu'on fait ? Nous abolissons l'institution ! Nous changeons les procureurs ! Nous changeons la loi !". Ce sont des moyens directs d'influencer. (...) Nous, en tant que (facteur) politique, avons le pouvoir. Eh bien, décidons-en ! Changeons le paradigme dans lequel l'institution fonctionne, arrêtons de toucher aux segments de notre activité que nous voulons garder cachés, qui nous font gagner de l'argent. »<sup>334</sup>

Une autre tactique, appliquée pour forcer les magistrats à stopper leur démarche, était la « kompromat » (ou « compromission »). Selon A. Mungiu, « le « kompromat » est une campagne négative contre une cible donnée. Le terme vient de Russie, où la technique a été perfectionnée dans les années 1990 après que les gens ne pouvaient plus être simplement chassés de chez eux par le KGB, car le pays était devenu démocratique, du moins dans la forme. Le « kompromat » n'est pas seulement de la propagande noire, il contient aussi des éléments de pur sécuritarisme : utilisation tronquée de documents secrets provenant d'archives de sécurité, création d'un événement déclencheur qui s'avère ensuite être un canular ou quelque chose d'insignifiant (exemple : le policier vous arrête sur la route, ouvre votre coffre et dit qu'il a trouvé quelque chose de non autorisé, juste au moment où un journaliste passe par là et prend une photo, ... etc.). »<sup>335</sup>

Selon l'autrice, « Le « kompromat » a souvent été utilisé, et comme en Russie, les acteurs sont des politiciens ou des hommes d'affaires de haut niveau et leurs ennemis des services secrets actuels ou anciens (mais qui disposent de tout leur réseau, avec agence de détectives, journaux, ... etc.). Il passe souvent inaperçu car les victimes sont souvent controversées, forment des critiques spontanées, leurs ennemis ne demandant qu'à bondir, ... etc. Plus tard, la chose se présente à l'inverse - c'est le test à passer. Dans les espaces de communication publics comme la Russie ou la Roumanie, la morosité est si profonde que même les objets de valeur risquent d'être enterrés. »<sup>336</sup>

---

<sup>334</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>335</sup> MUNGIU-PIPPIDI Alina, Kompromatul bine făcut, 17 august 2016, <https://www.romaniacurata.ro/kompromatul-bine-facut/>

<sup>336</sup> MUNGIU-PIPPIDI Alina, Kompromatul bine făcut, 17 august 2016, <https://www.romaniacurata.ro/kompromatul-bine-facut/>

Le procureur Dumitriu commente ainsi cette deuxième tactique insidieuse, le « kompromat » : « Nous parlons ici du contrôle que le facteur politique et l'environnement commercial corrompu exercent sur les médias. Voici la partie insidieuse. Parce qu'en parallèle ou après avoir vu que ces tentatives de changement de la législation ou des procureurs sont contestées par l'Union Européenne et que nous sommes toujours dépendants de l'Union Européenne, ils pourraient s'attirer des sanctions et ces sanctions ne seraient pas bien vues par le public électoral. Ils souffriraient alors aussi dans les urnes. Deux combinaisons seraient alors associées : ces tentatives de changements brutaux - avec les actions insidieuses. Et, en plus de ces slogans selon lesquels il s'agit de dossiers politiques, qu'ils ne prennent qu'une certaine partie des politiciens... »<sup>337</sup>

Une grande opération de manipulation a été mise en place avec l'aide des oligarques Grands Patrons politiques – Voiculescu, Patriciu, mais aussi de tous les autres Patrons / Clients qui perdaient des contrats d'achats publics de centaines de millions de lei envers des compagnies plus efficaces et non-liées à des réseaux de clientélisme.

Le message de la « justice abusive » avait pour objectif de « gagner la sympathie du public pour que, d'une certaine manière, lorsqu'ils procèdent à ces changements brutaux, parce qu'ils sont liés les uns aux autres, ils n'aient pas de réactions. Ces changements doivent être soutenus par le public. Montrons-nous : "Regardez où il est arrivé ! Que nous sommes tous surveillés ! C'est la nouvelle Securitate ! Ils vont nous retirer des rues ! Les années 50 !" Ils ont exagéré. Ils ont menti. Ils ont menti systématiquement. Ils ont inventé certaines situations. »<sup>338</sup>, se souviens Dumitriu.

Le procureur roumain a observé une organisation, une structuration de type de communication de guerre : « Et cela s'est produit par étapes. Si les premières années, ils attaquaient, disons, de manière désinvolte, comme bon leur semblait, il y avait un article dans un journal, il y avait une émission de télévision dans laquelle ils mettaient en cause soit le procureur général, soit le président de la cour suprême ou... Ils sont passés progressivement à l'attaque des procureurs qui étaient directement impliqués dans ces affaires. Ils sont devenus sophistiqués. Ils

---

<sup>337</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>338</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

ont commencé à faire des vérifications approfondies dans la vie des magistrats respectifs. Obtenir des données. »<sup>339</sup>

C'était par exemple le cas de Laura Codruța Kovesi, ancienne directrice de la DNA, qui a été la cible de la fameuse compagnie d'investigations israélienne, Black Cube. Quelques-uns de leurs agents ont été poursuivis en Roumanie, en 2016, alors qu'ils essayaient de pirater les comptes de courriel de ses proches pour obtenir des informations concernant sa vie privée. Les informations concernant le Client qui a payé un prix considérable pour espionner Kovesi aurait été un ancien général du Service de Renseignement Interne, Dumitru Dragomir, mis en examen pour des faits de corruption et plus tard condamné. D'autres sources de médias ont également évoqué l'implication d'hommes d'affaires poursuivis pour des faits pénaux, dont certains en liaison avec les services de renseignement russe.<sup>340</sup>

Le procureur Dumitriu considère ces tactiques comme les plus avancées et les plus sophistiquées, avec un grand impact pour démoraliser tout magistrat qui lutte contre la corruption : « Si, dans un premier temps, les attaques ont été quelque peu bâclées, elles sont ensuite devenues plus sophistiquées, plus profondes. Ce sont des formes de chantage médiatique. Lynchage - du chantage au lynchage. Lorsqu'ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas intimider l'individu, ils ont dit « très bien, nous allons l'abattre, nous allons effectivement l'éliminer en tant que personne ». Ça incluait aussi l'attaque contre la famille d'un magistrat. « Je vous ai dit qu'ils faisaient ce contrôle approfondi. Ils reliaient certains faits de la vie, ils apportaient des mensonges dans toute cette histoire et créaient une image, donc, apocalyptique, de personnes actives, corrompues, et qui peuvent se permettre de le faire.... Je m'interroge : comment un homme corrompu peut-il se permettre d'acheter des personnes corrompues ? »<sup>341</sup>

Selon lui, les élites politiques de proie n'ont jamais voulu qu'une seule chose : « supprimer ceux qui veulent les supprimer ». Dumitriu s'aperçoit de la dimension circulaire du déroulement de la lutte pour maintenir l'indépendance de la Justice face aux attaques politiques : « C'est vrai, parce que je n'avais pas cette perspective, mais voici comment se déroule la discussion. Et, en

---

<sup>339</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

<sup>340</sup> « Scandalul „Black Cube“ și mafia imobiliară. De ce e importantă legătura cu „Colectiv“ », Romania Libera 31 octombrie 2016 - stare actualizata la ora 10:07, 31 octombrie 2016, <http://www.romanalibera.ro/opinii/comentarii/-scandalul-%E2%80%9Eblack-cube%E2%80%9C-si-mafia-imobiliara--de-ce-e-importanta-legatura-cu-%E2%8>

<sup>341</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

effet, l'évolution a été ainsi : primitive, primitive - sophistiquée, sophistiquée, puis insidieuse, pour revenir à nouveau à la première à savoir la primitive. C'est un cercle, après tout, car c'est là qu'ils veulent toujours aller, pour changer la loi et supprimer ceux qui veulent la supprimer. »<sup>342</sup>

Les rapports annuels des trois institutions UE – MCV, CSM et DNA, nous montrent jusqu'à quel point les Grand Patrons sont allés pour maintenir leurs privilèges : changer la démocratie en régime illibéral et menacer de sortir de l'UE.

Selon les rapports du CSM sur la période 2005 - 2016, la direction du Conseil avait reçu 383 demandes pour défendre la réputation professionnelle des magistrats, en moyenne 31 cas par année. Cette procédure prévue par la loi permet aux magistrats de demander au CSM de défendre leur réputation, dès que des accusations sont portées en public contre eux ou contre leurs décisions.

| Année | Plaintes               | Admises       | Rejetées | Non résolues | Retirées |
|-------|------------------------|---------------|----------|--------------|----------|
| 2005  | 40                     | 17            | 7        | 16           | 0        |
| 2006  | 35                     | 21            | 3        | 11           | 0        |
| 2007  | 40                     | 18            | 4        | 18           | 0        |
| 2008  | 45                     | 17            | 8        | 20           | 0        |
| 2009  | 24                     | 7             | 4        | 12           | 1        |
| 2010  | 27                     | 9             | 7        | 7            | 4        |
| 2011  | 35                     | 15            | 6        | 10           | 4        |
| 2012  | 21                     | 6             | 4        | 3            | 3        |
| 2013  | 28                     | 11            | 4        | 7            | 6        |
| 2014  | 25                     | 17            | 4        | 9            | 0        |
| 2015  | 27                     | 11            | 6        | 3            | 7        |
| 2016  | 36                     | 16            | 10       | 1            | 9        |
| Total | 383 voire 31 par année | 165, soit 43% | 67       | 11.734       | 34       |

Tableau 9. Les années 2005, 2007 et 2008, où apparaissent un grand nombre de plaintes, coïncident avec le début la lutte contre la grande corruption politique

<sup>342</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

Par exemple, en 2012, le CMS avait enregistré 21 plaintes et « parmi (celles-ci), deux ont été enregistrées séparément auprès de la Direction de l'inspection judiciaire pour juges, dans la première affaire, à la suite de déclarations de M. Adrian Năstase, reproduites dans plusieurs publications médiatiques le 31.01.2012, concernant la décision prononcée par la Haute Cour de Cassation et de Justice dans l'affaire « Le Trophée de la Qualité » (...) concernant les déclarations publiques sur le travail des procureurs et procureurs généraux, ainsi que les appréciations personnelles en relation avec la condamnation prononcée en appel par la Haute Cour de Cassation et de Justice dans l'affaire pénale dans laquelle a été condamné l'ancien Premier Ministre Adrian Năstase. »<sup>343</sup>

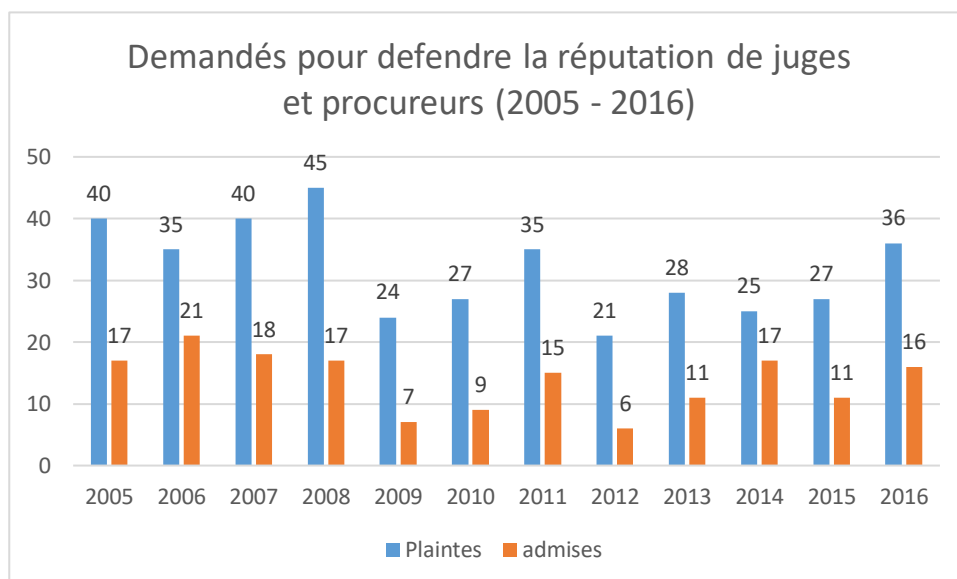


Figure 32. Plus 43% de plaintes ont été jugées comme des attaques à la réputation d'un magistrat et une pression contre l'indépendance de la Justice. Au total, 165 des cas. Données agrégées par l'auteur

Le graphique ci-dessus montre que presque la moitié des demandes ont été pertinentes et réelles – illustrant donc l'attaque envers l'indépendance de la Justice. Daniel Morar, le premier procureur chef de la DNA et qui avait maintenu sa position le plus longtemps entre 2005 et 2013, avait révélé que la pression de la classe politique sur les procureurs et sur lui-même se faisait parfois de façon très « innocente », parfois par des moyens subversifs.

<sup>343</sup> Rapport du Conseil Superior de la Magistrature, 2012, page 116

Tăpălagă dit : « Nous lui avons demandé si Adrian Năstase, devenu président de la Chambre des Députés après la fin de son mandat de Premier Ministre, l'avait appelé et Morar se souvient que ça s'était produit très vite à propos du dossier « Zambaccian » qui était fermé à l'époque par les procureurs du régime Năstase. »

Selon Morar, l'ancien premier-ministre « il était intéressé s'il était réouvert. La façon dont elle a été abordée était intéressante. C'était comme ça, condescendant. Il m'a fait remarquer qu'elle était située quelque part au-dessus, c'était ma perception, mais je n'avais aucun problème. La façon même dont il m'a approché : un chef de cabinet pour me dire d'appeler M. Năstase... Et je lui ai dit que je n'avais aucune affaire avec M. Năstase, que si M. Năstase voulait, il pouvait appeler. Et il a appelé et il y a eu un dialogue dans lequel M. Năstase m'a dit qu'il avait pris des références sur moi, que j'étais un très bon élève. C'est à peu près tout. »<sup>344</sup>

Pendant le mandat du Morar, dans la période de la réforme de la Justice, la classe politique a donné « quatre coups » dans le cœur de la lutte contre la corruption.

Ces quatre coups ont été assénés assez rapidement : en mai 2005, en avril 2005, en juin 2007 et enfin pendant l'été 2012, quand les parlementaires menacés par les enquêtes des procureurs ont suspendu et tenté de destituer le Président de la République, action qui en cas de succès, aurait détruit la DNA.

Entre 2013 et 2016, période couverte par notre recherche, un véritable assaut médiatique a été mené contre Laura Codruța Kovesi, ainsi que diverses démarches qui n'ont finalement abouti qu'après 2016.

Morar donne des détails sur un cas de corruption particulier qui a eu un impact sur sa vie personnelle : « En janvier 2006, l'enquête criminelle sur le vice-Premier Ministre de l'époque, George Copos, a débuté. Je l'ai pris comme tel : c'est un dossier qui mérite d'être étudié. Pas tant parce qu'il était vice-Premier Ministre, mais parce qu'il s'agissait d'une fraude fiscale de plusieurs millions d'euros. Par coïncidence, le jour où la DNA a émis l'avis d'ouverture des poursuites, je suis allé au théâtre le soir. J'ai mis le téléphone en mode silencieux et deux heures plus tard, quand je suis sorti, j'ai dû recevoir une cinquantaine d'appels. C'était fou. De qui venaient les appels ?

---

<sup>344</sup> « INTERVIU Daniel Morar, judecător CCR: „Amenințările SRI la adresa Curții Constituționale au depășit cadrul legal. Așa ceva nu se întâmplă într-o țară civilizată », 4 iunie 2015, 11:51, adev.ro/pbi3dq

C'était tout le monde qui avait une position dans l'Etat. Et j'ai compris que les gens voulaient savoir à l'avance si nous allions lancer une enquête. »<sup>345</sup>

Le premier coup porté en mai 2005, assez rapidement après le succès aux élections de décembre 2004, avait comme cible principale la lutte contre la corruption. La Cour Constitutionnelle a approuvé une décision du Parlement pour interdire à la DNA d'enquêter sur les parlementaires. L'initiative a été lancée par le parti antisémite La Grande Roumanie et le Parti Social – Démocrate. Il a été décidé de limiter la compétence des procureurs : ils n'avaient pas le droit d'enquêter sur les parlementaires. À la suite de cette décision du Parlement Roumain, le Gouvernement a rapidement rédigé une Ordonnance d'Urgence pour redonner aux procureurs le droit d'enquêter sur la grande corruption. Morar montre que le déroulement n'était pas anodin : la Direction avait commencé à investiguer et à poursuivre les plus grands noms de la politique de Roumanie. « Le vote du Sénat a eu lieu le 9 février 2006, le jour même où les procureurs ont reçu les mandats d'un juge pour faire une perquisition au domicile de l'ancien Premier Ministre Adrien Năstase. »<sup>346</sup>

Le deuxième et le troisième « chocs » se sont déroulés en avril et en mai 2007 : le Parlement a abusivement voté pour forcer Monica Macovei à démissionner de ses fonctions de Ministre de la Justice. Le vote a suscité une grande émotion au sein de la société roumaine, car cette activiste pour la Justice, non-membre d'un parti politique, était en effet le moteur de l'agenda réformiste de la Justice. Le vote au Sénat a été scandaleux : un sénateur du parti antisémite Romania Mare a voté à la fois pour lui et pour son collègue et ce vote a été décompté comme valide. Immédiatement après, Monica Macovei a été destituée. Le nouveau ministre de la Justice, Tudor Chiuariu, a voulu destituer le procureur - chef d'une Section de la DNA, procureur qui était lui-même en train d'enquêter sur un très influent sénateur, Atila Veresstoy. Morar déclare : « Nous avons été pris par surprise. Mais, il faut vous dire que je m'attendais à ce que ce soit moi la cible, non pas le chef de la Section. Il a été « sauvé » par une mobilisation sans pareille de la société civile et des Ambassades ».<sup>347</sup>

---

<sup>345</sup> « INTERVIU Daniel Morar, judecător CCR: „Amenințările SRI la adresa Curții Constituționale au depășit cadrul legal. Așa ceva nu se întâmplă într-o țară civilizată », 4 iunie 2015, 11:51, adev.ro/pbi3dq

<sup>346</sup> « Marile „șocuri” ale DNA. Mâna lungă cu care politicienii încurcă Justiția », Adevarul, 27 mai 2015 <https://adevarul.ro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok-5565b974cfbe376e35a5baab/index.html>

<sup>347</sup> « Marile „șocuri” ale DNA. Mâna lungă cu care politicienii încurcă Justiția », Adevarul, 27 mai



Le ministre Chiuariu était l'un des proches de l'ancien ministre des Transports, Relu Fenechiu, emprisonné à la suite des enquêtes de la DNA menées par un jeune procureur, Paul Dumitriu.

Au cours de l'année 2007, une autre tentative d'atteindre la DNA a eu lieu. Comme l'explique Morar : « En juin 2007, j'ai eu l'information que les politiques voulaient unifier la DNA avec une autre direction du Parquet pour l'étouffer. J'ai transmis l'information à Bruxelles et Tăriceanu a été appelé de l'extérieur de la Roumanie avec un message très clair : ne le fais pas ! »<sup>348</sup>

Monica Macovei avait caractérisé les élites politiques roumaines d'« élites de proies »<sup>349</sup>. En 2012, à travers une succession d'événements clés, le Premier ministre Victor Ponta et le Parlement ont suspendu le Président Băsescu pour des faits inventés de violation de la Constitution. Le référendum pour confirmer la suspension a été invalidé compte tenu de la faible participation électorale . Plusieurs voix indépendantes ont dénoncé au niveau international un coup d'état constitutionnel en Roumanie, et parmi celles-ci , plusieurs professeurs de l'Université de Bordeaux. Le coup d'état constitutionnel était lié aux condamnations obtenues par la DNA contre Adrian Năstase et à la peur de Dan Voiculescu d'avoir le même destin (en 2013, il sera lui aussi condamné à la prison).

« Le scénario était presque parfait. Le 6 juillet, le Parlement a, en effet, suspendu le Président, officiellement accusé par l'opposition de gauche de "dérive autoritaire". Comme l'avait prévu ce richissime homme d'affaires, un référendum a ensuite été organisé par le gouvernement de gauche, issu de l'ancien appareil communiste, pour confirmer l'éviction du chef de l'État. Mais l'opération a finalement capoté, car la Cour Constitutionnelle a invalidé, le 21 août, cette consultation populaire. Motif : le quorum obligatoire de 50 % des électeurs n'avait pas été atteint. Après deux mois de psychodrame politique, M. Băsescu a donc pu reprendre ses fonctions. »<sup>350</sup>

L'acharnement de Dan Voiculescu contre le chef de l'État dépasse le cadre de la simple animosité personnelle. Si le "Raspoutine de Bucarest" est sorti de ses gonds, c'est parce que

---

<sup>348</sup> « Marile „șocuri” ale DNA. Mâna lungă cu care politicienii încercă Justiți », Adevarul, 27 mai 2015 <https://adevarul.ro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok- 5565b974cfbe376e35a5baab/index.html>

<sup>349</sup> « Consolidarea integritatii politice în partidele de centru-dreapta din Europa de Sud-Est », Institutul Republican International, Fundatia Konrad Adenauer și de Monica Macovei, conférence, Bucarest, 9 décembre 2011

<sup>350</sup> MARTI François « Le Raspoutine de Bucarest », Le Monde, Par Publié le 31 août 2012, [https://www.lemonde.fr/international/article/2012/08/31/le-raspoutine-de-bucarest\\_1754165\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2012/08/31/le-raspoutine-de-bucarest_1754165_3210.html)

l'opération "mains propres", lancée par le Président Bănescu pour lutter contre la corruption qui gangrénait le pays, risquait de déstabiliser son empire.

La condamnation le 27 juin 2012, à deux ans de prison ferme, d'Adrian Năstase, ministre socialiste de 2000 à 2004, a servi d'électrochoc. C'était la première fois, depuis la fin du communisme en 1989, qu'un dignitaire aussi haut placé se retrouvait derrière les barreaux pour malversations. Or, Adrian Năstase appartient au même milieu que Dan Voiculescu, celui de la petite "élite rouge", liée à l'ancienne dictature marxiste, qui a su négocier le virage de la démocratie en se reconvertissant avec succès dans les affaires pour devenir la nouvelle nomenklatura économique du pays. »<sup>351</sup>

La cheffe de la DNA qui a été nommée après Morar, Laura Codruța Kovesi, a continué la lutte contre la corruption entre 2013 et 2018. Elle avait rempli une fonction clé du système judiciaire roumain, en tant que procureur général de la Roumanie entre 2006 et 2013. Durant cette période, la DNA et les procureurs ont mis en accusation 68 dignitaires : 14 ministres et anciens ministres, 39 députés, 14 sénateurs et 1 membre du Parlement européen pour des fraudes atteignant un total de 2 milliards d'euros.<sup>352</sup>

En décembre 2013, le Parlement dominé par le PSD avait fait modifier les lois afin de rendre le travail d'incrimination plus difficile pour les procureurs. Ce coup a été appelé le « mardi noir », en raison des « modifications du code pénal, la loi d'amnistie/de grâce et la loi pour le droit du lobbying à protéger les infracteurs »<sup>353</sup>

Kovesi, actuellement la cheffe du Parquet Européen, est entrée dans une lutte contre les élites politiques corrompues et soutenues par des magistrats asservis pour plusieurs années, une lutte qu'elle a gagnée.

« Si les enfants de la famille ne voient pas que leurs parents ont une certaine attitude, ne voient pas qu'ils blâment, au moins dans les discussions dans le milieu fermé, dans le milieu familial, les actes criminels et les attitudes non éthiques, ils ne voient pas qu'ils doivent faire de même. S'ils voient que leurs parents feront l'objet d'une enquête, qu'ils sont condamnés, mais qu'ils se retrouvent avec leur patrimoine à leur sortie de prison, ils ne trouvent rien de décourageant dans

---

<sup>351</sup> MARTI François « Le Raspoutine de Bucarest », Le Monde, Par Publié le 31 août 2012, [https://www.lemonde.fr/international/article/2012/08/31/le-raspoutine-de-bucarest\\_1754165\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2012/08/31/le-raspoutine-de-bucarest_1754165_3210.html)

<sup>352</sup> Bilant PNA, 2003, [http://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=43](http://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=43), page 43

<sup>353</sup> TĂPĂLAGĂ Dan, « Votul din marteza neagra. Sapte efecte pozitive » HotNews.ro, Luni, 16 decembrie 2013, Hotnews.ro

cette situation. C'est pourquoi je pense que l'éducation au sein de la famille joue le rôle principal. Ensuite, l'éducation devrait également se faire à l'école. Oui, une éducation anti-corruption dès l'école. Appelons cela l'éducation anticriminalité. Pas seulement les préceptes de base : ne pas voler. Elle doit être développée. C'est un monde de nuances. Pas seulement ne pas voler. Vous n'avez pas à accepter de pots-de-vin. Passons à des questions plus élaborées qui peuvent être discutées au lycée. Il existe des formes plus subtiles de corruption : les conflits d'intérêts, les incompatibilités. Les gens doivent comprendre que s'ils veulent vivre dans une société équitable, ils doivent opérer dans des conditions de transparence et d'honnêteté totales. Sans cette éducation, tant dans la famille qu'à l'école, nous finissons par être les témoins des actions de ceux qui, à un moment donné, commencent à exercer des fonctions. »<sup>354</sup>

Morar fait une observation qui confirme la clientélisation des élites politiques : « Avec toutes les nuances qui s'imposent, je crois que la Roumanie fait partie des oligarques et des clans. Cette troisième catégorie se caractérise par une réponse plus faible des autorités publiques. »<sup>355</sup>

Dans le « Guide Pour Les Personnes Intéressées Par Une Plainte À Déposer À l'Inspection Judiciaire »<sup>356</sup>, il est noté que plus de 1.000 plaintes sont rejetées chaque année pour des raisons de formalité juridique.

Cette valeur impressionnante a une double signification : d'abord, elle signale le degré de mécontentement des Roumains contre les décisions de la Justice, puis le fait que l'Inspection Judiciaire est devenue une « machine à laver » pour les erreurs et les violations de la loi commises par les juges. Cette clause qui permet aux inspecteurs de la Justice de rejeter les plaintes pour des raisons assez strictes est alors une « subvention » « facilitation » de la corruption. C'est l'équivalent d'une plainte de cambriolage rejetée par la Police parce que le plaignant a omis de mentionner le type exact de serrure sur la porte de sa propriété.

Certains cas sont représentatifs des attaques menées contre la Justice par les oligarques et la classe politique : la juge Camelia Bogdan a été exclue à deux reprises de la magistrature pour avoir condamné Voiculescu. Le juge Matei saisi pour l'un des dossiers d'Adrian Năstase a été publiquement accusé d'avoir servi une décision politique. Ovidiu Budușan a été exclu de la

---

<sup>354</sup> TĂPĂLAGĂ Dan « In dialog cu Daniel Morar. Pretul adevarului. Un procuror in lupta cu sistemul », Editura Humanitas, 2011, page. 94

<sup>355</sup> TĂPĂLAGĂ Dan « In dialog cu Daniel Morar. Pretul adevarului. Un procuror in lupta cu sistemul », Editura Humanitas, 2011, pag. 106

<sup>356</sup> « Ghidul Persoanelor Interesate Să Se Adreseze Inspecției Judiciare », Inspectia Judiciara, inspectiajudiciara.ro, 2019

magistrature pendant le régime Năstase et a fini par demander l'asile à l'Ambassade de France à Bucarest pour se protéger contre les menaces qui pesaient sur lui. La juge Ciucă a été faussement accusée d'avoir reçu des pots de vin – elle a été déclarée innocente plus de 10 années plus tard et a réintégré la magistrature.

Les cas dont nous avons parlé – le « mardi noir » et « touer la Loi 78, boss » sont étroitement liés. Viorel Hrebenciuc, mis en accusation à travers plusieurs poursuites dont l'une orchestrée par le procureur Dumitriu, avait partagé ses initiatives avec Dan Sova, bon ami et collaborateur de Victor Ponta et ministre dans son cabinet. Au cours de leurs discussions, ils se sont mis d'accord pour « touer la Loi 78 » qui est en effet l'une des lois principales dans la lutte contre la corruption.

Dans le « dossier du sénateur Voicu », personnage poursuivi et condamné pendant le mandat de Morar, le sénateur PSD avait exprimé des intentions similaires alors qu'il facilitait des sentences plus favorables à certains hommes d'affaires et à des juges de la plus haute autorité judiciaire de Roumanie.

Le dernier coup porté à la lutte contre la corruption a été donné par la Cour Constitutionnelle en mars 2016. La décision semble d'autant plus surprenante que Daniel Morar, ancien chef de la DNA, était l'un des juges en fonction.

Morar, interviewé alors qu'il n'était plus juge à la Cour Constitutionnelle, réfléchit ainsi sur le statut très politisé de la Cour qui l'empêchait, selon lui, de jouer un rôle positif dans l'ensemble du système judiciaire : « Eh bien, pour revenir à cette époque en 2016, mars 2016, c'était époustouflant et ce n'est pas mon travail maintenant d'analyser la Cour constitutionnelle, mais c'est aussi un sujet de discussion. La Cour constitutionnelle est le miroir du système politique en Roumanie. La façon dont elle a été conçue et la façon dont les nominations sont faites montrent qu'en fait, la Cour constitutionnelle n'est rien d'autre qu'une extension du facteur politique. Même si la Cour constitutionnelle comprend des magistrats de carrière, la façon de penser rappelle les codes d'un système tributaire, encore médiéval. Le seigneur vous nomme à un poste. On suppose que si le seigneur vous a nommé, vous ne pourrez pas rendre une décision qui portera préjudice au seigneur qui vous a nommé. C'est un sujet de discussion et de réflexion au sein de l'appareil judiciaire. (...) Regardez, depuis mars 2016, la Cour constitutionnelle, qui avait jusqu'alors un rôle discret par rapport au pouvoir judiciaire, est devenue essentielle dans l'évolution du pouvoir judiciaire et pas dans un sens positif. Parce qu'après mars 2016, c'était la série de 2016, quand la

Cour constitutionnelle a rendu une décision sur l'abus de pouvoir. Et en gros, en quelques mois, nous nous sommes retrouvés dans une situation où nous ne savions pas comment surveiller la corruption parce que la légalité de la surveillance de l'occupation, des actes de corruption était remise en cause. Pour que les choses soient claires, revenons à la première décision de mars 2016. Le système de sécurité roumain a été conçu de telle sorte que pratiquement tous les réseaux de téléphonie mobile aient des flux de données connectés à d'énormes serveurs qui sont détenus et gérés par les services de renseignement roumains. Et vous, en tant qu'organe judiciaire, que vous le vouliez ou non, ne pouviez pas accéder directement à l'opérateur de téléphonie mobile, car il disposait de l'infrastructure nécessaire, et vous deviez vous adresser au service de renseignement roumain. Et parce que ce mécanisme, que vous ne pouvez pas changer tout d'un coup, était contesté, il y avait la question de la légalité de la preuve. Par conséquent, des dossiers sont tombés, des dossiers dans lesquels le travail a été fait et la corruption a été prouvée, sont tombés devant les tribunaux pour cette raison : que nous avons fait respecter par le biais de la SRI. En fait, ils ne faisaient que fournir un service logistique. Cela ne faisait pas partie de l'enquête, ils ne faisaient pas partie de l'enquête. Au contraire, à notre demande, ils ont mis à notre disposition le flux de données que nous avons également transformé en preuves. Quoi qu'il en soit, c'est une discussion qui a quand même eu lieu. C'était donc l'époque de mars 2016, puis est venu l'été 2016, lorsque certains abus de pouvoir sont tombés. C'est étonnant pour moi, car ce genre de discussions a eu lieu à la Cour constitutionnelle sur les abus de pouvoir. Et une fois de plus, la façon dont l'abus de service est réglementé, comme il l'est depuis 20 ans, n'est pas bonne, elle n'est pas correcte. Il a été estimé que l'abus de service devait être repensé. »<sup>357</sup>

Tous ces changements ont rendu plus difficile, sinon impossible, la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et l'enrichissement illégal, contrairement à la pratique internationale : « L'infraction d'enrichissement illicite, telle que consacrée par les Conventions internationales et relayée par le droit interne de certains États, se caractérise par le renversement de la charge de la preuve.

Cette situation entraîne une limitation aux prérogatives de la personne poursuivie de laisser l'accusation prouver que l'infraction a été commise. Les difficultés à lutter contre l'enrichissement illicite ont amené à opter pour l'inversion de la charge de la preuve, ce qui offusque les défenseurs

---

<sup>357</sup> DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019

du sacro-saint principe de la présomption d'innocence. Les partisans de la répression efficace et de la protection des intérêts de la société s'extasient face à cet état de chose. »<sup>358</sup>

Entre les années 2012 et 2016, s'est installé un pouvoir anti-justice au sein même du Parlement et de l'Exécutif.

---

<sup>358</sup> Cartier-Bresson Jean, « Corruption, pouvoir discrétionnaire et rentes », *Le Débat*, 1993/5 n° 77, p. 23-28.  
DOI : 10.3917/deba.077.0023



## **Chapitre 2**

### **La corruption dans la mentalité des élites**

Toutes les campagnes électorales de 1990 à 2016 se sont réunies dans les urnes avec un seul grand thème commun : la lutte contre la corruption. Les grandes affaires de corruption, la « performance » de la DNA, les médias des Grand Patrons, tout fut centré autour de la thématique de la corruption. Le sous-développement du pays, le népotisme, le favoritisme, l'injustice, l'immigration dans l'UE à cause de la pauvreté, le partage discrétionnaire des ressources d'État ; tous ces sujets ont été présentés comme autant d'effets liés à la corruption. La mauvaise administration du pays était due à certaines personnes, loyales à leurs Patrons, au détriment de l'intérêt général.

Notre étude montre quelques faits révélateurs sur les élites post-communistes roumaines pour la période 1989 - 2016 :

1. Le taux de clientélisme est de 57,2%, dont chaque Patron a en moyenne 3,8 Clients
1. La moyenne des préjudices est de 1,2 millions euros par dossier, dont le pot-de-vin moyen est entre 120,000 euros et 360,000 euros
1. La Justice a condamné 6,325 Patrons et Clients responsables d'un préjudice d'environ 4 milliards d'euros
1. Aucun des anciens premiers-ministres du Roumanie n'a été à l'abri des soucis liés au conflit d'intérêt ou d'intégrité

La lutte contre la corruption n'est pas suffisante pour le progrès d'un pays. A moins de bénéficier d'une administration neutre et compétente qui élimine les sources de la corruption, il n'y a ni avancée, ni égalité. Un pays ne se dirige pas grâce à des procureurs.

Sans installer une réglementation imposant des règles pour tous, il n'y a pas de Justice. Sans établir des critères de responsabilité et des standards d'intégrité journalistique pour arrêter la manipulation des médias, leur utilisation comme arme psychologique pour pratiquer le chantage,



pour défendre les corrompus ou pour contrôler le résultat des élections, il n'y a pas d'égalité. Or ces règles sont définies par le Parlement.

Par conséquent, le progrès ou le retard du pays est la conséquence des actions de ses élites politiques, qui décident des règles régissant l'activité des individus dans le cadre de la société. Si le contrat social n'est pas fondé sur l'égalité et l'équité, un déséquilibre se crée, générateur de corruption et d'injustice.

Dans la Section 1 de ce Chapitre, nous nous interrogeons sur les questions suivantes : que se passe-t-il dans l'esprit des élites ? Comment les quatre anciens Premiers ministres jugent-ils leurs expériences et quels sont leurs avis sur la corruption dans la Roumanie post-communiste ? Comment expliquer la continuité du clientélisme et de la corruption dans les élites roumaines ? Sont-elles complètement déconnectées du peuple, deviennent-elles corrompues dès qu'elles prennent le pouvoir ?

Dans la Section 2, nous nous concentrons sur le phénomène de persistance de la corruption dans la politique roumaine et l'une des sources de sa « stabilité » : le malaise constitutionnel roumain. Etablie en 1990 et modifiée en 2003, la Constitution roumaine contient les craintes de la dictature avec le système néo-patrimonial du Président Iliescu et, ultérieurement, du Premier-ministre Năstase. Craignant la prise de pouvoir totale, la Constitution partage le Pouvoir Exécutif entre le Président de la République et le Premier-Ministre. Le Président détient le contrôle de l'Armée, de la politique étrangère et des services de Renseignements. Le Premier-Ministre contrôle l'accès aux ressources d'État. Le Président nomme le Premier – Ministre, qui doit obtenir le vote du Parlement afin d'être installé à la tête du Cabinet. Cependant, en cas de problèmes, le Président ne peut pas démissionner le Premier – Ministre ; seul le Parlement peut le faire à travers une motion de censure. C'est la solidification d'un régime néo-patrimonial qui a créé un système politique gangrené par une anomalie dans la structure de pouvoir d'État : le Législatif, le Judiciaire et deux Exécutifs, le Cabinet du Gouvernement et l'Administration Présidentielle.

Une image plastique du régime constitutionnel roumain serait celle d'une voiture avec deux chauffeurs : le Président contrôlerait le volant et la clé pour faire tourner la voiture. Le Premier – Ministre contrôlerait l'accélération, les freins et l'essence.

Dans les débats concernant le changement de Constitution en Roumanie, les politiques qui ont vécu la création de la Constitution de 1992 ont justifié cette mesure par la peur du retour de la dictature et l'émergence d'une solution : partager le pouvoir exécutif entre deux acteurs politiques

supposés collaborer et travailler ensemble en toute harmonie. Une idée souligné par F. Frison – Roche, qui a remarqué le « mimétisme institutionnel »<sup>359</sup> : « Notre première hypothèse, basée notamment sur une longue expérience de terrain et de nombreux entretiens et contacts avec des responsables politiques ou des universitaires de la région envisagée, repose sur l'idée que l'emprunt d'une technologie institutionnelle, le modèle semi-présidentiel, a été préféré au modèle parlementaire classique pour satisfaire l'intérêt politique des principaux acteurs de la transition. Cet intérêt était de « neutraliser » les différents pouvoirs pour qu'aucune domination majeure ne puisse être exercée par un camp. Cette « instrumentalisation » du droit (finalement très marxiste) une fois mise en place au travers d'institutions caractéristiques a induit des logiques de comportements institutionnels aboutissant à des conséquences souvent ambiguës. »<sup>360</sup>

---

<sup>359</sup> FRISON – ROCHE François, Le modèle semi-présidentiel, instrument de la transition dans les pays d'Europe post-communiste, (Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovaquie), Thèse de doctorat en Science politique, 2003, p.32

<sup>360</sup> FRISON – ROCHE François, Le modèle semi-présidentiel, instrument de la transition dans les pays d'Europe post-communiste, (Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovaquie), Thèse de doctorat en Science politique, 2003, 4p



## Section 1

### **L’appréhension de la corruption par le haut personnel politique**

Le passé communiste de la Roumanie et l’intégration européenne se trouvaient dans des directions opposées après 1989. Beaucoup de Roumains avaient peur que « l’Ouest aille voler leur pays », que la Roumanie, pays orthodoxe, devienne « une colonie de l’Ouest riche et catholique » et en conséquence, ils se méfiaient pour le moins.

Les élites politiques roumaines, surtout celles liées au passé communiste dictatorial, et les partis ultranationalistes, racistes et antisémites, ont toujours alimenté ces courants conspirationnistes, parce qu’ils leur permettaient de cacher leurs propres défauts, leur incompetence et leur corruption interne.

Une partie réformiste des élites a souhaité gagner en légitimité politique pour s’imposer sur la scène. Mais, comme dans beaucoup d’anciens pays communistes, nombre d’entre elles sont devenues « parties » de l’enjeu clientéliste et ont été corrompues.

S. Milacic souligne que « le jeu politique en démocratie devient celui du rapport de légitimité par lequel doit ‘transiter’ tout rapport de force. Le pouvoir et la légitimité allant de pair, ils se trouvent, dans le modèle idéal-type, pour ainsi dire, soumis au principe de proportionnalité ! La légitimité démocratique se construit de façon complexe : à la fois politique et juridique ; électorale et constitutionnelle. Au point où, parfois, les deux paradigmes deviennent inséparables. La légitimation politique s’opère par le vote, principalement ; la légitimation juridique par la norme de référence. »<sup>361</sup>

Philippe Claret observe à l’échelle de l’Histoire qu’ « en effet, les Occidentaux ont quelque peu précipité, sans doute avec le consentement tacite des Européens de l’Est, et sous l’effet d’un pragmatisme politique certain, le processus d’intégration européenne des États

---

<sup>361</sup> MILACIC Slobodan, L’État postcommuniste entre l’histoire, le droit et le marché, chapitre en La réinvention de l’état, volume coordonné par Slobodan Milacic, Éditeur Bruyant, 2003, p.23

postcommunistes. »<sup>362</sup> L'auteur montre que « l'intégration européenne des États postcommunistes a toutes les allures, en effet, d'un contrat d'adhésion avec une double série d'obligations : de résultat et de comportement. »<sup>363</sup> Historiquement parlant, selon P. Claret, « les conditions politiques d'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne ont été formulées pour la première fois lors du Conseil Européen de Copenhague en juin 1993 : existence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection. »<sup>364</sup>

Au niveau idéologique, S. Milacic identifie le néolibéralisme comme la plateforme de standardisation des nouvelles démocraties : « Les transitions postcommunistes ont été lancées, dans et par un contexte néolibéral triomphant : celui de l'euphorie de 'sortie de crise' des années '70, grâce au 'reaganisme' ou 'thatchérisme' c'est-à-dire le néolibéralisme. Parallèlement, c'est l'apogée de la redécouverte de l'État de Droit comme avancée substantielle, voire 'finale' (F. Fukuyama) de la démocratie libérale. On assiste, alors, à l'essor du juridique et au déclin corrélatif du politique. Ce n'est pas par hasard qu'en Bulgarie et en Roumanie on adopte de nouvelles constitutions parlementaires libérales alors que la « Tchécoslovaquie » et la Hongrie se contentent de laisser perdurer encore de vieilles constitutions communistes, replâtrées au goût du jour »<sup>365</sup>

La réponse à la question « Dans quels buts les élites s'associent-elles et pour quels motifs s'engagent-elles dans la politique ? » est bien éclaircie dans les études d'A. Mungiu : « La liberté de s'associer dans des partis politiques est importante, mais les partis (en Roumanie) sont l'expression des intérêts de clan et rien d'autre »<sup>366</sup>. La même autrice, Alina Mungiu, avance comme exemple le fait qu'en « 2001, 59% des Roumains ont porté plainte contre les abus des fonctionnaires publics, mais [que] 13 à 22% ont payé des pots de vin »<sup>367</sup>

Pour trouver une explication, l'autrice mentionne les 80 partis politiques enregistrés en Roumanie à l'époque et dénombre trois critères qui les définit comme les héritiers du communisme

---

<sup>362</sup> CLARET, Philippe, La marche forcée des états postcommunistes vers l'état de droit et la démocratie pluraliste, chapitre en La réinvention de l'état, volume coordonné par Slobodan Milacic, Éditeur Bruyant, 2003, p.97

<sup>363</sup> CLARET, Philippe, La marche forcée des états postcommunistes vers l'état de droit et la démocratie pluraliste, chapitre en La réinvention de l'état, volume coordonné par Slobodan Milacic, Éditeur Bruyant, 2003, p.98

<sup>364</sup> CLARET, Philippe, La marche forcée des états postcommunistes vers l'état de droit et la démocratie pluraliste, chapitre en La réinvention de l'état, volume coordonné par Slobodan Milacic, Éditeur Bruyant, 2003, p.99

<sup>365</sup> MILACIC, Slobodan, L'État postcommuniste entre l'histoire, le droit et le marché, chapitre en La réinvention de l'état, volume coordonné par Slobodan Milacic, Éditeur Bruyant, 2003, p.24

<sup>366</sup>

<sup>367</sup> MUNGIU Alina, Politica dupa comunism, Humanitas, 2002, page 29

: « le critère de la direction avec la présence des anciens membres de la Securitate et de la nomenklatura, le critère de l'idéologie et le critère de la culture politique. »<sup>368</sup>

Selon elle, « l'appartenance à un clan politique et non la compétence est le meilleur prédicteur pour savoir si quelqu'un pourrait occuper une dignité publique en Roumanie. »<sup>369</sup>

Ceci est très remarquable dans la vue d'ensemble proposée par R. Aron : « Le passage par le cabinet ministériel devient, dans les démocraties corrompues, la voie d'accès la plus rapide aux positions élevées. Cela a un inconvénient, c'est que les démocraties, où l'esprit de compétition intervient en permanence, ont besoin qu'il y ait une administration au-dessous de la compétition et non solidaire des partis. Lorsque la carrière dépend trop de l'influence des partis, les fonctionnaires sont à leur tour corrompus par l'esprit partisan, et dans ce cas, l'une des limites à l'exagération du système de compétition disparaît. Chose curieuse, cette politisation de la vie administrative intervient naturellement dans les partis qu'on sait totalitaires, mais elle intervient aussi dans les cas où les partis croient de moins en moins en eux-mêmes. »<sup>370</sup>

Il convient donc de poser les questions suivantes : « Quelle est la mentalité des élites politiques au sujet de la défense de l'intérêt national ? Peut-on parler d'une haute incompétence ? D'une mauvaise foi ? D'une culture politique tributaire d'un électorat très conservateur, religieux, non habitué à la culture démocratique du consensus ?

Dans l'Introduction (Section B, L'objet d'étude), nous avons traité du sujet des élites politiques nationales roumaines et de leurs particularités dans la période post communiste. Il y a une forte influence du passé dans le comportement des élites en Roumanie, à cause du passé dictatorial. Plus de trente années après la chute de la dictature, une certaine façon de faire en politique est encore ancrée dans les mœurs et s'inscrit au cœur des défauts d'un système politique égocentrique et profondément corrompu.

Dans cette Section, nous nous intéressons à une question plus ample : qui sont les élites en général ? Comment fonctionnent-elles ? Pour bien comprendre les mécanismes du pouvoir, il faut connaître les acteurs qui l'exercent. Qui sont donc les élites ? Comment se forment-elles ? Comment fonctionnent-elles ? Peut-on parler d'une élite homogène ou d'une pluralité d'élites ?

---

<sup>368</sup> MUNGIU Alina, *Politica dupa comunism*, Humanitas, 2002, page 29

<sup>369</sup> MUNGIU Alina, *Politica dupa comunism*, Humanitas, 2002, page 35

<sup>370</sup> ARON Raymond, *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolutions*, 1997, Éditions de Fallois, collections Inédit Sciences Sociales, p.103

Après un rappel théorique, nous allons étudier les élites roumaines à travers les opinions des anciens Premiers – Ministres.

L'étude de la corruption et du clientélisme inclue donc nécessairement une étude des élites. À cet égard, deux grands courants théoriques se sont confrontés : le modèle moniste et le modèle pluraliste. Le premier modèle énonce l'existence d'une élite unifiée et homogène dans la société, avec des règles d'accès assez bien définis. Le modèle pluraliste, selon la définition partagée par R. Aron et R. Dahl, répond à la question « Qui gouverne ? » par : « Ni la masse, ni l'élite – un conglomérat des élites<sup>371</sup>. »

E. Suleiman s'interroge ainsi sur l'origine des élites : « Les premières questions qu'on se pose lorsque on étudie les élites d'un pays donné sont : d'où viennent-elles ? Comment sont-elles formées ? Dans le cas de la France, le passage par quelques écoles apparaît tout à fait décisif. La détention d'un titre universitaire ou scolaire, le passage par certaines écoles plus prestigieuses ou plus reconnues que d'autres ou bien l'appartenance à une association d'anciens élèves d'une grande école sont des ressources essentielles pour réussir sa vie professionnelle ou s'engager dans une carrière politique.<sup>372</sup> »

Robert Dahl, Raymond Aron, Wright Mills et Pierre Birnbaum sont parmi les premiers à offrir une réponse à la question 'D'où viennent les élites ?'

En se demandant qui prend les décisions clés dans la société américaine, Wright Mills souligne le caractère unitaire et homogène de l'élite politique américaine<sup>373</sup>. A la question « Qui gouverne la société américaine ? », l'auteur évoque trois réponses potentielles : « A. Une élite unifiée, B. Une élite homogène, C. Une élite aristocratique<sup>374</sup>. » La bonne réponse, selon W. Mills repris par Baudouin, serait le point « A. Une élite unifiée » qui serait composée par le président, les conseillers et la haute administration, par les dirigeants des grandes compagnies multinationales et le sommet militaire américain – le Pentagone.

Cette élite homogène serait garantie, selon Mills, par le parcours social commun (classes sociales, études) et l'interchangeabilité constante (politique - économie - armée). Le « circuit » social des gens à l'intérieur de l'élite serait caractérisé par la circulation et la fluidité. Pour les gens

---

<sup>371</sup> BAUDOIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Mémentos Dalloz, (1992), p. 96

<sup>372</sup> SULEIMAN E., in Suleiman E., Mendras H, *Le recrutement des élites en Europe*, Éditions La Découverte, (1999), p. 33

<sup>373</sup> BAUDOIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Éditions Dalloz, Paris, (1992), p. 90

<sup>374</sup> BAUDOIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Editions Dalloz, Paris, (1992), p. 91

ne faisant partie de l'élite, le même « circuit » serait caractérisé, à l'extérieur, par la fermeture et le refus d'*outsiders*<sup>375</sup>.

Pierre Birnbaum reprend la conception de Wright Mills sur les élites vues comme un groupe endogène, monopolisateur et autoreproducteur. Les deux auteurs sont les représentants du modèle moniste des élites.

P. Birnbaum utilise une méthode originale fondée sur l'analyse systématique des notices biographiques accompagnant 5000 noms du *Who's who*. Le sociologue distingue des « fractions non dirigeantes » ; il inclut parmi les premiers les hauts fonctionnaires, les chefs militaires, les propriétaires et les gestionnaires des moyens de production publics et privés ; il retranche les intellectuels et les professions libérales ; il annonce d'emblée l'existence d'une classe dirigeante, dotée d'une « formidable cohérence », et étaye sa démonstration selon deux paramètres complémentaires : le cursus et le statut<sup>376</sup>.

Le cursus du personnel dirigeant, selon P. Birnbaum, est fondé sur trois conditions :

1<sup>ère</sup> – l'hérédité sociale, exprimée par la mobilité horizontale, la technique du pantouflage, la non-mobilité verticale et la distinction entre « héritiers » et « boursiers ».

2<sup>e</sup> – la trajectoire scolaire, exprimée par l'enseignement supérieur à deux vitesses : les Facultés (classes moyennes) et les Grandes Ecoles (élites). Il remarque la prépondérance des grandes écoles politico-juridiques et considère que l'ENA fait de la discrimination.

3<sup>e</sup> - le milieu culturel : il existe une identité de lieu, basée sur le lieu d'habitation, le lieu de détente (Bahamas) et le lieu de rencontre (Rotary, golf)<sup>377</sup>.

En ce qui concerne le statut du personnel dirigeant, P. Birnbaum identifie, dans une analyse « statique », le déclin des patrons classiques au profit des dirigeants salariés et le filtre des grandes écoles. Cette analyse « statistique » est complémentaire de l'analyse « dynamique », qui met en évidence la mobilité sociale à la « verticale » par le pantouflage et l'échange générationnel entre la classe politique et la classe dirigeante.

La théorie pluraliste, à laquelle les auteurs R. Aron et R. Dahl ont apporté des contributions essentielles, appuie l'idée que, dans la société, il y a une pluralité des élites. Même si W. Mills nomme la structure administrative de l'État comme la source unique d'une élite, cela n'empêche

---

<sup>375</sup> BAUDOIN (Jean), Introduction à la science politique, 3e édition, Editions Dalloz, Paris, (1992), p. 91

<sup>376</sup> BAUDOIN (Jean), Introduction à la science politique, 3e édition, Éditions Dalloz, Paris, (1992), p. 94

<sup>377</sup> BAUDOIN (Jean), Introduction à la science politique, 3e édition, Éditions Dalloz, Paris, (1992), p. 94



pas les gens d'autres domaines d'accumuler du pouvoir et de se manifester en tant qu'élite identique à celle liée directement au Gouvernement. Par exemple, le mécanisme réglementé du lobby américain est une reconnaissance de l'existence d'une (autre) élite capable d'influencer les décisions du Gouvernement, avec des moyens légaux et transparents.

Cette sorte de dichotomie est mise en relief dans la définition de la classe dirigeante de Raymond Aron. Il appelle « catégorie dirigeante », selon le modèle pluraliste, « des minorités qui occupent des positions ou accomplissent des fonctions telles qu'elles ne peuvent pas ne pas avoir une influence sur le gouvernement de la société », dans laquelle il distingue le personnel politique, la haute administration civile et militaire, les leaders syndicaux, les gestionnaires publics et privés du travail collectif et les détenteurs du pouvoir spirituel (églises, clercs, maîtres-penseurs)<sup>378</sup>

L'élite politique n'est pas la seule élite d'un pays. Les dirigeants des grandes entreprises privées, les leaders syndicaux ont des pouvoirs assez importants qui leur permettent d'influencer, dans un sens ou dans l'autre, les politiques publiques du Gouvernement. L'évolution technologique a permis la création de leaders en dehors des domaines traditionnels, comme internet. En ce qui concerne le pouvoir des leaders religieux, surtout dans le contexte actuel, il serait douteux de contester leur pouvoir d'influence considérable sur une certaine catégorie de croyants.

J. Baudouin, dans sa présentation des « courants » théoriques, mentionne Dahl et son analyse de la ville de Newhaven, dans laquelle il explique que la ville « est passée d'une structure oligarchique fondée sur des inégalités cumulatives à une structure polyarchique fondée sur des inégalités dispersées. »<sup>379</sup>

R. Aron appelle « catégorie dirigeante des minorités qui occupent des positions ou accomplissent des fonctions telles qu'elles ne peuvent pas avoir une influence sur le gouvernement de la société<sup>380</sup> ». Il distingue cinq catégories et observe que leurs frontières sont poreuses :

1. Le personnel politique
2. La haute administration civile et militaire
3. Les leaders syndicaux
4. Les gestionnaires publics et privés du travail collectif
- Les détenteurs du pouvoir spirituel (églises, clercs, maîtres-penseurs)

---

<sup>378</sup> BAUDOUIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3e édition, Éditions Dalloz, Paris, (1992), p. 97

<sup>379</sup> BAUDOUIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3e édition, Éditions Dalloz, Paris, (1992), p. 95

<sup>380</sup> BAUDOUIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3e édition, Éditions Dalloz, Paris, (1992), p. 97

Le tableau montre les différences entre les thèses monistes et pluralistes<sup>381</sup> :

| <b>Catégorie</b>                            | <b>Moniste</b> | <b>Pluraliste</b> |
|---|----------------|-------------------|
| <b>Structure</b>                            | Univoque       | Plurielle         |
| <b>Nature du pouvoir</b>                    | Contraignant   | Conciliant        |
| <b>Conception de la démocratie libérale</b> | Pessimiste     | Optimiste         |

Tableau 10.R. Aron – *Les élites selon les conceptions moniste et pluraliste*

Une autre définition des élites politiques, selon E. Suleiman, met l'accent sur la multitude des domaines de la société. L'auteur affirme « qu'il faut entendre par les élites, les personnes qui occupent dans une société, par leur formation, leur culture ou leur appartenance sociale, les positions de pouvoir, de décision ou d'influence. Il peut s'agir des élites politiques et administratives en charge de la gestion d'État, des élites économiques et financières, des élites intellectuelles et enfin d'une catégorie plus nouvelle qu'il est convenu d'appeler l'élite médiatique<sup>382</sup>. »

R. Dahl observe l'évolution historique conduisant de l'oligarchie absolue vers une polyarchie fonctionnelle. J. Baudouin, qui reprend Dahl, résume les trois catégories dirigeantes qui représentent, également, l'évolution des élites : « Le principal élément de preuve pour le passage de l'oligarchie au pluralisme se trouve dans les changements dans les caractéristiques sociales des élus (...). Dans la première période (1784 à 1842), la fonction publique était presque l'apanage exclusif des familles patriciennes. Dans la seconde période, Dahl conçoit la route de l'oligarchie vers le pluralisme : les patriciens, les entrepreneurs, les ex-plèbes, et le Nouveau Homme (New Men)<sup>383</sup>. »

Les caractéristiques de chaque catégorie dans la classification de l'oligarchie sont diverses. Pour la première catégorie, ou le premier âge des « patriciens », les éléments principaux étaient le prestige social, l'instruction, l'argent et l'influence politique. Dans la deuxième ère, ou l'âge des entrepreneurs, il mentionne seulement l'argent. Pour la troisième ère, ou l'âge des « ex-

<sup>381</sup> BAUDOIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Editions Dalloz, Paris, (1992), p. 97

<sup>382</sup> SULEIMAN E., in SULEIMAN E., MENDRAS H, *Le recrutement des élites en Europe*, Éditions La Découverte, (1999), p. 33

<sup>383</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 11

plébéiens », c'était le changement de classe pour ceux issus d'une classe inférieure et la popularité<sup>384</sup>.

J. Baudouin conclut que la ville de Newhaven (étude de R. Dahl) est passée d'une « structure oligarchique », fondée sur des « inégalités cumulatives », à une « structure polyarchique », fondée sur des « inégalités dispersées »<sup>385</sup>.

R. Dahl remarquait que « les patriciens avaient été presque totalement décalés par rapport au centre de l'attention du public ; en fait, la plupart des électeurs sans doute ne pouvait même pas faire la distinction entre les patriciens et les nouveaux riches<sup>386</sup> », pendant que « la popularité de l'homme d'affaires en tant que fonctionnaire élu pour un mandat exigeait une grande croyance dans les rangs du parti et dans le fichier des électeurs envers les vertus particulières et les accomplissements méritoires de l'homme d'affaires, un certain plaisir de respect, et peut-être même une certaine identification empathique<sup>387</sup>. »

Cette évolution des élites a créé ce que Dahl appelle une « inégalité dispersée ». <sup>388</sup>L'ancien monde des patriciens était caractérisé par l'homogénéité : « la naissance, la richesse, l'éducation, et le bureau ont été rejoints, il était facile de déterminer le statut social d'une personne. »<sup>389</sup>

L'idée est exprimée par R. Aron dans l'inventaire des détenteurs de pouvoir qui « peuvent être : ou bien des aristocrates, des grands, des notables, disons, de la manière générale, des membres de la classe socialement dirigeante ; ou bien des hommes politiques professionnels, appartenant à la classe privilégié mais d'un niveau au-dessous, disons : des petits bourgeois du style avocats ou professeurs ; enfin (...) ce que j'appelle des meneurs des masses : secrétaires des syndicats, fonctionnaires des partis politiques<sup>390</sup> ».

En revanche, dans les sociétés totalitaires, comme l'explique R. Aron, les « catégories dirigeantes ou la classe dirigeante » représentent une classe sociale qui « dispose de la totalité ou

---

<sup>384</sup> BAUDOUIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Editions Dalloz, Paris, (1992), p. 94

<sup>385</sup> BAUDOUIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Editions Dalloz, Paris, (1992), p. 95

<sup>386</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 29

<sup>387</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 31

<sup>388</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 51

<sup>389</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 63

<sup>390</sup> ARON (Raymond), *Introduction à la philosophie politique : Démocratie et révolutions*, Éditions de Fallois, collection Inédit Sciences Sociales, (1997), p. 44

l'essentiel du pouvoir (thèse marxiste classique). Ils sont membres du même groupe social. Au contraire, la classe économique dominante ne contrôle pas l'ensemble des décisions. La démocratisation empêche une simple reproduction<sup>391</sup>. »

Dans un système démocratique, les élites ont été composées, selon R. Dahl, par les notables et les politiques. Les notables sociaux sont ceux qui ont des « ressources politiques » et de l'argent<sup>392</sup>. R. Dahl définit le « stratum politique » comme « une petite couche d'individus qui est beaucoup plus fortement impliquée dans la pensée politique, la discussion et l'action que le reste de la population<sup>393</sup> ». C'est la source des dirigeants et sous-dirigeants des partis et des coalitions politiques<sup>394</sup>.

S.N. Eisenstadt souligne la pluralité des élites : « Une variété des types des élites sont porteurs des orientations culturelles qui prévalent dans une société. En lien avec ces visions et orientations, la pluralité des élites incline à exercer différents modes de contrôle sur la production et la distribution des ressources essentielles qui existent dans toute société. »<sup>395</sup>

J. Scott considère que, « au fil de ces débats, s'affrontaient des interprétations “élitistes” et “pluralistes” du rôle et du pouvoir des élites. L'approche prépondérante, celle de Mills, Domhoff et Miliband, est de tendance élitiste : non seulement elle étudie les élites, mais elle leur attribue implicitement domination et capacité d'infiltration. Les approches pluralistes, en revanche, soutiennent que les pouvoirs des élites sont fluctuants. Ils estiment qu'il est essentiel de traiter le pouvoir en tant que problème empirique à examiner au cas par cas. Une telle méthode, d'après eux, permet de démontrer que la plupart des sociétés sont caractérisées par une diversité des élites concurrentes. (...) La confrontation des deux points de vue a contribué à identifier nettement les deux méthodes de recherche distinctes. “L'élitisme” renvoie à une tradition de recherche qui se consacre presque exclusivement à l'origine sociale et aux liens entre ceux qui occupent des positions privilégiées, en tenant compte également des aspects “de réputation” du pouvoir. Le

---

<sup>391</sup> BAUDOIN (Jean), *Introduction à la science politique*, 3<sup>e</sup> édition, Editions Dalloz, Paris, 1992, p. 96

<sup>392</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 76

<sup>393</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 90

<sup>394</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 92

<sup>395</sup> EISENSTADT SN, *Patrons, clients and friends*, Cambridge University Press, (1984), p. 38

“pluralisme” décrit un programme de recherche qui favorise l’étude des décisions et leurs conséquences réelles, en insistant sur les processus et les mécanismes décisionnels. »<sup>396</sup>

Quatre anciens Premiers ministres de Roumanie ont répondu à douze questions identiques, pendant l’année 2011. Les entrevues ont été réalisées avant les coups portés contre la démocratie (2012) et qui ont pris pour cible la Justice. Cette méthodologie nous aide à mieux comparer les opinions des hautes personnalités politiques sur les mêmes événements politiques liées à la corruption. Leurs opinions clarifient la façon dont les faits étaient perçus du haut de leur position au cours de leurs mandats respectifs.

Les questions se rapportaient à quatre grands thèmes :

- Les sources du clientélisme et de la corruption en Roumanie post-communiste
- Les obstacles dans la lutte anti – corruption
- Reflet sur l’activité des élites politiques nationales
- Une évaluation de leur mandat

Selon P. Roman, V. Ciorbea et R. Vasile, qui s’opposent sur ce point à l’avis de N. Văcăroiu, les réflexes totalitaristes et favorables à la corruption dans la politique roumaine sont un héritage du passé.

En revanche, tous pensent que les élites politiques roumaines ont échoué dans leur mission de moderniser la Roumanie, à la fois pour des raisons distinctes et pour une raison commune : l’omniprésence de la corruption.

A la question de savoir si le phénomène de la corruption s’est créé à partir de 1989, ou bien s’il s’inscrit dans la continuité de la corruption répandue dans le régime totalitaire d’avant 1989, les anciens Premiers Ministres Petre Roman, Victor Ciorbea et Radu Vasile pensent qu’il s’agit d’une continuation du système politique totalitaire. En revanche, Nicolae Văcăroiu pense qu’il s’agit plutôt d’une création post-décembriste.

Le premier Premier-Ministre de la Roumanie post-décembriste, Petre Roman (1989-1991) considère que les « enfants gâtés » de la dictature – d’après lui, les membres d’échelon supérieur du Parti Communiste et les membres de la Securitate – sont ceux qui ont fait perdurer la corruption et qui ont augmenté l’ampleur du phénomène : « Avec le temps, il est devenu plus évident que les

---

<sup>396</sup> SCOTT J., in SULEIMAN E., MENDRAS H, *Le recrutement des élites en Europe*, Éditions La Découverte, (1999), pp. 11-12

plus grands obstacles, même la résistance, sont venus de la part des structures de l'ancien régime. Parce que, pour beaucoup d'entre eux, le renversement du régime devait concerner seulement Ceaușescu, mais, d'une façon ou d'une autre, la société simulait une certaine démocratie et, en même temps, les choses devaient être gardées dans la même condition, la Securitate gardait le rôle de l'instrument « patriotique », de la sécurité et de la surveillance nationale. De sorte que la politique a été, formellement, dirigée par des gens « élus ». C'est là l'origine des obstacles à la démocratisation »<sup>397</sup>.

A son tour, Victor Ciorbea, Premier Ministre de la Roumanie en 1997 et 1998, qui avait succédé à Nicolae Văcăroiu au pouvoir, est très catégorique sur le sujet et partage la même vision : la corruption vient du passé : « Le phénomène de la corruption est la continuité de la corruption pendant le communisme, mais il a pris de l'ampleur après décembre 1989. Pendant la période du communisme régnait la peur de l'ancienne Securitate, du Parti, etc. Après 1989, cette peur a disparu et on est arrivé, graduellement, et s'est imposée, graduellement, une corruption institutionnalisée, aussi bien sur le plan économique et social, ainsi que la constitution de groupes de type mafieux composés par la clientèle politique et, plus grave encore, par des politiques à la tête du « système », et par des fonctionnaires publics nommés tous ou en très grande majorité suivant des critères clientélistes, par des « sponsors » de partis politiques et même par de véritables criminels. Nous avons obtenu ce conglomerat qui réunit des criminels et des politiques. La corruption s'est répandue dans tous les domaines : institutionnel, économique. Sur le plan économique elle a pris également la forme de l'évasion fiscale, très importante, ainsi que la forme du travail au noir, et ce à de très hauts niveaux. »<sup>398</sup>

Radu Vasile considère que son mandat (1998 – 1999) a été torpillé par la corruption héritée du passé avec les personnels du régime et de la Securitate. La situation a été similaire, d'après P. Roman et V. Ciorbea, qui en témoignent également.

R. Vasile affirme : « La réponse, s'il y avait eu un test du type « choisissez entre réponse A et B », la réponse est B. Donc, c'est une continuation de l'état de la période communiste. Mais, il y a une « petite » différence. Pendant le totalitarisme, ce type de corruption s'est manifestée aux niveaux inférieurs de la société, à cause du fait, en principe, qu'on avait, au moins dans le cas de

---

<sup>397</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>398</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

la Roumanie, une pénurie des biens élémentaires, des biens de stricte nécessité. Je parle des biens produits dans l'intérieur du pays, mais aussi d'importation. Comme conséquence, ce type de corruption était tellement élevé en Roumanie qu'on peut la synthétiser en une seule phrase : l'argent n'était plus nécessaire pour corrompre un fonctionnaire, un chef d'entreprise, etc., il fallait proposer des biens. L'argent a été remplacé par les biens eux-mêmes. C'est à dire, qui si on allait chez le médecin, ou chez un professeur et on lui donnait une boîte de cigarettes Kent et une bouteille de whisky, c'était un équivalent à le payer en or. Pour n'importe quoi, mais absolument n'importe quoi, il fonctionnait ce système de cadeaux « en nature », qui n'étaient pas de grande valeur, mais surtout de petite valeur en comparaison avec les revenus en Occident, mais qui était la seule voie pour obtenir quelque chose : un avis administratif, une location sociale, donc, des petites valeurs. Cependant, ce qu'on appelle aujourd'hui la « grande corruption », en d'autres mots, l'action de corrompre un dirigeant communiste du « cercle interne », voir Orwell, n'était pas accessible pour les gens normaux. Il fonctionnait en échange le système de « relations ». Si tu avais des relations, une connaissance, qui se trouvait dans le segment ou la position qui assurait à la personne qui sollicitait des facilités, y compris deux kilos de viande, tu pouvais résoudre le problème. »<sup>399</sup>

Selon lui, « le « cercle intérieur » du Parti Communiste, et même le « cercle extérieur », c'est-à-dire les membres de rang 3 et 4, n'avaient pas besoin d'argent parce que chez eux fonctionnaient les « téléphones » et ils avaient tout mis à leur discrétion. Ils pouvaient se permettre tout, notamment l'accès à des biens que la majorité de la population n'avait pas vus depuis longtemps. »<sup>400</sup> Vasile souligne le fait que l'abus de pouvoir a été fait « systématiquement par le système ».

Le Premier Ministre roumain qui détient le « record » de durée et de stabilité du mandat, Nicolae Văcăroiu, ne partage pas la même opinion sur la continuité de la corruption et du clientélisme. Il s'est exprimé clairement à ce sujet : « A mon avis, lié à la corruption, dans la période communiste, ils étaient des enfants. Pourquoi ? Disons qu'ils étaient « comptés » : les activistes du Parti – les premiers-secrétaires du Parti, les secrétaires du Parti, les secrétaires avec l'Organisation. Tu veux que je te dise que tous ceux – on y avait des interventions pour une nièce, un grand-enfant – mais ce n'était rien ! Écoute-moi bien : ce n'était rien ! (...) Mon Dieu, mais

---

<sup>399</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>400</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

eux, est-ce qu'ils avaient le courage, un premier-secrétaire de se faire bâtir une maison personnelle ? Ou d'avoir de l'argent à CEC (à la banque) ? Mais la Securitate les surveillait et les faisais poussière ! Pourquoi ? Parce que la famille Ceaușescu n'avait pas ! Toute la famille du Ceaușescu, as-tu entendu quelque chose lié à leur fortune ? Ils ont commencé ces malades avec des comptes à l'étranger ! Rien ! Ils n'avaient pas une vis, une maison, un appartement ! (..) Même les costumes, ils étaient faits pour qu'il les utilise quatre fois et après qu'ils sont revendus. Les seules choses qu'ils avaient, c'est Valentin, leur grand fils, des cadeaux, tableaux reçus des autres chefs d'État. Donc, la Securitate surveillait les autres pour les découvrir. Mais il y avait des influences avec des nièces, des grand-fis, qui vivait une bonne vie, ils achetaient des magasins spéciaux, c'est-à-dire chez eux, ils buvaient du whisky, ils fumaient Kent. Mais ça...maintenant des nièces, des grand-fis et tout ça. Il ne faut pas se fâcher, vas-y à Monte Carlo, pas à Paris. Les Roumains ont détrôné les Russes. Il faut voir là-bas des Roumains d'environ 2530 ans, ils n'ont jamais travaillé dans leur vie, ils ont un yacht à quai et ils payent 100.000 euros par mois la location. Le yacht est loué. »<sup>401</sup>

Radu Portocală, dissident politique, trouve la preuve de la continuation du régime à travers la prise du pouvoir par les « anciens » moins connus : « Ion Chesa, ministre de l'Industrie métallurgique, a été deux fois vice-ministre depuis 1966. Le ministre des Sports, Mircea Angelescu, était un ami de Nicu Ceaușescu et son frère Valentin. Il a commencé sa carrière en tant que président de l'Union des associations des étudiants communistes. Il est devenu ensuite secrétaire du Comité central de l'Union des Jeunesses communistes, pour être ensuite propulsé adjoint au chef de la section 'externes' du Comité central du PC. Il devient enfin premier secrétaire du comité du Parti du Centre universitaire de Bucarest et vice-président du Parti dans le département de Giurgiu. Ion Patan, ministre des Finances, a été ministre à plusieurs reprises, et même vice-Premier Ministre. Stelian Pintilie, ministre des télécommunications, était colonel de la Securitate et il y dirigeait une unité centrale de transmissions ;puis, promu membre du Comité central du PC, il était devenu vice-ministre des Transports et Télécommunications. »<sup>402</sup>

Portocală donne d'autres exemples : « Teofil Pop, ministre de la Justice, n'était avant que vice-ministre dans le même domaine. Quant au président de la Cour suprême de la Justice, l'organisme judiciaire le plus important du pays, il se nomme Teodor Vasiliu, et a été ministre de

---

<sup>401</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>402</sup> PORTOCALĂ (Radu), Autopsie du cou d'état roumain, Calmann-Lévy, 1990, p.160



la Justice de 1970 à 1975, puis ambassadeur à Stockholm. En sa qualité actuelle, et conformément à la nouvelle loi électorale, il dirige les opérations de contrôle de la régularité des élections. »<sup>403</sup>

La transition postcommuniste est un processus complexe. La Roumanie a dû faire *tabula rasa* de son système social, politique et économique – un changement radical de régime de gouvernance. En 1989, le peuple roumain avait choisi de se défaire du totalitarisme de Nicolae Ceaușescu et de son régime d'inspiration stalinienne, que Raymond Aron avait de manière visionnaire appelé « le grand mensonge du régime le plus humain du monde<sup>404</sup> ».

La démocratie roumaine, née dans la violence en 1989, épouse la forme d'un processus cyclique en matière de progrès et d'amélioration. Il y a de nombreuses causes à cela, certaines plus anciennes, d'autres plus récentes, internes mais aussi externes.

V. Havel appelle le communisme « le principal cauchemar du mode démocratique » remplacé, selon lui, par un autre « cauchemar [qui] a pris sa place : le postcommunisme<sup>405</sup> ». Par postcommunisme, V. Havel entend la situation où les pays se sont « débarrassés du communisme », mais il ajoute à la définition la complexité de la transition : « Mais les mettre tous dans le même sac, c'est une simplification dangereuse. Certes, ils sont tous confrontés au même problème : se défaire de l'héritage désastreux du communisme, réparer les dommages dont il fut la cause, et instaurer, ou restaurer, la démocratie ; mais il y a aussi, pour nombre de raisons, d'importantes différences entre eux<sup>406</sup>. »

La Roumanie manque d'une tradition démocratique de longue durée, qui aurait dû cimenter fortement, dans la conscience populaire, les principes de fonctionnement de la démocratie et de l'État de Droit. La transition de la dictature vers la démocratie s'est faite plutôt sur la forme, mais pas sur le fond. C'est l'une des raisons essentielles de la création, de l'exécution et du suivi des politiques publiques contre la corruption politique et le clientélisme, ces dernières buttant toujours sur des obstacles qui les font majoritairement échouer. La question est constamment posée : pourquoi n'a-t-on pas trouvé de remède à cette maladie politique ?

On trouve des hypothèses plausibles à la fois dans l'Histoire et dans la période récente. L'histoire des quatre-vingt dernières années de la Roumanie est marquée par le régime dictatorial

---

<sup>403</sup> PORTOCALĂ (Radu), *Autopsie du cou d'état roumain*, Calmann-Lévy, 1990, p.161

<sup>404</sup> ARON (Raymond), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, 1965, p. 18

<sup>405</sup> HAVEL (Vaclav), BRODSKY (Joseph), *Le cauchemar du monde post-communiste*, Éditions Anatolia, (1994), p. 12

<sup>406</sup> HAVEL (Vaclav), BRODSKY (Joseph), *Le cauchemar du monde post-communiste*, Éditions Anatolia, (1994), p. 12

personnel fasciste du maréchal Ion Antonescu (1940-1945), suivi du régime dictatorial personnel communiste (1945–1989), dominé par Nicolae Ceaușescu à partir de 1965.

Avant 1940, la Roumanie a porté les traces de la domination ottomane qui, entre le XV<sup>e</sup> siècle et le XVII<sup>e</sup> siècle, avait soit dirigé, soit imposé par la force armée l'installation au pouvoir de rois étrangers dans les principautés roumaines de Moldavie et de Valachie (également appelée Pays Roumain). La Roumanie a obtenu son indépendance de l'Empire ottoman en 1877. En 1918, les deux provinces dont les Roumains formaient la population majoritaire – la Transylvanie et la Bessarabie, – ont librement décidé de s'unir avec la Roumanie, qui à l'époque était un royaume. Après 1940, l'Union soviétique a abusivement occupé la Bessarabie et l'a soumise à une politique très dure de russification. La République soviétique socialiste moldave a été annexée à l'Union soviétique.

Dans les trois provinces roumaines de Valachie, de Moldavie et de Transylvanie, la corruption a été omniprésente dans l'administration et dans la politique. Le « bakchich », mot d'inspiration turque, est utilisé encore aujourd'hui dans le vocabulaire principal et actuel de la langue roumaine. Les cas de corruption sont assez nombreux dans l'histoire roumaine. Les princes et les rois roumains ont souvent tué les membres de l'aristocratie (« boyars ») pour trahison parce qu'ils ont accepté des pots-de-vin pour élire un autre prince. Vlad Țepeș (surnommé Dracula), bon stratège et audacieux, qui a contenu l'Empire ottoman au Danube et a conservé l'indépendance de la Valachie, a fait exécuter par le feu tous les boyars qui complotaient contre lui. Ștefan cel Mare, en Moldavie, transformait l'or dur en or liquide incandescent et obligeait les coupables de trahison à le boire. La Transylvanie, état indépendant entre 1526 et 1699 (Principauté de Transylvanie), a subi ensuite l'occupation austro-hongroise jusqu'en 1918, quand le peuple roumain, majoritaire en Transylvanie, a décidé de s'unir avec la Roumanie. La corruption dans l'administration et aux élections était déjà omniprésente.

La corruption électorale était un phénomène commun dans la vie politique austro-hongroise en Transylvanie. Dans une correspondance de 1872, publiée par l'envoyé du journal *New York Times en Transylvanie*, il est noté que la corruption et les pots-de-vin étaient très répandus, un fait jamais rencontré dans une communauté libre : « Les votes sont plutôt objets de vente comme le tabac ou les animaux. Dans une ville en Transylvanie, les électeurs valaques (ancien nom pour désigner les Roumains) étaient en route pour voter, après avoir été “achetés” par le candidat de la gauche pour deux florins pour chaque vote. Le représentant du candidat à droite

les a rencontrés et leur a offert trois Florins et ils ont voté en masse pour lui. Les gens éduqués hongrois offrent des pots-de-vin sans scrupules et sans honte. Je connais un noble en exil qui a payé l'équivalent de centaines de milliers de dollars pour des droits féodaux en 1848, et il a été nommé « martyr » pour son pays pendant dix ans. Il a payé 40 000 florins aux élections récentes et il ne semble pas du tout déshonoré. J'ai rencontré un député au Tokay, qui m'a assuré que même les gens intelligents et libres ont fait de la consommation sur les frais du député. Il y a quelques mois, pendant les élections, plusieurs milliers de litres de vin de Tokay (production récente) ont été offerts par chaque parti, et ils (le parti) ont payé 10 000 Florins. La gauche accuse le Gouvernement d'avoir acheté ses récentes victoires et affirme que l'accès au « portefeuille » officiel donne à la droite un avantage énorme<sup>407</sup>. » L'article reprend le racisme effrayant des Hongrois contre les Roumains et conclut ainsi : « Ni Dieu, ni l'humanité ne souhaitent le succès de cette race à moitié civilisée ».

Les deux dictatures du XX<sup>ème</sup> siècle ont supprimé les libertés civiles des Roumains entre 1940 et 1989 et toutes deux ont développé des bureaucraties profondément corrompues. C'est l'héritage historique contre lequel les Roumains ont dû lutter, dans la période postcommuniste, pour construire une société moderne, démocratique et européenne.

Le système qui a marqué la société roumaine pendant quasiment un demi-siècle a été le communisme. En 1945, la Roumanie, pays dont les aspirations sociales et politiques sont toujours tournées vers l'Ouest de l'Europe, passe sous occupation de l'Est – l'Union soviétique. Pendant presque quarante-cinq ans, entre 1945 et 1989, la société roumaine a été un satellite soviétique, dont le système de gouvernement a été, au début, imposé par la force par les Soviétiques. En 1965, arrive à la tête du pouvoir communiste – le Parti communiste roumain – Nicolae Ceaușescu. Son régime personnel et dictatorial a résisté vingt-quatre ans, période qu'il a lui-même qualifiée « d'Âge d'Or ». Le Parti communiste roumain est devenu le parti-État, toute forme de pluralisme politique étant interdite. Les membres des partis politiques traditionnels ont été emprisonnés, bien qu'une partie d'entre eux soient innocents, à partir du moment où ils « gênaient ». Cette catégorie excluait pourtant certaines organisations comme la Garde de Fer et le Mouvement Légionnaire, groupements politiques et paramilitaires d'obédience fasciste.

---

<sup>407</sup> « Hungary, Meeting of Parliament, From our own correspondent CLB », Pesta, (19 September 1872), *New York Times*

L'ancienne République socialiste roumaine voulait construire une forme de communisme absolu, impliquant le sacrifice de toutes les libertés civiles des Roumains. Le résultat a été un État-terreur ; en conséquence, le régime a été renversé par le peuple roumain, qui a commencé la construction d'un régime démocratique parlementaire. Dans cet État, les droits civiques étaient un simulacre, de sorte que la Roumanie d'avant 1989 rentrait dans la catégorie des pays dirigés par la peur, la terreur et la famine.

Raymond Aron dresse le tableau du régime qui s'était installé en Roumanie : « C'est à l'époque de la grande purge que se répandit le grand mensonge du régime le plus humain du monde. L'histoire comporte une étrange logique. Le régime soviétique avait besoin du délire stalinien et de la terreur pour fasciner. »

Y. Meny poursuit l'analyse de ce régime tyrannique : « Lorsque les systèmes se sont effondrés, toutes les conditions étaient réunies pour que ces mécanismes de corruption et de fraude puissent capter la manne considérable déversée par les pays occidentaux et les institutions internationales. Les bénéfices de la corruption sont souvent assez concentrés. On voit bien aujourd'hui dans l'ex-Union soviétique que ceux qui ont le plus bénéficié de la corruption sont les anciens apparatchiks, qui se sont emparés du capital des anciennes entreprises d'État. De même, au départ, les coûts de la corruption sont très diffus. Si, par exemple, un investissement public coûte 5% de plus parce qu'il a donné lieu à un bakchich, ces 5%, répartis sur l'ensemble des contribuables, semblent négligeables. Le bénéfice est en revanche concentré, car un seul individu ou un seul parti a empoché l'argent. »<sup>408</sup>

Comme tous les autres pays qui ont subi ce type de transition politique et économique radicale, la Roumanie a fait ses premiers pas vers la démocratie lentement, avec beaucoup de défis. L'adoption d'une Constitution démocratique, inspirée par des valeurs occidentales, la construction d'un système d'administration avec un corps de fonctionnaires indépendants du parti au pouvoir, la modernisation du pays et le travail titanesque pour faire renaître une nation et lui rendre sa conscience, ont impliqué tous les membres de la société, notamment les élites politiques.

En 1989, la dictature communiste a été renversée, avec un soutien populaire unanime, soit par un coup d'État selon une partie des historiens<sup>409</sup>, soit par une révolution sincère selon d'autres

---

<sup>408</sup> MENY Yves, « Les mécanismes internes de la corruption », chapitre in *La corruption internationale*, Maisonneuve & Larose, (1999), p.73

<sup>409</sup> PORTOCALA Radu, *Autopsie du coup d'état roumain : au pays du mensonge triomphant*, Calmann-Lévy, (1994)

historiens et certains hommes politiques de l'ancienne nomenklatura<sup>410</sup>. Malgré ces divergences, tous semblent s'accorder sur les raisons qui ont déterminé le changement de régime : les abus contre les libertés civiques et les Droits de l'Homme, la corruption rampante, les graves inégalités sociales et la pauvreté généralisée. Pour comprendre cet héritage, qui a fondamentalement influencé la société roumaine d'aujourd'hui, il faut se rappeler que les deux régimes totalitaires (1940 – 1945 et 1945 – 1989) ont été en symbiose parfaite pour créer les conditions de leur succès : la force, le crime, la menace, la déportation, l'exclusion et le harcèlement total contre les citoyens devenus victimes par des pratiques contraires à la présomption d'innocence.

« D'autre part, les Roumains ont perdu des décennies d'apprentissage à penser en termes de démocratie : ils vivaient trop différemment. Tout d'abord sous la dictature royale de Carol II, puis sous celle du maréchal Antonescu, et enfin, les deux régimes communistes, celui de Gheorghiu-Dej et celui de Ceaușescu. La Roumanie a enduré trop longtemps l'oppression du totalitarisme pour prendre facilement des risques. Cela a été et est le difficile héritage de l'histoire et de tant de décennies de dictature<sup>411</sup>. », raconte ainsi Petre Roman, ancien Premier ministre de Roumanie.

En résumé, selon A. Mungiu, « la transition postcommuniste est, dans ce contexte, le processus par lequel les institutions formelles du régime stalinien – la propriété de l'État, l'économie planifiée, le système mono-parti, l'organisation administrative strictement hiérarchique, la subordination de la vie économique, sociale et politique à une idéologie officielle – sont remplacées par d'autres institutions formelles, avec de nouveaux dogmes et de nouvelles normes officielles, qui sont celles de la démocratie et de l'économie du marché<sup>412</sup>. »

La responsabilité de la transition de la dictature vers la démocratie est imputable aux élites politiques nationales roumaines. Pour comprendre l'évolution du pays des extrêmes vers la normalité politique, sociale et économique, il faut comprendre les élites.

Par exemple, sans les pressions européennes et américaines en 2012 au moment du putsch parlementaire des 3 au 6 juillet 2012 et les jours qui ont suivi, il y aurait eu un fort risque de chaos et d'anarchie. La situation sera expliquée du point de vue de la corruption politique et du clientélisme, en fonction des événements qui se sont succédé et en prenant en compte la situation

---

<sup>410</sup> ION Iliescu, *Despre Revolutie*, Adevarul, (14 iuin 2010)

<sup>411</sup> Petre Roman, *Libertatea ca datorie*, Editura Fundației Pro, (2006), p. 78

<sup>412</sup> MUNGIU-Pippidi Alina, *Politica dupa comunism : structură, cultură și psihologie politică*, Humanitas, (2002), p. 209

particulière des acteurs politiques impliqués. Toutefois, le conflit politique, assez violent, est une conséquence de l'ambiguïté constitutionnelle et de l'accumulation des effets de la corruption et du clientélisme dans la vie politique et sociale roumaine. La Cour Constitutionnelle a joué un rôle essentiel dans le déblocage de la crise causée par le Parti Social-Démocrate avec en tête le Premier – Ministre Victor Ponta et Liviu Dragnea, Secrétaire général du parti, ultérieurement élu Président du parti.

Les deux hommes d'État ont forcé la Constitution en organisant un deuxième référendum pour suspendre le Président Băsescu. Certes, ils ont perdu ; mais cet épisode a montré la fragilité de la Constitution. C'est la preuve que le texte constitutionnel est obsolète. Comment donc la Roumanie a-t-elle bien pu se doter d'une Constitution qui a engendré la plus grande instabilité gouvernementale dans l'UE et a favorisé le développement de la corruption et du clientélisme ?



## Section 2

### Le régime “constitutionnel clientéliste” continu depuis 1989

Une analyse du parcours post – communiste de la Roumanie montre une réalité incontestable : toutes les grandes crises politiques du pays ont été causées par la corruption et le clientélisme. Presque tous les Premiers – Ministres ont commencé par nourrir de bonnes relations avec le Président de la République, qui se sont ensuite envenimées et qui ont eu des conséquences importantes sur la situation du pays.

Dans les années 1989 – 1992, Petre Roman et Ion Iliescu sont devenus des opposants politiques dans le même Gouvernement, comme le raconte P. Roman. Seuls Nicolae Văcăroiu et Ion Iliescu ont entretenu une excellente collaboration entre 1992 et 1996. Mais quatre années plus tard, Ion Iliescu et son Premier Ministre Adrian Năstase ont porté une guerre d’usure à travers des intermédiaires économiques et politiques. Le Président Emil Constantinescu a complètement détruit la relation de collaboration avec deux de ses plus importants Premiers – Ministres, Victor Ciorbea et Radu Vasile, selon leurs propres dires dans les entrevues qu’ils nous ont accordées.

En ce qui concerne le Président Traian Băsescu, dans ses deux mandats, il a réussi à nourrir une collaboration durable avec son Premier - Ministre Emil Boc, mais il a entretenu une relation de guerre ouverte avec tous ses autres Premiers – Ministres entre 2004 et 2014 : Calin Popescu Tăriceanu, allié devenu adversaire, et Victor Ponta, opposant politique. Cette situation s’est répétée aussi dans le mandat du Président Klaus Iohannis (nous analyserons ici seulement la période 2014 – 2016).

Dans la majorité des conflits, le facteur « corruption » a toujours été rejeté par une partie sur l’autre, avec des accusations soit voilées, soit très claires. A cela, il y a ...

...plusieurs explications : nous les avons recueillies lors de nos entrevues avec les anciens Premiers – Ministres. Trois sur quatre ont indiqué comme sources de la corruption l’incapacité du Parlement à bâtir un futur démocratique pour le pays, son passé dictatorial et le contrôle total de la société roumaine par la Securitate, la « STASI » roumaine, considérée comme l’une des plus



dures du monde à l'époque et qui a notamment utilisé la torture et l'assassinat contre les « ennemis du peuple communiste ».

Petre Roman, Premier Ministre dans les années 1990, Victor Ciorbea et Radu Vasile, Premiers Ministres de 1997 à 1999, partagent cette perspective. Nicolae Văcăroiu, Premier Ministre entre 1992 et 1996, émet un avis réservé sur cette explication et juge le rôle coercitif de la Securitate plutôt bénéfique, surtout en ce qui concernait la prévention de la corruption parmi les hauts dirigeants de la dictature.

Outre les causes clairement nommées et identifiées par les anciens Premiers – Ministres et leurs analyses politiques, on peut en ajouter une autre qui nous paraît essentielle. C'est le régime constitutionnel semi-présidentiel qui a été mal conçu un an après la chute de la dictature. En résumé, dans l'ADN de la démocratie roumaine, c'est-à-dire dans sa Constitution, certains articles l'empêchent de réaliser totalement son but.

Ceci concerne, à notre avis, trois aspects :

1. le partage du pouvoir dans le cadre du Pouvoir Exécutif
2. une procédure illogique dans la nomination et l'ajournement du Premier Ministre
3. la présomption que toute propriété a été *a priori* légalement acquise

D'après notre hypothèse générale, les élites politiques roumaines ont tantôt freiné, tantôt accéléré la réforme vers l'État de Droit selon des intérêts personnels. Pour prouver que cette 'embuscade' tendue contre la démocratie se trouve inscrite au cœur même de la Constitution, il faut se rappeler l'historique du projet constitutionnel – les personnes et la mentalité de l'époque – et valider l'idée que la corruption et le clientélisme sont alors omniprésents dans la politique roumaine. De sorte que le détenteur du pouvoir après 1989 n'était pas vraiment important.

Dans les années 1990, le nouveau pouvoir était constitué par d'anciens membres du deuxième échelon de la dictature, d'anciens membres des partis démocratiques parlementaires interdits après 1945 et des personnes ayant lutté contre la dictature. Ensemble, ils se sont réunis autour du Front du Salut National.

« Pour comprendre la nature du pouvoir d'État instauré après la révolution en Roumanie et resté en fonction jusqu'au début de février 1990, date à laquelle le Conseil du Front du Salut

National (FSN) a été remplacé par le Conseil Provisoire d'Union Nationale (CPUN), certaines précisions s'imposent quant à l'évolution de la nature du Conseil du Front de salut national. »<sup>413</sup> Après, le Front s'est transformé et présenté aux élections comme un parti politique.

Ces enjeux, au début, ont déterminé la future Constitution de 1992. Ion Iliescu a toujours contrôlé la situation : très rapidement, les élections de mai 1990 ont établi la victoire catégorique du FSN et celui-ci a annoncé le début du travail de rédaction d'une nouvelle Constitution.

« La première réunion de l'Assemblée Constituante a eu lieu le 11 juillet 1990, lorsque la composition nominale de la commission chargée de rédiger la Constitution a été approuvée. La Commission, dirigée par Antonie Iorgovan, professeur d'université à la Faculté de Droit, était composée de 23 parlementaires et de 5 experts. », comme il est retenu dans les archives.

Le poids du personnel politique était presque cinq fois plus grand que celui des experts, selon notre analyse sur la composante de la Commission. Antonie Iorgovan était très proche du FSN et, en 1992, il est devenu sénateur représentant du même parti politique et l'un des symboles de la corruption du nouveau pouvoir. En tant qu'avocat et politique, il a été le défenseur choisi par les coupables dans les plus grands cas de corruption et d'évasion fiscale qui ont scandalisé l'opinion publique à l'époque.

La composition de la Commission pour rédiger la Constitution et la protestation des représentants des parti politiques anticomunistes contre la forme finale du texte laissent peu de place aux interprétations du degré d'influence pesant sur le régime politique : c'était l'empreinte du Président Iliescu.

Le souvenir de la dictature, avec la concentration de tout le pouvoir aux mains de Ceausescu, a empêché les membres de la Commission de rédiger une Constitution de type purement présidentiel. L'analyse de I. Ceterchi est, à cet égard, très probante : « La question de la nature du régime politique et, notamment l'institution présidentielle a, en Roumanie, comme d'ailleurs très probablement dans les autres pays ex-socialistes victimes du culte de la personnalité et de la concentration excessive du pouvoir entre les mains d'un dictateur, suscité de nombreuses controverses. Le régime présidentiel a été exclu d'emblée, avec une répulsion légitime, car il rappelait trop la personnalisation du pouvoir. Le fait de l'écarter paraissait être de nature à prévenir

---

<sup>413</sup> CETERCHI Ioan. Les problèmes institutionnels de la transition en Roumanie. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 23, 1992, n°4. pp.94; doi: <https://doi.org/10.3406/receo.1992.1572> [https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_1992\\_num\\_23\\_4\\_1572](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1992_num_23_4_1572)

le cumul de pouvoirs excessifs entre les mains d'une seule personne. Les débats oscillaient donc entre un régime parlementaire, avec un président élu par le Parlement, doté de pouvoirs réduits, plutôt symboliques, non engagé sur le plan politique et un régime mixte, proche du régime parlementaire, avec un président élu au scrutin direct et disposant de certaines prérogatives lui conférant une influence sur la vie politique. Les partisans de la restauration de la monarchie étaient favorables à la première variante, en cas d'échec de leur option primordiale. »<sup>414</sup>

Selon le même auteur, la solution a été, en définitive, un régime mixte : « En effet, le Président élu dispose d'attributions importantes, en tant que représentant de l'État, garant de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriales. Il apparaît également comme médiateur entre les organes étatiques et entre l'État et la société. Pourtant, ce régime s'apparente beaucoup, eu égard aux attributions directes du Président, à un régime parlementaire, sans qu'il puisse être question de le qualifier de présidentiel. »<sup>415</sup>

Malgré l'inspiration très forte de la Constitution française, comme le démontre abondamment F. Frison-Roche, l'un des défauts de la Constitution était son ambiguïté : « Pour la Roumanie on peut, également, estimer que le modèle semi-présidentiel fut établi comme l'aboutissement d'une contrainte de « gouvernabilité » qui favorisait, de plus, les principaux acteurs de la transition. Cette contrainte s'expliquait, à la fois, par l'héritage du régime antérieur roumain, que Juan Linz a pu qualifier de « sultanisme », et par la révolution de palais qui mit un terme brutal au régime délirant d'un dictateur mégalomane, Nicolae Ceaușescu. »<sup>416</sup>

Selon le même auteur, « le vide du pouvoir au plus haut niveau de l'État nécessitait l'émergence, rapide et urgente, d'un pouvoir de substitution pour éviter les dérives anarchiques. Il fut rempli par ceux-là même qui initièrent le coup d'État et le canalisèrent c'est-à-dire, selon T.

---

<sup>414</sup> CETERCHI Ioan. Les problèmes institutionnels de la transition en Roumanie. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 23, 1992, n°4. pp.98; doi: <https://doi.org/10.3406/receo.1992.1572> [https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_1992\\_num\\_23\\_4\\_1572](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1992_num_23_4_1572)

<sup>415</sup> CETERCHI Ioan. Les problèmes institutionnels de la transition en Roumanie. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 23, 1992, n°4. pp.125; doi: <https://doi.org/10.3406/receo.1992.1572> [https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_1992\\_num\\_23\\_4\\_1572](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1992_num_23_4_1572)

<sup>416</sup> FRISON – ROCHE François, Le modèle semi-présidentiel, instrument de la transition dans les pays d'Europe post-communiste, (Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovénie), Thèse de doctorat en Science politique, 2003, p.197

Verheijen, les anciens cadres du parti communiste qui en avaient été exclus dans les années 1974-1982. »<sup>417</sup>

Tel a été le cas du Président Iliescu qui, pendant la dictature, faisait partie du cercle social très fermé du couple dictatorial. Il existe plusieurs photos de l'époque sur lesquelles on peut observer Ion Iliescu qui s'amuse avec la femme du dictateur, en jouant à des jeux sociaux comme le lancer de cercles en plastique vers un pylon.

La « Commission Iorgovan » avait désigné un régime constitutionnel présidentiel - caché sous une apparente neutralité du pouvoir du Président - et avait construit un Pouvoir exécutif à double commande : celle du Président et celle du Premier-Ministre. Pour le grand public, c'était l'apparence qui garantissait l'impartialité du pouvoir exécutif : le Président était découplé de son parti et il devait veiller à la bonne marche de l'État. Le Premier-Ministre pouvait être membre du parti, mais sa nomination se faisait au gré du Président.

En revanche, selon l'analyse d'I. Ceterchi, c'était le Président qui nommait le Premier-Ministre, mais il ne pouvait pas exiger sa démission. Une fois nommé, le Premier-Ministre n'était pas responsable devant le Président, avec lequel il avait pourtant discuté du programme gouvernemental : « Ainsi, l'article 108 du Projet de constitution, portant sur la responsabilité politique du Gouvernement devant le Parlement pour l'ensemble de son activité, a été complété de la façon suivante : « Le Gouvernement n'est politiquement responsable de l'ensemble de son activité que devant le Parlement ». Cette précision contribue à lever le doute quant à l'éventuelle responsabilité politique du Gouvernement vis-à-vis du Président. »<sup>418</sup>

Cette situation va à l'encontre du principe de légitimité politique. Le Président est l'homme politique qui dispose du plus grand nombre de suffrages. Mais, une fois en fonction, il est limité dans la transformation, dans la mise en application de sa légitimité et dans ses promesses électorales. Cette « double commande » de l'Exécutif aboutit au fait que le Président ne peut réaliser ses promesses que s'il dispose de la loyauté du Parti et de celle du Premier-Ministre.

Dans la typologie créée par F. Frison-Roche, cette situation-type, « [se] trouve dans les pays où les dirigeants sortants étaient dans l'impossibilité de négocier quoi que ce soit (parce qu'ils

---

<sup>417</sup> FRISON – ROCHE François, Le modèle semi-présidentiel, instrument de la transition dans les pays d'Europe post-communiste, (Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovénie), Thèse de doctorat en Science politique, 2003, p.197

<sup>418</sup> CETERCHI Ioan. Les problèmes institutionnels de la transition en Roumanie. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 23, 1992, n°4. pp.90; doi : <https://doi.org/10.3406/receo.1992.1572>  
[https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_1992\\_num\\_23\\_4\\_1572](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1992_num_23_4_1572)

avaient été évincés ou éliminés) et où les détenteurs du pouvoir, qui canalisèrent le processus de transition, étaient optimistes sur leur réussite électorale ultérieure. Ces derniers ont alors imposé des institutions qui leur apparaissaient comme les plus favorables pour eux dans le futur. Dans ce cas, les dirigeants au pouvoir, bien que dominants, eux aussi, n'eurent pas recours à la même stratégie que celle adoptée par les dirigeants et que nous avons exposée dans notre première hypothèse. Ils s'orientèrent plutôt vers des formules de division des pouvoirs, aptes à leur permettre de rester des acteurs dans les meilleures conditions. La Roumanie illustre ce modèle type. »<sup>419</sup>

On pourrait sans doute en déduire que la Constitution de 1992 a été faite pour avantager le FSN. Comment le Pouvoir a-t-il été divisé dans ce texte constitutionnel ? Fondamentalement, le Président contrôle les services de renseignement et l'Armée. Le Premier Ministre contrôle les ressources. Le Parlement contrôle le pouvoir Exécutif dans son ensemble.

Cette réalité est ainsi observée par F. Frison-Roche : « En Europe post-communiste, les présidents sont chefs des armées. Certains contrôlent, directement ou indirectement, un ou plusieurs services de Sécurité ou de Renseignement. Ils président des instances de type « Conseil de Sécurité Nationale ». Enfin, la Constitution leur réserve une place relativement importante en cas de circonstances exceptionnelles. Pris isolément, ces pouvoirs constitutionnels pourraient paraître anodins et, pour cette raison, on peut les qualifier de « périphériques » par rapport aux autres. C'est l'effet de cumul de ces différents pouvoirs - qui se surajoutent à leur légitimité populaire et aux autres pouvoirs constitutionnels - qui confère à plusieurs de ces Présidents de la République un périmètre d'action politique qui contredit de manière flagrante la qualification « parlementaire » du régime. »<sup>420</sup>

F. Frison-Roche constate la même division du pouvoir au sein du Pouvoir exécutif et explique les bénéfices politiques tirés par le FSN lors de la rédaction de la Constitution de 1992 : « En Roumanie, l'opposition a accusé l'ancien président, I. Iliescu, d'avoir largement bénéficié de l'appui de l'ancienne police secrète, la Securitate, non seulement pour occuper le pouvoir après

---

<sup>419</sup> FRISON – ROCHE François, Le modèle semi-présidentiel, instrument de la transition dans les pays d'Europe post-communiste, (Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovénie), Thèse de doctorat en Science politique, 2003, p. 35

<sup>420</sup> FRISON-ROCHE François. *Les pouvoirs « périphériques » des présidents d'Europe post-communistes : symboles ou pouvoirs réels?* In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 39, 2008, n°2. L'institution présidentielle dans les pays post-communistes. Pp. 10; [https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_2008\\_num\\_39\\_2\\_1894](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2008_num_39_2_1894)

l'exécution de N. Ceaușescu, mais aussi pour le conserver dans les mois qui suivirent » (Verheijen, 1995, p. 176). Le traumatisme était tellement profond au sein de l'opinion que même le pouvoir constituant, issu principalement du Front de salut national, estima nécessaire de faire inscrire dans la Constitution le mode de nomination du futur « directeur du Service de renseignement » (art. 6212). On observe, toutefois, que le rôle du Président de la République dans cette nomination n'a pas été négligeable et qu'une ambiguïté a persisté puisque le renseignement roumain (civil et militaire) a rapidement été divisé en sept organismes différents dont trois étaient directement rattachés au Conseil supérieur de défense que présidait le chef de l'État. La réforme constitutionnelle, adoptée par référendum le 19 octobre 2003, précise que désormais le Parlement nomme, toujours sur proposition du Président, « les directeurs des services de renseignement ».<sup>421</sup>

Donc, entre 1992 et 2003, la Roumanie a construit sa démocratie sur les fondements d'un régime politique pour le moins inconsistant. Pendant le mandat du Président Iliescu, entre 1992 et 1996, la corruption et le clientélisme ont été tellement importants qu'ils ont favorisé le premier changement de parti au pouvoir dans les dernières années sans verser de sang. Mais la corruption et le clientélisme du parti de droite, des partis anti-communistes, ainsi que les conflits permanents entre le Palais Cotroceni (Administration présidentielle) et le Palais Victoria (Gouvernement) ont favorisé le retour au pouvoir de l'héritier du Parti Communiste : . I. Iliescu a été élu Président de la République en 2000 et il a nommé Premier Ministre Adrian Năstase.

Malgré la bonne collaboration du début, le style très autocratique d'A. Năstase et la corruption rampante ont entraîné une guerre froide entre les deux leaders socialistes, comme le prouvent ces propos d'Adrian Năstase devant la réunion du Comité Exécutif du parti : « Je veux parler un peu du fait que la responsabilité sur la question de la corruption est devenue le facteur principal de l'érosion politique du parti, et cela est devenu encore plus évident lorsque le Président Iliescu a repris cette question et nous l'a transmise sans emballage lors de la réunion de Snagov. À partir de ce moment-là, ne pas réagir aurait signifié et signifie pour nous - car nous devons admettre que, d'une certaine manière, nous avons accepté certains compromis - aurait signifié un suicide politique. Le problème est maintenant de choisir entre la situation de quelques collègues qui peuvent avoir quelques désaccords - même si je pense qu'ils finiront par résoudre leurs problèmes

---

<sup>421</sup> FRISON-ROCHE François. Les pouvoirs « périphériques » des présidents d'Europe post-communistes : symboles ou pouvoirs réels? In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 39, 2008, n°2. L'institution présidentielle dans les pays post-communistes. Pp. 19; [https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_2008\\_num\\_39\\_2\\_1894](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2008_num_39_2_1894)

- et un problème fondamental d'approche du parti pour les prochaines élections. Il y a autre chose  
- c'est aussi une question de crédibilité à l'étranger - l'Union européenne, l'OTAN, vous avez vu les messages qui ont été donnés ! »<sup>422</sup>

En 2003, afin de pouvoir réaliser un objectif majeur de la société roumaine – l'intégration dans l'Union Européenne – Adrian Năstase a démarré un projet de modification de la Constitution roumaine, afin de la rendre compatible avec les objectifs et les demandes européennes.

Les modifications de la Constitution reflètent également la mentalité de cette élite politique à l'époque : la séparation des pouvoirs d'État résonnait mal dans les esprits des socialistes dirigés par A. Năstase et la corruption était considérée à la fois comme un problème et comme un danger pour l'image publique du parti. Ces informations, qui ont provoqué un scandale énorme à l'époque, provenaient d'une fuite pour les médias (le terme « Wikileaks » n'existait pas à l'époque) des sténogrammes du Bureau Exécutif du Parti Social – Démocrate.

Les sténogrammes montrent un parti à la recherche des moyens d'étouffer la concurrence politique en utilisant les Procureurs. Les références concernant le malaise constitutionnel sont très claires. Plusieurs fois, Adrian Năstase donne la définition correcte de la Constitution de 1992 : « Notre génération est une génération de transition ; tout comme nous avons eu une Constitution de transition, nous avons une génération de transition. C'est une génération qui se prépare à entrer dans l'Union européenne, mais à ce moment-là, la Roumanie entrera dans une nouvelle réalité politique et les personnes qui dirigeront la Roumanie devront être préparées à ce moment-là. »<sup>423</sup>

Dans les discussions politiques du Bureau du PSD, on observe une forte inquiétude quant à la réussite du référendum pour approuver la Constitution de 2003. C'est pourquoi le PSD, parti au pouvoir, a fait des concessions dans la rédaction du texte pour ne pas rater l'objectif et pour entraîner l'opposition à voter en faveur de la Constitution. Et, pour garantir que les relations entre les autorités exécutives ne puissent aboutir à une décision défavorable à Adrian Năstase (perte de sa position), le paragraphe constitutionnel disposant que seul le Parlement peut « licencier » le Premier Ministre a été renforcé.

Dans l'analyse de ces modifications, A. Radu précise que « c'est dans cette optique que l'on peut considérer la nouvelle disposition, qui interdit expressément au Président de révoquer le

---

<sup>422</sup> Réunion du Bureau Exécutif du Parti Social-Démocrate, sténogramme réalisé par le Département interne du parti et fuite dans les médias, 18 mars 2002, p. 19

<sup>423</sup> Réunion du Bureau Exécutif du Parti Social-Démocrate, sténogramme réalisé par le Département interne du parti et fuite dans les médias, 9 juillet 2003, p.143

Premier ministre. Au demeurant, cette interdiction n'était pas obligatoirement nécessaire. Après tout, même la loi fondamentale (toujours) en vigueur ne permet pas au Président de révoquer le chef du Gouvernement »<sup>424</sup>

Brièvement, la nouvelle Constitution s'est réduite à des modifications modérés, comme a été apprécié par la littérature de spécialité: « Toutefois, nous pouvons nous consoler avec les clarifications constitutionnelles apportées par les députés, telles que la mention expresse du principe de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs dans l'État, la garantie de la propriété, le remplacement de la Cour suprême de justice par la Haute Cour de cassation et de justice ou l'introduction d'amendements concernant l'intégration euro-atlantique, qui auraient dû être votés de toute façon. »<sup>425</sup>

Un paragraphe clé du passage est revenu dans l'actualité des années plus tard : « la garantie de la propriété ». L'article 41 de la Constitution garantit la propriété. Les abus de la dictature, les confiscations et les nationalisations ont transformé le droit de propriété, qui est l'un des droits les plus valorisés dans la société roumaine. Cet article 41 a traversé la période 1992 – 2006 sans grands problèmes.

Mais quand la lutte contre la corruption a atteint son apogée, l'article 41, alinéa 7 est devenu une barrière contre la confiscation de la richesse accumulée par la corruption. En totale opposition avec la procédure internationale qui renverse la responsabilité de faire la preuve que la fortune personnelle a été gagnée par des moyens légaux, l'article 42 (7) offrait une garantie absolue de la propriété : « Les biens acquis légalement ne peuvent être confisqués. Le caractère licite de l'acquisition est présumé. »

Dans la pratique internationale et selon les recommandations du JAI / UE, mis en application dans la majorité des pays de l'UE, « l'infraction d'enrichissement illicite, telle que consacrée par les Conventions internationales, et relayée par le droit interne de certains États, se caractérise par le renversement de la charge de la preuve. Cette situation entraîne une limitation aux prérogatives de la personne poursuivie de laisser l'accusation prouver que l'infraction a été

---

<sup>424</sup> Alexandru Radu. "Constituția României. Simple modificări". Sfera Politicii, p.15  
<https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=95698>

<sup>425</sup> Alexandru Radu. "Constituția României. Simple modificări". Sfera Politicii, p.16  
<https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=95698>



commise. Les difficultés à lutter contre l'enrichissement illicite ont amené à opter pour l'inversion de la charge de la preuve. »<sup>426</sup>

En 2010, le Président Băsescu avait tenté une révision de la Constitution. Son but était d'harmoniser les relations entre les Pouvoirs d'État, d'augmenter légèrement les pouvoirs du Président de la République et d'éliminer l'article qui protégeait la propriété (peu important les moyens dont le propriétaire avait usés pour accumuler des biens). Le Président a rendu publiques les conclusions de sa Commission : l'article 44, alinéa 7 « protège le vol » et s'oppose à la décision du Conseil JAI du 24 février 2005 de l'UE.<sup>427</sup>

Une position similaire été exprimée par Laura Codruța Kovesi qui avait déclaré ceci : « La législation actuelle devrait être modifiée pour permettre aux autorités de confisquer les richesses illégales acquises par des personnes qui ont été condamnées pour une infraction pénale. L'explication serait que souvent, un trafiquant de drogue ne peut se voir confisqué que le montant obtenu lors de la dernière transaction, ou encore qu'un fonctionnaire corrompu ne puisse se voir confisqué que le dernier pot-de-vin dont les procureurs ont la preuve qu'il résulte d'actions illégales. »<sup>428</sup> L. Codruța Kovesi a aussi mentionné qu'il y avait besoin de règles renversant la charge de la preuve sur la légalité des avoirs des personnes condamnées et que cette législation a été estimée a été estimé conforme aux droits des hommes par la Cour de Strasbourg.<sup>429</sup>

La Cour Constitutionnelle de la Roumanie avait décidé de rejeter les modifications de la Constitution de l'article concernant « le caractère présumé licite de l'acquisition » : « Par la décision n° 799/2012, la Cour constitutionnelle, reprenant les considérations sur lesquelles elle s'était fondée pour constater l'inconstitutionnalité de deux autres propositions de révision de la Constitution ayant le même objet, a estimé que " l'élimination de la deuxième phrase de l'art. 44 al. (8) de la Constitution, selon lequel " Le caractère licite de l'acquisition est présumé "est inconstitutionnel, car il a pour effet de supprimer une garantie du droit de propriété, violant ainsi

---

<sup>426</sup> JOSÉ, Dr. Mgba Ndjie Marc Stéphane, *La Présomption d'innocence A l'épreuve de la Consécration de l'infraction d'enrichissement Illicite (cas spécifique Du Cameroun)*, Misión Jurídica Revista De Derecho Y Ciencias Sociales Bogotá, D.C. (Colombia) Colaboradores Externos Internacionales Núm. 9, Año 2015 Junio - Diciembre, P. 29

<sup>427</sup> Basescu spune ca nu va renunta la eliminarea prezumtiei dobandirii licite a averii din Constitutie, Stirile Pro TV, 22 iunie 2011, <https://incont.stirileprotv.ro/companii-si-industrii/basescu-spune-ca-nu-va>

<sup>428</sup> Cum pot fi confiscate averile ilegale: Trebuie modificata Constitutia?, de Redactia Luni, 7 martie 2011, 14:58, <https://m.hotnews.ro/stire/8368096>

<sup>429</sup> Cum pot fi confiscate averile ilegale: Trebuie modificata Constitutia?, de Redactia Luni, 7 martie 2011, 14:58, <https://m.hotnews.ro/stire/8368096>

les limites de la révision prévues par l'art. 152 al. (2) de la Constitution. »<sup>430</sup> Cette ambivalence et cette ambiguïté ont bien servi de nutriment pour accroître la corruption et le clientélisme et elles ont participé directement à la dissolution de la capacité de l'État à lutter contre la grande corruption.

Grace à ce régime politique fluide, qui pouvait changer de visage d'un jour à l'autre, l'exercice du pouvoir dans l'Exécutif est devenu lui-même une source d'instabilité et de clientélisme.

Dans ce contexte, nous pouvons considérer que l'un des indices de l'abus de pouvoir est l'utilisation excessive des Ordonnances d'urgence (OUG). Réglementées par la Constitution de 1992, la première Constitution post-communiste, l'emploi des OUG est largement mitigé. L'opinion est largement partagée par les politiques, mais aussi dans la littérature académique.

L'OUG garantit la possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures législatives ; il s'agit donc, en principe, d'une immixtion du pouvoir exécutif dans le pouvoir législatif. Selon la procédure du droit roumain, les OUG doivent être approuvées par le Parlement, qui dispose d'un droit absolu d'intervention et de modification, s'il le souhaite. Mais entre le moment de la signature et celui de la publication dans le Moniteur Officiel, les OUGs s'appliquent immédiatement et entraînent des effets juridiques grâce à leur caractère d'urgence.

Leur caractère mitigé provient du manque de surveillance du Parlement. Entre 1992 et 2015 (le 6 juillet) les Gouvernements de Roumanie ont publié 2.835 OUGs. Le tableau suivant montre, par année et par Gouvernement, le pourcentage des OUGs. La base de données juridiques employée pour les documents sources, les OUGs, est celle qui est commune à l'Union Européenne et au gouvernement de Roumanie, le N-Lex.<sup>431</sup>

---

<sup>430</sup> SAFTA, Dr. Marieta, Prezumția dobândirii licite a averii și confiscarea averilor ilicite dobândite în jurisprudența Curții Constituționale a României. Cadrul constituțional de referință pentru reglementarea confiscării extinse, Juridical Tribune, Volume 2, Issue 1, June 2012, p. 187

<sup>431</sup> Portail législatif, [http://eur-lex.europa.eu/n-lex/legis\\_ro/rodb\\_result\\_en.htm](http://eur-lex.europa.eu/n-lex/legis_ro/rodb_result_en.htm)

| Gouvernement   | Nombre OUG par année | Nombre OUG par mandat | Année | Nombre des jours au pouvoir | Pourcentage du total | Nombre des OUG par jour | Nombre des OUG par mois |
|--|----------------------|-----------------------|-------|-----------------------------|----------------------|-------------------------|-------------------------|
| Gouvernement Vacaroiu (20.11.1992 - 11.12.1996)            | 1                    | 20                    | 1992  | 1483                        | 0.72                 | 0.01                    | 0.40                    |
| Gouvernement Vacaroiu (20.11.1992 - 11.12.1996)            | 3                    |                       | 1993  |                             |                      |                         |                         |
| Gouvernement Vacaroiu (20.11.1992 - 11.12.1996)            | 2                    |                       | 1994  |                             |                      |                         |                         |
| Gouvernement Vacaroiu (20.11.1992 - 11.12.1996)            | 2                    |                       | 1995  |                             |                      |                         |                         |
| Gouvernement Vacaroiu (20.11.1992 - 11.12.1996)            | 12                   |                       | 1996  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Victor Ciorbea (12.12.1996 - 17.05.1998)          | 1                    | 101                   | 1996  | 522                         | 3.65                 | 0.19                    | 5.80                    |
| Guvernul Victor Ciorbea (12.12.1996 - 17.05.1998)          | 91                   |                       | 1997  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Victor Ciorbea (12.12.1996 - 17.05.1998)          | 9                    |                       | 1998  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Radu Vasile (17.05.1998 - 22.12.1999)             | 63                   | 247                   | 1998  | 584                         | 8.93                 | 0.42                    | 12.69                   |
| Guvernul Radu Vasile (17.05.1998 - 22.12.1999)             | 184                  |                       | 1999  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Mugur Isărescu (22.12.1999 - 28.12.2000)          | 31                   | 265                   | 1999  | 372                         | 9.58                 | 0.71                    | 21.37                   |
| Guvernul Mugur Isărescu (22.12.1999 - 28.12.2000)          | 234                  |                       | 2000  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Adrian Năstase (28.12.2000 - 28.12.2004)          | 12                   | 680                   | 2000  | 1461                        | 24.58                | 0.47                    | 13.96                   |
| Guvernul Adrian Năstase (28.12.2000 - 28.12.2004)          | 195                  |                       | 2001  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Adrian Năstase (28.12.2000 - 28.12.2004)          | 209                  |                       | 2002  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Adrian Năstase (28.12.2000 - 28.12.2004)          | 127                  |                       | 2003  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Adrian Năstase (28.12.2000 - 28.12.2004)          | 137                  |                       | 2004  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Călin Popescu-Tăriceanu (29.12.2004 - 22.12.2008) | 5                    | 725                   | 2004  | 1455                        | 26.20                | 0.50                    | 14.95                   |
| Guvernul Călin Popescu-Tăriceanu (29.12.2004 - 22.12.2008) | 209                  |                       | 2005  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Călin Popescu-Tăriceanu (29.12.2004 - 22.12.2008) | 136                  |                       | 2006  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Călin Popescu-Tăriceanu (29.12.2004 - 22.12.2008) | 157                  |                       | 2007  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Călin Popescu-Tăriceanu (29.12.2004 - 22.12.2008) | 218                  |                       | 2008  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Emil Boc (22.12.2008 - 9.02.2012)                 | 6                    | 374                   | 2008  | 1144                        | 13.52                | 0.33                    | 9.81                    |
| Guvernul Emil Boc (22.12.2008 - 9.02.2012)                 | 111                  |                       | 2009  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Emil Boc (22.12.2008 - 9.02.2012)                 | 131                  |                       | 2010  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Emil Boc (22.12.2008 - 9.02.2012)                 | 125                  |                       | 2011  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Emil Boc (22.12.2008 - 9.02.2012)                 | 1                    |                       | 2012  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Mihai Răzvan Ungureanu (9.02. - 27.04.2012)       | 13                   | 13                    | 2012  | 78                          | 0.47                 | 0.17                    | 5.00                    |
| Guvernul Victor Ponta (7.05.2012 - 06.07.2015)             | 81                   | 328                   | 2012  | 1166                        | 11.85                | 0.28                    | 8.44                    |
| Guvernul Victor Ponta (7.05.2012 - 06.07.2015)             | 115                  |                       | 2013  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Victor Ponta (7.05.2012 - 06.07.2015)             | 94                   |                       | 2014  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Victor Ponta (7.05.2012 - 06.07.2015)             | 38                   |                       | 2015  |                             |                      |                         |                         |
| Guvernul Dacian Ciolos                                     | 14                   | 14                    | 2015  |                             | 12.36                |                         |                         |

Figure 33. Calculs effectués par M. Drăghici

Comme le montre le graphique, les Gouvernements mêlés à des scandales de corruption ont un pourcentage plus élevé d'OUGs. Avec seulement 309 OUGs en 372 jours de pouvoir, le Gouvernement de Mugur Isărescu détient le record avec un ratio de 0.83 : presque quatre OUGs tous les cinq jours. Au total, les 309 OUGs ne représentent que 10,9%. Dans les années 1999 – 2000, la Justice a reculé considérablement, et cela coïncide avec la période marquée par plusieurs crashes bancaires qui se sont produits dans le système de domino. Plus de dix ans après, plusieurs crashes ont fait l'objet d'enquêtes par la Justice, qui a par la suite établi que la source était bien la corruption. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet, dans la Section concernant le marché bancaire et les affaires de corruption.

Le deuxième plus haut index de corruption appartient au Gouvernement Tăriceanu avec 0.50, l'équivalent d'un OUG tous les deux jours. La corrélation entre le niveau élevé des OUGs et le

degré de corruption est bien évident. Dans le cas du Gouvernement Tăriceanu, plusieurs ministres ont été condamnés ou bien des procédures judiciaires sont en cours. Nous constatons ainsi une différence de 0.02 points entre le Gouvernement Tăriceanu et celui le plus corrompu de la Roumanie post-communiste, dirigé par Adrian Năstase. Les deux Gouvernements cumulent 50,05% de la totalité des OUGs sur 26 ans pour une période s'étendant sur huit années, entre 2000 et 2008. Très proche du même niveau se trouve le Gouvernement Radu Vasile, avec des valeurs de 0.46 unités, avec 0.04 unités de différence par rapport au niveau du Gouvernement Tăriceanu. Même si le nombre de jours au pouvoir est réduit, la valeur du total est de 9,56%.

Les Ordonnances d'Urgence ont joué un rôle essentiel dans le putsch parlementaire organisé 'façon blitzkrieg' par le Parti Social – Démocrate et le Premier Ministre Victor Ponta pendant l'été 2012 (voir les constats très durs émis par la Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit - Commission de Venise).

L'instrumentalisation de la Constitution roumaine a atteint des sommets lors de cet épisode qualifié de coup d'État contre la Constitution de la Roumanie. Victor Ponta et son parti, avec le soutien de Crin Antonescu, parti partenaire de conjoncture, étroitement mêlé aux affaires de corruption dans le domaine de l'énergie et contrôlé à distance par l'oligarque Din Patriciu, ont suspendu le Président Băsescu et organisé un référendum pour le révoquer.

Une succession rapide de décisions et de modifications a changé les règles constitutionnelles du jeu pendant cet épisode. Le référendum a échoué à cause d'une faible participation au vote. Mais, les coups portés à la Constitution ont complètement érodé l'autorité de la Justice et la confiance dans la démocratie. La « guerre à la démocratie » a été stoppée par les Européens et les Américains, qui ont fait peser des pressions énormes pour que les règles de jeu restent équitables, en particulier par des entrevues en tête-à-tête entre le Premier Ministre roumain et le chef de la Commission européenne et l'Ambassadeur américain à Bucarest.

La gravité de cet épisode ('blitzkrieg'), qui a pratiquement incité le pays à basculer dans l'anarchie, est reconnue dans le Rapport de la Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise).<sup>432</sup>

---

<sup>432</sup> Strasbourg, le 17 décembre 2012 Avis n° 685 / 2012 CDL-AD (2012)026 Or.

Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise), Avis sur la compatibilité avec les principes constitutionnels et la règle de droit des actions prises par le gouvernement et le parlement de la Roumanie à l'égard d'autres institutions d'état et sur l'ordonnance d'urgence du gouvernement sur la modification de la loi no. 47/1992 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Cour Constitutionnelle

Les rapporteurs soulignent ainsi : « En Roumanie, les cultures politique et constitutionnelle doivent être développées. [...] Les titulaires de fonctions ne poursuivent pas toujours les intérêts de l'État dans son ensemble. » En d'autres termes, ceux-ci redécouvrent la situation de Ludovic au XIV<sup>ème</sup> : « Il y a eu un manque de respect pour les institutions. Les institutions ne sont pas séparées des personnes qui les occupent. Cela se manifeste dans la manière dont les titulaires de fonctions ont été traités comme des représentants des forces politiques qui les avaient nommés ou élus. »<sup>433</sup>

Les rapporteurs décrivent tous les défauts de la 'démocratie vitrine' de la Roumanie : « On a pu s'attendre à ce que les titulaires de fonctions favorisent les positions de leurs partis politiques respectifs, et une nouvelle majorité parlementaire peut se sentir justifiée de renvoyer les titulaires de fonctions nommés par une majorité précédente. Un tel manque de respect pour les institutions est étroitement lié à un autre problème de la culture politique et constitutionnelle : le non-respect du principe de coopération loyale entre les institutions. Ce principe revêt une importance particulière dans les cas où les fonctions, par exemple celles de Président et de Premier ministre, sont occupées par des personnes d'horizons politiques différents. »<sup>434</sup>

La Commission de Venise qualifie pratiquement de « malade » le régime constitutionnel roumain et met le doigt sur les procédures de la suspension du Président de la République et sur l'incapacité de la Cour Constitutionnelle de mettre fin à la crise : « La procédure de suspension du Président confond d'une manière assez particulière la responsabilité juridique et la responsabilité politique. Elle tend à rendre le Président politiquement responsable devant le Parlement et l'électorat, bien que les motifs de révocation soient formulés de manière à invoquer la responsabilité juridique. Le rôle de la Cour Constitutionnelle dans la procédure est également assez peu clair. Si elle est maintenue, la procédure de l'article 95 de la Constitution sur la suspension du

---

et sur l'ordonnance d'urgence du gouvernement pour modifier et compléter la loi no. 3/2000 concernant l'organisation d'un référendum de Roumanie,

Adoptée par la Commission de Venise lors de sa 93<sup>e</sup> session plénière (Venise, 14-15 décembre 2012)

[https://www.venice.coe.int/WebForms/documents/?pdf=CDL-AD\(2012\)026-e](https://www.venice.coe.int/WebForms/documents/?pdf=CDL-AD(2012)026-e)

<sup>433</sup> Strasbourg, le 17 décembre 2012 Avis n° 685 / 2012 CDL-AD (2012)026 Or.

Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise), Avis sur la compatibilité avec les principes constitutionnels et la règle de droit des actions prises par le gouvernement et le parlement de la Roumanie, p.15

<sup>434</sup> Strasbourg, le 17 décembre 2012 Avis n° 685 / 2012 CDL-AD (2012)026 Or.

Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise), Avis sur la compatibilité avec les principes constitutionnels et la règle de droit des actions prises par le gouvernement et le parlement de la Roumanie, p.15

Président, telle qu'elle existe actuellement, devrait être transformée en une responsabilité clairement juridique, initiée par le Parlement mais réglée par un tribunal. »<sup>435</sup>

La même Commission d'experts montre l'utilisation des Ordonnances d'Urgence comme un moyen d'attaque contre la démocratie : « La question des Ordonnances d'Urgence du Gouvernement devrait être abordée. L'une des raisons du recours excessif à ces ordonnances (140 ordonnances d'urgence en 2011) semble résider dans la lourdeur des procédures législatives au Parlement. La réforme du Parlement devrait donc être à l'ordre du jour. Si une action encore plus rapide par l'intervention du gouvernement était effectivement nécessaire, une législation d'urgence devrait être adoptée par voie de délégation législative (paragraphe 1 à 3 de l'article 115 de la Constitution). En rationalisant la procédure législative et en recourant à la législation déléguée, le besoin d'ordonnances d'urgence du gouvernement devrait presque disparaître. A tout le moins, l'incitation à recourir si fréquemment à ces ordonnances, c'est-à-dire le maintien de leur validité si le Parlement ne les contredit pas explicitement, devrait être supprimée par l'introduction d'un délai fixe pour l'approbation du Parlement. »<sup>436</sup>

La conséquence de ce régime politique semi-présidentiel, selon plusieurs auteurs, est l'instabilité politique causée par le changement de Gouvernement en fonction des humeurs des acteurs politiques. En cas de conflit entre le Président et le Premier – Ministre, même s'il dispose d'une large popularité, le Président perd assez facilement le contrôle informel de son parti et du Parlement au bénéfice du Premier Ministre. À travers des allocations budgétaires clientélistes à l'égard des circonscriptions électorales des députés et sénateurs, ou des fonds alloués plus directement pour des contrats « dirigés » envers une compagnie de complaisance, le Premier Ministre pourrait rapidement obtenir une majorité dans le Parlement. Le Parlement est donc contrôlé par le Gouvernement, au lieu de jouer son rôle normal de contrôleur de l'activité du Gouvernement.

Selon P. Claret, « les effets négatifs, par-delà les effets assurément positifs, de la standardisation / 'normalisation' démocratique dans les États postcommunistes se sont fait sentir

---

<sup>435</sup> Strasbourg, le 17 décembre 2012 Avis n° 685 / 2012 CDL-AD (2012)026 Or.

Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise), Avis sur la compatibilité avec les principes constitutionnels et la règle de droit des actions prises par le gouvernement et le parlement de la Roumanie, p.16

<sup>436</sup> Strasbourg, le 17 décembre 2012 Avis n° 685 / 2012 CDL-AD (2012)026 Or.

Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise), Avis sur la compatibilité avec les principes constitutionnels et la règle de droit des actions prises par le gouvernement et le parlement de la Roumanie, p.17

depuis longtemps déjà. Le premier effet, évident, est celui du dédoublement permanent, de type schizophrénique, entre, d'un côté, l'affichage du nouvel ordre normatif imposé de l'extérieur (les institutions européennes) dans les discours officiels et, de l'autre, la continuité des pratiques issues de l'ancien régime et aussi du nouveau contexte sociétal (la corruption généralisée). Cette distance entre le monde normatif et le monde réel est source de tensions, tant la séparation entre l'appareil normatif et la réalité des faits est importante. Elle favorise aussi, à notre avis, un second effet très préjudiciable aux sociétés d'Europe centrale et orientale : le dédoublement, également de type schizophrénique, entre deux cultures. »<sup>437</sup>

D'autres auteurs ont souligné aussi qu'un des problèmes qui a freiné le développement démocratique de la Roumanie est son régime constitutionnel tel qu'il a été défini par Ion Iliescu en 1992 et Adrian Năstase en 2003. Son régime de type illibéral a créé un malaise constitutionnel, caractérisé par l'ambiguïté des pouvoirs, comme l'a souligné S. Miscoiu : « Ambiguïté législative. Les relations formelles d'autorité dans les systèmes semi-présidentiels sont beaucoup plus complexes et moins directes que dans les types présidentiels ou parlementaires de conception institutionnelle. Un système démocratique est une chaîne de délégation longue et indirecte dans laquelle le citoyen est le mandant ultime. Dans un système parlementaire, les membres des corps législatifs et leurs partis politiques sont les principaux agents responsables. À leur tour, les législateurs accordent leur confiance à un gouvernement qui est entièrement responsable devant eux. Dans un système semi-présidentiel, cette chaîne est parallèle à celle générée par l'élection directe du président. Ce dernier devient un agent primaire de représentation qui doit partager le pouvoir exécutif avec le Premier Ministre, qui est à la fois son agent (lorsque le président nomme le Premier Ministre) et l'agent d'une institution ayant la même source de légitimité populaire (le Parlement). En conséquence, dans légitimités politiques concurrentes, les relations hiérarchiques entre le président, le Premier Ministre et les le président, le Premier Ministre et le Parlement sont cruciales. »<sup>438</sup>

---

<sup>437</sup> CLARET, Philippe, *Ambiguïtés et incertitudes des transitions démocratiques en Europe centrale et orientale*. Eléments de réflexion, Synergies Roumanie n° 12 - 2017 p. 169

<sup>438</sup> GHERGHINA Sergiu, MISCOIU Sergiu The Failure of Cohabitation: Explaining the 2007 and 2012 Institutional Crises in Romania, *East European Politics and Societies and Cultures*, Volume 27 Number 4 November 2013, 668-684 © 2013 Sage Publications, 10.1177/0888325413485621 2013, page 675

La « double commande » de l'Exécutif, c'est-à-dire la fonction simultanée des deux centres de Pouvoir exécutif en même temps, favorise la formation d'une clientèle autour de chaque centre de pouvoir : l'Administration Présidentielle et le Gouvernement.

Cette situation est aggravée par le manque de débats au Parlement, qui fait que le message politique est transmis seulement à travers des médias contrôlés par les oligarques. Le manque total d'une « architecture du dialogue » est dû aussi au fait que l'organisation matérielle des débats à la Chambre des Députés et au Sénat sont plutôt semblables à celles en vigueur en Russie ou en Chine. Dans la Chambre des Députés, il n'y a pas de microphones pour donner la réplique à un opposant ou pour critiquer un Ministre. Chaque député doit donc se déplacer au pupitre central, ce qui rend le débat parlementaire mécanique, lent, ennuyeux, avec un tempo ralenti dans les prises de positions, qui étouffe tout intérêt pour le sujet. La législation concernant les interpellations du Premier Ministre est tellement ambiguë qu'il se présente devant les députés plutôt quand cela lui convient.

Ainsi, la démocratie parlementaire roumaine semble encore mimer maladroitement seulement la démocratie occidentale, une « copie » de mauvaise qualité parce qu'elle n'est pas encore enracinée dans la culture et la conscience des élites politiques nationales.

Selon P. Claret, c'est l'effet d'une logique d'imposition : « Après les révolutions de 1989, la transition démocratique des États d'Europe centrale et orientale s'est opérée en grande partie à partir d'un processus univoque. S'il est vrai que ces États étaient très désireux d'importer - de « copier » - le modèle occidental de l'État de droit et de la démocratie pluraliste, plus précisément d'ailleurs le modèle ouest-européen de la démocratie parlementaire, le processus mis en place à cet effet par les institutions européennes a relevé en définitive d'une logique d'imposition, et non d'une logique d'adaptation. En ce sens, c'est une « marche forcée » vers l'État de droit et la démocratie pluraliste à laquelle ont été soumis les États postcommunistes européens, dont ils n'ont choisi ni les modalités d'exécution, ni non plus le rythme de déroulement, puisque ceux-ci ont été définis unilatéralement par les diverses instances européennes en charge de la conduite de la démocratisation dans les PECO. »<sup>439</sup>

Cette « marche forcée » fait que la Roumanie a créé des procédures pour abolir l'immunité parlementaire. Dans les documents officiels, ce point est mentionné en tant que « problème

---

<sup>439</sup> CLARET, Philippe, *Ambiguïtés et incertitudes des transitions démocratiques en Europe centrale et orientale*. Eléments de réflexion, Synergies Roumanie n° 12 - 2017 p. 167



résolu » ; mais, dans les faits, la procédure est encore fortement politisée. Les procureurs doivent envoyer une lettre officielle à la Chambre des Députés ou au Sénat sollicitant l'annulation de l'immunité politique d'un certain parlementaire, accompagnée d'un dossier. La Commission Juridique du Parlement a l'obligation de rédiger un Rapport avec une suggestion et les parlementaires doivent décider par vote si une enquête doit être ouverte ou non sur leur collègue, ou s'il doit être placé sous contrôle judiciaire. Dans la majorité des cas, les politiques se substituent à la Commission Juridique et rédigent un Rapport dans lequel ils déposent une réclamation contre le manque de preuves – arguant donc de l'innocence de leur collègue ou du chef du Parti.

Le cas de l'ancien Premier Ministre Adrian Năstase est particulièrement apte à illustrer ce genre de situation. En 2006, Adrian Năstase est mis en accusation pour des faits de corruption. Il perd son immunité politique des années plus tard après des révélations qui ont scandalisé l'opinion publique. Les trois dossiers de Năstase ont été appelés selon leurs sujet : « Tante Tamara », « Le Trophée de la Qualité dans les Constructions » et « Zambaccian ». Dans le dossier « Tante Tamara », Năstase a été acquitté. Dans le dossier « Le Trophée de la Qualité », il a été condamné en 2012 à deux années de prison ferme. Dans le dossier « Zambaccian », les juges l'ont condamné en 2014 à quatre années de prison. Au total, Adrian Năstase a pourtant fait seulement 500 jours de prison et a été libéré pour avoir exécuté un tiers des sentences prononcées en cumulé.<sup>440</sup>

Selon une analyse effectuée en 2014, 6% des membres du Parlement roumain ont été condamnés, renvoyés devant les tribunaux ou ont fait l'objet d'une enquête pénale.<sup>441</sup> Selon cette analyse, sur les 580 parlementaires, 35 ont eu des problèmes avec la justice, tout en se trouvant dans des situations différentes : 11 ont été renvoyés devant les tribunaux, 17 ont été poursuivis pénalement, 2 ont été condamnés en première instance, une condamnation à la prison ferme avec sursis et 4 demandes de poursuites pénales ont été rejetées. Certains ont été définitivement condamnés, mais n'ont pas quitté le Parlement, d'autres ont été renvoyés devant les tribunaux, et certains d'entre eux n'ont pu faire l'objet d'une enquête par les procureurs car le Parlement a rejeté

---

<sup>440</sup> Adrian Năstase, condamnat în două dosare penale pentru corupție și rămas fără decorație, se compară cu Iuliu Maniu: "Mă întreb dacă comuniștii i-au retras decorațiile lui Maniu, după condamnarea sa" de MH HotNews.ro, Vineri, 13 decembrie 2019, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-23548713-adrian-nastase-condamnat-doua-dosare-penale-pentru-coruptie-ramas-fara-decoratie-compara-iuliu-maniu-intreb-daca-comunistii-retras-decoratiile-lui-maniu-dupa-condamnarea.htm>

<sup>441</sup> « Cati condamnatii trimisi in judecata fac legi in parlament », Hotnews.ro, 2014, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-18318529-cati-condamnati-trimisi-judecatata-cercetati-penal-fac-legi-parlamentul-romaniei-lista-completa.htm>

la demande d'avis. Un seul a démissionné au motif que le procès ne devait pas nuire à l'image du Parlement et a perdu son mandat à la suite de la condamnation.

Une autre analyse concernant une période plus longue confirme la gravité du problème : les parlementaires corrompus sont bien désignés par les électeurs. Pour la période 2006 – 2010, en 2008 68% des parlementaires qui étaient impliqués dans une procédure judiciaire ont été réélus.<sup>442</sup> Le mélange entre l'intérêt personnel et l'intérêt public dans la construction des « grandes politiques » publiques a été source constante de conflits d'intérêt et de corruption. Les 68% des parlementaires qui ont attiré l'attention des procureurs se sont cachés derrière leur immunité politique, mais dès lors qu'ils l'ont perdue, ils ont été condamnés.

En effet, sans exceptions, tous les partis politiques, entre 1989 et 2016, se sont opposés en apparence à la lutte contre le clientélisme et contre la corruption politique ou bien ont pratiqué le double standard : la sanction publique de la corruption de leurs opposants.

Certains l'ont fait ouvertement, comme le Parti Social-Démocrate, le parti Union Démocrate des Hongrois (une extension du régime illibéral de Victor Orban de la Hongrie en Roumanie) et le Parti Romana Mare, parti antisémite. D'autres, comme le Parti Démocrate Libéral et le Parti National Libéral, ou encore le Parti National Paysan Chrétien Démocrate, l'ont fait également, mais pas de façon systématique, ni ouvertement assumée.

Plusieurs sources confirment cette quasi-acceptation de l'omniprésence de la corruption, comme les rapports d'activité de la Direction Nationale Anticorruption, qui nous montrent l'ampleur de la corruption politique dans la Roumanie postcommuniste. Également, les Rapports de l'UE dans le cadre du programme de la Surveillance de l'État de Droit (MCV), les Rapports des ONG et, parfois, les Rapports annuels du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Depuis 2007, l'UE réalise un Rapport d'évaluation annuel sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du Mécanisme de Coopération et de Vérification (MCV). Par exemple, le deuxième Rapport, en 2008, précise bien le cadre et la raison : « Lors de son adhésion à l'Union européenne en 2007, la Roumanie se trouvait toujours confrontée à des défis majeurs, consistant à garantir le fonctionnement de son système judiciaire et à lutter contre la corruption. La Commission et les autres États membres ont estimé que ces défis pouvaient être relevés et les

---

<sup>442</sup> NEGOIȚĂ, Ciprian, Imunitatea parlamentară. Limită a democrației în România postcomunistă, Revista Sfera Politicii, Nr. 1(177), 2014, p.14

autorités roumaines se sont engagées à remédier aux dysfonctionnements constatés dans ces domaines afin que leur pays puisse respecter pleinement les droits et obligations lui incombant du fait de son adhésion. La Roumanie et les autres États membres ont reconnu qu'une vaste réforme du système judiciaire, garantissant la responsabilisation et l'efficacité de celui-ci et des autres organes chargés de faire respecter la loi, était nécessaire pour que les Roumains soient à même d'exercer leurs droits de citoyens européens et puissent bénéficier du soutien financier que leur apporterait l'adhésion à l'Union. »<sup>443</sup>

Dans ces Rapport MCV, de 2007 à 2017<sup>444</sup>, les recommandations de l'UE sont très claires et ils touchent trois grands aspects : l'intégrité de la Justice, l'infrastructure de la Justice et la volonté des politiques pour lutter contre la corruption à haut niveau : « La corruption est un problème de société aux racines profondes, qui a des conséquences tant sur la gouvernance que sur l'économie. Ce phénomène est largement reconnu en tant que problème majeur en Roumanie, ainsi que le montrent régulièrement les enquêtes de perception et, tout dernièrement, l'enquête Eurobaromètre sur le MCV. »<sup>445</sup>

La Commission indique clairement les responsables de cette situation : les élites politiques nationales. Les observations sont d'une grande clarté accusatrice dans les Rapports MCV de 2011 et 2015 : « Les résultats en matière de lutte contre la corruption dépendent de la volonté politique et du degré d'engagement du pouvoir judiciaire. »<sup>446</sup> La même clarification en 2015 juge les initiatives du Parlement « incohérentes » dans la situation de l'Agence Nationale d'Intégrité : « La stabilité du cadre juridique de l'intégrité demeure problématique. Des propositions ont été élaborées, au Parlement, en vue de modifier certains aspects du cadre juridique. Bien qu'aucune de ces propositions n'ait été adoptée, rien ne montre que les conséquences pour les incompatibilités ou les risques de corruption aient été préalablement évaluées et l'ANI n'a pas été consultée. »<sup>447</sup>

---

<sup>443</sup> RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL, sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du Mécanisme de Coopération et de Vérification, 2008, p.2

<sup>444</sup> RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du mécanisme de coopération et de vérification, Bruxelles, COM(2017) 44 final, le 25.1.2017

<sup>445</sup> RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du mécanisme de coopération et de vérification (MCV), 2017, p.8

<sup>446</sup> RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du mécanisme de coopération et de vérification (MCV), 2011, p.6

<sup>447</sup> RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du mécanisme de coopération et de vérification (MCV), 2015, p.10

L'indice de transformation de la Bertelsmann Stiftung (BTI) analyse et évalue si les pays en développement et en transition orientent le changement social vers la démocratie et l'économie de marché et comment ils procèdent. Guidés par un livre de codes standardisé, des experts nationaux évaluent dans quelle mesure un total de 17 critères ont été remplis pour chacun des 137 pays. Ces experts motivent les notes qu'ils attribuent dans les évaluations qui constituent les rapports pour chaque pays, tous disponibles en ligne. Un deuxième expert pays examine ensuite ces évaluations et ces notes. Dans une dernière étape, la cohérence est assurée en soumettant chacune des 49 notes individuelles attribuées par pays à des processus de calibrage régionaux et interrégionaux. Cette normalisation du processus analytique permet de comparer les politiques de réforme de manière ciblée. Dans les Rapports allemands, les constats du MCV se retrouvent en miroir avec la corruption qui donne un coup au système démocratique.

Pour résumer, plusieurs sources académiques et institutionnelles, y compris la Commission de la Venise, trouvent que la démocratie roumaine est fondée sur un échafaudage mal-construit.

Selon nous, le régime semi-présidentiel roumain est caractérisé par le mimétisme institutionnel, l'ambiguïté législative et l'instabilité politique.

Quelles ont été les conséquences sur le processus de réforme vers un État de droit réel et prospère pour les citoyens ?



## **DEUXIÈME PARTIE**

### **LE DETOURNEMENT DES GRANDES REFORMES PAR LES ÉLITES**

Dans cette partie, nous nous intéresserons aux aspects économiques de la période de transition : la privatisation et les contrats publics, et plus particulièrement au fait que la législation a été créée avec lenteur et qu'elle comporte des failles juridiques pour protéger les intérêts de la clientèle.

Dans le premier chapitre (du Titre 1) nous présenterons le processus de privatisation : son historique, les grandes privatisations, la structure clientélaire dans les privatisations et la grande corruption. Nous précisons toutefois qu'il faut prendre en compte un fait important : au moment de ces réformes, l'économie roumaine était planifiée par Nicolae Văcăroiu, en tant que président du Conseil National de Planification Économique, le marché n'étant pas du tout libre, ni concurrentiel.

Nous proposerons également une analyse des nominations de nature clientélaire dans les entreprises d'État.

Dans le deuxième chapitre, nous montrerons le lien entre la corruption et le clientélisme dans le domaine des affaires d'État, des contrats, des dettes et des cas de favoritisme.

La deuxième partie de la recherche, le Titre 2, donnera une image d'ensemble de la réforme du système dictatorial, en s'appuyant sur les grandes affaires de corruption. Les domaines concernés ici sont l'Armée, la privatisation des compagnies d'énergie et les tentatives de privatisations qui ont échoué à cause de la corruption.

# TITRE 1

## LA PRÉVARICATION DE LA PRIVATISATION

La réforme du système économique a été l'une des plus importantes réformes à mener dans la transition de la dictature vers l'État de Droit. L'élément le plus important de cette réforme a été le processus de privatisation.

Avant 1989, la totalité des entreprises appartenaient au « peuple roumain », formule par laquelle les communistes désignaient la propriété collective. En effet, les entreprises étaient dirigées par le Parti Communiste qui « cannibalisait » la structure d'État.

Au début de l'année 1990, le peuple roumain disposait soudain de la liberté de choisir ses leaders. Avant la chute du « mur de Berlin » dans toute l'Europe de l'Est, le processus démocratique était presque inexistant.

La prévarication - grave manquement d'un fonctionnaire, d'un homme d'État, aux devoirs de sa charge (abus d'autorité, détournement de fonds publics, concussion)<sup>448</sup> - a été un processus politique assumé par les politiques roumains qui n'ont pas voulu « vendre la fortune » du pays aux « étrangers », mais qui l'ont transférée, par des moyens corrompus et illégaux, dans les mains de leurs proches ou des « étrangers » qui ont accepté de payer des pots de vin.

Dans ce Titre 1, nous allons présenter les grandes affaires de privatisation et leurs implications vis-à-vis du clientélisme et de la corruption.

Une manière habituelle de considérer le phénomène consiste dans la culpabilisation de l'ancien pouvoir par le nouveau. Or, même si les accusations n'ont pas été toujours sanctionnées par la Justice du fait d'un cadre législatif déficitaire et de la corruption politique, dans la majorité des cas pourtant, l'ancien et le nouveau pouvoir ont été honnêtes. L'un n'exclut pas l'autre.

---

<sup>448</sup> Définition agrégée





## **Chapitre 1**

### **La place de la corruption et du clientélisme dans la privatisation**

Une des réformes structurelles essentielles pour la transition vers l'économie de marché a été la privatisation. Toutes les entreprises de la dictature, appelées « unités économiques d'État », ont été réorganisées dans des sociétés par actions, dont l'État gardait le contrôle total. Avant 1989, toutes les entreprises étaient la propriété du « peuple » roumain et placées sous la direction de la République Socialiste Roumaine et de son parti unique, le Parti Communiste Roumain. De sorte que les entreprises étaient à la disposition du couple dictatorial et de la nomenklatura communiste.

Après le changement de régime, il était nécessaire de ramener le pays à une normalité économique, dans laquelle le « privé » aurait le droit de diriger ses propres activités économiques, de se développer et de s'étendre selon les besoins du marché et selon ses capacités de production et d'invention. Les milliers d'entreprises communistes sont entrées sous le contrôle du nouveau pouvoir démocratique du pays. Selon le positionnement idéologique du pouvoir, les politiques ont plus ou moins avancé la privatisation. Mais la « couleur idéologique » n'a pas eu d'influence sur le niveau de corruption : avec des degrés d'intensité variable, chaque pouvoir a laissé la main libre à ses ministres et aux groupes d'intérêt pour s'approprier de grandes entreprises ou pour obtenir des services en toute illégalité et de façon illégitime.

Ainsi, la privatisation a été la source de la corruption et du clientélisme dans la Roumanie post-communiste. La lutte pour accaparer la fortune de la dictature a complètement changé la trajectoire démocratique du pays.

Les anciens de la Nomenklatura, de la Securitate, les communistes convertis en défenseurs du marché libre, tous ont pris en main les affaires, ont violé les lois et ont conçu des lois faites pour les propulser vers leur but ultime : devenir patrons – un standard social – et très riches. Sans

nul doute, la privatisation a-t-elle été une course à l'enrichissement pour ceux qui ont détenu le pouvoir.

Les données et les analyses nous montrent deux types de privatisation distincts : les privatisations stratégiques ou les « grandes privatisations » et les privatisations qui manquent d'envergure, appelés les “petites privatisations”.

Selon notre analyse, toutes les grandes privatisations, à l'exception d'une seule, ont été touchées par la corruption et le clientélisme. Renault est la seule privatisation qui est devenue un succès incontestable dans la Roumanie post-communiste et qui a réussi à s'imposer au niveau européen.

Nous démontrerons que le processus de privatisation en lui-même a été conçu d'une manière néo-patrimoniale, encourageant le clientélisme et la corruption. L'ancien Premier ministre Petre Roman a lui-même qualifié le processus de privatisation de « purs vols » et le décrit comme une lutte pour garder le « gâteau » par les anciens du régime Ceaușescu.<sup>449</sup>

Quelques données analysées révèlent, en premier lieu, l'existence de facteurs clientélistes dans la construction du programme de privatisation. En outre, on constate une mauvaise volonté dans le partage du capital national et on peut clairement observer une grande instabilité des institutions sensées réguler et superviser les processus de corruption.

La Pyramide PCR montre, pour les cas étudiés, une imbrication des relations d'intérêts parmi ceux qui devaient défendre l'intérêt public.

---

<sup>449</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

## Section 1

### La corruption du processus de privatisation

La privatisation a été une politique publique spécifique dans l'ère du post- communisme. « Les responsables politiques n'ont souvent pas de vision aussi claire de la gamme complète des instruments à leur disposition. Les politiques sont des intentions, le produit de l'imagination créatrice humaine<sup>450</sup> », note R. Godin dans le manuel de politique publique.

C'est peut-être la définition plus proche de la réalité des anciens pays communistes. Le choc du changement, les traumatismes du passé, le manque d'expertise, le manque de ressources humaines sont des facteurs qui ont ralenti la création des politiques publiques, pourtant nécessaires à la transition vers la démocratie et le marché libre.

La transition postcommuniste, synthétisée par Alina Mungiu, est dans ce contexte, « le processus par lequel les institutions formelles du régime stalinien – la propriété de l'État, l'économie planifiée, le système monopartite, l'organisation administrative strictement hiérarchique, la subordination de la vie économique, sociale et politique à une idéologie officielle – sont remplacées par d'autres institutions formelles, avec de nouveaux dogmes et de nouvelles normes officielles, qui sont celles de la démocratie et de l'économie de marché<sup>451</sup>. »

Y. Dror explique l'essence du choix dans la création des politiques publiques : « une confluence entre trois courants : problèmes à la recherche de solutions ; solutions en quête de problèmes ; et les gens à la recherche de choses à faire<sup>452</sup> ». R. Aron définit, plus spécifiquement, les buts d'une politique publique. Selon lui, « on appelle *policy* une conception, un programme d'action ou une action en elle-même d'un individu, d'un groupe ou d'un gouvernement. Lorsqu'on

---

<sup>450</sup>GOODIN (Robert E.), EIN (Martin R.), MORAN (Michael), *The Oxford Handbook of Public Policy*, Oxford University Press, (2006), p. 20

<sup>451</sup> MUNGIU-PIPPIDI (Alina), *Politica dupa comunism : structură, cultură și psihologie politică*, Humanitas, (2002), p. 209

<sup>452</sup> GOODIN (Robert E.), EIN (Martin R.), MORAN (Michael), *The Oxford Handbook of Public Policy*, Oxford University Press, (2006) p. 20

se réfère à la politique de l'alcool, on vise l'ensemble du programme d'action appliqué à un problème donné, celui des excédents ou des déficits de production ».<sup>453</sup>

La Roumanie a dû prendre de grandes décisions pour son avenir, qui nécessitaient de grandes politiques, comme les exemples variés cités par Y. Dror : « Des choix critiques sont illustrés par la décision de lâcher les bombes nucléaires sur le Japon, par l'approbation d'un grand projet d'infrastructure ou par la demande d'adhésion à l'Union européenne. Les stratégies à long terme comprennent le passage d'une commande à une économie de marché, en donnant la priorité aux jeunes dans les services de santé publique, en essayant de promouvoir la démocratie au Moyen-Orient, et les efforts pour devenir une société d'apprentissage. »<sup>454</sup>

Il y a un terme qui caractérise la situation des années postcommunistes en Roumanie en matière de grandes politiques et de stratégies à long terme : la confusion. Même si certains dirigeants politiques, avec plus d'expérience et une connaissance approfondie du système de gouvernance de l'Europe de l'Ouest, le savaient, le système politique et bureaucratique demeurait ancré dans le passé. La multitude de problèmes nécessitait de grandes réformes structurelles, des changements radicaux dans l'économie et dans le fonctionnement de l'État.

Le phénomène a été observé par R. Aron, montrant que « l'ambiguïté entre les programmes d'action et leur mise en place devient un doute intelligible »<sup>455</sup>. Pour lui, « la politique, au sens d'action, comporte de multiples modalités ; politique de ceux qui détiennent l'autorité et l'exercent d'une certaine manière ; politique de ceux qui ne détiennent pas l'autorité et qui veulent l'acquérir ; politique des individus ou des groupes qui ont des objectifs propres et veulent employer certaines méthodes ; enfin politique de ceux qui visent à modifier le régime lui-même. Toutes ces politiques représentent des programmes d'action, partiels ou globaux, selon qu'il s'agit d'objectifs intérieurs au régime ou d'objectifs qui concernent le régime lui-même<sup>456</sup>. »

Tous les anciens Premiers ministres interrogés ont mentionné la réforme comme la priorité de leurs mandats. Les façons dont ils ont mis en scène les politiques publiques pour réformer la Roumanie ont été différentes. Chaque période a connu ses provocations.

---

<sup>453</sup> ARON (Raymond), *Démocratie et Totalitarisme*, Edition Gallimard, (1965, rééditée 1984), p. 24

<sup>454</sup> DROR (Yehezkel), in GOODIN (Robert E.), EIN (Martin R.), MORAN (Michael) (ed), *The Oxford Handbook of Public Policy*, Oxford University Press, (2006) p. 81

<sup>455</sup> ARON (Raymond), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, (1965), p. 28

<sup>456</sup> ARON (Raymond), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, (1965), p. 28

Par exemple, Petre Roman, questionné sur l'omniprésence, dans son livre, des sujets concernant la réforme et le combat contre la corruption, Petre Roman nous a précisé : « Oui. La réforme était l'essence du gouvernement, nous avons présenté le programme de réforme devant le Parlement et avec ce programme nous avons été investis. Il est significatif de mentionner que mon programme de réforme, le programme pour lequel nous avons obtenu le vote de confiance, a été voté presque à l'unanimité au Parlement, même par l'opposition. En conséquence, c'était un programme très ouvert, bien fait. Chaque fois que j'insiste sur la réforme, je fais référence à ce programme. Au fait qu'il aurait fallu que nous ne suivions pas à pas le fil de ce programme, et pas autrement, pour arriver à l'objectif. C'est à cause de ça, cette insistance sur la réforme, ce n'est pas une réforme générale, celle qui a été annoncée et votée et pour laquelle nous avons été investis du pouvoir du Gouvernement de la Roumanie<sup>457</sup>. »

Le début de la privatisation commence avec la création du cadre législatif pour la privatisation, par la Loi 15/1990 et la Loi 58/1991 du Parlement de la Roumanie, sous le mandat de Petre Roman. Ces deux lois ont eu un impact fondamental sur le développement du pays. En effet, la bataille pour la « fortune du peuple » et la « fortune du dictateur » ont déclenché et accéléré la corruption politique.

La Loi 15/1990 établit le cadre du marché concurrentiel et de la privatisation des anciennes entreprises d'État. Par cette loi, les entreprises communistes sont transformées en sociétés commerciales et en « entités juridiques autonomes » stratégiques (EJA, appelées « regie autonoma de stat » en roumain). Les EJA ont gardé le contrôle des industries stratégiques, parfois les plus profitables du point de vue économique : l'industrie militaire, l'énergie, les exploitations minières et de gaz naturel, le transport ferroviaire et les services de poste. Le comité de direction était composé de 7 à 15 personnes, une marge assez haute pour remercier tous les intérêts politiques et pour offrir, dans la majorité des cas, des sinécures aux membres du parti. Une mesure qui est de type clientéliste : l'octroi d'un travail aux fidèles du parti. L'article 22 de la Loi 15/1990 avait créé la première institution en charge pour le transfert de propriété : l'Agence Nationale pour la Privatisation. Son directeur, Theodor Stolojan, économiste réputé et ancien haut dirigeant au Ministère des Finances de la dictature, a été le directeur adjoint d'un département assez sensible : Département des relations internationales et des relations financières ; Inspecteur général au

---

<sup>457</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

Département des recettes publiques et consultant au Ministère des Finances. Deux années plus tard, il devient Premier ministre de la Roumanie.

Selon une étude (ce serait bien de préciser de quel organisme elle émane), la structure de la privatisation aurait été réalisée en collaboration avec la Banque Mondiale, grâce au contrat de financement « Emprunt pour Assistance Technique et Imports Critiques ».<sup>458</sup>

L'article 23 du Loi 15/1990 introduit l'une des méthodes les plus contestées dans le processus de privatisation : la distribution en masse des actions dans les compagnies pour tous les citoyens roumains âgés de plus de 18 ans.

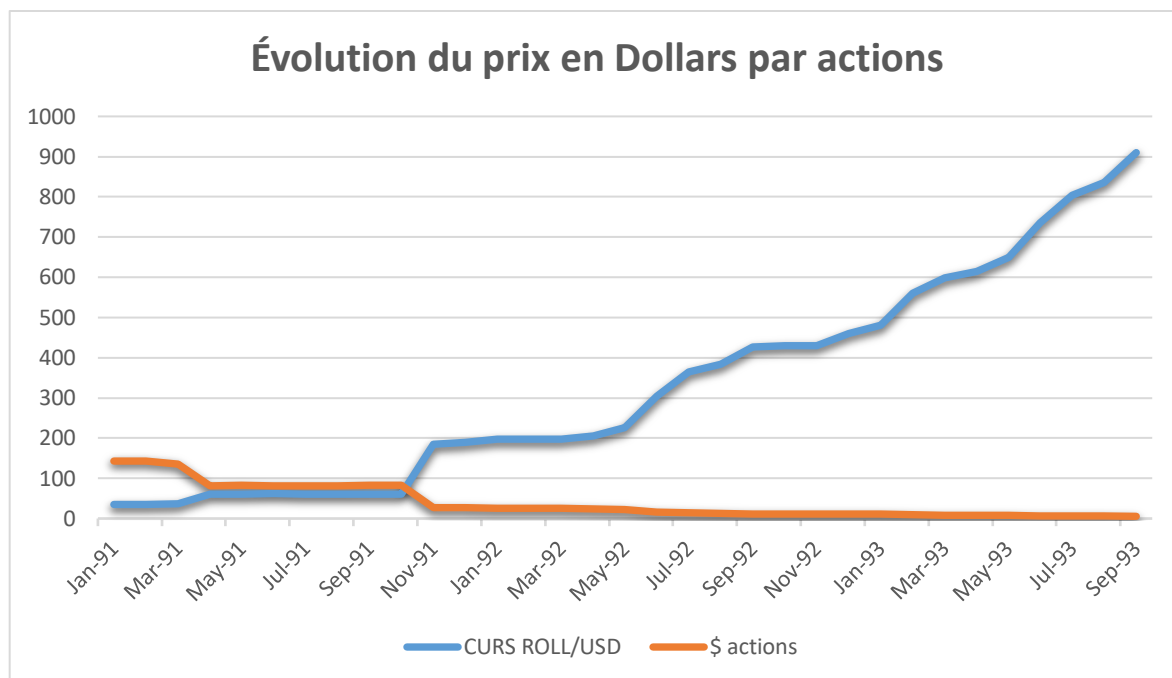
Les actions des sociétés commerciales nouvellement créées sont partagées : 30% à l'Agence Nationale de Privatisation (ANP) et 70% au Fonds de Propriété d'État. L'ANP avait l'obligation de distribuer les actions d'une valeur de 5 000 lei (cinq mille lei) par personne, ce qui était l'équivalent de 143 dollars à l'époque (283 dollars valeur de 2020). Même si la valeur était importante à l'époque, l'inflation, la corruption et le manque d'expérience financière a complètement tué toute perspective profitable de ce type de privatisation. Trois ans plus tard, en septembre 1993, ces mêmes actions valaient seulement 5 dollars. Beaucoup de Roumains sont entrés en possession des certificats pendant l'été 1993, alors même que la valeur des actions était déjà abaissée à 5 dollars.

La Loi 58/1991 a réglementé les détails du cadre juridique de la privatisation et mis en pratique la politique publique déjà réglementée par la loi précédente, la Loi 15/1990. Selon la Loi 58/1991, toutes les entreprises d'État qui ont été partagées entre le Fonds de la Propriété d'État (70%) et l'Agence Nationale de la Privatisation (30%) devaient être administrées par des institutions nouvellement conçues.

Parmi les responsabilités de l'Agence, figurait la compétence de faire parvenir aux millions de citoyens roumains les certificats de propriété d'actions. Mais l'Agence n'avait pas la charge d'administrer le patrimoine.

---

<sup>458</sup> Historique de l'institution de la privatisation, Autorité pour Valoriser les Actives d'État, [aaas.gov.ro](http://aaas.gov.ro), consulté le 9 septembre 2015.



*Figure 34. Le taux de change du dollar a augmenté, passant de 34 lei à 1.000 lei en trois ans. Données compilées par l'auteur.*

Une nouvelle institution a donc été créée pour gérer les finances des deux compagnies. Cette nouvelle institution s'appelait le Fonds de Propriété Privée (FPP). En effet, c'était une société de services financiers pour des millions de propriétaires.



## Structure des actionnaires des entreprises d'État selon la Loi 58/1991

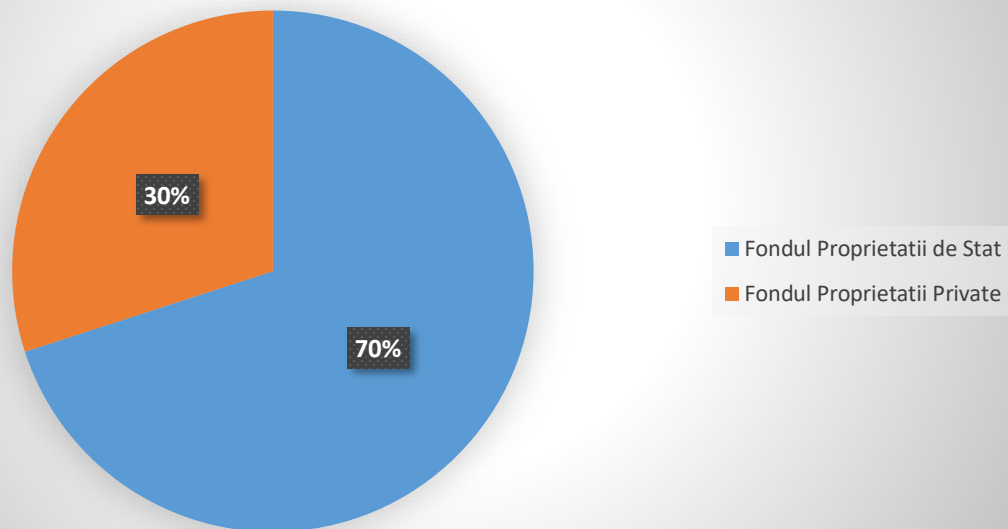


Figure 35. Toutes les entreprises ont été partagées entre deux institutions responsables de la privatisation

Le FPP était composé de cinq institutions indépendantes et régionales, selon la Loi 58/1991

:

1. Le Fond de Propriété Privée (FPP) Banat I,
2. Le Fond de Propriété Privée (FPP) Moldavie II
3. Le Fond de Propriété Privée (FPP) Transylvanie III
4. Le Fond de Propriété Privée (FPP) Munténie IV
5. Le Fond de Propriété Privée (FPP) Olténie V

Depuis 1996, par la Loi 133, les Fonds de Propriété Privée ont changé de nom et sont devenus les Sociétés d'Investissement Financiers (SIF). Les directeurs ont été nommés en fonction de l'Ordonnance 8 de 1992.

Donc, légalement, il y avait trois « grands acteurs » institutionnels : l'Agence Nationale de la Privatisation, le Fonds de la Propriété d'État et les Fonds de Propriétés Privées, renommées quelques années plus tard Sociétés d'Investissement Financier.

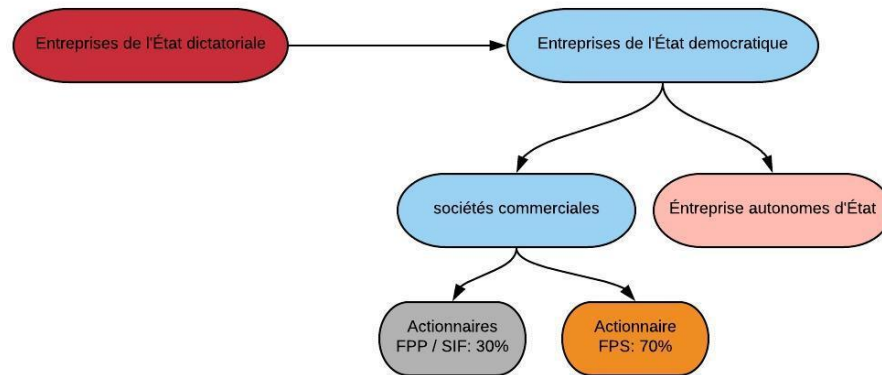


Figure 36. Les étapes des transferts de la propriété et la structure économique après dictature

Dans la période immédiate de la Révolution, juste après 1989, la direction du pays était sous le contrôle de l'échelon numéro 2 du Parti Communiste et du pouvoir du pays – les cadres qui secondaient les tout-puissants de la dictature. Donc, la structure des directions de ces institutions était dominée par des gens qui avaient eu une position dans le système dictatorial et qui avaient été proches ou membres du parti au pouvoir, le Front du Salut National. Une note de l'Ambassade américaine à Bucarest confirme cette réalité : « Etant donné le manque total de groupes d'opposition en Roumanie avant la révolution, Iliescu n'a pas eu d'autre choix que de garder la vieille bureaucratie, mais cette décision a aliéné les intellectuels et les partis d'opposition émergents. Iliescu et le Front du Salut National ont été déplacés rapidement pour poser les fondations d'un système politique pluraliste et il a gagné la présidence en mai 1990 lors des élections.<sup>459</sup>»

Dans un télégramme de l'ambassade américaine à Bucarest, datant du 23 juin 1995, l'ambassadeur transmet dans la centrale diplomatique une synthèse concernant le futur de la privatisation : « Le Président Iliescu favorise une distribution partielle gratuite de la propriété des

<sup>459</sup>. Canonical ID: 95BUCHAREST6434\_a Subject: ROMANIAN PRESIDENT ION ILIESCU -- A POLITICAL BIOGRAPHY, 1995 June 23, 13:53 (Friday)

actions des entreprises d'État, mise en évidence par la récente Loi de privatisation en masse qui spécifie que tous les citoyens recevront des actions de propriété en valeur égale à la valeur des stocks des entreprises. Président Ilescu redoute le chômage qui pourrait suivre à cause de la privatisation. »<sup>460</sup>

Dans la loi, une mention spéciale laissait les mains libres aux privatisations susceptibles de corruption : pour la privatisation de certaines entreprises par la vente d'actions avant l'organisation des Fonds de Propriété Privée et du Fonds des Biens d'État sont habilités par l'Agence Nationale la Privatisation.

Les données quantitatives nous révèlent une potentielle politique publique de type purement clientéliste : l'allocation des entreprises à chaque FPP. En effet, plus d'entreprises, plus d'argent.

L'analyse de l'allocation des entreprises dans le portefeuille de chaque FPP nous révèle une information qui confirme l'hypothèse d'une répartition clientéliste. Les articles numéro 2 et 3 de l'Ordre 187/1993 communiquent une information très pertinente sur les intentions de l'Agence Nationale de Privatisation à savoir : le partage des 30% du capital national, équitablement répartis entre les FPPs. Ainsi l'Article numéro 2 stipule que : « Le pourcentage de 30% des sociétés d'État du domaine financier et bancaire doit être réparti en pourcentages égaux pour chaque Fonds de Propriété Privée, soit 6% ». L'article numéro 3 prévoit que « les sociétés d'État seront administrées selon des critères territoriaux entre les cinq Fonds de Propriété Privée ».

On peut facilement identifier deux critères objectifs dans l'allocation des actions des sociétés : l'égalité en nombre de compagnies et l'appartenance territoriale. Les compagnies des départements (Judete) de chaque région historique ont été réparties dans le Fonds de la même région.

Notre analyse montre que ces critères ont été fortement influencés par des facteurs purement clientélistes dans l'application de cette organisation. Nous commençons par le critère du nombre, y compris celui de la valeur : plus de compagnies impliquent plus d'actions.

Des explications potentielles résident dans la structure clientéliste du Gouvernement de l'époque. Jusqu'aux années 2005, la zone politique et économique a été dominée par le groupe

---

<sup>460</sup> Canonical ID: 95BUCHAREST6434\_a Subject: ROMANIAN PRESIDENT ION ILIESCU -- A POLITICAL BIOGRAPHY, 1995 June 23, 13:53 (Friday)

d'intérêts généralement appelé par les médias « La Mafia de Bacau ». C'était un vrai « fief », selon l'interprétation de J-F Médard.<sup>461</sup>

Le nombre total de sociétés est de 564. Pour FPP I Banat, l'Agence de Privatisation avait réparti 87 compagnies. Le nombre varie peu pour les trois autres FPPs – FPP III Transylvanie avec 98 entreprises, FPP Munténie IV avec 81 entreprises et FPP V Olténie avec 107 entreprises. La plus grande différence qu'on puisse constater se trouve dans la région de Moldavie, l'une des plus pauvres de Roumanie, où FPP II Moldavie se voit octroyé le contrôle de 30% des 191 entreprises. En conclusion, les critères d'égalité et d'équilibre n'ont pas été respectés. Le FPP Moldavie avait plus de 34% du total des sociétés commerciales dans son patrimoine.

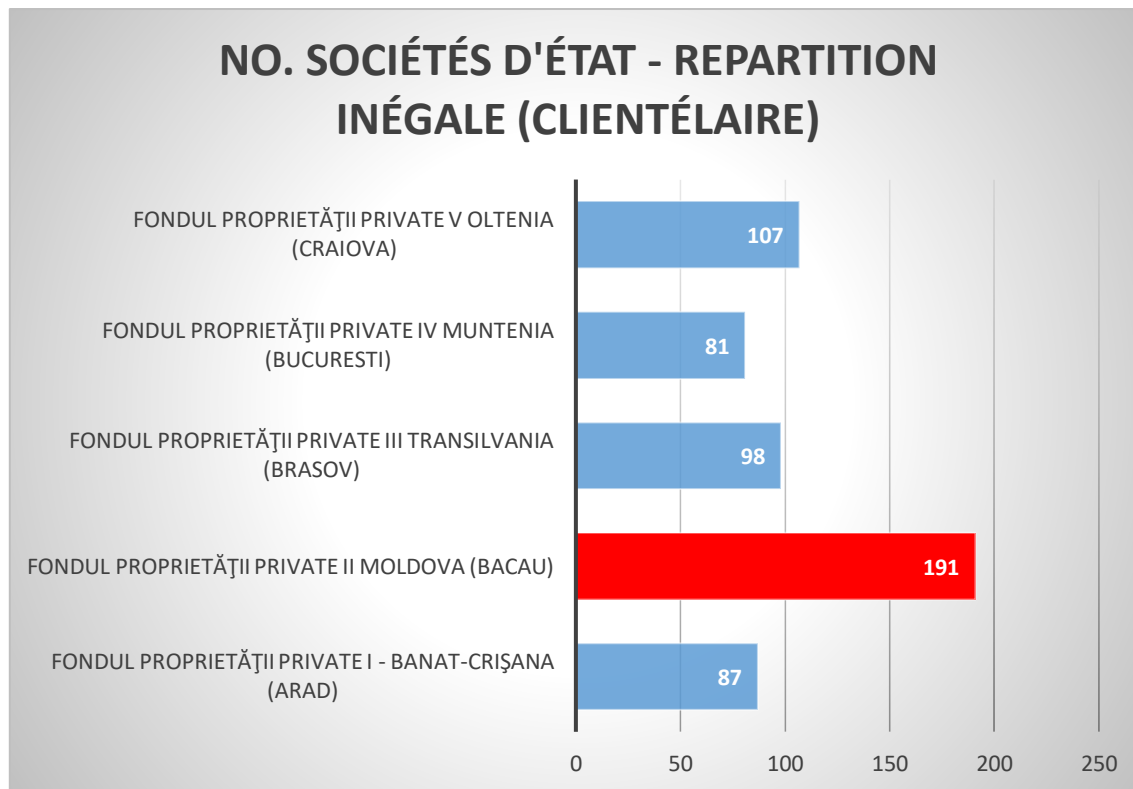


Figure 37. Le Fonds de Propriété Privée (FPP) II La Moldavie a reçu deux fois plus de titres de compagnies que les autres FPP – un indice sur l'allocation de type clientéliste des ressources de l'État. Source : Marius Drăghici.

<sup>461</sup> MÉDARD Jean-François, « Le système politique bordelais (le « système Chaban ») », Revue internationale de politique comparée, 2006/4 Vol. 13, p. 658

La puissance économique des FPPs a été augmentée en 1995, une année avant les élections. Le Cabinet Văcăroiu a décidé d'octroyer des actions aux salariés, dans un deuxième programme de privatisation de masse, appelé MEBO (Management Employee Buyouts). Cette fois, la valeur nominale des actions était de 975.000 lei, soit 378 dollars. Trois ans plus tard, la valeur était environ de 35 dollars. Selon l'étude, la structure de propriété<sup>462</sup> des sociétés a changé le plus pendant la période 1992 – 1996 et la méthode MEBO a été « dans sa période de gloire » avec 60% des entreprises privatisées par MEBO. Le manque de contrôle des FPP a été toujours un sujet hautement polémique en Roumanie. Plusieurs compagnies d'État ont été volées par leurs directeurs, avec la complicité des dirigeants des FPPs. Le courtier Adrian Simionescu confirme que les SIFs n'ont été rien d'autre que des « tirelires pour les partis politiques. »<sup>463</sup>

Plus de 8.4 millions de Roumains sont encore actionnaires, mais avec des actions sans valeur, selon les données publiques du Dépositaire Central qui gère les identités des actionnaires au SIFs.

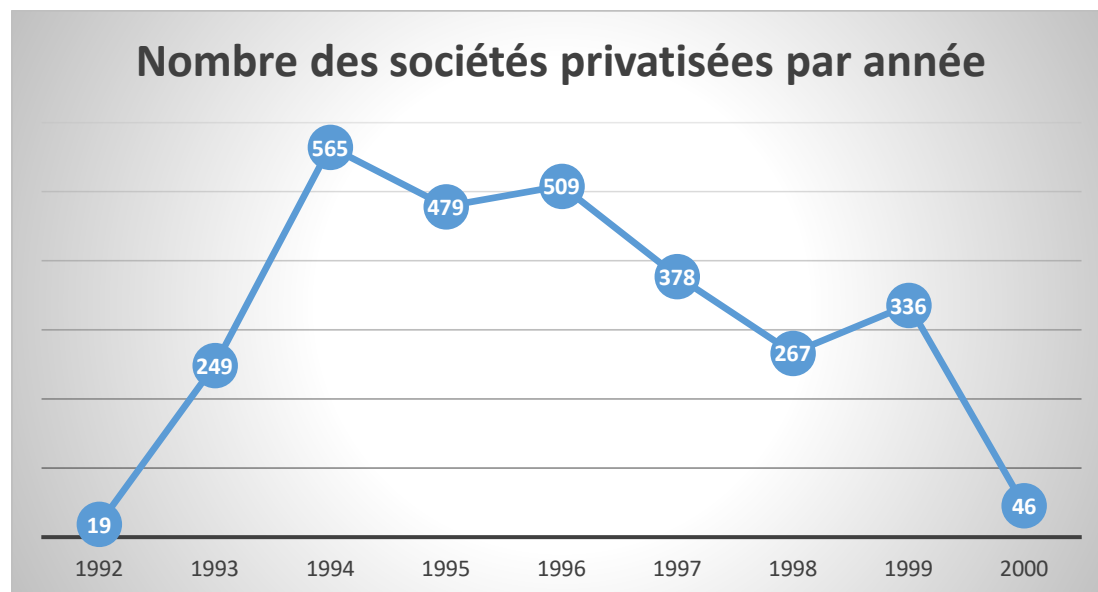


Figure 38. Données compilées par Álmos Telegdy dans son étude. La privatisation a été faite par les anciens communistes

<sup>462</sup> TELEGDY Álmos, Privatizarea MEBO în România, Universitatea de Științe Economice, Budapesta și Universitatea Central-Europeană, Budapesta, Ianuarie 2002, p.11

<sup>463</sup> « Milionari doar pe hârtie -peste 8 milioane de români au acțiuni listate la bursă de care nu mai știu nimic », 28.08.2015, Digi TV, digi24.ro

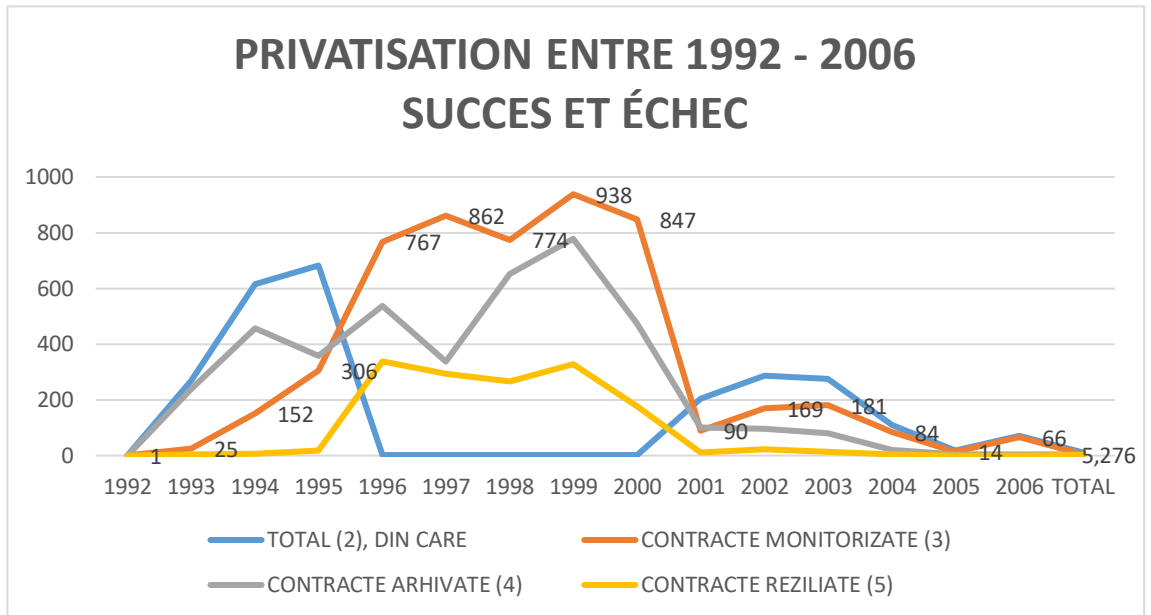


Figure 39. Le Rapport AVAS 1992 – 2006 montre un nombre différent de privatisations par rapport aux données compilées par Telegdy.

Comme nous l’avons montré, la répartition des sociétés dans la structure du FPP a été faite par des critères politiques souvent liés à la Securitate, présentant les FPP/SIF Moldavie comme les grands gagnants.

La majorité des gens qui ont travaillé dans la structure de direction de la privatisation, se « sont » transférés dans la politique, indice clair concernant la liaison du clientélisme et de la politique. Prenons quelques exemples. La direction des FPP /SIF a été nommée par l’Ordonnance 8 / 1992. Le Premier Ministre de l’époque, qui a signé cette décision d’une importance majeure dans la privatisation était Theodor Stolojan, ancien haut fonctionnaire pendant la dictature de Ceaușescu et ancien président de l’Agence Nationale de Privatisation, créée au lendemain de 1989. Le nouveau président de l’Agence était Adrian Severin, député, condamné pour des faits de corruption en 2016, membre du Parlement Européen et comptant parmi les politiques qui avaient migré d’un parti à l’autre.

Le clientélisme politique a été omniprésent dès le début de la privatisation en Roumanie. La façon dont les membres ont été nommés est révélatrice du *modus operandi* politique dans la Roumanie post – communiste. Par l’Ordonnance 8/1992, la direction de ces Fonds a été nommée pour un mandat de 4 ans. Deux années plus tard, en 1994, une nouvelle direction a été nommée

dans la Décision 19 du Gouvernement : les nouveaux noms sur la liste désignaient des personnes qui étaient aussi liées à la politique, mais plus proches de certains centres de pouvoir qui se sont formés pendant les deux années de démocratie.

Leurs biographies et leur évolution nous montrent le lien étroit entre la politique et la captation des ressources. En effet, la décision gouvernementale montre que c'était un appui 100% politique. La présence des noms de certains opposants de Ceaușescu sur la liste des personnes à gérer et surveiller pour garantir la prospérité des « entreprises du peuple » est un indice de la poursuite du clientélisme politique de la dictature : seuls ceux qui étaient membres du Parti Communisme avaient le droit de recevoir une promotion dans une entreprise d'État.

| <b>Anul Privatizării (1)</b> | <b>TOTAL (2), DIN CARE</b> | <b>CONTRACTE MONITORIZATE (3)</b> | <b>CONTRACTE ARHIVATE (4)</b> | <b>CONTRACTE REZILIATE (5)</b> |
|------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| 1992                         | 1                          | 1                                 | 0                             | 0                              |
| 1993                         | 269                        | 25                                | 239                           | 5                              |
| 1994                         | 615                        | 152                               | 457                           | 6                              |
| 1995                         | 682                        | 306                               | 359                           | 17                             |
| 1996                         | 1.641                      | 767                               | 536                           | 338                            |
| 1997                         | 1.493                      | 862                               | 338                           | 293                            |
| 1998                         | 1.694                      | 774                               | 653                           | 267                            |
| 1999                         | 2.045                      | 938                               | 778                           | 329                            |
| 2000                         | 1.496                      | 847                               | 473                           | 176                            |
| 2001                         | 203                        | 90                                | 101                           | 12                             |
| 2002                         | 287                        | 169                               | 96                            | 22                             |
| 2003                         | 275                        | 181                               | 81                            | 13                             |
| 2004                         | 110                        | 84                                | 21                            | 5                              |
| 2005                         | 18                         | 14                                | 4                             | 0                              |
| 2006                         | 70                         | 66                                | 4                             | 0                              |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>10.899</b>              | <b>5.276</b>                      | <b>4.140</b>                  | <b>1.483</b>                   |

*Figure 40. Source : les données officielles ne sont pas toujours très précises. Sources : Rapport AVAS 1992 – 2006*

Le clientélisme politique et le manque de contrôle ont eu comme conséquence la falsification du processus de privatisation. Les FPP / SIF ont été engloutis dans des scandales de corruption.

Par exemple, le premier Conseil d'Administration du Fonds de Propriété Privée 1 (FPP) Banat a été dominé par les personnes suivantes qui illustrent des exemples très clairs de clientélisme politique : Aristide Dragomir, député du Front du Salut National, puis membre du Parti Démocrate ; Adrian Nițu, directeur d'une filiale de l'Agence Nationale de Privatisation et vice-président du FPP 1 Banat, puis député du Parti Démocrate ; Ioan Cuzman, sous-préfet d'un département de Roumanie.

C'est le même cas de figure pour le premier Conseil d'Administration du Fonds de Propriété Privée 5 (FPP) Olténie. Deux de ses membres étaient des politiques : Radu Berceanu et Ioan Predescu. Radu Berceanu a occupé les années suivantes des positions clés dans la structure du Conseil des Ministres. Predescu a été parlementaire après avoir été nommé juge à la Cour Constitutionnelle. Ioan Miala a été un haut fonctionnaire dans la structure locale du Parti Communiste Roumain à Craiova. Ion Dogaru, ancien doyen et professeur de droit à l'université de Craiova, a su s'adapter au Pouvoir, quel que soit le Pouvoir. En 1994, une nouvelle équipe a été nommée, qui comprenait Opran Marius Eugen, ancien colonel dans l'Armée, retiré en 1991, ancien conseiller présidentiel, l'une des personnes les plus influentes de la politique roumaine et qui a mené des affaires avec les plus grandes compagnies de défense qui avaient noué des intérêts et des contrats avec l'industrie roumaine de défense.

Mais la figure centrale du FPP / SIF Olténie a été Dinel Staicu<sup>464</sup>. Ancien membre de la Milice communiste, responsable de l'application de la loi communiste et l'une des sources majeures de la corruption et des abus, est devenu le chef du FPP / SIF Olténie. Pendant son mandat, il a impliqué le Fonds dans plusieurs affaires de corruption politique. En conséquence, six ans après avoir pris le contrôle de la direction, Staicu a été condamné à onze années de prison ferme pour malversations.

---

<sup>464</sup> « Dinel Staicu, de la milițian la afacerist cu milioane de euro în cont. Primii bani i-a făcut după ce a vândut o stație Peco », Gandul, 8 aprilie 2014



Selon les accusations des procureurs, Staicu a utilisé la « navette » comme méthode pour s'enrichir et prendre le contrôle du FPP / SIF Olténie. En effet, avec la complicité de la direction d'une banque privée très proche du monde politique, Staicu a obtenu plus 9 millions d'euros en crédits avec de faux documents. Avec cet argent, Staicu a fait des « acquisitions agressives » dans l'actionnariat du FPP / SIF Oltenie et il a réussi à prendre le contrôle du Fonds, en obtenant un droit de décision sur des activités dont les enjeux s'élevaient à plusieurs centaines de millions d'euros. De 1990 jusqu'en 2005, Staicu a pu accroître son empire malgré les enquêtes des médias qui ont révélé de multiples faits de corruption. C'est seulement après le changement de pouvoir, en 2005, que la nouvelle Direction Nationale Anticorruption a ouvert plusieurs dossiers de mise en accusation : pour la corruption concernant les crédits frauduleusement obtenus de la Banque Nationale des Religions – 9,3 millions d'euro, fraudes avec la compagnie d'État Trangaz Medias – 11,3 millions euro, les cas les plus connus. Staicu avait une fortune personnelle de 14 millions d'euro en 2010. Il a été condamné à plus de 12 années de prison. Son admiration pour l'époque de Ceaușescu et le couple dictatorial s'est concrétisé dans l'achat de résidences détenues ou utilisées par Ceaușescu et la construction d'un parc thématique.

La même situation peut être observée dans les SIF Munténie. En 2014, le directeur du Fonds, Dragos Bilteanu, a été retenu par les procureurs pour un préjudice de 13 millions d'euros. Sa fortune personnelle était évaluée, en 2014, selon les médias, entre 90 et 100 millions d'euros. Selon les accusations des procureurs<sup>465</sup> type claniste avaient réussi à prendre le contrôle du SIF Munténie et du SIF Banat. Son père était en poste au SIF Munténie. Nous avons ici une structure clientéliste de type père et le fils deux entreprise de corruption. Mais il y avait, de fait, une deuxième structure clientéliste, qui œuvrait en parallèle avec une puissance plus grande : le clientélisme politique du réseau de la Securitate. Bilteanu père, selon les médias, a été « travailleur avec régime spécial » dans le commerce extérieur pendant la dictature, expression utilisée pour désigner les espions communistes. Parmi les compagnies impliquées dans ce « hold up » financier, on compte la compagnie Romenergo, fondée par Bilteanu Père. Romenergo avait reçu plusieurs contrats d'achats publics jugés comme controversés. En 2019, Bilteanu a été condamné à deux années de prison, après avoir reconnu sa culpabilité.

---

<sup>465</sup> « Reteaua de la Sif\_uri » Rise Project, <https://www.riseproject.ro/articol/reteaua-de-la-sif-uri/>, 9 décembre 2014

SIF Banat et SIF Muntenie symbolisent un véritable cas d'école pour expliquer comment les réseaux clientélistes fonctionnent pour violer la loi. Mais la conclusion la plus surprenante est l'étendue de ces réseaux informels et souterrains.

Selon des investigations indépendantes, les réseaux clientélistes familiaux et politiques auraient été connectés aux personnalités les plus importantes de la politique.<sup>466</sup> Les SIFs ont été plusieurs fois mêlés à des scandales internes, visant à maintenir la direction au pouvoir. Cette investigation des procureurs nous montre à quel degré les réseaux clientélistes sont impliqués dans la structure de contrôle des institutions publiques. Ils sont même, parfois, une structure parallèle de gouvernance, sans aucune responsabilité. Les cas de clientélisme et de corruption des dirigeants du SIF Banat et Crisana dévoilent, ainsi, un autre réseau clientéliste très puissant : la « Mafia de Bacau ».

Dans une relation clientéliste, les personnes concernées forment la structure de pouvoir. Le poids dans la structure change progressivement : les clients deviennent patrons dans certaines relations ou deviennent les « patrons » de leurs « patrons ». Selon les données publiées dans cette investigation, un ancien partenaire d'affaires de Bilteanu junior était membre du CA du SIF Munténie. Andrei Diaconescu était également engagé dans l'administration du journal *Adevarul*, le plus puissant journal roumain en 2005. Il était aussi ami publiquement déclaré du député Viorel Hrebenciu de Bacau. Selon la même source, les avocats de Viorel Hrebenciu étaient les consultants de Bilteanu, et l'un d'entre eux a été impliqué dans une autre transaction commerciale du SIF Banat et d'une compagnie liée à Bilteanu. Les avocats sont devenus des membres du Conseil d'Administration du SIF Muntenie, qui, selon les règles du marché devait être en compétition avec le SIF Banat.

Si on regarde la version initiale de la composition du Conseil d'Administration, on constate que d'autres membres ont été nommés grâce à un type de relation caractéristique du clientélisme politique : l'appartenance à un parti politique, même s'il s'agissait d'opposants. C'est le cas de Teodoriu Bogdan Bujor, député du Parti Démocrate à l'époque. Ionel Blaga, membre du même CA, était député, représentant du parti au pouvoir. Au Parlement, il avait été le chef de la Commission concernant la nouvelle loi pour la privatisation. Comme député, il avait le pouvoir d'interroger le Ministre qui l'avait nommé à ses fonctions. Entre 1991 et 1992, il a été député, puis sénateur entre 1992 et 1996.

---

<sup>466</sup> « Reteaua de la Sif\_uri » Rise Project, <https://www.riseproject.ro/articol/reteaua-de-la-sif-uri/>, 9 décembre 2014

Une situation propice à l'apparition d'un conflit d'intérêt : être juge et partie en même temps. Aurel Dochia, également député à l'époque. Napoleon Pop est un économiste qui a eu la chance de faire ses études aux États-Unis pendant les temps les plus stricts de la dictature. Quelques années plus tard, il s'est impliqué en politique.

Un exemple plus probant, qui démontre la « combinaison » entre deux forces du passé. Sorin Coclitu, l'un des membres du CA nommé en 1992, a été dévoilé en tant que délateur pour la Securitate, rôle qui a été dénoncé seulement 20 années plus tard.<sup>467</sup> Vrabie Corneliu Dan était député en 1992 représentant du parti antisémite la Grande Roumanie. Et beaucoup d'autres : Mihăescu Teodor Horia, député dans la législature 1990 – 1992, Nica Cornel, député aussi dans la même législature, membre du même parti, Munteanu Viorel, député entre 1990 et 1996, du même parti au pouvoir, le Parti Social-Démocrate ou Popovici Alexandru, député entre 1990 et 1996 et membre du parti d'opposition Libérale. Cette composante du Conseil d'Administration fait preuve de la politisation de la privatisation à travers des réseaux clientélistes.

Le Fonds de Propriété Privée 3 (FPP) Transylvanie a été dirigé par une majorité de députés. Cornel Ruse avait été député pendant 1990 – 1996, représentant du parti au pouvoir. Vasile Bran député entre 1990 – 2004, représentant du parti au pouvoir. Eugen Dijmărescu a été ancien haut dirigeant dans la structure communiste et, temporairement secrétaire du Parti Communiste, ancien député, membre du gouvernement. En 2020, plusieurs journaux ont présenté des preuves indiquant qu'il s'agissait très probablement d'un agent sous couverture œuvrant pour les services d'espionnages communistes, tout en travaillant avec l'Institut d'Économie Mondiale. Un autre membre du même CA, Constantin Teculescu, a été aussi député et impliqué dans l'un des plus grands scandales financiers de la Roumanie post-communiste : le crash du Fonds National d'investissement en 2000.

Le Fonds de Propriété Privée 2 (FPP) Moldavie, a été l'enfant gâté de la privatisation. Là-bas, autour de ces intuitions nouvellement créées, s'est formée la « cellule » clientéliste la plus puissante de la politique roumaine entre les années 1990 et 2005. Dans la structure du FPP, il y a deux personnes qui ont été jugées très influentes sur la scène politique nationale, au point de faire peser les faits de corruption sur le PIB de la Roumanie.

---

<sup>467</sup> BRD se desparte, dupa 16 ani, de numele conspirativ “Sorescu”, recrutat de Securitate in scopul supravegherii informative a colegilor. Cum se turna pe vremea lui Ceausescu: informez despre tov. G.P.M. Este usor infatuat Bancherul.ro, 2015-03-09

Le personnage le plus célèbre est Corneliu Iacobov. Chef de la filiale du Parti Démocrate Social de la Roumanie (PDSR), Iacobov a fait partie d'un groupe clientéliste appelé « Mafia de Bacau », fondé sur des liens de famille et d'affaires avec l'Etat.

Le groupe a été formé de Viorel Hrebenciuc, ancien haut dirigeant pendant la dictature communiste dans la structure du pouvoir local, son frère, Laurențiu Hrebenciuc, les frères Sechelariu, dont l'un était devenu le maire de la ville capitale du département, et l'autre député, l'oligarque Ovidiu Tender qui à l'époque était lié aux grands centres de pouvoir : l'Administration Présidentielle et le Cabinet des Ministres, avec Adrian Năstase à sa tête.

Selon les médias<sup>468</sup>, Iacobov avait financé avec plus de 5 millions d'euros la campagne électorale de son parti. Les mêmes sources citaient l'ampleur des affaires de corruption dont l'épicentre revenait à Iacobov : 1,5 milliards d'euros.

Après le changement de pouvoir, les nouvelles mesures prises pour améliorer la Justice et la faire sortir du contrôle de la politique ont eu comme conséquence, dans ce cas, des années de prison ferme pour la majorité des « acteurs » de ces cas de corruption.

L'année 2005 marque la naissance de la Direction Nationale Anticorruption, qui a déstructuré ce qu'on appelait « La Mafia de Bacau ». Jusqu'en 2005, la « Mafia de Bacau » a « régné » dans la vie politique et économique. Les capacités financières considérables dont ses membres disposaient leur ont permis d'augmenter leur influence dans la politique nationale, et pas seulement au niveau régional.

---

<sup>468</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

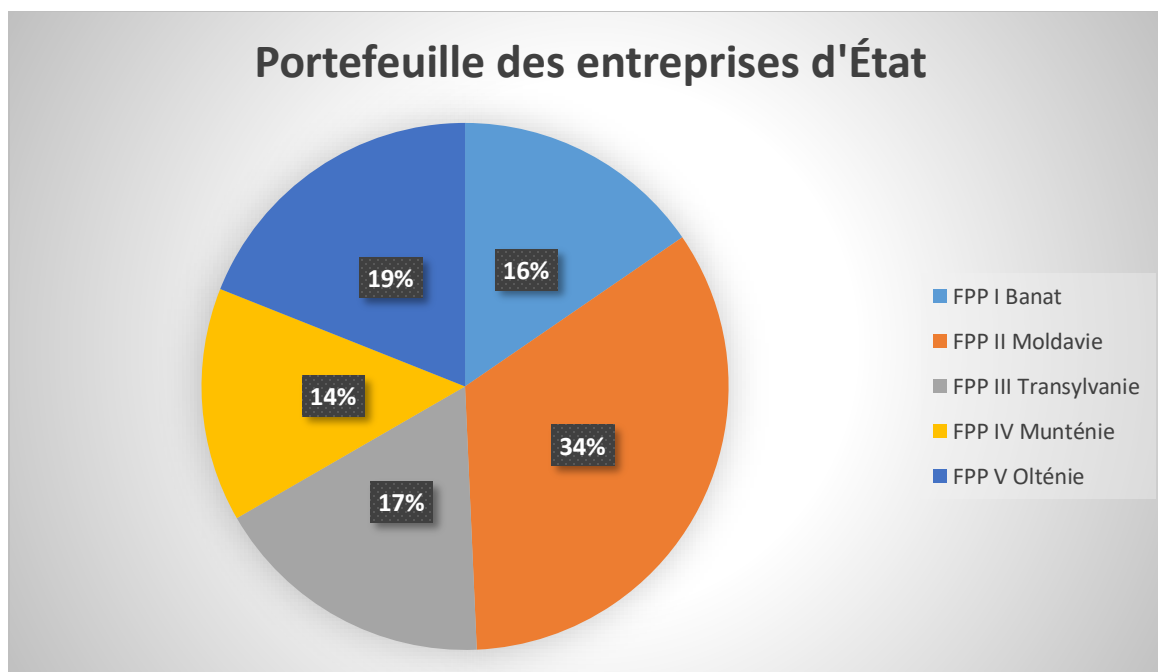


Figure 41. Structures des actions et actionnaires des entreprises d'État au début de la privatisation, en 1991

En 2012, l'ancien Premier Ministre Adrian Năstase a été condamné à la prison ferme pour un cas-école de corruption politique. En 1993, on retrouve la même entreprise mêlée au scandale sur la liste des entreprises de constructions privatisées dans un projet pilote.

Selon un Rapport de recherche, Viorel Hrebenciuc avait un tel pouvoir sur la politique du parti et, par conséquent, dans la politique du pays, qu'il a été en mesure de changer le cours des élections du Parti Social-Démocrate en 2005 et de replacer le tout puissant fondateur et ancien Président de la République, Ion Iliescu, avec Mircea Geoană : « Mircea Geoană, il n'est pas le type de leader comme a été Adrian Năstase, qui a dirigé le parti avec une main de fer. J'ai vu que dans (notre) parti on parle qu'il n'y a plus de démocratie. C'est bon ? C'est mal ? Je crois que c'est mieux. Le fait que Monsieur Geoană a réussi à garder l'unité du parti après les élections du 2004, est très important. »<sup>469</sup>

Comme dans toutes les autres FPP / SIF, la direction du SIF Moldavie a été une pépinière de grands noms de la politique nationale roumaine. Le lien clientéliste, qui avait propulsé ces

<sup>469</sup> Institutul Revoluției Române din Decembrie 1989 REVOLUȚIE ȘI TRANZIȚIE ÎN SOCIETATEA ROMÂNĂ CONTEMPORANĂ ABORDĂRI INTERDISCIPLINARE Volumul conferinței anuale a IRRD, 2016, Coordonatori: Constantin Hlihor Andreea-Iuliana Bădilă Editura IRRD, pag. 368

dirigeants à cette position, dans laquelle le contrôle économique d'une région était étroitement lié à l'achat de votes aux élections, explique leurs évolutions ultérieures.

Par exemple, la personne qui a été placée à la tête de l'institution était une juriste, Marian Enache. Plusieurs années plus tard, elle est devenue l'une des personnes les plus influentes de la politique roumaine, détenant des fonctions clés, comme celle de juge à la Cour Constitutionnelle depuis 2016. Selon les médias<sup>470</sup>, on a fait disparaître son dossier personnel, même si les Services de Renseignements ont confirmé l'existence d'un dossier, mais sans contenu. Ce qui explique que M. Enache ait pu rapidement remplir les critères d'intégrité pour être nommé juge constitutionnel. Sa femme était, en 1997, juge au Tribunal de Bucarest. Deux ans plus tard, elle a présenté sa démission et est devenue l'avocate d'une famille qui a été l'une des plus grandes bénéficiaires du clientélisme politique : la famille Păunescu. Enache, lui-même, a été l'un des « favoris » de la politique : en 1990, il est entré au Parlement en tant que député, puis il est devenu conseiller présidentiel du Président Iliescu, puis Ambassadeur, puis de nouveau député jusqu'à sa nomination comme juge à la Cour Constitutionnelle. Dans son parcours politique, Enache a changé cinq fois de partis politiques et il a été l'un des membres influents de deux partis politiques qui ont activement soutenu et appliqué des coups « mortels » au système de la Justice. Les cinq partis en question sont FSN, PDSR APR, PC, UNPR, PC et UNPR étant les partis les plus nocifs pour la Justice roumaine. Le leader du PC (Parti Conservateur), le Prof. Univ. Dr. Dan Voiculescu était un ancien informateur de la Securitate, l'un des plus riches hommes d'affaires de Roumanie condamné pour implication dans un cas de privatisation frauduleuse.

Les personnes du groupement de Bacau nourrissent des relations clientélistes très étendues. Certains membres de la famille de Iacobov ont reçu des fonctions clés, tout comme les membres des familles des directeurs de compagnies d'État. Parmi celles-ci, on trouve des directeurs de journaux et de chaînes de télévisions, des personnes bien connectées aux autres réseaux de la politique et qui offraient des services en échange de contrats.

Ce ne sont pas les seuls membres nommés grâce à leur appartenance politique. Ionel Aichimioaie était membre du Parti Démocrate, parti allié. Gheorge Marcu était député du FSN, parti au pouvoir et il est resté en politique pendant de nombreuses années. Opreș Octavian était

---

<sup>470</sup> « Qui en est Marian Enache, juge à la Cour Constitutionnelle », Adevarul, 1 juillet 2016, [https://adevarul.ro/locale/vaslui/cine-marian-enache-viitor-judecator-curtea-constitutionala-avut-dosar-retea-pierdut-arhivele-securitatii-1\\_57760bd95ab6550cb8742f66/index.html](https://adevarul.ro/locale/vaslui/cine-marian-enache-viitor-judecator-curtea-constitutionala-avut-dosar-retea-pierdut-arhivele-securitatii-1_57760bd95ab6550cb8742f66/index.html)

député du parti FSN. Moroşan Iosefina plus tard a été nommé en politique secrétaire d'Etat au ministère des Finances. Un autre membre du Conseil d'Administration, Matei a été accusé par ses propres collègues d'avoir été lié à un conflit d'intérêt au moment où il a pris certaines décisions.

Dans notre analyse, nous remarquons qu'un groupement a tourné la privatisation à son avantage dès le début du processus. Notre hypothèse est que la privatisation a été fortement politisée à travers des liens clientélistes de type familial, politique et d'amitié, et de manière systématique.

Les FPP 2 Moldova ont reçu 34% du nombre total d'entreprises. Et entre 5,7 et 53,8 millions de dollars de plus en valeur de marché, comparativement aux autres fonds. Le FPP 1 Banat Crişana étant clairement le plus défavorisé dans le partage de la richesse nationale.

La valeur totale des actions des entreprises d'État dans le portefeuille des Fonds 1 - 4 s'élevait en 1992 à 1,4 milliards de dollars.

| Nom                      | Lei (1992) | Millions de Dollars<br>1992 (375,2 lei/\$) | %    | Différence Mil \$ |
|--------------------------|------------|--|------|-------------------|
| FPP 1 Banat -<br>Crisana | 96,6 mld   | \$ 257,7                                   | 18%  | \$ -53,8          |
| FPP 2 Moldova            | 116,8 mld  | \$ 311,5                                   | 22%  | \$ 0              |
| FPP 3 Transilvania       | 114,6 mld  | \$ 305,7                                   | 21%  | \$ -5,7           |
| FPP 4 Muntenia           | 102,2 mld  | \$ 272,7                                   | 19%  | \$ -38,8          |
| FPP Oltenia              | 105,7 mld  | \$ 281,9                                   | 20%  | \$ -29,5          |
|                          |            | \$ 1,429                                   | 100% |                   |

Table 1. Données agrégées selon la Décision 443 de 1992 du Gouvernement. Source : M. Drăghici

Quels ont été les effets de ce type de privatisation clientéliste ? D'abord, cette situation a créé un préjudice au budget national, à cause de la mauvaise administration des entreprises. Parce que les liens clientélistes ont agi plus puissamment que l'intérêt public, la Roumanie a enregistré un recul économique et a subi la destruction d'une partie de son industrie. La concentration du pouvoir entre les mains de quelques privilégiés du régime a donné naissance à des réseaux de clientélisme de haut niveau, qui ont parfois changé les parcours de décision historiques pour les Roumains, ce qui prouve que les SIF ont été utilisées comme une sinécure, une source

d'enrichissement et une source de financement pour la campagne électorale : « Bien qu'il connaisse la situation - les services secrets lui sont en effet subordonnés et lui ont présenté de nombreux rapports - le Président Ion Iliescu préfère fermer les yeux : ce n'est qu'en 2000 que le groupe d'Iacobov a financé sa campagne électorale avec au moins 5 millions de dollars. Cette déclaration incendiaire appartient au trésorier du PSD Bacau et figure dans une déclaration "d'assurance", rédigée au cas où un malheur lui arriverait. »<sup>471</sup>

Le contrôle total de la politique dans l'administration de Fonds de Propriété Privés 1 à 4 était clair : plus de 50% de la direction des FPPs étaient des membres du Parlement et / ou du parti au pouvoir. Ces gens ont suivi avec priorité les directions hiérarchiques de leurs chefs du parti dans le détriment des conseils des experts économistes.

En 1997, quelques mois après la défaite des partis d'extraction communiste par les partis historiques, le Parlement roumain a exigé une enquête pour vérifier les Fonds des Propriétés Privées avant la transformation de ces Fonds en Sociétés d'Investissement Financières. La Commission était composée de députés et de sénateurs et a partagé ses tâches par Fonds de Propriété Privée. Selon la Décision 4/1997 du Parlement roumain, les membres de la commission étaient les suivants : Juravlea Petru, sénateur PNȚCD - présidente, Puwak Hildegard, député PDSR – vice-présidente, coordonnatrice pour le contrôle à FPP IV – Munténie, Spătaru Liviu, député PD – secrétaire de la Commission, Gaita Doru, sénateur PDSR, coordonnateur FPP I - Banat-Crișana, Rânja Traian Nicolae, député PNȚCD et Hauca Teodor, sénateur PD – coordonnateurs FPP II - Moldovie, Cazan Leonard, député PDSR et Peci Francisc, député UDMR, coordinateurs pour FPP III - Transylvanie, et Găvănescu Vicențiu, sénateur PNL – coordonnateur pour FPP V - Olténie. L'intérêt spécial pour le FPP 2 Moldavie est « traduit » par la composition de la Commission : deux députés qui ont été jugés loin de l'influence du « Mafia de Bacău ».

Les conclusions du Rapport ont été débattues au Parlement, mais le document n'a pas été rendu public. « Une situation différente est présentée par le FPP II - Moldavie, qui a accordé des garanties et des garanties de traites, ainsi que d'autres effets commerciaux, en violation des dispositions légales, respectivement les normes de la Banque nationale de Roumanie n ° 6 de 1994,

---

<sup>471</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>



le règlement sur les changes et ses propres règlements, approuvés par le conseil d'administration. »<sup>472</sup>

Le Rapport a identifié les plus grandes illégalités dans la FPP 2 Moldavie, avec des centaines de millions de lei qui ont été perdus dans des virements financiers vers les compagnies de certains amis. Dans leur défense, certains membres du PDSR, parti au pouvoir entre 1992 et 1996, ont riposté en disant qu'ils avaient toujours "partagé les sinécures avec les membres de l'opposition"<sup>473</sup>. Des années plus tard, Hildegard Puwak a été impliquée dans une affaire de clientélisme clanique, qui a donné lieu à un dossier pénal : son fils et son mari ont été condamnés pour avoir reçu presque 70,000 EUR par financement européen et par le biais du ministère que Puwak dirigeait.<sup>474</sup>

La valeur totale de 30% des actions des entreprises atteignait 1,4 milliards de dollars. Est-ce que cette privatisation politisée a eu un autre résultat avec les « perles de la couronne » ?

---

<sup>472</sup> Ședința comună a Camerei Deputaților și Senatului din 10 iunie 1998

<sup>473</sup> ALBU Alexandru, discours parlementaire, stenogramme du 10 juin 1998, c, dep.ro (<http://www.cdep.ro/pls/steno/steno.stenograma?ids=1461&idm=13&idl=2>)

<sup>474</sup> IRREGULARITIES ALLEGED IN ROMANIAN MINISTER'S HANDLING OF EU FUNDS, Radio Free Europe, 30.07.2003, <http://www.hri.org/news/balkans/rferl/2003/03-07-30.rferl.html#55>

## Section 2

### Les grandes privatisations, symbole d'une réforme par le clientélisme

La corruption, le manque d'innovation ou encore le régime dictatorial comptent parmi les nombreux facteurs qui ont contribué à la paupérisation progressive des Roumains. Mais, malgré cette situation désastreuse du point de vue financier, le régime dictatorial de Ceaușescu a réussi à survivre grâce à la vente incessante des ressources naturelles du pays. .

Les entreprises d'État communistes ont été conçues, pour beaucoup d'entre elles, autour d'un monopole naturel ou du monopole d'un service. C'est là, précisément, la clé de la privatisation : qui achetait une entreprise, achetait aussi les ressources. Les cas les plus graves, qui ont marqué le déclin économique du pays, sont les grandes compagnies vendues pour une fraction de leur valeur réelle.

L'industrie roumaine souffrait d'un tel dysfonctionnement et montrait des performances si calamiteuses que l'ancien Premier Ministre Petre Roman l'avait publiquement qualifiée de « vieux tas de fer rouillé ». En effet, pendant l'époque de Ceaușescu, le système de commerce fonctionnait dans le cadre des échanges des pays communistes de l'URSS. N. Văcăroiu témoigne ainsi, en évoquant l'année 1992 : « dans d'autres pays, 60-70% du PIB est donnée par les services. Moi j'avais l'industrie, l'agriculture, les constructions. »<sup>475</sup> Plus de 90% du commerce de la Roumanie communiste se faisait avec l'Union Soviétique et les pays socialistes dans les années 1950 1960, et seulement environ 60% en 1989, année de la Révolution.<sup>476</sup>

Le contrôle des entreprises d'État avait pour but l'extraction des rentes économiques, l'une des caractéristiques principales du néo-patrimonialisme. Selon une étude de cas réalisée en Indonésie, « les Etats rentiers sont capturés par l'élite dirigeante, à travers les entreprises d'État. (...) Les élites dirigeantes utilisent les « rentes » pour leur propre intérêt, qui le plus souvent est

---

<sup>475</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>476</sup> ZAMAN, Gheorghe and GEORGESCU, George A retrospective study on Romania's external trade in the past 100 years, October 2018 Online at [https://mpra.ub.uni-muenchen.de/89707/MPRA Paper No. 89707](https://mpra.ub.uni-muenchen.de/89707/MPRA_Paper_No._89707), posted 27 Oct 2018 05:34 UTC, p. 28

incompatible avec les principales règles de bonne gouvernance et de développement soutenable. »<sup>477</sup>

Dans la Section 1, nous avons analysé la « petite privatisation », évaluée à 1,4 milliards de dollars. Dans la Section 2, nous analysons la grande privatisation, appelée « la privatisation stratégique ».

Les compagnies qui avaient l'envergure, la puissance financière, les réserves naturelles ou un certain monopole leur permettant de « toucher » sur les marchés internationaux, ont été regroupées dans un « paquet » : Le Programme pour Ajuster le Secteur Privé (PSAL)<sup>478</sup> Ce programme a été lancé au cours de l'été 1999, une année avant les élections parlementaires et présidentielles perdues par les partis de droite, sur une décision du Gouvernement. L'ampleur du programme agréé et financé par la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD) est surprenante : le secteur bancaire devrait être complètement restructuré et vendu. Les compagnies industrielles de Ceaușescu, qui étaient incapables de s'adapter à l'économie de marché, devraient être vendues. Des centaines d'entreprises non-performantes devaient être fermées et leur patrimoine vendu pièce par pièce. Le Ministère de la Justice devait améliorer le cadre de fonctionnement de la législation commerciale. Le Ministre des Affaires sociales devait suivre l'impact sur le chômage et prendre certaines mesures. La Banque Nationale, indépendante, devait s'aligner pour contrôler les banques d'État. « Les objectifs du programme de réforme structurelle sur la restructuration et la privatisation des banques, le marché des titres et obligations d'État, la privatisation des grandes sociétés de capitaux d'État, la réforme des services publics, l'amélioration de l'environnement des affaires et l'atténuation des implications sociales (...) Les actions concrètes visant à atteindre les objectifs du programme seront pleinement mises en œuvre d'ici le 31 décembre 1999. Chaque membre de la CCI lui soumettra pour approbation des programmes d'action pour l'inclusion, avant la date limite du 31 décembre 1999, de toutes les composantes sectorielles du projet, qui relèvent l'institution qu'il dirige. », selon le texte de la Décision du Gouvernement.<sup>479</sup>

---

<sup>477</sup> KORTE, Nina, The nexus between economic rents and the persistence and change of neopatrimonialism: Evidence from Indonesia, 2010, GIGA German Institute of Global and Area Studies, p. 23

<sup>478</sup> Hotărârea nr. 374/1999 privind asigurarea condițiilor de implementare a prevederilor Programului pentru ajustarea sectorului privat (PSAL) și a Programului de dezvoltare instituțională a sectorului privat (PIBL)

<sup>479</sup> Hotărârea nr. 374/1999 privind asigurarea condițiilor de implementare a prevederilor Programului pentru ajustarea sectorului privat (PSAL) și a Programului de dezvoltare instituțională a sectorului privat (PIBL)

L'effort gouvernemental pour implémenter cette politique publique a généré 171 actes de législations (normes méthodologiques, Décisions, Ordonnances) et 16 décisions au niveau de la Cour Constitutionnelle.

Pour administrer un tel effort, une Unité d'Implémentation de l'Accord PSAL a été créée, ayant sa propre direction appelée l'Unité de Management des Projets (UMP). Selon la Décision 374/1999, « toutes les institutions compétentes dans les structures étatiques, qui ont la responsabilité d'atteindre les objectifs financés par les prêts PSAL et PIBL, sont subordonnées au coordinateur du projet à cet effet. Le coordonnateur du projet fera rapport mensuellement au Gouvernement sur l'état d'avancement du projet. ».

Mais la Décision 374/1999 du Premier Ministre Mugur Isărescu et du Gouverneur auto-suspendu temporairement de la Banque Nationale de Roumanie a surpris tout le monde. Isărescu a alors nommé comme personne en charge du Ministère des Transports Traian Băsescu. En 2004, il deviendra Président de la Roumanie. Il a présidé ce Comité de Coordination pour l'Implémentation de l'UMP (CCI – UMP PSAL) en disposant d'un pouvoir politique incroyable. Le siège même de l'UMP – PSAL était au Ministère des Transports.

Le CCI – UMP PSAL (Le Comité de Coordination et d'Implémentation de l'Unité de Management des Projets PSAL) était composé de : 1. Traian Băsescu - Ministre des Transports, président de la CCI - PSAL, 2. Valeriu Stoica - Ministre de la justice, 3. Decebal Traian Remeș - Ministre des Finances, 4. Radu Berceanu - Ministre de l'industrie et du commerce, 5. Alexandru Athanasiu - Ministre du travail et de la protection sociale, 6. Mugur Isărescu - Gouverneur de la Banque nationale de Roumanie, 7. Sorin Fodoreanu - président de l'Agence roumaine de développement, 8. Radu Sârbu - président du conseil d'administration du Fond de Propriété d'État, 9. Ovidiu Grecea - président de l'Agence pour Vendre les Actifs Bancaires et 10. Costin Borc - conseiller du Premier Ministre.

Băsescu a gardé son poste pendant 12 mois. Puis, par la Décision 773/2000, le nouveau Premier Ministre et Gouverneur de la Banque Nationale de Roumanie, Mugur Isărescu, prend lui-même le contrôle du PSAL.

Cette information est très pertinente pour le développement des politiques futures. C'est la première fois que l'on observe une structure gouvernementale en miniature, comme cette Unité PSAL ; on trouve ici le nom de Traian Băsescu. Par la Décision 470/1999 pour la création de la

Commission de privatisation de la Banque roumaine du commerce extérieur - Bancorex - SA, le Gouvernement roumain décide :

« Pour la privatisation de la Banque roumaine du commerce extérieur - Bancorex - SA, (...) la commission de privatisation est constituée des personnalités suivantes : 1. Emil Vasile - représentant de la Banque nationale de Roumanie ; 2. Elena Udrea (coïncidence de nom et prénom avec la femme politique)<sup>480</sup> - représentante de la Banque nationale de Roumanie ; 3. Gabriela Baicu - représentante de l'Agence roumaine de développement ; 4. Florin Bonciu - représentant de l'Agence roumaine de développement ; 5. Victor Eros - représentant du Fonds de Propriété d'État; 6. Ioana Cristina Olaru - représentante du Fonds de Propriété d'État; 7. Anamaria Antemir - représentante du Fonds de Propriété d'État. Les membres de la commission de privatisation ne pourront pas occuper, avant une période de 3 ans à compter de la fin de leur mandat, le poste d'administrateur, de membre du comité de direction ou du comité de surveillance d'une banque opérant en Roumanie, de l'une de ses filiales ou succursales ou exercer une activité rémunérée dans ces banques.»<sup>481</sup>

La banque d'État Bancorex est la banque qui a créé l'un des plus grands 'trous' dans le budget du pays, estimé à 2,3 milliards de dollars (1999).<sup>482</sup>

Quelques années plus tard, Elena Udrea deviendra f Chef de cabinet du Président de la Roumanie, Traian Băsescu, et plus tard Ministre du Tourisme. La fin de sa carrière sera entachée de dossiers de corruption, qui la mettent en accusation et qui justifient sa fuite au Costa Rica pour échapper à la Justice.

Pour avoir une image d'ensemble, il faut préciser que le processus de privatisation a été géré par plusieurs institutions qui ont souvent changé de noms après les élections.

Les Fonds de Propriétés Privées étaient des structures régionales, qui détenaient 30% des actions des entreprises d'État.

La structure centrale, qui gérait 70% de l'ensemble, était le Fonds de Propriété d'État qui a fonctionné entre 1991 et 2000. Le Fonds a été créé en supposant, « en 1991, l'accord de prêt avec la Banque mondiale, intitulé "Prêt pour l'assistance technique et les importations critiques" - TACI, qui comprenait des conditions liées au développement le secteur privé en mettant en œuvre une

---

<sup>480</sup> « Ce avere a făcut Elena Udrea cu banii de la BNR », Autor: CAPITAL 27 iunie 2011, <https://www.capital.ro/ce-avere-a-facut-elena-udrea-cu-banii-de-la-bnr-149106.html>

<sup>481</sup> Décision 470/1999 du Gouvernement Roumain

<sup>482</sup> « Factura curatirii sistemului bancar – 2,5 miliarde dolari », Ziarul "Adevarul", 13 octombrie 1999

stratégie et une législation établissant le cadre de la privatisation des entreprises publiques. Ainsi, sur la base de cet accord, la société de conseil McKensey a mené une étude sur la mise en place à la fois du FPS et les FPP. »<sup>483</sup>

En 1998, selon la même source, pour donner suite aux conditions imposées par la Banque Mondiale, le Gouvernement a dû créer une autre institution : l'Autorité pour Capitalisation des Actifs Bancaires pour assister les banques en faillite à cause de la corruption, comme Bancorex et la Banque Agricole.<sup>484</sup>

En 2001, le nom du Fonds de Propriété d'État<sup>485</sup> a été changé en Administration pour la Participation et Administration des Participations d'État.<sup>486</sup> La même année, une nouvelle institution a été fondée : l'Office des Participations d'État et de la Privatisation en Industrie.<sup>487</sup>

L'institution créée en 1998 par la Décision 51/1998 a été « rebaptisée » par une autre Décision 1217/2001 avec plus d'attributions, mais sous le même nom.

Entre 2000 et 2004, le processus de privatisation a été géré par ces trois institutions qui ont remplacé FPS : l'Autorité pour la Privatisation, l'Administration des Participations d'État (APAPS), l'Autorité de Capitalisation des Actifs Bancaires et l'Office des Participations d'État.

En 2004, après les élections, les trois institutions ont été réorganisées et ont fusionné par absorption dans une nouvelle institution : l'Autorité pour le Recouvrement des Avoirs de l'État qui a fonctionné entre 2004 – 2012. (AVAS).

AVAS a été créée sur la base de la Décision 23/2004. Fin 2008, l'O.P.S.P.I. a repris son activité d'institution subordonnée au ministère de l'économie.

Cette structure a fonctionné sous cette forme pendant huit années. En 2012, une autre institution a fait son apparition : L'Autorité pour la gestion des actifs de l'État. Par l'ordonnance d'urgence no. 96 / 22.12.2012 concernant la mise en place de mesures d'assainissement au sein de l'administration publique centrale et pour la modification de certains actes normatifs, l'Autorité pour la récupération des actifs de l'État, institution publique, dotée de la personnalité juridique,

---

<sup>483</sup> <http://www.aaas.gov.ro/index.php?lang=ro>

<sup>484</sup> A.V.A.B. – Autoritatea pentru Valorificarea Activelor Bancare, Guvernul României Ordonanța de urgență nr. 51/1998 privind unele măsuri premergătoare privatizării băncilor

<sup>485</sup> Fondul Proprietatii de Stat

<sup>486</sup> Autoritatea pentru Privatizare si Administrarea Participatiilor Statului (APAPS)

<sup>487</sup> Oficiul Participatiilor Statului si Privatizarii in Industrie (O.P.S.P.I), Ordonanța de urgență nr. 88/2001 privind înființarea Oficiului Participațiilor Statului și Privatizării în Industrie - Guvernul României, Formă aplicabilă de la 26.06.2001 până la 04.10.2015, Mof I nr. 338 din 26.06.2001

subordonnée au gouvernement, passe sous la coordination du ministre de l'Économie, en changeant son nom au sein de l'Autorité pour la gestion des actifs de l'État.

En 2013, L'OPSPI est réorganisé, certaines compagnies de son portefeuille sont transférées au ministère de l'Économie.

Le Fonds de la Propriété d'État, cette institution au trajet presque caméléonesque, a été toujours dans l'épicentre de la corruption, parce qu'il était fortement politisé et qu'il présentait une structure de gouvernance ambiguë. Tous les anciens premiers ministres interviewés ont exprimé, haut et fort ou plus délicatement, leurs mécontentements concernant le manque total de contrôle sur les actions et les décisions du FPS.

L'article 28 du Loi 58/1991 prévoyait que « le programme de privatisation et le rapport d'activités [seraient] présentés au Gouvernement, pour information, et au Parlement, pour approbation ». Selon les témoignages de plusieurs anciens premiers ministres, cette formule a été fortement nocive du point de vue du contrôle et a eu comme conséquence l'accroissement de la corruption.

Radu Vasile, ancien Premier Ministre pensait que bon nombre des affaires de corruption dans la privatisation avaient pour but d'obtenir de l'argent sans maintenir la production d'une usine ou de la développer : « Dans ces conditions, la majorité a démoli l'usine et les parts de l'usine ont été vendues. Pour obtenir ce type d'avantages... c'est ainsi que s'est développée la corruption au haut niveau. C'est-à-dire que les fonctionnaires de l'État responsables des ministères, des diverses agences comme le Fonds de la Propriété d'État qui administrait toute, toute, absolument toutes les usines, compagnies etc. qui appartenaient aux État qui avait 100% des actions. Ceux fonctionnaires, aux certains niveaux, pour faciliter le transfert de propriété ont reçu en échange d'argent. C'est le moment du début de la grande corruption. »<sup>488</sup>

L'histoire des privatisations en Roumanie montre que la propriété d'État a été capturée par des intérêts clientélistes, qui ont eu comme objectif l'enrichissement à court terme, sans respecter aucune réglementation pour la concurrence. Nous avons pu observer la manifestation de réseaux de clientélisme avec une concurrence interne sur le contrôle des ressources économiques. Chaque parti avait un centre de pouvoir visible et une myriade de réseaux d'appui et de contrôle informel. Chaque centre de pouvoir dupliquait une structure de pouvoir de type médiéval, comme des « baronnies ».

---

<sup>488</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

Les médias ont attribué des noms à ces réseaux clientélistes en les désignant par des adjectifs utilisés dans les régions concernées (par exemple, « Mafia de la Bacau » c'était fondé sur le lien politique du parti à gauche héritier du Parti Communiste.).

Dans le top des 10 plus grandes compagnies vendues au plus haut prix, se trouvent deux banques, une compagnie de télécommunication, une raffinerie de pétrole et pour le reste, des usines métallurgiques. En total, l'État roumain a touché environ 4,4 milliards d'euros.<sup>489</sup> Une seule privatisation représente 50% du montant : la plus grande banque roumaine et une de plus grandes de l'Europe de l'Est : la Banque Commerciale Roumaine.

| N. | Nom de la société  | Année | Acheteur              | Pays       | Valeur de vente mil | Promissions invest. Mil |
|----|--------------------|-------|-----------------------|------------|---------------------|-------------------------|
| 1  | BCR                | 2006  | Erste Bank            | Autriche   | 2200 MIL            | N/a                     |
| 2  | Petrom             | 2004  | OMV                   | Autriche   | 669 MIL             | 723 MIL                 |
| 3  | Romtelecom         | 1998  | Oterom                | Grèce      | 375 MIL \$          | 525 MIL                 |
| 4  | Romcim             | 1997  | Lafarge               | France     | 214 MIL \$          | 194 MIL                 |
| 5  | BRD                | 1999  | Société Générale      | France     | 188 MIL \$          |                         |
| 6  | Distrigaz Sud      | 2005  | Gaz de France         | France     | 128 MIL             | 183 MIL                 |
| 7  | Distrigaz Nord     | 2005  | E. ON Ruhrgas         | Allemagne  | 125 MIL             | 179 MIL                 |
| 8  | Rompetrol Rafinare | 2000  | The Rompetrol Group   | Roumanie   | 63 MIL              | 825 MIL                 |
| 9  | Automobile Craiova | 2007  | General Motors (Ford) | États-Unis | 57 MIL              | 677 MIL                 |
| 10 | Casial Hunedoara   | 1997  | Heidelberg Cement     | Allemagne  | 52 MIL \$           | 100 MIL                 |
| 11 | Automobile Dacia   | 1998  | Renault               | France     | 49 MIL \$           | 219 MIL                 |

<sup>489</sup> Bursa, bursa.ro, 3 aout 2012, <https://www.bursa.ro/ce-am-castigat-din-privatizari-60627713>



|    |                     |      |                    |                |            |         |
|----|---------------------|------|--------------------|----------------|------------|---------|
| 12 | Rulmenți Ploiești   | 1997 | The Timken Company | États-Unis     | 41 MIL \$  | n/a     |
| 13 | Oțelinox Targoviste | 1997 | Samsung            | Korée du Sud   | 40 MIL \$  | n/a     |
| 14 | Sidex               | 2001 | Mittal Steel       | Royaume - Unis | 25 MIL     | 527 MIL |
| 15 | Petrotel            | 1998 | Lukoil             | Russie         | 53 MIL \$  | 200 MIL |
| 16 | Rafo                | 2001 | Balkan Petroleum   | Roumanie       | 70 MIL \$  | 80 MIL  |
| 17 | Electroputere       | 2007 | Al-Arab            | Arabie Saudite | 2,3 MIL \$ | 20 MIL  |
| 18 | Alro                | 2002 | Marco Int          | Russie         | 11 MIL \$  | 71 MIL  |
| 19 | Ductil Steel        | 2008 | Mechel             | Russie         | 221 mil \$ | n/a     |
| 20 | Aro Campulung       |      | Cross Land         | USA            | 140.000 \$ | n/a     |

Tableau 11. Source : Bursa, journal économique, août 2012, et d'autres informations publiques.

Est-ce que c'est est peu ? Est-ce que c'est beaucoup ? Malgré les critiques, c'était une excellente affaire pour les Roumains, pour deux raisons : les coûts de la corruption étaient beaucoup plus grands que les revenus de ces entreprises et la corruption politique liée à l'entreprise contrôlée par l'État.

Chaque privatisation a son histoire de corruption, mais il y a deux cas qui n'ont jamais fait l'objet d'accusations un tant soit peu crédibles : Renault (1998) et BCR (2006).

En 1992, le Fonds de Propriété d'État avait dans son portefeuille 5.937 de sociétés d'État avec un capital social de 11.300 milliards Euro, selon une analyse faite par l'Autorité de la Valorisation des Actifs d'État en 2009<sup>490</sup>.

Nous avons analysés les articles de médias pour 343 des grandes entreprises d'état privatisées dans ce programme. Nous avons cherché des articles dans plusieurs publications indépendantes afin de recenser d'éventuelles accusations de corruptions. Le résultat est que plus de 72% de privatisations sont susceptibles d'avoir été menées par des moyens corrompus.

<sup>490</sup> PIRVOIU Claudia « Retrospectiva privatizarilor: In Romania, multe societati au fost vandute dupa cele-a sczut valoarea in urma devalizarilor facute de firmele capusa. Potrivit unui top al privatizarilor, cel mai mare succes a fost vanzarea BCR », HotNews.ro, Joi, 25 iunie 2009, Hotnews.ro, 2009, <https://economie.hotnews.ro/stiri-companii-5859831-retrospectiva-privatizarilor-romania-multe-societati-fost-vandute-dupa-scazut-valoarea-urma-devalizarilor-facute-firmele-capusa-potrivit-unui-top-privatizarilor-cel-mai-mare-succes-fost-vanzarea-bcr.htm>

Nous avons identifié la répétition de certaines accusations :

- Valeur diminuée du patrimoine d'entreprise
- Violation des règles de participation d'appel d'offre
- Relations de type clientéliste (1) claniste, 2) politique, 3) amical, 4) religieuse et 5) amoureuse)
- Conflit d'intérêt

**BCR – La Banque Commerciale Roumaine (ancienne Bancorex) – la banque de la Securitate** a été la « gagnante » de la privatisation. L'état roumain a obtenu le plus grand montant dans l'histoire des privatisations : 2,2 milliards d'euros. La privatisation a débuté deux ans avant l'acceptation de la Roumanie dans l'Union Européenne. La haute attention commerciale et politique attirée par une des plus grandes banques dans l'Europe d'Est a eu comme conséquence un procès de privatisation transparent, sans aucun problème qui aurait mis en doute le résultat de la vente des actions. L'acheteur est une banque très petite à l'époque : Erste Bank Autriche. Responsable de la privatisation : le Gouvernement Tăriceanu (PNL).

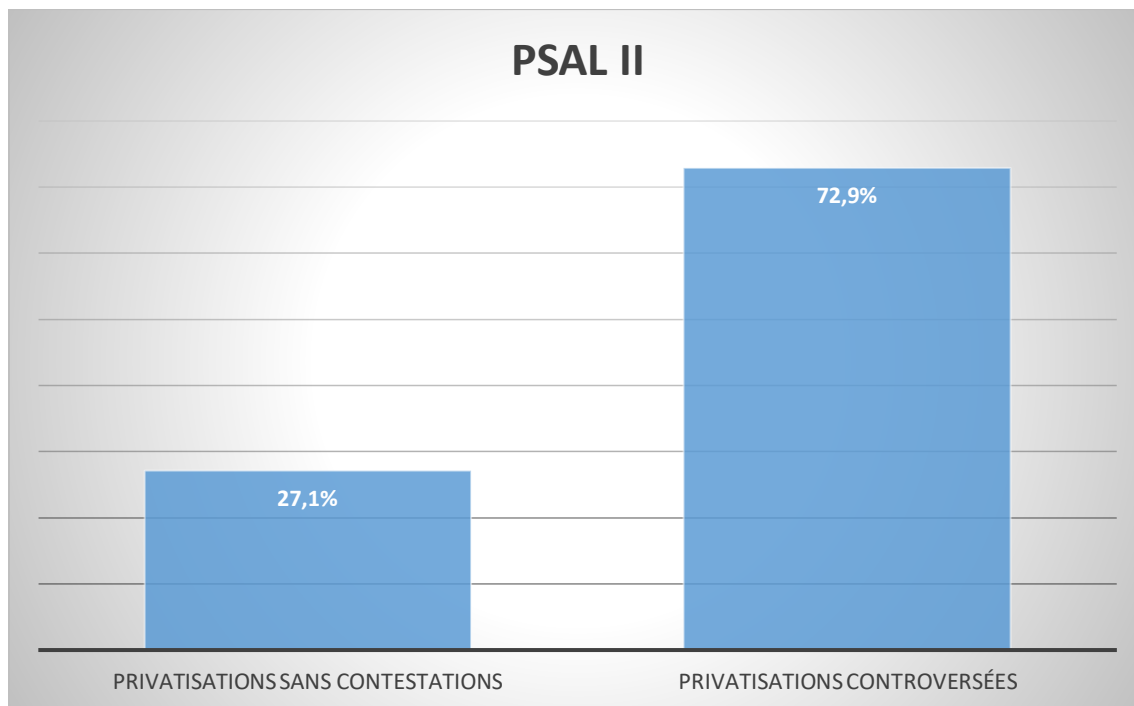


Figure 42. Programme de Privatisation PSAL II (2000 -2004). Source : données agrégées par M. Drăghici

**Petrom.** Une privatisation fortement contestée. Une petite compagnie de pétrole, OMV Autriche, avait été sélectionnée par le gouvernement. Le contrat de privatisation a laissé sur les épaules de l'État roumain plus de 400 millions d'euros en obligations pour le paiement pour des dommages de l'environnement.<sup>491</sup>

La compagnie autrichienne avait négocié en secret avec Gazprom le partage des ressources énergétiques de la Roumanie, considérées comme stratégiques et essentielles dans le cas d'un conflit armé contre la Russie. Selon les documents apparus cinq années plus tard dans les médias, les négociations ont échoué à cause de la structure de partage qui n'a pas remporté l'adhésion des Gazprom.

Călin Constantin Anton Popescu-Tăriceanu, ancien premier-ministre de la Roumanie, et ancien ministre des Industries (1996 – 1997) avait vendu plus de 570 voitures Citroën à travers la compagnie commerciale qui contrôlait Petrom et Romtelecom entre 1997 – 2000. La valeur totale était de 19 millions dollars selon les médias.<sup>492</sup> Responsable de la privatisation : le gouvernement Adrian Năstase (PSD).

**Romtelecom**, le détenteur du monopole du réseau national de téléphonie, a été fortement controversé, assailli par des accusations de corruption. La privatisation s'est faite en deux étapes. La première en 1998, pendant le Cabinet Radu Vasile. Plusieurs décideurs politiques ont été accusés par un autre député, d'avoir payé illégalement 8,4 millions dollars de commissions à la banque américaine Goldman Sachs. Au moment de la privatisation de Romtelecom, Radu Sarbu était président du conseil d'administration du Fonds du Propriété d'État, Victor Babiuc était ministre de la Défense, Decebal Traian Remes était ministre des Finances et Dan Gozia Corneliu Mandrescu, Eugenia Gutin et Gheorghe Ionescu, fonctionnaires du FPS, Vlad Tepelea était membre de la direction de Romtelecom en 1999. Dans la commission figurait également Flavius Baias qui occupait le poste de secrétaire d'État au ministère de la Justice, sous le ministre Valeriu Stoica.

Dix ans plus tard, les accusations ont été déboutées par la Justice qui a jugé que la commission avait été légalement payée.

---

<sup>491</sup> « Statul român trebuie să plătească peste 400 de milioane de euro austriecilor de la OMV », 4 avril 2018, Digi TV, 2018, <https://www.digi24.ro/stiri/economie/companii/statul-restituie-omv-bani-dati-la-privatizarea-petrom-910238>

<sup>492</sup> « Liberalul Călin Popescu Tăriceanu, luat în vizor pentru 'afacerea Citroen' », Vineri, 03/19/2004 - 19:45, <https://www.amosnews.ro/arhiva/liberalul-calin-popescu-tariceanu-luat-vizor-pentru-afacerea-citroen-19-03-2004>

Une deuxième étape de la privatisation s'est déroulée en 2011. Le consultant juridique désigné était le cabinet d'avocats Stoica & Asociații, dont faisait partie l'ancien ministre de la Justice pendant la première privatisation, Valeriu Stoica.

Călin Constantin Anton Popescu-Tăriceanu, ancien premier-ministre de la Roumanie, et ancien ministre des Industries (1996 – 1997) avait vendu plus de 570 voitures Citroën à travers la compagnie commerciale qu'il contrôlait à Petrom et Romtelecom entre 1997 – 2000. La valeur totale était de 19 millions dollars selon les médias.<sup>493</sup> Responsables de la Privatisation : Gouvernements Radu Vasile (1998, PNTCD' PNL, PD - CDR) et Emil Boc (PD, 2011).

**Romcim.** La privatisation est perçue dans les médias comme avantageuse pour la compagnie française Lafarge qui avait reçu plus de 50% du marché. Une autre accusation concernait le fait qu'un des membres de la CCI d'UMP PSAL, Costin Boc, avait été employé par Lafarge deux années plus tard et était devenu ensuite le directeur général de Lafarge Roumanie. Responsables de la Privatisation : Gouvernements Radu Vasile (1998, PNTCD' PNL, PD - CDR)

**BRD.** La Banque Roumaine de Développement a été le centre de plusieurs scandales qui ont fait la une des journaux concernant l'octroi des crédits préférentiels pour la famille d'un député du parti de la démocratie sociale, au pouvoir à l'époque, Bivolaru. Responsables de la Privatisation : Gouvernements Radu Vasile (1998, PNTCD' PNL, PD - CDR)

**Distrigaz Sud, Distrigaz Nord** : les consultants dans le procès de privatisation ont été en conflit d'intérêt et plusieurs fonctionnaires ont été mis en prison pour la violation de la loi dans d'autres dossiers de privatisation pour des faits de corruption, des trahisons et des faits d'espionnages. Responsables de la Privatisation : Gouvernement Adrian Năstase (2004, PSD).

**Petromidia Rompetrol Rafinare** : Une des plus grandes raffineries d'Europe près de la Mer Noire a été vendue dans des conditions préférentielles à Dinu Patriciu, ancien député du Parti Liberal, le membre le plus influent du Parti Liberal et un bon ami de l'ancien premier-ministre Tăriceanu. En 2008, avec l'appui de Tăriceanu., Patriciu avait nommé un de ses avocats comme ministre de la Justice. Patriciu est rapidement devenu Roumain le plus riche et un des quelques milliardaires au monde par la revente de la raffinerie non-payée à une compagnie énergétique d'état du Kazakhstan. Responsable : Gouvernement Adrian Năstase (PSD).

---

<sup>493</sup> « Liberalul Călin Popescu Tăriceanu, luat în vizor pentru 'afacerea Citroen », Vineri, 03/19/2004 - 19:45, <https://www.amosnews.ro/arhiva/liberalul-calin-popescu-tariceanu-luat-vizor-pentru-afacerea-citroen-19-03-2004>

**Sidex.** La grande usine sidérurgique avait accumulé des pertes financières à hauteur de 3 milliards de dollars, à la suite de la corruption politique et à cause d'un manque de savoir-faire face à la compétition. Ce montant a été « pardonné » par le gouvernement Năstase avant la privatisation et l'usine avait été vendue pour 24 millions de dollars. L'année suivante de la privatisation, l'entreprise a fait un profit de 60 millions d'euros. L'usine métallurgique située l'embouchure du Danube, avec accès au transport le moins cher et une main d'œuvre hautement spécialisée et très peu chère. L'usine était le deuxième grand producteur métallurgique dans les pays communistes, avec plus de 8 millions de tonnes d'acier et 50.000 employés. En 1989, dès que l'usine est devenue une entreprise avec capital d'état, la corruption a explosé. Selon de nombreux articles dans les médias, mais aussi des rapport officiels, l'activité d'exportation est contrôlée par des intermédiaires qui achètent des produits métallurgiques à un très bas prix et ils revendent les produits à l'étranger aux prix du marché. Par conséquent, l'entreprise subit des pertes financières énormes. Mihai Boldea, ancien député, raconte : « Pour accéder aux contrats avec Sidex il était nécessaire d'avoir un téléphone et des gens bien placés »<sup>494</sup>, en laissant se comprendre par ça les puissants dans la politique du jours. Selon la source, plus de 1.400 de compagnies-bidon gagnaient des millions de dollars sans rien faire d'autre que signer des papiers et les envoyer aux partenaires étrangers.

Boldea dévoile le *modus operandi* : « On parle de très grandes quantités de produits, disons 2 millions de dollars, qui étaient livrées avec le paiement après 60 jours, délai prolongé à 120 jours, puis à 6 mois, après quoi ils ne payaient plus. »<sup>495</sup> Le député lui-même faisait partie du même réseau et avait bénéficié des mêmes avantages clientélistes. En 2018, il a été condamné à sept années de prison ferme pour avoir constitué un groupe infractionnel financier. Responsable : Gouvernement Adrian Năstase (PSD).

Le clientélisme politique dans ce cas touche au plus haut niveau. Dans les années 1997 – 2004, une seule compagnie avait réalisé les affaires les plus importantes avec l'usine contrôlée par l'état : Sidex International. Malgré le nom qui pourrait créer la confusion, Sidex International est une compagnie privée à Londres sous le contrôle d'un homme d'affaire iranien. Mais les directeurs principaux en Roumanie étaient très bien connectés à la haute politique par des relations de type

---

<sup>494</sup> « La Roumanie volée », Digi 24, 15 juillet 2014, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-sidex-combinatul-vandut-pe-nimic-269700>

<sup>495</sup> « La Roumanie volée », Digi 24, 15 juillet 2014, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-sidex-combinatul-vandut-pe-nimic-269700>

clientéliste, claniste et politique : Gheorge Bebe Ionesco était le père du beau-fils du futur Président de la Roumanie, Traian Băsescu.

**Raffinerie Rafo** : Une des plus grandes affaires de corruption dans la Roumanie post-communiste. Cornel Iacobov, ancien chef du Fonds de Propriété Privée qui avait des actions dans cette compagnie de pétrole et qui était aussi chef de la filiale locale du Parti social-démocrate, a été mis en prison pour malversations financières. Le préjudice a été estimé à environ 1,5 milliards dollars pour la période 2000 – 2004.<sup>496</sup>

La propagande et la manipulation du procès de privatisation est plus qu'évidente avec le recul : sur la page internet de l'autorité de privatisation du 2001, pendant le gouvernement Năstase RAFO et Sidex sont mentionnées officiellement comme de grands succès de la privatisation. Responsable : Gouvernement Adrian Năstase (PSD).

**Automobile Craiova** : L'usine emblématique de l'industrie auto roumaine a été achetée en septembre 1997 par le grand producteur américain Ford. En février 2008, l'Union Européenne a décidé que l'usine avait reçu un avantage illégal de 27 millions d'euro de la part du gouvernement roumain. Ford a dû retourner l'argent. Le contrat a été signé par le Premier Ministre à l'époque, Calin Popescu Tăriceanu. En 2010, Tăriceanu est devenu revendeur attitré de Ford à travers sa compagnie ATS qui avait renoncé à la distribution des voitures Citroën en faveur de Ford.

**Electroputere**. Achetée par une compagnie d'Arabie Saoudite, la compagnie a ignoré les obligations de ce contrat de privatisation. Selon les Rapports de Contrôles établis par la Cour Nationale des Comptes en 2015, Al-Arrab Contracting Company Limited n'a pas respecté le plan d'investissement qui comptait dans le jugement pour gagner l'appel d'offre.<sup>497</sup> La Cour a calculé des pénalités d'une valeur de 287.000 euros qui ont été confirmées par un Tribunal.

Les privatisations russes : Petrotel, Alro et Mechel présentent une tout autre illustration de situations d'intérêts stratégiques mêlées à la corruption.

**Petrotel Lukoil** : Petrotel a été acheté par Lukoil Russie pour 53 millions d'euros<sup>498</sup> en 1998. Les Russes ont reçu 2,1 millions d'euros de baisse des taxes pour des raisons non clairement

---

<sup>496</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

<sup>497</sup> « Al-Arrab Contracting a încălcat contractul de privatizare a Electroputere Craiova, inclusiv obligațiile privind numărul salariaților » Economica, 31 ian. 2017, [https://www.economica.net/al-arrab-contracting-a-incalcat-contractul-de-privatizare-a-electroputere-craiova-inclusiv-obligatiile-privind-numarul-salariatilor\\_132500.html](https://www.economica.net/al-arrab-contracting-a-incalcat-contractul-de-privatizare-a-electroputere-craiova-inclusiv-obligatiile-privind-numarul-salariatilor_132500.html)

<sup>498</sup> Cum se poate transforma Petrotel Lukoil din companie privatizata in una nationalizata, 9 octombrie 2014, <https://economie.hotnews.ro/stiri-energie-18272166-cum-poate-transforma-petrotel-din-companie-privatizata-una-nationalizata.html>

expliquées par le gouvernement Năstase.<sup>499</sup> Quelques années plus tard ils ont été accusés par les procureurs d'avoir commis une évasion fiscale de plus d'un milliard d'euros.

**Alro.** L'usine de grande capacité d'aluminium a suscité un grand intérêt pour la privatisation. Pechiney (France), Alcan (Canada), Alcoa (SUA) et Norsk-Hydro (Norvège) ont voulu participer à l'appel d'offre. Cependant, une compagnie de Russie a utilisé une identité cachée américaine et a acheté plus de 40% de actions détenues par le Fonds de Propriétés Privées. L'État lui a vendu 10% pour obtenir la majorité et aucun autre procès de privatisation n'a été possible. Les Russes ont alors accru leur participation au patrimoine d'Alro à travers l'acquisition des actions des petits actionnaires, The « Romanian Investment Fund of Cyprus » qui détenait 10% du capital.<sup>500</sup> Cette compagnie est contrôlée par un ancien directeur du Bancorex à Londres. Selon plusieurs analyses dans les médias, l'État roumain a perdu au moins 40 millions de dollars.<sup>501</sup> Deux dossiers d'enquête pénale ont été ouverts par les procureurs qui ont estimé le préjudice à 300 millions de dollars. Le ministre responsable de la privatisation à l'époque, Ovidiu Musatescu avait déclaré pour les médias « qu'il ne se [souvenait] plus des événements »<sup>502</sup>, mais que ça avait été une transaction difficile.

**Ductil, Industria Sarmei et Laminorul :** Trois combinats sidérurgiques de la Roumanie ont été achetés par la compagnie russe Mechel : en 2008, Ductil Buzau pour le montant de 221 millions dollars<sup>503</sup>, COS Targoviste, en 2002 pour 60 millions dollars, Industria Sârmei Câmpia Turzii, 2003, pour 27 millions dollars et Laminorul Braila, en 2006, pour 20 millions d'euros<sup>504</sup>. Le contrat pour Laminorul a été négocié aussi par le président de la Privatisation à l'époque, Razvan Orasanu avec l'acheteur qui était une compagnie à responsabilité limitée fondée en

---

<sup>499</sup> ROMÂNIA FURATĂ | Culisele scandalului Lukoil, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-culisele-scandalului-lukoil-416041>

<sup>500</sup> Krasner v Machitski and others, QUEEN'S BENCH DIVISION (COMMERCIAL COURT), [2005] EWHC 1787 (Comm), (Transcript), HEARING-DATES: 3 AUGUST 2005, 3 AUGUST 2005, page 40

<sup>501</sup> La privatizarea ALRO Slatina statul a pierdut cel puțin 40 milioane de dolari, Romania Libera, 24 novembre 2006, <https://romanalibera.ro/economie/finante-banci/la-privatizarea-alro-slatina-statul-a-pierdut-cel-putin-40-milioane-de-dolari--63606>

<sup>502</sup> Mediafax, 2018, Cum a esuat cercetarea... <https://www.mediafax.ro/social/alro-slatina-cum-a-esuat-cercetarea-privind-privatizarea-singurei-companii-producatoare-de-aluminiu-din-romania-ambele-dosare-au-fost-inchise-unul-de-diicot-in-2010-altul-recent-de-dna-17009045>,

<sup>503</sup> <https://www.reuters.com/article/mechel-romania/update-1-mechel-buys-romania-ductil-steel-for-221-mln-idUSL0871675820080408>

<sup>504</sup> <https://www.wall-street.ro/articol/Companii/16096/Peste-20-mil-de-euro-pentru-privatizarea-Laminorul-Braila.html>

2005.<sup>505</sup> Après la privatisation, les acheteurs qui étaient enregistrés en Suisse et en Autriche ont changé d'actionnaires et ils ont annoncé qu'ils faisaient partie du groupe russe Mechel.

En février 2013, les quatre usines achetées par les Russes, qui employaient six mille personnes ont été vendues pour 52 euros à une compagnie russe avec deux salariés. Les membres de syndicat annoncent que les usines et les lignes de fabrication sont envoyées en Russie, surtout que celle-ci a des buts militaires. Des années plus tard, une autre compagnie ayant des liens avec la Russie et la Chine annonce son intérêt pour redémarrer l'activité.<sup>506</sup>

Le désastre de la privatisation a eu un grand impact à la fois financier mais aussi émotionnel sur la société roumaine. Toutes les campagnes électorales ont utilisé la corruption dans la privatisation comme sujet d'attaque contre les opposants politiques. Dans un message public publié, le ministre des Finances quand il n'y a pas beaucoup des entreprises à privatiser, il a accusé PSD d'avoir détruit et volé la fortune de la nation par des privatisations corrompus. Il a clairement donne des noms :

- 1) Roman Braşov, Rulmentul Braşov et Tractorul Braşov = ils ont été transformés en poussière. A Roman Braşov, la Cour Constitutionnelle a montré que l'Ordonnance de privatisation était non-constitutionnelle.
- 2) ARO Câmpulung – a été transformé en poussière. La compagnie a été vendue pour 140.000 dollars.
- 3) COST Târgovişte – vendue aux Russes
- 4) Industria Sârmei Câmpia Turzii – vendue aux Russes
- 5) ALRO Slatina – vendue aux Russes
- 6) Sidex Galaţi – vendue par PSDSC TUTUNUL Romanesc – a été réduite en poussière
- 7) PETROM SĂ – vendue par PSD
- 8) Petromidia- dette de 200 millions de dollars effacée par PSD
- 9) La vente des réserves d'or à Roşia Montana – démarrée par Văcăroiu PSD »<sup>507</sup>

---

<sup>505</sup> <https://www.expose.ro/opencomp/donau-commodities-srl-18253804/>, Donau Commodities SRL

<sup>506</sup> <https://opiniatransilvana.ro/dosarul-mechel-cos-targoviste-cum-a-ajuns-mafia-ruseasca-sa-ingenuncheze-siderurgia-romaneasca/>, Comparator din Polonia, Oppinia Transilvana, ianuarie 2020

<sup>507</sup> CITU Florin, Ministre des Finances, publication sur Facebook le 4 juin 2020



La politisation de la responsabilité de la privatisation est une des caractéristiques de la corruption trans-politique et du clientélisme généralisé dans la société roumaine. En effet, la responsabilité est alors partagée par tous les gouvernements.

Les élites politiques ont tantôt accéléré, tantôt freiné le procès de réforme selon des intérêt personnels. Toutes les fautes d'une gouvernance précédente auraient pu être réparées par le nouveau pouvoir. Mais cela s'est rarement produit à cause des relations de type clientélistes qui ont représenté un point commun entre la gauche, le centre et la droite de la politique. Quelques privatisations pourront donner la preuve de cette théorie. Le ministre des Finances est membre du Parti National Liberal, parti à droite. Le Parti Social-Démocrate, l'héritier du Parti Communiste Romain, est à gauche. À première vue, nous pouvons identifier, une situation classique où la droite accuse la gauche et vice-versa. Mais si on regarde dans le détail des privatisations, nous qu'il y avait une « alliance politique trans-parti » pour faciliter l'offre et la demande des services au bénéfice de toutes les parties impliquées.

Si on prend le cas de la compagnie Petromidia privatisée à l'avantage du Rompetrol : le bénéficiaire a été Dinu Patriciu, homme politique libéral qui est devenu milliardaire en dollars après cette affaire onéreuse. Selon l'enquête menée par les procureurs dans le dossier des malversations financières, Dinu Patriciu avait commis des actes illégaux pour récupérer une créance accumulée par la Lybie pendant la dictature de Gaddafi envers la Roumanie pendant la dictature du Ceaușescu. Selon les médias qui citent les documents du procureur, la société d'avocats qui a représenté et assisté Dinu Patriciu dans ce dossier était celle de Cătălin Predoiu.<sup>508</sup> Selon la même source, il était également aussi actionnaire de six compagnies de son client, Patriciu. Questionné par les médias, l'avocat devenu ministre de la Justice avait invoqué le secret professionnel.

Le jeune Predoiu s'était lancé la politique s'inscrivant au Parti National Liberal en 1991. En tant que ministre de la Justice, il est aujourd'hui collègue de Cabinet du ministre des Finances, qui accuse ses opposants politiques d'être totalement responsables de cette privatisation. C'est la même chose dans plusieurs dossiers de privatisations. Sur l'ancienne page internet de l'Autorité pour la Privatisation et Administration des Participations d'État (APAPS), la société d'avocats

---

<sup>508</sup> « Ministrul Justiției, implicat adânc în rețeaua afacerii "Rompetrol" », Bursa, 7 avril 2008, <https://www.bursa.ro/ministrul-justitiei-implicat-adanc-in-reteaua-afacerii-rompetrol-4474522>

Racoti & Predoiu a été désignée comme sous-traitante responsable de dix sociétés d'État, voir le tableau ci-dessous. Chaque privatisation a fait l'objet d'accusations de corruption.

|    | <b>Société</b>             | <b>Domaine</b>   |
|----|----------------------------|--|
| 1  | COS Targoviste             | Pièces en acier inoxydable pour l'industrie automobile, produits laminés et forgés                   |
| 2  | ARO Câmpulung              | Quatre roues motrices  |
| 3  | VULCAN Bucuresti           | Chaudières à vapeur et équipement d'extraction d'huile   |
| 4  | RULMENTUL Brasov           | Roulements à bille   |
| 5  | UCM Resita                 | Hydro équipement, moteurs diesel pour trains et navires, moteurs électriques                         |
| 6  | LUGOMET Lugoj              | Matériel de levage et de transport   |
| 7  | NICOLINA Iasi              | Machine et équipement de terrassement pour les industries de la construction ferroviaire et routière |
| 8  | MECANICA Negresti Oas      | Équipement de minage   |
| 9  | FABRICA DE<br>SCULE Rasnov | Outils de coupe et de précision  |
| 10 | URBIS Bucuresti            | Accessoires de salle de bain   |

Selon les médias, qui ont repris les communiqués de presse du cabinet d'avocats alors que le ministre n'était pas activement engagé en politique, le cabinet d'avocats de Predoiu ou des cabinets d'avocats associés<sup>509</sup> au sien ou à lui directement ont obtenu d'autres contrats d'assistance juridique pour la privatisation ou d'assistance juridique commerciale : Gazprom, Alro Slatina – procès de privatisation avec un préjudice d'au moins 40 millions de dollars, BCR, Romtelecom.<sup>510</sup> Même dans les célèbres Wikileaks, Predoiu est mentionné comme avocat de Cross Land, la compagnie qui avait acheté le producteur auto Aro.<sup>511</sup> Le beau-père de Predoiu, Calin

<sup>509</sup> La société d'avocats avait changé avec de fusions, des séparations, nouvelles fusions, une période avec la société de son beau-père, Calin Andrei Zamfirescu

<sup>510</sup> « Cine este Zamfirescu Racoti Predoiu, firma premierului interimar », Ziarul Financiar, 6 fevrier 2012, <https://www.zf.ro/eveniment/cine-este-zamfirescu-racoti-predoiu-firma-premierului-interimar-9209910>

<sup>511</sup> Wikileaks, 08BUCHAREST220 / 2008-03-18

Andrei Zamfirescu, avocat et ancien président de l'organisation professionnelle des avocats, a été aussi très proche de Patriciu. En 2008, Zamfirescu était mis en accusation par les procureurs pour suspicions de pots de vin dans la faillite d'une banque, la Banque Internationale des Religions.<sup>512</sup> La société de Zamfirescu avait été sous-traitée lors de la privatisation de Hidromecanica.

Le mélange entre le business et les affaires d'État concernant la privatisation est caractérisé par un haut taux de pantouflage de la part des élites politiques. On retrouve les noms de ceux qui ont pris des décisions dans certains dossiers, des années plus tard dans les réseaux qui entourent le client. Dans d'autres cas de figure, le businessman qui a besoin de plus de protection ou de gains dans ses affaires, se rapproche ou s'engage en la politique. Cette mentalité était tellement la norme dans la société que, dans une entrevue pour BBC, en 2005, plusieurs grands noms de la magistrature roumaine se sont prononcés pour maintenir le conflit d'intérêt créé entre la dignité publique – sénateur ou député - et celle des avocats. Parmi eux, Antonie Iorgovan (PDSR), Lucia Bolcas (PRM) et Calin Andrei Zamfirescu, président de l'union des avocats.<sup>513</sup>

Victor Babiuc, ancien ministre de la Défense et avocat, était en 2001 consultant sous-traitant dans les privatisations des sociétés d'État NITRAMONIA S.A., Siderurgica.

Valeriu Stoica, avocat, ancien ministre de la Justice (années 1996 – 2000) était consultant lors de la privatisation de Romtelecom en 2011. La maison d'avocats qu'il dirige avec sa femme a obtenu la signature de beaucoup d'autres contrats avec des entreprises privatisées comme Alro. Il est également membre du Parti Liberal.

En Roumanie, chaque gouvernement faisait l'inventaire des affaires de corruption du Cabinet précédent et annonçait une poursuite judiciaire.

Par exemple, pendant l'année précédant les élections de 2004, le parti d'Adrian Năstase, chef du parti et premier-ministre, annonce que plus de 53 contrats sont suspectés de faits de corruption et en octobre 2003, lorsque le Parti Social-Démocrate annonce qu'il va inclure dans la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption, la responsabilité du Procureur de la Cour Suprême de Justice de vérifier plus de 7.100 dossiers de privatisations susceptibles de faits de

---

<sup>512</sup> PORA Andreea « Casa Zamfirescu, Racoti, Predoiu i-a oferit consultanta lui Dinu Patriciu. Andrei Calin Zamfirescu este urmarit penal in dosarul BIR », vineri, 29 februarie 2008, 18:01, <https://m.hotnews.ro/stire/2477463>

<sup>513</sup> « Calitatea de parlamentar ar putea deveni incompatibilă cu profesia de avocat », 2005, [http://www.bbc.co.uk/romanian/news/story/2006/03/060303\\_parlamentari\\_avocati.shtml](http://www.bbc.co.uk/romanian/news/story/2006/03/060303_parlamentari_avocati.shtml)

corruption et de fraudes fiscales, de blanchiment , d’abus de pouvoir ou encore de violation de la loi de la privatisation ou des conditions contractuelles régulant la post-privatisation.<sup>514</sup>

En 1996, l’héritier du Parti Communiste, le PDSR, avec à sa tête le Premier Ministre Văcăroiu, perd les élections. Le message du parti Convention Démocrate Roumaine, un conglomérat de partis, cible la corruption.

Quatre années plus tard, en 2000, CDR perd les élections – le message dans la campagne est centré autour des affaires de corruption.

En 2004, à son tour, Adrian Năstase perd le pouvoir à la suite de mises en accusations pour faits de corruption qui lui auraient permis de bâtir une « fortune » aux origines injustifiables, d’où le surnom de « Năstase – quatre maisons ».

En 2008, Traian Băsescu gagne son deuxième mandat présidentiel en luttant contre le Parlement corrompu. En 2012, avec une majorité de presque 74% par des alliances conjecturelles, l’héritier du Parti Communiste gagne les élections. Le message gagnant : la crise économique est due à la corruption, non pas à d’autres facteurs externes. Jusqu’en 2016, PSD conserve le pouvoir en relayant le même message : ils n’ont pas pu rendre Justice à cause de Băsescu et de son deuxième mandat.

Selon les investigations des médias, le mari de la présidente était partenaire d’affaires avec deux anciens généraux de la dictature de Ceaușescu, A.V.S. et M.O. Elle et son mari étaient les parrains du ministre des Affaires Internes à l’époque et son épouse, fille d’un membre du Parti Liberal, dont il faisait partie également. Madame la présidente avait, à l’époque, sa compagnie de consultation économique, et elle était également actionnaire de trois autres compagnies avec son mari. Le père de son mari était lui aussi un ancien général sous le régime Ceaușescu, l’ancien chef de la Direction de Mobilisation du ministère de la Défense Nationale. Dans la société des anciens généraux, probablement amis de son père, le fils a géré les affaires d’une société qui produisait et commercialisait des produits pour l’usage sanitaire. Dans le Conseil d’Administration figurait un homme d’affaires israélien, qui a été accusé, par quelques enquêtes des médias, d’être impliqué dans le commerce d’armement dans une zone alors sous embargo en Afrique, et ce en partenariat avec l’ancien général M.O.

---

<sup>514</sup> Gouvernement Adrian Năstase, communiqué de presse, 13 octobre 2003, consulté à [http://85.120.75.151/comunicat-de-presa\\_\\_11a22547.html](http://85.120.75.151/comunicat-de-presa__11a22547.html)

Le mari de la présidente du Fond Proprietatea était également associé avec l'ancien général VAS. Lui a été impliqué dans l'affaire de corruption Motorola : les équipements de communication ont été rachetés par l'État plusieurs fois la valeur du marché. Et le réseau ne s'arrête pas ici : la présidente était liée par son mari et ses affaires à Bogdan Buzăianu, l'un des plus riches Roumains qui a gagné son argent exclusivement grâce à des contrats signés avec l'Etat dans le domaine de l'énergie. Le beau-frère d'un ancien président du Parti Social-Démocrate et notamment le numéro 2 de l'OTAN, Ionut Costea, était un très bon ami du mari de la présidente. Costea, lui-même, a figuré sur la liste de riches personnalités qui avaient caché leur argent lors du scandale « Panama Papers ».<sup>515</sup>

Certaines institutions ont été phagocytées par les « clients » du Parti au pouvoir, et ce quel que soit leur bord sur l'échiquier politique ou idéologique. Par exemple, en 2008, en pleine gouvernance à Droite, qui a fait de la lutte contre la corruption une « cause nationale », on trouve une situation presque paradoxale : la captation clientéliste d'une institution clé, le Fonds de Propriété d'État. La nouvelle présidente du Fonds Proprietatea, D.L., s'est en fait révélée comme une parfaite Pyramide PCR.

Un autre directeur, D.D. a été associé au général Stănculescu, ancien grand chef pendant la dictature et condamné à la prison pour répressions violentes pendant la Révolution de 1989. Sa secrétaire est devenue chef de l'équivalent roumain de la Française des Jeux. La secrétaire était députée sur les listes du Parti Humaniste d'un ancien collaborateur de la Securitate et multimillionnaire, Dan Voiculescu.

On pourrait parler d'un pillage systématique de l'usine par des compagnies avec un soutien politique, une forme désignée par Briquet et Sawicki comme « politisation clientélaire » : « Les formes de la politisation clientélaire, les usages qu'elles déterminent des institutions, les justifications de l'exercice du pouvoir, qu'elles permettent et, par-là, les modes de domination qu'elles génèrent, se caractérisent pourtant par leur distance vis-à-vis des concepts dominants de la politique légitime, qui se sont imposés au fur et au mesure du développement de l'État et de la diffusion des modalités démocratiques de la citoyenneté. Que ce soit au regard des préceptes normatifs du droit ou des modes de légitimation universalistes et rationnelles des bureaucraties, la

---

<sup>515</sup> JIPA Roxana, PANAMAPAPERS: IONUȚ COSTEA ȘI-A ASCUNS AFACERILE ÎN INSULELE VIRGINE BRITANICE, 5 mai 2016, <https://www.riseproject.ro/articol/panamapapers-ionut-costea-si-a-ascuns-afacerile-in-insulele-virgine-britanice/>

politique clientélaire est soumise à un processus constant de délégitimation, quand les pratiques sur lesquelles elle s'appuie et les manières d'exercer l'autorité qu'elle consacre sont stigmatisées comme des manifestations d'arriération, quand elles sont envisagés comme entrainés au développement ou des sources de l'inefficience administrative, quand elles sont moralement et juridiquement sanctionnées comme des facteurs de la « dégénérescence » des mœurs politiques et de la corruption. »<sup>516</sup>

La structure clientéliste à l'intérieur des institutions de l'État roumain est fondée sur « un régime d'obligations réciproques et sur des formes de personnalisation des relations sociales. »<sup>517</sup>

« La pression exercée par les entreprises privées a conduit directement à faire progresser la réforme institutionnelle et, en particulier, la privatisation des services publics, dont l'inefficacité avait longtemps entravé la compétitivité des entreprises.

Cette influence ne doit pas être exagérée : les entreprises parlent rarement d'une seule voix, en particulier dans des domaines tels que la réforme commerciale sur laquelle elles sont divisées. Les motivations de recherche de rente n'ont pas disparu avec la démocratisation, qui n'a parfois abouti qu'à l'expulsion d'un groupe d'hommes d'affaires de connivence par un autre. En outre, les gouvernements pouvaient apaiser les affaires en leur accordant des faveurs, tout en s'inspirant des politiques d'autres parties de l'alliance qui les avaient portés au pouvoir. »<sup>518</sup>

Le paradoxe de la privatisation en Roumanie, c'est qu'on a des privatisations corrompues mais qu'aucun chef de la privatisation n'a été condamné. L'institution centrale dans le processus de privatisation était le Fonds de la Propriété d'État. Le conseil d'administration du FPS est composé de 17 membres, selon la Loi 58/1991, dont : a) 5 membres nommés par le président de la Roumanie parmi les personnalités de formation et d'expérience dans les domaines commercial, financier, juridique ou industriel ; b) 3 membres nommés par le Bureau Permanent du Sénat ; c) 3 membres nommés par le Bureau Permanent de l'Assemblée des députés ; d) 5 membres nommés par le Gouvernement parmi les cadres de direction des organes centraux de l'administration publique ; e) le secrétaire d'État à la privatisation.

---

<sup>516</sup> BRIQUET, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.33

<sup>517</sup> BRIQUET, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.34

<sup>518</sup> VAN DE WALLE, Nicolas, *The Impact of Multi-Party Politics in Sub-Saharan Africa*, Forum for Development Studies, Norwegian Institute of International Affairs No. 1 - 2001, Volume 28, page 28

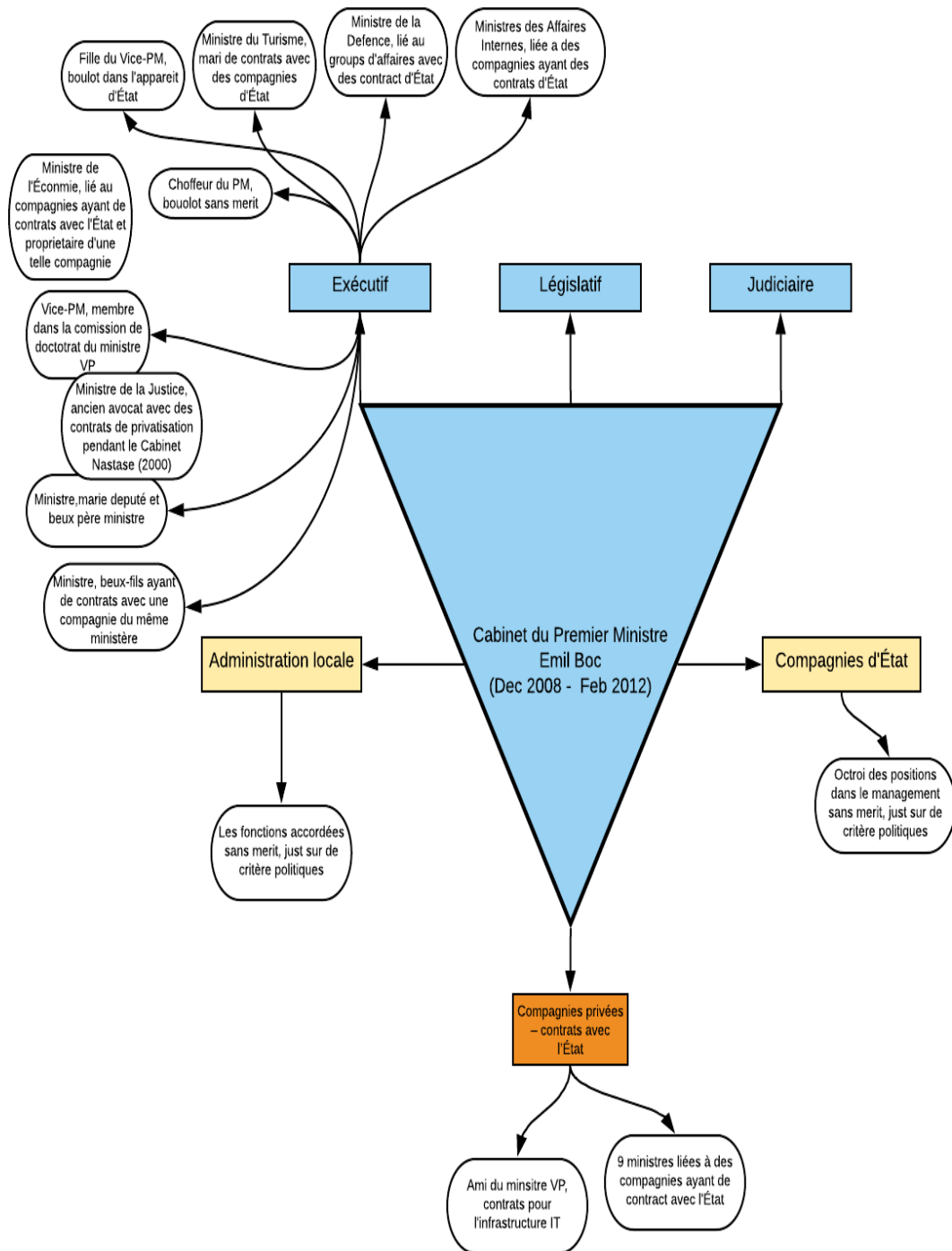


Figure 43. Cartographie des réseaux du clientélisme dans le Cabine Emil Boc. *Source Marius Drăghici.*

« Nous mentionnons que, de 1992 à juin 2006, AVAS a conclu 10 845 contrats d'achat-vente d'actions pour 7 645 sociétés. À l'heure actuelle, AVAS continue de surveiller, après la privatisation, un certain nombre de 6 931 contrats de vente-achat, conclus pour 5 458 entreprises. Sur ces sociétés, 198 ont un capital entièrement étranger ou mixte et 6 733 sont privatisées avec des investisseurs roumains. La valeur totale des investissements assumés par les acheteurs et contrôlés par AVAS est de 3,63 milliards USD, 355,6 millions EUR, 501,7 milliards RON, 73 millions DM et 57 millions FF.<sup>519</sup>

Selon la Décision 3 du 16 mars 1992, concernant l'activité du Fonds de Propriété d'État, le Parlement Roumain tire une conclusion : « L'absence de dispositions légales suffisamment explicites concernant le mode de transfert des biens de l'Etat dans le patrimoine de la F.P.S. (exécuteurs, conditions, sanctions) ont déterminé l'ignorance exacte du patrimoine géré par F.P.S. Ainsi, dans les archives de F.P.S. environ 5 934 entreprises employant 4,17 millions d'employés et un capital social de 11 661 milliards de lei ont été transférées. »<sup>520</sup>

Ce partage de la richesse nationale a été l'une des sources de la corruption politique généralisée et de la continuation d'un régime de type néopatrimonial. Toute réforme dans la Justice fut bloquée par les groupes d'intérêts ayant le plus à profiter de cette confusion, et également le plus à perdre si la Justice avait pu alors agir normalement.

La privatisation a été une source majeure de corruption et clientélisme politique. Les moyens par lesquels les politiques se sont appropriés ou ont favorisé certains Patrons / Clients a été dans ce cas la voie administrative. Les fonctionnaires ont « adapté » les documents d'un appel d'offre, ont ignoré ou exclu tel ou tel participant par des modifications des actes administratifs.

Cependant, une autre source importante d'enrichissement illégal très particulière à Roumanie a été la restitution de propriété abusivement confisquées par la dictature communiste. Dans ce cas, une « procédure de vol » était élaborée avec deux composants importants : un acte administratif faux doublé d'une sentence corrompue prononcée par les « acheteurs de droits

---

<sup>519</sup> AVAS, arhiva monitorizare, [http://arhiva.gov.ro/in-2006-pestre-800-de-contracte-au-iesit-din-monitorizarea-avas\\_11a58385.html](http://arhiva.gov.ro/in-2006-pestre-800-de-contracte-au-iesit-din-monitorizarea-avas_11a58385.html)

<sup>520</sup> HOTĂRÎRE Nr. 3 din 16 martie 1994 privind aprobarea Raportului de activitate al Fondului Proprietății de Stat în anul 1993, EMITENT, PARLAMENTUL, Publicat în MONITORUL OFICIAL NR. 81 din 30 martie 1994



litigieux ». Parce qu'il s'agissait d'un héritage, il fallait absolument qu'un juge confirme le transfert du patrimoine des grands-parents.

Les gens qui ont acheté les droits d'héritage sont des Patrons et des Clients hautement connectés. Ils ont obtenu des informations au cœur de l'administration publique, la Justice et le Parlement. Souvent, une partie de leur gain a été utilisée pour financer les Patrons / Clients politiques.

La valeur totale des restitutions faites par l'État roumain entre 1990 et 2016 est entre 1 et 8 milliards d'euros. La marge énorme dépend des sources et des modalités de calcul. La valeur des restitutions faites entre 2007 et 2011 a été calculée à un milliard d'euros par l'une des sources.<sup>521</sup> Mais une autre analyse faite quatre années plus tard montre en effet que la valeur totale des dédommagements et des compensations que l'État a pris en charge et versés aux héritiers de droit des propriétés est entre 8 et 10 milliards d'euros.<sup>522</sup>

L'ancien premier-ministre Victor Ponta avait pris une décision, en 2013, pour limiter le dommage de cette affaire, battu pour une idée noble mais transformée en source de corruption et de vol : la surtaxation des profits avec 85% des intermédiaires. Après l'année 2016 le changement de législation a rendu plus difficile l'activité des intermédiaires politiquement connectés.

L'analyse gouvernementale utilisée par le premier-ministre Ponta pour dénoncer le phénomène montre combien le système est corrompu : « L'État roumain a payé des compensations à hauteur de 5 milliards d'euros<sup>523</sup>. Nous avons encore des demandes de compensations à hauteur de 13 milliards d'euros. Outre les restitutions en nature, 27 000 cas ont été réglés, et il y a maintenant près de 200 000 nouvelles demandes à régler. Parmi les 27 000 cas, seuls 13 000 ont été indemnisés et les autres attendent encore de l'être. Les vrais propriétaires ont toujours été retardés de sorte que les cessionnaires de droits litigieux ont émergé. La proportion d'anciens propriétaires ayant reçu une compensation est très faible. (...) 75% des bénéficiaires étaient originaires de l'extérieur de la Roumanie. Concernant les restitutions en nature : 9000 immeubles ont été restitués en nature à des propriétaires mais surtout à des cessionnaires de droits contestés.

---

<sup>521</sup> « Topul „Samsarilor Imobiliari”. Cine sunt marii câștigători ai miliardului de euro din afacerea retrocedărilor » - Gandul 12/12/2014 <http://www.gandul.info/politica/topul-samsarilor-imobiliari-cine-sunt-marii-castigatori-ai-miliardului-de-euro-din-afacerea-retrocedarilor-13701556> 1 / 15

<sup>522</sup> « 1990, anul 0. Restituirea proprietăților, făcută doar pe jumătate. Cum s-a ajuns la plângeri la CEDO și anchete DNA », 24.09.2015 12:22, Digi24, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/1990-anul-0/1990-anul-0-restituirea-proprietatilor-facuta-doar-pe-jumatate-cum-s-a-ajuns-la-plangeri-la-cedo-si-anchete-dna-441267>

<sup>523</sup> Jusqu'en 2013

Environ 2000 étaient des bâtiments publics. 340 000 hectares de terres situées dans la zone urbaine ont été restitués. Sur décision des autorités, ces terres ont été déplacées à la campagne afin que l'indemnisation soit plus élevée. Quelque 700 000 d'entre eux ont été renvoyés à la campagne et il existe encore des décisions de prise de possession à la campagne. »<sup>524</sup> Plusieurs exemples invoqués à l'époque par l'ancien Premier Ministre ont montré, sans doute, une façon sophistiquée de voler l'état et les anciens héritiers : des milliers de mètres carrés qui valaient 1 million de dollars avant le contrat de droits litigieux valaient presque 20 millions de dollars après que les Patrons / Clients ont pris le contrôle de la propriété.

Comme dans tous les cas concernant la corruption de la Roumanie post-communiste, nous avons un réseau trans-politique qui profite à tout le monde, peu importe l'appartenance politique et idéologique. Et, on observe une tendance dans l'action politique pour combattre la corruption : l'action en force *a posteriori* quand tous les proches ont déjà bénéficié des lacunes législatives et qu'ils ont bâti des fortunes.

La restitution des propriétés ou la compensation financière payée en échange par l'État roumain atteignent, selon la source mentionnée, environ 13 milliards d'euros pour l'année 2003.

Un des dossiers les plus importants de la mafia trans-politique est celui qu'on a appelé « Bica-Dumitrean », d'après le nom des directrices des institutions qui géraient le paiement de compensations financières.

Parmi les noms des PPEs qui ont bénéficié, on trouve celui de Dorin Cocos, le mari d'Elena Udrea, ancienne chef du Cabinet Présidentiel du Président de la République. Malgré la lutte politique très dure entre le Premier Ministre de l'époque, Victor Ponta, et le Président Băsescu, Ponta a obtenu des contrats de consultance juridique en tant qu'avocat avec les entreprises du Cocos, avant qu'il devienne un homme politique important. Crinuța Dumitrean, directrice de l'institution qui payait les dédommagements était l'une des amies très proches d'Udrea. La procureur Alina Bică, également secrétaire d'État au ministère de la Justice, était aussi une bonne amie d'Udrea : elles sont allées au shopping à Paris et elle se sont réfugiées ensemble au Costa Rica dès que les procureurs ont commencé le suivi de cas de corruption. Toutes les deux ont été condamnées à des années de prison : Elena Udrea à huit années de prison ferme dans un des

---

<sup>524</sup> Victor Ponta, despre MAFIA RETROCEDĂRILOR: ”1000 de samsari au primit 7 miliarde de lei. Despăgubire record de 128 milioane euro ”, de Biro Attila Publicat la: 12.04.2013, Gandul, [www.gandul.info/stiri/victor-ponta-despre-mafia-retrocedarilor-1000-de-samsari-au-primit-7-miliarde-de-lei-despagubire-record-de-128-milioane-euro-live](http://www.gandul.info/stiri/victor-ponta-despre-mafia-retrocedarilor-1000-de-samsari-au-primit-7-miliarde-de-lei-despagubire-record-de-128-milioane-euro-live)

dossiers, et Bică à quatre années de prison ferme. Elle s'était enfuie en Italie avait été arrêtée par la Police et était retournée en Roumanie.<sup>525</sup>

Un autre Patron qui a été impliqué dans l'affaire est Viorel Hrebenciuc, le « cerveau » du parti socialiste, le parti que Ponta avait dirigé pendant une période. Hrebenciuc s'est vu infliger deux années de prison ferme dans un dossier de restitutions des « forêts vierges » d'une valeur de plusieurs centaines de millions d'euros. Dans le même dossier avaient été condamné d'autres anciens politiques, des juges et Benni Steimniz, l'un des hommes les plus riches au monde, qui se cache de la Justice.

L'Autorité nationale de restitution des biens - et, implicitement, la Commission nationale pour la mise en place des compensations - avait toujours été hautement politisée – on parle d'une personnalisation même – depuis sa fondation en 2005. Ingrid Zaarour du Parti National Liberal était l'amie d'un leader libéral. Ancuța Oprea était ancienne conseillère du président du Parti Social-Démocrate, Mircea Geoană, par ailleurs secrétaire de l'OTAN et d'autres membres de la direction du Parti qui se trouvait au pouvoir.<sup>526</sup>

« La personnalisation politique », définie comme « la pratique de fonder l'autorité principalement sur la personne du dirigeant (dignitaire) au lieu de la fonction que la personne détient <sup>527</sup>, est un phénomène d'ubiquité malgré l'acception universelle de la légalité des institutions formelles et de l'administration publique, qui dérivent leurs formes d'organisation et légitimité des principes wébériens sur l'autorité rationnelle – légale. N'importe quelle forme pourrait dominer – le clientélisme, le patronage, la corruption, le favoritisme, la recherche des rentes ou le favoritisme – la personnalisation en politique implique toujours la confusion fait par un dignitaire entre ses attributions officielles et privées. Si l'on prend quelques exemples récents d'États du tiers monde ou du monde post-communiste, les institutions politiques sont typiquement faibles, et la distinction entre le domaine publique et privée n'est pas toujours respectée en

---

<sup>525</sup> VIDEO Alina Bica, fosta șefă DIICOT, adusă în țară din Italia. Anunțul Poliției Române, [https://www.realitatea.net/stiri/actual/politia-romana-anunt-de-ultima-ora-alin-bica-adusa-in-tara-din-italia\\_5f08b66191adb234742de852](https://www.realitatea.net/stiri/actual/politia-romana-anunt-de-ultima-ora-alin-bica-adusa-in-tara-din-italia_5f08b66191adb234742de852), 10 juillet 2020

<sup>526</sup> « TOPUL „SAMSARILOR IMOBILIARI”. Cine sunt marii câștigători ai miliardului de euro din afacerea retrocedărilor » - Gandul 12/12/2014 <http://www.gandul.info/politica/topul-samsarilor-imobiliari-cine-sunt-marii-castigatori-ai-miliardului-de-euro-din-afacerea-retrocedarilor-13701556> 1 / 15

<sup>527</sup> ZAGORSKI PW, « Continuity and Breakdown in the Contemporary », *World Comparative Politics*, 2011, cité par Guliyev Farid « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Democratization*, p.575

pratique, fait qui peut conduire, dans des cas extrêmes, à la « privatisation du secteur public »  
(<sup>528</sup>). »<sup>529</sup>

Malgré les évidences, aucun des chefs de la Privatisation – Emil Dima, Sorin Dumitriu, Radu Sârbu, Ovidiu Tiberiu Mușătescu, Theodor Atanasiu, Răzvan Orășanu, - n'ont jamais eu à répondre de leurs décisions.

Même si la privation a été faite de façon clientéliste et corrompue, avec des effets désastreux à long terme pour le pays, certains secteurs ont fortement contribué à la ruine économique : la privatisation et l'administration des banques et les ressources de pétrole.

---

<sup>528</sup> MÉDARD, Jean-Francois. 1982. "The Underdeveloped State in Tropical Africa: Political Clientelism or Neopatrimonialism?" In *Private Patronage and Public Power: Political Clientelism and the Modern State*, edited by Clapham, Christopher, 162–92. New York: St. Martin's Press, 177. en Guliyev Farid, *Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies*, Democratization, p.575

<sup>529</sup> FARID Guliyev, *Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies*, Democratization, 2011, pp 575



## Chapitre 2

### Les liaisons dangereuses entre la politique et la finance

La naissance de structures de type clientéliste a son origine fondamentale dans le besoin de survie de l'être humain. Dans le monde du « Homō hominī lupus » le lien de famille, le sang, était une garantie pour la survie d'un clan. Ce type de structure sociale a été remplacé par le contrat social, à travers lequel les gens ont cédé le monopole de la violence à des intuitions créées par la volonté commune, qui ont pour but de se défendre les uns contre les autres et de s'assurer que chaque être humain vit dans la société selon les règles et les obligations auxquelles il a consenti.

Le clientélisme de famille a perpétué la règle du « puissant ». Cette puissance, qui à l'origine était purement physique pour (se) défendre ou conquérir, s'est élargie par le contrôle des ressources et l'accumulation des ressources par le transfert en famille.

En Roumanie, ce cycle d'accumulation de richesse a muté après la deuxième guerre mondiale. La dictature communiste avait dessaisi de leurs avoirs tous ceux qui étaient assimilés à la « bourgeoisie », peu importe qu'ils aient fait partie de la structure monarchique favorisée, ou des gens qui avaient eu l'initiative de bâtir une fortune par innovation. La nationalisation de l'économie et des fortunes dans les années d'après 1945 avait créé la « bourgeoisie rouge ». Les gens membres du Parti Communiste ont simplement volé la propriété des autres et ils se sont assurés que les preuves avaient disparu. Beaucoup des anciens héritiers qui sont retournés en Roumanie après 1989, n'ont pas trouvé de documents concernant les maisons de leur grands-parents et de leurs parents dans les archives d'État. Ils ont dû apporter des preuves avec le peu de documents que leurs parents avaient réussi à préserver dans leur fuite.

La nomenklatura a perpétué ses privilèges de la même façon médiévale : à travers les liens de famille. Même si ses membres n'avaient pas le droit de détenir plusieurs propriétés, ils avaient le droit d'en utiliser plusieurs. Les membres de leurs familles élargies étaient toujours intégrés à

des postes de direction et ils avaient une certaine impunité devant la loi, s'ils étaient toujours bons membres du Parti Communiste.

Ce sont les gens qui ont profité le plus du changement de régime et qui ont ciblé les « œufs d'or » de l'État : la ressource énergétique et la structure d'administration de l'argent. C'est-à-dire, la production facile de l'argent – le pétrole – et le contrôle de flux financier – les banques.

## Section 1

### Les faillites bancaires : « le vol à crédit »

La structure bancaire en Roumanie est sous le contrôle de la Banque Nationale de Roumanie directement supervisée par le Parlement de Roumanie. Le gouverneur est le chef de l'institution. Depuis 1990, la Banque Nationale de Roumanie n'a connu qu'un seul gouverneur : Mugur Isărescu de 1989 jusqu'à aujourd'hui.

En 2020, le Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate a ouvert une action judiciaire pour constater la qualité de délateur de Mugur Isărescu. Dans les médias, un « *friendly fire* » a été évoqué, parce que Mugur Isărescu aurait travaillé sous couverture dans l'espionnage pour la dictature communiste alors qu'il travaillait pour l'Institut d'Économie Mondiale. Le seul indice sur le passé d'Isărescu est une photo des années 70. Le jeune Isărescu faisait partie d'une délégation de jeunes communistes roumains lors d'une visite d'échanges en Corée du Nord.

La longueur de son mandat a été à la fois un avantage et un désavantage. Parfois, Mugur Isărescu a été considéré comme un élément de stabilité par une majorité de Roumains, surtout dans les périodes de crise ; il a été la voix du spécialiste derrière les manœuvres politiciennes. Mais il a été aussi la cible de critiques concernant la façon dont il a géré une situation qui s'est avérée désastreuse, une situation qui s'est déroulée lentement, sous ses yeux et sous la surveillance de la Banque Nationale.

Entre 1990 et 2016, la Roumanie a enregistré onze faillites bancaires et quatre malversations jeux pyramidaux de type Ponzi. La critique a également concerné l'acceptation tacite par le gouverneur BNR de personnages politiques qui n'étaient pas à la hauteur de la tâche qui leur incombait et qui étaient mêlés à des affaires controversées. Malgré la procédure qui donnait au Parlement le droit de valider ou de rejeter son mandat et d'imposer une équipe de vice-gouverneurs différente tous les cinq ans, de nombreux personnages politiques au passé et aux activités sulfureux ont tacitement été acceptés par le gouverneur.



Plusieurs vice-gouverneurs ont été impliqués dans des affaires de clientélisme ou de corruption.

Florin Georgescu, ancien ministre de Finances, a été membre d'une fondation – le Fonds d'Investissement Roumain-Américain, qui a reçu certaines déductions en taxes pendant son mandat, dans les années 1995. Le Fond Américain a été impliqué aussi dans des actions de privatisations de banques ou des compagnies d'énergie.

Une ONG a révélé que Mihai Bogza, vice-gouverneur du BNR, sa femme et son fils étaient partenaires d'affaires dans une compagnie avec l'homme d'affaires Nicolae Mihalache soupçonné d'avoir commis des malversations financières – il aurait accordé des contrats de crédit à des sociétés dans lesquelles il était actionnaire.<sup>530</sup>

Un autre dossier qui a contribué à ternir l'image de la Banque Nationale a été celui de l'arrestation par la Justice du vice-gouverneur Bogdan Olteanu. En juin 2014, le filleul du Călin Popescu Tăriceanu, ancien premier-ministre, a été nommé par le Parlement au Conseil de la Banque Nationale. Deux ans plus tard, il a été mis en accusation pour avoir reçu un pot de vin de 1 million de dollars en cash de la part de l'oligarque Sorin Ovidiu Vîntu. Olteanu avait demandé l'argent en échange de la nomination de l'un des « laquais » de l'oligarque, Liviu Mihaiu, journaliste d'enquête, au poste de gouverneur de la Réserve Naturelle « Delta du Danube », site protégé UNESCO pour les espèces rares mais qui présentait des intérêts économiques énormes. A la fin de l'année 2019, Olteanu a été condamné à sept ans de prison ferme. Il a fait appel auprès de la Cour supérieure de justice.

Un autre vice-gouverneur nommé en 2013, Dan Radu Rușanu, paraît avoir construit une relation de clientélisme de famille et de religion au plus haut niveau. Selon les médias, l'ancien chef de la Garde Financière, Gelu Diaconu, à l'époque et le ministre de Finances, Daniel Chițoiu, étaient ses filleuls.<sup>531</sup> En 2014, Rușanu, a été arrêté par les procureurs dans un dossier de corruption concernant la Banque Carpatica. Quatre ans plus tard, il a été déclaré partiellement innocent par les juges qui lui ont accordé des dommages.<sup>532</sup>

---

<sup>530</sup> STAN Valerian Fundatiei pentru o Societate Deschisa, octobre 2004, Gardianul

<sup>531</sup> PANTAZI Raluca « Harta nepotismelor la varf. Familia Rusanu si familia Ponta isi impart functiile de conducere in osturi cheie la stat », , 26 avril 2013, Hotnews.ro, <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-14693469-harta-nepotismelor-varf-familia-rusanu-familia-ponta-isi-imp-art-functiile-conducere-posturi-cheie-stat.htm>

<sup>532</sup> STOICA Ionel « Statul roman trebuie sa-i plateasca 70.000 de lei lui Dan Radu Rusanu, cheltuielile cu avocatii facute de fostul parlamentar in dosarul in care a fost achitat », Miercuri, 24 Iunie 2020, ora 08:05, <https://ziare.com/dan-radu-rusanu/asf/statul-roman-trebuie-sa-i-plateasca-70-000-de-lei-lui-dan-radu-rusanu-cheltuielile-cu-avocatii-facute-de-fostul-ministru-in-dosarul-in-care-a-fost-achitat-1616219>

La valeur d'actifs des banques en propriété d'État est de 8,6 milliards de dollars, ce qui représente presque 86% du total. Cette richesse a été à la discrétion des gens qui ont travaillé dans ces banques pendant la dictature et aux PPÉXPs. Ces banques ont fait l'objet de contrats onéreux, du pillage au col blanc. Le vol a été complété par des jeux pyramidaux qui ont ajouté des centaines de millions de dollars en dommages.

Toutes ces banques ont fonctionné sans problèmes avant 1997. En décembre 1996, la Roumanie a connu le premier changement de pouvoir. En 1997, le nouveau pouvoir commence une campagne contre la corruption et passe à l'action, avec l'aide de la Banque Mondiale. Le but était de stopper les vols dans les banques d'État et de les privatiser le plus vite possible. Cette tâche a montré que sans un système judiciaire solide et spécialisé, toute politique qui lutte contre la corruption finit par être « avalée » par la corruption. Comme nous l'avons vu, une majorité des vice-gouverneurs du BNR sont devenus eux-mêmes des PPÉxp pour d'autres réseaux clientélistes. Petre Roman, ancien premier-ministre et leader du Parti Démocrate à l'époque confirme à quel point la politisation des banques était considérée comme le fruit d'une mentalité absolument normale : « Chaque formation politique de la Coalition va nommer ses gens dans la direction des banques d'État »<sup>533</sup> Évidemment, le but annoncé dans l'entrevue était d'arrêter les vols dans les banques. Ce même jour, le premier-ministre de l'époque, Radu Vasile, a annoncé quel parti dirigerait quelle banque : Banque Commerciale, Banque Agricole et CEC c'était le Parti PNTCD. Bancorex et Banc Post – c'était le Parti Démocrate, Eximbank c'était le Parti Libéral et l'Union des Hongrois (UDMR) c'était la Banca Romana pentru Dezvoltare.

Cette politisation excessive, le manque de législation adaptée, le manque de cris d'alarmes de la Banque Nationale et le contrôle de la Justice par le pouvoir politique ont eu des conséquences désastreuses.

La première faillite a été celle de Credit Bank, dont le président était Marcel Ivan, homme d'affaires très proche du Parti Démocrate, qui l'avait mis sur la liste de candidatures pour le Parlement Roumain en 1992.<sup>534</sup> Dans le Rapport de 1998, l'autorité absolue dans le contrôle des banques montre à doit les héritiers du Parti Communiste qui sont restés au pouvoir entre décembre 1989 à décembre 1996 et la Justice corrompue : « Le caractère limité de la capacité d'intervention

---

<sup>533</sup> « Petre Roman, Chaque formation politique de la Coalition va nommes ses gens dans la direction des banques d'État », Rodica Ciobanu, Adevarul, 4 avril 1997

<sup>534</sup> Ovidiu Cameliu Petrescu, député, Ședința Camerei Deputaților din 9 octombrie 1996,

de la Banque nationale, tel qu'il avait été construit par la législation en vigueur depuis 1991. Les instruments à sa disposition, conformément à la loi, la Banque nationale était insuffisante et, grâce à des tests pratiques, s'est avérée inefficace. Ainsi, les deux banques (Dacia Felix et Credit Bank), pour lesquelles La Banque nationale a déposé son bilan depuis 1996, ont selon eux continué de gaspiller des ressources et d'être considérées comme des banques, avec l'aide de la Justice. Celui-là refuse d'accepter qu'une institution bancaire - avec des pertes atteignant maintenant des centaines de milliers milliards de dollars, soit plus de dix fois le capital de la banque - ne peuvent, objectivement, travailler. La législation bancaire adoptée à l'été 1998 corrige partiellement les insuffisances des instruments dont dispose la Banque nationale pour la force réelle de sa fonction de surveillance ; mais il reste à voir en pratique, dans quelle mesure cette législation est suffisante et efficace. »<sup>535</sup>Le problème était si grave et il a suscité une émotion publique si forte que le pouvoir a décidé d'intervenir. Deux auparavant, en octobre 1996, le Parlement Roumain fait passer une loi<sup>536</sup> autorisant la Banque Nationale à couvrir les économies de la population à la Credit Bank (Dacia Felix). Ce qui est surprenant c'est la lenteur de réaction de la BNR. Dans la motivation de la Décision 1 du février 1997, qui exclut de la direction du Credit Bank, on trouve que le contrôle interne et les décisions internes auraient dû être prises en mai 1996. Le gouverneur a-t-il attendu les résultats des élections de décembre 1996 ? Est-ce à cause de la « protection politique » de la banque en faillite ? Dans la Décision 1, la Banque Nationale retire le droit de direction à une liste de 14 personnes. Les médias ont dévoilé à l'unisson des informations qui reflètent un réseau de clientélisme politique.

Leonida Teohari, un homme d'affaires qui est encore cherché par la Police pour un préjudice de 24 millions de dollars, avait trouvé sa voie pour fuir la Roumanie et trouver refuge en Canada. Florea Niculescu, homme d'affaires bien connecté à la politique, avait obtenu 20 millions de dollars.

A la direction de la banque, les médias ont mentionné le nom de Alexandru Dumitrescu, ancien secrétaire d'état au ministère de la Justice et secrétaire du Sénat. Deux autres députés du Parti Démocrate, Petre Partal et Aurel Papuc, ont été soupçonnés d'avoir causé un préjudice de plusieurs millions de dollars.

---

<sup>535</sup> Rapport Annuel de la Banque Nationale de la Roumanie, 1998, page 19

<sup>536</sup> Legea nr. 135/1996 privind autorizarea Băncii Naționale a României de a acorda credite pentru coperirea cererilor populației de retragere a depozitelor bancare constituite la societățile bancare Dacia Felix - S.A. și Credit Bank - S.A

En 1999, les procureurs ont demandé la levée de l'immunité parlementaire du député PD Petre Partal, mis en accusation pour des infractions de corruption et malversations financières commises pendant 1993 - 1995, alors qu'il était directeur à la succursale du secteur 2 de Credit Bank. Les procureurs ont apporté la preuve qu'il avait crédité les sociétés appartenant à sa femme et à lui-même.<sup>537</sup>

Les grands « débiteurs » de la banque sont eux-mêmes les actionnaires et les fondateurs de la banque. Parmi eux, Gigi « Kent » (cognomen de la marque américaine de cigarettes qui était le pot de vin favori de la nomenclatura).

« Kent », de son vrai nom Vasile Gheorghe, avait fui la Roumanie communiste et était revenu avec des fonds après avoir travaillé en Europe. Il a été l'un des fondateurs de la banque et il a bénéficié de crédits préférentiels à hauteur de 6,5 millions de dollars. Ensemble avec le président Marcel Ivan et le vice-président Steriu Popescu, ils ont été condamnés à des années de prison ferme pour malversations financières causant un préjudice autour de 100 millions de dollars. D'autres noms de sociétés avaient été mentionnés dans les médias, mais les documents n'ont pas toujours été rendus publics. Parmi ces sociétés, Rompetrol S.A., Intercontinental S.A., Sterom S.A., Impex KJ SRL, des compagnies avec un grand réseau de P-P-Ex.

L'impact de la faillite a été énorme. Même dans le Rapport 2018 de la Banque Nationale de la Roumanie, dans la catégorie « Crédits en litige », la banque Credit Bank est mentionnée avec deux crédits non-récupérés d'une valeur totale de 5,5 millions EUR.<sup>538</sup>

En parallèle avec Credit Bank, une autre banque a suivi le même chemin : Dacia Felix.

Le président, Marcel Ivan, était vice-président du Parti Social-Démocrate Roumain au Cluj, parti au pouvoir.<sup>539</sup> La banque, fondée au lendemain de la Révolution du 1989, avait grandi, brillé et avait succombé à des malversations financières. La banque Dacia Felix avait été fondée par Sever Muresan, homme d'affaires français d'origine roumaine, et Horia Mircea Hossu. Parmi eux, encore deux sénateurs / députés du Parti nationaliste PUNR : Adrian Motiu, Ioan Gavra, et d'autres leaders locaux : Iustinian Petrescu, Liviu Roman et Romulus Constantinescu.

Au Dacia Felix on observe une situation similaire, avec le même *modus operandi* : les patrons s'offrant des crédits préférentiels au détriment d'autres clients. Mureşan s'est donné plus

---

<sup>537</sup> Parchetul General paralizat in fata demnitarilor corupti, 3 decembrie 1999, evz.ro

<sup>538</sup> Raport BNR 2018, pag. 310

<sup>539</sup> Şedinţa Camerei Deputaţilor din 9 octombrie 1996, Victor Bostinaru

de 160 millions de dollars. Il a été condamné en Suisse pour des malversations financières, mais en Roumanie il a été jugé en premier lieu innocent.<sup>540</sup> Muresan est allé en France où il a été aussi condamné pour évasion fiscale. Puis, en 2009, il a été condamné en Roumanie à quatre années de prison ferme et a été contraint de rembourser 100 millions de dollars, 16 millions de lei, 10 millions de francs suisse et 2,7 millions de francs français.<sup>541</sup>

Un autre cas apparu dans les médias est celui du parlementaire Motiu : ses enfants avaient obtenu des crédits préférentiels d'une valeur de 100 millions de lei et 200.000 marques allemandes.

Comparé au Credit Bank, chez Dacia Felix, le mélange de politique et de profit personnel est frappant. Mureșan s'est entouré de grands noms de la politique. Dans une conférence de presse de 1994, Mureșan est à la fois, comme Niculaie Cervenii, avocat, leader du Parti Liberal et symbole de la lutte contre la dictature. Lui-même ancien joueur de tennis, Mureșan achète la licence ATP pour organiser le plus prestigieux tournoi de tennis à Bucarest. Il s'affiche dans un match à Bucarest avec George Bush sénior, ancien Président des États-Unis, contre deux redoutables grands « patrons » de la politique roumaine : Adrian Năstase et Melescanu.

Dans la structure clientéliste, la protection des « clients » par le « patron » devant la Justice est une des caractéristiques d'un régime politique de type néopatrimonial. L'intérêt du groupe est plus important que l'intérêt de la nation. Ceci pourrait expliquer la lenteur de la Justice pour sanctionner les fraudes s'élevant à 500 millions de dollars, commises par Muresan, vice-Président et Ion Sima, le président de la banque.<sup>542</sup>

La protection politique dans ce dossier de faillite est exprimée poliment dans le Rapport Annuel de la Banque Nationale qui avait précisé que « BNR avait décidé l'introduction dans la Cour (5 juillet 2000) afin de démarrer la procédure de faillite de la Banque Dacia Felix » qui a été approuvée par la Justice le 15 mars 2001. Malgré cette décision, deux mois plus tard, en pleine procédure juridique à la Cour de Justice à Cluj, le Gouvernement Năstase « avait donné une Ordonnance d'Urgence autorisant éteindre les créances des créanciers en leur cédant les créances détenues par KOLAL BV Amsterdam et crée les locaux pour la revitalisation de la banque. »<sup>543</sup> Quelques lignes plus bas, le BNR appose une discrète étiquette de « corruption » sur la décision

---

<sup>540</sup> « 1,5 miliarde de dolari, bilanțul unui sfert de secol de țepe », Capital, 2 june 2015

<sup>541</sup> MORARU Valentin « Marile prăbușiri de bănci au lăsat în urmă doar pagube, nu și vinovați », Mai 2011,

<sup>542</sup> « Marile falimente bancare », Capital.ro, 9 noiembrie 2009 <https://www.capital.ro/marile-falimente-bancare-127657.html>

<sup>543</sup> Banque Nationale, Rapport Annuel 2000, page 89

du Cabinet Năstase en demandant pour la faillite du Credit Bank un traitement préférentiel similaire : « Considérant la nécessité de demander aux déposants de cette banque un régime équitable avec celui appliqué en 1996 aux déposants de Dacia Felix Bank »<sup>544</sup>

La Banque Dacia Felix a été achetée par un groupe d'investisseurs israéliens tout-à-fait inconnus dans le monde des finances et elle a changé plusieurs fois de noms.

Dans le Rapport annuel du BNR de 1998 et plus tard encore, trois noms de banques sont mentionnés ensemble : Credit Bank, Dacia Felix et Columna Bank.

Cette dernière, Columna, était aussi un « cheval de Troie » afin de faire disparaître des fonds. Mais, cette-fois ci, le politique et le « passé » ne se sont plus cachés. De plus, l'autorité, la réputation et, apparemment, les fonds cachés de la Securitate de Ceaușescu en Suisse ont été utilisés. La banque Columna a été fondée en 1994 par un membre de la famille de Ceaușescu à travers une société anonyme suisse, Manel Finanz. Le représentant en Roumanie était le gendre du frère de Nicolae Ceaușescu, Ion. C'est la première fois que les membres de la famille de Ceaușescu sont publiquement apparus dans la posture de très riches hommes d'affaires. D'où la question : comme ont-ils fait pour obtenir de l'argent quatre années après la dictature ? Sont-ils des bénéficiaires de comptes bancaires secrets de Ceaușescu en Suisse ? La question n'a jamais trouvé de réponse, mais un autre indice porte à croire que l'argent de la Securitate pourraient en être la source. Le chef de service des renseignements internes de la Roumanie, Virgil Magureanu, est souvent mentionné dans les articles de médias, et dans le milieu d'affaire, chaque fois que le nom de la Banque Columna est lui-même cité. La banque faisait partie d'un empire d'affaires composé d'un conglomérat de compagnies portant dans leurs noms le syntagme « Columna ». Euro-Columna a été la plus visible d'entre elles dans cette structure de business et de clientélisme, et c'est le nom du fils de Magureanu, actionnaire dans une de ces compagnies, qui a créé la surprise. Dans ce cas de figure, nous avons affaire à un clientélisme de type familial, dans lequel Patron utilise les membres de sa famille pour ses affaires. Dans ce cas, Magureanu ne pouvait pas y participer personnellement à cause de son haut statut dans la structure la plus puissante de l'État roumain : l'héritier de la Securitate.

La Banque Columna est la pièce centrale de ce « puzzle » financier et de corruption. À travers les relations de clientélisme, des grandes entreprises ou des institutions publiques deviennent actionnaires de la banque, ou des clients. Selon le Rapport BNR du ÉÉÉÉ, deux

---

<sup>544</sup> Banque Nationale, Rapport Annuel 2000, page 89

institutions avaient investi plus de 30 millions de dollars dans la Banque Columna. Deux institutions clés : le Fonds de la Propriété d'État et la Banque des Économies (CEC), la dernière étant une institution bancaire à laquelle la Columna faisait concurrence.

Après les injections de capital, la Banque Columna, selon les rapports de contrôle de la Banque Nationale Roumaine (BNR), avait prêté des fonds considérables à des conditions privilégiées aux sociétés commerciales détenues par les actionnaires de la banque. Il s'agissait d'une structure désignée pour frauder les dépositaires et les autres actionnaires. Mais lorsque l'on regarde de qui il s'agissait, on voit deux institutions publiques, comprenant des dirigeants potentiellement « sensibles » à une suggestion informelle d'investir dans une banque et nouant des liens très étroits avec « le » chef des Renseignements. Quand le scandale de la faillite est devenu public – les dépositaires ne pouvaient pas utiliser les comptes ni retirer leurs épargnes-, les parlementaires ont tardivement réagi. Mais les arguments sont toujours valides. Par exemple, dans son intervention devant le Sénat en 1997, le sénateur Niculae-Vasile-Constantin Ionescu - Galbeni avait lancé une série d'accusations de corruption très dures concernant la banque et le chef des Renseignements.

Ionescu – Galbeni était le mieux placé pour faire ces accusations : il était le président de la Commission du Parlement roumain en charge du contrôle de l'activité des services de Renseignements : « En revanche, il y a eu certains événements ayant un impact possible sur la sécurité nationale qui, curieusement et de manière incompréhensible, n'ont pas été trouvés dans les bulletins. Ainsi, dans une synthèse concernant la situation du système bancaire, sept banques roumaines sont analysées, mais étonnamment, aucune référence n'est faite à COLUMNA BANK, bien que la presse ait révélé que le grand investisseur suisse de la banque n'est représenté que par une mystérieuse boîte aux lettres. S.R.I., qui est si vigilant à l'égard de tout investissement étranger qui pourrait mettre en danger les intérêts économiques de la Roumanie, cette fois-ci ne sait rien et n'informe de rien. Tout comme d'ailleurs il ne sait rien des agitations que M. Marius Târlea, propriétaire du groupe de sociétés EURO-COLUMNA, a engendrées dans la société AMONIL-Slobozia début avril. Il a déclaré que dans trois mois, des événements se produiraient qui entraîneraient la chute du gouvernement et a demandé aux employés de s'impliquer dans l'unification des forces syndicales et dans les actions de rue qui entraîneraient la chute du gouvernement actuel. Les informations proviennent de la préfecture du comté d'Ialomita et, en

plus, elles sont confirmées localement par la section départementale du S.R.I., mais elles n'apparaissent pas dans son bulletin quotidien. »<sup>545</sup>

Galbeni ajoute une autre information qui éclaire les faits sous une autre lumière : le group Euro – Columna avait signé un contrat avec l'agence russe d'information qui a été souvent utilisée comme moyen de propagande, de désinformation, d'intoxication et de déstabilisation pour fonder en Roumanie l'Agence EUROTASS. Selon ses déclarations, ces informations importantes pour les décideurs politiques n'ont pas été rapportées en même temps que les transactions suspectes sur la bourse d'une fabrique chimique Azomures. En effet, le groupe construit autour de la Banque Columna a été impliqué dans plusieurs dossiers de privatisations stratégiques : la raffinerie Suplacu de Barcau ou les combinats chimiques Azomures et Amonil. Les médias ont mentionné plusieurs noms liés à la dictature qui auraient pu être des « Clients » et des « Patrons » dans ce réseau clientéliste : « Marius Tirlea, gendre de Ion Ceaușescu (frère de Nicolae Ceaușescu), Matilda Raiciu, ancienne employée au bureau des documents secrets de l'entreprise de commerce extérieur pour les produits chimiques, Romferchim, Alexandru Ienciu - parent d'Ilena Ceaușescu, ex-femme de Tairlea - Dumitru Badila, , Ion Anghel, beau-frère de l'ancien patron de SRI, Virgil Magureanu, Nica Babalic Petre, le représentant de l'actionnaire suisse et »<sup>546</sup> et George. Teleman, ancien diplomate roumain à Singapour, très proche de la famille Tarlea et partenaire d'affaires.

En 1998, la Banque Nationale met la pression sur la Banque Columna. Le changement de pouvoir, les demandes des créditeurs forcent Virgil Magureanu à commettre une « faute » qui légitime les accusations qui lui sont faites d'être le bénéficiaire caché de l'affaire : il a acheté un palais dans une zone chère en passant par l'une des sociétés du groupe Columna. Les pertes des institutions publiques se sont élevées à environ 30 millions de dollars dès que la faillite de la banque a été prononcée. Aucun des chefs d'institutions publiques – Emil Dima, Sorin Dimitriu – ni des gens de la banque n'a été poursuivi en justice pour ces malversations. Le procès de la liquidation bancaire s'est fait par une relation de clientèle : « Fănel Păvălache est propriétaire et administrateur des sociétés de liquidation et de réorganisation judiciaire Iancina Tulcea et Consulting Mileniul 3 Bucarest. Il a été impliqué dans la liquidation de la Banque Columna et, à un moment donné, dans celle de la société roumaine de pêche océanique Tulcea. Fănel Păvălache

---

<sup>545</sup> IONESCU – Galbeni, Nicolae Constantin, débat parlementaire du 30 avril 1997, source : [www.cdep.ro/pls/steno/steno.stenograma?ids=965&idm=2&idl=3](http://www.cdep.ro/pls/steno/steno.stenograma?ids=965&idm=2&idl=3)

<sup>546</sup> « Istoria cresterii si descresterii imperiului Columna », Revue Capital, 5 avril 2001, <https://www.capital.ro/istoria-cresterii-si-descresterii-imperiului-columna>



est membre du PSD et dans la ville où il est parti, Tulcea, il est bien connu que, lors de la campagne électorale, il a versé des sommes importantes qui ont contribué au succès du parti au pouvoir lors des élections ». <sup>547</sup>

Après Credit Bank, Dacia Felix, Columna Bank, c'était au tour d'une autre banque bénéficiant d'importantes connexions politiques de fauter : Bankcoop.

Cette-fois, la banque a été associée aux intérêts de la famille Păunescu, dont l'aîné de la fratrie était haut dirigeant pendant la dictature. Selon les médias roumains, la banque fondée en 1993 avait comme but l'aide du capital autochtone. En 1995, dans l'actionnariat de la banque s'investit l'homme d'affaire préféré du parti au pouvoir, George Constantin Păunescu. Grâce aux liens très étroits qu'il a noués avec les gens du passé, étant lui-même ancien « travailleur spécial » dans le commerce international pendant la dictature, George Păunescu et son clan – ses frères, ses fils et son entourage – ont entre autres bénéficié de nombreuses faveurs du « marché libre » contrôlée avec une main de fer par les communistes convertis à la démocratie.

L'entrée de Păunescu dans l'actionnariat de la banque aurait été effectué par une opération illégale. Selon Alexandru Dinulescu, l'ancien directeur de la Bankcoop, qui a fait une déclaration judiciaire devant la Police Roumaine, Păunescu a payé avec un apport de 10 millions de dollars, pour lequel il a pris 33% des actions de la banque en utilisant des prêts préférentiels issus de la plus grande banque de l'État roumain : Bancorex et le Fonds de Propriété Privé 2 - Moldavie<sup>548</sup>. Le chef du FPP Moldavie était Corneliu Iacobov, le chef de la filiale locale du Parti de la Démocratie Sociale, parti au pouvoir.

Selon les dépêches de presse de l'époque, « le scandale de la banque a commencé en 1997, lorsque des différends sont apparus entre le président de la banque et l'actionnaire principal, concernant certains prêts et l'origine du montant de Păunescu. Les prêts accordés les années précédentes se sont avérés sous-performants au fil du temps, la banque n'ayant pas récupéré son argent. À l'été 1999, la banque est entrée en crise de liquidités, ayant des problèmes croissants de respect des obligations. Les banques roumaines ont progressivement évité de prêter à la banque depuis le printemps. »<sup>549</sup> Păunescu a été interrogé par la Police au sujet de certaines infractions

---

<sup>547</sup> « Fanel Pavalache, consilierul lui Serban Mihailescu - arestat pentru spaga », Adevarul 21 octombrie 2002

<sup>548</sup> « GC Paunescu chemat la Parchet », Adevarul, 5 decembre 1998, auteur Gabriela Nicolae

<sup>549</sup> Banca Nationala a Romaniei a cerut in justitie inceperea procedurii falimentului la Bankcoop, Ziarul de Iasi 20.11.1999, <https://www.ziaruldeiasi.ro/economic/banca-nationala-a-romaniei-a-cerut-i...>

économiques. Son avocat était l'un des plus influents leaders du parti au pouvoir à l'époque, le professeur Ioan Neagu.

Selon la Décision 28809/03 du 20 décembre 2011, il est précisé que le 10 avril 1997, Constantin George Păunescu a été mis en accusation par les procureurs pour malversations financières, pour la création et l'utilisation de faux documents bancaires, pour avoir caché la provenance de 10 millions de dollars et pour falsifications de déclarations bancaires envoyées à la Banque Nationale de Roumanie, fait qui lui a permis de prendre le contrôle de la Bankcoop. Pendant la période des enquêtes judiciaires, Păunescu décide de s'enfuir de la Roumanie. Réfugié aux États – Unis, il paye pour une campagne de relations publiques très efficace : entouré personnages les plus puissants de la politique américaine : le couple Clinton.

En 2002, le Tribunal du Bucarest a décidé que Păunescu était coupable de faux en déclarations et il a été condamné à une année de prison. Selon la loi à l'époque, la condamnation a été automatiquement annulée. Après la faillite d'une banque qui a provoqué des dommages de millions de dollars, la famille Păunescu a réussi le business parfait : sans faire de prison, ils ont gardé l'argent, parce que l'État n'a pas pu confisquer les 10 millions de dollars.

Cependant, au niveau de l'année 2004, l'État roumain avait payé des compensations d'une valeur totale de 136 millions de dollars issus de la faillite de Bankcoop.<sup>550</sup>

Quelques années plus tard, Păunescu a humilié l'état roumain à CEDO qui a condamné la Roumanie à cause des déclarations publiques d'un des procureurs impliqués dans l'enquête. CEDO a constaté que le ministre des Affaires Internes avait fait des déclarations publiques qui violaient la présomption d'innocence de Păunescu, mais avait rejeté sa demande d'obliger l'État roumain à lui verser 100,6 millions d'euros de dommages pour les affaires perdues par ses compagnies et 6,9 millions d'euros de dommages moraux. Les juges ont obligé l'État roumain à lui payer 2.000 euros de dommages moraux. La capacité énorme d'influence de cette famille comprenait à un certain moment des journaux, une chaîne de télévision, des entreprises hôtelières parmi les plus chères de Bucarest et une très bonne relation avec toutes les plus grandes personnalités de l'époque. Des années plus tard, les fils de la famille se sont impliqués dans des transactions médias avec des hommes d'affaires et des politiques de la nouvelle génération des « riches et corrompus ».

La Banque Internationale des Religions (BIR) a été juste un autre une autre des nombreuses « casquettes » des gens de la dictature et des néo-communistes pour s'enrichir. Fondée en 1994,

---

<sup>550</sup> Rapport annuel du Fond pour la Garantie des dépôts dans le Système Bancaire, (FGDB) 2004, page 20

BIR était considérée une banque autochtone qui était dédiée aux petites entreprises et aux économies des particuliers. Mais, cette fois la révélation de l'affaire touche une dimension internationale et prend part aux enjeux stratégiques de la Russie et de la criminalité internationale.

La création de BIR est une illustre de façon classique la criminalité d'État de type soviétique. Tout d'abord, la banque a été fondée avec l'aide essentielle des entreprises d'État et avec le crédit d'une autre banque rivale. Pour s'imposer sur le marché, BIR avait accumulé dès le début un « arsenal » de clientélisme arrière-plan qui lui a permis d'agir en toute impunité.

Mais l'empreinte la plus visible était « l'équipe » de la Securitate et ses liens avec la politique d'État. Le capital de la banque a été constitué grâce à un mélange entre des investisseurs privés, des entreprises d'État et la puissante Église Orthodoxe : La Loterie des Jeux Roumaine, Les Sociétés Nationales des Cailles Ferrées, la Patriarchie Orthodoxe, La Poste Roumaine.<sup>551</sup>

Toutes ces compagnies d'État sont des colos économiques perpétuant une longue tradition. La probabilité d'investir par hasard l'argent public dans une nouvelle banque d'inspiration divine sans la bénédiction politique est peu probable. On peut observer cela dans la structure de direction : des gens étroitement liés à la politique et / ou à la Securitate. Dans la direction de la Banque<sup>552</sup>: Ion Popescu, président, est un ancien colonel des services d'espionnage de Ceaușescu (Direction d'Information Externes).

Popescu avait travaillé comme espion à Paris d'où il a été expulsé. De retour en Roumanie, en 1984, cela étant, il a été nommé le chef du Département des Cultes jusqu'en 1989. À cause de la très forte surveillance, beaucoup de prêtres ont choisi de devenir des délateurs payés pour la Securitate. Ainsi on pourrait expliquer la décision de l'Église de financer une banque privée avec Popescu à sa tête. Dans une rare autobiographie de Popescu publiée en 2011<sup>553</sup>, plus de 10 ans après son exposition dans les médias, Popescu révèle son passé pendant la dictature : « docteur en droit ; diplomate de carrière, consul à Belgrade et consul général de Roumanie à Paris ; ayant rempli avec succès des missions diplomatiques avec mandat spécial dans le monde arabe : Syrie, République Libanaise, Royaume hachémite de Jordanie, République d'Irak, Koweït, Égypte,

---

<sup>551</sup> VISCHI Catalin « B.I.R. pe jaful bancar », Gazeta de Maramures, 5 septembrie 2005, <http://www.gazetademaramures.ro/b-i-r-pe-jaful-bancar-8454>

<sup>552</sup> « Profil de KGB-ist: în anii '90, Putin spăla bani din droguri printr-o bancă românească, » Ziaristii.ro, 21 janvier 2020, <https://ziaristii.com/profil-de-kgb-ist-anii-90-putin-spala-bani-din-droguri-printr-o-banca-romaneasca-pe-generalul-terrorist-soleimani-l-primit-la-kremlin/>

<sup>553</sup> POPESCU Ion, Revue 'Acum' Nr. 8 din 1 septembrie 2011, page 3

Jamahiriye arabe Libyenne<sup>554</sup>, Royaume d'Arabie saoudite, Émirats arabes unis. - dans ces états j'ai eu des réceptions et des consultations au niveau du chef de l'Etat, des présidents de parlement, du chef du gouvernement, des chefs religieux. J'ai effectué des missions en République islamique d'Iran, après la révolution islamique du 1er avril 1979, j'ai eu trois réceptions et entretiens avec l'ayatollah Ruhollah Musavi KHOMEINI (né le 24 septembre 1902 - décédé le 3 juin 1989) et j'ai obtenu l'assurance et la poursuite des livraisons de pétrole brut à la Roumanie. En tant que Directeur - Vice-président du Département des Cultes, j'ai négocié avec Statut du Vatican de l'Église catholique romaine en Roumanie, s'entretenant avec le cardinal Agostine CASAROLI (né le 24 novembre 1914 - décédé le 9 juin 1998), secrétaire d'État du Vatican et autres de grands hiérarques dans la direction de cet état ecclésiastique. J'ai été reçu comme représentant officiel de la Roumanie par le Pape Jean-Paul II ; À la suite de ces étapes, Monseigneur Ioan ROBU a été consacré évêque (né le 6 novembre 1944) - actuellement l'archevêque et métropolitain de Bucarest de l'archidiocèse catholique romain. J'ai personnellement organisé et dirigé la visite de dix jours en Roumanie du grand évangéliste Chrétien américain, d'orientation néo-protestante, Billy GRAHAM ou William Franklin GRAHAM (né 7 Novembre 1918) - l'ami proche de la famille des présidents George BUSH, étant l'invité régulier de Maison Blanche sous douze présidents américains, et l'une des personnalités les plus médiatisées des États-Unis d'Amérique; à la suite de cette action, la Roumanie a obtenu pour la première fois - la clause de la nation la plus favorisée. Après les événements de décembre 1989, nous avons créé le Centre œcuménique international - organisation non gouvernementale internationale laïque et religieuse. J'ai créé la Banque interconfessionnelle roumaine - qui est devenue plus tard la Banque Internationale de Religions ; parmi ses membres fondateurs figurent : le Patriarcat de l'Église orthodoxe roumaine, Métropolitains, archevêques, archidiocèses, paroisses, dénominations protestantes et néo-protestantes, le culte musulman, Prince Zaid AL-MELEHI de la Maison Royale d'Arabie Saoudite, famille Rubi et Michael ZIMMERMAN d'Israël et d'autres; La Banque internationale des religions comptait plus de 200 unités dans tout le pays Roumanie, 1860 employés et un actif de plus de 2000 milliards de lei (RON) après seulement cinq ans d'activité ! ».

Les contacts haut placés de Popescu et ses missions secrètes lui ont assuré une protection quasi-totale dans le business bancaire. Par exemple, la Banque Internationale des Religions – appelée Interconfessionnelle au début – a connu deux grandes actionnaires : une compagnie d'État,

---

<sup>554</sup> Le régime de Kadafi

la Société Nationale de Cailles Ferrées, et une autre banque, Credit Bank. Comment BIR a-t-il obtenu, en 1994, l'autorisation de fonctionnement de la part de la Banque Nationale ? Quelle logique a poussé BNR à autoriser une banque à financer une autre banque, sa concurrente directe ?

La preuve du clientélisme absolu qui a ouvert toutes les portes à I. Popescu, on la trouve dans un envenimement en 1985. En pleine période de dictature sévère, de famine, de persécutions politiques et religieuses, la dictature autorise la visite d'un leader spirituel américain : Bill Graham. Malgré l'opposition du Président Reagan aux États-Unis, le pasteur avait accepté faire une visite dans le bloc soviétique. L'administration Reagan était informée que cette visite serait transformée en instrument de propagande par les Soviets : et c'est exactement ce qui s'est passé. En Roumanie, plus de 150.000 personnes<sup>555</sup> sont sorties dans les rues pour « écouter l'Américain » et cet événement a été transformé en une énorme action de propagande au niveau mondial, mais surtout dans le pays. Comme on peut le voir sur les photos, Ion Popescu était la « main invisible de la Securitate » - il était l'organisateur principal et toujours à proximité du pasteur Graham.

Grace à ses connections, Popescu s'était entouré de ses anciens « collègues » : un autre directeur de la BIR, Ilie Şimon, gendre du général Ilie Ceauşescu était un ancien activiste du Parti Communiste au sein du ministère des Affaires étrangères e, selon plusieurs sources, ancien officier d'espionnage aux États-Unis. Nicu Stoica, directeur, Iulian Velicu, directeur adjoint, Liviu Lapusan, conseiller juridique et Rudolf « Rudi » Rotaru, responsable du département des relations publiques – tous étaient d'anciens officiers pour le service d'espionnage de Ceauşescu. C'était presque officiellement LA banque de la Securitate.

« Au début de 1996, l'Assemblée Générale des Actionnaires (AGA) a nommé le nouveau conseil d'administration de la banque dans lequel deux membres de l'Église Orthodoxe Roumaine (BOR) ont été cooptés : Sa Sainteté académicien Nestor Vornicescu, métropolitain d'Olténie, et Sa Sainteté Nifon, évêque de Călăraşi et Slobozia "Le Conseil comprenait également Virgil Leancu, le président de la SNCFR, Nicolae Cristea, directeur général de la Loterie nationale, Eugen Bar, directeur général de Romtrans. »<sup>556</sup>

Parmi les autres noms associés à la Banque Internationale des Religions, on retrouve Alexandru Dinulescu, ancien personnage de la banque Bankcoop, Vasile Secares, ex-vice-

---

<sup>555</sup> Bill Graham's website

<sup>556</sup> « Assablée Générale des Actionnaires du BIR », Adevarul de Cluj, 29 iunie 2000, pag. 12

président à Exim Bank, Valeriu Munteanu, ancien directeur de Credit Bank, Marian Albu trésorier de la Fédération Roumaine de Football, Iulian Cretu adjoint au maire de la capitale.

Les clients sont des compagnies qui ont eu un historique de fonctionnement de type clientéliste, des compagnies « abonnées » aux contrats avec l'État : Vinalcool SA, SIF Oltenia, ou les actionnaires : SNCFR, Loteria Nationala, Posta Romana.

Les problèmes de la banque ont été déclenchés par une situation inédite en 1996 : la police a découvert que dans le milieu infractionnel - le marché noir - une offre de vente de 10 kg de diamants était proposée. L'attention des médias est alors rapidement attirée. La banque rentre dans le « spot » et les informations concernant la structure de la banque, la politique de crédit et les actionnaires sont devenues très visibles dans une période très sensible. L'année 1996 avait porté un double poids : c'était l'année électorale et l'année au cours de laquelle la crise économique avait fortement touché les revenus des Roumains. Des années plus tard, dans le processus de la faillite de la banque, le liquidateur bancaire avait communiqué publiquement l'information selon laquelle la valeur des diamants avoisinait 70.000 dollars, selon une expertise faite par des spécialistes en Belgique. Les informations concernant la faillite des banques sont généralement très réduites à cause du grand nombre de PPEs impliquées.

Le Parti antisémite, nationaliste et ouvertement élogieux à l'adresse de Ceaușescu s'était fortement impliqué pour soutenir la direction de la Banque Internationale des Religions. En effet, PRM était le « bras » politique de la Securitate. Le président du PRM, Corneliu Vadim Tudor, était l'un des anciens « ménestrels » personnels du dictateur et de sa femme. Vadim Tudor était fortement opposé à la corruption qu'il attribuait à la démocratie, par opposition à la « dictature, plus dure, mais plus honnête ».

BIR était une banque dirigée par d'anciens membres de la Securitate et qui travaillait pour les intérêts des membres de la Securitate en business et dans la vie politique. Un rapport des services des renseignements allemands – BND – réalisé en 1999 décrit le réseau secret de Vladimir Poutine pour blanchiment d'argent. La compagnie allemande SPAG, dans laquelle Poutine était membre du conseil d'administration, a utilisé la Banque Internationale des Religions pour blanchir l'argent.<sup>557</sup>

Donc ce n'est pas du tout surprenant que PRM ait déclenché une campagne médiatique et politique pour déculpabiliser l'opinion publique grâce à l'un de ses députés les plus connus : Radu

---

<sup>557</sup> « Putin sat on board of firm in Russian mafia inquiry », Irish Times, 15th may 2003

Ciuceanu. Il avait accusé trois hommes politiques – ministre de la Justice, Valeriu Stoica, Calin Alexandru-Zamfirescu, président de l'Union des Avocats et Arin Stanescu, avocat partenaire du Zamfirescu – de connivence avec la Banque Nationale, d'avoir mis en scène une régie pour mettre en faute toutes les banques qui auraient cherché avec du capital roumain à « vendre » le pays et le peuple aux étrangers. En tant que parlementaire, avec le soutien de son parti et de ses collègues, il a fait une campagne médiatique si forte que la Banque Nationale de Roumanie, dirigée par l'omnipotent et omniprésent gouverneur Mugur Isărescu, lui-même soupçonné de nourrir des liens très étroits avec la Securitate, a dû réagir. La prise de position de la Banque Nationale a peut-être été à ce moment-là l'un des plus dures de l'histoire de l'institution et le Procureur de la République à l'époque, Tanase Joita, a été prié de ne pas se laisser persuader d'annuler le processus de faillite. « La Banque nationale, dans une note adressée au procureur général de Roumanie, a demandé le retrait du recours en annulation déclaré contre la condamnation civile de la Banque Internationale des Religions. À cet égard, outre un moyen formel mais juridiquement essentiel, à savoir que le recours en annulation a été introduit hors délai, la note est a souligné que l'appel contient des conclusions fondées sur de graves erreurs. Le procureur général s'est approprié les plaintes, d'anciens dirigeants ou des actionnaires de la banque, qui ont déformé et caché la vérité sur la Banque Internationale des Religions. Un rôle majeur dans la distorsion des réalités liées à la faillite du BIR et a assumé le président de la Commission de la Recherche des abus, corruption et pétitions à la Chambre des députés, M. Radu Ciuceanu. Il a propagé en public dans vraisemblablement, les conclusions d'une enquête subjective, fondées sur des enquêtes sommaires, susceptibles de mettre en péril le rôle de la Banque dans le développement de l'économie de marché et la réforme du système bancaire roumain. »<sup>558</sup> En apportant la preuve des actes de contrôle pendant la période 1997 – 2002, BNR informe que la Banque Internationale des Religions a pratiqué « le vol à crédit » : des millions de dollars accordés sans garantie ou avec des garanties insuffisantes, le manque total de contrôle sur la récupération des crédits restantes et l'incapacité d'attirer plus de capital afin de surpasser la crise d'argent liquide. « Pour résoudre la crise de liquidité, la Banque internationale des religions a tenté à plusieurs reprises d'attirer diverses sources en vue d'augmenter le capital social. Par la suite, à partir de l'automne 1999, la direction de la banque a proposé l'augmentation de capital de 200 milliards de lei par les actionnaires existants, le rachat de la banque par la Banque populaire roumaine, puis par le groupe Jaquila. Enfin, le Centre Écuménique

---

<sup>558</sup> Declarația CA al BNR, 30.06.2002, bnr.ro

International a tenté de lever des capitaux grâce à une opération inhabituelle. Fondamentalement, le centre devait être parrainé avec un montant en espèces de 20 millions de dollars provenant de l'étranger. À la date de la première procédure de faillite, le représentant légal de la Banque internationale des religions a été tenté de tromper le tribunal en faisant valoir que le montant avait déjà été reçu. Mais il n'avait pas été reçu. Toutes les tentatives du BIR pour se sauver ont échoué. La faillite était inévitable. »<sup>559</sup> Selon plusieurs articles dans les médias, l'avocat du groupe Jaquila Group PLC était Adina Bogza, la femme d'un ancien vice-gouverneur de la Banque Nationale.

Alors que l'opinion publique était partagée entre les manipulations des anciens spécialistes en désinformation et la guerre psychologique, il semble que la Justice allait changer le trajet de l'histoire de la faillite du BIR : les procureurs de la nouvelle Direction Nationale Anticorruption ont pris en flagrant délit un très haut conseiller au niveau du Cabinet Adrian Năstase – Fănel Păvălache : « Dans la nuit du 18 au 19 octobre 2002, Fănel Păvălache, un employé du Secrétariat général du gouvernement roumain dirigé par le ministre Șerban Mihăilescu, a été arrêté et accusé de trafic d'influence. Selon les procureurs chargés de l'enquête, il avait demandé un pot-de-vin de 4 millions de dollars américains à l'ancien président de la Banque internationale des religions, Ion Popescu, afin d'influer sur une décision judiciaire favorable au processus de liquidation de la banque. Rappelant la définition de la crise exposée dans l'introduction de ce livre, l'arrestation de Păvălache immédiatement après avoir reçu 20 000 dollars US (à titre d'avance sur les quatre millions prétendument demandés), a déclenché une grave crise d'image et de crédibilité pour le gouvernement. »<sup>560</sup>

Deux juges du tribunal du Bucarest ont été mis en accusation pour des faits de corruption : Maria Năvală et Negru Cristina. Elles auraient dû envisager de changer les compagnies en charge de la liquidation judiciaire de la Banque Nationale de Religions : SC Reconvertie și Valorificare Active SA (RVA) și SC Romcontrol In Partners SA.<sup>561</sup>

Le cas est symbolique de la lutte entre le « Palais Présidentiel », du Président Iliescu, et le « Palais du Premier Ministre », Adrian Năstase. Les médias ont commencé à dévoiler les relations de clientélisme au sein du Cabinet Năstase. « Fănel Păvălache est propriétaire et administrateur

---

<sup>559</sup> Declarația CA al BNR, 30.06.2002, bnr.ro

<sup>560</sup> APAHIDEANU Ionut, and JINGA Bianca in *Crisis Management in Transitional Societies: The Romanian Experience*, Editors: Iulian Chifu and Britta Ramberg, Crisis Management Europe Research Program, Volume 33, 2007, page 153

<sup>561</sup> Ministerul Public, Parchetul Național Anticorupție, Compartimentul De Informare Publică Și Relații Cu Presa, Nr. 39/PNA/31 martie 2003



des sociétés de liquidation et de réorganisation judiciaire Iancina Tulcea et Consulting Mileniul 3 Bucarest. Il a été impliqué dans la liquidation de la Banque Columna et, à un moment donné, dans celle de la société roumaine de pêche océanique Tulcea. Fănel Păvălache est membre du PSD et dans la ville où il est parti, Tulcea, il est bien connu que, lors de la campagne électorale, il a contribué des sommes importantes au succès du parti au pouvoir aux élections ». <sup>562</sup> Pas de doutes ici : Păvălache était actionnaire dans la compagnie Mileniul 3 Consulting qui faisait concurrence au RVA. Plus tard il est devenu clair que Păvălache avait été dénoncé par Ion Popescu.

La situation a pris une tellement ampleur qu'elle a « nécessité » la destruction de la crédibilité du Gouvernement. L'intervention de la politique dans les deux bords de cette affaire qui, normalement, aurait dû n'être gérée que par la Justice est prouvée de façon encore plus évidente par le fait que Ion Popescu, ancien directeur du BIR a rencontré le Président la République en secret quelques jours avant de verser le pot de vin : « Avant la crise, le 15 octobre 2002, Ion Popescu, ancien président de l'IBR soi-disant (il faut souligner qu'il n'a jamais été officiellement admis) a rendu visite au président Iliescu en se plaignant que Fănel Păvălache, un employé du Secrétariat général du gouvernement, lui avait demandé un pot-de-vin afin de faciliter l'annulation du processus de liquidation judiciaire de l'IBR. Selon les mêmes sources non officielles (Levant, 2002b), le conseiller présidentiel Ioan Talpeș a informé des personnes proches de lui travaillant au sein de l'ONAP, de sorte que plus tard Ion Popescu, avec Nicoleta Gema Bobârnea, a dénoncé la revendication de Păvălache auprès de l'ONAP. Par la suite, les procureurs, accompagnés d'officiers du service de renseignement roumain (SRI), ont prévu de le prendre en flagrant délit de réception de pot-de-vin. » <sup>563</sup> La Justice avait tellement peur dans ces années-là qu' « un geste sans précédent a eu lieu le 25 octobre, lorsque tous les magistrats du Tribunal de Bucarest ont refusé de participer à deux procès entre la Banque nationale de Roumanie et la Banque Internationale des Religions en raison de la sur popularisation de l'affaire. Il est à noter qu'un titre de journal central parlait d'un soi-disant "effet Păvălache", signifiant la crainte des magistrats de présider ce procès controversé » <sup>564</sup>

---

<sup>562</sup> « Fanel Pavalache, consilierul lui Serban Mihailescu - arestat pentru spaga », Adevarul 21 octombrie 2002

<sup>563</sup> APAHIDEANU Ionut, and JINGA Bianca in *Crisis Management in Transitional Societies: The Romanian Experience*, Editors: Iulian Chifu and Britta Ramberg, Crisis Management Europe Research Program, Volume 33, 2007, page 159

<sup>564</sup> APAHIDEANU Ionut, and JINGA Bianca in *Crisis Management in Transitional Societies: The Romanian Experience*, Editors: Iulian Chifu and Britta Ramberg, Crisis Management Europe Research Program, Volume 33, 2007, page 161

Le conflit entre deux réseaux de type clientéliste nous montre que la Justice n'était qu'un instrument pour gérer le rapport de puissance au centre du pouvoir. En effet, les politiques ont tantôt freiné, tantôt accéléré l'acte de Justice, pour satisfaire des intérêts purement clientélistes.

Popescu n'était pas innocent comme il l'avait toujours soutenu, Păvălache et ses proches non plus. Et d'autres gens se sont ajoutés à la liste des personnes corrompues : parmi les personnes les plus exposées politiquement, on compte la famille du député de l'Opposition Maria Savrositu, Dinel Staicu, ancien membre de la Milice de la dictature, ou un homme d'affaires d'Afrique du Sud et des États-Unis, Manfred J. Zachel, président de Interbanking & Brokers Investment Inc.

Manfred J. Zachel s'est rendu en Roumanie en 1995 et a été présenté à la direction du BIR comme un partenaire d'affaires très important avec qui a été créée une entreprise commune, Interfinbrok Corporation SA, en Roumanie<sup>565</sup>. Dans la dépêche de presse de l'agence américaine de presse UPI, Popescu avait déclaré que la direction de la Banque Internationale des Religions avait convenu d'un prêt avoisinant 150 millions de dollars.

Mais le financement aurait été fait à travers la filiale africaine du groupe Interbanking & Brokers Investment Inc., localisée au Swaziland, un choix questionnable en termes de transparence et de crédibilité institutionnelle : le petit pays africain de 1,1 millions d'habitants est une monarchie absolue. Malgré cela, le partenariat a été salué au plus haut niveau de la politique roumaine par le conseiller économique du Président Ion Iliescu, Misu Negritoiu, qui a nommé l'association et l'injection de capital « un miracle comment sont-ils apparus dans cette période de l'année ».<sup>566</sup>

Une année plus tard, Manfred J. Zachel écrivait sur son blogue<sup>567</sup> que la Police en Sud-Afrique lui avait confisqué à travers plusieurs perquisitions plus de 6.000 documents, tous les ordinateurs, des téléphones à satellite<sup>568</sup>, une impressionnante somme d'argent en « 5 Certificats d'Or Péruviens d'une valeur de 7 milliards de dollars, DM 5,650, \$3,600, 5,000\$ en dollars de Hongkong et Singapour, \$16,000, R36,000 et approximativement £20,000 en monnaie de Roumanie, Tchéquie, Russie et Japon ». Il mentionne une conspiration des autorités locales pour le déposséder d'une fortune de « \$600 millions dollars avec lesquels elles savaient [qu'il allait] créer une banque étrangère en Allemagne. » Manfred J. Zachel écrit aussi qu'il a été la cible de

---

<sup>565</sup> RODINA Vladimir, « U.S. investment group joins Romanian bank », UPI Archives, July 7, 1995

<sup>566</sup> RODINA Vladimir, « U.S. investment group joins Romanian bank », UPI Archives, July 7, 1995

<sup>567</sup> <https://mjzachel.blogspot.com/2005/12/report-of-search-of-my-premisses-...2>

<sup>568</sup> Ce type de téléphone à plutôt une utilisation militaire grâce à ses capacités d'encryptage

nombreuses tentatives d'empoisonnement alors qu'il était en prison et qu'il a été blanchi par la Justice en définitive, sans qu'aucune preuve soit publiée.

Ce prêt de 150 millions de dollars, la source africaine de la transaction, le fait que la majorité des gens impliqués ont fait partie ou ont été soupçonnés d'être liés à la Securitate, comme Misu Negritoiu qui a été accusé sans qu'aucune preuve soit produite, nous amène à supposer que les « fonds africains » cachés de Ceauşescu ont été en effet la source de cette transaction.

En Roumanie, la compagnie issue de cette association est une pépinière de liens de clientélisme et de personnes politiquement exposées. « La famille Stavrositu fait affaire avec les anciens conseillers et proches du Président Ion Iliescu. On retrouve ici Ion Popescu, l'ancien colonel DIE devenu président du BIR, visiblement écarté des poursuites pénales en 2008, au motif qu'il n'y avait pas de détournement de fonds, avec 0,45% des parts d'Interfinbrok Corporation; Nicolae Cintează, nul autre que le chef du service de surveillance de la Banque nationale de Roumanie, avec 0,1125%; Vasile Secăreş, avec 0,225% d'Interfinbrok, a été conseiller présidentiel d'Ion Iliescu, dans la période 1990-1992, ancien recteur de l'École nationale d'études politiques et administratives (SNPSA), qu'il a quitté en 2004 après avoir été accusé de détournement de fonds de 10 milliards de lei, un officier de la Securitate, selon Mircea Răceanu et membre fondateur du FSN, mais aussi vice-président de l'Eximbank, jusqu'en 1997; Lucian Burghilea, avec 0,025% de la société familiale Stavrositu, est l'ancien chef du bureau d'investissement de la compagnie d'assurance Astra, arrêté en 2002 pour complicité de détournement de fonds dans l'énorme scandale de faillite de la Banca Romana de Scont; Constantin Grigore Săraru, plus connu sous le nom de Dinu Săraru, l'ancien dirigeant communiste, proche d'Ion Iliescu, très actif dans la période immédiatement après décembre 1989, qui détient également 0,225% d'Interfinbrok; Valentin Eugen Daeanu, ancien conseiller du président du BIR, avec 0,3% des parts; Caius Filimon, avec 0,45%, a également enquêté dans l'affaire de la faillite du BIR, par la suite retiré des poursuites pénales ; le camerounais Joseph Noupadja, également célèbre après le vol de la compagnie d'assurances Metropol, par lequel il a fait du tort à des milliers de Roumains avec plus de 5.000.000 dollars, mais aussi pour l'étrange affaire qu'il mène dans la zone franche de Constanţa ; Le Centre Ecuménique National, avec 0,75% des parts d'Interfinbrok, est l'entité qui a fondé la Banque internationale des religions, fondée par Ion Popescu, le chef de l'entreprise BIR et dirigée par Dinu Săraru, le cousin du dernier; Provitas SA, avec 12% d'Interfinbrok, société d'assurances actionnaire du BIR, a été dissoute en 2006, sa direction comprend le même Ion Popescu, mais aussi Vasile

Gică (également actionnaire de l'Interfinbrok de la famille Stavrositu), Raul Alexandru Doicescu (autre nom très intéressant, associé à Adriean Videanu, mais aussi à Sida Ionescu) et Elisabeth Roze Marie Neagu. ». <sup>569</sup> Le mari et le frère de la députée Maria Stavrositu étaient liés cette compagnie, alors qu'elle soutenait publiquement le Parti Démocrate, parti qui menait une opposition très dure contre le parti du Président Ion Iliescu.

Le changement de pouvoir et les nouvelles réformes dans la Justice apportées après 2005 ont eu comme conséquence la poursuite pénale et la sanction des gens impliqués dans la faillite de la Banque Internationale des Religions. L'État a payé 75,1 millions de dollars en dommages aux déposants, selon un Rapport du 2004.

Fănel Păvălache a été condamné à six ans de prison ferme, mais il a été libéré après 3 années et 7 mois. <sup>570</sup> CEDO a condamné l'État Roumain des années plus tard pour l'avoir exposé à la fumée de cigarettes en prison. Maria Năvală, juge complice dans l'affaire a été exclue de la magistrature une année plus tard <sup>571</sup>. Negru Cristina, juge au Tribunal de Bucarest, a gardé son poste dans la magistrature.

Dinel Staicu, ancien membre de la Milice de la Dictature, qui avait obtenu illégalement plus de 10 millions de dollars en crédit avec la complicité de la direction de la banque a été condamné à 12 années de prison ferme. Quelques années plus tard, il a été libéré au motif suivant : « le condamné qui a purgé la fraction de la peine obligatoirement prévue par la loi, est discipliné, diligent dans son travail et apporte des preuves solides de correction, en tenant compte de son casier judiciaire. » <sup>572</sup>

Ion Popescu a été condamné, en 2011, à sept années de prison ferme, tandis que les autres directeurs ont été soumis à des sentences plus clémentes. Dans un petit village que Popescu a considéré comme le « centre spirituel du monde » et où il a fondé le Centre Œcuménique une rue a été baptisée de son nom en son honneur. <sup>573</sup> Au terme de ses années de prison, il clame toujours son innocence.

---

<sup>569</sup> « Cristian ANTON, Soțul deputatei PDL, paravan pentru dinozaurii finanțelor românești, Familia Stavrositu, asociată cu devalizatorii Băncii Internaționale a Religiiilor », <http://www.atitudineonline.ro>, 23 august 2010

<sup>570</sup> EFRIM Lucia, Decizie CEDO: 10.000 de euro despăgubiri pentru fostul consilier guvernamental Fănel Pavalache, 19.10.2011 Mediafax, <https://www.mediafax.ro/social/decizie-cedo-10-000-de-euro-despagubiri>

<sup>571</sup> « Nume grele din magistratura au fost revocate, miercuri, din functie de CSM,, Judecătoria Maria Navală, data afara din magistratura », Evenimentul Zilei, Joi, 9 septembrie 2004

<sup>572</sup> Sentința penală nr. 2246 din data de 26.07.2018

<sup>573</sup> Hotărârea nr.24 din 20 iunie 2014 privind atribuirea denumirii străzii„dr. Ion POPESCU” unui tronson din strada Armoniei, situată în satul Vulcana-Băi

Le manque de réglementation, le climat politique dominé par l'incertitude et la corruption, l'inexpérience dans le monde financier, ces facteurs ont contribué à la « fluidité négative » du marché bancaire. Les grandes banques se sont impliquées timidement en Roumanie, cependant que des « investisseurs – aventuriers » qui considéraient les banques comme un moyen de faire de l'argent rapidement et sans engagement de responsabilité ont plongé dans le « business ». Dans ce paysage, on a une distinction très claire : des banques, qui devaient suivre un procès d'autorisation de la part de Banque Nationale de Roumanie et des prétendues banques – des coopératives de crédit qui étaient en réalité des sociétés commerciales opérant comme des banques mais sans aucun contrôle.

On pourrait prouver les effets du clientélisme politique par l'indulgence avec laquelle les autorités ont agi dans le cas de certaines banques malgré beaucoup de signes de « maladie » financière. Dans d'autres cas, la réaction a été plus prompte. C'est important de mentionner que ça a fluctué en fonction du pouvoir politique. Si le pouvoir avait intérêt à accélérer, par exemple, une procédure de contrôle, elle démarrait dans les plus brefs délais. Deux petites banques qui avaient violé les réglementations bancaires été privées de leur licence d'activité enlevé pour exemple. Alors que les entités bancaires Euro Expres Bank S.A. et Banque Commerciale Fortuna SA avaient reçu le droit d'activer respectivement en avril 1996 et juin 1995, à la suite de contrôles concernant "concernant la légalité des opérations effectuées, la Banque Nationale ont constaté qu'aucune opération bancaire n'avait été effectuée et leur licence leur a été après 13 mois plus tard.<sup>574</sup>

D'où l'observation suivante : « En comparaison avec d'autres pays en transition qui ont adopté un système bancaire à deux vitesses, la Roumanie a progressé tout à fait en douceur. Cependant, il y en a eu de sérieux problèmes. En 1996, Banca Dacia Felix et Credit Bank ont été liquidées, et Banca Comerciala « Fortuna » a vu sa licence révoquée, tout comme Euro Express Bank en 1997. »<sup>575</sup>

Ça n'a pas été le cas des banques porteuses des intérêts de la Russie et de ses (anciens) officiers du KGB. Cette-fois ci, leur implication a été officielle dans la Coopérative Banca Populară Română, Banca Unirea (re-nommée Nova Bank).

---

<sup>574</sup> Monitorul Oficial, partie I no. 81 du 5 mai 1997 et Décision no. 3/1996 concernant le retrait de l'agrément de Banca Comerciala Fortuna - S.A. Modifications Monitorul Oficial Partie I no. 146 du 11 juillet 1996

<sup>575</sup> Source: Nations in Transit - 2000-2001, Civil Society, Democracy and Markets in East Central Europe and Newly Independent States, par Alexander Motyl · 2020, page 308

Créée en 1996, année électorale, la coopérative bancaire Banca Populară Română a été dirigée par Emil Botea, personnage au passé inconnu. En trois ans, l'entité a réussi à attirer entre 400.000 et 500.000 clients<sup>576</sup>, à la suite d'une campagne médiatique en 1998 qui offrait 80% de taux d'intérêt aux économies. Le profit réalisé à l'époque est impressionnant : « BPR a obtenu, en 1999, un bénéfice brut de 3,8 milliards de lei, en augmentation par rapport au bénéfice de 888 millions de lei réalisé en 1998. »<sup>577</sup> Depuis 1999, Botea visait à créer ou à acquérir une vraie banque. La raison : les nouvelles réglementations du marché financier qui étaient plus strictes<sup>578</sup>. Botea dirigeait environ 2,4 millions de dollars dans les comptes d'une autre banque, récemment créée et peu connue à l'époque : Banca Unirea. L'opération est approuvée en 1999 : BPR obtient l'autorisation de la Banque Nationale de la Roumanie de devenir actionnaire de la banque : Banca Unirea. Botea devient président des deux structures en même temps<sup>579</sup>.

La Banque Unirea était, selon une multitude de sources publiques, une « banque du parti social – démocrate ». La banque avait été lancée en 1996 par le FPP / SIF Moldavie parmi lequel des gens qui gravitaient autour du PDSR et d'un homme politique et homme d'affaires, Corneliu Iacobov. Les actionnaires de la Banque Unirea représentaient deux sources de corruption institutionnelle : FPP Moldavie, contrôlé par Iacobov, et la Syndicat CNSLR Fratia, une union à des salariés mêlés en scandales de corruption.

La Banque a alors connu des difficultés et avait besoin d'une injection de capital. Selon les médias, la banque avait plus de 50% d'endettement envers une seule compagnie – Digicom, contrôlée par Liviu Tudor, un proche du « groupement Hrebenciuc », comment les médias le nommaient. C'est lui, Liviu Tudor, aurait « convaincu » la Banca Populară Romana d'investir dans la Banca Unirea pour la sauver de la faillite, ce qu'a confirmé Cristian Burci, homme d'affaires et patron des journaux et télévisions.<sup>580</sup> La structure des actionnaires a changé : Banca Populara Romana - 57%, SIF Moldova - 11%, Amerom (Prima TV) - 3% et 300 personnes physiques.<sup>581</sup>

---

<sup>576</sup> « Banca Populara Romana, intre proiecte si realitate », Ziarul Financiar, 09.06.2000, <https://www.zf.ro/analiza/banca-populara-romana-intre-proiecte-si-realitate>

<sup>577</sup> « Banca Populara Romana, intre proiecte si realitate », Ziarul Financiar, 09.06.2000, <https://www.zf.ro/analiza/banca-populara-romana-intre-proiecte-si-realitate>

<sup>578</sup> « Banca Populara Romana, intre proiecte si realitate », Ziarul Financiar, 09.06.2000, <https://www.zf.ro/analiza/banca-populara-romana-intre-proiecte-si-realitate>

<sup>579</sup> Unirea.ro, prezentarea generala, 1999

<sup>580</sup> « Banca Populara Romana, intre proiecte si realitate », Ziarul Financiar, 09.06.2000, <https://www.zf.ro/analiza/banca-populara-romana-intre-proiecte-si-realitate>

<sup>581</sup> « Unirea spera sa fie prima banca care sa scape de faliment », Ziarul Financiar, 29.06.2000, <https://www.zf.ro/banci-si-asigurari/unirea-spera-sa-fie-prima-banca-care-sa-scape-de-faliment-3000427>

Le mois de juin 2000 débute avec une terrible nouvelle e pour les presque un demi-million de clients de la Banca Populară Română : la banque n'accepte plus de laisser ses clients retirer leurs économies.

Une lettre envoyée par le ministre des Finances au Fonds Monétaire International la même année dévoile la raison e l'incapacité d'action des autorités: « Par la suite, l'inquiétude de l'investisseur s'est tournée vers le secteur financier non bancaire et le 5 juin, Banca Populară Română - qui n'était en fait, malgré son nom, qu'une Coopérative de Crédit qui n'était soumise à aucun type de surveillance financière - a cessé ses activités et n'était ainsi plus en mesure de satisfaire les demandes de retrait des comptes d'économies. La Banca Populară Română était de loin la plus grande coopérative de crédit avec un actif total estimé à environ 800 milliards de lei à la fin de mars 2000. Pendant ce temps, les marchés monétaires et de change intérieurs sont restés calmes. »<sup>582</sup>

Quelques mois plus tard, Botea a annoncé que Banca Unirea allait fusionner par absorption avec la Banca Populara Romana, malgré le fait que BPR détenait le paquet majoritaire d'actions à Unirea<sup>583</sup>. L'affaire est conclue en 2000 – BPR entre en faillite et Banca Unirea devient « l'héritier ».

Mais quelques mois plus tard, c'est la surprise : Banca Unirea annonce la faillite. Pour « se sauver », elle accepte une injection de capitaux de 1,5 millions de dollars d'une compagnie russe située en Suisse : Alpur et de la Banque d'Investissement et Technologie de Moscou. C'est alors qu'interviennent les « anciens » hauts officiers du KGB.

A la suite de cela, Banca Unirea change de patron,de nom et devient Nova Bank.

« Armen Goutchian s'est réfugié en Roumanie parce qu'il était impliqué dans une escroquerie à grande échelle visant à frauder un fonds de pension russe via le groupe d'investissement russe MMM. L'activité était, à l'époque, un pic financier majeur en Russie. Afin de se débarrasser de ceux qu'il avait escroqués, Armen a été déclaré mort et a quitté le pays pour la Roumanie. Pour des raisons de protection, il a ensuite changé son nom en Călin Armen, après son mariage avec la roumaine Georgeta Călin. Après avoir trompé plusieurs entreprises avec plusieurs milliards de lei, l'une des entreprises prospères d'Armen sur le marché national des pics

---

<sup>582</sup> “Fondul Monetar Internațional - FMI, Aranjamentul stand-by - revizuire din 07.06.2000”, Text publicat în Monitorul Oficial, Partea I nr. 422 din 01 septembrie 2000,

<sup>583</sup> « Banca Populara Romana va fipreluata de catre o alta banca », Mediafax - 03:00, 1 iunie 2001

était la Popular Leasing Company (CPL) créée en 1999, basée à la même adresse que la coopérative de crédit des banques populaires roumaines (BPR). C'est ainsi qu'il apparaît avec Emil Botea, le président de la coopérative de Crédit Banca Populară Româna, mais aussi le président du conseil d'administration de la Banca Unirea (qui a forcé le rachat de la banque par BPR afin qu'elle puisse plus tard être vendue à un groupe d'hommes d'affaires russes). Le déménagement a été fait par l'intermédiaire de Calin Armen, nommé directeur des relations externe au BPR. Des négociations ont ensuite eu lieu avec des représentants de groupes d'intérêt russes, dirigés par d'anciens officiers du renseignement du KGB et du GRU, ainsi que d'anciens dignitaires soviétiques. Parmi eux, Anatol Bakajef - domicilié en Allemagne, ancien général du KGB et propriétaire d'une société russe (Eltana) avec un correspondant en Roumanie, Vitali Kozliakov - fils d'un ancien général du KGB, ancien ministre en Ukraine et directeur d'un institut des métaux rares, Alexei Voskoboy - ancien conseiller du ministre russe des Affaires étrangères (Ivan Ivanov) et président de l'Association des industriels russes, et Anatoly Patron - président de la banque russe Commercial Bank for Investments and Technologies, établie à Singapour et basée à Moscou, président de Nova Bank (ancienne banque Unirea). Unirea Bank, devenue Nova Bank, après avoir été reprise par les Russes, avait pour objectif avoué d'aider les hommes d'affaires russes. Mais il n'a même pas accordé de prêt et il semble qu'il ait servi à siphonner l'argent qui, en très peu de temps, la banque été mis en faillite »<sup>584</sup>.

Le lancement de la « nouvelle » banque est célébré avec une participation au plus haut niveau de l'État roumain : le Président Ion Iliescu, Mircea Geaona, ministre des Affaires Étrangères et le secrétaire du Parti Social-Démocrate, Cosmin Gusa. Mircea Geaona est présentement le numéro 2 dans l'organisme de l'OTAN. « L'influence du groupe d'investisseurs russes s'est également vue lundi soir au moment de la relance officielle de la banque. Le Président Ion Iliescu, le ministre roumain des Affaires étrangères Mircea Geoana et le secrétaire général du parti au pouvoir Cozmin Gusa sont venus saluer les investisseurs russes et leur souhaiter de bonnes affaires. »<sup>585</sup>

Une année plus tard, à la suite d'un transfert bancaire international, une opération dont les détails n'ont jamais été rendus publics, la Banque Nationale de Roumanie a retiré la licence de

---

<sup>584</sup> AGENȚI RUȘI – OBIECTIVE STRATEGICE ȘI ECONOMICE ÎN ROMÂNIA ȘI MOLDOVA PRELUATE DE COMPANIILE RUSEȘTI, Sorin Ozon, 2018, [https://linx.crji.org/en\\_US/agenti-rusi/](https://linx.crji.org/en_US/agenti-rusi/)

<sup>585</sup> « Rusii s-au instalat la Unirea », 11.12.2002, 00:00 57, Ziarul Financiar, 11 decembre 2002, <https://www.zf.ro/banci-si-asigurari/rusii-s-au-instalat-la-unirea-2990609>



fonctionnement et forcé la mise en faillite de Nova Bank. Cet évènement présente lui aussi une empreinte typique de clientélisme, de corruption et d'immixtion de gens liés au KGB.

Ce type de « vol à crédit » s'est déroulé de façon presque similaire dans la Banque Turque – Roumaine (BTR) et la Banca Albina. D'autres, comme la banque Banca Carpatica, ont été impliquées dans d'autres types de problèmes. Mais, dans tous les cas on peut dire qu'il y avait des ficelles politiques.

La situation de la banque Albina (abeille, en roumain) est très simple : créée en 1996, par un « investisseur » italien, Giovanni Giovanardi, elle est mise en faillite en 1999, par la même personne. La méthode utilisée : il s'est accordé le plus de crédits possibles de la part de la banque au profit de ses propres sociétés. « La banque Albina a prêté d'argent avec un taux d'intérêt de 400% la partie du CEC (note de l'auteur : une banque d'état) et 300% de la banque Bankoop (note de l'auteur : la banque contrôlée par la famille Păunescu). »<sup>586</sup> Selon le liquidateur judiciaire, il était clair qu'il n'avait pas l'intention de rendre l'argent. Malgré les inspections régulières faites par la Banque Nationale, dans le Rapport annuel il n'y a aucune mention de cela avant 1999, l'année de la faillite.

Une autre affaire politico – financière est le cas de la Banca Turco – Romana (Banque Turque – Roumaine), dont l'actionnaire principal était la famille Çörtük : le père Kamuran, son fils et sa fille, tous représentaient le groupe Baydir. Parce que le procès a été mené par un tribunal britannique, les documents sont devenus publics. Il a été révélé que la Banque avait crédité le groupe Baydir de plus de 108 millions de dollars et 14 millions d'euros, sous le contrôle de la famille dont la compagnie a refusé par la suite de rembourser le crédit. Ils ont également utilisé les fonds de la banque pour des achats personnels. La Banque Nationale de la Roumanie a déclaré la faillite de la BTR en 2002 et a déposé une plainte pénale. Le père Çörtük a été condamné à 10 et demi de prison mais il y a échappé aux États – Unis.<sup>587</sup>

Deux autres banques ont fait la une des journaux à cause de leurs relations avec des personnes politiquement exposées. Banca Carpatica : l'actionnaire principal et directeur, Ilie Carabulea, a été mis en prison pour malversations financières. La banque Carpatica était sur une

---

<sup>586</sup> « România furată Băncile SRL din anii '90 și paguba de 500 de milioane de dolari », 12.04.2016 20:58, Digi TV, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-bancile-srl-din-anii-90-si-paguba-de-500-de-milioane-de-dolari-506196>

<sup>587</sup> Case No: CL-2017-000700 In the High Court Of Justice Business And Property Courts Of England And Wales Queen's Bench Division Commercial Court Royal Courts Of Justice Rolls Building, Fetter Lane, London, Ec4a 1nl Date: 28 March 2018

penne descendante. Pour donner suite aux mesures prises par la Banque Nationale Roumaine, l'actionnaire du Carpatica a vu ses droits de votes suspendus et les actionnaires minoritaires ont décidé la fusion avec une banque locale gérée par des gens très bien connectés aux politiques. La banque Patria avait parmi ses directeurs et actionnaires principaux le Fonds Roumain Américain d'Investissement. Le vice-président de la Banque Nationale, Florin Georgescu, était membre du conseil de ce Fonds d'investissement étroitement lié à des privatisations fortement controversées et suspectées de corruption. L'ancien premier-ministre Theodor Stolojan faisait partie du même conseil.

Chaque faille a pesé dur sur les déposants et les clients de la compagnie. Dans le cas des déposants particuliers, l'État roumain a remboursé tous les dépôts qui atteignaient autour de 20.000 dollars et il a fixé ensuite un plafond à hauteur de 50.000 euros.

Selon la synthèse des paiements effectués entre 2003 et 2008, l'État roumain a payé presque 240 millions de dollars.

- mii USD -

|                                     |                  |
|-------------------------------------|------------------|
| - Banca „Albina”                    | 22.510,4         |
| - Bankcoop                          | 136.020,0        |
| - Banca Internațională a Religiilor | 75.194,0         |
| - Banca Română de Scont             | 262,2            |
| - Banca Turco-Română                | 4.716,2          |
| - Banca „Columna”                   | 5,1              |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>238.707,9</b> |

Figure 44. FDGB, Rapport annuel 2004, page 20 et 2008, page 33

La structure des paiements effectués par l'état roumain à travers le Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires montre que les banques les plus exposées politiquement ont coûté le plus cher : Bankcoop en tête de la liste.

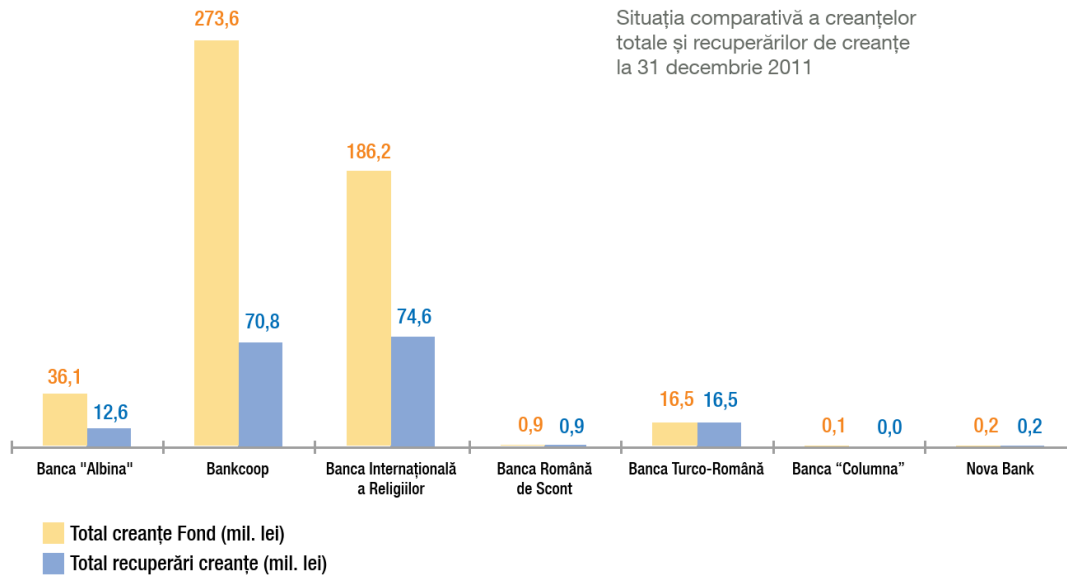


Figure 45. Rapport Annuel 2011, FGDR, page 47

Les faillites bancaires sont un effet de la complicité corrompue et, en même temps, du manque total d'expérience des autorités pour gérer la situation. Les faillites ont été précédées par les jeux pyramidaux, parmi les plus grandes : Caritas, SAFI, Delfinul et Gerald. Entre 1990 et 1994, plus de 32 de sociétés ont organisé des jeux pyramidaux.<sup>588</sup>

Par exemple, Caritas été le premier jeu qui retournait huit fois la valeur de dépôt. L'ignorance de la population en matière d'éducation financière et la difficulté des conditions de vie ont poussé des millions des gens à déposer leurs économies. Et seuls ceux qui travaillaient dans la politique, dans la police ou dans les Renseignements et les « puissants de jour » avaient retiré, en secret, leurs fortunes huit fois multipliées avant l'effondrement du Fonds. Malgré les évidences de complicité, seulement le patron a été condamné à prison : « L'entreprise qui a donné le ton s'appelait Caritas. Lancé en 1992 à Brașov et déplacé à Cluj, ce projet a réussi à tromper au moins deux millions de Roumains, attirés par le mirage de l'enrichissement rapide. Le fondateur de l'entreprise était Ioan Stoica, un comptable obscur, qui a promis de rendre après seulement trois mois un montant huit fois plus élevé que celui initialement investi. Avec l'effondrement de Caritas

<sup>588</sup> « 25 DE ANI DE CAPITALISM Falimentul Caritas. Schema care a arătat gradul de prostie și de hoție al românilor », 7 aprilie 2015, 18:01, [https://adevarul.ro/news/societate/falimentul-caritas-schema-aratat-gradul-prostie-hotie-romanilor-1\\_5523e366448e03c0fd50459d/index.html](https://adevarul.ro/news/societate/falimentul-caritas-schema-aratat-gradul-prostie-hotie-romanilor-1_5523e366448e03c0fd50459d/index.html)

en 1994, il restait plus de 450 millions de dollars de dettes. » 589 Initialement, Stoica a été condamné à sept années de prison, mais en effet il n’a purgé pas même 18 mois de sa peine.<sup>590</sup> Des années plus tard, Dan Pantea, le chef du service IT du Caritas a annoncé que c’était un officier couvert des services roumains de renseignement et que le directeur du SRI, Virgil Magureanu, l’avait autorisé à s’impliquer dans le jeu pour générer des revenus pour le SRI. Pantea avait publiquement informé qu’il avait reçu la permission d’utiliser le siège de la préfecture locale pour démarrer la publication d’un journal et faire la publicité de Caritas. Virgil Magureanu a nié l’existence d’une telle opération.<sup>591</sup>

Un Fonds qui a présenté la plus grande concentration de clientélisme politique a été SAFI. La compagnie SAFI était administratrice du Fonds Mutuel des Hommes d’Affaires dont la direction de Fonds était composée des gens et des parlementaires les plus influents du Parti National Liberal : Viorel Cataramă, George Danielescu ou Dan Constantinescu. Catarama avait été délateur pour la Securitate. SAFI a été déclaré la faillite en 1996 et plus de 100.000 hommes d’affaires ont perdu leurs économies et aussi l’espoir de recevoir un taux d’intérêt de 40%. Les médias ont remarqué qu’après l’effondrement du SAFI, une banque privée, Libra Bank a été fondée par les même personnes, avec l’ajout d’un membre important : Victor Babiuc, ministre de la Défense à l’époque.<sup>592</sup> Remarquable, la liste de clients du SAFI : Fanel Păvălache, futur conseiller du Gouvernement Năstase, futur liquidateur judiciaire de la Banque Columna de la Securitate.<sup>593</sup> Les compagnies de Păvălache ont obtenu un prêt énorme à l’époque, 1,5 milliards de lei (1,4 millions de dollars 1993) qui n’a jamais été remboursé et qui a été détourné pour des achats personnels.<sup>594</sup>

---

<sup>589</sup> UNGUREANU Bogdan « Milioane de români au pierdut banii! Scandal monstru în Justiție. Ce s-a întâmplat cu banii », 9 decembrie 2019  
<https://www.capital.ro/milioane-de-romani-au-pierdut-banii-scandal-monstru-in-justitie-ce-s-a-intamplat-cu-banii.html>

<sup>590</sup> MAILAT Ciprian « 1,5 miliarde de dolari, bilanțul unui sfert de secol de țepe, Capital », 2 iunie 2015

<sup>591</sup> « 25 DE ANI DE CAPITALISM. Cine a fost în spatele circuitului Caritas: „acoperiți” din SRI-ul lui Măgureanu controlau listele cu câștigători », 8 aprilie 2015, 20:50, Adevarul,  
[https://adevarul.ro/news/societate/25-ani-capitalism-fost-spatele-circuitului-caritas-acoperiti-sri-ul-magureanu-controlau-listele-castigatori-1\\_55255d5a448e03c0fd5f3e87/index.html](https://adevarul.ro/news/societate/25-ani-capitalism-fost-spatele-circuitului-caritas-acoperiti-sri-ul-magureanu-controlau-listele-castigatori-1_55255d5a448e03c0fd5f3e87/index.html)

<sup>592</sup> UNGUREANU Bogdan « Milioane de români au pierdut banii! Scandal monstru în Justiție. Ce s-a întâmplat cu banii », 9 decembrie 2019  
<https://www.capital.ro/milioane-de-romani-au-pierdut-banii-scandal-monstru-in-justitie-ce-s-a-intamplat-cu-banii.html>

<sup>593</sup> IOSEF Marius « Denuntatorul lui Fanel Pavalache, cercetat penal pentru o frauda de trei miliarde », , 10 decembrie 2003, <https://www.curentul.info/actualitate/consilierul-lui-micky-a-dat-un-tun-de-15-mld-la-safi/>

<sup>594</sup> ZARA Ovidiu « Consilierul lui Micky a dat un tun de 1,5 mld. la SAFI », , 21 octombrie 2002, <https://www.curentul.info/actualitate/consilierul-lui-micky-a-dat-un-tun-de-15-mld-la-safi/>

Les faillites de banques ont coûté à l'État roumain 240 millions dollars. Mais la faillite des fonds mutuels et des jeux pyramidaux n'a pas encore été quantifiée. Ce type d'activité a été interdit par la loi ORDONANȚĂ nr.99 du 29 août 2000 par le premier – ministre et gouverneur suspendu de la Banque Nationale de la Roumanie, Mugur Isărescu.

## Section 2

### La politisation totale du système bancaire

La majorité des données analysées et les entrevues avec les anciens premiers ministres nous indiquent qu'une petite minorité de personnes seulement, les « anciens » du régime, avaient connaissance de la structure de la richesse de l'État roumain. La plus grande concentration se trouvait – et se trouve toujours – dans les ressources énergétiques et le système financier d'un pays d'environ 20 millions d'habitants. Ces domaines sont la cible la plus fréquente des cas de corruption politique et de clientélisme.

Il nous apparaît peu probable que les grands détournements d'argent aient pu être commis sans la complicité, au moins tacite, des puissants du jour, qui en ont tiré les profits. La réforme de la Justice et celle du système bancaire se sont faites seulement après que la population s'est retournée contre le parti au pouvoir, en 1996. Les données montrent que dès que l'Opposition a pris le pouvoir, les mêmes pratiques clientélistes ont été perpétuées lors de chaque cycle électoral, « les profiteurs » ayant seulement changé de position.

Chaque progrès a été fait sous la pression des institutions internationales ayant comme but l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. C'est ce qui a poussé à établir une société plus transparente et à se diriger vers un État de Droit.

C'est donc dans ce cadre que l'on analysera l'un des plus grands détournements en Europe pendant la période post communiste : la faillite des banques. La valeur concernée avoisine les 5,9 milliards de dollars – valeur de l'année 2003 et calculée par nos soins, à l'appui de l'évaluation rendue publique en 2006 par la Banque Centrale de la Roumanie, dans son Rapport Annuel sur la stabilité financière.

« Enfin, l'opération de résolution de la situation des banques-problématiques a abouti à la suppression du système bancaire de la plus grande banque publique (Bancorex - qui en octobre 1999 a fusionné par absorption avec le BCR) et la faillite de huit autres petites banques à capitaux privés. Les actifs non performants du bilan de Bancorex ont été transférés à AVAB, et les actifs

viables ont été repris par BCR, qui est devenue la plus grande banque du système, avec une part d'environ 30% de son actif total. La restructuration a conduit à la reprise du rôle d'intermédiation du système et à l'augmentation de la sécurité des déposants dans le système bancaire. Les coûts financiers de la restructuration du secteur bancaire supportés par l'État ont représenté, dans la période 1990 - 2003, 10% du PIB. »<sup>595</sup>

Cette dernière phrase est essentielle et révélatrice, parce qu'officiellement aucun ministre n'a osé formuler cet état de fait : « Les coûts financiers de la restructuration du secteur bancaire supportés par l'État ont représenté, dans la période 1990 - 2003, 10% du PIB. »<sup>596</sup> Le PIB du Roumanie en 2003 était de 59 milliards de dollars.<sup>597</sup> Par conséquent, la valeur des faillites bancaires a coûté à la Roumanie 5,9 milliards de dollars.

Le montant représente plus que l'équivalent du trésor d'or de la Roumanie confisqué par la Russie après 1917 : 93 tonnes d'or<sup>598</sup>. L'évaluation publique faite par la Banque Nationale de la Roumanie en 2019 et confirmée par Cristian Păunescu, le conseiller du gouverneur Mugur Isărescu fait état de 4 milliards d'euros. « De la réserve d'or, seules trois caisses étaient des lingots et le reste des pièces de monnaie. Et nous avons leur inventaire, y compris dans ce deuxième fichier. En plus de la quantité et du poids, la pièce a également une valeur numismatique. Nous les avons donnés en bon état et nous demandons le prix catalogue. Notre avis - concernant uniquement le Trésor de la Banque - est qu'il est d'environ 4 milliards d'euros. Pour la Russie, c'est une somme infime. »<sup>599</sup>

Ce qui apparaît clairement cependant, c'est que la valeur de trois faillites bancaires à cause de la corruption s'élève à 4 milliards d'euros.

Rappelons qu'au lendemain de la Révolution de 1989, la Roumanie était un pays qui n'avait pas de compagnies privées. Tout était contrôlé par l'État qui lui-même était sous le contrôle du Parti Communiste. Le monopole de l'État dans le système bancaire était détenu par cinq banques<sup>600</sup> : Bancorex (fondée en 1968), Banca Agricola (Banque Agricole, fondée en 1872, mais

---

<sup>595</sup> BANCA NAȚIONALĂ A ROMÂNIEI, Raport asupra stabilității financiare 24 mai 2006, page 52

<sup>596</sup> BANCA NAȚIONALĂ A ROMÂNIEI, Raport asupra stabilității financiare 24 mai 2006, page 52

<sup>597</sup> Sources: worldometers.info/gdp/romania-gdp/, World Bank - World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data

<sup>598</sup> “Cristian Păunescu, consilier al Guvernatorului BNR Mugur Isărescu, Tezaurul României - noul dosar din BNR”, BURSA 23 mai 2019, <https://www.bursa.ro/tezaurul-romaniei-noul-dosar-din-bnr-04191735>

<sup>599</sup> “Cristian Păunescu, consilier al Guvernatorului BNR Mugur Isărescu, Tezaurul României - noul dosar din BNR”, BURSA 23 mai 2019, <https://www.bursa.ro/tezaurul-romaniei-noul-dosar-din-bnr-04191735>

<sup>600</sup> Tableau de banques en 1998. Source : Rapport annuel de la Banque Nationale.

avec des transformations pendant les années 1937, 1954 et 1968), CEC (Casa de Economii si Consemnatiuni, 1864), BancPost (1991) et Eximbank (1992).

Bancorex et Banca Agricola sont les banques d'État où les détournements ont eu lieu : au total plus de 4,1 milliards de dollars ont été détournés.

Bancorex était la plus grande banque du pays, elle détenait plus de 50% du volume de transactions du marché. Avant 1989, Bancorex était la banque vouée au commerce externe de la Roumanie et placée sous le contrôle de la Securitate. M. Văcăroiu nous a confirmé que la majorité de gens qui travaillaient avec Bancorex étaient des agents couverts de la Securitate : « Mais il faut être honnête et que je dise que ceux qui travaillaient en Bancorex, parce qu'ils travaillent qu'avec « l'externe », c'était la banque de commerce externe de la Roumanie, dans une proportion de 99,9% étaient des officiers de la Securitate avec une éducation économique d'exception. Tous éduqués au-dehors de la Roumanie, des banquiers professionnels. La banque – c'était important – était une force. Pendant que les autres (allusion sexuelle) étaient très petits, Bancorex véhiculait 3-4 milliards (dollars) par année. »<sup>601</sup>

Bancorex a été la « tirelire » d'une partie de la classe politique, des membres de la Securitate de leurs clients et de leurs patrons. En effet, sans apporter de garanties, ils ont pu obtenir des crédits de centaines de millions de dollars, et dans certains cas, s'en sortir sans retourner l'argent. Les pertes totales s'élèvent à 2,1 – 2,4 milliards de dollars, selon plusieurs sources<sup>602</sup>. Les montants détournés par des crédits sont estimés à environ 1,1 milliards de dollars (1990 – 1996), période pendant laquelle un nombre impressionnant de financements a été accordé.

Dans une mention pour supplémer les financements des petites entreprises, on trouve cachée la valeur de 1,1 milliards de dollars avec la justification de sa provenance : « - de récupération de créances par AVAS et le Ministère de la Justice de 690 entreprises endettées à BANCOREX, pour un montant de 1,1 milliard de dollars », mention faite par un sénateur impliqué dans une commission d'enquête sur les affaires de Bancorex.<sup>603</sup> Le chiffre a été confirmé dans un Rapport rendu public par AVAB la même année.<sup>604</sup>

---

<sup>601</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>602</sup> PĂRVU Mihnea Petru, Radiografia celui mai mare jaf bancar din istoria României. Povestea celor 2,4 miliarde de dolari dispăruți din seiful Bancorex, Evenimentul zilei, 6 august 2019, <https://evz.ro/radiografia-celui-mai-mare-jaf-bancar-din-istoria-romaniei-p>

<sup>603</sup> Marius Marinescu, sénateur PD, projet du Budget National, Position 129, Annexe n3.3/12/02 du 11 novembre 2006

<sup>604</sup> « Rechinii care au devorat Bancorex », "Evenimentul zilei", 16 septembrie 2006



Nous avons demandé aux premiers ministres leurs opinions sur la corruption et la faillite de Bancorex.

Petre Roman qui a été Premier Ministre dans les années suivant la Révolution mais qui a toujours détenu des positions de pouvoir dans l'État roumain s'est prononcé sur la responsabilité du Cabinet Văcăroiu. Selon Roman, après la Coalition à droite qui avait gagné les élections en 1996 et qui était revenue au pouvoir, « le Gouvernement Ciorbea a raté, en grande partie, l'année 1997, malheureusement, parce qu'inévitablement l'administration de l'économie a été faite exactement comme dans le Gouvernement du Văcăroiu qui a mené aux énormes « trous » dans Bancorex et la Banque Agricole et le maintien d'une parité absolument fautive entre le leu et le dollar. »<sup>605</sup>

Roman souligne la grande pression que la situation économique précaire avait générée à cause de la haute inflation qui, à son avis, « n'était pas autre chose que le résultat de ce [qu'ils avaient hérité] de la période précédente. » Le nouveau pouvoir voulait, selon Roman, « redémarrer la relation avec le Fonds Monétaire International, pour redonner une certaine crédibilité au système financier. » Il poursuit ainsi : « (...) et dans ce but il a été convenu dans le programme avec la Banque Mondiale de la fermeture de certaines compagnies d'État qui enregistraient des pertes. C'est comme cela qu'est survenue la fermeture de certaines compagnies avec des pertes comme celles du secteur agricole. A cause du retard de la réforme, les mesures ont été extrêmement dures. Toute réforme en retard a des coûts plus grands qu'une réforme faite en temps. » C'est à ce moment-là que les fraudes bancaires ont demandé l'intervention du gouvernement : pour obtenir des prêts de la part du FMI et de la Banque Mondiale, le gouvernement devait arrêter les prêts frauduleux dans le système bancaire d'État roumain. En effet, Roman pense que si les réformes bancaire et judiciaires avaient été faites bien avant, par le Cabinet Văcăroiu, le pays aurait connu une meilleure situation. Roman a été très ferme dans son opinion : « On ne serait jamais arrivé à cette situation ! Jamais ! Tout d'abord on ne serait jamais arrivé avec ces « trous », ces 4 milliards de dollars en provenance de la Bancorex et Banca Agricola qui ont été dépensés en perte, en subventions ! C'est-à-dire que, pratiquement, nous sommes arrivés en arrière dans le système du Ceaușescu qui était un système qui s'est effondré justement à cause des activités économiques en perte. C'est-à-dire

---

<sup>605</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

des produits manufacturés dont la valeur du marché était plus petite que les coûts de production. »<sup>606</sup>

La privatisation était indispensable, parce que le système politique et économique appelé démocratique fonctionnait encore comme un système de dictature : « Autrement, la privatisation est un désastre plus grand que celui d'auparavant. Celui d'auparavant avait été déjà un désastre, parce que la reprise du cycle infernal de subventionnement caché – donc, Bancorex achetait des matières primes, en spécial d'énergie et la Banca Agricola subventionnait les petites entreprises individuelles agricoles en perte – certainement que ce phénomène économique, identique avec celui de la période du Ceaușescu, a mené vers l'affaiblissement de l'entier échafaudage, la décrédibiliser de l'entier d'État concernant la structure économique. »<sup>607</sup>

Nous avons échangé avec Petre Roman autour de l'idée que cette version était fortement contestée par Nicolae Văcăroiu qui nous a confié que « Bancorex a été détruit parce qu'il représentait un obstacle qui gênait les grandes corporations internationales et des grandes banques », en présentant une situation plus idyllique de Bancorex et en concluant que si Bancorex avait continué d'exister, la situation aurait été plus avantageuse.

À son tour, Petre Roman rejette totalement cette version de l'histoire : « Non. Nous avons essayé par toutes nos forces de sauver Bancorex. Mais, les actions inefficaces, l'accumulation de crédits non-performants... »<sup>608</sup>

Lorsqu'on lui a demandé si l'expression « non-performantes » signifiait “clientélistes”, Roman a également rejeté cette étiquette, pour l'accepter plus tard néanmoins dans d'autres situations, notamment à propos de la compagnie Sidex Galati, un mastodonte communiste qui comptait près de 50.000 employés en 1989 : « S'il créditait, par exemple, la compagnie Siderurgica Galati, pour acheter du cox, charbon, la production d'énergie, pétrole, mais il n'y a pas aucun espoir que le crédit sera retourné, donc ça on appelle une gestion bancaire correcte ? Ça a été une gestion bancaire que je ne peux pas la qualifier de frauduleuse, mais absolument, absolument erroné ! Certainement, monsieur Văcăroiu ne peut pas accepter cette chose, parce que, malheureusement, c'est lui qui a trouvé cette « voie » de soutenir l'économie. Elle n'était pas viable, c'est évident, elle était pliée sur le modèle d'avant 1990, il faut être très clair. Pour que

---

<sup>606</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>607</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>608</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

Bancorex soit...Nous avons pensé de privatiser Bancorex, mais il n'était pas aucun intérêt pour une telle banque qui avait tellement des crédits non-performantes, il y avait 2 milliards et plus des crédits inefficaces, donc d'argent. »<sup>609</sup>

Petre Roman a rejeté aussi la déclaration de son prédécesseur, Nicolae Văcăroiu, concernant un « plan pour détruire Bancorex » : « Et non, je ne crois pas qu'il ait existé l'intention de démolir Bancorex. Je suis en mesure de vous dire parce qu'à l'époque j'étais au pouvoir, que nous avons fait des efforts très variées et diversifiées de maintenir Bancorex. Nous avons voulu de trouver de personnes qui soient capable à administrer Bancorex. »<sup>610</sup>

Pour soutenir ces affirmations, Roman raconte une réunion à laquelle il a assisté le 26 janvier 2000, à Washington, avec l'adjoint du secrétaire d'État pour la Trésorerie des États-Unis pour discuter de la politique du FMI qui refusait de prêter d'argent au pays qui traversait pourtant une situation « formidablement grave ». Roman raconte : « Je savais très bien qu'à l'époque l'influence américaine dans l'IMF était très grande, et je savais très bien qui s'en occupe de ce sujet. C'était l'adjoint de secrétaire d'État pour la Trésorerie des États-Unis. J'ai été reçu par ce monsieur » qui lui avait donné accès aux systèmes de monitoring des finances de la Roumanie. »

<sup>611</sup>

Roman se souvient d'être entré dans une salle qui contenait environ 30 tables avec 30 ordinateurs et d'avoir entendu le dirigeant américain lui dire ceci : « J'ai ici ordinateurs et chaque ordinateur est pour une certaine région. J'ai toutes les données financières à ma disposition. Selon ce que j'ai ici j'ai aussi la structure la discussion avec le Fond Monétaire International. En sachant que vous allez venir chez moi et ayant une sympathie personnelle pour vous, j'ai regardé les données. S'il vous plait, regardez ! Il m'apparaisse clairement un « trou » de 4 milliards dollars de dépenses absurdes que vous les avait faites, 4 milliards dollars. En perte, vous avez décidé qu'il faut faire. »<sup>612</sup>

Roman clarifie : « C'était lié aux dépenses pour Bancorex et la Banca Agricola. » L'Américain avait continué : « Si vous avait dépensé 4 milliards et vous maintenant vous vous battez 50 millions dollars... » Petre Roman ajoute que pour l'administration américaine il fallait

---

<sup>609</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>610</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>611</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>612</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

avoir une ligne de conduite qui reste valable pour tout le monde, ce qui, selon lui, dans la Roumanie des années '90 – '20 n'était jamais arrivé.

Cette image de gouvernance irresponsable, pour le moins, est également rejetée par son prédécesseur et successeur, Nicolae Văcăroiu, qui en utilisant le diminutif du prénom de Petre Roman a commenté avec sarcasme : « Eh... Petrică Roman, je le respecte. Il est un bon professeur de polytechnique, mais il est nul en économie. Il a été, il est et il sera. Pour diriger une économie les choses sont plus compliquées. Le fait qu'il a été un an et demi Premier Ministre pendant une période très difficile, de début...mais c'est lui qui a rompu toutes ces relations avec l'agriculture, avec les autres...c'est lui qui les a démarrés. Ces choses vont nous coûter encore dix années, si on compte d'aujourd'hui, vingt années. Je ne sais pas si vous me comprenez. A propos de cette histoire. C qui se passe est liée à cette histoire. Si tu demandes à tous les (premier) ministres qui ont été en charge, chacun va te dire qu'il a été le meilleur. « Văcăroiu, qu'il a été le meilleur, l'autre qu'il a été le meilleur ». Je ne dis pas ça. Chaque période a eu ses problèmes, ses risques. »<sup>613</sup>

Petre Roman répond : "C'était un pays dont les principales banques étaient dévalisées. Comment ça peut être « bien » ? Nous étions isolés du monde occidental. Pratiquement...Bon, monsieur Văcăroiu que pouvait-il faire ? Je m'attendais à ce qu'il soit un peu plus réaliste... »<sup>614</sup>

Cette vision antagoniste est représentative de la société roumaine : beaucoup de Roumains ont choisi d'ignorer les graves abus de la dictature parce le régime avait garanti un niveau minime de pauvreté. Pendant la démocratie, cette apparence d'égalité a complètement disparu et l'écart entre les riches et les pauvres est devenu très visible : maisons, articles de luxe, voitures chères, dépenses non-censurées et impunité devant la loi pour tous ceux qui avaient de l'argent. Cette image a fait irruption surtout dans les années 1990 – 1996. Mais elle semble différente pour ceux qui étaient au centre de pouvoir : les faillites bancaires auraient été orchestrées très en amont pour affaiblir la Roumanie.

Nicolae Văcăroiu, ancien Premier Ministre de la Roumanie, a été au cœur du problème. Văcăroiu évoque l'explosion économique en Roumanie après la chute de la dictature : « Nous avons commencé avec une situation de développement immobilier terrible, et similaire pour le système bancaire. Ça c'était l'économie. Dans le système bancaire : malgré toute mon insistance et ma lutte que j'ai portée pour l'idée que n'importe quel pays qui se « respecte », à côté de la

---

<sup>613</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>614</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

Banque Centrale (Nationale), détiens aussi une, deux, trois banques commerciales, dont l'État détient le contrôle pour qu'il puisse procéder à une politique monétaire efficiente. Si tu regardes la France, tu vas voir cette chose. »<sup>615</sup>

L'ancien Premier Ministre pense que la politique générale « Messieurs, on vend tout ! » a été très inefficace et perdante pour l'État roumain. Il donne comme exemple la privatisation de la Banca Comerciala Romana (La Banque Commerciale Roumaine) qui a « avalé » les actifs « sains » - profitables de Bancorex et qui a été privatisée en 2006, achetée par une banque autrichienne peu connue à l'époque : « Et alors survient Erste Bank d'Autriche, une banque sans importance, qui m'achète pour 2 milliards de dollars la Banque Commerciale Roumaine qui détenait 50% des opérations commerciales en Roumanie. Ils ont acheté aussi Bancorex, parce que BCR avait acheté Bancorex, et Erste Bank a récupéré en trois années tout l'argent payé et, maintenant, ils font ce qu'ils veulent. »<sup>616</sup>

Questionné à point nommé sur ce sujet pour savoir si c'était une décision économique ou une décision politisée, Nicolae Văcăroiu a fait une longue pause et n'a pas donné son avis. Mais, à la question suivante, Nicolae Văcăroiu a clairement exprimé son opinion et livré, probablement, certaines informations auxquelles il avait eu accès en tant que Premier Ministre.

Selon lui, la politique de privatisation des banques et la privatisation en général ont été décidées à la suite de « pressions externes ». Văcăroiu rejette toutes les affirmations concernant la corruption dans la Bancorex : « Oui, pas de tout. C'est une image pour les ignorants. Ça ne signifie pas qu'ils ont été des saints là-bas. Bancorex était la seule banque de Roumanie qui était dans les premières 150 banques du monde » Il reste convaincu que la Roumanie n'a jamais connu de banque aussi puissante.

Le secret de Bancorex, selon M. Văcăroiu, était ses banquiers hautement qualifiés : « Sur Bancorex il faut être honnête et que je dise que ceux qui travaillaient à Bancorex, parce qu'ils travaillaient qu'avec « l'externe », c'était la banque de commerce externe de la Roumanie, étaient dans une proportion de 99,9% des officiers de la Securitate avec une éducation économique d'exception. Tous éduqués au-dehors de la Roumanie, des banquiers professionnels. La banque –

---

<sup>615</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>616</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

c'était important – était une force. Pendant que les autres (allusion sexuelle) étaient très petits, Bancorex véhiculait 3-4 milliards (dollars) par années. »<sup>617</sup>

Après cette confirmation au plus haut niveau et selon les enquêtes de tous les médias, on est en mesure de reconnaître à présent la véracité de l'affirmation selon laquelle les banquiers de Bancorex avaient une double spécialisation : les finances et l'espionnage.

Văcăroiu ajoute que la Justice elle-même avait exonéré Răzvan Temeșan, ancien président du Bancorex, de toute responsabilité concernant les fraudes bancaires, malgré le lynchage médiatique contre le banquier. Temeșan avait obtenu 30 millions dollars en compensations une solide réputation : « Pour moi, il fut le meilleur banquier de la Roumanie. Il était une force partout, il a ainsi discuté sur un pied d'égalité avec City Bank, Chemical Bank, toutes les grands banques, General, Société Générale. Il avait des dépôts à tous ces banques. Lui, si tu lui demandais « monsieur, il faut que j'achète, parce que on a une tempête de neige, je n'ai pas du pétrole pour l'essence, la population gèle », lui, il prenait le téléphone : « Deux bateaux, 100 millions dollars ! ». Lui il payait, les bateaux arrivaient et tu assurais... Voyez-vous ? Ça, c'était un danger, surtout pour la stratégie du Fond Monétaire Internationale et la Banque Mondiale qui n'avaient pas les mêmes intentions. »<sup>618</sup>

Văcăroiu a admis qu'il avait eu certains problèmes avec la politique de crédit menée par Temesan « dans le sens qu'ils ont donné certains crédits, autour de 400 millions dollars, pour divers soi-disant hommes d'affaires. Oui ? Ou les uns... »

L'ancien Premier Ministre de la Roumanie les a qualifiés de prétextes et il a soutenu que c'était plutôt des officiers de police qui avaient obtenu des crédits préférentiels : « Pas des politiques. Comme règle, ils ont accordé des crédits avec un taux d'intérêt plus bas pour certains qui ont voulu acheter des maisons : c'étaient des policiers. Pas de politiques, parce que je n'ai pas vu de politiques impliqués. Păunescu a pris des crédits, mais lui n'était pas un politique, c'était un homme d'affaires. Donc, en tout, environ 400 millions dollars. Mais est-ce que ça compte pour une banque qui manipule 4 milliards de dollars ? Je ne sais pas si vous me comprenez. »<sup>619</sup>

Văcăroiu considère que le procès de privatisation des banques a été fait, comme toutes les autres privatisations, par la force : « On a fonctionné sur la formule « pression terrible – Fonds

---

<sup>617</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>618</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>619</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

Monétaire – Banque Mondiale ». « Vous ne faites pas ce que je vous dis ? Vendez rapidement ! Il faut vendre tout ! A tout prix ! »

Quand nous lui avons rappelé que son parti avait perdu le pouvoir après les élections en faveur de la Droite à cause d'un message très puissant contre la corruption, M. Văcăroiu a admis certaines « erreurs » de gouvernance : « Tu veux que je te dise une chose ? C'est indiscutable, ça a été lié de la faillite de quelques banques. Nous avons parlé de la faillite de quelques banques. On a eu Bancorex. Et après la Banque Agricole. », mais il ajoute une question très légitime et pertinente : « Oui, mais qu'est-ce que j'ai à faire avec la faillite des banques ? Il pourrait avoir la Banque Centrale, c'est-à-dire la Banque Nationale de Roumanie, mais moi, comme premier-ministre, étais-je subordonné de la Banque ? Les banques sont autonomes, indépendantes. »<sup>620</sup>

En effet, la responsabilité de contrôler les banques, de vérifier la légalité des actes bancaires, d'agir immédiatement au moindre signe de malversations financières – cette responsabilité, au regard de la loi, était exercée par la Banque Centrale de la Roumanie, dirigée par Mugur Isarescu.

A son tour, la Banque Nationale (BNR) avait déjà rejeté plusieurs fois toutes les accusations similaires grâce au manque de cadre législatif qui lui avait permis d'agir pour protéger les économies roumaines et d'arrêter les fraudes bancaires.

Mais BNR n'était pas la seule institution. La réforme judiciaire qui aurait permis à la Justice d'intervenir n'a été menée que deux ans après la fin du mandat de Premier Ministre de M. Văcăroiu qui avait insisté sur la responsabilité du Mugur Isărescu : « J'ai créé les Institutions (de l'État, notre précision), la séparation de pouvoirs dans l'État, monsieur. Mais qui pourrait intervenir dans les affaires de procureurs ? Probablement qu'ils le font aujourd'hui, mais dans cette période, que Dieu te protège ! les révolutionnaires me seraient tombés dessus ! On ne s'est jamais posé un tel problème. Donc, je le répète : la surveillance bancaire est faite par la Banque Centrale, pas par le Gouvernement de la Roumanie. S'il te plaît, donne-moi un seul exemple d'un ministre (de mon Cabinet) qui avait pris un crédit de Bancorex ou d'ailleurs, ou s'il a eu une « affaire » ! Tous sont vivants. Je les rencontre une fois par an, je les invite à dîner. Ils sont tous retraités en majorité. Montre-moi un « Voilà, celui-ci a été corrompu ! ». Un ! »<sup>621</sup>

---

<sup>620</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>621</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

Une affirmation qui reste valable même aujourd'hui. En revanche, dans la structure de son gouvernement figurait Viorel Hrebenciuc, considéré comme le cerveau derrière les plus grandes affaires financières impliquant Bancorex et le Fonds de Propriété Privée : « Tout ce qu'on dit est que j'avais un secrétaire général, Hrebenciuc, et qu'il... Mais ça n'est la vérité. Lui, il été secrétaire générale avec une fonction administrative, il n'était pas membre du Cabinet. Donc...mais, ça ne signifie pas que tout a été « rose » ...On a certainement commis des fautes et des erreurs. Il m'a couté beaucoup que le Fond de la Propriété d'État n'était pas dans ma subordination. Il était subordonné au Parlement. Ils ne me faisaient pas de compte-rendu. Je n'ai pas eu une mauvaise collaboration avec eux, mais ils ont eu des problèmes sérieux. »<sup>622</sup>

M. Roman et M. Văcăroiu ont été directement concernés par le « destin » de Bancorex parce que dans leurs mandats, ils ont été directement confrontés au problème. M. Roman deux fois : entre 1989 et 1991, en tant que Premier Ministre, mais également en tant que président du Sénat de 1996 à 1999 et ministre des Affaires étrangères de 1999 à 2000. M. Văcăroiu a été président à la Cour des comptes de Roumanie (2008-2017) et président du Sénat roumain (2000 - 2008).

M. Ciorbea et M. Vasile, qui sont arrivés au pouvoir après décembre 1996 ont dû encaisser toutes les frappes concernant les fraudes à Bancorex et gérer la situation. En 1999, Bancorex a été clôturée. Les pertes ont été transférées au budget d'État, à travers l'AVAB (L'Agence pour la Valorisation des Actifs Bancaires) et les actifs profitables, les économies, les comptes en profit, les bâtiments dans les zones les plus chères du pays ont été transférés dans le patrimoine de la Banca Comerciala Romana.

M. Ciorbea a clairement exprimé l'idée que selon lui, Bancorex avait été la tirelire de Ceaușescu et de la Securitate à laquelle son gouvernement avait été obligé de verser un milliard d'euros pour couvrir les pertes engendrées.

M. Ciorbea considère ceci : « Parmi ceux qui ont bénéficié d'une partie des comptes de Nicolae Ceaușescu, qui relèvent encore du mystère, soit parmi ceux qui ont bénéficié du savoir-faire acquis dans le commerce international à l'époque communiste, domaine qui était sous le contrôle de l'ancienne Securitate de Ceaușescu, soit les deux groupes combinés. En outre, se sont ajoutés ceux qui ont bénéficié pleinement du processus de pillage des banques, phénomène qui a eu des implications énormes. Toutes les banques étaient la propriété d'État à l'époque. Les uns

---

<sup>622</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011



ont pris des crédits de dizaines ou de centaines de millions d'euros en valeur actualisée, sans garantie et sans jamais les restituer. »<sup>623</sup>

M. Ciorbea se rappelle la façon dont cela s'est passé : « Ce pillage du système bancaire, je ne vais pas y revenir, a été énorme. Pratiquement, en 1996 quand je suis venu au pouvoir, on était au bord de la faillite nationale. Je vous donne deux exemples. La réserve de devises du pays était de seulement 560 millions de dollars. S'il-vous-plaît, pensez qu'aujourd'hui on a entre 32-34 milliards de dollars. On parle de milliards d'euros, sans calculer la réserve d'or. C'est 70 fois plus qu'à l'époque ! Même une compagnie multinationale de l'Ouest n'avait pas de ressource aussi limitée. Deuxièmement, on devait payer la dette externe et interne de plusieurs milliards de dollars et on ajoute les « injections financières » urgentes à faire dans le système bancaire parce que Bancorex était en faillite, la Banque Agricole dans la même situation ainsi que les autres banques. Si une « tombait », on aurait eu une faillite de type « domino » les unes après les autres. Je vais revenir pour dire quelle mesure nous avons dû prendre ; nous étions dans une situation plus grave que celle de la Bulgarie qui a pu faire une « faillite nationale », tomber jusqu'au fond du trou, disons, la Banque Nationale a été fermée, la monnaie nationale (leva) a été « liée » au Mark allemand, un conseil de surveillance a remplacé la Banque Nationale, etc. On ne parle plus de ces images terrifiantes, quand les Bulgares se battaient pour des pommes de terre, un peu de riz pour survivre. En même temps une situation difficile avait lieu en Ukraine et dans la Fédération Russe, avec des paiements en retard pour les salaires et les retraites de six-huit mois. En effet, dans des circonstances différentes, il y avait la guerre civile en Albanie. »<sup>624</sup>

Ce témoignage fait par la personne qui a dû ramasser les débris du système bancaire confirme le « vol à crédit » et le chaos dans le fonctionnement des banques. Au cours des neuf premiers mois de son mandat, en septembre 1997, M. Ciorbea se souvient d'avoir « déjà payé les dettes des milliards – dette étrangère, interne, injection de capital à hauteur Bancorex et 'un milliard de dollars en faveur de Bancorex et Banca Agricola – et [qu'ils étaient restés] avec une réserve en monnaie étrangère de plus de 2,4 milliards – cinq fois plus grande que la réserve [qu'ils avaient] neuf mois auparavant. »<sup>625</sup>

---

<sup>623</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>624</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>625</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

Radu Vasile, le successeur de M. Ciorbea, représentant du même parti, avait été Premier Ministre entre 1998 et 1999. Ses opinions sur la Bancorex sont semblables de celles de M. Roman et M. Ciorbea. M. Vasile avait mentionné un cas de fraude bancaire : « Bankcoop, oui, des autres. Les grandes banques qui existaient avant '89, dont la plus importante était Bancorex – a été longtemps soutenu par l'État. Elle était l'un des « trous noirs » du budget d'État. De Bancorex ont profité, sur un base clientéliste - mais pas dans le sens commercial, c'est dans le sens de leurs proches, un grand nombre d'hommes d'affaires qui sont devenus très riches sans utiliser leur argent, mais l'argent emprunté à Bancorex, et qui n'a jamais été remboursé. »<sup>626</sup>

Vasile a qualifié Bancorex de « trou noir », un endroit où l'argent disparaissait, et il a indiqué également ceci : « on a trouvé la solution dans le problème Bancorex qui a été fermé, qui était un « trou noir » et beaucoup des autres mesures similaires. »<sup>627</sup> Vasile place la responsabilité pour les « trous » et les faillites sur les épaules du Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque Centrale de la Roumanie, en spécifiant clairement que les faillites ont été provoquées par la corruption : « Le prochain Premier Ministre a été Mugur Isărescu. Qui, bien qu'étant Premier Ministre était payé par la Banque Nationale...Son salaire était versé par la Banque Nationale. (...) Non, non, aucune crise. Étant créés sur un phénomène de corruption, dans le sens d'obtenir d'argent pour certains clients, pas tous, mais des grandes sommes d'argent, c'est sérieux, pas des crédits mineurs...Et, ces banques, se sont auto détruite tout simplement. Et la Banque leurs a permis...La Banque Nationale, bien sûr. C'est elle qui avait supervisé. La Banque les a lâchés, après trois, ou quatre ans. Dacia Felix... Dacia Felix avec l'avis de la Banque (Nationale) a été créé. Muresan, celui... lié de la France, il a utilisé l'argent. Il a fondé la banque, c'est aussi lui qui a utilisé l'argent. Qu'est que vous en voulez de plus fort qu'un système corrompu ? Mais c'était valable à ce moment-là. »<sup>628</sup>

Bancorex était la banque principale du régime Ceaușescu. Son administration, sa faillite et sa privatisation ont été l'un des plus grands événements financiers dans la Roumanie post-communiste, un événement si important que l'affaire a eu un impact sur le PIB du pays.

Après la chute de la dictature, les fonds énormes mis à la disposition de Bancorex ont été utilisés exclusivement pour financer de grandes affaires de corruption ou des campagnes

---

<sup>626</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>627</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>628</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

politiques, pour fidéliser et attirer de hauts fonctionnaires publics qui ont obtenu des emprunts à des taux préférentiels ou non-remboursables. La grande majorité d'entre eux étaient des membres de la nomenklatura, des juges, des procureurs, des officiers de police, des politiques et leurs familles.

Par exemple, les compagnies contrôlées par la famille de George Păunescu ont reçu des financements, entre 200 et 212 millions dollars, qui n'ont jamais été récupérés. Des compagnies gravitant dans la sphère d'influence du groupe de Bacau (Iacobov, Hrebenciuc, Sechelariu) ont bénéficié de financements très avantageux et beaucoup d'entre elles n'ont jamais remboursé leur prêt. Par exemple, le chef de la filiale PDSR Bacau et président du Fonds de Propriété Privé

e Moldova, Corneliu Iacobov, « avait avalisé 160 de billets à ordre d'une valeur totale de 110 millions dollars pour 53 compagnies. Les banques impliquées dans la période 1994 - 1997 étaient Bancorex et Bankcoop, contrôlées par la famille Păunescu. Laurențiu, le frère de Viorel Hrebenciuc, parlementaire et homme politique très influent à l'époque, était directeur de Bancorex (1996 – 1998). Cristian Burci, homme d'affaires et patron d'un empire médiatique, figurait sur la liste des bénéficiaires, tout comme Liviu Tudor, un « tycoon » des immobilières, ou encore des gens qui sont devenus ultérieurement des partenaires d'affaires de Iacobov. »<sup>629</sup>

Après la défaite électorale du parti des anciens membres de la dictature, certains médias ont publié les listes avec certains privilégiés, dont Bancorex en 1999 et 2003. La dernière liste a été établie par deux anciens conseillers<sup>630</sup> d'Emil Constantinescu, Président de la Roumanie entre 1996 – 2000. Sur la liste, nous avons identifié deux ministres et 119 personnes ayant des attributions dans la lutte contre la corruption, la criminalité et la réforme de la Justice. La valeur totale des crédits préférentiels pour des personnes – non pas des compagnies – n'est pas claire : elle est évaluée entre 70 et 130 millions dollars.<sup>631</sup>

Bancorex a été également utilisée pour financer des actions plutôt électorales. Par exemple, en 1995, la société parisienne "Group Saintonge Edition » a reçu 5,9 millions de dollars pour imprimer un livre qui devait changer la perception « Roumanie - pays corrompue ». Le signataire était Viorel Hrebenciuc, secrétaire général du Gouvernement Văcăroiu. La société française a été

---

<sup>629</sup> « Pe ruinele FPP II s-a înaltat imperiul Iacobov care are astăzi Moldova la picioare », CAPITAL 25 mai 2000, <https://www.capital.ro/pe-ruinele-fpp-ii-s-a-inaltat-imperiul-iacobov-care>

<sup>630</sup> « Armageddonul Bacorex », Ziarul "Ziua", 7 februarie 2003

<sup>631</sup> « Lista datornicilor la Bancorex-BCR-Banca Agricola, propteaia lui Orasanu la AVAS », Ziarul "Saptamana financiara", 23 octombrie 2006

représentée par Adrian Costea, Roumain établi en France. La compagnie n'a pas réalisé son objectif d'imprimer presque 100.000 livres *Eternelle et Fascinante Roumanie*, mais seulement 10.000. Pour l'État roumain, l'affaire a été désastreuse, avec un coût de 590 dollars par livre. Des années plus tard, la Justice roumaine a exonéré les signataires de l'État roumain de toute responsabilité. À l'inverse de Justice française : « L'homme d'affaires roumain Adrian Costea, a été condamné, mercredi 9 janvier, pour abus de biens sociaux, à trois ans de prison dont trente mois avec sursis, et à 150 000 euros d'amende par le Tribunal correctionnel de Paris. Responsable de plusieurs sociétés de droit français, M. Costea était soupçonné par la justice française d'avoir détourné 60 millions de francs (9 millions d'euros) notamment pour financer les campagnes présidentielles du successeur de Nicolae Ceaușescu, Ion Iliescu. Parmi les contrats incriminés figurait la livraison de 752 000 tonnes d'hydrocarbures. Installé en France depuis 1980, Adrian Costea (57 ans) avait été l'objet en 2000 d'une enquête menée par le juge Henri Pons qui avait secoué l'échiquier politique roumain. »<sup>632</sup> *Le Monde* attribue à Costea le titre de « conseiller personnel du Président Ion Iliescu ».

La liste des affaires de « vol a crédit » est démesurément longue. L'ancien Premier Ministre Theodor Stolojan est mentionné dans l'affaire Megapower, qui a coûté à l'État roumain des millions d'argent lors d'une « aventure » entrepreneuriale assez risquée qu'on juge plutôt comme une affaire de corruption.

Le directeur de Bancorex, Răzvan Temeșan, a été condamné et blanchi par la Justice et seuls quelques petits directeurs ont été condamnés.

En 1999, quand le gouvernement a décidé d'agir pour restructurer Bancorex et toutes les autres banques d'État, la personne nommée en charge était, de façon surprenante, le ministre des Transports, Traian Băsescu. Petre Roman se souvient à propos de la liste des privilégiées que Bancorex avait été confiée à Traian Băsescu, mais il se demandait pourquoi les informations étaient restées dans un « silence inacceptable »<sup>633</sup>

En effet, Bancorex a commencé son activité avec un vol de 1,1 milliard de dollars en janvier 1990, quelques jours après que le couple Ceaușescu a été exécuté. Un contrôle fait par la Banque

---

<sup>632</sup> « L'ex-conseiller personnel d'Ion Iliescu condamné par la justice française », *Le Monde*, Publié le 10 janvier 2008, [https://www.lemonde.fr/international/article/2008/01/10/l-ex-conseiller-personnel-de-ion-iliescu-condamne-par-la-justice-francaise\\_997853\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2008/01/10/l-ex-conseiller-personnel-de-ion-iliescu-condamne-par-la-justice-francaise_997853_3210.html)

<sup>633</sup> « Gîndul de sîmbătă, Ion Cristoiu, Divizia Presă a Binomului SRI-DNA a primit ordin să-l execute pe Florian Coldea! », 28 ianuarie 2017, <https://www.cristoiublog.ro/gindul-de-simbata-28-ianuarie-2017/>

Centrale a permis de constater de « graves malversations dans l'administration de la banque » et la découverte est choquante : « La Banque roumaine pour le commerce extérieur - S.A. en janvier 1990, a aboli illégalement et sans justification les registres du « Fonds central de change d'État », qui, au 31 décembre 1989, s'élevaient à 1 106 millions de dollars et, en conséquence, il n'a pas été possible d'établir, sur la base de documents, comment ce fonds est géré. »<sup>634</sup>

Bancorex, c'est le cas le plus grave et c'est un cas d'école. Les malversations se sont répétées dans toutes les autres banques d'État sans exception et quelle que soit leur échelle, selon leur capacité financière.

Par exemple, la Banca Agricola : les financements préférentiels sans garantie ont poussé la banque vers la faillite. Quand le pouvoir a changé, Dinu Patriciu, homme d'affaires, membre et dirigeant dans l'ombre du Parti Libéral au pouvoir a été impliqué, lui et l'une de ses compagnies, dans la restructuration des crédits de cette banque par le Fonds National de restructuration Dunarea et la Banca Agricola<sup>635</sup>. Les dettes de 283 compagnies ont été transférées à ce Fonds et en fin de compte, seule la compagnie d'administration de Patriciu a gagné des montants impressionnants grâce à l'encaissement de commissions d'administration<sup>636</sup>. L'affaire a été conclue après que Patriciu a obtenu une décision très favorable du gouvernement, selon la même source.

Une autre compagnie de Patriciu, le Fonds Alpha a bénéficié de financements à hauteur de 9,1 millions de dollars de la Banca Agricola, banque que Patriciu devait rentabiliser<sup>637</sup>. Finalement, Banca Agricola a été privatisée et vendue à la banque autrichienne Raiffeisen et au Fondul de Investitii Romano-American. Parmi leurs membres, on retrouve Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque Nationale, Florin Georgescu, ancien ministre des Finances et vice-gouverneur de la Banque Nationale, et Theodor Stolojan, ancien Premier Ministre de la Roumanie.

Plus tard, la Raifessen a fait équipe pour l'assistance juridique dans la privatisation de PSAL 2 avec un jeune avocat libéral, Catalin Predoiu, le gendre de Calin Andrei Zamfirescu, également avocat et selon les médias, très bien connecté avec les politiques à gauche et à droite.<sup>638</sup>

---

<sup>634</sup> SINTEZA din 11 iulie 1996 cuprinzând concluziile controalelor referitoare la execuția bugetară pe anii 1990 și 1991, efectuate la obiectivele prevăzute în Hotărârea Senatului României nr. 5/1994, și ale controalelor privind execuția bugetară pe anul 1992 și modul de administrare a patrimoniului public și privat al statului în perioada 1992-1994, EMITENT CURTEA DE CONTURI, Publicat în MONITORUL OFICIAL NR. 145 din 11 iulie 1996

<sup>635</sup> « Marile afaceri ale lui Dinu Patriciu se ascund în paradisuri fiscale », Capital, 9 noiembrie 2000

<sup>636</sup> « Incepe inghesuiala la tortul AVAB », Autor: CAPITAL 8 iulie 1999, <https://www.capital.ro/incepe-inghesuiala-la-tortul-avab-3459.html/2>

<sup>637</sup> « Banca Agricola incinge spiritele in lumea afacerilor », CAPITAL 11 noiembrie 1999 <https://www.capital.ro/banca-agricola-incinge-spiritele-in-lumea-afacerilor-2835.html>

<sup>638</sup> Raport BNR, 2001, pag 80

Predoiu était aussi l'avocat du multimillionnaire et oligarque Dinu Patriciu qui avait bâti son empire grâce à des transactions onéreuses avec l'État roumain. Son beau-père avait également obtenu des contrats de restructuration pour certaines compagnies de Patriciu des années plus tard.<sup>639</sup>

Une compagnie de Zamfirescu a obtenu une grande partie des contrats pour la liquidation financière des banques en faillites, comme la Banque Internationale de Religions, Bankcoop, Albina, Banca Populara Fortuna, Banca Populara de Dezvoltare, Banca Allbina, Banca de Investitii si Dezvoltare<sup>640</sup>. Certains rapports publiés par les médias ont donné suite à des accusations d'abus à cause des salaires et des commissions très élevés facturés par la compagnie RVA Insolvency.<sup>641</sup>

Predoiu était l'avocat de l'oligarque Dinu Patriciu, associé avec lui dans certaines compagnies. La compagne de son beau-père, RVA, avait loué une propriété de la tante du marie de l'ancien Premier Ministre Adrian Năstase.<sup>642</sup> D'autres familles ont tiré profit des faillites bancaires, comme la famille de Bogza, l'ancien vice-gouverneur BCR.<sup>643</sup>

A la suite des des modifications législatives, les procédures de liquidations bancaires ont été attribuées au Fonds de Garantie pour les Dépôts Bancaires (FGDB) qui s'est occupé de payer les économies perdues aux banques Banca Albina, Bankcoop, Banca Internațională a Religiiilor, Banca Română de Scont , Banca Turco-Română, Banca, Columna"et Nova Bank. Selon une évaluation du FGDB, « ainsi, un certain nombre de 461.142 déposants particuliers n'ont pas demandé d'indemnisation dans un délai de trois ans à compter de la date de début des paiements, auprès des banques où le délai de paiement avait expiré. »<sup>644</sup>Leurs économies étant en moyenne de 9 dollars, c'est 4,2 millions de dollars qui sont alors restés dans les comptes de l'État.

| Banque / Ministère | Valeur          |
|--------------------|-----------------|
| Bancorex           | 1,7 mld dollars |
| Bancorex BCR       | 889 mil dollars |

<sup>639</sup> Moore Stevans RVA, rva.ro. Capture du site du 14 septembre 2004

<sup>640</sup> RVA Insolvency, rva.ro, 14 septembrie 2004

<sup>641</sup> « Averele Băncii Religiiilor, prăpădită sub ochii ministrului Predoiu », 24 ianuarie 2011 <https://zin.ro/24/01/>

<sup>642</sup> « Trei din casele Nastase, si vindute, si inchiriate », Cotidianul, Joi, 12 ianuarie 2006

<sup>643</sup> « Mihai Bogza, firma familiei si beneficiarii din esalonul secund al falimentelor bancare », De Titus Somesan - 03:00, 3 iulie 2002

<https://www.curentul.info/economic-financiar/mihai-bogza-firma-familiei>

<sup>644</sup> FDGB, Rapport annuel 2004, page 20

|                                  |                 |
|----------------------------------|-----------------|
| Banca Agricola                   | 370 mil dollars |
| Banca Agricola la Fondul Dunarea | 104 mil dollars |
| Ministerul Finantelor Publice    | 895 mil dollars |
| Total                            | 3,9 mld dollars |

Figure 46. Les dommages payés avec 92% moins que l'année précédente.<sup>645</sup>

La situation a été la même pour les comptes de Banca Agricola et Bancorex et ceux de la Banca Romana de Dezvoltare (Banque Roumaine de Développement). Le député PDSR Gabriel Bivolaru a fraudé auprès de la banque en détournant 50 millions d'euros. En 2004, il a été condamné à cinq ans de prison. Comme dans le cas de RVA, il a été impliqué dans une transaction foncière : l'ancien premier-ministre Adrian Năstase est entré en possession, par le biais d'intermédiaires, d'un terrain situé dans une zone chère de Bucarest. En 1997, quand les procureurs ont décidé d'agir, Adrian Năstase et la direction du parti ont protesté devant les portes des procureurs en dénonçant une « persécution politique ».

L'affaire a eu un si grand impact public que l'Opposition l'a utilisé dans une motion de censure : « Personne ne peut oublier la solidarité d'Adrian Nastase avec l'un des plus grands criminels, Gabriel Bivolaru, qu'il a défendu, organisant une procession pour l'accompagner au parquet général en 1997. Ne pensez pas qu'Adrian Nastase avait un bon départ samaritain, il a défendu Gabriel Bivolaru parce qu'il a reçu de sa femme, Elena Sotec, devenue Mona de Freitas, pour rien, le terrain d'une superficie de 700 mètres carrés sur la rue Zambaccian, à Bucarest, où un bâtiment de 6 étages a été construit pour lui. »<sup>646</sup>

Une des plus grandes affaires de corruption et qui a engagé des ressources importantes de la part des banques d'État est celle du Fonds National d'Investissement. La fraude a été estimée à 400 millions de dollars<sup>647</sup>, ce qui représentait l'ensemble des économies de de 400.000 Roumains. L'État Roumain a payé 100 millions de dollars en dommages.<sup>648</sup> Sorin Ovidiu Vîntu homme d'affaires proche du groupe de Bacau avait construit un fonds d'investissement qui offrait un taux d'intérêt très haut pour les dépôts. Il a employé aux postes de directions seulement des anciens

<sup>645</sup> « Despăgubirile către păgubiții FNI au scăzut cu 92%, la 336.000 de lei », Ziarul BURSA #Companii / 26 octombrie 2017, <https://www.bursa.ro/in-primul-semestru-aaas-despagubirile-catre-pagubitii-fni-au-scazut-cu-92-procente-l>

<sup>646</sup> Motion de Censure contre le Gouvernement Nastase, Nr 335 du 21.03.2003, enregistré au Parlement de la Roumanie

<sup>647</sup> AVRAM Liviu « Afacerea FNI,arta lacomieii », , Adevarul, 20 martie 2011

<sup>648</sup> AVAS, Raport de activitate AVAS 2006, page 14

officiers de la Securitate de Ceaușescu ou d'anciens officiers du renseignement roumain qui avaient démissionné pour travailler pour Vîntu.

Selon l'enquête pénale menée en 2011 par Codruța Laura Kovesi, Vîntu ont utilisé les ressources du FNI pour créer deux nouvelles banques, Banca Romana de Scont et Banca Romana de Investitii qui ont été déclarées en faillite. Dans les banques de Vîntu ont travaillé Nicolae Văcăroiu, ancien Premier Ministre de Roumanie (président du BID), d'anciens directeurs et vice-gouverneurs de la Banque Centrale, et Temeșan, ancien directeur de Bancorex. BID n'avait pas d'activité pertinente, n'avait pas de clients particuliers mais seulement 12 sociétés clientes et seulement 12 dossiers de crédit exécutés. La BID est le premier cas de liquidation volontaire.

L'empire de Vîntu répandu dans les banques, les finances, les médias, l'industrie minière et dans l'industrie du pétrole a été fondé sur la corruption et clientélisme, avec la complicité d'une grande majorité de politiques à gauche et à droite. Vîntu a « acheté », avec du cash, des journalistes, des poètes, des politiques (il a financé la création d'un parti politique et sponsorisé la création d'autres partis). Finalement, Vîntu et ses acolytes ont été condamnés à la prison, mais seuls quelques complices politiques ont subi les conséquences de la loi.

Tous les anciens premier-ministres émettent les mêmes critiques à l'égard de la direction de la Banque Nationale de la Roumanie qui a agi avec une lenteur inexplicable même dans les moments de crise. Par exemple, au beau milieu du crash du Fonds National d'Investissements, résultat d'une corruption au plus haut niveau, la Banque Nationale de la Roumanie note dans son Rapport d'Analyse que tout va bien : « La crise déclenchée en mai par l'effondrement du Fonds national d'investissement a cependant eu deux résultats positifs. D'une part, elle a démontré la résistance aux attaques spéculatives de la plus grande banque roumaine, la BCR, et d'autre part, elle a imposé de repenser le rôle joué sur le marché des capitaux par la Commission nationale des valeurs mobilières, dans le sens d'un renforcement de la fonction de surveillance exercée de cela. »<sup>649</sup>

Les élites politiques ont tantôt accéléré, tantôt freiné la réforme du système bancaire selon des intérêts de complicités personnelles, les spéculations politiques et la pression publique des Roumains et des organismes internationaux.

« A propos de Mugur Isărescu bien sûr : Oui, Mugur Isărescu est bon car il sait par cœur quelle est la situation économique et financière du pays, mais, surtout, il apprécie l'appréciation

---

<sup>649</sup> Raportul BNR FNI 2000, page 157



des forums financiers extérieurs dont nous avons plus que jamais besoin. (...) On verra comment il réussira en tant que manager d'une équipe faite selon l'algorithme, après que la Banque Nationale ne s'est pas révélée être un contrôleur sévère et vigilant de Bancorex, Credit Bank et Banca Agricolă. »<sup>650</sup>

---

<sup>650</sup> SILVIU BRUCAN, ROMÂNIA ÎN DERIVĂ, Editura Nemira, 2000, page 53

## TITRE 2

### LES MARCHÉS PUBLICS, SUPPORT DE LA CORRUPTION ET DU CLIENTELISME

Une grande partie de l'économie du pays est dépendante des contrats avec l'État : l'infrastructure, la sécurité, l'aménagement du territoire, les fournisseurs des services d'utilité publique, presque tous les domaines de l'État sont concernés.

Le fonctionnement satisfaisant de l'État nécessite un budget conséquent et il arrive que certains privilégiés s'enrichissent indument, et parfois très rapidement.

Dans ces développements, nous allons montrer comment la corruption et le clientélisme sont devenus, en Roumanie, partie intégrante d'un système économique inefficace et coûteux, entraînant principalement la paralysie du développement de l'État et la pauvreté de nombreux Roumains.

Comment le clientélisme et la corruption peuvent-ils perturber l'avenir d'un pays ? Par l'allocation de ressources, par le recrutement des élites et des fonctionnaires d'Etat et par l'impunité devant la Justice.

Ion Iliescu, ancien Président de la Roumanie, de gauche, en critiquant la corruption créée par son propre parti pendant ses mandats, avait décrit le système d'économie de marché dans la Roumanie post-communiste comme un « capitalisme de famille ». Les données confirment cette étiquette, surtout valable pour les démocraties africaines, dominées par le tribalisme et le clientélisme.

Le contrôle de l'allocation des ressources influence directement aussi la concurrence politique.

La sélection des ressources humaines par des critères clientélistes est *a priori* faible. Les personnes les plus compétentes sont moins tentées d'accepter de faire des compromis, parce

qu'elles connaissent leur valeur professionnelle sur le marché du travail. Les Clients et les Patrons se sentent responsables les uns vis-à-vis des autres exclusivement, et non pas vis-à-vis des principes d'intérêt de la nation.

Dans un système fondé sur l'égalité devant la loi, tous les « acteurs » sont liés entre eux par des droits et des obligations. Ainsi, dans une institution publique, ceux qui ont commis des abus sont tenus pour responsables.

Mais, dans un système politique de type clientéliste, les Patrons ne sanctionnent pas les Clients pour leurs fautes dans l'acte de gouvernance parce ce sont eux, les Patrons, qui les ont nommés à ces postes de décision pour des intérêts strictement personnels. Les Clients ont une responsabilité première devant leurs Patrons et secondaire devant la loi.

Leur mission est de trouver des solutions pour contourner la loi ou pour la modifier si nécessaire, afin que leurs quatre années dans le Parlement soient les plus profitables financièrement pour leur Patron et pour eux-mêmes.

La gouvernance de type clientéliste est fondée sur le principe du service rendu prioritairement au Patron, puis à soi-même et enfin à d'autres. L'État comme représentant du bien général de la nation devient alors une source de rentes personnelles à long terme. Les ressources d'État sont exploitées au bénéfice d'un groupe restreint qui détient le contrôle de plusieurs types de ressources nécessaires à la corruption du pouvoir : des ressources politiques, économiques, sociales et médiatiques. Toutes ces ressources sont canalisées vers un seul but : le vol et la fraude des ressources de toute la nation pour l'enrichissement seulement de quelques-uns.

Le principe s'applique clairement dans les marchés publics : les contrats sont octroyés selon des critères de clientélisme, au détriment des critères de compétences et de concurrence commerciale. Il s'applique aussi dans les emplois.

Les effets de ce système ont été dévastateurs pour la Roumanie. A cause du manque d'accès aux conditions d'égalité, plus de 4 millions de Roumains ont émigré après 1989, dont les plus compétents, les plus jeunes ainsi que les professionnels dans des domaines clés du pays.

Parmi ces effets, le retard pris dans la création des infrastructures ou la réalisation de projets de très mauvaise qualité sont devenus parfois même dangereux pour la santé publique.

Les domaines les plus touchés, ceux que nous allons analyser dans ce chapitre, sont l'énergie, l'infrastructure, la santé et l'éducation, ainsi que les acquisitions militaires.

## Chapitre 1

### Les effets pervers du « capitalisme de parrainage » sur l'économie roumaine

Le processus de transition vers la démocratie et l'économie de marché est fondé sur l'État de droit, un Etat dans lequel les règles sont claires, prévisibles et non-discriminatoires, sans quoi aucune transition ne peut être achevée.

La concurrence libre dans l'économie influence également la concurrence dans la politique. En Roumanie, les réformes ont été réalisées seulement si elles servaient le parti au pouvoir. Des cas de « schizophrénie » politique ont souvent été observés : le parti qui a gagné les élections avec un message très fortement anti-corruption a récupéré les réseaux clientélistes de son prédécesseur et a continué la spoliation du budget de l'État.

D'autres cas révélateurs pour la captation des ressources de marché dans le but d'alimenter le clientélisme quasi-généralisé et la corruption au plus haut niveau sont ceux qui concernent la construction des infrastructures en Roumanie. Des milliards de dollars ont été transférés dans les comptes des entreprises de personnes politiquement exposées à la manière de qu'on pourrait appeler un « clientélisme à ciel ouvert », c'est-à-dire sans dissimulation. C'était comme une coutume : le pouvoir apportait ses propres compagnies – clients qui, en retour, payaient des rétro-commissions. Il s'agit de dossiers qui concernent des hommes puissants, tels que « Dragnea », les « rois des autoroutes », les oligarques de l'ancien régime et les « jeunes oligarques », qui ont utilisé les ressources de l'État pour lutter les uns contre les autres. Vîntu, Patriciu, Voiculescu ou encore Ghiță ont été les « Big Men » de la Roumanie pendant une courte période, où ils contrôlaient même une partie de la politique du Parlement Européen, y compris grâce au clientélisme d'État.

Dans la deuxième section du chapitre, nous traiterons du domaine le plus riche en corruption, clientélisme et intérêts au plus haut niveau de la politique : le pétrole. En outre, nous

évoquerons le dossier sur les ressources en gaz naturel et celui sur la privatisation d'une des plus grandes compagnies énergétiques de Roumanie et d'Europe.

En effet, nous avons remarqué que plus grande est la valeur d'une ressource, plus haut est le niveau des réseaux clientélistes, avec, dans certains cas, une dimension internationale qui touche certains grands noms de la politique mondiale : Tony Blair, le vice-président Joe Biden, la famille Clinton, le vice-président Dick Cheney, Gazprom et les anciens du KGB devenus des hommes d'affaires et des investisseurs en Roumanie.<sup>651</sup>

L'ancien Président de la Roumanie, Ion Iliescu, éduqué à Moscou, a posé son empreinte sur le système de complicités corrompues dans la haute politique roumaine : « le capitalisme de parrainage ».<sup>652</sup> En 2000, après avoir gagné son deuxième mandat présidentiel, il s'est adressé ainsi au Parlement roumain : « Je veux m'arrêter sur un problème qui, par ses effets, a de graves conséquences économiques et sociales: la corruption. », causée selon le Président par « les germes d'un environnement pro-corruption », qui étaient « des institutions faibles, sans autorité, avec une législation incomplète et approximative, avec une bureaucratie étouffante, avec des gens qui ne connaissent pas leurs droits, des fonctionnaires mal payés, de la pauvreté et des services publics insuffisants. »<sup>653</sup>

Ce discours décrit très bien ce qui s'est passé pendant son mandat. Iliescu saisit très bien les dangers de la corruption : « Des grands dangers aux voies normales du développement économique : le danger d'une distorsion du marché en encourageant et en protégeant entreprise de groupe dans des castes appartenant aux mêmes réseaux d'intérêts. Il faut aller aux racines du phénomène, pour briser ce capitalisme de parrainage qui s'est formé en Roumanie (Applaudissements.), où des groupes d'individus intéressés parasitent les finances de l'État, nationalisant leurs pertes et en retenant tout profit. Ces gens n'ont aucune couleur politique, aucune moralité et ils ne se soucient pas de la société. Je les trouve cyniques et provocants (Applaudissements.) »<sup>654</sup>

---

<sup>651</sup> NASTASIU (CIPRIAN), GAETAN (Victor), *PRADAREA ROMANIEI*, Impact Associates, Washington DC, (2009) p. 91

<sup>652</sup> Séance solennelle commune de la Chambre des Députés et du Sénat le 19 décembre 2002, Message du Président de la Roumanie, Ion Iliescu, cdep.ro

<sup>653</sup> Séance solennelle commune de la Chambre des Députés et du Sénat le 19 décembre 2002, Message du Président de la Roumanie, Ion Iliescu

<sup>654</sup> Séance solennelle commune de la Chambre des Députés et du Sénat le 19 décembre 2002, Message du Président de la Roumanie, Ion Iliescu

Cette caractérisation du mal économique et politique est devenue la ligne directrice de son mandat entre 2000 et 2004, dont le Premier ministre a été Adrian Năstase. Mettre en suivant les plus grandes affaires de corruption se sont déroulées et ont commencé pendant cette période et elles perdurent encore aujourd'hui, sous des formes altérées.

Le capitalisme roumain a été et reste un capitalisme de façade, par lequel les PPÉs - ont bénéficié d'un accès privilégié aux contrats d'État.

Le néo-patrimonialisme est plus présent dans le domaine de l'énergie et des affaires touchant l'énergie. Le plus souvent, les pays qui présentent une structure d'organisation politique profondément corrompue, au point d'être plutôt des « territoires » mal-gouvernés que de véritables pays, ont des ressources énergétiques importantes. L'accès sous diverses formes à ces ressources est en lui-même une ressource de rentes clientélistes.



## Section 1

### La destruction de la reconstruction économique

En 1989, l'infrastructure de la Roumanie se trouvait dans le même état qu'après une guerre : les routes étaient devenues impraticables pour le transport. Nous évoquons ici l'infrastructure routière, mais beaucoup d'autres types d'infrastructures étaient en très mauvais état : la sécurité nationale, l'aménagement du territoire, le génie civil, l'aéronautique, la recherche et le développement, l'informatique ou encore le tourisme. En effet, toutes les formes de développement économique dépendent des infrastructures de transport : les routes et les autoroutes.

Les travaux liés à ces infrastructures de transport sont aussi parmi les plus coûteux, et il est très difficile d'en contrôler le budget : le choix de matériel, le choix de la main d'œuvre, ...etc., et ce malgré les études de faisabilité et les estimations initiales des coûts. Ce n'est pas un problème seulement roumain : même la structure de coûts de l'aéroport de Berlin a été sérieusement dépassée et la date limite prolongée de plusieurs années.

En Roumanie, la construction des infrastructures de transport est devenue une source de corruption et de clientélisme national et international. Ce type de corruption a été plus visible ces dernières années, lorsque les archives ont été ouvertes et que l'on a pu identifier une compagnie qui faisait partie de la clientèle politique d'un pays-Patron et qui avait reçu des contrats publics dans un pays – Client.

Le Gouvernement d'Adrian Năstase a été accusé vigoureusement d'avoir balkanisé le pays par une corruption très étendue. En 2003 et 2004, la dernière année électorale, le Cabinet Năstase a « réalisé » la privatisation des plus lucratives compagnies d'État et a commencé des projets d'infrastructure impressionnants, mais sans aucune transparence.

On parle d'un cas possible de clientélisme d'État lorsque la monnaie d'échange est le capital politique pour une des parties et le gain financier pour une autre. Cette relation dyadique



implique l'utilisation des ressources de l'État Client et des (?) Compagnies – Clients pour obtenir une position favorable de la part de l'État - Patron pour ces Compagnies – Clients.

Les deux partis opposés de la scène politique roumaine ont reconnu l'existence d'une transaction clientéliste à certains niveaux étatiques. Traian Băsescu, candidat pour la Présidence de la République, avait accusé la délégation française- avec à sa tête l'ancien Premier ministre français, M. Raffarin - d'être venue en Roumanie à des fins électorales et pour « recevoir son pot de vin » en échange de la légitimation du pouvoir corrompu en place . Adrian Năstase, des années plus tard, après avoir été condamné à de la prison ferme, avait publiquement exprimé sa colère contre « l'Occident hypocrite ».

En effet, une longue liste de privatisations se superpose aux intérêts électoraux du pouvoir à l'époque : l'entrée dans l'UE et dans l'OTAN.

Le Cabinet Năstase a accordé des conditions préférentielles et très profitables, à plusieurs compagnies stratégiques : le réseau de distribution du gaz naturel pour le sud de la Roumanie à Gaz de France, la construction d'un tronçon de l'autoroute Bucarest – Brasov à Vinci (France), l'exploitation des réserves de pétrole et la compagnie nationale de pétrole à OMV (Autriche), la construction de l'autoroute Transylvanie à Bechtel (États - Unis), la licence pour l'administration et les écoles à Microsoft (États - Unis), l'autre moitié du réseau national de distribution de gaz naturel à Ruhr Gas (Allemagne), le contrat pour la sécurisation des frontières (EADS / Airbus – filiale allemande, avec le siège à Munich) et l'usine d'aluminium à Marco International / Vimetco (Russie).

Parmi les consultants de l'État roumain pour la distribution de gaz naturel, figurent Credit Suisse First Boston International - CFSB (R-U) et Romanian American Enterprise Fund - RAEF / FRAI (États – Unis).<sup>655</sup> À la CFSB, Stamen Stantchev et Vadim Benyatov étaient en poste à l'époque tous deux ont été condamnés en Roumanie des années plus tard pour espionnage en faveur de la Russie. À la RAEF / FRAI, les partenaires au sein du conseil de consultants étaient Theodor Stolojan, ancien Premier ministre de la Roumanie, et Florin Georgescu, ancien ministre des Finances et vice-Gouverneur de la Banque Nationale. Le Fonds Américain avait financé l'une des affaires de Dorinel Mucea, directeur de l'Autorité de Privatisation en Industrie, en charge du

---

<sup>655</sup> HOTĂRÂRE nr.905 din 14 august 2003, Guvernul Romaniei, [http://www.cdep.ro/pls/legis/legis\\_pck.htp\\_act\\_text?id=49927](http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.htp_act_text?id=49927)

dossier Distrigaz (Nord et Sud). Mucea a été condamné à de la prison ferme des années plus tard pour des affaires de corruption.

Pour la privatisation de la Compagnie Petrom, la compagnie russe Gazprom a été assistée et représentée par l'avocat Cătălin Predoiu, beau-fils de Calin Andrei Zamfirescu, l'avocat qui a pris en charge les plus grands contrats de liquidation bancaires et qui était très proche de la direction du PNL. Predoiu était aussi associé et avocat de l'oligarque Dinu Patriciu, le leader et le financeur du PNL. Quelques années plus tard, Predoiu est devenu ministre de la Justice et même, brièvement, Premier ministre par intérim de la Roumanie.

En octobre 2004, deux mois avant les élections, Traian Băsescu dénonçait ainsi le clientélisme d'État : « La délégation française est en visite électorale, d'autant qu'elle est venue se passer en discrétion totale. Le contrat pour la société française Vinci, qui construira cette autoroute, est un cadeau offert par Adrian Năstase au Premier ministre français. Les Américains ont remporté un contrat de plusieurs milliards de dollars avec Bechtel sans appel d'offres, les Allemands, après la visite du Premier ministre Schröder, ont pris leur contrat de plus d'un milliard d'euros pour la sécurité des frontières et, dans le même processus de remerciement à tous monde, le gouvernement roumain a attribué sans appel d'offres un contrat pour la construction d'une autoroute Bucarest-Brasov ». <sup>656</sup>

Les exemples que nous allons évoquer ici concernent les cas « Bechtel » et « Vinci », des cas réellement emblématiques de services politiques payés par des amis à des amis.

L'actualisation des infrastructures était essentielle pour la survie de l'État et pour la prospérité de ces citoyens. Cette grande politique a été détournée et utilisée comme une voie pour justifier des contrats corrompus.

L'existence de la corruption et du clientélisme – c'est-à-dire la politisation d'un travail exclusivement technique - est prouvée dans tous les grands projets d'infrastructure routière. Pour comprendre comment le « corruptionnalisme » s'est infiltré et à quel niveau, nous avons réalisé un entretien avec un avertisseur d'intégrité (que nous allons appeler ici AVI), placé à un très haut niveau dans une unité responsable de l'infrastructure routière.

---

<sup>656</sup> FATI Sabina, « Delegatia franceza a venit sa-si ia tainul », de Evenimentul Zilei, Marți, 19 octombrie 2004, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1254046-evz-delegatia-franceza-venit-tainul.htm>

Par définition, tout travail d'infrastructure nécessite une politique publique pour être démarré. La particularité en Roumanie, c'est qu'entre 1990 et 2016, les politiques publiques ont délibérément inclus certains points vulnérables pour couvrir de futurs actes de corruption.

AVI a déduit deux conséquences majeures de cela : premièrement, l'infrastructure réalisée est de très mauvaise qualité et, deuxièmement, certains travaux qui ont coûté plusieurs millions d'euros, alors même qu'ils n'étaient d'aucune utilité économique ni sociale, n'ont été réalisés que pour accorder des contrats à des membres du parti ou de la famille.

Ce réseau de fonctionnaires, d'hommes d'affaires et de politiciens est fondé sur le secret et la confiance absolue. En ce qui concerne les bénéfices pour les fonctionnaires qui acceptent d'entrer dans le « club des privilégiés », AVI en témoigne : « Il y a des collègues qui ont des propriétés à Paris, à Londres, à New York, des fonctionnaires qui ont un salaire officiel de 40.000 Euros par an. Mais, dans une affaire de corruption, ils peuvent toucher 1 million d'Euros par contrat. »

Selon AVI, tout acte de corruption était réalisé en « échelle » : « Le fonctionnement du groupe d'intérêt du groupe était très simple : un sénateur, un député, un secrétaire d'État, un directeur, avaient intérêt de transférer une propriété d'État en propriété privée pour la donner à quelqu'un. Quelqu'un (du Ministère : note de l'auteur) assumait la responsabilité de cette démarche, il le savait, il connaissait le processus administratif, par où commencer et par où le terminer. Dans cette chaîne relationnelle, chacun avait quelque chose à gagner. »<sup>657</sup>

Le début d'une « échelle à gagner » était l'ouverture d'un « dossier – thématique », à la demande d'un décideur politique à la direction du Ministère. Le fonctionnaire en poste, souvent un directeur de Direction, organisait une réunion avec les fonctionnaires d'un département au Collège de spécialistes.

Ces postes de fonctionnaires du *middle management* font l'objet d'un grand intérêt politique. Malgré leurs postes techniques et spécialisés, certains Clients du ministre ou d'un parti étaient employés après avoir passé des concours corrompus. AVI a confirmé plusieurs noms de personnes qui avaient été employées au Ministère grâce à un support politique, parce que les Patrons avaient besoin d'hommes de confiance, et non pas de fonctionnaires publics : « Car il a besoin de cette confidentialité et de cette complicité, une loi d'Omerta qui fonctionne entre les

---

<sup>657</sup> AVI, Avertisseur d'intégrité, interviewé par M. Draghici, 2011

deux, une chaîne d'intérêts qui les lie. Parce que, évidemment, ce fonctionnaire défend de tels intérêts qui ne sont pas d'ordre public, mais juste un prétexte, un masque déguisé en intérêt public. » Référence citation ??

Une fois le sujet débattu au sein du Collège par les spécialistes, il aurait dû être examiné une seconde fois, lors d'une réunion publique avec les spécialistes des ONG. « Cette étape d'obligation de transparence n'a pas été respectée dans la majorité des cas », déclare l'AVI. Selon plusieurs études de cas publiés dans les médias et selon les indices de l'AVI, les caractéristiques techniques du projet étaient rédigées pour convenir à une seule compagnie. A ce stade, il se sentait contraint de communiquer une copie des documents concernés aux procureurs anti-corruption. Une fois que les formalités étaient remplies, le projet était envoyé sur la table de l'Exécutif sous la forme qui convenait cette fois-ci aux groupes d'intérêts, peu importait l'avis des spécialistes.

Au cours de sa carrière, l'AVI a mis sa signature sur des contrats d'infrastructure d'une valeur totale de 500 millions dollars.

Comment faisaient-ils pour construire plus cher ? Par des sous-évaluations, par des additions, par des surcharges du prix des matériaux d'une qualité douteuse. « Par exemple, en doublant le prix du contrat, en utilisant des matériaux autres que ceux qui avaient été approuvés ou en quantités différentes. Des travaux supplémentaires étaient requis par l'Autorité contractante. (...) C'était un moyen facile à l'appui de ce motif d'accorder un contrat supplémentaire de plusieurs dizaines de millions d'euros. Bien entendu, pour ce don de dizaines de millions d'euros, éventuellement par négociation directe, vous me serez tout aussi reconnaissant avec quelques millions d'euros sur mon compte. »<sup>658</sup> L'AVI décrit ici la méthode classique de rétrocommissions. Leur valeur dans le domaine pris en compte par l'AVI oscille entre 1,5% et 20%.

Comment les politiciens, les fonctionnaires publics et les hommes d'affaires ont-ils réussi à former cette grande « échelle de Patrons et Clients », quel que soit le pouvoir en place ? Le témoignage de l'AVI nous offre une explication sur la concentration du pouvoir dans certains domaines très lucratifs: « Ces hommes d'affaires appelés « rois de l'asphalte », « rois » de je ne sais quoi, du grain...Donc vous trouvez chaque « roi » connecté dans son domaine au peuple du pouvoir qui viennent à ces institutions publiques, donc ils sont connectés en permanence, parfois même déterminent la nomination à ces postes parce qu'ils les payent avec des sommes très importantes dans les campagnes électorales. Je connais des gens qui ont donné des montants égaux

---

<sup>658</sup> AVI, Avertisseur d'intégrité, interviewé par M. Draghici, 2011

à l'un ou à l'autre parti, pour qu'il ait la garantie que celui qui arrivera au pouvoir saura qu'il était l'un de ses partisans et pourra ainsi continuer à y défendre ses intérêts. »<sup>659</sup>

Pendant des années, l'AVI a témoigné, directement ou par l'intermédiaire de ses collègues, de situations très concrètes qu'il a fait connaître aux autorités responsables : « Ils commencent avec de l'argent, ce qui signifie qu'ils donnent en fait des sommes d'argent, soit si la femme d'un politicien veut une intervention esthétique d'une clinique à Vienne et je connais un cas, soit s'il lui dit que sa femme se rend à Milan et que le politicien n'a pas d'argent disponible dans le compte et la personne (homme d'affaire) lui propose de payer tous les frais, soit s'il lui dit simplement que dans le compte du travail – contrat public qu'il va donner, il a maintenant besoin d'une avance, et les gens savent que ceux qui ont promis tiennent parole. »

L'AVI soutient que des sommes d'argent ont également été envoyées sur les comptes des partis politiques : « Le politicien (...) et je vous donne un exemple ici, L.O. a fait peur à tous les membres du Bureau Permanent quand il est allé avec des sommes d'argent à la réunion du parti pour que B.O. et T.M. et les autres soient venus dire désespérément : « Mec, on ne peut pas tenir marchez avec vous ! et ce fut une révolution due à cet argent que L.O. a apporté. T. qui avait imposé un seuil rapporte 2.500 euros et ce fut une grande révolution au niveau du PARTI que nous n'ayons pas d'argent d'où ramener 2500 euros. Ils étaient tous soudainement très pauvres, même si 2 500 euros au niveau de 2008 représentaient un petit montant. »<sup>660</sup>

Les plus grands projets d'infrastructure routière dans la Roumanie post-communiste ont été réalisés après les années 2000. Entre 1989 et 2000, les Gouvernements ont proposé de tels projets, ont continué à réparer des tronçons d'autoroutes – 100 km au total - qui dataient de la dictature (l'autoroute Pitesti Bucaresti et une dizaine de kilomètres d'autoroute près de la Mer Noire) mais ils n'ont pas été achevés. Par exemple, l'autoroute du Soleil, qui fait la liaison entre la Capitale et la Mer Noire a démarré en 1998 et a été finalisé en 2012. Seul un tronçon a été ouvert, au cours de l'année électorale 2004, sous le Gouvernement Năstase. Au sujet de la construction, les médias ont émis des doutes concernant la valeur des expropriations de terrains où l'autoroute devait passer. C'était une « réalisation » d'une telle envergure pour les politiques roumaines, que le gouvernement Năstase l'avait incluse dans le programme de publicité politique

---

<sup>659</sup> AVI, Avertisseur d'intégrité, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>660</sup> AVI, Avertisseur d'intégrité, interviewé par M. Draghici, 2011

de son parti sous le titre « L’Autoroute du Soleil – les premiers 100 km d’autoroute au niveau européen. »<sup>661</sup>

La transparence des acquisitions publiques était très menue à l’époque. Mais, certains cas ont fait la une des médias par leur dimension politique internationale, comme celui de l’autoroute Transylvanie par exemple – le contrat Bechtel accordé sans appel d’offres, donné en « cadeau » pendant la même année électorale par le Cabinet Năstase : « En 2004, le gouvernement roumain a signé le contrat le plus dommageable de l’histoire récente du pays, par lequel la société américaine Bechtel devait construire la route Transylvanie (Braşov-Borş) de 415 km. Le contrat a été conclu sur la base d’objectifs de prix et de quantités, affirmant alors que le prix de l’autoroute est de 2,2 milliards d’euros. Le contrat a été renégocié, les responsables affirmant que s’il s’était poursuivi sous la forme convenue en 2004, Bechtel aurait reçu 9,9 milliards d’euros. Seuls 54 km ont été parcourus, pour lesquels la Roumanie a payé 1,25 milliard d’euros, soit le fabuleux montant de 23 millions d’euros par kilomètre. »<sup>662</sup>

Le contrat signé pendant l’année électorale où Adrian Năstase et son parti ont perdu le pouvoir a illustré un cas avéré de clientélisme politique entre les États. La Roumanie était durement critiquée par les autorités américaines pour ses actes de corruption et de clientélisme. Dans le même temps pourtant, une compagnie très proche de l’Administration George Bush, qui avait fait des financements pour le Parti Républicain et qui avait obtenu des contrats soupçonnés d’être sous l’influence politique de plusieurs pays, comme la Bulgarie<sup>663</sup>, a vu l’un de ses vice-présidents, condamné pour avoir versé des pots-de-vin de 5,2 millions dollars à l’Égypte.<sup>664</sup>

Le contrat a été cinq fois plus cher que le prix normal, obtenu après l’annulation d’une partie du contrat par le nouveau Gouvernement.<sup>665</sup> Et les controverses de cette affaire ne s’arrêtent pas là : le document original du contrat a effectivement disparu pendant les années 2004 – 2013, quand le Ministre des Travaux Public, Dan Sova, a déposé une plainte pénale dans ce sens. Les procureurs n’ont jamais réussi à statuer clairement sur la culpabilité des Ministres potentiellement

---

<sup>661</sup> ASOCIATIA PRO DEMOCRATIA, Raport Alegeri la limita democratiei, Analiza procesului electoral din România, octombrie – decembrie 2004, page 40

<sup>662</sup> « Ce a însemnat guvernul Năstase pentru economia României », 21 iunie 2012, ECONOMICA.net, [https://www.economica.net/ce-a-facut-nastase-pentru-economia-romaniei\\_27199.html](https://www.economica.net/ce-a-facut-nastase-pentru-economia-romaniei_27199.html)

<sup>663</sup> Corporate Watch, <https://corpwatch.org/article/bechtel-profiting-destruction#C>

<sup>664</sup> Ministère de la Justice, É-U, <https://www.justice.gov/opa/pr/former-bechtel-executive-pleads-guilty-connection-52-million-kickback-scheme>

<sup>665</sup> « Care este preţul real al autostrăzii Transilvania », 28 iunie 2016, <https://www.capital.ro/care-este-pretul-real-al-autostrazii-transilvania.html>

responsables, « Gheorghe Dobre, ancien ministre des Transports, Sebastian Vladescu, ancien ministre des Finances publiques, Monica Macovei, ancienne Ministre de la Justice, Radu Berceanu, ancien Ministre des Transports et des Infrastructures, ainsi que Cristian Duica, directeur général du CNADNR »<sup>666</sup>. Finalement, le dossier a été classé sans suite à cause de la prescription pénale.

Un autre « mystère » des réseaux clientélistes a également auréolé ce contrat : comment le Ministère des Transports pouvait-il avoir décidé qu'une jeune avocate, avec seulement cinq ans d'expérience professionnelle soit chargée de contrats de plusieurs milliards de dollars ? L'avocate Simona Neagu a été rémunérée avec plus de 5 millions d'euros pour assistance juridique, consultance et négociation au nom de l'État roumain pour la construction de quatre autoroutes nationales, des projets stratégiques pour le commerce et le transport dans l'UE et la Roumanie : 1. Bucuresti – Ploiesti, 2. Comarnic – Predeal, 3. Predeal – Brasov et l'autoroute Bechtel.

Une potentielle explication réside dans son passé professionnel et personnel – c'est-à-dire une relation de clientélisme : « On ne connaît pas les critères selon lesquels l'Etat roumain considère que son expertise vaut les millions d'euros qui lui sont versés, mais Romaniaia Curata a trouvé certains de ses attributs inconnus. Ainsi, Carmen Simona Neagu a été associée en 2002 dans la société Cris Music SRL avec Cristiana Răduță, chanteuse (ici), star de Playboy (ici) et la petite amie / épouse de l'homme d'affaires controversé Costel Bobic, personnage présent au fil des ans dans son entourage proche. Miron Mitrea et impliqué dans la franchise et le pillage de Bancorex. En effet, les deux associés, l'avocate Carmen Simona Neagu et la chanteuse Cristina Răduță, se sont également rencontrés par l'intermédiaire du millionnaire Costel Bobic, que Carmen Simona Neagu avait représenté dans plusieurs procès pénaux, à partir de 1997. Simona Neagu était également avocate au sein de la société Music & Music SRL, contrôlée à l'époque par 3 associés : Cristiana Răduta (la petite amie de Bobic), la société 3 Sud Est SRL (du groupe 3 Sud Est, découvert et propulsé par Costel Bobic) et la société Show Master the Art of Entertainment SRL, contrôlée par l'homme d'affaires de Cluj Miko Matei Ioan, connu comme le propriétaire de l'agence de mannequins Transilvania Fashion. Aussi, l'avocat qui représentait l'Etat lors de la rédaction du contrat CNADNR-Bechtel était dans les années 90 l'avocat de Cristi Burci, proche de Miron

---

<sup>666</sup> « Procurorii au clasat dosarul privind disparitia contractului Bechtel », 2016-10-11 11:40:00, <https://www.agerpres.ro/justitie/2016/10/11/procurorii-au-clasat-dosarul-privind-disparitia-contractului-bechtel-11-52-31>

Mitrea. À propos des contrats offerts par le ministère des Transports pendant le mandat de Miron Mitrea aux entreprises de Burci, la presse de ces années a beaucoup écrit. Les deux clients de l'avocate Carmen Simona Neagu, Bobic et Burci, étaient simultanément associés à Prima TV au milieu des années 2000. »<sup>667</sup>

En 2010, l'autorité pour la construction des autoroutes a perdu le procès de récupération des presque 6 millions d'euros versés pour consultance juridique à cause de sa propre stratégie de défense volontairement déficitaire, selon les médias.<sup>668</sup>

Le choix si controversé et regrettable du Bechtel a été brièvement expliqué par Mircea Geoană, ancien ministre des Affaires Étrangères, qui lors d'une visite en Croatie avec Adrian Năstase, le 8 février 2003<sup>669</sup>, a été épaté par la qualité de l'autoroute bâtie par Bechtel entre Zagreb et Split. Geoană a mentionné qu'à cause de cela ils avaient commencé à mener des discussions avec Bechtel. Un choix très discutable étant donné que depuis le mois juillet 2003, le gouvernement d'Ivica Račan était aux prises avec un scandale énorme : le ministre des Constructions Publiques, Radimir Čačić, avait obtenu des contrats de plusieurs millions de dollars au profit de ses propres compagnies, selon le Rapport publié par le Cour de Compte croate.<sup>670</sup>

Une longue liste de grands projets s'ajoute à ce type de contrats, qui sont au moins susceptibles d'une amélioration de prix contesté. Par exemple, la construction du Passage Basarab à Bucarest a été estimé en 2006 à 60 millions d'euros. Le passage, devenu une image iconique de Bucarest dans le monde, a été finalisé en 2012 avec un coût total de 250 millions d'euros. Situation identique : l'Arena Nationale, complexe sportif de Bucarest, construit entre 2007 et 2011, avec un coût initial estimé à 119 millions d'euros et a coûté en définitive 234 millions d'euros<sup>671</sup>.

---

<sup>667</sup> « România Curată vă prezintă contractul Bechtel cu semnături autentice, declarat pierdut în urmă cu 3 ani ». DNA are în lucru două dosare privind această afacere, Romania Curata, Daniel Befu, 12 ianuarie 2017, <https://www.romaniacurata.ro/dezvaluiri-dna-are-in-lucru-doua-dosare-privind-afacerea-bechtel-romania-curata-va-prezinta-contractul-declarat-pierdut-de-sova-in-urma-cu-3-ani/>

<sup>668</sup> « Cum a pierdut statul șase milioane de euro din contractul Bechtel », Romania Libera, Cristi Ciuperca, 23.06.2010 - 20:37, <https://romanioliberal.ro/economie/finante-banci/cum-a-pierdut-statul-sase-milioane-de-euro-din-contractul-bechtel-191400>

<sup>669</sup> “Nastase: Romania-Croatia ties are good but can develop further”, Published 11:00 February 8, 2003, <https://www.neweurope.eu/article/nastase-romania-croatia-ties-are-good-can-develop-further/>

<sup>670</sup> « Government Accuses Former Minister Of Corruption, Čačić won 250 million kuna in state contracts from 2000 to 2003”, Robert Bajruši, Nacional number 454, 2004-07-27, <http://arhiva.nacional.hr/en/clanak/18390/cacic-won-250-million-kuna-in-state-contracts-from-2000-to-2003>

<sup>671</sup> « Național Arena costa 119 milioane de euro și a ajuns la 234! », Gazeta Sporturilor, 2011, <https://www.gsp.ro/gsp-special/anchetele-gazetei/national-arena-costa-119-milioane-de-euro-si-a-ajuns-la-234-230598.html>



Dans l'infrastructure, le démarrage de la construction des autoroutes, consécutif aux booms économiques et, ultérieurement, aux financements de l'UE, est devenu visible dans la période 2004 – 2014, qui correspond au mandat du Président Traian Băsescu. Un groupe de six hommes d'affaires, appelés par les médias « les routiers » ou les group « Golden Blitz », ont gagné plus de 5,6 milliards d'euros grâce aux seuls contrats d'infrastructure. Ils étaient tous proches du Parti Démocrate, parti au pouvoir à l'époque et qui a permis l'élection du président de la République en 2005.

Les compagnies de six personnes, toutes dans le sillage du nouveau pouvoir, ont obtenu des contrats très bien payés par l'État : Theodor Berna - 1,4 milliard d'euros, Sorin Vulpescu et Dan Beșciu - 500 millions d'euros, Nelu Iordache - 1,5 milliard d'euros, Costel Cășuneanu - 140 millions d'euros et Dorinel Umbrărescu - 1,1 milliard d'euros.<sup>672</sup>

Malgré la somme impressionnante obtenue par les compagnies appartenant à ces six hommes d'affaires, une seule est entièrement opérationnelle aujourd'hui.

En 1999, Theodor Berna a été le conseiller de Traian Băsescu, à l'époque maire de Bucarest. Les compagnies du Berna avaient obtenu 1,4 milliard d'euros en contrats publics. En 2014, Berna a été arrêté par les procureurs anticorruption. Son dossier est encore au Tribunal et Berna semble collaborer étroitement avec les procureurs pour diminuer son éventuelle condamnation. Il a fourni des informations essentielles pour que les procureurs puissent mettre en accusation pour faits de corruption ou d'évasion fiscale deux grands noms de la politique roumaine : Sebastian Ghiță, ancien parlementaire, patron d'un empire de compagnie d'IT et très bon ami de l'ancien Premier Ministre Victor Ponta, et Darius Valcov, ancien conseiller du ministre des Finances et personnalité politique très influente.

Les compagnies de Nelu Iordache ont obtenu des contrats publics d'une valeur de 1,5 milliards d'euros. L'homme d'affaires a été condamné à 6 ans et 3 mois de prison en 2017, pour malversations à travers les financements européens.

Les compagnies des hommes d'affaires Sorin Vulpescu et Dan Beșciu ont obtenu 500 millions de dollars en contrats publics. Besciu était partenaire d'affaires avec le mari à cette époque d'Elena Udrea, chef du Cabinet du Président la République et, ultérieurement ministre du Tourisme. La compagnie fanion de Vulpescu et Besciu a été déclarée en faillite en 2018.

---

<sup>672</sup> « Singurul drumar al lui Băsescu care nu a falimentat », 27 apr 2019 / 07:15, [https://www.dcbusiness.ro/ce-s-ales-de-drumarii-lui-basescu-regii-asfaltului-au-abdicat-cu-datorii-de-miliarde\\_593891.html](https://www.dcbusiness.ro/ce-s-ales-de-drumarii-lui-basescu-regii-asfaltului-au-abdicat-cu-datorii-de-miliarde_593891.html)

La compagnie de Costel Cășuneanu, qui avait plus de 140 millions d'euros en contrats publics, a traversé une situation difficile pendant un laps de temps après que le patron ait été mis en accusation pour faits de corruption, avec la complicité du sénateur PSD Cătălin Voicu, accusé et condamné en 2008 pour avoir créé un réseau de décision parallèle à la Cour Suprême de Justice. En 2013, Cășuneanu a été condamné à quatre années de prison avec sursis.

La même source<sup>673</sup> constate que seules les compagnies de Dorine Umbrărescu sont encore viables et opérationnelles et indique une valeur totale de 1,1 milliard de dollars en contrats publics. Notre évaluation de 72 contrats, pour la période janvier 2007 – décembre 2013, indique une valeur totale de 1,2 milliards de dollars pour ces compagnies. Les médias et d'autres experts ont tous remarqué une inconsistance et une négligence suspecte dans la façon de rapporter les données publiques par les autorités roumaines : les fichiers sont incomplets et il y a un manque d'exactitude dans la conversion entre les chiffres et les étiquettes, qui augmente la marge d'erreur.

Ayant débuté ses affaires à Bacău, Umbrărescu semble s'être tenu proche de tous les échiquiers politiques. « Bacău, la ville où vit Umbrărescu, semble être un bastion d'infrastructure et de personnalités politiques influentes. De la même ville ne sont pas seulement Costel Cășuneanu, mais aussi les frères Sechelariu ou le leader du PSD Viorel Hrebenciuc. En fait, la presse a indiqué des liens entre tous les noms ci-dessus. Sergiu Sechelariu était secrétaire d'État au ministère des Transports à l'époque de Miron Mitrea et Dumitru Sechelariu était le maire de Bacău. Viorel Hrebenciuc est considéré comme une éminence grise du Parti social-démocrate. »<sup>674</sup>

Une preuve du clientélisme politique est fournie par le moment choisi, le montant et la rapidité d'un contrat obtenu par ses compagnies. « Près de 200 milliards de lei (5,1 millions d'euros)<sup>675</sup>. C'est ce que le ministère de Mitrea a versé à la société de Dorinel Umbrărescu, UMB Spedition SRL, en une journée. Le paiement a été effectué automatiquement : le 14 décembre, deux jours après que Băsescu a remporté son second tour et que le PSD a dit au revoir au gouvernement, Umbrărescu a émis une facture de 200 milliards de lei pour la réhabilitation d'une route. »<sup>676</sup>

---

<sup>673</sup> « Singurul drumar al lui Băsescu care nu a falimentat », 27 apr 2019 / 07:15, [https://www.dcbusiness.ro/ce-s-a-ales-de-drumarii-lui-basescu-regii-asfaltului-au-abdicat-cu-datorii-de-miliarde\\_593891.html](https://www.dcbusiness.ro/ce-s-a-ales-de-drumarii-lui-basescu-regii-asfaltului-au-abdicat-cu-datorii-de-miliarde_593891.html)

<sup>674</sup> « Revue Forbes Romania, Dorinel Umbrărescu – 500 Miliardari », Ediția 2011, [https://www.forbes.ro/dorinel-umbrurescu-500-miliardari-editia-2011\\_0\\_3961-13716](https://www.forbes.ro/dorinel-umbrurescu-500-miliardari-editia-2011_0_3961-13716)

<sup>675</sup> Cours BNR du décembre 2004 : 1 EURO – 38,774.32 LEI, [bnr.ro](http://bnr.ro)

<sup>676</sup> AVRAM Liviu « Doua sute de miliarde pe ultima suta pentru clientela ministrului Mitrea », Cotidianul, Marți, 15 martie 2005, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1236850-doua-sute-miliarde-ultima-suta-pentru-clientela-ministrului-mitrea.htm>

L'analyse des contrats et des personnes impliquées nous montrent que les années 1990 – 1996 ont été dominées par « Le Group de Bacau – FPP Moldavie – Bancorex – Rafo » et d'autres réseaux clientélistes autour d'autres centres de pouvoir informels comme la Famille Păunescu – mais tous liés à la Securitate. Après le changement de pouvoir, en 1996, « Le Group Bacau » a volontairement décidé d'élargir la composante et de partager les « bénéfices » de la corruption et du clientélisme pour gagner du temps.

Pendant le mandat du Président Constantinescu, de 1996 à 2000, une confusion et en même temps des conflits entre les réseaux clientélistes sont devenus très visibles. C'est la période des nouveaux noms qui ont pris le contrôle, des gens comme Dinu Patriciu et Adrian Videanu, Dan Voiculescu et des réseaux clientélistes hérités de ceux de Bacau, comme Vîntu & compagnie.

Les grandes affaires qui se sont déroulées pendant les années 1996 (décembre) et 2000 (décembre) sont liées à la privatisation. C'est le cas de ministres qui ont utilisé leurs pouvoirs pour obliger des compagnies d'état à acheter des services ou des équipements inutiles ou usagés par le biais de leurs propres compagnies.

C'est le cas d'un ancien ministre des Transports, Radu Fenechiu, qui a été condamné à cinq ans de prison en 2014 pour une telle opération. Ses firmes avaient commencé à obtenir des contrats avec les institutions d'État depuis 1999, alors qu'il était vice-président de la filiale locale du PNL. En grande majorité, les chefs des institutions de privatisations, Sorin Dumitriu et Radu Sârbu, ont utilisé des réseaux formés bien avant leur mandat – c'était une alternance au pouvoir avec parfois un transfert de clientèle, comme Radu Sârbu, personnage très puissant à l'époque, comme l'indique l'ancien Premier Ministre Radu Vasile qui l'avait appelé « la boîte de résonance présidentielle ». Sârbu était, officiellement, dans une situation financière très difficile. Mais sa vieille mère était propriétaire d'une profitable compagnie de commerce de produits pétroliers, sa femme et ses beaux-parents latifundiaires et sa voiture de luxe appartenait à une compagnie.<sup>677</sup>

Les anciens ministres Decebal Traian Remes et Ioan Muresan ont été condamnés des années plus tard pour des faits de corruption pendant leurs mandats sous la présidence de Constantinescu (1996 – 2000), Muresan pour avoir notamment détourné des dons d'argent de la part des États – Unis.

---

<sup>677</sup> « Saracul Radu Sarbu! Casa e a sotiei, vila a socrului, iar masina a firmei », 29 noiembrie 2001, [https://adevarul.ro/news/societate/saracul-radu-sarbu-casa-e-sotiei-vila-socrului-masina-firmei-1\\_50abf4177c42d5a663831706/index.html](https://adevarul.ro/news/societate/saracul-radu-sarbu-casa-e-sotiei-vila-socrului-masina-firmei-1_50abf4177c42d5a663831706/index.html)

La stratégie de chaque nouveau pouvoir est similaire, et il semble qu'il y ait eu deux directions concurrentes : privatiser tout pour dépolitiser l'économie et la rendre compétitive, ou utiliser le processus pour la repolitiser avec d'autres intérêts privés. Entre les années 2000 – 2004, sous le Cabinet Năstase, le Groupe de Bacau a regagné une partie de l'influence qu'il avait perdue, mais cette fois-ci ses membres ont dû céder la place aux « nouveaux loups », des personnes qui avaient su trouver leur voie dans les réseaux d'allocation des ressources d'État. Mais ceux-ci se sont assurés que l'accès aux ressources du « sillage » clientéliste à droite était supprimé. Dès que le parti de gauche d'Adrian Năstase et Ion Iliescu a perdu les élections en 2004, la même situation a pu être observée : les Patrons ont apporté leurs propres Clients et ils ont gardé certains « anciens » Clients, qui ont de fait changé d'allégeance.

Après l'année 2004, la majorité des personnes du « Groupe de Bacau », Clients et Patrons, ont été poursuivis en Justice et certains d'entre eux ont été condamnés, tandis que d'autres sont encore en procès ou sous le coup d'une enquête. Le Groupe a perdu son pouvoir symbolique quand les politiques Miron Mitrea, Viorel Hrebenciuc, Cornel Iacobov et les frères Sechelariu ont été mis en accusation par les procureurs et condamnés à des années de prison.

Ceci pourrait expliquer la prolifération des réseaux clientélistes, le défaut de réforme dans tous les domaines et la politisation clientéliste.

Après 2004, plusieurs réseaux clientélistes se sont disputé le pouvoir, des réseaux de Clients autour de Patrons politiques très influents et riches comme Dan Voiculescu, Dinu Patriciu, Sorin Ovidiu Vîntu, le Group Cocos – Udrea, le groupement autour de Victor Ponta – Sebastian Ghiță et Liviu Dragnea. Dans la période 1990 – 2016, la Roumanie a connu quatre présidents : Ion Iliescu (deux mandats, 1992 – 1996, 2000 – 2004), Emil Constantinescu (1996 – 2000), Traian Băsescu (2004 – 2014) et Klaus Iohannis (depuis 2014). Pour la période 1990 – 1992, quand la Roumanie avait une Constitution communiste, les opinions étaient partagées pour savoir s'il fallait considérer ces deux années comme un véritable mandat présidentiel ou une simple transition vers la démocratie, ce qui n'a pas empêché M. Iliescu de candidater et de gagner les élections dans les années 2000.

Autour d'eux, se sont constitués des réseaux de type clientéliste. Parce que la Constitution de 1992, modifiée en 2003, conférait une puissance très grande aux Premiers ministres, des réseaux clientélistes se sont formés autour du Cabinet, comme source de pouvoir Exécutif gérant les ressources. Le manque de confiance est ancré dans le système politique roumain : le Président

nomme le Premier Ministre, mais il ne peut pas lui demander de démissionner. Une fois que le décret présidentiel est publié, le Premier Ministre n'est plus tenu pour responsable devant le Président. Soit ce dernier propose une « abdication » volontaire, soit une motion de censure est proposée au Parlement à l'encontre du Gouvernement.

À cause de ce système, la Roumanie fonctionne plutôt avec un « faux centre de décision », dès lors que le Président et le Premier Ministre sont des opposants et que le régime fonctionne comme une République Parlementaire, ou bien lorsque, comme dans une République présidentielle, le Président garde le contrôle d'une majorité parlementaire qui lui est fidèle et peut ainsi faire démissionner le Premier Ministre.

Cette malformation constitutionnelle est à la fois une des causes et un des effets du retard démocratique en Roumanie. Les crises constitutionnelles caractérisent la vie politique roumaine. Les conflits entre Président et Premier Ministre se succèdent régulièrement avec un impact considérable sur la gouvernance du pays. Le régime en place fait de la Roumanie un pays mal gouverné et non-gouvernable, avec le plus haut degré d'instabilité politique en Europe : la durée moyenne d'un mandat de Ministre est de 12 mois maximum : « La Roumanie connaît le plus grand degré d'instabilité ministérielle, suivie de loin par la Pologne et l'Italie. Dans les six domaines analysés, la Roumanie avait changé entre de 1990 à 2016 environ 150 ministres sont présents, trois fois plus que l'Allemagne. »<sup>678</sup>

Durant le mandat avant-Constitution de M. Iliescu (1989 – 1992), il y a eu deux Premiers Ministres, avec un régime de type présidentiel : Petre Roman (deux fois) et son Cabinet remanié trois fois, Theodor Stolojan. La période 1992 – 1996 a connu un régime présidentiel, M. Iliescu et M. Văcăroiu manifestant une cohérence et une unité dans la gouvernance du pays. Pendant la période 1996 – 2000, le Président Constantinescu souhaitait un régime de type présidentiel, mais la composition du Parlement et ses différences avec les Premiers Ministres M. Ciorbea et M. Vasile, suivis de la présence imposée de M. Isărescu, ont fixé l'empreinte d'un régime parlementaire. Pendant la période 2000 – 2004, M. Ion Iliescu a nommé un seul Premier Ministre, M. Năstase, qui contrôlait le parti et le Parlement : la Roumanie a connu alors un régime parlementaire *de facto*, mais pas *de jure*. Les deux mandats du Président Traian Băsescu ont été marqués par l'alternance d'un régime de type présidentiel (2004 – 2009) et d'un régime parlementaire (2008 – 2014).

---

<sup>678</sup> Centrul pentru Promovarea Participării și Democrației (CPD), Instabilitate Guvernamentală Cronică, 2017, P.17, Civicparticipation.Ro

« La plus grande instabilité ministérielle est enregistrée dans la Santé et les Transports, où 25 ministres se sont succédé en 27 ans. L'éducation et les affaires intérieures suivent, chacune avec 24 ministres. »<sup>679</sup>

Mais l'infrastructure n'était qu'un des domaines gravement perturbés par la corruption et le clientélisme. Le milieu d'affaires, les acquisitions publiques dans la santé, les services d'informatique et du tourisme ont fait l'objet d'une pratique similairement destructrice. Le marché est devenu un support pour la corruption et le clientélisme, au détriment de la prospérité des Roumains. Il suffit de se rappeler la position très forte de Traian Băsescu en 2004 contre le contrat Vinci. Le contrat avait été annulé et l'appel d'offre avait été gagné par une compagnie des clients politiques du groupe « Golden Blitz ». <sup>680</sup>

Une étude de cas montre la perspective de la corruption du point de vue d'un investisseur étranger<sup>681</sup>, contrairement à la perspective d'un fonctionnaire public. L'homme d'affaires, qui a accepté de nous parler à condition de garder son anonymat, dirigeait une compagnie avec un chiffre d'affaires de plusieurs millions de dollars. La compagnie avait des contrats avec des institutions publiques.

« Je me suis retrouvé face à face avec des institutions d'État qui voulaient résilier abusivement les contrats, en prenant simplement des décisions défi qu'ils ont mises en œuvre. On nous a proposé une alternative, l'alternative étant de reconsidérer la volonté de résilier abusivement les contrats et pour cette éventuelle reconsidération, l'investisseur s'est vu demander une somme de millions de dollars ce qu'on appelle la corruption roumaine. Ce qui est sûr, c'est que l'investisseur avait quitté la Roumanie et il n'a pas accepté cette situation, il n'a pas payé ce pot-de-vin. » L'investisseur s'est adressé à la Justice, mais selon lui, « la Justice a prouvé qu'elle était fortement influencée par les institutions qui avaient monté cette mise en scène. »<sup>682</sup>

Selon l'investisseur étranger, la compagnie faisait un profit annuel de 3 millions de dollars et « ils nous ont demandé 2,5 millions de dollars en pot-de- vin. »<sup>683</sup>

---

<sup>679</sup> Centrul pentru promovarea Participării și Democrației (CPD), Instabilitate Guvernamentală Cronică, 2017, p. 3, [civicparticipation.ro](http://civicparticipation.ro)

<sup>680</sup> « Radu Berceanu sustine ideea asocierii companiilor romanesti pentru construirea de autostrazi », Vineri, 22 Septembrie 2006, ora 07:55, <https://business24.ro/traian-basescu/stiri-traian-basescu/radu-berceanu-sustine-ideea-asocierii-companiilor-romanesti-pentru-construirea-de-autostrazi-83387>

<sup>681</sup> IIV, investisseur étranger en Roumanie, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>682</sup> IIV, investisseur étranger en Roumanie, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>683</sup> IIV, investisseur étranger en Roumanie, interviewé par M. Draghici, 2011

Pendant ces années-là, il se souvient d'avoir observé l'évolution de la corruption politique. Au début des années 1990, une forme de petite corruption était pratiquée, à l'aide de cadeaux symboliques qui, selon lui, ont fait graduellement augmenter les demandes. « Après 2000, un changement radical a commencé, et ce changement est venu avec le changement de régime. Le Gouvernement qui est venu alors a simplement apporté de nouvelles notions, de nouveaux niveaux 'd'attentes – cadeaux' ». <sup>684</sup> Lorsque la période dorée de la Roumanie postcommuniste a commencé, pour ainsi dire, en 2003-2004, à ce moment-là, bien sûr, les barreaux qui avaient été créés en 2000 sont devenus à un niveau qui n'était plus suffisant. Et les gens, par leur nature, quand vous recevez quelque chose assez légèrement, veulent quelque chose de beaucoup plus, tout aussi facilement. Et cela était très visible à l'époque, ici en Roumanie. »

L'investisseur pensait que les Roumains, contrairement aux Américains, étaient plutôt tolérants vis-à-vis de la corruption : « (...) à cause de l'éducation et à cause de la mentalité. Parce que la corruption n'existe pas en Roumanie uniquement sous le régime communiste, mais parce qu'elle existe en Roumanie avant même le régime communiste. Et la corruption, nous le pensons personnellement, vient de la longue période de l'Empire ottoman qui a eu une influence directe sur cette région, où la corruption, telle que nous la percevons aujourd'hui, n'était pas une chose à condamner, c'était un mode de vie, un genre de vie.

Ils n'étaient pas compétents en tant que personnes capables d'analyser des situations, qui doivent prendre des décisions après ces analyses, qui doivent mettre en œuvre les décisions qu'elles prennent. Il y a eu des opportunistes qui, d'une manière ou d'une autre, ont réussi à accéder à ces postes et qui étaient avant tout intéressés par la mesure dans laquelle ils pouvaient s'aider eux-mêmes pendant le temps qu'ils occupaient, sachant que ces périodes pouvaient être très court. » <sup>685</sup>

Ainsi, ce que nous pouvons remarquer, c'est le changement de source majeure de corruption. À mesure que le procès de privatisation avançait et que les entreprises d'État étaient confiées à de vrais investisseurs ou à des oligarques, il y avait moins à détourner. Les oligarques finançaient volontairement leurs Clients ou Patrons, les investisseurs rejetaient les propositions de versement de pots de vin et ils s'adressaient à la Justice et aux médias. Le développement d'internet a eu des conséquences considérables sur le monopole de l'information exercée par les médias traditionnels, qui ont perdu l'exclusivité de la construction de l'agenda public.

---

<sup>684</sup> IIV, investisseur étranger en Roumanie, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>685</sup> IIV, investisseur étranger en Roumanie, interviewé par M. Draghici, 2011

L'infrastructure est un des domaines les plus phagocytés par le clientélisme. Le marché public de contrats a été transformé en source de financement de type clientéliste. Les Clients devaient tout de même travailler pour l'État, mais leur salaire était dans la plupart des cas excessif ou injustifié.

Par exemple, un Rapport de la Cour des Comptes pour la période 2008 – 2010 montre que deux institutions ont dépensé à elles seules presque 150 millions de dollars pour la consultance juridique. Pendant deux ans, 19 cabinets d'avocats ont obtenu des contrats d'une valeur totale de 75 millions d'euros seulement pour représenter deux institutions : CNADR et AVAS. Tous les cabinets d'avocats contiennent dans leur composition ou sont liés à des personnes politiquement exposées – les PPÉs.<sup>686</sup> Parmi les PPÉs mentionnés dans le document, figure le cabinet d'avocats du Ministre de Transport à l'époque, Dan Sova, où le futur Premier Ministre Victor Ponta (mai 2012 – novembre 2012) lui-même avait été employé.

L'avocate Anastasescu, figurant sur le même document, est une proche de l'ancien Premier ministre Adrian Năstase : propriétaire d'un appartement dans le même bâtiment, ayant une procure de représentation pour la tante de l'épouse du Premier Ministre, Anastasescu a été l'avocat de l'État roumain lors de deux privatisations très « coûteuses » mais également très contestées. C'est le cas de l'usine Tepro Iasi, qui a été vendue à des « hommes d'affaires syriens qui étaient accusés de travailler effectivement pour des organisations terroristes, en particulier le célèbre Al-Qaïda, pour lequel ils auraient blanchi de l'argent, à savoir environ 23 millions de dollars et deux millions d'euros. »<sup>687</sup>

Selon la même source, elle a participé aux privatisations du Chantier Naval Constanta, l'Industria Sarmei Campia Turzii et Macomb. Anastasescu était l'avocate de plusieurs compagnies de l'homme d'affaires Alexandru Bitner : Piscicola Tour, Grupul Roman de Investitii, Midas Construct. Bitner était considéré comme un Client du régime Adrian Năstase. La compagnie Piscicola Tour a obtenu plus de 60% en concession du territoire de la Réserve Unesco Delta du Danube sous le gouvernement de gauche. Midas est une des compagnies impliquées dans les transactions immobilières de la tante Tamara de la femme d'Adrian Năstase. Anastasescu est

---

<sup>686</sup> ROMANIA CURATA, Case de avocatura transpartinice si transbugetare,

3 noiembrie 2010, <https://www.romaniacurata.ro/case-de-avocatura-transpartinice-si-transbugetare/>

<sup>687</sup> « Marieta Anastasescu a adus o notă de plată pentru contribuabilul român de peste 88 miliarde de lei », 23 februarie 2006, [https://adevarul.ro/news/societate/marieta-anastasescu-adus-nota-plata-contribuabilul-roman-88-miliarde-lei-1\\_50acc9037c42d5a66389d79f/index.html](https://adevarul.ro/news/societate/marieta-anastasescu-adus-nota-plata-contribuabilul-roman-88-miliarde-lei-1_50acc9037c42d5a66389d79f/index.html)



également liée à la compagnie Dalli Exim, sous l'influence de Dorin Cocos, l'époux d'Elena Udrea, »<sup>688</sup> qui est devenue le chef du Cabinet du futur président Traian Băsescu, le plus grand ennemi politique d'Adrian Năstase. Les médias ont rapporté qu'Anastasescu a signé aussi des contrats avec Petrom, la compagnie de pétrole d'État (à l'époque).

Dans le même Rapport, quatre maisons d'avocats sont cette fois-ci liées à la Droite politique : Gorghiu, Stoica, Vlasov et Babiuc. Alina Gorghiu est l'ancienne présidente du Parti Libéral, l'ancienne petite amie du vice-président du même parti, l'ancienne petite amie de Bogdan Olteanu, ancien président de la Chambre des députés et actuellement mariée à Lucian Isar, banquier et ancien ministre pour les Milieu des Affaires dans le Cabinet de Victor Ponta, l'ennemi du parti de Mme Gorghiu. C'est la fille de Mihai Gorghiu, qui a été nommé directeur d'une des plus grandes entreprises d'État – Electrica SA par les ministres du Parti National Libéral.

Valeriu Stoica a été ministre de la Justice, Victor Babiuc a été ministre de la Défense. Vlasov a été un membre influent de la direction régionale du même parti et partenaire de vie de l'ancien ministre de la Justice et il est actuellement juge à la Cour Constitutionnelle, Mona Pivniceru.<sup>689</sup> Vlasov a été invité à Moscou par Evgheni Primakov, ancien chef du KGB pour signer des ententes commerciales en 2008, entre la Chambre du Commerce de la Russie et celle de la Roumanie.<sup>690</sup>

Trois ans plus tard, en 2011, une autre analyse montre la perpétuation des pratiques clientélistes, malgré le scandale qui a éclaté dans les médias l'année précédente. L'étendue du clientélisme politique est claire, sans aucun doute : « Les entreprises de 48 des 334 députés du Parlement roumain ont conclu ces dernières années des contrats avec diverses institutions étatiques d'une valeur de près de 225 millions d'euros, selon les dernières déclarations d'intérêts publiées sur le site de la Chambre des députés. 18 d'entre eux sont membres du PDL (trois d'entre eux étant ministres en exercice à l'heure actuelle - Elena Udrea, Valeriu Tabără et Valerian Vreme), 12 sont membres du PNL, 11 sont du PSD, 6 de l'UDMR et un est membre des minorités du Forum

---

<sup>688</sup> « Marieta Anastasescu a adus o notă de plată pentru contribuabilul român de peste 88 miliarde de lei », 23 februarie 2006, [https://adevarul.ro/news/societate/marieta-anastasescu-adus-nota-plata-contribuabilul-roman-88-miliarde-lei-1\\_50acc9037c42d5a66389d79f/index.html](https://adevarul.ro/news/societate/marieta-anastasescu-adus-nota-plata-contribuabilul-roman-88-miliarde-lei-1_50acc9037c42d5a66389d79f/index.html)

<sup>689</sup> « Cine este Mihail Vlasov: Judecator in regimul comunist, condamnat pentru luare de mita, apropiat de grupul liberalilor ieseni si pasionat de jocuri de noroc, conduce Camera de Comert a Romaniei din 2007 », HotNews.ro, Miercuri, 19 martie 2014, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-16852649-cine-este-mihail-vlasov-judecator-regimul-comunist-condamnat-pentru-luare-mita-apropiat-grupul-liberalilor-ieseni-pasionat-jocuri-noroc-conduce-camera-comert-romaniei-din-2007.htm>

<sup>690</sup> Relațiile economice dintre România și Federația Rusă, Ultima actualizare: 04.08.2020, <https://moscova.mae.ro/node/168#null>

Démocratique des Allemands en Roumanie. »<sup>691</sup> Du point de vue statistique, c'est 14% du total des députés.<sup>692</sup> C'est ce que nous appelons une « élite politique de chasse » qui donne son vote à ceux qui payent et on remarque que 30 d'entre eux sont issus des partis au pouvoir (PDL et PNL), quant 18 députés restants, de l'Opposition.

Les noms sur la liste des « prédateurs » sont des gens très influents : l'ancien ministre de la Justice au sein du Cabinet Tăriceanu, Tudor Chiuariu, qui avait des contrats de consultance juridique avec la mairie d'un de ses collègues, Velea.<sup>693</sup> La situation est similaire avec l'ancien ministre de la Justice, Valeriu Stoica : son cabinet d'avocat avait signé des contrats avec plusieurs institutions publiques. Victor Babiuc, ancien ministre de la Défense a signé des contrats de consultance juridique. Elena Udrea, ministre (au moment des contrats) et ancien chef de cabinet du président de la République, Valeriu Tabara et Valerian Vreme – tous étaient en poste comme ministres et bénéficiaires de contrats avec l'État. La compagnie d'un autre ancien ministre du Parti Social-Démocrate, Dan Nica, a touché presque la moitié d'un million d'euros. Deux autres députés des parti rivaux, Eduard Martin (à gauche) et Silviu Prigoana (à droite) sont des bénéficiaires indirects de centaines de contrats avec l'État d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Prigoana a renoncé à sa position parlementaire pour s'occuper des contrats.<sup>694</sup>

Selon notre modèle présenté dans le Chapitre 2, le clientélisme est l'avant-garde de la corruption. Il est, statistiquement parlant, hautement probable qu'avec un système de Justice quasi-indépendant et une élite politique qui fonctionne selon le principe de « rente d'État », ceux qui sont impliqués dans un « clientélisme concentré » soient finalement contraints de répondre de leurs actes devant un juge dès qu'ils perdent le pouvoir.

---

<sup>691</sup> « Cât câștigă deputații noștri din contractele cu statul. Lista », CursDeGuvernare.ro, 2011, <http://cursdegovernare.ro/catcastigadeputatii nostridincontractelecustatullista.html>

<sup>692</sup> Nombre des parlementaires : Session 1990 - 1992 : 486, Session 1992 - 1996 : 484, Session 1996 - 2000 : 485, Session 2000 - 2004 : 481, Session 2004 - 2008 : 468, Session 2008 - 2012 : 469, Session 2012 - 2016 : 588

<sup>693</sup> « Fostul ministru al Justiției, Tudor Chiuariu PLĂTIT CU ORA de primarii liberali din Caraș », 12 ianuarie 2015, <https://evz.ro/fostul-ministru-al-justitiei-tudor-chiuariu-platit-cu-ora-de-primarii-liberali-din-caras.html>

<sup>694</sup> « Cât câștigă deputații noștri din contractele cu statul. Lista », CursDeGuvernare.ro, 2011, <http://cursdegovernare.ro/catcastigadeputatii nostridincontractelecustatullista.html>

Tableau 2. Les articulations entre clientélisme et corruption. Situations typiques

|                                     | Finalités principales des acteurs politiques  | Finalités principales des acteurs économiques                     | Pratiques clientélistes prédominantes         | Pratiques corruptives prédominantes                  |
|-------------------------------------|---|---|---|--|
| Réseaux politico-affairistes        | Financement des partis politiques<br>Rétributions matérielles   | Accès aux marchés publics   | Emplois induits<br>Soutiens indirects         | Pots-de-vin  |
| Machines politiques                 | Entretien des clientèles électorales<br>Contrôle du pouvoir local   | Accès aux marchés publics<br>Participation au gouvernement urbain | Distribution particulariste des biens publics | Connexions affairistes<br>Favoritisme<br>Pots-de-vin |
| Configurations politico-criminelles | Captation de rentes (patrimoine de l'État, ressources naturelles, aide internationale)<br>Insertion dans les réseaux criminels* |   | Accumulation redistributrice<br>Évergétisme   | Capture de l'État<br>Kleptocratie                    |

\* Comme cela a été précisé dans la troisième partie de cet article, les configurations politico-criminelles se caractérisent par une relative indifférenciation entre les stratégies d'accumulation politiques et économiques.

Figure 47. Clientélisme et corruption, selon J-L Briquet

Dans le tableau ci-dessus, on observe bien que le clientélisme est l'avant-garde de la corruption.<sup>695</sup>

L'ensemble de la réforme judiciaire en Roumanie a été faite en ciblant les ennemis politiques. Au moment où elle a attaqué le pouvoir en place, le procès a été arrêté. Les membres du parti de la minorité hongroise ont toujours, dans toute l'histoire parlementaire, arbitré les grandes décisions grâce à un pourcentage constant entre 5% et 7% des votes. Au moment où la Justice a commencé à toucher ses membres, le parti a changé de décision très rapidement et a même voté en faveur des propos anti-Justice des nationalistes.

Brandusa Novac, député en 2011, s'est accordé des contrats d'environ 250.000 euros qui ont été jugés illégaux par la Cour d'Appel de Bucarest.<sup>696</sup> D'autres contrats ont entraîné des conséquences directes au niveau européen. C'est le cas des contrats signés par le député socialiste Cristian Rizea en 2002 – 2005, qui huit ans plus tard ont été visés par les experts européens, qui ont découvert qu'ils avaient été utilisés à d'autres fins que prévu. Donc l'État roumain a été obligé

<sup>695</sup> Briquet, Jean-Louis, LES LIENS ENTRE CLIENTÉLISME ET CORRUPTION, Une typologie des configurations illicites du pouvoir politique, Institut national du service public, « Revue française d'administration publique », 2020/3 N° 175, ISSN 0152-7401, DOI 10.3917/rfap.175.0629, page 641

<sup>696</sup> « Curtea de Apel Bucuresti confirma raportul ANI, Instanta a decis: Deputata Brandusa Novac si-a dat ilegal contracte la Circul Globus », 18 Aprilie 2012 - Simona Popescu, romaniacurata.ro/ltfont-colorblackgtcurtea-de-apel-bucuresti-confirma-raportul-anil-fo-2713.htm

de rembourser plusieurs millions d'euros à la Commission<sup>697</sup>. Rizea a été condamné des années plus tard.

Aux élections de 2012, on observe clairement le mouvement circulaire et vicieux de la démocratie : la corruption et le clientélisme ont engendré encore plus de corruption et de clientélisme. Nous appelons cela l'auto – génération néo-patrimoniale.

Ceux qui ont gagné des contrats avec l'État avaient suffisamment de ressources pour installer au Parlement les membres de leurs propres familles, ce qui a affecté la concurrence politique, pourtant essentielle dans une démocratie. Dans un Rapport annuel de la Fondation Romania Curata, on retrouve l'une des preuves de l'auto – génération néo-patrimoniale : « Nous avons découvert deux nouveaux enfants de barons locaux qui se présentent aux postes éligibles. Par exemple, la famille de Sorin Dan Moldovan, candidat ARD-PDL pour le Département de Vaslui, y compris le candidat, a fait des affaires avec l'Etat sur la période 2007-2012 pour une valeur de 88 millions d'euros. Et la candidate USL-PSD, Iulia Cristina Dumitrache, avait, avec son père, quelques problèmes à expliquer à l'Agence nationale pour l'intégrité. Les compagnies de son père - 7 millions d'euros en contrat avec les autorités locales. »<sup>698</sup>

Les années 2008 – 2012 ont marqué le début de la fin de la réforme de la Justice et l'assaut des pratiques clientélistes : parce que les élections n'ont donné la majorité, ni à un parti, ni à une coalition, une alliance des partis de gauche (PSD) et de droite (PL) s'est installée au pouvoir. Des ennemis déclarés, certains membres de ces deux partis ont saboté certaines mesures et ont installé une « autorité féodale » dans le Ministère ou le domaine dont ils avaient la charge.

C'est la raison pour laquelle on a pu observer une « unification » et une perpétuation des relations clientélistes, afin de bénéficier d'une plage la plus large possible de contrats préférentiels à travers le spectre politique tout entier.

C'est le cas par exemple dans une affaire de corruption qui a débuté en 2005 et qui s'est poursuivie pendant des années à travers plusieurs gouvernements, jusqu'en 2014. Le pot-de-vin versé aux trois hauts dignitaires des différents partis s'est élevé au total à 20 millions d'euros. Les

---

<sup>697</sup> « EXCLUSIV Comisia Europeana: Alte 2 milioane de euro vor trebui rambursate de Romania, in urma unor contracte semnate tot de Cristian Rizea », HotNews.ro, Joi, 16 iunie 2011, 19:10, <http://www.hotnews.ro/stiri-8923468-exclusiv-comisia-europeana-alt...ursate-romania-urma-unor-contracte-semnate-tot-cristian-rizea.htm>

<sup>698</sup> « Lista copiilor candidati creste : Fiu si fiica de baroni locali cu contracte de milioane de euro cu statul », 28 Noiembrie 2012 - Romaniacurata.ro, [www.romaniacurata.ro/ltfont-colorblackgtlista-copiilor-candidati-crestelt-fontgtlbrgt-fiu--3566.htm](http://www.romaniacurata.ro/ltfont-colorblackgtlista-copiilor-candidati-crestelt-fontgtlbrgt-fiu--3566.htm)

protagonistes étaient Sebastian Vlădescu, ministre des Finances du parti de droite, Ionuț Costea, ancien employé du même ministère, du parti de gauche, et le beau-frère de Mircea Geoană, leader important du Parti Social-Démocrate et notamment secrétaire de l'OTAN, le député à droite, Cristian Boureanu, secrétaire d'État au ministère des Transports, et Mihaela Mititelu, la directrice de la SNCF Roumaine. Selon les procureurs, sous la coordination de Vlădescu, ils ont demandé une commission de 3,5% pour les travaux de réhabilitation de la voie ferrée qui relie la Capitale à la Mer Noire et où se trouve l'une des bases militaires stratégiques de l'OTAN. En 2009, le groupe a augmenté ses prétentions financières à 10%.

Le constructeur, une compagnie d'Autriche a payé plus de 20 millions d'euros en pots-de-vin en suivant une structure très sophistiquée des compagnies off-shore et des contrats fictifs pour cacher la provenance de paiement. Finalement, la compagnie d'Autriche a décidé de collaborer avec les procureurs roumains qui ont requis la collaboration des procureurs de sept autres pays pour documenter le trajet d'argent.<sup>699</sup>

Selon les procureurs, le ministre Sebastian Vlădescu, a reçu 3 millions d'euros. Le cas est toujours en cours.<sup>700</sup> Vlădescu est l'un des amis très proches du premier-ministre Calin Popescu Tăriceanu, adversaire déclaré du Parti Social-Démocrate et de Mircea Geoană – malgré cela, l'ami de l'ennemi conclut des affaires corrompues avec la famille de son adversaire.

Le problème du système de Justice ? judiciaire roumain est son inconsistance, générée volontairement par les politiciens pour en profiter. Le même ministre, Vlădescu, par exemple, était impliqué dans une autre compagnie<sup>701</sup> qui entre 2010 et 2013 a obtenu 400 contrats publics, dont 395 sans appel d'offre, d'une valeur totale de la moitié d'un million d'euros. Aucun de ces contrats n'a fait l'objet d'une investigation judiciaire.

Cependant, dans d'autres dossiers, le ministre des Finances a choisi un moyen plus discret d'obtenir des contrats publics : l'intermédiaire sous-contracteur. C'est le cas de la modernisation des logiciels dans les hôpitaux. La compagnie contrôlée par le ministre a conclu une entente avec la compagnie Teamnet, contrôlée par un jeune homme d'affaires, Sebastian Ghiță. « Les carences

---

<sup>699</sup> COMUNICAT DNA, Nr. 250/VIII/3, 5 martie 2019, <https://www.pna.ro/comunicat.xhtml?id=9360>

<sup>700</sup> « Începe procesul în care fostul ministru Sebastian Vlădescu e acuzat că a luat mită peste 3 milioane de euro. Decizia poate fi atacată », 15.06.2020, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/incepe-procesul-in-care-fostul-ministru-sebastian-vladescu-e-acuzat-ca-a-luat-mita-pest-3-milioane-de-euro-decizia-poate-fi-atacata-1323407>

<sup>701</sup> Romanian Soft Company SRL, <https://baniitai.info/autoritate/sc-romanian-soft-company-srl/>

et les illégalités constatées par un expert indépendant dans l'exécution de ces contrats sont également à la base du blocage par l'UE des fonds non remboursables pour les projets IT&C (détails ici). La valeur totale des quatre contrats était de 14,4 millions de lei (environ 3,2 millions d'euros). Selon les experts, la valeur de ces contrats aurait été multipliée par 3,5 ! »<sup>702</sup>

Ce cas nous montre que les affaires de corruption et de clientélisme sont pan-politiques. C'est une structure sociale fondée par la sélection négative – seuls ceux qui sont susceptibles de faire du chantage, ou qui sont eux-mêmes déjà inscrits dans un processus d'implication dans des affaires de corruption ou des réseaux clientélistes, sont promus dans le corps des élites politiques. L'explication en est la garantie qu'ils ne présentent aucun danger pour le système de corruption et qu'ils vont continuer d'approuver les affaires de corruption déjà en cours.

Que sait-on de cette nouvelle “star” du business de logiciels qui a reçu plus de 90 millions d'euros de contrats avec l'État ? C'est un très bon ami de l'ancien Premier ministre Victor Ponta, avec lequel il a passé des vacances à Dubaï. Selon les articles des média locaux, Ghiță s'est impliqué également dans les affaires du beau-frère du M. Ponta. Il a aussi sponsorisé plusieurs partis politiques, en portant le masque d'une générosité désintéressée. Mais, ses compagnies avaient gagné des contrats de plus de 90 millions d'euros, selon une source<sup>703</sup>, ou le double pour l'ensemble des compagnie contrôlées directement par lui-même ou par ses proches. En trois ans, entre 2007 et 2010, ses compagnies ont conclu des contrats avec des institutions publiques d'une valeur estimée en moyenne à 64 millions d'euros. 704

Ghiță est devenu député du parti de son ami Victor Ponta et membre dans la Commission de contrôle des Services de Renseignements. Ghiță a acheté une chaîne d'informations télévisuelle (Realitatea TV), qui est ainsi devenue une force médiatique de support pour le Premier Ministre Ponta et son parti. Ghiță a payé 300.000 dollars (à travers ses compagnies) pour des activités de lobby aux États – Unis en utilisant les services du Group de Lobby Podesta, l'un des groupes les plus influents sur la scène politique américaine. Ghiță a également financé un contrat de consultant

---

<sup>702</sup> « Frăția Sebastian – Ghiță Și Vlădescu. Contracte umflate cu milioane de euro din banii europeni pentru spitale! », Romania Curata, 25.06.2015, <http://www.romaniacurata.ro/exclusiv-fratia-sebastian-ghita-si-vladescu-contracte-umflate-cu-milioane-de-euro-din-banii-europeni-pentru-spitale-pana-cand-ue-a-spus-stop-ajunge/>

<sup>703</sup> « Frăția Sebastian – Ghiță Și Vlădescu. Contracte umflate cu milioane de euro din banii europeni pentru spitale! », Romania Curata, 25.06.2015, <http://www.romaniacurata.ro/exclusiv-fratia-sebastian-ghita-si-vladescu-contracte-umflate-cu-milioane-de-euro-din-banii-europeni-pentru-spitale-pana-cand-ue-a-spus-stop-ajunge/>

<sup>704</sup> « Fratia contractelor - licitatii cumparate cu donatii electorale », 15 Februarie 2011, Capital, capital.ro

avec l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, contrat qui aurait rapporté des bénéfices d'image à son ami Victor Ponta.<sup>705</sup>

L'ironie de la situation est celle présentée par Victor Ponta qu'avait confirmé qu'en 2013 il se consultait avec Elena Udrea, Sebastian Ghiță, Liviu Dragnea, General Oprea, Liviu Maior et Coldea – renseignements pour la nomination des procureurs dans des positions clés dans la magistrature.<sup>706</sup>

En 2015, Ghiță a été mis en accusation pour une pléiade de faits de détournement de fonds européens, de corruption électorale et d'évasion qui auraient été réalisés, selon les procureurs, à travers les 52 compagnies de l'empire de Ghiță. Les procureurs ont mis le séquestre sur des comptes et biens d'une valeur de 130 millions d'euros.<sup>707</sup> Même l'adjoint au Renseignement a été démis de ses fonctions après que Ghiță a montré les factures prouvant qu'il avait les vacances aux Seychelles de sa famille et de la famille du général Coldea.<sup>708</sup>

Ghiță semble avoir entretenu de très bonnes relations commerciales avec plusieurs institutions du système de défense de Roumanie. Par exemple, les compagnies de Ghiță ont signé des contrats de 18,2 millions d'euros avec le Ministère des Affaires Étrangères de la Roumanie alors que le parti de son meilleur ami, l'ancien Premier Ministre Victor Ponta n'était pas encore au pouvoir. Une autre institution stratégique, c'est le Service de Télécommunications Spéciales pour lequel ses compagnies ont supposément réalisé des services d'environ 2 millions de dollars.

709

La « méthode » utilisée par Ghiță pour arriver à la table du pouvoir semble avoir été très simple : cultiver la neutralité politique et agrandir son influence à travers des réseaux clientélistes

---

<sup>705</sup> « Fugarul Sebastian Ghiță, inclus de Europol pe lista „Most Wanted”, alături de criminali », 31 Ian 2017 - 12:23, <https://www.euractiv.ro/justitie/fugarul-sebastian-ghita-inclus-pe-lista-e2-80-9emost-wanted-de-europol-alaturi-de-teroristi-6557>

<sup>706</sup> « Ponta confirma ca Udrea si Ghita au venit la el acasa, in 2013, pentru a discuta despre numirile procurorilor sefi - Kovesi, Bica si Nitu/ La K2 ne intalneam eu, Dragnea, Oprea, Ghita, Maior, Coldea, de I.R. », HotNews.ro, Vineri, 16 martie 2018, 15:25, <https://www.hotnews.ro/stiri-politic-22346106-ponta-confirma-udrea-ghita-venit-acasa-2013-pentru-discuta-despre-numirile-procurorilor-sefi-kovesi-bica-nitu-k2-intalne>

<sup>707</sup> « Cum functiona reteaua Sebastian Ghita: DNA sustine ca 54 de firme controlate direct sau prin interpusi spalau comisiioanele de 10% din contractele publice sau din bani europeni. Sechestru pe 130 de milioane de lei la cele 51 de firme controlate de deputatul PSD. Vezi lista completa », HotNews.ro, Miercuri, 24 iunie 2015, 15:22 Dosare Anticoruptie, <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-20254378-cum-functiona-reteaua-sebastian-ghita-dna-sustine-54-firme-controlate-direct-sau-prin-interpusi-spalau-comisiioanele-10-din-contractele-pub11i c/e4-sa>

<sup>708</sup> « Generalul Coldea, numărul doi în SRI, pus la dispozitie pana la finalizarea unei anchete declansate de acuzatiile lui Sebastian Ghita », 12 ianuarie 2017, 18:26 Adevarul

<sup>709</sup> « Rețeaua Asesoft: bani de la buget în firme fantomă », Rise Project 2017 <https://www.riseproject.ro/articol/reteaua-asesoft-bani-de-la-buget-in-firme-fantoma/>

et des financements de partis. Son business s'est ensuite transformé en empire commercial, grâce à des contrats avec l'État et il a fondé une chaîne de télévision, déclenchant une « lutte » de pouvoir avec un autre oligarque, Sorin Ovidiu Vîntu. En 2012, Ghiță était imposé sur la liste des députés du parti Social – Démocrate pour lequel il a été membre de la Commission de Contrôle des Services de Renseignements.

Après avoir été mis en accusation par les procureurs, il a commencé à dévoiler ses « contacts » clientélistes et à dénoncer plusieurs figures publiques qui avaient bénéficié de son « support » financier, dont Laura Codruța Kovesi elle-même – Ghiță l'a accusée d'avoir plagié sa thèse de doctorat et il a soutenu qu'il l'avait personnellement aidée grâce à ses relations. Ghiță n'a pas jamais pu prouver ses accusations, même si un groupe de journalistes financés par l'oligarque S.O. Vîntu ont continué de poursuivre Kovesi.<sup>710</sup>

En 2016, Ghiță a fui le pays pour se cacher en Serbie, où il se trouve toujours, alors que son procès pour corruption et blanchiment d'argent continue en Roumanie. Il est sur la liste d'Interpole.<sup>711</sup> Avant sa fuite, il a demandé à ses collègues de rejeter la demande d'arrestation du procureur. Il a finalement pu user du privilège de l'immunité parlementaire pour échapper à la Justice.

Parmi la multitude de cas documentés, l'un d'entre eux présente une particularité : une relation de clientélisme sublimée au niveau de pouvoir d'un roi, incarnée par un homme politique moyennement éduqué, provincial sous tous ses aspects, mais qui a su utiliser au maximum les réseaux de clientèle pour obtenir un plus grand contrôle sur l'Exécutif, le Législatif et la Justice, à travers l'obéissance ?? obéissance ? Totale/complète ? des Commissions Juridiques du Parlement.

Nous parlons ici de Liviu Dragnea, l'ancien co-président des socialistes roumains. Dragnea a réussi la performance type d'un « big man » : il était dans l'ombre d'une compagnie, qui a obtenu presque la moitié d'un milliard d'euros en contrats publics. Sa fortune personnelle déclarée dans les documents officiels était pourtant très réduite.

---

<sup>710</sup> « Sebastian Ghiță „a uitat“ acasă probele care să susțină autodenunțul privind plagiatul lui Kovesi », 29 septembrie 2016, [https://adevarul.ro/news/eveniment/sebastian-ghita-a-uitat-acasa-probele-sustina-autodenuntul-privind-plagiatul-kovesi-1\\_57ed26715ab6550cb81e6cc4/index.html](https://adevarul.ro/news/eveniment/sebastian-ghita-a-uitat-acasa-probele-sustina-autodenuntul-privind-plagiatul-kovesi-1_57ed26715ab6550cb81e6cc4/index.html)

<sup>711</sup> « Fugarul Sebastian Ghiță, inclus de Europol pe lista „Most Wanted”, alături de criminali », 31 Ian 2017 - 12:23, <https://www.euractiv.ro/justitie/fugarul-sebastian-ghita-inclus-pe-lista-e2-80-9emost-wanted-de-europol-alaturi-de-teroristi-6557>

<sup>711</sup> Banni Tai, <https://baniitai.info/tel-drum-s-a/?detalii=contracte&pagina=1&ccuis=all>



La compagnie anonyme Tel Drum, contrôlée par Dragnea, a gagné presque 500 millions d'euros en contrats publics entre 2007 et 2015. Il s'agit de 184 contrats d'une valeur totale de 431 millions d'euros, selon une des bases de données consultées.<sup>712</sup> Il a été à l'origine d'une spoliation territoriale en manœuvrant les fonctionnaires publics – Clients et décideurs qu'il a placés à certains postes de pouvoir, afin de transférer l'île Belina, sur le Danube, dans la propriété d'une de ses compagnies. Malgré les preuves concernant des malversations financières, Dragnea est resté au pouvoir sans se repentir entre 2012 et 2017, jusqu'au moment où il a perdu les élections. Les juges ont reporté le jour de la décision plusieurs fois et c'est seulement le lendemain des élections largement perdues qu'il a été condamné en 2019 à de la prison ferme à cause d'un dossier concernant l'embauche illégale de quelques salariés à la Direction pour la Protection des Enfants dans sa région.

Ce cas montre un changement de paradigme dans l'élite politique roumaine : les Patrons ne sont plus des politiques hautement éduqués, intellectuels et ayant une compréhension solide de l'interdépendance politique, économique et sociale dans l'écosystème européen. Le nationalisme, le clientélisme tribal et la corruption comme instrument de gouvernance sont caractéristiques de son régime.

L'étendue et la complexité du « Réseau Dragnea » montre qu'il n'a jamais été seul dans sa démarche.

Des photos rares, incriminantes, révélées au public par l'ancien Premier ministre Victor Ponta, montre comment Dragnea s'est amicalement entretenu avec les plus puissants représentants de la Justice et des Renseignements, alors qu'il était sous le coup d'accusations de corruption et officiellement sous investigation pour des malversations financières qui, plus tard ont été estimées à 27 millions d'euros.

Les participants à ces rendez-vous discrets étaient, selon l'ancien Premier ministre Victor Ponta, qui faisait lui-même partie du « gang », le chef de Renseignements, Liviu Maior, le procureur chef de la Direction Anticorruption, qui enquêtait sur les affaires sulfureuses de Laura Codruța Kovesi, et l'ancien vice-Premier Ministre Oprea. Tous occupaient leurs fonctions au moment des rendez-vous.

Mais, la rupture totale avec son ami et co-président du Parti Victor Ponta sa condamnation par la Justice au lendemain de la défaite électorale (Dragnea a été écroué après les résultats désastreux des élections européennes) et l'affaiblissement du réseau de ses fidèles ont permis de faire la lumière sur les dossiers les plus cachés de son mandat.

En dénonçant Dragnea, Victor Ponta s'est accusé lui-même. Ancien procureur, Ponta connaissait très bien la loi. Il avait eu les moyens d'agir légalement. En accusant Dragnea, Ponta s'est accusé de complicité parce qu'il a charpenté sa carrière et sa fortune personnelle à travers des réseaux clientélistes et des alliances d'une éthique hautement douteuse.

Les connexions de type clientéliste ne sont pas 100% autochtones. Les compagnies multinationales, qui ont réalisé qu'une compétition honnête ne fonctionnait pas en Roumanie, ont commencé à « s'adapter » à la façon corrompue de faire des affaires.

C'est le cas de la grande compagnie de logiciels, Microsoft, symbole du capitalisme américain, qui a été impliquée dans l'un des plus grands cas de corruption de la Roumanie post – communiste. Le contrat a été conclu entre décembre 2003 et octobre 2004, la période de « gloire » du Cabinet Năstase, mais aussi à la fin de son mandat quand les sondages indiquaient que son parti risquait de perdre les élections de décembre 2004.

Selon les procureurs roumains, le Gouvernement avait acheté des licences sans appel d'offre d'une seule compagnie sur la fausse affirmation que cette compagnie était le seul distributeur officiel Microsoft en Roumanie. La valeur du préjudice calculé par les procureurs a été de 66 millions de dollars.<sup>713</sup>

La valeur totale de ce contrat était de 277,1 millions de dollars, dont 131,8 millions entre 2004 et 2009 et 145,3 pour la période 2009 – 2014. Malgré la réputation excellente du DNA dirigé à l'époque par Laura Codruța Kovesi, l'affaire n'aurait peut-être jamais fait l'objet d'une enquête de la part des procureurs roumains qui ont été officiellement tenus informés par leurs collègues américains que plusieurs personnes identifiées au sein de la compagnie avaient témoigné qu'elles avaient versé plus de 20 millions dollars de pots-de-vins certaines personnalités politiques en Roumanie. Parmi ces témoins, Alexandru Bittner, homme d'affaires très prospère pendant le

---

<sup>713</sup> « Dosarul Microsoft, la final. Care sunt miniștrii care au primit rezoluție de clasare și de ce s-a luat această măsură », Adevarul 1 februarie 2018, [http://m.adevarul.ro/news/eveniment/dosarul-microsoft-final-1\\_5a734676df52022f7515d77b/index.html](http://m.adevarul.ro/news/eveniment/dosarul-microsoft-final-1_5a734676df52022f7515d77b/index.html)

gouvernement Năstase.<sup>714</sup> Bittner, personnage central dans le monde des affaires dans la zone grise pendant le mandat de Năstase, avait signé une entente avec le FBI à qui il aurait fourni toutes les preuves nécessaires.<sup>715</sup>

Confronté aux preuves américaines, le Département Anticorruption a démarré l'enquête et a mis en accusation plusieurs ministres et hommes d'affaires, provoquant une onde de choc dans le monde politique. Mais à cause de leur intervention tardive, tous les anciens ministres Ecaterina Andronescu, Mihai Tănăsescu, Șerban Mihăilescu, Dan Nica, Adriana Țicău et Alexandru Athanasiu, de la période 2003 – 2004 ont été sauvés par la prescription dans l'affaire Microsoft.<sup>716</sup> En revanche, ceux qui ont commis les faits de corruption sous le mandat du président Traian Băsescu, et qui ont en effet prolongé les faits de corruption de l'ancien pouvoir ont été mis en prison et les pots-de-vin confisqués.

Les juges ont augmenté les peines infligées aux quatre accusés dans l'affaire Microsoft, qui ont été condamnés à toutes les peines d'emprisonnement et de confiscation d'argent : l'ancien ministre Gabriel Sandu a été condamné à trois ans de prison et à la confiscation de 2,2 millions d'euros, l'homme d'affaires Dorin Cocos a été condamné à deux ans et quatre mois de prison et à la confiscation de 9 millions d'euros. Il était à l'époque le mari d'Elena Udrea, la chef du Cabinet présidentiel de Traian Băsescu. L'ancien maire de Piatra Neamț, Gheorghe Ștefan, personnage très influent dans le parti de Traian Băsescu, a été condamné à six ans de prison et à la confiscation de 3,9 millions d'euros. L'homme d'affaires Nicolae Dumitru a été condamné à deux ans et quatre mois de prison et à la confiscation de l'équivalent de 3 millions d'euros.<sup>717</sup> Dumitru est lié à Victor Ponta qui s'est acheté un appartement dans une résidence de luxe construite dans l'une des plus chères zones de Bucarest.

Selon la DNA, l'accord-cadre de location de licences Microsoft du 15 avril 2004 a été conclu dans des conditions onéreuses pour le budget de l'État, garantissant la possibilité de détournement d'une remise d'environ 47%. Pendant le mandat du Cabinet Năstase, le chef du Corps

---

<sup>714</sup> « Ancheta contractelor de licențe Microsoft IT pentru care DNA a început urmărirea penală în rem are rădăcinile în SUA », HotNews.ro, Joi, 10 iulie 2014, <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-17650448-ancheta-contractelor-licente-microsoft-pentru-care-dna-inceput-urmarirea-penala-rem-are-radacini-sua.html>

<sup>715</sup> « Alexandru Bittner a mărturisit tot în SUA, în dosarul Microsoft și a obținut o înțelegere cu FBI și IRS » Curentul, 30 septembrie 2014, <https://www.curentul.info/dezvaluiri/alexandru-bittner-a-marturisit-tot-in-irs>

<sup>716</sup> « DNA a clasat acuzațiile față de foștii miniștri (...) în dosarul Microsoft: Faptele s-au prescris », HotNews.ro, Joi, 1 februarie 2018, <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-22262748-dna-clasat-acuzatiile-fata-foștii-ministri-ecaterina-andronescu-mihai-tanasescu-serban-mihail>

<sup>717</sup> « Condamnări definitive în dosarul Microsoft, 2016-10-03 », Agerpres, <https://www.agerpres.ro/justitie/2016/10/03/condamnari-definitive-in-dosarul-microsoft-16-30-06>

de Contrôle était Victor Ponta, jeune procureur démissionnaire de la magistrature, qui s'était engagé dans le parti de Năstase. Le Département que Ponta dirigeait aurait dû, normalement, découvrir la malversation financière faite par les ministres de son chef politique, Năstase.

Très instructif est le fait que l'acte de corruption ait été prolongé d'un Cabinet à l'autre par des ministres officiellement opposés et par un pouvoir qui s'était engagé à lutter contre la corruption créée par le Cabinet Năstase.

Microsoft n'est pas la seule grande compagnie multinationale dans cette situation. Un autre dossier, toujours en cours, est celui qui concerne la compagnie Hewlett – Packard, accusée d'avoir versé 6,3 millions d'euros pour obtenir un contrat dans la digitalisation du domaine de la santé publique.

Selon la DNA, « Dușă aurait reçu 800 000 euros en espèces et 5 500 000 euros sur son compte. L'argent représentait une commission de 10% de la valeur des contrats informatiques attribués par la CNAS, de Radu Enache, le représentant de Hewlett Packard (HP) Roumanie, et d'Irina Socol, le représentant du sous-traitant de Siveco Romania. »<sup>718</sup>

Mais rien n'a plus permis à la corruption de s'étendre dans la Roumanie post – communiste que la corruption et le clientélisme de parti mis en place pour lutter contre la corruption. Cet « exceptionnalisme » roumain porte le nom de deux partis de deux leaders qui ont été populistes, nationalistes, anti-européanistes et pour l'un d'entre eux, antisémite : le Parti Romania Mare (« La Grande Roumanie ») et le parti Populaire Roumain. Vadim Tudor, ancien ministre du dictateur Ceaușescu, grand admirateur et protecteur de la Securitate, était sur le point de devenir Président de la Roumanie en 2000, avec un discours anti-corruption très fort et violent. L'homme politique, ouvertement antisémite, a publiquement annoncé qu'il allait suspendre les procès de corruption dans les Cours de Justice et « [qu'il allait] ramener tous les corrompus sur un seul stade de football [et qu'il les ferait] fusiller avec une mitrailleuse ».

Vadim Tudora fini par être lui-même mis en accusation pour malversation financière avec les fonds de salaires de ses employés du cabinet de député européen. Il a été accusé par le conseiller Cezar Marin, le fils d'un ancien général de l'espionnage communiste, d'avoir falsifié les fiches de paies afin de subtiliser 40.000 euros. En 2010, le conseiller a déposé une plainte criminelle contre

---

<sup>718</sup> « Final de proces in dosarul spagii de 6,3 milioane de euro care ar fi ajuns la seful CNAS: DNA cere inchisoare pentru Lucian Duta », Joi, 09 Ianuarie 202, Ziare.com

Vadim et a demandé la levée de l'immunité parlementaire.<sup>719</sup> Trois ans plus tard, les procureurs ont commencé les vérifications. L'expertise graphologique a conclu que trois contrats et les paiements afférents avaient été signés en faux. Quelques mois plus tard, Vadim Tudor s'est assuré qu'un de ses amis avait bien payé à Marin ses droits financiers.<sup>720</sup> Un autre dossier pénal a été ouvert pour fait d'opposition à l'action d'un huissier de justice dans un cas concernant le siège de son parti. Vadim Tudor est décédé en 2015, avant une mise en cause officielle.

L'autre parti fondé sur la lutte contre la corruption était le « Partidul Poporului Dan Diaconescu » - PPDD, dirigé par un journaliste d'Oglinda TV (OTV), Dan Diaconescu, réputé pour avoir instauré une « taxe d'apparition » dans ses émissions de grande audience. Son parti avait obtenu un très bon résultat aux élections de 2012, avec 68 parlementaires. En 2013, le chef du Parti PPDD a été condamné à trois ans de prison pour fait de chantage.<sup>721</sup>

Ces contrats de type clientéliste n'ont jamais cessé, quel que soit le pouvoir. La valeur des contrats clientéliste a été évaluée par un ancien ministre des Finances qui a été publiquement reconnu plutôt comme un « technicien » et moins comme un homme loyal du parti, Liviu Voinea. Voinea a déclaré ceci : « La source de la corruption dans les entreprises publiques réside dans les sommes dont elles disposent pour conclure des contrats d'investissement. Ces montants, en 2011, étaient de 3,4 milliards de lei, en 2012, le montant est tombé à 1,9 milliard de lei, et en 2013 nous n'avons fourni que 1,8 milliard de lei, donc une réduction significative et considérable de l'argent disponible pour les dépenses discrétionnaires ». <sup>722</sup>

Au total, c'est 7,1 milliards de lei, l'équivalent d'approximativement de 700 millions d'euros en trois ans, soit 250 millions d'euros par an. Si on juge que tous les Gouvernements ont octroyé en moyenne le même montant, c'est 7,5 milliards d'euros en 30 ans de démocratie. Et ce n'est pas tout.

---

<sup>719</sup> « Vadim Tudor, acuzat de un fost consilier că i-a "furat" salariul. Vadim Tudor: „Mă p..ș pe leafa lui!” » 5 iulie 2011, [https://adevarul.ro/news/politica/vadim-tudor-acuzat-fost-consilier-i-a-furat-salariul-vadim-tudor-ma-ps-leafa-lui-1\\_50abb63a7c42d5a6637f13bb/index.html](https://adevarul.ro/news/politica/vadim-tudor-acuzat-fost-consilier-i-a-furat-salariul-vadim-tudor-ma-ps-leafa-lui-1_50abb63a7c42d5a6637f13bb/index.html)

<sup>720</sup> IONESCU Cristina « De ce și-a retras constănțeanul Marin Cezar plângerea făcută lui Vadim », Atac de Contanta, octombrie 23, 2013, <https://atacdeconstanta.com/de-ce-si-a-retras-constanteanul-marin-cezar-plangerea-facuta-lui-vadim/>

<sup>721</sup> « Dan Diaconescu, condamnat la 3 ani de inchisoare cu executare pentru santaj », HotNews.ro, Miercuri, 18 decembrie 2013, [anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-16236123-dan-diaconescu-condamnat-3-ani-inchisoare-executare-pentru-santaj.htm](http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-16236123-dan-diaconescu-condamnat-3-ani-inchisoare-executare-pentru-santaj.htm)

<sup>722</sup> « Privilegiile în companii de stat: Contracte preferențiale cu firme de consultanță deținute de angajați. Ponta: "Nu le-am descoperit pe toate" », Gandul.info, 10.01.2013 21:25 Ultima actualizare: 10.01.2013, [gandul.info/.../privilegiile-in-companii-de-stat-contracte-preferentiale-cu-firme-de-consultanta-detinut](http://gandul.info/.../privilegiile-in-companii-de-stat-contracte-preferentiale-cu-firme-de-consultanta-detinut)

Les plus grandes affaires d'État ont été menées dans le domaine le plus lucratif du monde, c'est-à-dire l'énergie : le pétrole, le gaz naturel et l'électricité.



## Section 2

### La paralysie du secteur énergétique par les élites politiques

La privatisation dans le secteur de l'énergie figure parmi les plus controversées dans l'ensemble des privatisations qui ont eu lieu en Roumanie. En 2004, après des négociations plus ou moins transparentes, le Gouvernement Năstase, en pleine année électorale, décide de privatiser les plus importantes sociétés d'État de la Roumanie : la compagnie d'État du pétrole Petrom et la compagnie d'État de la distribution du gaz naturel Distrigaz. Simultanément, quelques achats très coûteux sont faits très rapidement, sans que beaucoup d'informations soient mises à la disposition du public roumain : la privatisation de la plus grande usine métallurgique d'Europe – Sidex Galati, le rachat des missiles d'attaque hollandais à un prix exorbitant et l'achat de frégates britanniques usagées, pour un prix douteux comparé au fait que les frégates étaient sur le point d'être démantelées en raison du dépassement de leur durée de vie.

Tous ces contrats ont été passés durant l'année électorale 2004 et pendant la préparation des négociations avec l'Union Européenne pour l'intégration de la Roumanie. Il est également à noter que le processus d'adhésion à l'OTAN, qui avait par ailleurs échoué une première fois, était essentiel et avait un poids considérable pour l'entrée dans l'UE.

Les développements de cette Section analysent les dossiers de privatisation en Roumanie : il s'agit d'une analyse quantitative et qualitative sur les privatisations les plus importantes et les plus controversées de l'histoire du pays.



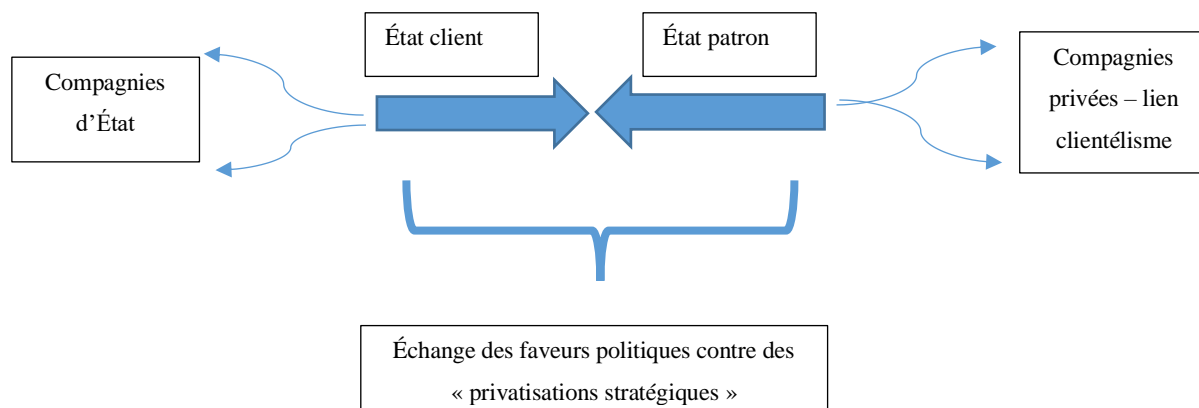


Figure 48. Auteur Marius Draghici

La sous-privatisation des ressources naturelles est un cas classique dans le régime néo-patrimonial. Nous allons couvrir les deux aspects touchés par le clientélisme et la corruption : la privatisation et l'exploitation des ressources naturelles, y compris les services annexes de maintenance des installations dans l'industrie.

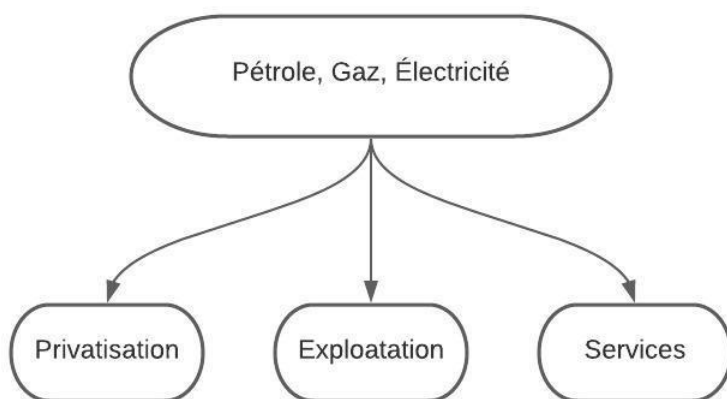


Figure 49. Structure du marché d'énergie, Source : l'auteur

Plusieurs sources indiquent que l'exploitation et la transformation du pétrole et des gaz naturels sont parmi les domaines générateurs des rentes issues du clientélisme et / ou de la corruption.

L'industrie de l'énergie a manifestement englobé tous les types de clientélisme et de politisation, grâce à ses ressources colossales : « Les formes de la politisation clientélaire, les usages qu'elles déterminent des institutions, les justifications de l'exercice du pouvoir, qu'elles permettent et, par-là, les modes de domination qu'elles génèrent, se caractérisent pourtant par leur distance vis-à-vis des concepts dominants de la politique légitime, qui se sont imposés au fur et à mesure du développement de l'État et de la diffusion des modalités démocratiques de la citoyenneté.

Que ce soit au regard des préceptes normatifs du droit ou des modes de légitimation universalistes et rationnelles des bureaucraties, la politique clientélaire est soumise à un processus constant de délégitimation, quand les pratiques sur lesquelles elle s'appuie et les manières d'exercer l'autorité qu'elle consacre sont stigmatisées comme des manifestations d'arriérisme, quand elles sont envisagés comme des freins au développement ou des sources d'inefficience administrative, quand elles sont moralement et juridiquement sanctionnées comme des facteurs de la « dégénérescence » des mœurs politiques et de la corruption. »<sup>723</sup>

Les services, surtout ceux envers la population, sont les plus susceptibles d'être soumis à la libre concurrence et à une forte réglementation, comme la distribution d'essence, du gaz naturel et de l'électricité pour les différentes couches sociales.

Dans le cas de la Roumanie, plusieurs évaluations des autorités roumaines et étrangères indiquent que c'est un des pays les plus riches d'Europe en termes de ressources naturelles. « Par rapport aux autres pays d'Europe de l'Est, la Roumanie est bien dotée en ressources énergétiques. En janvier 1990, le Service géologique des États-Unis a estimé les réserves prouvées de pétrole brut de la Roumanie à 1,2 milliard de barils, avec des réserves potentielles non découvertes de 1,5 milliard de barils". L'E-U. Geological Survey a estimé les réserves de gaz prouvées de la Roumanie à 3,4 trillions de pieds cubes, avec des réserves potentielles non découvertes de 16,9 trillions de pieds cubes. La Roumanie possède environ 63 % des réserves totales de pétrole de l'Europe de l'Est et environ 25 % des réserves de gaz de la région, selon le *Oil and Gas Journal*. »<sup>724</sup>

Dans la course pour être acceptée au sein de l'UE, la Roumanie a démarré en 1999 des réformes structurelles essentielles. Comme en ont témoigné les anciens Premiers Ministres de

---

<sup>723</sup> BRIQUET, Jean-Louis et SAWICKI, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.33

<sup>724</sup> US SENATE, *Romania Enery brief Report*, 1992, page 11

l'époque, M. Ciorbea et M. Vasile, ces réformes ont touché les privilèges des super - privilégiés. Les compagnies d'État représentaient une source de revenus personnels pour les membres des élites politiques nationales, mais ce type d'administration poussait les entreprises à la faillite. Pour se sauver politiquement et pour continuer à bénéficier des contrats d'État, les politiciens ont toujours utilisé le budget d'État pour couvrir les détournements d'argent et les malversations financières, jusqu'au moment où l'UE a dit « stop » ; les institutions d'évaluation américaines de leur côté ont augmenté de plus en plus les taux d'intérêts des prêts sur le marché financier international pour la Roumanie. C'est sous cette pression que la réforme de 1999 a été décidée, ainsi que celles des années suivantes, et ceci moins par une volonté politique que sous la contrainte.

Dans l'année 2000, Adrian Năstase a continué le projet de privatisation (PSAL) démarré par le Gouvernement précédent et géré par Traian Băsescu, en s'engageant devant l'UE à préparer le pays pour l'économie de marché afin d'être accepté dans le club européen.

L'énergie était le secteur clé de l'économie roumaine et la réforme se composait de quatre étapes : 1) la privatisation des ressources, 2) la privatisation des services, 3) la privatisation des compagnies, 4) la libération du marché de services afin de le rendre concurrentiel, en lieu et place du monopole d'État.

L'image d'ensemble est la suivante : la compagnie de pétrole et son exploitation ont été remportées par une compagnie impliquant la présence de l'État d'Autriche dans le capital et la distribution du gaz naturel par deux compagnies : l'une de France et l'autre d'Allemagne, qui ont partagé le pays en deux (le nord et le sud); la distribution d'énergie a été remportée par une compagnie d'Italie et une autre de République Tchèque ; enfin, les deux grandes raffineries de pétrole ont été remportées par la Russie (directement ou par le biais d'intermédiaires).

L'analyse des intérêts en présence démontre que le Premier Ministre Năstase a dû mener une triple négociation entre l'Occident, la Russie et la corruption de son propre régime.

La littérature spécialisée ne traite que trop peu, malheureusement, du sujet du clientélisme entre les États. Par exemple, dans les théories des relations internationales, un des paradigmes les plus répandus est celui du réalisme. S. H. Morgenthau, le fondateur du réalisme, énonce ainsi l'hypothèse que les États n'ont pas d'autres relations que celles fondées sur leurs intérêts.

« D'une façon ou d'une autre, dans tous les régimes occidentaux, il y a un caractère public de la rivalité pour l'exercice du pouvoir. (...) En revanche, dès que l'on a un parti unique, les règles de promotion, les conditions de carrière et d'avancement, la bataille du pouvoir devient

nécessairement mystérieuse. Pratiquement, aucun parti unique, parmi ceux qui sont arrivés au pouvoir dans le XXème siècle, n'a jamais accepté de règles électorales. Du moment qu'il n'y a pas de règles électorales, comment se fait la bataille pour l'exercice du pouvoir à l'intérieur du parti unique ? Par un mélange de batailles comparables à celles qui ont lieu à l'intérieur d'une bureaucratie, donc en partie de luttes basées sur la conspiration. À l'intérieur des bureaucraties occidentales, il existe des règles de promotion fixées, mais, dès que l'on arrive aux échelons supérieurs, il n'y a plus de règles, c'est la faveur qui joue, qu'elle vienne des ministres ou des partis. Lorsque le pouvoir est détenu par un parti unique, et que ce parti se déclare, globalement, détenteur du pouvoir, il ne peut y avoir des règles officielles pour déterminer qui sera le numéro un dans le parti, pas plus que pour déterminer qui, dans ce parti, arrivera aux échelons supérieurs. La bataille pour les échelons supérieurs et la bataille pour le pouvoir supérieur, dans un parti unique, est une bataille sans règles fixées, une bataille non publique, dont on connaît mal les détails. »<sup>725</sup>

En prenant l'exemple de la France, J-L Briquet montre que les réseaux d'influence clientélistes sont organisés autour des ressources et qu'ils utilisent les mêmes mécanismes : « Les rapports de la clientèle se fondent sur un régime d'obligations réciproques et sur des formes de personnalisation des relations sociales. »<sup>726</sup> Les politiques sont ceux qui fonctionnaient sur un « double registre et conduite occulte. Il reste que les pratiques clientélistes ne peuvent se reproduire qu'en demeurant dissimulées, dans un espace officieux qui se distingue de l'espace officiel dans lequel les activités politiques sont publiquement justifiées et formulées. »<sup>727</sup>

Il y a une majorité dans les sociétés partout dans le monde sur les vertus politiques ; défendre l'intérêt public est la plus importante. Mais dans une société tout juste sortie de la dictature, dont la direction est encore aux mains des dirigeants de la dictature, il s'agit simplement d'un ravalement de façade.

Les anciennes pratiques clientélistes « déviantes », selon J-L Briquet, ont « capturé » la vie économique, sociale et politique à une telle échelle que « jusqu'à l'époque contemporaine sous la forme de la critique des notables, des régimes de partis ou, comme en fait preuve la période

---

<sup>725</sup> ARON Raymond, Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolutions, 1997, Éditions de Fallois, collections Inédit Sciences Sociales, p.183

<sup>726</sup> BRIQUET, Jean-Louis et SAWICKI, Frédéric (sous la direction de), Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines (1998), PUF, p.34

<sup>727</sup> BRIQUET, Jean-Louis et SAWICKI, Frédéric (sous la direction de), Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines (1998), PUF, p.35

actuelle, dans de nombreux pays européens, la dénonciation de certaines formes de corruption politique (vote d'échange, organisation « clanique » des partis, détournement à des fins privées de ressources publiques).»<sup>728</sup>

Dans le cas de la Roumanie, comme en Afrique, « la richesse est devenue une valeur civique » qui a effacé « les frontières qui séparent la politique officieuse de la politique officielle est donc au cœur de là celle de la politique clientélaire. »<sup>729</sup>

La privatisation de la compagnie Nationale de Pétrole – Petrom SA a été la plus coûteuse de toutes les privatisations, non par le prix négocié, mais par la valeur reconnue de l'affaire. L'acheteur a récupéré son investissement en quelques années seulement.<sup>730</sup>

La privatisation du pétrole en Roumanie, c'est l'équivalent de la privatisation de la compagnie d'État Petrom qui détenait le monopole d'activités : exploration, exploitation, transformation et commercialisation des produit pétroliers.

Après la chute du communisme, l'intégralité des opérations dans le secteur du pétrole a été concentrée entre les « mains » d'une seule entité : la Compania Romana de Petrol (Compagnie Roumaine du Pétrole, CRP). La société CRP avait dans sa composante les dix raffineries de pétrole, soit la totalité, dont cinq détenaient 85% du marché : Petrobrazi, Arpechim, Petrotel, Petromidia et RAFO.<sup>731</sup>

Dans la perspective de la privatisation, la compagnie Petrom a subi une transformation majeure. En 1997, le Cabinet Ciorbea a transformé Compania Romana de Petrol (CRP) et l'a rebaptisée la Société Nationale du Pétrole – Petrom SA. Après des modifications successives, CRP a gardé sous sa responsabilité huit raffineries sur dix, et Petrom deux (Arepchim et Petrobazi).

Avec des gisements en exploitation en Roumanie, mais aussi en Libye, en Irak et au Kazakhstan, dans la continuité des relations de la dictature avec d'autres « pays – amis », partenaires officiels pour l'importation du pétrole de la République Islamique Iranienne, Petrom a

---

<sup>728</sup> BRIQUET, Jean-Louis et SAWICKI, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.34

<sup>729</sup> BRIQUET, Jean-Louis et SAWICKI, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (1998), PUF, p.37

<sup>730</sup> « ZF la 20 de ani. Evenimentul anului 2004: Cea mai importantă privatizare din economia românească: Cum și-a vândut statul român petrolul și gazele către OMV, grup petrolier deținut de statul austriac », *Ziarul Financiar*, 30.10.2018, <https://www.zf.ro/zf-20-de-ani/zf-la-20-de-ani-evenimentul-anului-2004-cea-mai-importanta-privatizare-din-economia-romaneasca-cum-si-a-vandut-statul-roman-petrolul-si-gazele-catre-omv-grup-petrolier-detinut-de-statul-austriac-17575256>

<sup>731</sup> « Benzinarii independenti se bat de la egal la egal cu marile companii », *CAPITAL* 18 iulie 2002

été la plus grande pépinière d'argent facile pour tous les Gouvernements, quelle que soit leur couleur politique.

En effet, la concentration des PPEX autour de Petrom était si grande qu'à un certain degré, c'est devenu une compagnie de pétrole du Parti au pouvoir, quel que soit le nom ou l'idéologie du parti.

C'est l'une des privatisations post-décembristes les plus controversées, finalisées quelques mois avant que le Cabinet Năstase perde le pouvoir.

Aussi douteuse que la façon de gérer les affaires d'une des plus grandes compagnies de pétrole en Europe avait fait le sujet des nombreuses interpellations au Parlement, et est rentré dans le vocabulaire commun comme terme de comparaison désignant un vol d'envergure : « nous avons privatisé / donné le pétrole pour rien ».

En effet, Petrom a été la voie courte pour l'enrichissement de certains politiciens. Par exemple, en 1993, une petite affaire menée avec le commerce de gaz naturel dans une petite ville du sud du Roumanie a démarré avec l'aide d'un crédit de 5,6 millions de francs français. Dans la liste des fondateurs de la compagnie, Adrian Videanu, l'une des têtes de la direction du Parti Démocrate local. En 1998, dès que le Parti Démocrate est arrivé au pouvoir, le crédit a été garanti par l'État et la compagnie Petrom a acheté un paquet important d'actions, puis la compagnie tout entière.

Il existe un indice d'une potentielle connexion clientéliste : le ministre des Industries, qui était le représentant de l'État, était Radu Berceanu, lui-même membre issu du Parti Démocrate. Malgré les accusations des médias, qui ont révélé que la compagnie avait fait des malversations financières qui auraient créé certains préjudices à Petrom en 2003, la Police a clos le dossier et la Justice a blanchi les personnes impliquées.<sup>732</sup>

M. Videanu était un opposant très dur du PDSR, le parti de gauche des anciens communistes. Mais ses affaires avec Petrom, qui était sous le contrôle total du PDSR montrent que ses actions politiques étaient pour le moins questionnables et peu crédibles, étant donné les avantages reçus. Videanu est devenu l'un des plus riches Roumains, avec une fortune bâtie sur des affaires de nature similaire. Il est par la suite devenu ministre de l'Économie et après la fin de son

---

<sup>732</sup> « IPJ Teleorman i-a dat certificat de buna purtare premierului de rezerva al PD, Adrian Videanu », 11 novembre 2004, [http://www.adevarulonline.ro/2004-11-12/Prima%20Pagina/ipj-teleorman-i-a-dat-certificat-de-buna-purtare-premierului-de-rezerva-al-pd-adriean-videanu\\_105203.html](http://www.adevarulonline.ro/2004-11-12/Prima%20Pagina/ipj-teleorman-i-a-dat-certificat-de-buna-purtare-premierului-de-rezerva-al-pd-adriean-videanu_105203.html)

mandat, il a été mis en accusation par des procureurs pour son implication dans une affaire de corruption.

La spoliation régulière du plus haut niveau au plus bas niveau de la compagnie a obligé plusieurs Cabinets à « régulariser » - voire à effacer - les dettes du CPR. Presque 600 millions de dollars ont été intégrés à la dette publique par les Ordonnances 72/1997 et 55/2000.

Des cas similaires à celui de Videanu se sont déroulés fréquemment, selon la clientèle politique au pouvoir, par exemple, celui de l'ancien ministre de la Justice, Rodica Stanoiu. En 2001, quelques mois après, alors que le PDSR avait gagné les élections, Rodica Stanoiu, ministre de la Justice, et comme ce fut prouvé plus tard, collaboratrice de la Securitate, avait vendu une petite maison de province à un prix nettement supérieur à la valeur du marché. L'acheteur était la compagnie Petrom.<sup>733</sup>

Cela n'a rien de surprenant qu'en juin 2000, un procureur indépendant de la ville portuaire du Danube, Brăila, décide d'arrêter le directeur de Petrom, Ioan Popa. Le procureur Gheorge Ivan a officiellement accusé Popa d'évasion fiscale et d'abus du pouvoir. Dans les jours qui ont suivi l'action judiciaire, nous avons compté plus de 27 articles des médias dans les journaux *Adevărul* et *Evenimentul Zilei* et l'agence de presse *Mediafax*, dont 23 étaient favorables à Popa. Plusieurs personnalités politiques et ministres ont publiquement défendu Popa : Radu Berceanu, ministre des Industries a notamment comparé l'action judiciaire aux actions du NKVD de Staline en 1948.<sup>734</sup> D'autres politiques très influents ont été Valeriu Stoica, ministre de la Justice, Adrian Năstase, futur Premier Ministre et Ioan Mureșan, ministre de l'Agriculture. Popa a été remis en liberté, l'enquête a été fermée et après les élections de fin d'année, il est devenu conseiller du Premier Ministre Năstase. Le cas « Popa » montre que les médias et les politiques ont joué le même jeu au moment où la personne qui gérait les financements pour les médias et pour le parti a été questionnée par la Justice. Comme n'importe quel autre Client, Popa a changé ses sympathies de partis selon le pouvoir du Patron : avant 1997 avec PDSR, après avec PNCD.<sup>735</sup>

---

<sup>733</sup> FICA Simona, BORA Iulian George « Rodica Stanoiu si-a vandut casa de la Filiasi cu acte false », Editie Speciala, Hotnews.ro, Vineri, 17 martie 2006, 0:00, [https://www.hotnews.ro/stiri-presa\\_regionala\\_arhiva-1723758-rodica-stanoi-u-vandut-casa-filiasi-acte-false.htm](https://www.hotnews.ro/stiri-presa_regionala_arhiva-1723758-rodica-stanoi-u-vandut-casa-filiasi-acte-false.htm)

<sup>734</sup> « Afland de arestarea directorului general al Petrom, ministrul Berceanu declara : « Procuratura Braila a facut un abuz in serviciu », Adevarul, Cristina Trefas, 15 iunie 2000

<sup>735</sup> « In cazul arestarii directorului SNP, Ioan Popa, Muresan crede ca Procuratura a intervenit abuziv », Adevarul, 20 iunie 2000

La privatisation de Petrom avait une finalité politique parfaitement définie par le Premier Ministre Năstase : « Qui contrôle Petrom, contrôle l'économie, contrôle également la politique. »<sup>736</sup>

En 1998, le gouvernement a tenté une privatisation qui a fini d'une manière désastreuse, avec seulement un groupe d'oligarques roumains – Tender, Voiculescu, Vîntu, Tofan qui voulait acheter la compagnie bien en-deçà de sa valeur réelle. Le procès a été annulé.<sup>737</sup>

Après le lancement dans les médias internationaux de l'annonce de la privatisation, en 2003, l'ancien ministre de l'Industrie de l'époque, Dan Ioan Popescu, a très surpris de l'intérêt suscité, notamment à cause des noms les plus prestigieux qui s'étaient inscrits dans la course : « Sur les onze entreprises présélectionnées, TNK British Petroleum a envoyé une lettre pour nous informer de son départ (avant même d'avoir obtenu l'accès à la data room). Conoco-Philips n'a pas acheté le fichier de présentation, qui a été acheté par neuf sociétés, dont huit ont finalement soumis des offres non contraignantes - OMV (Autriche), PKN Orlen (Pologne), MOL (Hongrie), Occidental (États-Unis), Gazprom (Russie), Glencore (Suisse), ENI (Italie) et Hellenic Petroleum (Grèce) et la société américaine Alon a acheté le dossier de présentation mais n'a pas soumis d'offre »<sup>738</sup> La liste complète a été publiée par le Conseil du Concurrence.<sup>739</sup>

Popescu a été un des hommes forts du régime Năstase, à l'origine de plusieurs décisions controversées et susceptibles de corruption. En effet, Popescu a dû rendre presque 1 million de dollars parce qu'il n'avait pas pu justifier la source de cet argent, montant qui a été réduit ultérieurement par la Cour d'Appel.<sup>740</sup>

---

<sup>736</sup> « Zece ani de la privatizarea Petrom. Cum arată compania, acum », Ziarul Financiar, 17.05.2014, <https://www.zf.ro/zf-24/zece-ani-de-la-privatizarea-petrom-cum-arata-com>

<sup>737</sup> « ZF la 20 de ani. Evenimentul anului 2004: Cea mai importantă privatizare din economia românească: Cum și-a vândut statul român petrolul și gazele către OMV, grup petrolier deținut de statul austriac », Ziarul Financiar, 30.10.2018, <https://www.zf.ro/zf-20-de-ani/zf-la-20-de-ani-evenimentul-anului-2004-cea-mai-importanta-privatizare-din-economia-romaneasca-cum-si-a-vandut-statul-roman-petrolul-si-gazele-catre-omv-grup-petrolier-detinut-de-statul-austriac-17575256>

<sup>738</sup> « Il ne reste plus qu'une entreprise américaine parmi les huit concurrents dans la course à Petrom », Ziarul Financiar, 25.11.2003, <https://www.zf.ro/zf-english/only-one-us-company-among-eight-contender>

<sup>739</sup> DÉCISION n ° 316 du 29.11.2004 relative à la mesure de soutien financier octroyée par le ministère de l'Économie et du Commerce, SNP PETROM SA, LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE, DECIZIA NR 316, din 29.11.2004 referitoare la măsura de sprijin financiar ce se acorda de catre Ministerul Economiei si Comerțului, SNP PETROM SA, CONSILIUL CONCURENȚEI

<sup>740</sup> « Dan Ioan Popescu, despre decizia ICCJ de a ii confisca 4 milioane de lei din avere: Voi continua procesul in tara si in afara, hotararea este aberanta », HotNews.ro, Joi, 14 iulie 2011, <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-9409673-dan-ioan-p...in-avere-voi-continua-procesul-tara-afara-hotarea-este-aberanta.htm>



Tous ces sociétés sont officiellement porteuses d'intérêts d'État. La concentration des PPÉs est remarquable. La Russie avait envoyé son « bras » commercial, Gazprom, pour acheter Petrom. Gazprom a retenu comme conseillers le cabinet d'avocats Racoți Predoiu, dont l'avocat Cătălin Predoiu, le futur ministre de la Justice (2008), avocat, partenaire d'affaires d'oligarque Dinu Patriciu qui était « propriétaire » temporaire du Parti National Liberal. Selon les forces déployées pour contrôler les ressources d'énergie de la Mer Noire, il semble que la Russie avait absolument besoin de « conquérir » Petrom. Un autre consortium qui a manifesté son intérêt a été Glencore International A.G., Suisse (“Glencore”). Mais la très puissante compagnie était détenue par Marc Rich, aussi la « porte financière » de la Russie en Europe et des États – Unis.

Un troisième acteur fortement intéressé a été l'association des compagnies Haliburton, SUA et Regal Petroleum Plc., Royaume - Unis et S.C. Tender S.A., Roumanie.<sup>741</sup> Haliburton était la compagnie étroitement liée à l'ancien vice-président de É-U, Dick Cheney. Regal Petroleum Plc., R-U, comptait parmi ses actionnaires le milliardaire d'origine roumaine, Frank Timis, mais aussi l'oligarque russe Vadym Novynskyi<sup>742</sup>, ainsi que Sir Peter William Heap, un ancien haut officier du Ministère de la Défense et de la Diplomatie britannique. S.C. Tender S.A., Roumanie appartenait à l'oligarque roumain Ovidiu Tender, un homme d'affaire très proche du président Iliescu et d'un ancien chef de l'agence d'Espionnage, le général Ioan Talpeș. Quelques mois avant le lancement officiel d'appel d'offres, Talpeș a annoncé publiquement qu'il allait faire le *joint-venture* avec les deux autres compagnies et a explicitement évoqué un « *qui pro quo* » avec « les Américains » qui incluait des contrats pour la reconstruction de l'Irak. Talpeș a également mentionné le nom d'William Matser, haut officier de renseignements de l'OTAN de nationalité néerlandaise. « Mais ce qui rendait la participation de Matser étrange n'était pas seulement qu'il était un fonctionnaire de l'OTAN. Quelques jours après qu'Ovidiu Tender a annoncé son intérêt pour Petrom et ses partenaires dans cette entreprise, Willem Matser a été arrêté à Bruxelles pour des soupçons de complot criminel et de blanchiment d'argent, ainsi que de faux et de fraude. Matser a par la suite été accusé de blanchiment de 200 millions de dollars d'argent provenant du trafic de

---

<sup>741</sup> ENWELL ENERGY PLC, former Royal Petroleum, Company number 04462555, Companies House, UK, <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04462555/officers>

<sup>742</sup> « L'oligarque russe Vadym Novynskyi », Forbes, 2019, <https://www.forbes.com/profile/vadim-novinsky/>

drogue, prétendument détenu dans une banque colombienne, ainsi que des infractions de fraude et de contrefaçon connexes. »<sup>743</sup>

L'Occident était représenté par OMV (Autriche), PKN Orlen (Pologne), MOL (Hongrie), Occidental (États-Unis), ENI (Italie) et Hellenic Petroleum (Grèce). Parmi les compagnies favorites en lice figurait OMV, compagnie venant du même pays qui assurait la présidence de l'EU et qui amenait un vote important dans l'adhésion de la Roumanie : l'Autriche.

L'appel d'offre a été gagné par OMV, qui a payé 669 millions d'euros pour 33,34% des actions Petrom, une fraction de la valeur de la compagnie. En 2008, des documents top secrets ont montré que OMV et Gazprom avaient secrètement effectué des négociations pour partager les ressources de gaz naturel de la Roumanie, l'exploitation commerciale et l'actionnariat d'une compagnie commune Gazprom – OMV.<sup>744</sup> L'apparition de ces informations quatre ans plutôt, pendant le procès de privatisation de Petrom, aurait pu rejeter OMV hors de la compétition pour négocier en secret avec un de ses concurrents.

Le consultant pour la privatisation était Credit Suisse First Boston – CFSB, une compagnie qui a été impliquée dans des scandales de corruption pan-politiques pendant les années suivantes et qui a fini par voir deux de ses directeurs condamnés à plus de dix ans de prison ferme pour espionnage en faveur d'un pays non-membre de l'OTAN (non officiellement nommé, la Russie).

Cette affaire avec des ramifications stratégiques au niveaux mondial a été traitée d'une manière purement clientéliste. Un témoignage rare nous est parvenu de la part de Constantin Toma, multimillionnaire roumain et ancien sénateur du Parti Social – Démocrate pendant la période 2000 – 2004, la période du Cabinet Năstase.

Toma fait partie des rares hommes d'affaires roumains qui se sont élevés par leurs propres moyens. Il a bâti un groupe industriel présentant un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros<sup>745</sup> grâce à une invention dans l'industrie du traitement des eaux, son filtre ayant d'ailleurs reçu la médaille d'or à la compétition européenne de Bruxelles en 1993.

---

<sup>743</sup> RADU Paul « The privatization of Romania's oil industry has enriched the well-connected—and corrupt, Private interests? – Center for Public Integrity », 25 janvier 2005, actualise en 19 mai 2014, <https://publicintegrity.org/environment/private-interests/>

<sup>744</sup> DRĂGHICI Marius « 2003: NEGOCIERI SECRETE GAZPROM – OMV », Cum au ratat rusii gazul romanesc », Evenimentul Zilei, , luni, 31 martie 2008

<sup>745</sup> « Constantin Toma a construit un holding cu afaceri de 300 milioane de euro pentru că rămăsese fără serviciu », Ziarul Financiar, 13.04.2011, <https://www.zf.ro/companii/constantin-toma-a-construit-un-holding-cu-afaceri-de-300-milioane-de-euro-pentru-ca-ramasese-fara-serviciu-8154673>

En tant que membre de la Commission du budget, des finances, de la banque et du marché des capitaux, il a été au cœur du problème : la privatisation, la construction et la légifération des politiques publiques menées pour aider l'industrie roumaine.

Questionné sur le processus qui selon lui a généré le plus de corruption, Toma répond : « Le processus de privatisation dans le domaine de l'industrie énergétique. Je pense donc à la fois au pétrole et à l'électricité. Le deuxième domaine concerne les transports, les infrastructures routières et ferroviaires, tout cela signifie les infrastructures dans ce domaine car ce n'est pas possible après tant d'années au cours desquelles des milliards d'euros ont été dépensés, nous n'avons donc pas de routes, par exemple, nous n'avons pas autoroutes. »<sup>746</sup>

Selon lui, certaines privations ont sans doute été réussies, mais d'autres ont été menées contre toute forme de rationalité économique : « Nous prenons les privatisations de l'industrie automobile. À l'époque de Radu Vasile, je pense à Colibași. C'est déjà un énorme succès. Mais, vous ne pouvez pas parler de la privatisation de Petrom dans laquelle, pendant une période de 18-20 ans, je crois, les ressources ont été données à un prix extrêmement bas, 18 \$ / baril, la réserve naturelle de la Roumanie en pétrole et sur d'autre part, OMV réalise un bénéfice en un an autant qu'il a donné à l'entreprise et donné à l'entreprise, y compris avec certains accords liés aux investissements dans l'environnement, qui ont également été investis. On vous donne 700 millions d'euros, mais ce montant était beaucoup moins en espèces, on va faire quelques investissements. Ce n'était donc pas une bonne chose. »<sup>747</sup>

Membre du parti au pouvoir à l'époque, il se souvient que de nombreuses discussions avaient agité les rangs du parti, concernant la potentielle corruption de certains d'entre eux, dont des personnes influentes.. Parmi les noms cités figure celui de Dan Ion Popescu, le « roi » des privatisations et des contrats énergétiques, ancien ministre des Industries et du Commerce. Toma, qui connaît la valeur d'un million d'euros en tant qu'homme d'affaires, évoque Dan Ioan Popescu : « [il] a attrapé sans justification 1 million d'euros, l'opinion des gens étant qu'ils étaient beaucoup plus et ce million se sont échappés parmi les dizaines de millions, probablement des pots-de-vin pris à ce niveau. Sinon, vous ne pouvez pas, c'est incroyable pour moi et pour beaucoup de gens, comment pouvez-vous signer en tant que représentant de l'État...vous aimez votre pays et voulez faire quelque chose avec votre pays, pouvoir signer un tel contrat, étant donné ce pétrole, on sait,

---

<sup>746</sup> TOMA Constantin, sénateur PSD homme d'affaires, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>747</sup> TOMA Constantin, sénateur PSD homme d'affaires, interviewé par M. Draghici, 2011

on sait et on continuera de le savoir, que c'est la plus grande affaire de l'humanité, l'énergie est la plus grande affaire de l'humanité depuis au moins 120 ans. Et après cela, vous ne savez pas ce que ce sera, ce sera de l'eau, ce sera autre chose. Et la plus grosse entreprise qui est le plus des liquidités (financières – note d'auteur), vous la donnez. Donc, à partir de cette chose, vous pourriez obtenir, si vous vouliez la privatisation et que vous vouliez la privatisation parce qu'il s'agissait de sociétés à cocher, comme à Sidex, comme à Colibasi, les sociétés roumaines et étrangères avaient en fait avalé ces sociétés et enregistré des pertes. Petrom était au bord des pertes. »<sup>748</sup>

Nous avons demandé à Toma comment il expliquait l'existence des sociétés « tiques » ou « fantômes » qui avaient gagné des contrats très lucratifs avec les entreprises d'État. Brièvement, il a pointé le conflit d'intérêt et le clientélisme « Donc, d'après ce que je sais directement et indirectement, plus de 98 pourcents de ces entreprises étaient des entreprises de politiciens. La plupart des sociétés (...) anonymes, des sociétés par actions ont été créées qui masquaient les vrais propriétaires. Et ces sociétés anonymes, dont on parle de Sidex, ou dont on parle de Petrom, étaient les leurs directement par des intermédiaires ou indirectement par des actions au porteur. Je pense à des intermédiaires, des personnes très proches d'eux, des proches ou des personnes très fiables. »<sup>749</sup>

La ligne entre l'intérêt public et l'intérêt personnel était toujours tracée par la directive du Parti. De leur part, il n'y avait aucune confusion entre les deux types d'intérêts : c'était seulement l'ordre du Parti. « Eh bien, je vais vous donner un exemple. Donc, c'était un mercredi et nous avons dû faire un rapport à la Commission des finances et des Banques pour la transformation des dettes en actions Rompetrol, Dinu Patriciu. Mihai Tănăsescu était également ministre des Finances et nous, au PSD, avons reçu pour nous opposer, pour refuser de transformer la dette en actions, une dette qui reste encore aujourd'hui, et qui n'a toujours pas été remboursée par ceux du Kazakhstan, c'est un problème même maintenant avec ces centaines de millions. »<sup>750</sup>

La compagnie privatisée pour un montant symbolique en faveur de Dinu Patriciu avait accumulé plus de 600 millions de dollars de dettes.

Toma raconte les tentatives de corruption, les pressions et le clientélisme ouvert dont les Clients de Patriciu aurait usé pour l'aider à effacer la dette de 600 millions de dollars. Pour Toma,

---

<sup>748</sup> TOMA Constantin, sénateur PSD homme d'affaires, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>749</sup> TOMA Constantin, sénateur PSD homme d'affaires, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>750</sup> TOMA Constantin, sénateur PSD homme d'affaires, interviewé par M. Draghici, 2011

c'était un jour comme un autre : « C'était mercredi, j'ai eu une séance plénière au Sénat jeudi. Je me suis présenté à 9 heures à mon bureau au Sénat et Norica Nicolai et Dinu Patriciu étaient dans la salle. Norica Nicolai m'a dit :

"Vous voyez que vous devez faire le contraire.

- Moi, je n'y crois pas, c'est écrit, c'est signé, je n'y crois pas.

-Dinu a préparé un hélicoptère pour vous emmener à Năvodari (Mer Noire) ... quels investissements il a fait et quelles transformations il y a faites.

-Ce ne sont pas mes affaires. Nous avons un thème, nous allons avec.'

En un quart d'heure, vingt minutes, est venu le président de la Commission des Finances et des Banques, le sénateur Viorel Ștefan, aujourd'hui il est député, et il a été président de la commission du budget de la Chambre des Députés et a maintenant été remplacé par ceux de l'UNPR. Et Viorel me dit : "Tomiță, nous n'avons rien à faire, nous rédigeons le rapport inversé, les dettes se transforment en actions." Alors, que pourrait-il se passer dans quelques heures ? Nous avons terminé vers 10h00 du soir et le matin, c'était déjà dans le couloir. Bien sûr, je suis entré avec Dinu Patriciu et Norica Nicolai et Viorel Ștefan. "Allons-y en hélicoptère, voyons ce que nous avons fait là-bas." J'ai aussi dit auparavant, dans le couloir, à Viorel Ștefan : "Non, nous n'y allons pas car c'est un mauvais travail et ce n'est pas juste pour nous, sénateurs, d'aller en hélicoptère à Năvodari". C'était l'hélicoptère déjà à Băneasa, d'après ce que Patriciu nous a dit et je ne sais pas quoi. Cela n'a aucun sens, si telle est la décision, Viorel Ștefan venant alors de M. Văcăroiu. »<sup>751</sup>

Entre 2004 et 2012, Petrom a doublé son chiffre d'affaires et son bénéfice, alors qu'il a licencié ou externalisé 30.0000 salariés. En 2004, la compagnie accusait des pertes de près d'1 milliard de lei, alors que l'année suivante en 2005, la compagnie a enregistré un bénéfice de 1,4 milliards de lei.<sup>752</sup>

Dans le cas de Petrom, alors qu'elle était sous le contrôle total de l'État, la compagnie a vu plusieurs fois ses pertes couvertes et payées par les contribuables. L'État a simplement payé ou

---

<sup>751</sup> TOMA Constantin, sénateur PSD homme d'affaires, interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>752</sup> « ZF la 20 de ani. Evenimentul anului 2004: Cea mai importantă privatizare din economia românească: Cum și-a vândut statul român petrolul și gazele către OMV, grup petrolier deținut de statul austriac », Ziarul Financiar, 30.10.2018, <https://www.zf.ro/zf-20-de-ani/zf-la-20-de-ani-evenimentul-anului-2004-cea-mai-importanta-privatizare-din-economia-romaneasca-cum-si-a-vandut-statul-roman-petrolul-si-gazele-catre-omv-grup-petrolier-detinut-de-statul-austriac-17575256>

annulé les dettes et les pertes d'une compagnie qu'avaient été créées par les directeurs placés à leur poste sur décision politique.

Même après la privatisation, certains actes de clientélisme ont continué. Le fait que la compagnie n'était plus propriété d'État ne signifiait pas l'élimination des pratiques de lobby. Les compagnies privées utilisent souvent le clientélisme pour maximiser leurs profits. Un cas apparu dans les médias est celui de la mairie de l'ancien Premier Ministre de la Roumanie, Mihai Răzvan Ungureanu. Outre son mandat record en tant que Premier Ministre, le plus court de l'Histoire de la Roumanie 78 jours, il a été ministre d'Affaires Etrangères, ancien chef des Renseignements Externes et chef du Parti La Force Civique. Sa femme a signé un contrat de services et de consultance médicale très lucratif avec OMV, contrat qui a été résilié dès que l'affaire a été dévoilée par les médias.

Étant donné la place stratégique occupée par la compagnie de pétrole, seul un groupe réduit d'hommes d'affaires liés à la politique et au monde des Renseignements a eu accès à ce marché. C'est le cas de la société Prospectiuni SA, compagnie spécialisée dans les prospections géologiques pour trouver des ressources de pétrole ou de gaz. La compagnie, contrôlée par Ovidiu Tender, homme d'affaires proche de l'entourage de l'ancien président Ion Iliescu et le général Talpes, avait été créée dans les années '50 par le régime communiste et avait hérité d'une base de données impressionnante. Entre 2007 et 2014, Prospectiuni SA a gagné plus de 275 millions d'euros<sup>753</sup> grâce à des contrats avec OMV Petrom et Romgaz SA, une compagnie d'état qui détenait le monopole des importations de gaz naturel de Gazprom en Roumanie et qui était la plus grande exportatrice de ressources de gaz en Roumanie et à la Mer Noire.

Tender a été condamné à de la prison ferme dans une affaire de corruption pour des malversations financières concernant une autre compagnie d'État de l'industrie énergétique, Carom SA. Selon certains articles de médias, un ancien général du Renseignement roumain, Florian Coldea, aurait demandé à l'ancienne chef du DIICOT de protéger Tender pour des raisons de sécurité nationale.<sup>754</sup> Au beau milieu de l'enquête des procureurs, Ovidiu Tender avait été défendu au tribunal par un jeune avocat, ancien chef du Corps du Contrôle du Cabinet Năstase. Son nom : Victor Ponta, futur premier-ministre de la Roumanie entre 2012 – et 2015. Ponta lui-

---

<sup>753</sup> Baniitai.info, Prospectiuni SA, <https://baniitai.info/sc-prospectiuni-sa/?detalii=contracte&pagina=1&ccuis=all>

<sup>754</sup> « DNA: "Ai vrut să-l scapi pe Tender!". Bica: "Așa mi-a cerut Coldea la SRI" »

<https://www.tolo.ro/2015/03/09/dna-ai-vrut-sa-l-scapi-pe-tender-bica-asa-mi-a-cerut-coldea-la-sri/>

même a été accusé par l'ancien président la République, Traian Băsescu, d'être « agent couvert entre 1997 et 2001 » des Renseignements, une accusation jamais prouvée, mais jamais contestée non plus par le chef des espions roumains de l'époque, Teodor Meleşcanu.<sup>755</sup> Meleşcanu et le beau-père de Ponta, Ilie Sârbu, ont fait des études en Suisse avant 1989, quand la dictature envoyait des « étudiants » espions, selon la pratique des états communistes à l'époque.

Petrom a été la privatisation stratégique en énergie la plus grande et la plus controversée, mais, elle n'a pas été la seule. Dans le cas de Petrotel, l'implication dans la politique est peut-être la mieux clarifiée par des déclarations de ministres au plus haut niveau qui ont reconnu avoir reçu l'ordre verbal de privatiser une de plus grandes compagnies de pétrole avec une compagnie « hollandaise » sur papier qui en vérité n'était qu'une société « couverture » pour le géant pétrolier de Russie, Lukoil.

Vlad Ionescu, ancien ministre des Privatisations à l'époque avait raconté comment la privatisation avait été décidée par le président de la République Emil Constantinescu, sans son aval : « Le contexte est important. Début 1998, Vagit Alekperov, le président du CA Lukoil, est venu en Roumanie. J'ai été en quelque sorte pris par surprise car je ne savais rien de cette visite ou de la privatisation en préparation. Par conséquent, je pense que certaines actions préparatoires ont eu lieu, très probablement à la fin de 1997, dont je ne sais rien, et qui se sont poursuivies en 1998. »<sup>756</sup> Ionescu a accusé l'ancien chef des Renseignements Externes, Cătălin Harnagea, et le conseiller présidentiel, Dorin Marian, d'avoir influencé le président dans la direction d'une privatisation avec la compagnie russe. Il a mentionné les noms des deux hauts responsables comme faisant partie d'un groupe de lobby au Palais Présidentiel, dont le milliardaire Dinu Patriciu et le directeur d'un influent journal, Sorin Rosca Stanescu. Sans donner plus de détails, Vlad Ionescu, soutient qu'en sa capacité de ministre, il avait été informé que « Dinu Patriciu aurait été recruté et [qu']il aurait agi comme agent d'influence dans la faveur de la Russie ».<sup>757</sup>

---

<sup>755</sup> « VIDEO Traian Basescu: Victor Ponta a fost ofiter acoperit al SIE in perioada 1997 - 2001 / M-a deranjat cumplit jocul politic al lui Teodor Melescanu », HotNews.ro, Luni, 13 octombrie 2014, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-18298041-ultima-ora-traian-basescu-victor-ponta-fost-ofiter-sie-perioada-1997-2001.htm>

<sup>756</sup> OZON Sorin, Cătălin PRISACARIU « Cine le-a deschis uşa ruşilor în România. Emil Constantinescu, rol principal », Actualizat: 10.01.2020 - 22:31, Newsweek Romania <https://newsweek.ro/investigatii/lukoil-a-intrat-in-romania-prin-palatul-cotroceni>

<sup>757</sup> OZON Sorin, Cătălin PRISACARIU « Cine le-a deschis uşa ruşilor în România. Emil Constantinescu, rol principal », Actualizat: 10.01.2020 - 22:31, Newsweek Romania <https://newsweek.ro/investigatii/lukoil-a-intrat-in-romania-prin-palatul-cotroceni>

Il a expliqué que la privatisation était totalement illégale : « Car, d'un point de vue juridique, pas seulement géopolitique, vous ne pourriez pas conclure un tel accord en 24 heures, vous, le pays, en tant que sujet de droit international, avec une société privée à laquelle vous confiez toute la prospection géologique en Roumanie. C'est quelque chose d'aberrant. Aucune vente aux enchères, aucune sélection, rien. Ceci d'un point de vue technique. »<sup>758</sup>

Ionescu a refusé de signer le contrat et il raconte qu'il a dit à son chef, le Premier Ministre Victor Ciorbea, qu'il n'était pas d'accord. Selon Ionescu, Ciorbea lui a demandé seulement verbalement de « faire » la privatisation en 1998, non par écrit. Ciorbea a rejeté toutes les accusations de son ancien ministre, selon la même source.

En effet, la compagnie Lukoil a reçu le contrat signé de la « main » du président, le chef du Fond de Propriété d'État, Sorin Dumitriu qui a déclaré que la compagnie Lukoil était une compagnie avec capital américain, sous la présomption d'un potentiel investisseur américain dans la compagnie russe.<sup>759</sup> L'achat a été fait pour 53 millions de dollars, un montant jugé pour le moins dérisoire, étant donné l'envergure de la raffinerie. Les Russes ont fait des promesses d'investissements de centaines de millions de dollars, mais il n'y a aucune preuve de leur réalisation avant le dossier d'évasion fiscale.

L'activité de la compagnie Lukoil a été troublée par des malversations financières et par la suspicion que certaines de ces actions constituaient, en effet, un support d'espionnage pour la Russie. En 2015, les procureurs roumains ont officiellement accusé la compagnie d'une évasion fiscale de 2 milliards d'euros.

Les exemples de Petrom OMV – « privatisée avec l'Occident » et Petrotel – Lukoil – « privatisée avec l'Orient », deux mondes rivaux et complètement opposés, montrent que les élites politiques roumaines ont toujours préféré une « privatisation personnalisée », hautement politisée. Dans le déroulement des deux cas de privatisations, Petrom et Petrotel, on remarque un modèle : la création des règles vagues pour masquer la préférence d'un investisseur. C'est une forme de perversion de la loi, qui en effet est un type de corruption plus subtile et plus sophistiquée. La

---

<sup>758</sup> OZON Sorin, Cătălin PRISACARIU « Cine le-a deschis ușa rușilor în România. Emil Constantinescu, rol principal », Actualizat: 10.01.2020 - 22:31, Newsweek Romania <https://newsweek.ro/investigatii/lukoil-a-intrat-in-romania-prin-palatul-cotroceni>

<sup>759</sup> OZON Sorin, Cătălin PRISACARIU « Cine le-a deschis ușa rușilor în România. Emil Constantinescu, rol principal », Actualizat: 10.01.2020 - 22:31, Newsweek Romania <https://newsweek.ro/investigatii/lukoil-a-intrat-in-romania-prin-palatul-cotroceni>



différence est que la compagnie autrichienne a fait plus d'un milliard d'euros de bénéfice après la privatisation et a payé les taxes et les impôts en Roumanie, alors qu'aujourd'hui encore, Lukoil est mise en accusation pour une malversation financière de 2 milliards d'euros. Malgré la tentative d'approche vis-à-vis de la Russie de la compagnie autrichienne, elle est tenue responsable selon les règles européennes. Les compagnies russes agissent dans leur patrie-mère, la Fédération Russe, dans un milieu néopatrimonial autocrate de type despotique, qui fait que les réglés sont « ajustés » selon les intérêts d'une élite politique de proie et qu'ils lui donnent le pouvoir de « s'adapter » aux règles corrompues de la politique locale. Cependant, les compagnies de l'Ouest sont tenues de respecter la loi quand ils font des affaires sur le territoire de l'UE.

Le clientélisme est la seule constante pan-politique dans la privatisation. L'investisseur disponible s'engageant dans une transaction clientéliste avec le pouvoir a toujours été traité comme un favori. Les avantages sont retirés au profit soit de soi-même, de sa famille, de ses proches, de ses Patrons ou Clients politiques, soit de son électorat. La privatisation est un autre moyen par lequel « l'homme politique gère les ressources nécessaires à la conquête ou à la conservation du pouvoir. »<sup>760</sup>

La dyade du pétrole Petrom – Petrotel est similaire, mais elle a ses particularités. Petrom était, et est encore, le géant énergétique de l'Europe de l'Est. Petrotel était une raffinerie stratégique grâce à son accès dans les champs pétroliers à proximité de la Mer Noire.

En 2015, quand le directeur Andrey Iurevici Bogdanov a été mis en accusation pour une malversation financière de près de 2 milliards d'euros, une position très favorable à la compagnie russe a fortement été tenue par le Premier Ministre du moment, Victor Ponta. Les procureurs ont baissé « la voix »<sup>761</sup>, la saisie des comptes et des biens de la compagnie a été partiellement levée – un déroulement qui a éveillé les soupçons d'une influente ONG qui a suspecté l'intervention de la politique dans l'ingérence de la Justice, en rendant publique une relation de clientèle peu

---

<sup>760</sup> LACAM Jean-Patrice. Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques. In: Revue française de science politique, 38<sup>e</sup> année, n° 1, 1988. pp. 23-47;

<sup>761</sup> « Petrotel Lukoil Ploiesti si directorul companiei, Andrey Iurevici Bogdanov, trimis in judecata, Prejudiciul creat statului ar fi de aproape 1,8 miliarde euro » HotNews.ro, Luni, 3 august 2015, <http://anticoruptie.hotnews.ro/stirianticoruptie20336217petrotellukoilploiestidirectorul-companieianandreyiurevicibogdanovtrimisjudecataprejudiciul>

connue : le chef des procureurs de cette région était l'épouse du Procureur Général de République, Tiberiu Nitu, très bon ami du Premier Ministre Ponta.<sup>762</sup>

Lors des perquisitions, les procureurs ont trouvé une photo de Bogdanov avec le président la Russie, Vladimir Poutine.<sup>763</sup>

Un groupe indépendant de journalistes d'enquête a accusé la famille du Premier Ministre d'avoir fait des bénéfices par l'intermédiaire de sommes d'argent versées par Lukoil. Ils ont soutenu que l'un des clients d'une société commerciale était la mère de Ponta qui était actionnaire et qui avait reçu presque 1 million de dollars en contrats avec Lukoil. O.M. faisait aussi partie du groupement de Sebastian Ghiță, bon ami du Premier Ministre et député pour son parti.<sup>764</sup> Le dossier Lukoil a été réouvert en 2020 et clôturé la même année, et la compagnie russe a été blanchie de toute accusations.

Mais Petrotel Lukoil, qui détenait à l'époque 20% du marché de la distribution d'essence en Roumanie, est un des cas dont les accusations de spoliations, dont des malversations financières, sont révélées au grand jour. Toutes les autres grandes raffineries ont fait l'objet de politisation, de corruption et de clientélisme. Parmi le top cinq des grandes raffineries, deux d'entre elles ont été englobées dans la privatisation de Petrom – OMV, Arepchim et Petrobazi. Lukoil a acheté Petrotel.

Les deux autres grandes raffineries, Petromidia et RAFO Onesti, sont des emblèmes de la corruption post-décembriste en Roumanie. RAFO est l'équivalent d'un détournement financier de type « *Western* », alors que Petromidia a commis une fraude discrète, avec un support médiatique favorable d'un poids considérable. En résumé, nous pouvons la qualifier de privatisation frauduleuse "dorée".

RAFO Onesti a été une affaire entièrement contrôlée par les gens du Parti Social-Démocratie faite dans le style de la corruption et du clientélisme en toute impunité.

---

<sup>762</sup> POPESCU Adrian « Afacerea Petrotel-Lukoil. De ce îl apără procurorii din Ploiești pe Victor Ponta, general, Tiberiu Nițu, bun prieten cu Victor Ponta », 08.10 2014, <http://romaniacurata.ro/afacerea-petrotel-lukoil-de-ce-il-apara-procurorii-din-ploiesti-pe-victor-ponta/>

<sup>763</sup> MIHAI Dana « Legătura puternică dintre șeful Lukoil România și Vladimir Putin. Rusul Andrey Bogdanov ține pe birou inclusiv poza sa alături de liderul de la Kremlin », 9 octombrie 2014, 20:13, Mobil ([http://m.adevarul.ro/locale/ploiesti/legatura-stransa-seful-lukoil-ploiesti-putin-rusul-andrey-bogdanov-birou-poza-dictatorul-1\\_5436bf780d133766a8cdef6c/index.html](http://m.adevarul.ro/locale/ploiesti/legatura-stransa-seful-lukoil-ploiesti-putin-rusul-andrey-bogdanov-birou-poza-dictatorul-1_5436bf780d133766a8cdef6c/index.html))

<sup>764</sup> « De la Lukoil, un milion de dolari pentru apropiatii lui Ponta » : Rise Project, 09/07/2015, <https://www.riseproject.ro/articol/delalukoilunmiliondedolaripentruapropiatiiuiponta>

Ce fut l'une des plus grandes affaires de corruption de la Roumanie post-communiste avec un impact tellement grand que ce sujet a été fortement débattu lors des élections de 1996. Entre les années 1990 et 2004, un groupe d'hommes forts du Parti Democrat Social de Roumanie (PDSR, qui a changé de nom et qui est devenu le Parti Social-Démocrate, PSD) a détourné tellement d'argent de la raffinerie qu'elle a cessé de fonctionner.

Après cette affaire, la compagnie a été vendue – voire privatisée – plusieurs fois, chaque fois aboutissant dans les mains des PPEs, avec des connexions les plus surprenantes à un haut niveau en Russie - comme des oligarques proches de Poutine - ou au Royaume - Uni.

Plusieurs hommes politiques et d'affaires ont été condamnés à la prison ferme : Corneliu Iacobov, les frères Iancu, Ovidiu Tender, la direction de l'époque de la compagnie.

La valeur totale du détournement a été évalué à 1,5 milliards de dollars (valeur d'années 2004) selon une analyse faite en 2006 : « Selon les rapports de plusieurs services de renseignement roumains, au cours de la période 2000-2004, à travers les raffineries de Darmanesti - Rafo Onesti - Carom, des groupes d'hommes d'affaires ont endommagé le budget de l'État d'un montant total d'au moins 1,5 milliard d'euros. Selon les mêmes documents, certains de ces hommes d'affaires ont des liens avec le député PSD Viorel Hrebenciuc (le groupe formé autour de Corneliu Iacobov), et avec le vice-Premier ministre Ioan Talpes (le groupe formé autour d'Ovidiu Tender). Autour de ces piliers s'est construite, dans le pays et à l'étranger, une toile d'araignée de centaines d'entreprises, mise en place spécialement pour perdre la trace de l'argent. Selon les rapports mentionnés, une partie des fonds s'est retrouvée sur des comptes à l'étranger, le reste de l'argent étant utilisé par les deux groupes pour saisir de nouveaux actifs de l'État. »<sup>765</sup>

Selon d'autres sources, la valeur du détournement, plus le préjudice économique créé par la faillite de l'affaire, la perte de trois mille d'emplois, la destruction des petites affaires locales de l'industrie horizontale, la perte de l'expertise et les coûts associés par les subventions d'État, les incitations financières aux investisseurs, auraient majoré de sept fois la facture payée par l'État. « L'année du démembrement de l'entreprise RAFO, le déficit commercial de la pétrochimie roumaine a atteint 7,5 milliards d'euros. »<sup>766</sup>

---

<sup>765</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

<sup>766</sup> « RAFO ajunge la fier vechi: "Cazul școală" al delapidării unei industrii care produce astăzi, României, un deficit comercial de 7,5 miliarde de euro pe an », Cursdeguvernare.ro, 4.2.2015, <https://cursdeguvernare.ro/rafo-ajunge-la-fier-vechi-cazul-scoala-al-dela>

L'histoire de la privatisation de la compagnie suit le modèle classique d'une affaire de corruption fondée sur un réseau de clientélisme très étendu. C'est l'une des plus grandes preuves d'une affaire d'enrichissement d'une clientèle de PPEs.

Au début, entre les années 1990 – 1996, la compagnie RAFO a octroyé des contrats avantageux à des compagnies politiquement connectées.

Viorel Hrebenciuc, ancien haut fonctionnaire du Gouvernement Roumain, puis député du parti PDSR / PSD a été accusé dans les médias d'être le dirigeant de nombreuses affaires autour du RAFO. Ce qui est clair et incontestable est le fait que l'entière direction de son parti – la filiale locale de la ville de Bacău - avait fondé une société qui avait des contrats d'exclusivité avec la raffinerie. Mais Hrebenciuc, n'est pas le seul. Un autre député PDSR / PSD, impliqué dans les fraudes bancaires, aurait exercé une grande influence dans les affaires RAFO : Gabriel Bivolaru. Sa sœur faisait partie du management d'une compagnie qui a acheté le paquet majoritaire d'actions à RAFO.

La dévalisement de RAFO « a commencé avec la création de la compagnie M-Invest en Bacău, en 1994. Fondée à l'initiative de FPP II Moldova, dirigée à l'époque par Corneliu Iacobov, la nouvelle société envisageait la production et la distribution de carburant grâce à son propre réseau de stations-service. (...) Et la société était dirigée par un Conseil de Administration composée de représentants de l'entreprise à conduire. Le dénominateur commun était le fait que tous les administrateurs les entreprises associées étaient membres du PDSR. »<sup>767</sup>

Corneliu Iacobov était le vice-président de la filiale du PDSR Bacău pendant 14 années, alors qu'il a été conseiller du préfet, président la Chambre du Commerce locale et président du FPP Moldova, le fonds de privatisation le plus douteux de Roumanie. Iacobov a été également impliqué dans la dévalisement bancaire : la banque Bancorex a avalisé 160 billets à ordre d'une valeur totale de 110 millions de dollars pour 53 compagnies.

Les banques impliquées dans la période 1994 - 1997 dans la fraude FFP Moldova : Bancorex et Bankcoop, contrôlées par la famille Păunescu. Laurentiu Hrebenciuc, le frère de Viorel Hrebenciuc, parlementaire et homme politique très influent à l'époque, était directeur de Bancorex Bacău (1996 – 1998). Cristian Burci, homme d'affaires et patron d'un empire médiatique, figurait parmi les bénéficiaires, tout comme Liviu Tudor, un « tycoon » de

---

<sup>767</sup> « Pe ruinele FPP II s-a inaltat imperiul Iacobov care are astazi Moldova la picioare », Capital, 25 mai 2000, <https://www.capital.ro/pe-ruinele-fpp-ii-s-a-inaltat-imperiul-iacobov-care>

l'immobilier et certaines personnes qui sont devenues ultérieurement des partenaires d'affaires de Iacobov.<sup>768</sup>

Les élections de 1996 ont fait trembler la domination politique du PDSR / PSD. Iacobov aurait utilisé des millions de dollars en provenance du RAFO pour financer la campagne électorale de son parti et du président Ion Iliescu, selon une déclaration faite aux autorités judiciaires par le trésorier de la filiale locale du parti.<sup>769</sup>

L'année de la défaite électorale, Iacobov est parti aux États – Unis, par crainte d'être arrêté par les procureurs. Plusieurs dossiers pénaux ont été ouverts à son nom, mais ils ont été fermés assez rapidement par les procureurs locaux, fidèles au parti qui avait détenu le pouvoir le plus longtemps et qui les avait laissés libres de s'enrichir grâce à leur profession en échange d'une impunité totale sur l'échiquier politique. Un vrai quiproquo.

La valeur impressionnante du marché de la RAFO a donné accès à des ressources financières sur mesure à ceux qui détenaient le pouvoir. Un réseau trans-politique, de clientélisme interne du parti, ou externe, dans toute la classe politique, a permis à tous les Patrons et Clients de s'enrichir. Pendant 16 années, la Justice a été quasi-paralysée dans toutes ses actions pour faire payer les coupables.

En 1999, le nouveau gouvernement constitue une Commission pour sélectionner un administrateur pour la RAFO. Parmi les membres de cette Commission, on retrouve Ionuț Costea<sup>770</sup>, le beau-frère de l'ambassadeur de Roumanie aux États-Unis, Mircea Geoană. En 2000, Geoană est devenu ministre des Affaires Etrangères dans le Cabinet Năstase. Grâce à son charisme et à son habileté diplomatique, il a été intensivement utilisé par le régime Năstase - Iliescu pour maquiller la corruption de leurs mandats. Entre 2005 et 2010, Geoană a détenu la fonction de président du PSD, mêlé dans des dossiers de corruption concernant le financement de la campagne électorale. Depuis 2019, il est le secrétaire de l'OTAN.

L'omniprésence de ce type de relations de clientélisme trans-politique dans tous les domaines et les niveaux de la politique a aidé Iacobov & Patrons à continuer à jongler dans la politique et dans l'économie. Alors qu'il était le centre d'une avalanche de dossiers pénaux,

---

<sup>768</sup> « Pe ruinele FPP II s-a înaltat imperiul Iacobov care are astăzi Moldova la picioare », CAPITAL 25 mai 2000, <https://www.capital.ro/pe-ruinele-fpp-ii-s-a-inaltat-imperiul-iacobov-care>

<sup>769</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacău, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

<sup>770</sup> Hotărârea nr. 694/1999 privind constituirea comisiei de selecție a administratorului Societății Comerciale Rafo - S.A. Onești

Iacobov, reconverti en homme d'affaires, après avoir démissionné de sa position de président du FPP Moldova, est revenu en force la même année 1999 et il a acheté une petite raffinerie, Darmanesti, à côté du RAFO Onesti. Malgré le message public du pouvoir à droite promettant de combattre la corruption, rien n'a pas pu empêcher Iacobov de bâtir les fondations d'un désastre national, qui a détruit plus de trois mille emplois dans la région.

Iacobov aurait utilisé les fonds et les biens de la petite raffinerie comme source d'achat d'une autre compagnie d'État<sup>771</sup>, mais aussi pour dissimuler des malversations financières avec RAFO.<sup>772</sup>

Une année plus tard, en 2000, les partis situés à la droite de l'échiquier politique, qui s'étaient regroupés dans l'alliance Convention Démocrate Roumaine (CDR) ont subi une défaite aux élections face au Parti Social - Democrat, le parti dont Iacobov était l'un des chefs locaux. Selon les médias<sup>773</sup>, Iacobov avait financé avec plus de 5 millions d'euros la campagne électorale de son parti. Une année plus tard, en 2001, l'Autorité de la Privatisation, par son ministre, Ovidiu Mușătescu, annonce que le destin d'une raffinerie avec 2.700 employés est entre les bonnes mains d'investisseurs.

L'Autorité de Privatisation a fait une présentation très favorable au dossier publié sous le titre « privatisations de succès » avec un « investisseur stratégique »<sup>774</sup>, et a informé que RAFO était « la deuxième source de pertes de l'économie roumaine » en annonçant le nom de l'investisseur porteur des espoirs<sup>775</sup> : un consortium formé par une compagnie du Portugal, Canyon Servicos LDA et Imperial Oil S.A de Roumanie.

Par le biais de l'Ordonnance d'Urgence nr. 177/200, le Cabinet Năstase a effacé toutes les dettes du RAFO d'une valeur totale avoisinant 160 millions de dollars : « 63 millions de dollars, selon les dispositions d'Ordonnance d'Urgence nr. 177/ 20.12.2001. Le prétexte : le nouveau propriétaire devait réaliser des investissements majeurs dans la modernisation de la raffinerie. Comme si cela ne suffisait pas, l'APAPS, dirigée à l'époque par Ovidiu Musetescu, doit toujours

---

<sup>771</sup> « S-a vindut Perla Moldovei », Ziarul de iasi, 07.05.1999, <https://www.ziaruldeiasi.ro/bacau/s-a-vindut-perla-moldovei~nir8n>

<sup>772</sup> « Darmanesti, buricul escrocheriei Iacobov », Jurnalul National, 05 Mai 2004, <https://jurnalul.ro/special-jurnalul/darmanesti-buricul-escrocheriei-iacob>

<sup>773</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

<sup>774</sup> L'Ordonnance d'Urgence nr. 177/2001

17 millions de dollars à la raffinerie pour permettre aux nouveaux propriétaires d'investir plus facilement dans la protection de l'environnement et pour que la bonne volonté du gouvernement soit totale, ils ont essuyé avec une éponge plus une dette d'environ 3000 milliards de lei (80 millions d'euros). »<sup>776</sup>

Ce que le Cabinet Năstase a gardé le silence total, c'est le nom de l'investisseur stratégique : le vice-président du PSD Bacău, Corneliu Iacobov, derrière les compagnies. Grâce à toutes les facilités fiscales, le consortium a payé seulement 7,48 millions de dollars la promesse qu'il a faite d'investissements de dizaines de millions de dollars.<sup>777</sup>

Autour de Iacobov, on retrouve une toile d'araignée de compagnies localisées dans des paradis fiscaux en Autriche ou Royaume – Unis, des associés tous PPEs très influents comme Răzvan Temeșan, ancien PDG du Bancorex, le responsable de la banque qui a constitué le plus grand crash – vol bancaire de l'histoire de la Roumanie, Levente Solyom et Andrei Serban, bénéficiaires de crédits Bancorex, Marin Marin, le représentant de l'Autorité de Privatisation pour RAFO à Bacău, Toader Găureanu, ancien directeur, Bogdan Iuliu Dumitrescu, ancien directeur de la Banca Unirea, en faillite, et une multitude de collaborateurs de Iacobov.<sup>778</sup>

Un autre indice de clientélisme politique : Canyon Servicos est divisé en deux entités commerciales, Merrydown et Meadowside Management, basé à Navis Island (paradis fiscal). Canyon est dirigé par Jorge Rivera et Carlos Apodaca, deux avocats qui représentent les intérêts du célèbre leader PSD Viorel Hrebenciuc.<sup>779</sup>

RAFO avait des activités industrielles communes avec une autre petite usine – la raffinerie, CAROM SA, spécialisée dans le domaine du caoutchouc.<sup>780</sup> CAROM est devenue la propriété d'un autre client politique, l'oligarque Ovidiu Tender, après la « guerre » entre deux réseaux de clientélisme. Le premier, supposément constitué autour d'Adrian Năstase – Hrebenciuc, représenté par Iacobov, et l'autre, celui d'Ovidiu Tender, proche de l'entourage du président Ion Iliescu à travers deux de ses plus influents conseillers présidentiels : Dan Iosif et le général des Renseignements Extérieurs, Ioan Talpes.

---

<sup>776</sup> « Legi pentru amici », Romania Libera, 03.02.2006, <https://romanalibera.ro/special/investigatii/legi-pentru-amici-5330>

<sup>777</sup> « Legi pentru amici », Romania Libera, 03.02.2006, <https://romanalibera.ro/special/investigatii/legi-pentru-amici-5330>

<sup>778</sup> RADU Paul Cristian « Au nenorocit România, s-au regrupat în Austria », / 2003-10-08, Centre Roumain de Journalisme d'Enquête (CRJi), <https://www.crji.org/?idT=88&idC=88&idRec=4028>

<sup>779</sup> « Demnitari implicati in spalare de bani » Ziua, Joi, 23 septembrie 2004, <https://m.hotnews.ro/stire/1256697>

<sup>780</sup> RAFO et CAROM fonctionnaient en proximité de 2.4 km, sur la même plateforme industrielle

« En 2002, le groupe Bacau a pris le contrôle total de Rafo Onesti et le gouvernement Nastase a approuvé l'annulation d'une dette de 2 000 milliards de lei en tant que « facilités de privatisation. »<sup>781</sup>Toujours en 2002, lorsque le groupe Talpes-Tender entre en scène, le groupe Iacobov s'apprête à racheter la raffinerie de Carom. Selon nos sources, après une terrible querelle entre Talpes et Hrebenciuc, la grande réconciliation a eu lieu, aboutissant à l'accord de partage du commerce avec les produits pétroliers.

Plus précisément, le 24 mars 2003, à la suite de la rencontre entre Corneliu Iacobov, Ovidiu Tender et Marian Iancu (l'homme du conseiller Dan Iosif<sup>782</sup> dans le groupe de sociétés VGB), la direction de Rafo Onesti a été reprise par VGB Impex, qui s'occupait de la vente de produits pétroliers. En fait, Dan Iosif a admis publiquement qu'il avait reçu plus de 1.000.000 \$ de VGB.

Du choc Talpeș - Hrebenciuc, il semble que le rapport de force entre les deux groupes soit équilibré : mi-2003, Ovidiu Tender rachète la raffinerie de Carom. »<sup>783</sup>

Cette confrontation aurait comme résultat une distribution équitable des aides financières selon des critères exclusivement clientélistes.

VGB Impex, ayant comme paravent les frères Iancu, avait des connexions avec d'autres personnes du PDSR / PSD. On voit ici la profondeur d'un réseau de clientélisme lié à un niveau européen à quelques figures proéminentes parmi les Conservateurs britanniques.

VGB Impex était actionnaire d'une compagnie anglaise, Balkan Petroleum. Le député du PDSR / PSD, Gabriel Bivolaru, sa femme et sa sœur étaient tous impliqués : « L'un des éléments de base de Balkan Petroleum est Mihaela Ene, la sœur de Gabriel Bivolaru. Elle gère VGB Invest, une participation de 50% dans Balkan Petroleum. Elle et son frère, maintenant en prison, ont été associés à Mona de Freitas dans de nombreuses entreprises roumaines. Balkan Petroleum, la société pour laquelle Bivolaru a également travaillé jusqu'à son arrestation, est propriétaire de l'équipe de football Poli Timisoara et d'un casino dans le centre de Bucarest. Nous mentionnons également que Balkan Petroleum, la société basée à Londres, a pour actionnaires : le groupe VGB, dirigé par les frères Marian et Octavian Iancu ; la société Central Europe Petroleum, qui appartenait au bien connu Vasile Frank Timis, et une troisième société, Acornline Limited, dont les

---

<sup>781</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

<sup>782</sup> Conseiller du président Ion Iliescu entre 1996 et 1996 et 2000 - 2004

<sup>783</sup> GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>



actionnaires sont perdus dans les zones offshores et derrière laquelle on soupçonne même la présence de Mona de Freitas. »<sup>784</sup>

Vasile Frank Timis est l'un des hommes d'affaires les plus riches au monde. Il est d'origine roumaine et il fait le sujet d'un scandale de corruption concernant le contrat d'exploitation d'or en Roumanie, Rosia Montana dans une zone UNESCO. La concession a été obtenue en 1995 pendant le mandat du président Ion Iliescu.

Malgré des facilités fiscales énormes, RAFO a continué de fonctionner à perte pendant l'année 2000. En 2002 - 2003, RAFO a contracté une nouvelle dette de plus de 150 millions de dollars envers l'État roumain. En octobre 2003, Iacobov a vendu 48% de actions du Cayman à Balkan Petroleum.

La suite est une preuve de la transposition des intérêts clientélistes dans la décision de acteurs d'État. Une deuxième aide gouvernementale d'une valeur équivalente à 377 millions de dollars a été approuvée par le Cabinet Năstase deux mois avant qu'il perde le pouvoir, par l'Ordonnance d'Urgence 101/2004. Les bénéficiaires : RAFO et CAROM. La décision a eu un si grand impact dans la société civile que le parti d'Adrian Năstase a perdu des pourcentages significatifs lors des élections, quand son rival, Traian Băsescu, a appelé « RAFO » « JAFO »<sup>785</sup>

Par des transactions successives, Balkan Petroleum est devenu le propriétaire de RAFO et Marin Anton, député du Parti National Liberal, parti ennemi politique du PDSR / PSD a été nommé manager.

Par la suite, Balkan Petroleum a vendu les actions à un groupe d'oligarques russes, Calder – A, qui est, selon une multitude de sources médias et officielles, un porte-drapeau de la mafia russe : « La raffinerie de pétrole RAFO est impliquée dans un réseau de corruption, de blanchiment d'argent, de fraude et d'accusations criminelles impliquant des entités louches en Roumanie, en Russie, en Ukraine et en Bulgarie. Les personnalités du crime organisé russo-israélien Mikhail Cernoy et Iakov Goldovski seraient à l'origine de la tentative d'achat de la société immatriculée aux Pays-Bas Calder-A. »<sup>786</sup>

---

<sup>784</sup> RADU Paul Cristian « Filiera Britanica », / 2006-01-11, CRJI, Centrul Romana de Jurnalism de Investigatii, <https://www.crji.org/?idT=88&idC=88&idRec=4121>

<sup>785</sup> Jeux de mots pour « vol » en roumaine

<sup>786</sup> Wikileaks, US Embassy Bucharest, Romania, SUBJECT: RAFO REFINERY - A TROJAN HORSE FOR RUSSIAN MAFIA, USDOC FOR ITA/EUR/OEERIS/CEED/JBURGESS/JKIMBALL/KNAJDI, E.O. 12958: DECL: 11/03/2016

« Calder-A est détenue à 100% par la société autrichienne Vienna Capital Partners, qui à son tour est détenue directement ou indirectement par des fondations et des ONG, dont certaines prétendent être à but non lucratif. Calder-A est dirigé par l'homme d'affaires bulgare Todor Batkov, dont les liens avec le crime organisé sont bien connus à Sofia. Le directeur actuel de la RAFO, Marin Anton<sup>787</sup>, a déclaré que les hommes d'affaires russes et les personnalités du crime organisé Mikhail Cernoy et Iakov Goldovskiy sont derrière Petrochemical Holding, basé en Autriche, qui contrôle Calder-A. Cernoy et Goldovskiy auraient fait pression sur les fournisseurs de la RAFO pour qu'ils limitent son accès au pétrole pendant le conflit afin d'exercer des pressions sur le marché pétrolier national. (...) même lobbying de haut niveau du vice-chancelier autrichien Hubert Gorbach semble pousser le GOR vers les Russes. Oresanu, ancien chef de l'AVAS, avait dirigé une contre la tentative de prise de contrôle de Calder-A. Atanasiu et le Premier ministre pourraient souhaiter utiliser la RAFO comme un outil dans leur conflit frémissant avec le président Băsescu. »<sup>788</sup>

La transaction a été faite malgré l'opposition officielle et le succès de RAFO est devenue l'enjeu d'une lutte de pouvoir entre le groupe de Théodor Stolojan, conseiller du président Băsescu, et proche du député Anton, et Calin Popescu Tăriceanu, le premier – ministre, et proche d'un autre oligarque du pétrole : Dinu Patriciu.

Le Cabinet Tăriceanu a pris la décision honnête de renverser l'Ordonnance d'Urgence 101/2004, par laquelle le Cabinet Năstase avait effacé les 377 millions de dollars de dettes de RAFO – CAROM. Le sténogramme de cette réunion du gouvernement montre que la seule chose que le Premier Ministre Tăriceanu savait, c'était que RAFO était une machine à blanchir l'argent et ils ont discuté de longues minutes pour décider de la durée de suspension de l'Ordonnance du Cabinet Năstase : 30 ou 90 jours ? Alors que le sténogramme de la réunion du Cabinet Năstase a l'air d'une formalité.

En 2007, les actionnaires russo-autrichiens ont racheté pour 250 millions d'euros toutes les dettes historiques du RAFO. Mais la situation de la compagnie a continué à se dégrader jusqu'à la faillite.

---

<sup>787</sup> Marin Anton, devenu député du Parti National Liberal, a été condamné des années plus tard pour des faits de corruption.

<sup>788</sup> Wikileaks, US Embassy Bucharest, Romania, SUBJECT: RAFO REFINERY - A TROJAN HORSE FOR RUSSIAN MAFIA, USDOC FOR ITA/EUR/OEERIS/CEED/JBURGESS/JKIMBALL/KNAJDI, E.O. 12958: DECL: 11/03/2016

En 2012, Iacobov et les autres directeurs et associés à lui ont été condamnés à des peines de prison ferme allant de 6 à 8 ans, avec une peine de 7 ans pour Iacobov.<sup>789</sup> En 2014, les frères Iancu et leurs associés ont été condamnés à des peines de prison ferme allant de 10 à 14 ans, et à la confiscation de 150 millions de dollars et de 18 millions d'euros.<sup>790</sup> Ovidiu Tender a également été condamné en 2017 à 12 ans et sept mois de prison.<sup>791</sup>

Quelques transactions plus tard, RAFO a été achetée par un PPE roumain, Gruia Stoica, qui avait été condamné à deux ans et demi de prison, mais avec sursis, dans un autre dossier pénal.<sup>792</sup>

Dans la liste des grandes raffineries de Roumanie, nous avons compté cinq grandes entreprises qui contrôlaient 85% du marché en Roumanie<sup>793</sup>: Petrobrazi et Arpechim, privatisés avec une compagnie d'Autriche (OMV), Petrotel Ploiesti, privatisé avec une compagnie de Russie (Lukoil), RAFO Onesti, privatisé avec une compagnie roumaine qui a vendu l'entreprise aux oligarques de Russie et d'Ukraine.

Petromidia est la dernière grande affaire de corruption dans le domaine de pétrole. Elle a été achetée un oligarque roumain, député du parti de droite, PNL, qui a revendu la raffinerie à la compagnie de pétrole de l'état du Kazakhstan.

Entre la privatisation du RAFO et celle de Petromidia, il n'y a pas de différences. Iacobov était vice-président du PDSR, parti de gauche, quand il a reçu la « privatisation – cadeau ». Dinu Patriciu, l'oligarque architecte de profession, était député et l'un des plus influents leaders du Parti National Liberal, parti de droite, quand la raffinerie lui a été donnée en mode « avance-rapide ».

Les deux hommes politiques et hommes d'affaires ont reçu des avantages fiscaux énormes, ils ont utilisé une clientèle politique dans et au-dehors du Parti pour faire passer leur objectif d'enrichissement : certaines personnes ou membres de leurs familles sont devenus employés ou

---

<sup>789</sup> « Corneliu Iacobov, condamnat definitiv la 7 ani de inchisoare in dosarul Rafo Onesti », 28-06-2012 11:39, Autor: Stirileprotv, <https://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/corneliu-iacobov-condamnat-definitiv-la-7-ani-de-inchisoare-in-dosarul-rafo-onesti.html>

<sup>790</sup> « Marian Iancu, prima noapte în arest. Omul de afaceri trebuie să înapoieze statului 150 de milioane de dolari », 15.10.2014, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/marian-iancu-prima-noapte-in-arest-omul-de-afaceri-trebuie-sa-inaoieze-statului-150-de-milioane-de-dolari-307588>

<sup>791</sup> « Ovidiu Tender ramane in inchisoare; cererea de stramutare a dosarului RAFO-Carom, respinsa », HotNews.ro, Joi, 16 iulie 2015, 23:11 <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-20303313-ovidiu-tender-ramane-inchisoare-cererea-stramutare-dosarului-rafo-carom-respinsa.htm>

<sup>792</sup> « Gruia Stoica, condamnat DEFINITIV la 2 ani si jumătate de inchisoare cu suspendare. Pedepsa e mai blanda decat cea initiala », Autor: Stirile Pro TV, 23-02-2016, <https://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/iccj-ar-putea-da-marti-sentinta-definitiva-in-dosarul-gruia-stoica-condamnat-in-prima-instanta-la-4-ani-de-inchisoare.html>

<sup>793</sup> « Benzinarii independenti se bat de la egal la egal cu marile companii », CAPITAL 18 iulie 2002

associés de leur empire. Tous les deux ont revendu les affaires et sont devenus très riches après la transaction, cependant que l'État a payé les dettes de ces entreprises.

Le fait que Petromidia ait été temporairement perçue comme moins viciée que RAFO est dû à une stratégie de Patriciu qui s'est créé un empire média et qui a insufflé à la propagande son innocence et son génie des affaires en faisant la « paix » avec les syndicats grâce au maintien augmenté des emplois. À RAFO, une région entière a été paupérisée après la faillite d'une plateforme industrielle dépendante de la raffinerie.

En résumé, ce que Iacobov – Tender était pour la gauche politique roumaine, Dinu Patriciu l'a été pour la droite. Grâce à cette transaction, Petromidia, Dinu Patriciu est devenu pendant quelque temps le plus riche Roumain avec une fortune de 2 milliards de dollars. Les deux réseaux clientélistes se sont affrontés plusieurs fois sur la question du partage néo-patrimonial de la fortune d'État.

La privatisation de Petromidia a démarré en avance – rapide le lendemain des élections de décembre 1996, gagnées par la coalition CDR. L'Alliance était composée de plusieurs partis, les plus importants étant le parti de Patriciu, PNL, le Parti Démocrate, du futur président Traian Băsescu (2004 – 2014), et le Parti National Taranesc Crestin Democrat (PNTCD), du président Emil Constantinescu (1996 – 2000).

Patriciu était député PNL entre 1990 – 2004, et au moment de la privatisation de Petromidia, il était membre de la Commission du budget, des finances et des banques.<sup>794</sup> Cette période 1996 – 2000 est essentielle pour la construction de son empire fondé sur clientélisme politique et favoritisme.

En 1998, Patriciu et Sorin Marin ont acheté la Rompetrol SA, compagnie pétrolière fondée en 1974. La même année, entre février – octobre 1997, le Fonds de Propriété a fait preuve d'une célérité exceptionnelle dans le post-communisme roumain pour la privatisation de Petromidia. Toutes les démarches et le tri des offres ont fait de la compagnie de Patriciu la grande gagnante en neuf mois.

Un mois plus tard, un cadeau de type RAFO a rendu la société plus attractive : « En novembre 1997, le gouvernement a accepté l'absorption dans les dépenses publiques des crédits

---

<sup>794</sup> Camera Deputati, Dinu Patriciu, <http://mobile.cdep.ro/pls/parlam/structura2015.mp?idm=233&cam=2&leg=1992>

accordés à l'ancienne compagnie pétrolière roumaine, dont Petromidia faisait partie, par Bancorex. Le secteur du raffinage doit à lui seul 507,3 millions d'euros à cette banque. »<sup>795</sup>

Alors que le Gouvernement négociait la transaction finale, le volume d'investissement et le down-payment, en janvier 1998 les médias ont commencé à publier des informations gênantes concernant la crédibilité de l'offre de Patriciu, mais aussi l'illégalité du contrat de privatisation. Trois semaines plus tard, les autorités qui espéraient obtenir autour d'un milliard de dollars<sup>796</sup> ont annulé la privatisation. Cinq mois plus tard, ils ont repris la privatisation à un prix plus bas. En octobre 1998, FPS a reçu une seule offre et a signé en janvier signe le contrat avec la compagnie de Turqui, Akmaya. Six mois plus tard, en janvier 1999, la deuxième privatisation a été annulée parce que les partenaires externes ont averti que la compagnie n'était qu'une « coquille » pour blanchiment d'argent.<sup>797</sup>

Malgré le bluff Petromidia, en 1999 Patriciu a acheté une petite raffinerie d'État, Vega Ploiesti, située dans une zone stratégique à proximité de champs d'exploitation pétrolière.<sup>798</sup>

Pendant l'année électorale 2000, alors que son parti plongeait dans les sondages, Patriciu a conclu des affaires qui allaient le transformer en l'un des hommes les plus riches du monde, notamment la signature de son plus grand contrat avec le Fonds de Propriété de l'État appartenant à Radu Sârbu, homme politique du même parti que le Président Constantinescu.

Patriciu a acheté Petros SA, le seul fournisseur de « services pour les sondes » dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel en Roumanie.<sup>799</sup> Il a fusionné les compagnies et gardé le nom le plus prestigieux : Rompetrol Roumanie. En avril 2000, il a créé une « compagnie – shell » aux Pays-Bas, The Rompetrol Group BV.

Quelques semaines avant le début de la campagne électorale, le Fonds de Propriété de l'État a vendu la raffinerie Petromidia à Patriciu dans des conditions très avantageuses : « Par la signature

---

<sup>795</sup> « Colectie de succese si esecuri in afaceri MARI AFACERIDE SUCCES », Centrul Roman pentru Educatie Economica in cadrul proiectului „Universitatea Antreprenoriala – Dezvoltarea si promovarea culturii antreprenoriale in conditii de criza si postcriza” (2010-2013) CREE, 2013, pag 22

<sup>796</sup> « Colectie de succese si esecuri in afaceri MARI AFACERIDE SUCCES », Centrul Roman pentru Educatie Economica in cadrul proiectului „Universitatea Antreprenoriala – Dezvoltarea si promovarea culturii antreprenoriale in conditii de criza si postcriza” (2010-2013) CREE, 2013, pag

<sup>797</sup> « Ovidiu Tender l-a dat in judecata pe Dinu Patriciu », Vineri, 4 iunie 2004, 0:00, Lucian Davidescu, Cotidianul - 4 iunie 2004, <https://m.hotnews.ro/stire/1267257>

<sup>798</sup> « BRK Financial Group, Rapport d'investissement Rompetrol-Rafinare SA », mars 2017, page 3

<sup>799</sup> « DINU PATRICIU. Afacerile care l-au adus în topul miliardarilor lumii », Digi TV, 19.08.2014 12:15, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/evenimente/dinu-patriciu-afacerile-care-l-au-adus-in-topul-miliardarilor-lumii-282865>

du contrat n ° 29/31 octobre 2000 avec le Fonds de Propriété de l'État, The Rompetrol Group BV Netherlands représenté par le défendeur Patriciu Dan Costache en tant que président du conseil d'administration a acquis la participation de 69,9% dans le capital social souscrit et libéré de SC Petromidia SA, le prix d'achat du package étant de 50 millions USD échelonné sur une période de trois ans. »<sup>800</sup>, selon le procureur qui a enquêté sur les affaires de corruption autour de Patriciu.

Le procureur a relevé une transaction, qui est presque impossible dans tout système bureaucratique transparent et honnête : une privatisation faite en 48 jours ouvrables : « La signature du contrat n ° 29/31 octobre 2000 (...). Le cahier des charges établi par le vendeur le 25 août 2000. (...) Le 05.10.2000, par Note no. P / 32255, signé par le président du conseil d'administration, Radu Sârbu et par le vice-président Victor Eros, il a été noté que dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 27 septembre 2000, une erreur significative s'est glissée, supprimant l'obligation de garantie de l'investisseur en espèces. »<sup>801</sup>

La valeur de la transaction s'élevait à 615 millions de dollars, dont un paiement en espèces de 50, 5 millions de dollars. Le reste devait être voué à des investissements prévus pour régler les dettes envers l'État et les fournisseurs. <sup>802</sup> La moitié de ce montant provenait d'un programme d'expansion externe : « "SC Rompetrol SA, a été l'une des premières et des plus capitalisées entreprises en Roumanie, avec des filiales à Chypre, au Koweït, en Espagne, en Suisse, aux Emirats Arabes Unis, en Libye, en Irak, en Equateur, en Russie et au Turkménistan, les contrats conclus aux frais de l'Etat Roumain générant, au niveau de 1999, des créances de plus de 350 millions de dollars. »<sup>803</sup>

Le 27 décembre 2000, dans la dernière réunion du Gouvernement, quand la majorité des Roumains étaient déjà en vacances, Mugur Isărescu, le gouverneur de la Banque Nationale et chef du Gouvernement Roumain, a émis la Décision HG nr. 1.391/27 qui donnait des facilités fiscales à Patriciu. L'annexe avec les détails a été mise au secret.

Le Cabinet Năstase, installé le lendemain du 27 décembre 2000, n'a pas annulé la décision. Cependant, en 2003 il l'a prolongée et il a offert des conditions très favorables à Patriciu pour

---

<sup>800</sup> Acte d'accusation, Procureur ADRIANA CRISTESCU, Direction des enquêtes sur la criminalité organisée et le terrorisme, affaire pénale no. 111 / D / P / 2004, 7 septembre 2006, page 161

<sup>801</sup> Acte d'accusation, Procureur ADRIANA CRISTESCU, Direction des enquêtes sur la criminalité organisée et le terrorisme, affaire pénale no. 111 / D / P / 2004, 7 septembre 2006, page 161

<sup>802</sup> POPA Dan « Rompetrol va clarifica miercuri intentiile privind obligațiunile scadente la 30 septembrie 2010 », HotNews.ro, Marți, 24 august 2010, 8:39

<sup>803</sup> DECIZIA PENALĂ NR. 1156/A, CURTEA DE APEL BUCUREȘTI – SECȚIA I PENALĂ, Ședința publică din data de 07.10.2014

payer les 600 millions de dollars sept ans plus tard, avec l'option très généreuse de transformer les arriérés en actions.

Patriciu a utilisé les structures de clientélisme politique pour construire un réseau de pouvoir à sa disposition : les membres influents du Parti National Liberal sont devenus des employés, des administrateurs, des associés, des contracteurs, des consultants ou des bénéficiaires de sponsorisations.

Par exemple, Calin Popescu Tăriceanu travaillait en 2003 comme administrateur pour Rompetrol – Patriciu.<sup>804</sup> Selon la même source, en décembre 2004, Tăriceanu a vendu ses actions, qui lui ont rapporté un bénéfice de quelques centaines de milliers d'euros.<sup>805</sup> Trois semaines plus tard, il est devenu le Premier Ministre de la Roumanie. En cette qualité, Tăriceanu a fait subir des pressions à la Justice pour en savoir plus sur les actions des procureurs contre son ami.<sup>806</sup> Mais il s'est trouvé aussi devant les procureurs en tant que témoin pour expliquer son action alors qu'il était Premier Ministre<sup>807</sup>, en même temps que la fille de Dan Voiculescu, oligarque et ancien collaborateur de la Securitate – celle-ci aurait aussi profité d'informations confidentielles. À l'époque, l'empire médiatique de son père et de son petit parti était des partenaires du pouvoir représenté par Tăriceanu – Băsescu.

En 2005, les procureurs ont ouvert plusieurs dossiers pénaux à l'encontre de Patriciu et ses proches pour évasion fiscale, blanchiment d'argent avec une créance envers la Libye de Kadhafi pour une valeur de 85 millions de dollars, ainsi que malversations concernant des opérations boursières avec les actions de Rompetrol (*inside trading*) pour une valeur de 6,16 millions de dollars.

Au mois de mai 2005, Patriciu a été arrêté par les procureurs. Le même jour Tăriceanu a appelé le procureur général de la République pour qu'il s'intéresse au dossier. Plus tard, il a convoqué le ministre de la Justice pour une discussion dès que Patriciu a été mis en liberté

---

<sup>804</sup> « Patriciu – Tariceanu, o prietenie de 17 ani », 13 ianuarie 2007, 02:00, Evenimentul Zilei, <https://evz.ro/patriciu-tariceanu-o-prietenie-de-17-ani-426062.html>

<sup>805</sup> « Patriciu – Tariceanu, o prietenie de 17 ani », 13 ianuarie 2007, 02:00, Evenimentul Zilei, <https://evz.ro/patriciu-tariceanu-o-prietenie-de-17-ani-426062.html>

<sup>806</sup> « Presa despre scandalul intalnirii Tariceanu-Macovei-Patriciu », de Ionut Baias, HotNews.ro, Joi, 26 ianuarie 2006

<sup>807</sup> Călin Popescu Tăriceanu și Camelia Voiculescu, chemați ca martori în dosarul Rompetrol, mediafax.ro, 15.02.2012, <https://www.mediafax.ro/social/calin-popescu-tariceanu-si-camelia-voiculescu-chemati-ca-martori-in-dosarul-rompetrol-923835>

conditionnelle : il a invité le sénateur à cette discussion et a écrit un post-it adressé au président Băsescu dans le but de l'intéresser au dossier de Patriciu.<sup>808</sup>

Le groupe de compagnies autour de Rompetrol a obtenu 1,8 milliards d'euros de contrats avec l'État entre 2007 – 2015 et trois contrats avec Romgaz, compagnie d'État, d'une valeur avoisinant les 2 millions de dollars entre 2003 et 2004.<sup>809</sup>

En 2007, Patriciu et ses associés ont vendu Rompetrol à la compagnie nationale du pétrole du Kazakhstan, KazMunai pour 2,7 milliards de dollars.<sup>810</sup> Patriciu a démarré l'expansion de ses affaires dans l'immobilier, les médias et d'autres domaines.

Ses dossiers pénaux sont restés bloqués pendant presque une décennie, et l'État n'a pas réussi à récupérer les 600 millions de dollars des nouveaux propriétaires, les kazakhs. Le Cabinet Boc a fait une tentative (2010) et a ouvert une action en Justice ; Patriciu a annoncé publiquement que les « gouvernants [étaient] idiots » et que « la dette ne [serait] jamais récupérée. »<sup>811</sup>

Le Cabinet Ponta, disciple d'Adrian Năstase, a changé de direction en 2013-2014 et a donné des conditions très défavorable à l'État roumain : les 600 millions de dollars de dettes ont été effacés en échange de la promesse de création d'un fonds d'investissement d'un milliard de dollars.<sup>812</sup> Le Mémorandum Ponta (2013)<sup>813</sup> a été annulé par la Cour Constitutionnelle.

En 2012, le Tribunal de Bucarest a blanchi toutes les personnes impliquées dans le dossier d'évasion, de fraude et de blanchiment d'argent, y compris Patriciu. Les procureurs ont fait appel et deux ans plus tard, la Cour d'Appel de Bucarest a délivré des sentences très dures, jusqu'à plus de 23 ans de prison ferme et 13 années de sursis pour 11 personnes.<sup>814</sup> Parmi les arguments avancés par Patriciu pour sa défense, les juges ont retenu le fait qu'ils avait toujours agi selon les conseils

---

<sup>808</sup> BAIAS Ionut « Presa despre scandalul intalnirii Tariceanu-Macovei-Patriciu », HotNews.ro, Joi, 26 ianuarie 2006

<sup>809</sup> Baniitai.info, [https://baniitai.info/?s=ROMPETROL+&post\\_type=post](https://baniitai.info/?s=ROMPETROL+&post_type=post) et Romgaz, Mircea Hodarnau, adrese 3.497/27.02.2008

<sup>810</sup> « Rompetrol și-a modificat structura de administrare, Patriciu rămâne președintele grupului », Mediafax.ro, 7.12.2007, <https://www.mediafax.ro/economic/rompetrol-si-a-modificat-structura-de-administrare-patriciu-ramane-presedintele-grupului-1078282>

<sup>811</sup> VASĂLCA Teodora « Dinu Patriciu: Era evident ca datoriile Rompetrol nu vor fi platite », Evenimentul Zilei, Marti, 05 Octombrie 2010

<sup>812</sup> « Guvernul a aprobat privatizarea Rompetrol Rafinare : Vafi vanduta un pachet de 26,7 % pentru suma minima de 200 milioane de dolari », HotNews.ro, marti, 28 iulie 2015, <http://economie.hotnews.ro/stirienergie20325528-guvernulaprobatprivatizarearompetrolrafinarevandutpachet267pentrusumaminima200milioa>

<sup>813</sup> « Ministrul energiei, despre posibilitatea ca memorandumul cu Rompetrol sa nu mai fie prelungit: Am considerat sa e mai bine sa revenim la situatia de dinainte de 2014, iar compania sa-si plateasca datoria istorica », Joi, 16 noiembrie 2017, <http://economie.hotnews.ro/stiri-energie-22116039-ministrul-energiei-despre-memorandumul-rompetrol-care-putea-nu-mai-fie-prelungit-considerat-mai>

<sup>814</sup> « Lotul Rompetrol“ intră la închisoare: 23 de ani cu executare și 13 cu suspendare pentru manipularea bursei în prima zi de listare a Petromidia », 08.10.2014, Ziarul Financiar, <https://www.zf.ro/print/13370518>



du cabinet d'avocats Predoiu – Racoți – Severin. Adrian Severin était un politicien, membre très influent du Parti Democrat, et Predoiu avait été nommé ministre de la Justice en 2008.<sup>815</sup>

Les juges de la Cour d'Appel ont trouvé que les autres juges avaient été induits en erreur et que Dinu Patriciu et ses acolytes s'étaient approprié illégalement presque 91,1 millions de dollars. Les procureurs roumains ont été aidés par le gouvernement d'Espagne qui a collaboré et des témoins dont l'identité est restée cachée et qui ont fourni des copies de documents confidentiels entre les membres du groupe de Patriciu.<sup>816</sup>

Parmi les condamnés figuraient le sénateur et directeur du journal « *Ziua* », Sorin Roșca Stănescu et Sorin Pantis, membre du Parti National Libéral et ancien ministre entre 1996 – 1998. Dans le cas de Dinu Patriciu, la condamnation prononcée en octobre 2014 a été prononcée trop tard : il est décédé quelques mois auparavant.

La condamnation a créé une vague d'émotion dans la société roumaine ; aux yeux de ceux qui connaissaient le monde des affaires de Patriciu, la décision de la Cour était jugée limitative, voire insuffisante. Un des acteurs importants sur la Bourse, Cristian Sima, réfugié en Suisse à cause de problèmes avec la loi, a dévoilé que plusieurs décideurs politiques avaient profité de cette situation d'« *inside trading* » : « Sima affirme que Tăriceanu, comme Roșca Stănescu, avait des informations confidentielles sur la cotation des actions de Rompetrol à la bourse. (...) Il aurait tenté d'échanger des actions de la compagnie pétrolière par l'intermédiaire de sa société, WBS Romania. Cristian Sima affirme qu'il a refusé, expliquant que ce qu'il fait est illégal. Călin Popescu Tăriceanu aurait alors effectué la transaction par l'intermédiaire de la société de courtage d'Attila Verestoy, Eastern Securities. »<sup>817</sup>

Verestoy était lui-même sénateur du parti de la minorité hongroise en Roumanie et agent d'influence des services<sup>818</sup> de renseignement de Russie sur les affaires concernant le gaz naturel, selon l'information retrouvée dans l'acte d'accusation dans en dossier de corruption, fait qui amène

---

<sup>815</sup> DECIZIA PENALĂ NR. 1156/A, CURTEA DE APEL BUCUREȘTI – SECȚIA I PENALĂ, Ședința publică din data de 07.10.2014, pag 15

<sup>816</sup> DECIZIA PENALĂ NR. 1156/A, CURTEA DE APEL BUCUREȘTI – SECȚIA I PENALĂ, Ședința publică din data de 07.10.2014, page 28

<sup>817</sup> GHICA Sorin « Cristian Sima despre dedesubturile dosarului Rompetrol: Tăriceanu Verestoy Attila, implicați ocoliti de anchetatori, Adevarul », , 8 octombrie 2014, [http://m.adevarul.ro/news/eveniment/cristian-sima-despre-dedesubturile-dosarului-rompetrol-tariceanu-verestoy-attila-implicati-afacere-ocoliti-deanchetatori-1\\_543513bc0d133766a8c36723/index.html](http://m.adevarul.ro/news/eveniment/cristian-sima-despre-dedesubturile-dosarului-rompetrol-tariceanu-verestoy-attila-implicati-afacere-ocoliti-deanchetatori-1_543513bc0d133766a8c36723/index.html)

<sup>818</sup> Les sténogrammes 1450415 du dossier 2816/1/2009

à se demander si les procureurs n'ont pas été intimidés par sa position politique et ainsi empêchés d'agir.

Une défaite de la Justice concerne le dossier appelé « Rompetrol 2 », une enquête judiciaire créé par une disjonction d'un autre dossier appelé « Rompetrol 1 ». Dans ce dossier, « Rompetrol 2 » les procureurs ont interrogé les ministres du Cabinet Năstase qui signés l'OGU 101/2003, par laquelle la compagnie de Patriciu a pu bénéficier encore de sept années de délai pour payer les 600 millions de dollars et de la possibilité de convertir la dette en actions. En 2016, les procureurs « ont inculpé 4 anciens ministres de plusieurs crimes liés à la publication de l'ordonnance 118 par le gouvernement Năstase en 2003. Il s'agit de l'ancien ministre de l'Économie du cabinet Năstase, du célèbre Dan Ioan Popescu (DIP) et d'anciens ministres des finances (...) Mihai Tănăsescu, Gheorghe Pogea et Sebastian Vlădescu. Dans ce cas, DIICOT a saisi la raffinerie de Petromidia à hauteur de près de 680 millions d'euros pour récupérer les dommages. »<sup>819</sup> À cause de la prescription, les procureurs ont dû clore le dossier contre les hommes politiques et la Haute Cour de Justice et de Cassation a retenu une sanction financière de 106 millions de dollars contre Rompetrol.

Un autre dossier lié à Rompetrol a provoqué un grand scandale public, à l'occasion du procès en diffamation impliquant deux anciens premiers ministres, Calin Popescu Tăriceanu et Emil Boc. Le sujet du litige était la concession d'un des plus grands gisements de gaz naturel de l'UE, qui se trouvait dans la Mer Noire, dans la partie de la zone économique exclusive de la Roumanie pour la compagnie canadienne Sterling Resources.

La zone économique marine a été disputée depuis des décennies entre la Roumanie et l'Ukraine, avec comme repère dans la Mer Noire la très petite Ile de Serpents de 0,17 km<sup>2</sup>. L'enjeu était la zone économique, et non pas l'île elle-même : depuis la période soviétique il y avait des informations concernant les ressources énergétiques. La cause a été avancée par la Roumanie devant la Cour Internationale de la Hague en 2004, après trois années de négociations bilatérales sans succès.

En 2009, la Cour Internationale de la Hague a décidé que la Roumanie contrôlerait 80% de cette zone très riche en gaz naturel. La décision a créé une onde d'euphorie dans la société qui

---

<sup>819</sup> COSTACHE Alex « Înalta Curte a confirmat clasarea dosarului Rompetrol și a menținut sechestrul pe rafinăria Petromidia până la 106 milioane de dolari », G4Media.ro, 11 IULIE 2020, <https://www.g4media.ro/inalta-curte-a-confirmat-clasarea-dosarului-romp>

s'est rapidement transformée en choc. Les médias ont découvert que les ressources étaient déjà des concessions : « Par une décision gouvernementale, émise par le gouvernement de Tăriceanu (décision n ° 1446 du 12/11/2008), le pétrole et le gaz autour de Snake Island ont été loués à une société, Midia Resources SRL, qui a un capital social de seulement 200 lei. Le bilan 2007 de cette société montre qu'elle n'a pas d'employés et que le chiffre d'affaires est de 0 lei. »<sup>820</sup> La décision n'a pas été signée par le ministre de la Justice, Catalin Predoiu, ancien actionnaire et avocat de Rompetrol et de Dinu Patriciu, mais par Dorin Marian, le chef de la Chancellerie de Tăriceanu et après, employé de Patriciu à Rompetrol.<sup>821</sup>

Les annexes ont été mises au secret par le Cabinet Tăriceanu et l'ancien Premier Ministre a déclaré aux médias que c'était la responsabilité du Cabinet Boc.

Le Parlement a constitué une Commission d'enquête qui a exigé un contrôle strict du contrat à la Cour des Comptes de Roumanie, à la suite des déclarations du Premier Ministre Boc qui a jugé le contrat « très désavantageux pour l'État roumain ».

Le Rapport des inspecteurs établit que l'affaire a été gérée entre 1992 et 1996 par la compagnie Rompetrol et ensuite par l'Agence Nationale des Ressources Minérales.

Rompetrol avait signé des ententes et des partenariats avec Amoco (États-Unis), Shell (Hollande), Enterprise Oil PLC (Royaume – Unis) et "Canadian Occidental Petroleum Ltd" (Canada). Le Rapport de Contrôle de la Cour des Comptes de Roumanie mentionne que la compagnie Rompetrol n'était pas mandatée pour cette décision. Malgré cela, en 1992, le Premier Ministre Theodor Stolojan avait signé la décision d'octroyer à trois compagnies le droit de chercher et d'exploiter le périmètre.<sup>822</sup>

Selon le contrôle des inspecteurs de la Cour des Comptes de Roumanie, plusieurs illégalités ont été découvertes qui ont créé un préjudice de 38 millions de dollars.<sup>823</sup>

---

<sup>820</sup> PREOTEASA Manuela, BAIAS Ionut « Petrolul din zona Insulei Serpilor - deja concesionat lantuluide firme Sterling (Canada) - Melrose (Edinburgh), via Midia Resources Romania? », HotNews.ro, Marți, 3 februarie 2009, 23:41, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-5386494-petrolul-din-zona-insulei>

<sup>821</sup> « Cazul Sterling Iulian Iancu: Actul nu a fost semnat de ministrul Justitiei. Catalin Predoiu: Nu-mi aduc aminte sa fi semnat aceasta hotarare » HotNews.ro Miercuri, 4 februarie 2009, 13:23, Hotnews.ro, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-5388215-cazul-sterling-iulian-ianc>

<sup>822</sup> HG 570/1992 selon le Rapport du Court de Comptes de la Roumanie, 2010, page 11

<sup>823</sup> « Afacerea Sterling a facut o gaura de aproape 38 milioane de dolari în budget », Joi 24 februarie 2011, Anul XIV Nr. 34 (4686), <https://www.curentul.info/actualitate/afacerea-sterling-a-facut-o-gaura-de-aproape-38-milioane-de-dolari-in-buget/>

Parmi ces illégalités, le fait grave que les fonctionnaires et les décideurs politiques ont conclu est le suivant : « dans la période 1997-2003 des Actes additionnels no. 1-10 Obtenir le contrat d'exploration et de partage de production (contrat EPSA) sans l'approbation du gouvernement roumain »<sup>824</sup>.

La liste est longue des contrôles des illégalités commises par les fonctionnaires publics et il a été signé par le président de la Cour des Comptes, Nicolae Văcăroiu, ancien Premier Ministre entre 1992 et 1996, qui a hérité du contrat dans son mandat. Les inspecteurs ont envoyé les conclusions aux procureurs, mais aucune enquête n'a été menée. La seule décision de la Justice dans le dossier a été prise contre l'ancien Premier Ministre Calin Popescu Tăriceanu qui a perdu tous les procès en diffamation qu'il avait entamés contre ceux qu'ils l'avaient accusé d'avoir signé un contrat contre l'intérêt national.<sup>825</sup> Sterling s'est retiré de Roumanie et a vendu son contrat à une autre grande compagnie, Carlyle.

Notre analyse du clientélisme politique et de la corruption dans le domaine du pétrole nous montre la liaison directe et casuelle entre l'enrichissement personnel et l'appartenance à un réseau.

Les dossiers Petrom – RAFO – Petromidia font partie des rares dossiers qui ont un grand impact national dans la société, l'économie et la politique. Ils ont influencé les résultats des élections. Les gens impliqués ont été critiqués ou adorés. Ces dossiers ont laissé une trace dans le futur du pays à cause des montants de plusieurs de milliards de dollars mis en jeu.

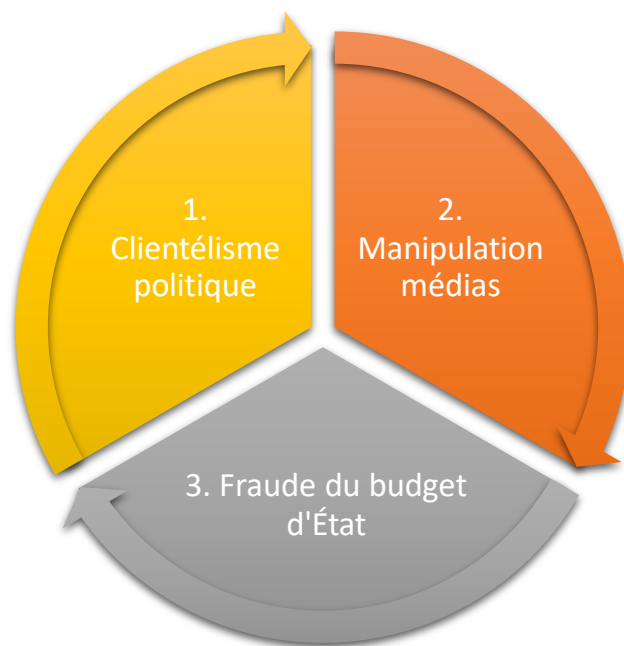
Mais, la Roumanie a connu d'autres affaires de corruption dans le domaine du pétrole ou de l'énergie qui ont fait la une des journaux, et dont le montant de la fraude supposée atteignait à peine un milliard d'euros. Ces dossiers suivent la même voie d'un clientélisme aboutissant à de la corruption. Ils illustrent une « magnétisation » politique importante, souvent au même niveau de décision que dans le cas des grandes affaires, parce qu'ils impliquent aussi des Clients et des Patrons et que leur but est de faire profiter une élite proche du Parti au pouvoir.

Dans tous ces cas, on observe un type d'organisation circulaire contre l'État de Droit : le clientélisme politique pour contourner la loi, la manipulation médiatique pour couvrir la manœuvremanoevremanoœuvre et la fraude du budget d'État. L'argent gagné rentre de nouveau dans le « cercle de la corruption ».

---

<sup>824</sup> Rapport du Court de Comptes de la Roumanie, 2010, page 32

<sup>825</sup> « Calin Popescu Tariceanu a pierdut definitiv procesul de calomnie cu Emil Boc, in dosarul Sterling Resources », HotNews.ro, Miercuri, 19 octombrie 2011, 17:26, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-10464535-calin-popescu-tariceanu>



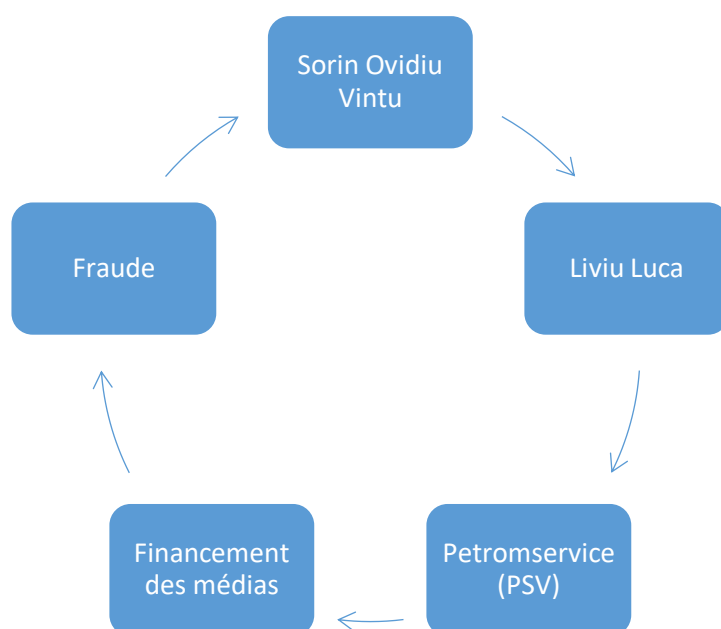
*Figure 50. Voie circulaire du clientélisme qui aboutit à de la corruption. Auteur : Marius Drăghici*

C'est aussi le cas de Petromservice, une compagnie-fille issue, en 1997 et 2002, de la réorganisation du colos énergétique Petrom. Cette compagnie était essentielle pour l'activité de Petrom carcar elle assurait la maintenance des équipements et des sondes pétrolières.

L'oligarque Vîntu et le chef du syndicat de cette compagnie, Liviu Luca, ont réussi à prendre le contrôle de plus de 50% des actions de la compagnie à travers une société anonyme en Chypre. À la suite de cette action, selon les procureurs roumains, eux et leurs acolytes ont impliqué la compagnie dans des malversations financières qui ont profité aux autres compagnies dont ils avaient le contrôle total.

En 2007, SC Petromservice SA a cédé l'activité de services pétroliers à Petrom OMV Autriche pour 325 millions d'euros. « Étant donné que, pendant la même période, de nombreuses procédures d'exécution étaient en cours contre l'entreprise pour les droits salariaux en suspens obtenus par les employés par décision de justice, Luca Liviu a décidé que la liquidité de l'entreprise serait transférée au patrimoine des entreprises contrôlées par Vîntu Sorin Ovidiu, afin d'éviter que

ces sommes ne se retrouvent entre les mains des salariés ou soient distribuées sous forme de dividendes aux actionnaires minoritaires », selon les procureurs cités par les médias.<sup>826</sup>



*Figure 51. Structure circulaire du réseau clientéliste autour de la compagnie Petromservice.  
Auteur : Marius Drăghici*

L'équipe montée par l'oligarque Sorin Ovidiu Vîntu - condamné dans la plus grande fraude de type Ponzi – et un chef du syndicat, Liviu Luca pour tirer profit de Petromservice est un des cas-école de clientélisme et de corruption dans lesquels ils ont été impliqués. Si grande était la puissance médiatique et politique de Vîntu qu'il a osé menacer, en direct, sur sa propre chaîne de télévision, le Président de la République en disant « Fortifiez votre État ! ».<sup>827</sup> Et temporairement,

<sup>826</sup> « Condamnari in dosarul Petromservice: Sorin Ovidiu Vintu - 6 ani si 2 luni de inchisoare, Octavian Turcan - 9 ani si Liviu Luca - 6 ani », HotNews.ro, Luni, 14 iulie 2014, 21:18 Dosare Anticoruptie, <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-17674113-condamnari-dosarul-petromservice-sorin-ovidiu-vintu-6-ani-2-luni-inchisoare-octavian-turcan-9-ani-liviu-luca-6-ani.htm>

<sup>827</sup> « „Întăriți-vă statul!” », marți, 10 martie 2009, 12:47, <https://www.tolo.ro/2009/03/10/intariti-va-statul/>

il a fait alliance avec Dinu Patriciu contre le président Băsescu, porteur d'un agenda favorable à l'indépendance de la Justice.

Entre 2007 et 2009, la compagnie Petromservice, a obtenu plus de 130 millions d'euros en contrats publics.<sup>828</sup> Selon les accusations de l'ancien président de la République, la même compagnie avait obtenu, en février 2008, un remboursement des taxes (TVA) d'environ 60 millions d'euros avec célérité sous la signature du Premier Ministre de l'époque, Calin Popescu Tăriceanu.<sup>829</sup> Selon la même source, le remboursement a été effectué en un temps record, en 13 jours seulement, et sans la procédure qui demandait le contrôle de l'Inspection fiscale.

En 2016, Vîntu et Luca ont été condamnés à six années de prison ferme dans le dossier Petromservice et ont été contraints de payer le préjudice de 83 millions d'euros.<sup>830</sup> En 2018, tous les deux ont subi une autre condamnation de dix années de prison pour une autre fraude liée à la même société avec l'obligation de couvrir le préjudice de 21 millions d'euros.<sup>831</sup> Il est intéressant d'observer la persistance des oligarques qui emploient des PEPs pour influencer la Justice et l'opinion publique. Par exemple, l'ancien Premier Ministre Victor Ciorbea, qui entretenait sa réputation autour de la lutte contre la corruption a accepté de donner des avis juridiques à la compagnie PetromService à travers son cabinet d'avocats pour un montant très généreux, 1 million d'euros, pendant que les procureurs investiguaient sur les fraudes de Luca et Vîntu, les propriétaires de la compagnie.<sup>832</sup>

Ce n'est pas un cas unique : la société d'avocats d'un ancien ministre dans plusieurs gouvernements, Victor Babiuc, a obtenu des contrats de consultance à travers une banque gérée par Vîntu en 2001, en plein scandale de la fraude Ponzi – FNI.<sup>833</sup>

---

<sup>828</sup> SC PETROMSERVICE SA, CUI 14428660, 56 contracte in valoare de 129 064 300,88 euro si 1 contracte in valoare de 5 430 917,19 euro, BaniiTai.info, [https://baniitai.info/?s=Petromservice&post\\_type=post](https://baniitai.info/?s=Petromservice&post_type=post)

<sup>829</sup> « Băsescu: Vîntu a dat un tun, pe ultima sută a guvernării Tăriceanu », Mediafax, 17.06.2009, <https://www.mediafax.ro/politic/basescu-vantu-a-dat-un-tun-pe-ultima-suta-a-guvernarii-tariceanu-4562749>

<sup>830</sup> « Condamnari in cazul Petromservice: Vintu a fost ridicat de politisti, Luca s-a predat », Vineri, 22 Iulie 2016, ora 16:57, <https://ziare.com/sorin-ovidiu-vantu/arestat/condamnari-in-cazul-petromservice-vintu-a-fost-ridicat-de-politisti-luca-s-a-predat-1430086>

<sup>831</sup> « Condamnare definitiva in Dosarul Salariatilor Petrom: Sorin Ovidiu Vintu si Liviu Luca au luat fiecare cate 10 ani de inchisoare », Ziare.com Joi, 26 Aprilie 2018, ora 14:18, <https://ziare.com/sorin-ovidiu-vantu/liviu-luca/condamnare-definitiva-in-dosarul-petromservice-sorin-ovidiu-vintu-si-liviu-luca-au-luat-fiecare-cate-10-ani-de-inchisoare-1511334>

<sup>832</sup> « Ciorbea își plătește vila din banii firmei lui Luca și Vîntu » Evenimentul Zilei duminică, 05 octombrie 2014, <http://www.evz.ro/exclusiv-evz-ciorbea-isi-plateste-vila-din-banii-firmei-lui-luca-si-vintu.html>

<sup>833</sup> ZARA Ovidiu « Vintu a cumparat bunavointa unor VIP-uri cu banii furati din conturile clientilor BRS », - 03:00, 16 noiembrie 2005, <https://www.curentul.info/economic-financiar/vintu-a-cumparat-bunavointa-unor-vip-uri-cu-banii-furati-din-conturile-clientilor-brs/>

Selon les procureurs, Vîntu et ses acolytes ont illégalement transféré 325 millions d'euros en Chypre. La valeur établie par la Justice des dédommagements à verser par Vîntu et Luca était de 101 millions d'euros, ce qui représentait 30% de la fraude.

Trois autres décisions publiques dans le même domaine du pétrole ont été suspectées de clientélisme politique, au moins pour deux compagnies : Conpet SA et Oil Terminal.

Dans le cas du Conpet SA– la compagnie nationale assurant le transport du pétrole à travers les tuyaux, une décision du Radu Sârbu, chef du Fonds National de Privatisation, a accordé à une compagnie de Dinu Patriciu, le contrôle de la direction.<sup>834</sup> À cause du scandale public déclenché par ce conflit d'intérêt incontestable – Patriciu pourrait assurer de meilleures conditions pour ses compagnies, avoir des informations confidentielles sur la concurrence - la décision a été annulée.

Oil Terminal est une autre compagnie d'État stratégique au bord de la Mer Noire qui a été plusieurs fois impliquée dans des scandales de corruption. En 2011, deux directeurs ont été arrêtés pour avoir demandé un pot de vin de 50.000 euros et condamnés quelques années plus tard.<sup>835</sup> En 2011, Oil Terminal a fait partie des compagnies d'État forcées à sponsoriser une action sportive, ce qui constituait de fait une forme de propagande électorale pour l'ancienne ministre du Tourisme et cheffe du cabinet du président de la République, Elena Udrea.<sup>836</sup>

Le système clientéliste du domaine du pétrole a été reproduit dans le domaine du marché du gaz naturel. Les plus importantes compagnies sont Romgaz, Transgaz – compagnies d'État, et Distrigaz Nord (Wintershall) et Distrigaz Sud (Gas de France) – anciens compagnies d'État privatisées.

Les interventions de type clientéliste et des faits de corruption se retrouvent également au niveau du producteur national de gaz naturel, Romgaz et du transporteur national de gaz, Transgaz. Nous avons identifié plusieurs traces types de néo-patrimonialisme : clientélisme local, national et international et éventuels actes de corruption.

Quant au clientélisme local il se manifeste par l'emploi des membres de la famille dans la compagnie, l'octroi de contrats commerciaux à la clientèle personnelle ou au parti et l'auto-octroie

---

<sup>834</sup> « Marile afaceri ale lui Dinu Patriciu se ascund in paradisuri fiscale », Capital, 9 noiembrie 2000

<sup>835</sup> « Fosti directori ai Petrotrans si Oil Terminal Constanta, retinuti de DNA pentru trafic de influenta », HotNews.ro, Marți, 8 martie 2011, 12:17, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-8371002-fosti-directori-petrotrans-oil-terminal-constant-retinuti-dna-pentru-traffic-influenta.htm>

<sup>836</sup> « Gală profesionistă cu bani de la statul amator », 12 aprilie 2011, <https://www.tolo.ro/2011/04/12/gala-profesionista-cu-bani-de-la-amatori/>



de salaires très importants. Selon une analyse<sup>837</sup>, plus de 17 membres de la direction du Romgaz avait au moins un membre de sa famille employé dans un poste de management, une situation similaire à Transgaz, avec six familles. Au niveau des contrats, la compagnie du gendre du PDG (Avram) a gagné en contrats plus de la moitié d'un million d'euros. Les familles les plus influentes étaient Calbureanu, Coconea, Avram - Sandru, Piteiu, Muresan, Barbu, Plopeanu. La famille gagnante est Calbureanu – Coconea, dont le beau-père avait été le PDG du Romgaz et du Transgaz et le plus influent PDG dans les compagnies d'État du domaine du gaz naturel. Son parrain, Calbureanu, à travers ses compagnies – Dafora SA et autres – avait obtenu des contrats de plus de 100 millions d'euros avec Romgaz. La femme de Calbureanu était membre du Parti Conservateur, parti de poche de l'oligarque Dan Voiculescu. Le ministre d'Économie, qui était en charge du contrôle du Romgaz – Transgaz était membre du parti du Voiculescu. Dafora avait obtenu le contrat de construction du bâtiment central du Romgaz, qui a coûté 2,2 millions d'euros plus cher que le prix du marché.<sup>838</sup>

En ce qui concerne la politique des salaires, les directions ont approuvé pour elles-mêmes des salaires astronomiques par rapport au niveau de salaire moyen en Roumanie à l'époque.<sup>839</sup>

Le clientélisme au niveau national est illustré par le cas du directeur Piteiu. Il faisait partie du réseau de clientélisme local, mais aussi national. Il était actionnaire de plusieurs compagnies qui avaient gagné des contrats avec Romgaz<sup>840</sup> et il possédait aussi des actions en Bourse à Dafora.

Piteiu, président d'une filiale du Parti Démocrate, a renoncé au poste de député pour être directeur général à Romgaz. Le vice-président de la même filiale, Florin Munteanu, a été nommé chef de Transgaz et a démissionné du Parlement.

La Cour des Comptes a constaté dans les années 2009 – 2010 des millions d'euros en paiements illégaux et des dépenses abusives de la part de la direction. C'est seulement en 2012 que les procureurs ont mis en accusation 40 directeurs de Romgaz et de l'Autorité de Régulation de l'Énergie pour « pour atteinte à l'économie » pour des faits commis entre 2006 et 2008.

---

<sup>837</sup> DRĂGHICI Marius « Deciziile in Romgaz si Transgaz se iau cu stirea nevestelor », , Evenimentul zilei, 6 ianuarie 2008

<sup>838</sup> DRĂGHICI Marius, « Sediul Romgaz – 2,2 milioane euro in aer », Evenimnetul Zilei, 11 janvier 2008

<sup>839</sup> « Topul salariilor de lux la Romgaz si Transgaz », Romania Curata, preluare Monitorul de Sibiu, Posted on 26.05 2010, <http://www.romaniacurata.ro/topul-salariilor-de-lux-la-romgaz-si-transgaz/>

<sup>840</sup> DRĂGHICI Marius « Gazar-milionar, Piteiu – actionar la firmele lui Calbureanu », , Evenimentul Zilei, 12 ianuarie 2008

Piteiu était en tête de liste pour avoir accordé, sur « commande » politique, des conditions de paiements très avantageuses à la compagnie Interagro du milliardaire par Ion Nicolae, ancien capitaine de la Securitate. Les procureurs ont calculé 126 millions de dollars de dommages <sup>841</sup>

Piteiu a été mis en accusation dans une autre action pénale par la Direction Nationale Anticorruption pour conflit d'intérêt et pour avoir obtenu des avantages matériels à travers des compagnies qui avaient gagné 15 millions d'euros en contrats avec Romgaz. Plus de six années plus tard, la compagnie Romgaz fournissait des efforts pour récupérer l'argent.

Dans les sténogrammes captés par les procureurs, Piteiu reconnaît l'avantage qu'il avait donné à un milliardaire issu de la Securitate, mais il explique qu'il avait été forcé politiquement d'agir. Deux noms très importants sont tombés dans son discours : Adrieian Videanu, ancien leader du Parti Démocrate, et Varujan Vosganian, écrivain et opportuniste politique qui avait été financé par l'oligarque Sorin Ovidiu Vîntu. Le dossier « Romgaz » a symbolisé l'effort de la Justice pour juger les responsables et nous allons le détailler dans le chapitre suivant.

La troisième composante du marché du gaz naturel est le clientélisme international. Il y a deux cas-école pour montrer l'entrelacement des intérêts politiques et d'affaires autour d'une source sûre d'argent : la tentative de privatisation de Romgaz et le contrat d'approvisionnement avec Gazprom. Plus de 70% du nécessaire national de gaz naturel à consommer était assuré par Romgaz et Petrom. Le reste était importé par Gazprom, qui a mené une guerre économique contre la Roumanie par une politique de prix augmentés. Dans ce contexte, les imports de Gazprom se sont faits à travers deux intermédiaires : WIEE, une filiale du Gazprom Suisse et Imex Oil. La dernière compagnie était une société contrôlée par l'homme d'affaires russe Vitali Matsitski, sous le contrôle de laquelle se trouvait également l'usine Alro. Toutes les autres sociétés qui vendaient du gaz importé achetaient du gaz russe uniquement par l'intermédiaire de ces deux sociétés, y compris Conef SA, une autre compagnie de Matsitki qui avait signé un contrat de 30 ans avec Gazprom. <sup>842</sup>

Les milliardaires Vitali Matsitski et Oleg Deripaska ont acheté toute l'industrie de la production de l'aluminium en Roumanie à travers les réseaux clientélistes de tous les partis politiques. Une partie des transactions corrompues en Roumanie a été dévoilée à Londres, en 2005, quelques années après la privatisation. Alexander Krasner, associé et protégé de Vitali Matsitski,

---

<sup>841</sup> « 40 de persoane din conducerea Romgaz și ANRE, cercetate penal pentru subminarea economiei », Adevărul, 4 ianuarie, 2012, [adevarul.ro/.../20\\_de\\_actuali\\_si\\_fosti\\_sefi\\_ai\\_Romgaz\\_sunt\\_anchetati\\_pentru\\_contracte\\_preferent](http://adevarul.ro/.../20_de_actuali_si_fosti_sefi_ai_Romgaz_sunt_anchetati_pentru_contracte_preferent)

<sup>842</sup> « Cum faci o afacere de 400 mil. € cu 7 oameni? Revinzi gaze din Rusia », Ziarul Financiar, 16.06.2009, <https://www.zf.ro/companii/cum-faci-o-afacere-de-400-mil-cu-7-oameni>

a refusé de lui rembourser un emprunt de 6.5 millions de livres sterling.<sup>843</sup> Matsitski a ouvert un procès et le juge a accusé Krasner de manquer d'honnêteté, une accusation qui a nui à la réputation de Krasner, ami très proche du Prince Charles. Au cours du procès, les oligarques ont révélé comment ils avaient réussi à devenir les propriétaires d'Alro et ils ont également mentionné le soutien d'un sénateur roumain qui les aurait aidés.<sup>844</sup> On retrouve la présence de Victor Dan Alexandru dans la compagnie Conef SA : celui-ci a été Secrétaire d'État du Ministère de l'Économie en charge de Romgaz. Membre du Parti de l'oligarque Dan Voiculescu, V.D. Alexandru a reçu un contrat de 2 millions de dollars trois jours avant d'être officiellement nommé.

En 2005, Codrut Seres, Ministre de l'Économie, marionnette de l'oligarque Dan Voiculescu, a déclenché la procédure de privatisation de Romgaz. Les plus grands noms du monde de l'industrie énergétique se sont dit intéressés pour participer à la privatisation. Un autre contrat très important se passait en même temps : la sélection des consultants internationaux pour préparer l'offre internationale.

Cette liste est une mine d'informations pour les relations de clientèle politique. Quelques noms sont reconnus par les médias comme les "consultants connectés". Parmi eux, Credit Suisse First Boston qui faisait équipe avec Fondul Romano-American de Investitii (FRAI / RAEF), Linklaters, Miculiti, Mihai & Asociații. Le cabinet d'avocats de Predoiu, futur ministre de la Justice en 2008, était partenaire avec une autre équipe de Bank of America, mais aussi avec un autre concurrent BCR - Romania, Capital SA, - Romania, FBD.<sup>845</sup>

Credit Suisse First Boston et Fondul Romano-American de Investitii (FRAI / RAEF) associés avait l'« expérience » des privatisations de l'industrie du gaz. Ils ont été les consultants désignés pour les privatisations de Distrigaz Nord et ce Distrigaz Sud, un des dossiers de corruption les plus difficiles de la Justice roumaine et des services de renseignements. Deux consultants du Credit Suisse First Boston ont été condamnés pour espionnage non officiellement en faveur de la Russie.

FRAI était une fondation de l'État américain qui était supposée aider à la transition vers l'économie de marché et qui s'est fait avoir. Parmi les membres de cette Fondation, on retrouve

---

<sup>843</sup> « Prince Charles' friend in High Court wrangle », Last updated at 11:32 14 October 2005, Daily Mail, <https://www.dailymail.co.uk/columnists/article-365398/Prince-Charles-friend-High-Court-wrangle.html>

<sup>844</sup> Krasner v Machitski and others, Queen's Bench Division (Commercial Court), [2005] Ewhc 1787 (Comm), (Transcript), Hearing-Dates: 3 August 2005, 3 August 2005

<sup>845</sup> « Privatizare - Lupta pentru Romgaz », Jurnalul National, 05 Sep 2005, <https://jurnalul.antena3.ro/bani-afaceri/economia/privatizare-lupta-pentru>

Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque Nationale, Florin Georgescu, ancien ministre des Finances et vice-gouverneur de la Banque Nationale et Theodor Stolojan, ancien Premier Ministre de Roumanie.

Le dénominateur commun des privatisations est une seule et même institution : Oficiul Participațiilor Statului în Industrie (OPSPI), dont mise en accusation de ses fonctionnaires pour les privatisations dans l'industrie de l'énergie a fait l'objet d'une grande victoire de la Justice contre la corruption.



## Chapitre 2

### Les Grands Patrons des élites politiques contre la Justice

Au début de l'année 1990, le peuple roumain s'est trouvé soudain libre de choisir ses leaders. Avant la chute du « mur de Berlin », dans toute l'Europe de l'Est, la démocratie était un rêve et une théorie. Les dictatures communistes, menées par un appareil de répression tout puissant, réduisaient au silence ou mettaient en prison toute voix critique.

Dans le cas de la Roumanie, nous avons constaté que la dictature a conservé sa puissance à travers un réseau d'élites du régime dictatorial. Les membres de ces élites ont été unis par un seul fait : ils étaient des privilégiés sous le régime de Ceaușescu. Peu importe qui ils étaient et où ils travaillaient – Securitate, Parti Communiste, dirigeants dans l'administration ou dans le commerce - ce sont ceux qui n'ont pas enduré l'oppression du régime, ceux dont la famille n'a jamais subi de difficultés alimentaires, ni de restrictions de voyage, ceux qui n'ont jamais remis en question l'éthique de leur travail.

La liberté de choix emporte la responsabilité des conséquences. Comme nous l'avons démontré, les élites politiques roumaines ont tantôt freiné, tantôt accéléré la réforme selon des intérêts clientélistes. Comme dans tous les cas de changement de pouvoir en Roumanie, le nouveau pouvoir en place se préoccupe systématiquement de faire fonctionner la Justice pour ses opposants politiques. Si la Justice en vient à attaquer ses membres, il lui fait subir les mêmes pressions que le pouvoir précédent.

La Roumanie a perdu plus de 5,9 milliards de dollars en faillites bancaires. On ne compte pas les malversations financières liées à l'industrie énergétique et à la privatisation, ni le gaspillage créé par l'incompétence et le népotisme, ou le « gonflement » de la bureaucratie pour satisfaire les demandes clientélistes.

Dans ce chapitre, deux directions d'analyse s'ouvrent à nous sur ce point :

1. Qui sont les PPÉs les plus influentes, voire les Grands Patrons ?
2. Quelle a été la réaction de la Justice face à ces PPEs ?

Dans la première partie nous nous intéresserons aux « Grands Patrons » de la Roumanie – ceux qui ont influencé de façon visible et décisive la direction du pays pendant une certaine période. Dans la deuxième section, nous analyserons la réponse de la Justice liée directement aux Grands Patrons et à leurs cohortes.

Comme nous l'avons montré, le clientélisme aboutit dans la majorité de cas à la corruption. Selon le régime juridique des pays, certaines formes de clientélisme sont réglementées en tant que phénomène de corruption - en Roumanie, dont le système judiciaire est d'inspiration française -, il s'agit du trafic d'influence, alors que, dans d'autres pays, il s'agit de lobby réglementé.

Cette zone grise est éclaircie par un set de règles internationales qui a été défini en premier lieu par l'Union Européenne sous le concept de « personne politiquement exposée », désigné par l'abréviation « PPÉ »<sup>846</sup>, que nous avons largement présenté dans le Titre 2, Chapitre 2, Section 2 de la Première partie. Par cette mesure, l'UE reconnaît le clientélisme comme partie de la corruption et encadre tout cela sous le parapluie des atteintes à la démocratie et à la stabilité d'un État.

C'est à cause de cela que l'Union Européenne a introduit dans la législation le concept de « personne politiquement exposée » par la Directive (UE) 2015/849 du Parlement Européen<sup>847</sup> et qu'elle a demandé un contrôle très strict concernant les transferts financiers inclus dans cette catégorie.

Dans la première section de ce chapitre, nous préciserons la typologie très étendue des connexions des Grands Patrons. Il résulte de cette analyse qu'une petite minorité avait le contrôle d'une grande partie des élites à travers des moyens très divers : contrôle et instrumentalisation de la Justice, manipulation médiatique, contrôle économique de leurs proches, dépendance de certains contrats-services et faveurs en leur pouvoir.

La deuxième section s'intéressera à la réaction de l'anticorps de la société – la Justice – face à « l'infection » de corruption et de clientélisme dans l'État. En effet, l'analyse montre que la

---

<sup>846</sup> PEP en anglais (politically exposed person)

<sup>847</sup> DIRECTIVE UE 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) no 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission donne aux médias le droit et la protection d'investiguer les activités de corruption et de blanchissement

Justice a servi en même temps la société et les intérêts clientélistes du pouvoir. Les Grands Patrons ont été condamnés par une Justice audacieuse et indépendante, lorsque l'opposition était au pouvoir. L'opposition a protégé toujours l'indépendance de la Justice, tant que les procureurs suivaient les dossiers de l'ancien Pouvoir. Il est évident qu'elle avait intérêt à condamner les Grands Patrons qui n'étaient pas dans sa sphère d'influence.

Les Roumains ont compris que cette indépendance était en réalité dirigée et ils ont exprimé cela à travers une expression populaire : « Ils ont changé nos voleurs avec leurs voleurs ». Dès qu'un oligarque était mis en prison, sa place était prise par un autre. Les nouveaux Grands Patrons ont fini par être mis en prison par la Justice pendant le mandat d'un autre pouvoir politique, des années plus tard.





## Section 1

### La captation des ressources d'État

Plus de 57% des politiciens roumains ont été impliqués dans des affaires de clientélisme, selon notre analyse, mais seule une minorité de cette élite a été composée des Grands Patrons. Qui sont donc les Grand Patrons de la Roumanie ? Des politiques dans la haute fonction ? Des hommes d'affaires très riches ? Des hommes et des femmes au sein de la Justice ? Qui sont PPÉs les plus influentes ?

La recherche montre que le groupe des Grand Patrons est constitué d'un « alliage » entre la richesse, la politique et les médias. En effet, les ressources d'État ont été capturées par les Grands Patrons et les réseaux de clientélisme.

Depuis l'année 2002, une publication économique<sup>848</sup> a réalisé le « Top 300 des plus riches Roumains », d'après le modèle consacré par les médias américains. Entre 2002 et 2016, 23 personnes ont réussi à se classer dans le Top 10 des plus riches Roumains.

Certaines ont été classées plusieurs fois. Pour les départager, nous avons pris en compte le nombre d'années où elles se sont maintenues dans le Top 10. Étant donnée la croissance économique de la Roumanie et l'entrée dans l'UE, se maintenir dans le Top 10 était devenu de plus en plus compétitif.

C'est la raison pour laquelle nous avons utilisé la règle des quatre ans, la durée d'un mandat parlementaire, comme unité de mesure. Cela étant, nous n'avons pas comptabilisé les présences sporadiques, soit moins de quatre ans.

Ceux qui ont résisté plus de quatre ans ont été suffisamment puissants pour vaincre ou s'adapter aux nouvelles élites politiques parvenues au pouvoir et à la concurrence économique.

Le tableau « La richesse et la politique » fait apparaître cinq catégories, comme ci-dessous :

---

<sup>848</sup> Revue *Capital*, capital.ro

| Cat. | Noms   | Années en Top 10 | PPE |
|------|--|------------------|-----|
| 1    | Ion Țiriac, Ioan Niculae (2)   | 12-15 années     | Oui |
| 2    | Dinu Patriciu, famille Voiculescu, frères Micula, Sorin Ovidiu Vîntu (4)   | 9-12 années      | Oui |
| 3    | Famille Adamescu, famille Păunescu, Iosif Constantin Dragan (3)  | 8 années         | Oui |
| 4    | Frank Timis, Gabriel Comanescu, frères Cristescu, George Becali, Zoltan Teszari, frères Paval (6)                          | 4-7 années       | Oui |
| 5    | Gruia Stoica, Iulian Dascalu, Ovidiu Tender, Gabriel Popoviciu, Ioan Neculaie, George Copos, Liviu Tudor, Radu Dimofte (8) | 1-3 années       | Oui |

Tableau 12. Richesse et implication politique. Nombre d'années dans le Top 10. Pour l'année 2007, les données ne sont pas complètes. Données recueillies par l'auteur.

Ainsi, parmi les 23 Roumains les plus riches, 8 ont eu une présence sporadique (soit 35%) dans le Top 10 des plus riches Roumains et 15 milliardaires / millionnaires (soit 65%) ont réussi à rester dans le Top 10 plus de quatre années d'affilée.

Parmi les 15 plus riches (catégories 1 à 4 dans le Tableau), 9 (60%) ont gardé leur place huit années de suite et ont été associés à une haute implication politique.

Le tableau « Richesse et implication politique » révèle que plus haut est le niveau de richesse, plus grande est l'implication politique. Une deuxième corrélation est observée entre la richesse, l'implication politique et la possession d'une entreprise de médias. Les six membres des catégories 2 et 3, sauf Dragan, ont détenu ou détiennent encore une compagnie de médias. Dans les deux autres catégories du Tableau (4 et 5), il y a également des propriétaires de chaînes de télévisions et de radios, comme Teszari.

Ce mélange de politique et de richesse, surtout dans les systèmes politiques de type néopatrimonial, donne naissance à une mutation clientéliste qu'on appelle le « Grand Patron ». Qu'est-ce qu'un « Grand Patron » ?

Dans la recherche de spécialité, nous trouvons le concept du « big men », issu du néopatrimonialisme africain, caractérisé par l'accumulation continue et la rétribution continue pour des raisons « d'obligation sociale (liée à la parenté) et une question de capital politique (récompenses pour le soutien apporté). »<sup>849</sup> Le parcours d'un « big man » dans la politique est « saupoudré » d'« accidents de parcours, comme la faillite économique, périodes de disgrâce politique, voire d'emprisonnement ; les compétences d'un entrepreneur politique doivent également être évaluées en fonction de sa capacité à "se remettre sur pied", c'est-à-dire à regagner la faveur des dirigeants au-dessus de lui. »<sup>850</sup>

Les Grands Patrons sont des hommes d'affaires ou des politiques qui utilisent des « paravents humains » pour obtenir des contrats ou pour cacher le vrai destinataire de la fortune. Dans une majorité de cas, ce sont des membres de la famille, comme le prouve la forte corrélation de clientélisme de type clanique.

La mentalité des Grand Patrons est orientée vers l'accumulation de capital en utilisant la politique comme un instrument. Le concept africain s'applique en partie uniquement aux Grand Patrons, parce qu'ils sont capables de contrôler l'acte de décision politique et de l'orienter en leur faveur, sans relation de subordination envers les décideurs politiques. La différence est que les Grand Patrons ne doivent pas « regagner la faveur des dirigeants au-dessus de lui. »<sup>851</sup>

Ils nomment à des positions clés des fonctionnaires, des ministres, des directeurs, souvent des employés de leur compagnies privées ou des gens qui ont une dette morale et économique à honorer. Ceux qui acceptent la nomination savent dès le départ que leur mission, en tant que Client, est de servir le Grand Patron, et non l'intérêt public. En échange ils reçoivent la permission de cultiver leur propre clientèle politique et de s'octroyer des avantages.

---

<sup>849</sup> COMPAGNON Daniel en BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) in *The model of the political entrepreneur*, (dir.), *L'État néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, (2011), p.53

<sup>850</sup> COMPAGNON Daniel en BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) in *The model of the political entrepreneur*, (dir.), *L'État néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, (2011), p.53

<sup>851</sup> COMPAGNON Daniel en BACH (Daniel C.) et GAZIBO (Mamoudou) in *The model of the political entrepreneur*, (dir.), *L'État néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, (2011), p.53

Cette combinaison montre que les oligarques ont toujours cherché à créer une structure similaire et parallèle à la structure d'État, par l'émulation d'un pouvoir privé politique, médiatique et judiciaire – ou capable d'influencer les actions de Justice.

Peu d'entre eux ont réussi à atteindre cet objectif. Pour intégrer la catégorie des Grands Patrons, il faut 1° disposer d'un accès privilégié aux ressources, 2° jouir de l'immunité pénale et 3° avoir le pouvoir de changer ou de modifier la règle du jeu en sa faveur.

En étudiant les oligarques roumains, nous avons pu élaborer une certaine typologie. Beaucoup d'entre eux remplissent les mêmes critères de définition :

- 1) être PPE ou avoir quelqu'un de sa famille qui l'est
- 2) disposer d'argent privé ou du pouvoir de répartir l'argent public
- 3) avoir des relations avec au moins une PPEs dans la Justice et/ou les services de renseignement
- 4) posséder un groupe de presse sous contrôle
- 5) avoir créé un réseau de fidèles

Ces cinq critères composent, de fait, une image en miroir de la structure d'État, parce que les grands Patrons ont des Connexions (Patrons ou Clients) au sein des quatre pouvoirs démocratiques : le Législatif, l'Exécutif, la Justice et les médias. En effet, il s'agit d'une captation du pouvoir de l'État à travers un système de pouvoir parallèle et souterrain.

Ainsi, les Grands Patrons sont ceux qui savent comment retourner le Parlement d'un pays et l'amener à voter des lois à leur profit, qui sont blanchis au nom de l'immunité pénale votée par le Parlement tout entier sous les applaudissements de leurs empires médiatiques, qui vantent l'innocence de leurs Patrons dans des grands programmes de manipulation de masse. .

Selon nos recherches présentées dans le Chapitre 2, au total, 57,9% des politiques roumains sont impliqués dans des actes de clientélisme. Et, d'après notre calcul, en Roumanie, chaque patron a en moyenne au moins deux clients, dont l'un faisant partie de sa famille.

La grande majorité d'entre eux sont rassemblés dans des groupements, plus ou moins permanents. Les « clusters PPÉs » sont des groupements de personnes extrêmement puissantes, qui contrôlent ensemble plusieurs domaines économiques et sociaux, leur permettant ainsi d'influencer directement ou par des intermédiaires la politique nationale, grâce à des Clients fidèles véhiculant leurs messages et agissant sous leurs ordres.

Les « clusters de Clients » sont des cohortes d'hommes et de femmes appartenant aux réseaux des Grands Patrons, qui obtiennent ou qui gardent des postes publics très bien payés en échange de leurs services rendus. On observe que c'est la création de « vagues de Clients » rend les Patrons capables de prospérer.

Dans la période 1990 – 2004, la corruption développée par « la gauche politique », suivie celle mise en place par « la droite politique », ont posé les bases de la création des Grands Patrons.

La période intermédiaire de la gouvernance à droite, entre 1996 et 2000, a créé quelques oligarques, mais en réalité la majorité précédente a prospéré, davantage même lorsque « leur parti » a perdu les élections. L'explication réside dans l'accumulation de ressources considérables, qui leur a permis soit de saboter, soit de corrompre le pouvoir politique en place.

Les Grand Patrons ont su adopter une stratégie pan-politique afin de faire avancer leurs intérêts. En prenant en compte la chronologie des grands scandales de corruption qui ont fait trembler l'économie et la société, on observe quelques caractéristiques communes. Chaque cycle de gouvernance a créé une « promotion d'oligarques », des personnes sorties riches, et même plus riches encore pendant la même la période.

Dans le cas de la Roumanie, on trouve deux grandes promotions : celle des années 1990 – 2004, issue du parti politique de gauche, et celle des années 2005 – 2012, issue de la droite politique. Après et pendant chaque gouvernance, les oligarques puissants ont trouvé des compromis pour rester connectés aux ressources d'État, cependant qu'ils ont blanchi et diversifié le capital accumulé, dans la majorité des cas par rapt financier, la corruption, la fraude et la manipulation.

Une autre caractéristique commune de la catégorie des Grands Patrons réside dans l'utilisation des PPÉs par la proximité géographique et le clanisme hérité et augmenté grâce à des alliances de famille et religieuses.

En effet, dans toutes les affaires, nous trouvons les traces du clientélisme de famille ou de « sang », l'équivalent du tribalisme des systèmes primitifs de gouvernance en Afrique. Il y a des « familles » qui contrôlent un domaine ou des personnes qui ont « infiltré » des postes clés avec des membres de leur famille, afin de s'assurer de leur loyauté. Ce phénomène n'a rien à voir avec la compétence. La loyauté garantit l'aide, sans qu'aucune question ne soit posée de quelqu'un qui a l'intention d'éluder la loi. Les fils, les filles, les cousins, les beaux-frères et sœurs, parents et beaux-parents, les partenaires d'affaires, on les retrouve tous dans la totalité des cas. Ici, nous

n'évoquons pas des entreprises familiales, comme nous l'avons vu dans des pays disposant d'une longue tradition démocratique ; nous évoquons des familles qui se sont enrichies à travers des contrats avec l'État par des moyens soit douteux, soit illégitimes, soit illégaux.

La corruption et le clientélisme politique ont créé des déséquilibres économiques et sociaux énormes, qui ont enterré des affaires honnêtes qui n'ont pas résisté face à une concurrence abusive et corrompue. Le capitalisme de famille a tué le capitalisme économique, fondé sur le respect de la loi, sur le travail et sur la créativité. De sorte que la compétitivité sur le marché des biens et des services a profité uniquement aux catégories des Grand Patrons et Patrons.

Selon notre grille d'analyse, la Roumanie a connu seulement quatre Grands Patrons engagés en politique, propriétaires ou capables de contrôler les médias et qui ont eu la capacité d'exercer un contrôle réel sur les magistrats. Il s'agit de trois oligarques roumains : (Dan Voiculescu, Dinu Patriciu et Sorin Ovidiu Vîntu) et d'un homme politique (Adrian Năstase), qui, entre 1989 et 2012, ont dominé, façonné et arbitré la vie politique en Roumanie.



Figure 52. Les oligarques médias - état en 2006. Auteur Marius Drăghici

Ion Țiriac (81 ans) est devenu, en 2005, le premier milliardaire de Roumanie, selon le Top 300 des plus riches Roumains.<sup>852</sup> Le plus fameux joueur de tennis au monde, Țiriac, a su naviguer entre les affaires et la politique sans commettre d'évasion, ni s'impliquer dans des affaires de corruption. Très bien connecté au monde politique national et international, Țiriac a su tirer profit de sa célébrité qui l'a protégé contre les abus des hommes politiques. *En suivant*

Son empire multinational n'a pas enregistré de très grandes affaires avec l'État, parce qu'il l'a plutôt orienté vers le marché privé.

Dans ces conditions, Țiriac a développé tranquillement son business parmi les requins concurrents, sans se faire attaquer par les politiques, parce que ceux-ci avaient besoin de son image au niveau international.

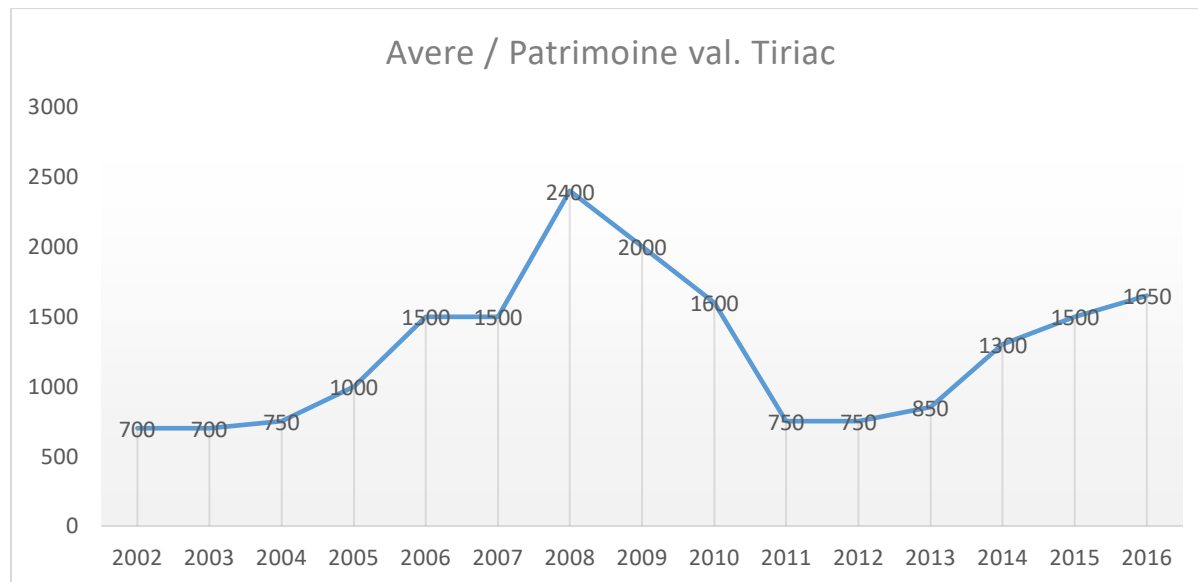


Figure 53. Évolution de la fortune d'Ion Țiriac, données de la revue *Capital* agrégées par l'auteur. En 2008, Țiriac avait une fortune de 2,4 milliards d'euros

Țiriac a nourri des amitiés ou des bonnes relations avec tous les grands de la politique, peu importe qu'ils aient été de droite ou de gauche.

Quelques scandales sont liés à son domaine de chasse aux sangliers en 2004, ou lorsque son fils a été arrêté par la Justice pendant neuf heures au motif qu'il détenait une certaine quantité

<sup>852</sup> « PRIMUL MILIARDAR ROMAN IN EURO », capital.ro, 11 octobre 2005, <https://www.businessmagazin.ro/cover-story/primul-miliardar-roman-in-euro-1047098>



de stupéfiants pour sa consommation personnelle ; mais celui-ci a été rapidement remis en liberté par la Justice. En 2009, son fils a été blanchi par la Justice, mais certaines irrégularités dans l'acte de justice ont été rapportées par les médias (ainsi, un des témoins à l'identité cachée a été dénoncé en direct, dans un programme TV, par le procureur Gheorghe Muscalu.<sup>853</sup> )

Ioan Niculae (66 ans) est le deuxième milliardaire qui a bénéficié de la plus grande longévité dans le Top 300 des plus riches Roumains. Niculae, ancien officier (capitaine) de la Securitate spécialisé dans le commerce international, a construit son empire à travers des privatisations qui lui ont permis de contrôler des entreprises – clés dans le marché de l'assurance (Asirom), des engrais chimiques et de la production nationale de tabac (SN Tutunul Romanesc)

Sa fortune a atteint son sommet en 2012 avec une estimation totale de 1,7 milliards d'euros. Malgré sa fortune impressionnante et ses connexions politiques au plus haut niveau du pays, Ioan Niculae n'est pas considéré comme un Grand Patron : il n'a pas réussi à créer une cohorte de fidèles et n'a pas eu d'implication politique suffisamment forte pour lui permettre de choisir quelle personne nommer à un poste public qui lui aurait été profitable. Il a plutôt négocié et « travaillé » avec les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir, en utilisant un réseau de connexions très fortes.

---

<sup>853</sup> « Fiul lui Tiriac, achitat din nou in procesul "Cocaina pentru VIP-uri" », Luni, 23 Februarie 2009, Ziare.com, <https://ziare.com/ion-tiriac/ion-ion-tiriac/fiul-lui-tiriac-achitat-din-nou-in-procesul-cocaina-pentru-vip-uri-682298>

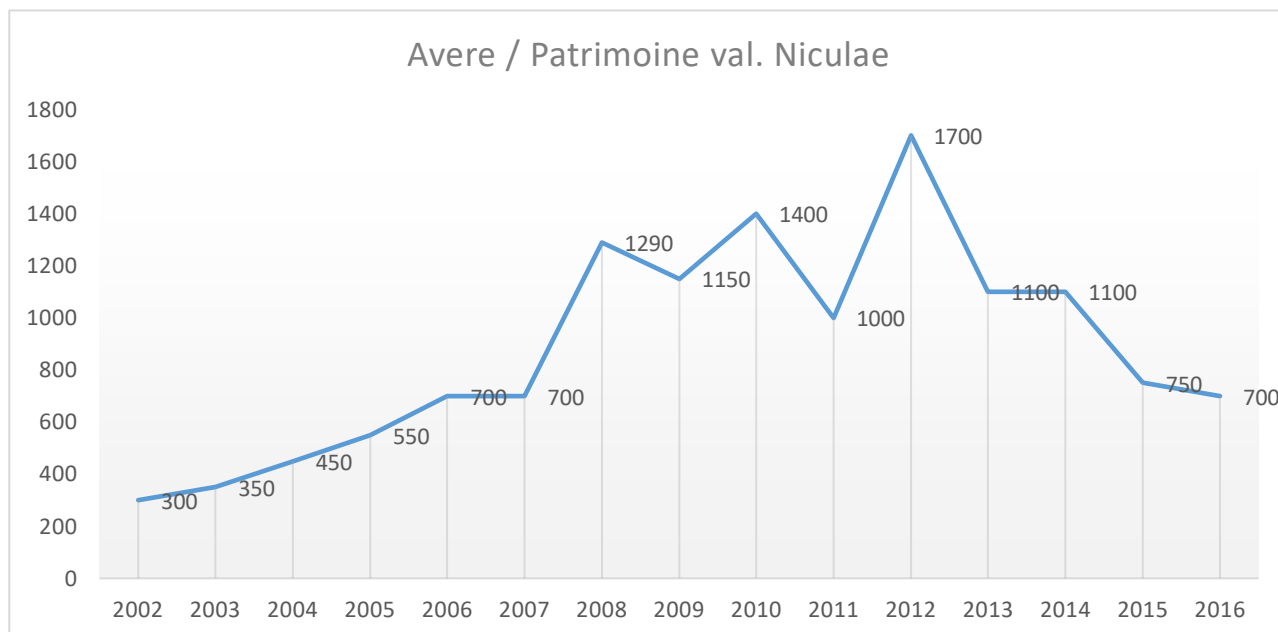


Figure 54. Évolution de la fortune d'Ioan Niculae, données de la revue Capital agrégées par l'auteur. En 2012, Niculae a atteint une fortune de 1,7 milliards d'euros

Si Țiriac est le chéri des médias et de la politique à cause de sa célébrité, I. Niculae est le « milliardaire discret » favori des médias et des partis politiques, à cause de sa générosité bien ciblée, ses compagnies disposant d'un budget de publicité impressionnant.

L'ancien officier de la Securitate de Ceaușescu avait une bonne relation avec le Parti Démocrate (PD) et le Parti Social – Démocrate, mais il ne manquait pas de connexions dans les autres partis politiques. Le réseau d'influence de Ioan Niculae avait vraisemblablement comme « pivot » l'ancien leader du PD, Adrieian Videanu, propriétaire d'une compagnie dans laquelle il était actionnaire. Mais, il se connaissaient aussi parce qu'il venait du Teleorman, un département petit et pauvre.<sup>854</sup>

<sup>854</sup> BIRO Attila « Cum au ajuns combinatele lui Ioan Niculae sa utilizeze gaz ieftin pe baza unei legi votate de catre deputatii PDL si PSD », HotNews.ro, Vineri, 6 ianuarie 2012, hotnews.ro/stiri-esential-11123589-cum-ajuns-combinatele-lui-ioan-niculae-utilizeze-gaz-ieftin-baza

Niculae a été accusé d'avoir illégalement financé la campagne électorale de Mircea Geoană, actuellement secrétaire général adjoint de l'OTAN, une accusation blanchie par la Justice.<sup>855</sup>

Ses connexions de type clientéliste l'ont apparemment aidé dans la captation des anciens combinats d'Etat par un laxisme total dans le contrôle post-privatisation et aussi à obtenir certaines facilités d'affaires de plusieurs centaines de millions d'euros. En effet, les clauses concernant les investissements assumés pour le développement des trois usines chimiques n'ont jamais été contrôlées par l'institution en charge du dossier, selon un rapport de la Cour des Comptes.<sup>856</sup>

Dinu Patriciu a été, sans doute, l'un des Grands Patrons de type néopatrimonial. Il a fait ses affaires en utilisant les connexions de clientèle politique et il a ensuite utilisé la force financière de ses affaires pour augmenter sa domination politique.

Architecte et professeur d'architecture, Patriciu a obtenu la possibilité de travailler dans les Etats arabes avec l'accord de la dictature et il a gagné plusieurs prix pour quelques-uns de ses projets<sup>857</sup>. Mais il est aussi le premier Roumain à avoir créé une entreprise privée, une société de construction et d'architecture, au lendemain du changement du régime.

---

<sup>855</sup> Mircea Geoană, NATO Deputy Secretary General, 2019, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/who\\_is\\_who\\_167942.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/who_is_who_167942.htm)

<sup>856</sup> PIRVOIU Claudia « Raport al Curtii de Conturi: AVAS i-a permis lui Ioan Niculae sa nu respecte clauzele din contractele de privatizare a trei combinete chimice », HotNews.ro, Vineri, 6 ianuarie 2012, 19:03 Economie | Companii

<sup>857</sup> BADEA Dan, « Micile secrete ale lui Dinu Patriciu », revista BILANȚ nr.9, iunie 2005, <https://www.presadeinvestigatii.ro/tag/dinu-patriciu>

Patriciu s'est impliqué aussi dans l'action politique, en s'engageant dans le redémarrage et le soutien du Parti Liberal ou d'une « branche » du libéralisme roumain avant-guerre.

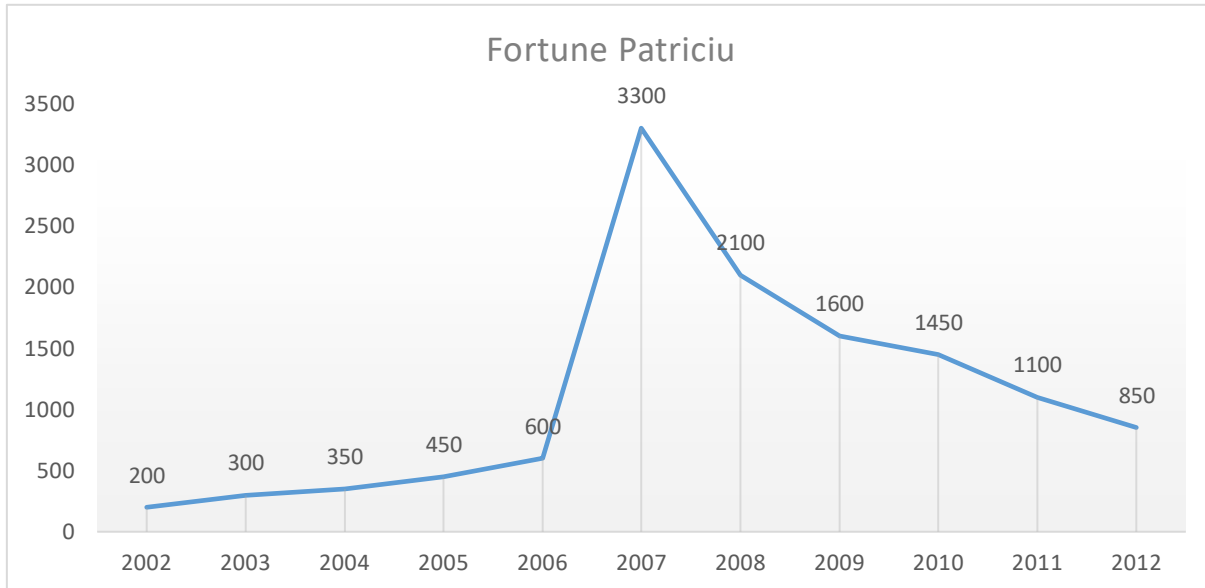


Figure 55. La fortune de Dinu Patriciu a atteint 3,3 milliards de dollars après la vente de l'entreprise d'État obtenue dans des conditions privilégiées

Parce qu'il a quitté la scène politique et celle des affaires dès le début des années 1990 et jusqu'à sa mort en 2014, Patriciu a réussi à se créer un vaste réseau de clientélisme politique, qui a fait « exploser » ses affaires avec une fortune culminant à 3,3 milliards de dollars après la vente d'une raffinerie d'État, Rompetrol Petromidia, qui s'est faite dans des conditions sinon illégales, pour le moins douteuses.

A l'intérieur d'un réseau, la collaboration se confond avec la complicité, la générosité avec les faveurs et la récompense avec le népotisme. La ligne rouge du conflit d'intérêt nous montre que ses « chefs » politiques étaient ses « subalternes » dans le monde des affaires, dont le pantouflage est une condition *sine qua non* pour avancer dans la grande politique.

Une cohorte de grands et de petits noms de la politique s'est rapprochée de Patriciu – homme d'affaires et businessmen. En 2003, sous la pression de l'UE et des États-Unis, la Roumanie a voté une loi interdisant le cumul de fonctions : homme politique ou fonctionnaire et homme d'affaires ou avocat actif. Patriciu a choisi le monde des affaires, mais il a gardé son appartenance à la politique.

Une analyse média a présenté le « cercle relationnel, c'est-à-dire le réseau clientéliste de Dinu Patriciu ; celui-ci comprend plus de 11 hommes et femmes politiques très influents, qu'il a

nommés à des postes rémunérés, ou qui ont entretenu des connexions d'affaires avec les compagnies de son propre empire.<sup>858</sup>

Tous sont d'anciens ou futurs Ministres dans des domaines clés : Finances, Économie et Justice. Teodor Meleșcanu, ancien ministre d'affaires et ancien chef des espions a été administrateur pour la compagnie Rompetrol. Ludovic Orban, ancien ministre des Transports, futur Premier Ministre, futur président du PNL, a été administrateur d'une compagnie de Patriciu, Rominserv, et Dinu Patriciu s'était personnellement porté garant pour lui auprès d'une banque (HVB), afin qu'Orban puisse obtenir une ligne de crédit. Calin Popescu Tăriceanu, ancien Premier Ministre, a été membre du Conseil de direction du Rompetrol Downstream entre 2003 et 2004. Catalin Predoiu, ancien ministre de la Justice, a été l'avocat, administrateur et / ou associé de Dinu Patriciu dans plusieurs compagnies, dont l'une qui aurait été impliquée dans l'affaire avec la Lybie.

Dans le réseau de type néopatrimonial patricien, on retrouve encore six hauts anciens ministres ou députés : Norica Nicolai, député, leader du parti, Teodor Atanasiu, ancien ministre de l'Autorité de Privatisation et ministère de la Défense, Sorin Potanc, ancien sous-secrétaire d'État dans le ministère de l'Économie et ancien associé de Decebal, Traian Remeș, ancien ministre des Finances, Victor Babiuc, avocat, ancien ministre de la Défense, Laszlo Borbely, ancien ministre des Travaux Publics. On y ajoute aussi la femme de l'ancien président du PNL, Adina Vălean, (Commissaire européen depuis 2020), qui a gagné 90.000 euros en consultance avec une entreprise de l'empire patricien.<sup>859</sup>

Un haut fonctionnaire public, Victor Eros, vice-président de la Commission nationale des valeurs mobilières (CNVM), qui était, en 1999-2000, membre de la raffinerie Vega Ploiesti, actuel Rompetrol, mais aussi vice-président du Fonds de Propriété d'État, fonction dont il a usé pour l'achat de la raffinerie Petromidia par Dinu Patriciu.

Ceci pourrait expliquer, par exemple, le fait que « Patriciu » ait reçu le contrat d'administration du Conpet SA, contrat qui a été rapidement résilié dès que les médias ont souligné

---

<sup>858</sup> « Rompetrol va clarifica miercuri intentiile privind obligațiunile scadente la 30 septembrie 2010 », HotNews.ro, Marți, 24 august 2010, [https://economie.hotnews.ro/stiri-finante\\_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intentiile-privind-obligatiunile-scadente-30-septembrie-2010-primi-statul-banii-datorati-vezi-istoricul-celei-mai-controversate-privatizari-romanesti.htm](https://economie.hotnews.ro/stiri-finante_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intentiile-privind-obligatiunile-scadente-30-septembrie-2010-primi-statul-banii-datorati-vezi-istoricul-celei-mai-controversate-privatizari-romanesti.htm)

<sup>859</sup> « Soția lui Crin Antonescu a câștigat anul trecut 90.000 de euro din consultanță pentru Patriciu », Luni, 13 Iunie 2011, Evenimentul Zilei, <http://www.evz.ro/detalii/stiri/crin-antonescu-si-a-depus-declaratia-de-avere-vezi-ce-situatie-financiara-are-liderul-pnl-93369.html>

le conflit d'intérêts : Conpet était la compagnie d'État en charge du transport du pétrole de toutes les compagnies concurrentes à Rompetrol.

Catalin Harnagea, ancien chef des espions roumains, Dorin Marian, ancien conseiller présidentiel, et Sebastian Vladescu, ancien ministre des Finances, ont navigué dans le slipstream de Patriciu à travers son empire bâti autour de Rompetrol.<sup>860</sup>

Il s'est construit une armada médiatique en Roumanie, en achetant le journal « *Adevarul* » et la licence pour la revue économique « *Forbes* », le tabloïde « *Click* » et des revues d'histoire et de pensée, où il a employé les intellectuels les plus représentatifs de la droite roumaine.

Mais Patriciu a fait partie des rares milliardaires qui ont tenté de construire un réseau d'influence au niveau international. Il a développé des affaires en Géorgie, avec l'ancien Premier ministre Vladimir Gurgénidze et a financé des associations non-gouvernementales et des think-tanks, comme « Dinu Patriciu Eurasia Center Atlantic Council ». En outre, il a dépensé plus de 850.000 dollars pour des services de lobby proche du Gouvernement américain.<sup>861</sup>

Les bourses de la Fondation Dinu Patriciu pour des centaines d'étudiants en politique ont été une autre initiative pour améliorer l'avenir de la Roumanie.

Malgré cela, Patriciu a plagié un ouvrage américain sur l'économie et la politique, ce dont il s'est défendu en disant que les passages avaient été copiés-collés de la version digitale disponible en ligne et que par conséquent, « il n'y [avait] pas de droit d'auteur sur internet. »<sup>862</sup>

Dan Voiculescu est, en quelque sorte, le Berlusconi de la Roumanie, mais sans le « bunga - bunga ». Il est, de loin, l'oligarque le plus influent de l'histoire de la Roumanie post-décembriste, qui a su conserver son pouvoir et augmenter sa fortune quel que soit le parti au pouvoir.

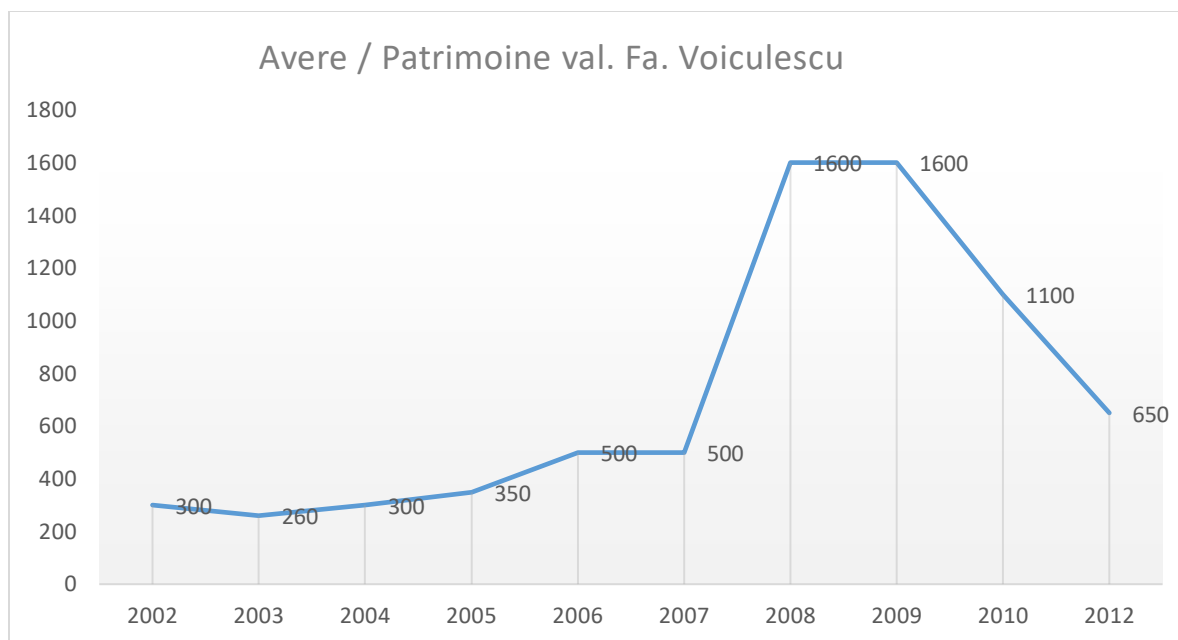
Dan Voiculescu, ancien délateur de la Securitate, est propriétaire du groupe de médias le plus influent, d'un nombre variable de « parlementaires de poche » qui adhèrent et exécutent sa politique selon un type patrimonial, la vassalité. Il s'est rapproché de personnes d'origine modeste, les a « formées », leur a offert une vie détachée de tout souci économique et leur a assuré un certain prestige dans la société en échange de leur loyauté totale.

---

<sup>860</sup> « Rompetrol va clarifica miercuri intentiile privind obligatiunile scadente la 30 septembrie 2010 », HotNews.ro, Marți, 24 august 2010, [https://economie.hotnews.ro/stiri-finante\\_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intentiile-privind-obligatiunile-scadente-30-septembrie-2010-primi-statul-banii-datorati-vezi-istoricul-celei-mai-controversate-privatizari-romanesti.htm](https://economie.hotnews.ro/stiri-finante_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intentiile-privind-obligatiunile-scadente-30-septembrie-2010-primi-statul-banii-datorati-vezi-istoricul-celei-mai-controversate-privatizari-romanesti.htm)

<sup>861</sup> Archives FARA.org entre 2005 et 2012 retrouvées par l'auteur

<sup>862</sup> Ioan T. Morar, « Dinu Patriciu la disperare », Vox Publica, REALITATEA.NET, 27 Nov 2009



Cet oligarque qui aime qu'on rappelle tous ses titres, professeur universitaire et docteur, reste le Patron le plus sophistiqué de la politique roumaine post-décembriste.

Il a charpenté sa fortune à travers des complicités et des opportunités souvent illégales, qui ont remis en question le système de Justice tout entier. Sa fortune a « explosé » entre 2005 et 2010, ce qui coïncide avec la période de sa forte implication politique, y compris pendant les années où son parti, à titre personnel, était au pouvoir. En 2005, le Top 10 évaluait la fortune de la famille Dan Voiculescu à 350 millions d'euros. Cinq ans plus tard, sa fortune était multipliée par cinq, atteignant son sommet avec 1,6 milliards de dollars en 2009. Voiculescu est devenu riche au lendemain de la révolution, grâce au transfert de la compagnie Crescent qu'il dirigeait, compagnie qui aurait été une compagnie secrète de la Securitate pour faire du commerce international.

Patriciu a utilisé la structure politique du Parti National Liberal pour promouvoir ses intérêts personnels et économiques, en utilisant les médias pour faire avancer ses objectifs de type néopatrimonial. Dan Voiculescu a créé un Parti issu de rien, l'a conduit jusqu'au Parlement et a obtenu des postes clés pour ses Clients seulement à travers des négociations et des enjeux de coulisses. Lui, personnellement, s'est mis à l'abri de la Justice grâce à l'immunité parlementaire, mais son manque total de charisme et son autoritarisme n'ont pas séduit l'opinion publique. Il s'est retiré dans une situation telle qu'il pouvait très bien maîtriser les attaques surprises et les ententes sulfureuses.

Voiculescu a gagné du crédit avec la création de l'Union Sociale-Libérale, qui en 2012 a gagné les élections avec le score incroyable de 66% des suffrages.

Pendant 26 ans, Voiculescu est resté le seul oligarque qui a conservé son pouvoir d'influence et sa présence dans le Top 10 des plus riches Roumains. On considère *a priori* tous les députés et sénateurs de son parti comme des Clients du réseau Voiculescu composé de 12 parlementaires en 2000, sous le sigle du Partidul Umanist din România (Parti Humaniste de Roumanie), 31 parlementaires en 2004 sous le sigle du Parti Conservateur (l'ancien parti avait changé du nom), 7 représentants au Parlement en 2008, 18 parlementaires en 2012 et la totalité des secrétaires d'État et directeurs de compagnies d'État.<sup>863</sup> La force médiatique et l'habileté de négociation de Voiculescu lui ont permis d'avoir des membres de son parti de poche et à la tête de Ministères et d'Agences gouvernementales très importantes.

Il est aussi le seul, parmi les oligarques, à avoir proposé et fait voter une loi qui porte son nom : la « Loi Voiculescu – 1/2009 »<sup>864</sup>, selon la Fondation FACIAS, dirigée par son ancien conseiller, devenu député de son parti de poche, Ovidiu Raetchi.

Voiculescu a tiré profit de plusieurs affaires d'État. Dans le cas de la privatisation de ICA Baneasa, une compagnie d'état agricole attractive grâce à l'acquisition de terrains dans la zone immobilière la plus chère de Roumanie, ou la compagnie Grivco,<sup>865</sup> qui a signé de contrats d'intermédiation de commerce d'énergie avec des profits colossaux : la compagnie de Voiculescu a reçu la permission d'acheter l'énergie produite par la compagnie d'État à un prix très bas et de la revendre au prix du marché. L'effort commercial était simplement de refacturer le transfert. Une compagnie de tourisme de son empire a également reçu un contrat de plusieurs millions d'euros du fonds européen sans appel d'offre.<sup>866</sup> Voiculescu a été condamné lui-même pour des faits de corruption.

---

<sup>863</sup> « Istoria se repetă: oamenii lui Voiculescu defectează din PSD. Cum s-au repositionat în ultimele două decenii aleșii controlați de omul de afaceri », 18 ianuarie 2021, 06:05 de Radu Eremia, [https://adevarul.ro/news/politica/istoria-repeta-oamenii-lui-voiculescu-defecteaza-psd-s-au-repositionat-ultimele-doua-decenii-alesii-controlati-omul-afaceri-1\\_60046a415163ec42710b38f4/index.html](https://adevarul.ro/news/politica/istoria-repeta-oamenii-lui-voiculescu-defecteaza-psd-s-au-repositionat-ultimele-doua-decenii-alesii-controlati-omul-afaceri-1_60046a415163ec42710b38f4/index.html)

<sup>864</sup> Legea nr. 1/2009 pentru modificarea și completarea Legii nr. 10/2001 privind regimul juridic al unor imobile preluate în mod abuziv în perioada 6 martie 1945-22 decembrie 1989

<sup>865</sup> En valeur de

<sup>866</sup> « Familia lui Dan Voiculescu, afaceri prospere cu statul: Fiica acestuia a pus mâna pe un contract de 3,6 milioane de euro din partea CONAS », B1 TV - 09 Ian 2012, 14:56, <https://www.b1.ro/stiri/eveniment/familia-lui-dan-voiculescu-afaceri-prospere-cu-statul-fiica-acestuia-a-pus-mana-pe-un-contract-de-3-6-milioane-de-euro-din-partea-conas-18675.html>



Parmi les noms qui ont des résonances dans son Parti, on retrouve George Copos, millionnaire, ancien vice-Premier ministre, qui a été condamné à la prison ferme pour des affaires de corruption, le Ministre de l'Économie, Codruț Sereș, qui a également été condamné pour faits de corruption, Dan Constantin, leader de son parti, qui a emprunté près de 300 mille euros à titre personnel à son Grand Patron<sup>867</sup> ou encore Dan Alexandru, ancien Secrétaire d'État dans le ministère de l'Économie.

Sorin Ovidiu Vîntu a été l'un des oligarques les plus influents, qui ont eu des intérêts politiques et qui se sont fortement impliqués dans la politique, selon une formule similaire à Patriciu et Voiculescu. Ancien délateur de la Securitate, il a reconnu que sa fortune avait été construite, au lendemain de la révolution, grâce à un capitalisme sauvage sans taxes, sans impôts et sans règles.<sup>868</sup>

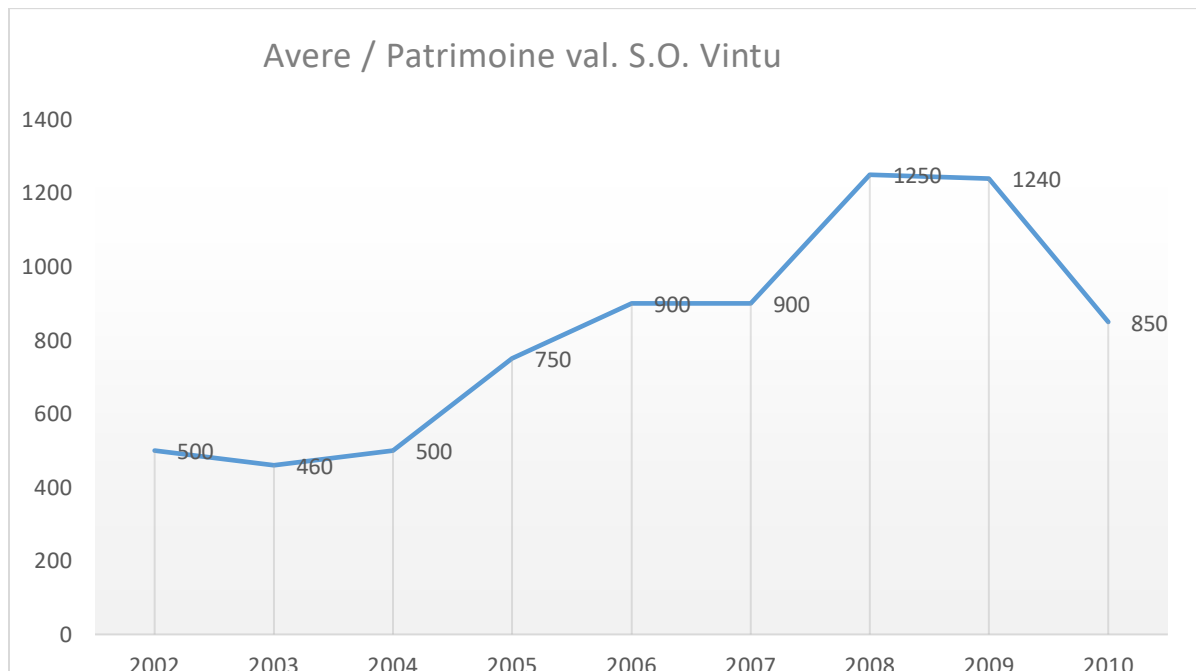


Figure 56. Après FNI, la fortune du Vîntu a augmenté de plusieurs centaines de millions d'euros

<sup>867</sup> « SURPRIZE! SURPRIZE! Daniel Constantin obligat să plătească datoriile lui Dan Voiculescu în dosarul ICA », 9 iulie 2017, 15:54, Evenimentul Zilei, <https://evz.ro/surprize-surprize-daniel-constantin-obligat-sa-plateasca-datori.html>

<sup>868</sup> « Sorin Ovidiu Vîntu: „Dacă statul român m-ar fi prins cu tot ce am făcut, făceam pușcărie pe viață“ », Adevarul, 2 decembrie 2014, [https://adevarul.ro/news/eveniment/video-exclusiv-sorin-ovidiu-vintu-daca-statul-roman-m-ar-prins-facut-faceam-puscarie-viata-1\\_547df123a0eb96501e4c39a2/index.html](https://adevarul.ro/news/eveniment/video-exclusiv-sorin-ovidiu-vintu-daca-statul-roman-m-ar-prins-facut-faceam-puscarie-viata-1_547df123a0eb96501e4c39a2/index.html)

Un modèle d'affaires qui a culminé avec la plus grande échelle pyramidale Ponzi par laquelle il a trompé plus de 300.000 déposants par une fraude d'une valeur totale de plus de 100 millions d'euros. Le Fonds National d'Investissement a été une grosse affaire de corruption, qui a impliqué une dizaine de PEPs au plus haut niveau d'État, y compris une banque d'État qui avait garanti « les investissements » du FNI – Ponzi. Toutes les pertes ont été remboursées par l'État roumain.

Vîntu a employé plus de 300 anciens officiers de renseignements<sup>869</sup>, certains ont quitté leurs postes pour devenir chefs de filiales du FNI. Quand le chef de l'unité de Police spécialisée a rassemblé les preuves pour prouver la fraude, l'enquête a été stoppée par le ministre des Affaires Internes, selon la même source, qui à l'époque était Constantin Dudu Ionescu.

Vîntu a construit un empire médiatique et il a collectionné les journalistes, certains très compétents, certains payés royalement pour arrêter leurs investigations sur l'empire SOV. Un sténogramme déposé dans la Cour par les procureurs a prouvé à quel point il a utilisé son empire médiatique<sup>870</sup> pour s'attaquer à la Justice, aux hommes politiques et hommes d'affaires pour les « lapider » publiquement et aussi à quel point les politiques avaient peur de lui.

Le crash du FNI a influé sur le cours de la monnaie, les pronostics financiers du pays et les révoltes sociales, parfois des suicides ou des manifestations. Grâce à son pouvoir et au contrôle des informations sensibles, Vîntu a mis à genoux la Banque Centrale de Roumanie qui a caractérisé le crash comme « ayant des conséquences positives » : « Cependant, la crise déclenchée en mai par l'effondrement du Fonds National d'Investissement a eu deux résultats positifs. D'une part, il a démontré la résistance aux attaques spéculatives de la plus grande banque roumaine, la BCR, et d'autre part, il a imposé de repenser le rôle joué sur le marché des capitaux par la Commission nationale des valeurs mobilières, dans le sens de renforcer la fonction de surveillance exercée. »<sup>871</sup>

Vîntu a réussi à contrôler plusieurs grandes affaires très profitables, avec la complicité de certains hommes politiques haut placés. Il a payé un pot de vin d'un million d'euros à Bogdan Olteanu, ancien président de la Chambre des Députés, qui en échange a nommé un journaliste « pâte à modeler » comme gouverneur de la Delta du Danube, région où Vîntu avait des activités

---

<sup>869</sup> BADEA Camelia « Dosarul Vintu: Dezvaluiri spectaculoase ale ofiterului care a anchetat cazul FNI », Miercuri, 15 Septembrie 2010, <https://ziare.com/sorin-ovidiu-vantu/fni/dosarul-vintu-dezvaluiri-spectacu>

<sup>870</sup> « Blog Dan Andronic, Exclusivitate! S.O. Vîntu catre seful de la Realitatea TV: "Nu sunteti liberi, nene. Va convine, lucrati, nu va convine, plecati, ce mare cacat!" », 18 octombrie 2010,

<sup>871</sup> Rapport Annuel de la Banque Nationale du Roumanie, 2000, page 16

économiques. Très sûr de sa puissance, Vîntu a essayé d'humilier le président de la République en fonction à l'époque, Traian Băsescu. Dans une émission live avec Dinu Patriciu, il a dit en direct : « Fortifiez votre État ! », une incitation destinée à ridiculiser le chef d'État. En effet, il a réussi à convaincre le très réservé ancien Premier Ministre Nicolae Văcăroiu d'être, pour une courte période, le directeur d'une de ses banques, Banca Romana de Scont, qui plus tard a été déclarée en faillite. Dans la bataille contre le président de la République Vîntu a utilisé le maximum de ressources disponibles ; il a même employé l'avocat qui travaillait avec la fondation partenaire de Reporters sans Frontières en Roumanie.<sup>872</sup>

Dans la structure de clientélisme, on observe que Voiculescu, Patriciu et Vîntu partagent la même typologie d'accès et de contrôle des ressources : être proche ou délateur de la Securitate, s'impliquer directement dans la politique en utilisant la manipulation des médias contre la Justice pour obtenir l'immunité et pour défendre leur accès préférentiel aux ressources d'État. Patriciu est issu du monde politique et est devenu homme d'affaires, Voiculescu est issu du monde des affaires et est devenu homme politique tandis que Vîntu est issu du monde des affaires et y est resté en choisissant de s'impliquer dans la politique à travers des intermédiaires. Ils ont été tellement puissants que des anciens Premiers ministres ou Présidents sont devenus leurs employés ou leurs partenaires d'affaires.

Adrian Năstase est le quatrième Grand Patron. Il présente un ADN complètement différent : intellectuel, qui parle plusieurs langues étrangères, ancien professeur de droit international, assez confortablement installé pendant la dictature en tant que gendre d'un haut dignitaire de Ceaușescu, ce qui l'a protégé des caprices de la Securitate, et qui a su construire en silence son empire politique. Adrian Năstase, ancien Premier ministre de la Roumanie entre 2000 et 2004, a été le Grand Patron le plus influent de tous. Issu exclusivement de la politique, Năstase est arrivé au pouvoir après une période de grande corruption et d'instabilité gouvernementale, avec des conflits quotidiens entre les différents partis de la même coalition.

Adrian Năstase a organisé, centralisé et systématisé la corruption. Durant son mandat, le clientélisme et la corruption ont été intégrés comme une étape dans l'acte de gouvernance. La

---

<sup>872</sup> « Doru Costea, avocatul lui Sorin Ovidiu Vantu, despre tergiversarea dosarelor SOV vs. Basescu », septembrie 11th, 2010, <http://www.sroscas.ro/site/2010/09/11/doru-costea-avocatul-lui-sorin-ovidiu-vantu-despre-tergiversarea-dosarelor-sov-vs-basescu/>; Doru Costea était collaborateur de la fondation Active Watch – Academia Catavencu Asociatia de Monitorizare a Presei achetés par Vintu

corruption était conditionnée par la réalisation de l'objectif. En clair, au lieu de voler l'argent pour construire une autoroute, l'autoroute coûtait plus chère, mais le projet était réalisé.

Ceci a donné naissance à un phénomène rare : après dix années de saccage et de pauvreté, les Roumains ont commencé à apprécier ce type de pouvoir pervers qui leur donnait un peu de prospérité et le goût du progrès.

La corruption est devenue acceptable et tolérable grâce au régime Năstase qui, aux yeux des Roumains, profitait d'une grande popularité caractérisée simplement par un sentiment d'impuissance et de stoïcisme : « Le Gouvernement Năstase vole, mais, ou moins, il fait quelque chose pour nous aussi : des écoles, des hôpitaux, des autoroutes et de croissance économique ». En effet, la reconstruction de la Roumanie pendant le régime Năstase s'est faite en phagocytant l'État, au détriment à long terme de ceux qui pensaient qu'un peu de corruption à la tête d'État n'était pas si menaçante du moment que le pays progressait quand même. Sa passion pour le luxe, pour l'art très cher, pour les propriétés immobilières, ont ajouté au nom d'Adrian Năstase des surnoms comme « Roi – Soleil » ou « Moi-même ».

En effet, les trois oligarques - Voiculescu, Patriciu, Vîntu – ont demandé, négocié et reçu la permission de s'enrichir pendant le régime de Năstase. Les bases de leurs affaires, la construction de leurs réseaux ont reposé sur la décision ou sur un manque de décision d'Adrian Năstase. Voiculescu a obtenu des avantages financiers importants avec les compagnies d'État entre 1995 et 2002, mais aucune action judiciaire n'a été démarrée contre lui pendant le régime de Năstase. Patriciu a obtenu des avantages énormes dans le dossier Petromidia Rompetrol de la part du Cabinet Năstase, qui a transformé Patriciu, en quelques années, en l'un des hommes les plus riches du monde. Vîntu a fraudé le FNI pendant des années ; le FNI s'est effondré pendant les années 2000 mais, pendant le mandat de Năstase, les procureurs n'ont démarré aucune vraie enquête sur la source de la corruption. En revanche, le régime Năstase a autorisé les procureurs à ouvrir une enquête contre Traian Băsescu, futur Président de la Roumanie, dans le dossier concernant la vente de la flotte de la Roumanie et la création d'un préjudice de 275 millions de dollars. Ce préjudice a été infirmé par des experts indépendants quatre années plus tard.

L'héritage de Năstase est toujours présent dans la vie politique roumaine. Traian Băsescu est devenu Président de la République en 2004, comme une alternative à Adrian Năstase. En 2012, Victor Ponta, le protégé de Năstase, est devenu Premier ministre de la Roumanie, en partageant le pouvoir avec Liviu Dragnea, chef du PSD. Ponta a été lancé dans la grande politique par Adrian

Năstase, qui a déroulé le tapis rouge pour ce jeune ancien procureur sans activité. Năstase a été le directeur de thèse de Ponta, a nommé son doctorant chef du Corps de Contrôle de son Cabinet ; puis Ponta est devenu député, président de l'organisation des jeunes du PSD et enfin, il s'est marié avec la fille d'Ilie Sirbu, très bon ami d'Adrian Năstase et Ministre dans son Gouvernement.

Traian Bănescu, Victor Ponta et Liviu Dragnea ont, tous, créée des réseaux de type clientéliste au cours de leurs mandats. Traian Bănescu a nommé Elena Udrea, comme chef de la Chancellerie présidentielle, une jeune avocate mariée avec un homme d'affaires très proche du régime Năstase. Elena Udrea a été nommée Ministre du Tourisme malgré son manque d'expérience dans le domaine et s'est impliquée fortement dans le financement des élections du parti du Président Bănescu, le Parti Démocrate. En parallèle, elle a reçu des sinécures dans les conseils d'administration de certaines compagnies d'État. Son mari, Dorin Cocos, faisait partie du « Réseau Bittner », qui a été privilégié pendant le régime Năstase. En effet, Bittner a acheté plusieurs propriétés immobilières d'État, avec une compagnie qui était liée aussi à Sorin Ovidiu Vîntu.<sup>873</sup> Le même associé de l'épouse d'Udrea, Alexandru Bittner, a payé plus de 400.000 dollars de bijoux achetés à la tante d'Adrian Năstase.<sup>874</sup> On ajoute aussi le fait que Ponta avait commis un plagiat pour sa thèse de doctorat et son titre de docteur lui a été retiré.<sup>875</sup>

Victor Ponta et Liviu Dragnea ont ruiné la réputation du poste de Premier Ministre en Roumanie, en attaquant la Justice avec ténacité et insolence. Ponta et Dragnea ont nommé dans des fonctions publiques des personnes compromises, faciles à contrôler et ils travaillaient main dans la main avec Voiculescu, Patriciu et Vîntu pour sauver la liberté de leur protecteur, Adrian Năstase.

Bănescu, Ponta et Dragnea ont tous été des Patrons politiques, mais aucun n'a atteint le niveau de Grand Patron comme Năstase. Aucun n'a concentré entre ses mains le même pouvoir immense que Năstase et ils n'ont créé aucune vague de « followers ». Les trois principales raisons sont :

---

<sup>873</sup> TĂPĂLAGĂ Dan « Fata nestiuta a gruparii Bittner-Cocos: Cum a cumparat Palatul Reginei Maria de pe litoral si 1, 5 hectare in inima statiunii Mamaia. Plus legatura Udrea – Mazare », HotNews.ro, Vineri, 22 mai 2015, 15:18, <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-20181239-fata-nestiuta-gruparii-bittner-cocos-cum-cumparat-palatul-reginei-maria-litoral-1-5-hectare-inima-statiunii-mamaia-plus-legatura-udrea-mazare.htm>

<sup>874</sup> « Matusa Tamara a platit plafonul lui Nastase », de Evenimentul Zilei, Luni, 27 martie 2006, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1185127-matusa-tamara-platit-plafon>

<sup>875</sup> „Verdict FINAL. Fostul premier VICTOR PONTA A PLAGIAT în lucrarea de DOCTORAT”. Evenimentul Zilei, 19/10/2016.

1) la libéralisation de l'accès à l'information à travers internet et les réseaux sociaux, qui ont permis de coaguler une réponse rapide et des protestations de la part des Roumains ;

2) une Justice plus puissante, créée par Traian Băsescu et Monica Macovei, Ministre de la Justice, qui a commencé à exercer son rôle contre les dirigeants au pouvoir, contre même le président et sa famille – situation très improbable pendant les mandats des Présidents Ion Iliescu et Emil Constantinescu et leurs Premiers Ministres ;

3) l'implication directe, effective et efficace de l'Union Européenne contre les dérapages totalitaires et corrompus.

Pour en revenir à la catégorie du Top 10, il faut se rappeler que tous les millionnaires roumains du Top 10, à peu d'exceptions près, ont bénéficié du clientélisme politique.

| Cat. | Noms   | Années en Top 10 | PPE |
|------|--|------------------|-----|
| 1    | Ion Țiriac, Ioan Nicolae (2)   | 13-15 années     | Oui |
| 2    | Dinu Patriciu, famille Voiculescu, frères Micula, Sorin Ovidiu Vîntu (4)   | 9-12 années      | Oui |
| 3    | Famille Adamescu, famille Păunescu, Iosif Constantin Dragan (3)  | 8 années         | Oui |
| 4    | Frank Timis, Gabriel Comanescu, Frères Cristescu, George Becali, Zoltan Teszari, Frères Paval (6)                            | 4-7 années       | Oui |
| 5    | Gruia Stoica, Iulian Dascalu, Ovidiu Tender, Gabriel Popoviciu<br>Ioan Neculaie, George Copos, Liviu Tudor, Radu Dimofte (8) | 1-3 années       | Oui |

Tableau 13. Richesse et implication politique. Nombre d'années dans le Top 10. Pour l'année 2007 les données ne sont pas complètes. Données recueillies par l'auteur.

Dans la même catégorie 4-9-12 années du Top 10, entrent aussi les frères Micula. Les frères Micula, hommes d'affaires avec une fortune de 2,1 milliards de dollars en 2007, ont dominé le marché de la production d'alcool et de boisson gazeuses et ont bénéficié de plusieurs avantages fiscaux,<sup>876</sup> détenant à un certain moment trois chaînes de télévision (Național TV, Favorit TV, N24), une radio (Național FM) et le journal Realitatea Românească. Les frères ont été accusés

<sup>876</sup> « "European Drinks", o afacere pe banii Securitatii » Informatia de Vest  
Marți, 12 septembrie 2006, [https://www.hotnews.ro/stiri-presa\\_regionala\\_arhiva-1716053-european-drinks-afacere-banii-securitatii.htm](https://www.hotnews.ro/stiri-presa_regionala_arhiva-1716053-european-drinks-afacere-banii-securitatii.htm)

d'être trop proches de la Securitate du fait de leur environnement professionnel pendant la dictature, mais cette accusation n'a jamais été prouvée.

Cette typologie, on l'observe à répétition, à une échelle moins grande, chez les autres riches et puissants de Roumanie. Nous avons étudié les cinq premiers hommes riches et influents du Top 10. L'autre moitié d'entre eux n'est pas différente et c'est justement là la preuve que ceux-là ont manqué de pouvoir pour procéder au pillage de l'Etat. Parfois, les alliances entre les moins riches et des politiques très puissants ont également donné des coups très durs au sommet du Top 10.

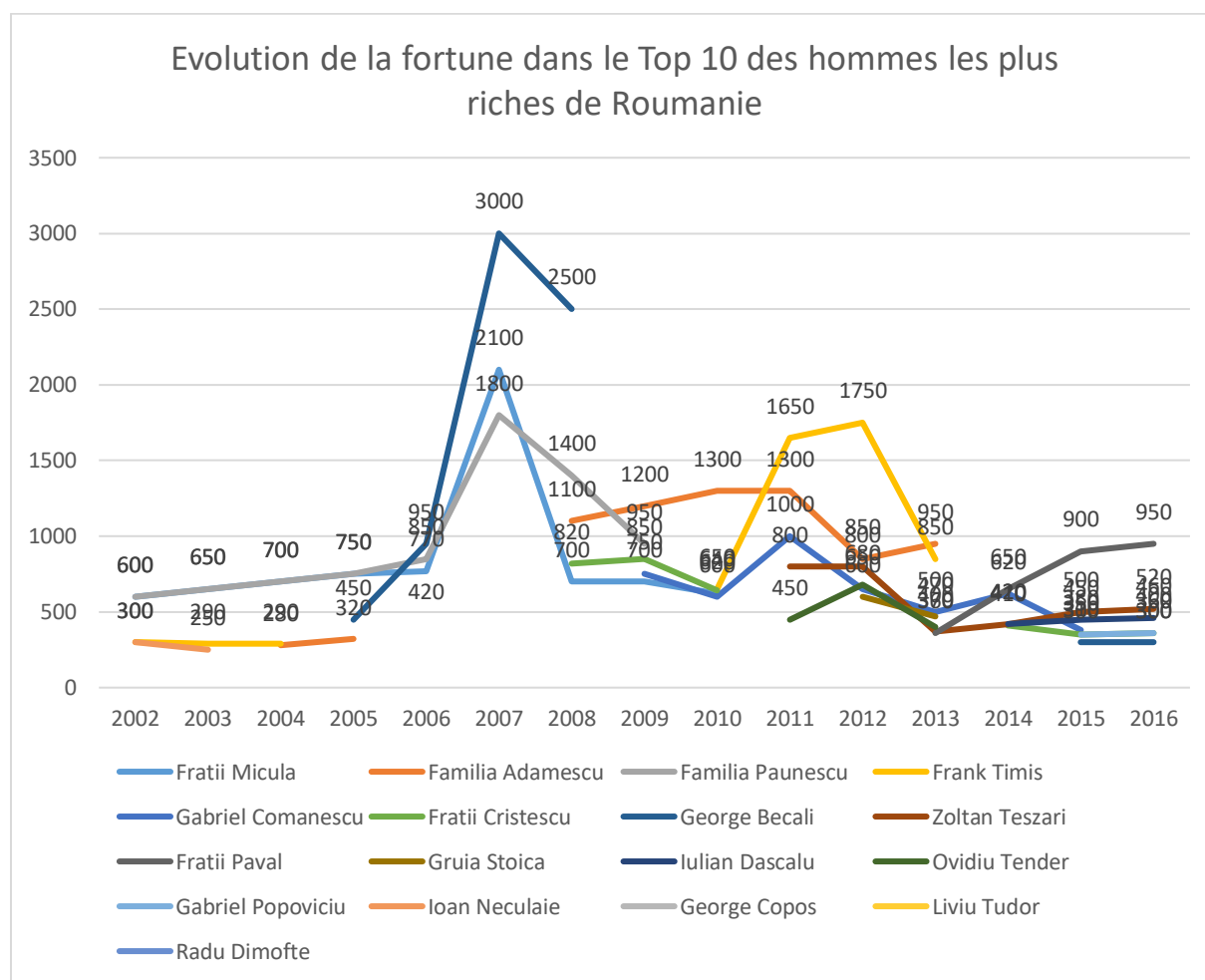


Figure 57. Figure 29. Les données n'incluent pas Țiriac, Dragan, Voiculescu, Patriciu, Vîntu. Auteur : Marius Draghici. Sources : Capital

C'est le cas de l'alliance Ghiță – Ponta. Sebastian Ghiță, jeune entrepreneur IT, avec une fortune évaluée à seulement 125 millions d'euros en 2010<sup>877</sup>, ami et partenaire d'affaires de la famille de l'ancien Premier Ministre Victor Ponta, a réussi à « capturer » l'empire médiatique de Vîntu après une lutte juridique et médiatique très dure.

Une autre famille, celle des frères Păunescu, les trois frères et leurs fils, ont bâti leur fortune grâce à la protection politique du régime PDSR et avec des crédits sans garantie obtenus dans des conditions très avantageuses auprès de la banque d'État Bancorex. Ils possédaient le journal *Curierul National*, mais il était peu influent sur le marché des médias, et aussi une chaîne de télévision assez bien cotée, B1 TV. Cependant, certains journalistes se sont lancés dans la grande politique, parmi eux l'ancien commissaire européen Corina Cretu.

Dans la liste du Top 10 des Roumains les plus riches de 1989 à 2016, figure curieusement le nom de George Becali. Il a fait sa fortune à travers des transactions immobilières dans la zone immobilière la plus chère de Roumanie, au nord de la capitale. En 2007, Becali a touché une fortune de 3 milliards de dollars, une fortune colossale. Entre 1996 et 1999, Becali a obtenu une fortune grâce un « échange » de propriétés immobilières avec le Ministère de la Défense qui a cédé plus de 28 hectares à Becali dans des conditions terribles pour l'État roumain. Becali a également obtenu dans des conditions douteuses le contrôle du club – fanion de football roumain, « Steaua București » (« L'Etoile de Bucarest).

Becali s'est impliqué dans la politique. Il a financé un parti politique (Partidul Noua Generatie), sans avoir de succès aux élections. En 2009, Becali est devenu eurodéputé sur la liste du parti antisémite Grande Roumanie, en 2012 député du Parti National Liberal sur la liste de l'Union Social – Libérale.

Comme nous l'avons constaté, 23 personnes figuraient dans le Top 10, dont 15 se sont maintenues plusieurs années d'affilée (voir le Tableau quel numéro 11- Richesse et implication politique).

Dan Grigore Adamescu était un homme d'affaires retourné en Roumanie après la chute de la dictature. Adamescu a construit son empire dans les assurances, l'immobilier et l'industrie hôtelière, mais il a également investi dans les médias. Il a acheté le très influent journal *Romania Libera* et l'hebdo *Academia Catavencu* et il les a utilisés pour défendre ses entreprises mêlées à

---

<sup>877</sup> « Sebastian Ghita si-a triplat averea în cinci ani », Ziare.com, Luni, 25 Octombrie 2010



des dossiers pénaux. Il ne s'est pas impliqué en politique, mais certaines personnes favorables lui ont assuré une protection médiatique.

L'utilisation de structures de relation de type néo-patrimoniale est omniprésente parmi les autres multimillionnaires. Iosif Constantin Dragan offrait des cadeaux très chers, des bijoux et des vêtements à Elena Ceaușescu, l'épouse du dictateur<sup>878</sup>. Sa propre épouse était la fille du général Gușă, coordinateur de l'action militaire contre les manifestants de Timisoara en 1989, qui avait laissé la ville dans un bain de sang. Dragan avait ultérieurement financé plusieurs postes de radio, des journaux et des chaînes de télévision dans la région du Timisoara.<sup>879</sup> Frank Timis a gagné une exploitation aurifère en Roumanie, à Rosia Montana, dans des conditions très suspectes qui ont engendré une réaction très forte dans la société roumaine qui s'est opposée à la destruction du patrimoine naturel de la zone montagneuse. Gabriel Comanescu et les frères Cristescu ont augmenté leur fortunes grâce à des privatisations sulfureuses, Gruia Stoica à travers des contrats d'État dans le domaine ferroviaire, tandis que George Copos a profité de contrats avec la Loterie Nationale.<sup>880</sup>

Ovidiu Tender est lié à RAFO et à d'autres affaires à Bacau. En 2006, Victor Ponta, à l'époque député et avocat, a fait une irruption abusive lors de l'audition au Tribunal pendant le procès et il a essayé de forcer la main du juge pour prolonger la séance de quelques heures, afin que le mandat d'arrêt de son client, Ovidiu Tender soit expiré et que son client soit remis en liberté.<sup>881</sup>

Dans la même région du Bacau, mais avec d'autres personnes, opposées à Tender, s'est élevé Liviu Tudor, un « tycoon » immobilier.

Gabriel Popoviciu a fait fortune dans les affaires immobilières avec une université et a reçu des financements illégaux de fonds européens pour améliorer l'infrastructure dans cette zone.<sup>882</sup>

Radu Dimofte<sup>883</sup> concernant l'achat des terrains dans une zone très chère d'une ancienne

---

<sup>878</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

<sup>879</sup> « Micile secrete ale lui Iosif Constantin Drăgan », Revista Bilanț nr.2 din noiembrie 2004, <http://www.presadeinvestigatii.ro/tag/veronica-gusa/>

<sup>880</sup> « Dosarul "Loteria I" - George Copos a fost condamnat definitiv la 4 ani de inchisoare cu executare », Hotnews.ro, 25 august 2014, <http://www.hotnews.ro/ancheta-7464839-dosarul-loteria-george-copos.htm>

<sup>881</sup> « Stenograme 2006. De ce a fost dat afară avocatul Victor Ponta din ședința de judecată în care îl apăra pe Ovidiu Tender », 22.04.2013, Digi 24, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/stenograme-2006-de-ce-a-f>

<sup>882</sup> « Terenul Aviației Utilitare, zbor spre imobiliare », Rise Project, 31.07.2015, <https://www.riseproject.ro/terenul-aviatiei-utilitare-zbor-spre-imobiliare/>

<sup>883</sup> « Terenul Aviației Utilitare, zbor spre imobiliare », Rise Project, 31.07.2015, <https://www.riseproject.ro/terenul-aviatiei-utilitare-zbor-spre-imobiliare/>

compagnie d'Etat dont la privatisation s'est faite dans des conditions très troubles. Tous les deux – Popoviciu et Dimofte – sont les fils d'anciens hauts dignitaires de la dictature.

Une chaîne télévisuelle d'informations très appréciée en Roumanie, Digi24, est la propriété de Zoltan Teszari, multimillionnaire dans le Top 10. Teszari a bâti sa fortune dans le domaine des télécommunications, mais il détient une chaîne de télévision et une chaîne de radio très influentes. Teszari est entré en conflit avec Voiculescu sur les droits de diffusion des matches de football. La chaîne de télévision de Voiculescu aurait fait du chantage sur un supposé pot-de-vin que la compagnie de Teszari lui aurait versé afin d'obtenir le contrat.<sup>884</sup>

Les Grands Patrons et les Patrons sont impuissants sans leurs réseaux de clientélisme. Dans cette structure néo-patrimoniale, nous trouvons une hiérarchie en continuel échange. Chaque Patron voudrait se rendre maître de l'accès aux ressources d'État pour lui-même et pour sa clientèle. Mais cela crée aussi une rivalité entre les Patrons, avec des Clients qui changent de loyauté. Certains Clients n'appartiennent pas à un certain réseau, mais sont plutôt des facilitateurs (« brokers ») d'accès à un Patron ou entre les réseaux.

Chaque changement de pouvoir politique en Roumanie a été marqué par une alternance du pouvoir. Aucun parti n'a gagné les élections deux fois de suite. À cause de cela, chaque changement de pouvoir a eu aussi comme objectif « la lutte contre la corruption », contre les Grands Patrons et les Patrons non-affiliés. Parfois, certains Clients faisaient partie de plusieurs réseaux.

Nous avons identifié plusieurs réseaux de clientélisme politique dans la Roumanie post-communiste : « Mafia de la Bacau », « Roi – Soleil » ou « Moi-même », « Club Monaco », « Le Clan Mazăre », « La réseau Dragnea », « Les enfants gâtés de l'Énergie » et « La Mafia de l'alcool », la « Réseau Voicu » et les fidèles de Voiculescu, Patriciu et Vîntu.

Si on prend l'exemple des PPEs des années 1990 – 2004, certains médias ont constaté la concentration du pouvoir, les privilèges et l'immunité autour de certains groupes.

Par exemple, dans un discours public a été présentée la « Mafia de Bacau », selon le nom de la ville située au nord-est de la Roumanie. Les médias intéressés ont remarqué que les hommes d'affaires associés à Corneliu Iacobov ont bénéficié de contrats et d'un accès aux ressources

---

<sup>884</sup> « Justitia intra in Top 300. Cu mascatii. Evolutia bogatilor Romaniei in ultimul deceniu », HotNews.ro, Luni, 23 iunie 2014, <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-17534798-justitia-intra-top-300-mascatii-evolutia-bogatilor-romaniei-ultimul-deceniu.htm>

financières plus facilement que les autres hommes d'affaires hors de ce réseau de clientélisme. Parmi les Clients, on retrouve les frères, les épouses, les enfants, les parrains... etc. qui sont tous liés à des contrats avec certaines compagnies d'État, comme RAFO et les institutions de privatisations. Les FPPs / SIFs ont été des outils transporteurs de corruption et de clientélisme, qui ont permis à un groupement d'agir en-dehors de leur géographie.

Le « cerveau » supposé était le député Viorel Hrebenciuc, très influent député du parti social-démocrate. De ce groupe, plusieurs personnes ont été nommées dans à des postes de haute importance publique. Finalement, tous les Patrons locaux étaient sous la direction des supposés des Patrons – Viorel Hrebenciuc et le Premier Ministre Adrian Năstase.

D'autres réseaux concurrents dans la même période étaient ceux créés autour de l'oligarque Viorel Tender, qui, selon certains médias, était le Grand Client d'un Grand Patron : le général Ioan Talpeș, ancien chef de l'Espionnage roumain et conseiller du Président Ion Iliescu. Ses compagnies ont bénéficié de contrats d'État, souvent dans des conditions suspectées de clientélisme. Par exemple en 2004, la compagnie d'assurances contrôlée par Tender a gagné des contrats de plusieurs millions de dollars avec le Ministère de la Défense.<sup>885</sup> Une autre compagnie de Tender, Prospectiuni SA, a obtenu plus de 275 millions d'euros en contrats avec des compagnies dont l'État gardait le contrôle ou dont il conservait une partie importante des actions.<sup>886</sup>

Sous chaque régime, les politiques ont eu des favoris ou des hommes forts. Ainsi, Patriciu a été l'homme fort des années 1996 – 2000, alors que Voiculescu et Vîntu étaient dans l'ombre. À cause de la complexité constitutionnelle, en Roumanie le pouvoir est partagé entre le Président de la République et le Premier Ministre. Dans les années 1992- 1996, il y a eu un président puissant, Ion Iliescu, avec des Premiers Ministres qui ont accepté son autorité. Dans le mandat du Président Emil Constantinescu, les Premiers Ministres qui se sont succédé ont été changé au gré du Président, mais pas toujours facile. Victor Ciorbea a présenté sa démission sans discuter, cependant que Radu Vasile a refusé de présenter la sienne jusqu'au moment où il se « [s'est retrouvé] tout seul dans le bureau ». Le mandat du président Iliescu entre 2000 et 2004 a été marqué par un changement de paradigme : le Premier Ministre Adrian Năstase était plus puissant que le président. Ensuite, entre

---

<sup>885</sup> «Tender a pierdut Armata » Buna ziua, Ardeal Vineri, 10 martie 2006, 0:00, [https://www.hotnews.ro/stiri-presa\\_regionala\\_arhiva-1724038-tender-pierdut-armata.htm](https://www.hotnews.ro/stiri-presa_regionala_arhiva-1724038-tender-pierdut-armata.htm)

<sup>886</sup> Detalii Contracte castigate prin SEAP de SC PROSPECTIUNI SA (CUI: 1552801), <https://baniitai.info/sc-prospectiuni-sa/?detalii=contracte&pagina=1&ccuis=all>

2004 et 2014, les deux mandats du président Bănescu se sont succédé, Grand Patron dans le premier mandat, et moins influent dans son deuxième mandat, quand il a perdu le contrôle du Parlement.

Il faut préciser que la répartition était faite selon un algorithme gouvernemental et que le parti du président Bănescu a partagé ses fonctions avec les autres partis de la coalition – PNL et le Parti Humaniste / Conservateur.

Pendant les mandats du Président Bănescu, le clientélisme politique a été très élevé. Par exemple, dans le cas de 13 compagnies d'État, nous avons identifié au moins 24 personnes qui ont été nommées au conseil d'administration pour des raisons d'appartenance à un réseau de clientélisme politique.<sup>887</sup> La petite - fille du Président Bănescu, Elena Bănescu, est devenue eurodéputé malgré son manque de compétence et d'activité politique.

On pouvait également observer le haut niveau de clientélisme de corruption dans la période Ponta – Dragnea, où l'on voyait dans ce Cabinet des membres de sa famille élargie : par exemple, le cousin de sa femme était ministre de la Justice. Des actions de clientélisme politique international avaient également des répercussions sur la sécurité nationale et européenne – le cabinet Ponta avait signé une entente avec la Chine pour la construction de deux nouveaux réacteurs pour la centrale nucléaire du Cernavoda, malgré les protestations de compagnies françaises et allemandes, des compétiteurs avec des technologies plus sécurisées et qui ne représentaient pas de menace pour la sécurité nationale du pays.<sup>888</sup> Cette pratique a été utilisée par son parrain politique, Adrian Năstase : en 2004 la Roumanie a acheté des missiles militaires HAWK PIP III au Pays – Bas alors qu'ils étaient cancérigènes.<sup>889</sup> L'achat a été fait entre les deux tours des élections présidentielles en moins de trente jours.

En 2014, Klaus Iohannis est arrivé au pouvoir et a nommé un Gouvernement de technocrates jusqu'aux élections de 2016, année où notre analyse s'arrête.

La structure et la force des réseaux trans-politiques était visible dans les années 2000, année électorale. Selon une analyse, S. Brucan s'exprime : « Beaucoup plus évidente et même agressive sera la présence dans la bataille électorale du grand capital, qui se manifeste à la fois par le

---

<sup>887</sup> CET Craiova, CET Turceni, CET Rovinari, Hidroelectrica SA, Electrica SA, Electrica Distributie Muntenia Nord, Electrica Distributie Transilvania Nord, Petrom SA, Distrigaz Sud SA, Distrigaz Nord SA, Romgaz, Conpet

<sup>888</sup> PIRVOIU Claudia, « Cum a ajuns statul roman sa colaboreze cu chinezii pentru construirea Reactoarelor 3 si 4 de la Cernavoda », HotNews.ro, Luni, 21 septembrie 2015, 11:27, <https://economie.hotnews.ro/stiri-energie-20440440-cum-ajuns-statul-roman-colaboreze-chinezii-pentru-construirea-reactoarelor-3-4-cernavoda.htm>

<sup>889</sup> « Rachete cancerigene olandeze pentru militarii nostri », Romania Libera, 20 iunie 2006, <http://www.romanialibera.ro/special/investigatii/rachete-cancerigene-olandeze-pentru-militarii-nostri>

financement direct des partis politiques et par l'ambition de devenir des magnats des médias, des propriétaires de journaux, des stations de radio et de télévision. Lancer un journal ou une publication hebdomadaire coûte une fortune et créer une chaîne de télévision coûte des millions de dollars. Dinu Patriciu, Mihai Cârciog, Ion Rațiu, Sorin Vântlu, Adrian Sârbu, Iosif Naghi, Valentin Păunescu, Dan Voiculescu, Marcel Avram, Popescu-Tăriceanu a conquis des positions importantes dans les médias. Pour citer le cas d'un magnat roumain qui, pour mettre le journal sur le marché, est prêt à perdre quinze mille millions de lei par mois. Media Pro Group investit dans Ziarul Financiar plus d'un million de dollars. Gelsor de Sorin Vîntu a acheté tout un réseau de journaux au groupe. Tofan, le Moniteur provincial, avec un chiffre d'affaires de plus de mille milliards de lei. Les gens d'affaires, à travers leurs organisations, ils sont présents pour la première fois dans la bataille électorale. »<sup>890</sup>

Rappelons les critères énoncés au début de ce chapitre pour définir un Grand Patron :

- 1) être PPE ou avoir quelqu'un de sa famille qui l'est
- 2) disposer d'argent privé ou du pouvoir de répartir l'argent public
- 3) avoir des relations avec au moins une PPEs dans la Justice ou / et les services de renseignement
- 4) posséder un groupe de presse sous contrôle
- 5) avoir créé un réseau de fidèles

Les gens qui sont à la tête du pouvoir et qui ont de l'argent n'ont pas de légitimité politique pour autant. Vîntu, par exemple, est publiquement détesté pour avoir volé les économies des Roumains. Patriciu et Voiculescu ont accomplis des actes charitables et ils ont associés leurs noms à certaines actions au bénéfice de leurs idées, de leurs principes et de leurs visions. Ils ont joui d'une meilleure réputation, mais aucun n'a connu la légitimité populaire et démocratique obtenue par vote d'Adrian Năstase et de Traian Băsescu.

Selon nos critères, L'Index du plus influent PPÉs du Roumanie et le Top 10 PPÉs aurait la structure suivante :

---

<sup>890</sup> BRUCAN Silviu, *România În Derivă*, Editura Nemira, 2000, page 52

| Nom                | Clientélisme | Condamnations                              |
|--------------------|--------------|--|
| 1. Dan Voiculescu  | I -V         | prison pour faits de corruption            |
| 2. Adrian Năstase  | I-V          | prison pour faits de corruption            |
| 3. Dinu Patriciu   | I-V          | Décédé pendant le procès pénal, corruption |
| 5. Traian Băsescu  | I-V          | confirmé, lien Securitate                  |
| 3. Dinu Patriciu   | I-V          | décédé pendant le procès pénal             |
| 4. Ion Iliescu     | I-IV         | dossier en cours sur l'implication         |
| 6. Liviu Dragnea   | I-V          | prison pour faits de corruption            |
| 7. Ovidiu Tender   | I-V          | prison pour faits de corruption            |
| 8. Mugur Isărescu  | I-IV         | soupçonné, lien avec Securitate            |
| 9. Sorin O. Vîntu  | I-V          | prison pour faits de corruption            |
| 10. Dan I. Popescu | I-V          | reversement, sans prison                   |

Nous estimons qu'en Roumanie, il y a environ cent (100) Patrons qui concentrent le pouvoir et qui exercent une influence réelle sur la Justice, le Parlement, l'Exécutif et les médias. Aucun ne détient l'exclusivité d'un domaine, ce qui est en effet un point positif parce qu'ils entrent en concurrence les uns vis-à-vis des autres.

La liste du Top 10 PPE nous montre que tous sont en collision avec la Justice, y compris le président Ion Iliescu, inquiet par deux dossiers historiques : la « Mineriada » et les vrais coupables du coup d'État de 1989. On pourrait aussi ajouter le financement de sa campagne électorale par l'homme d'affaires franco-roumain, Adrien Costea, condamné pour évasion fiscale par le Tribunal de Paris.<sup>891</sup>

Face à une élite de proie qui a donné naissance à des oligarques capables d'humilier en direct à la télévision le Président de la République ou le Ministre de la Justice, d'attaquer leurs familles, de spolier l'État, d'infiltrer les institutions fondamentales dans la défense de la démocratie, de manipuler les lois et la population, et de l'inciter à la rébellion, qu'est-ce que la Justice a pu faire pour défendre la démocratie ?

<sup>891</sup> « Scandale politique en Roumanie. Une affaire de blanchiment d'argent éclabousse Ion Iliescu », publié le 12 mai 2000, Libération, [https://www.liberation.fr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu\\_324021/](https://www.liberation.fr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu_324021/)



## Section 2

### Les dossiers - symboles de l'indépendance de la Justice roumaine

La plus grande réalisation de la Justice roumaine est d'avoir détruit le mythe d'invincibilité des plus puissants de la Roumanie : les Grands Patrons et leurs cohortes. Les quatre Grand Patrons – Voiculescu, Năstase, Patriciu et Vîntu - ont fini par faire de la prison durant les mandats du président Traian Băsescu.

Traian Băsescu et Mugur Isărescu, figures emblématiques de la politique roumaine, sont actuellement jugés et accusés d'avoir collaboré avec l'infame Securitate de la dictature. Elena Udrea, femme politique et d'affaires, l'une des plus proches collaboratrices du président Băsescu, liée à la « mafia trans - politique » a été condamnée pour des faits de corruption. Tăriceanu, ancien Premier Ministre, est mis en accusation pour des déclarations en faux dans un dossier de corruption. Liviu Dragnea, chef du Parti Démocrate Social, héritier du Năstase et du Parti Communiste, qui a mis la Justice à genoux pendant deux ans, a été mis en prison pour des faits de corruption. Les oligarques Adamescu, Truică, Popoviciu, Nicolae ou le réseau d'espionnage en faveur de la Russie, masqués derrière une boîte de consultance d'affaires (Credit Suisse First Boston), tous ont fini en prison entre 2006 et 2016.

L'évolution post-2016 confirment le fait que la Justice a fait un grand pas en avant, mais l'analyse concerne ici seulement la période 1989 – 2016.

Ces victoires de la Justice ont changé l'esprit de la société. Certaines personnes ont organisé des « manifestations de joie » au moment de la condamnation de quelques homme politiques ou d'affaires qui jouissaient d'une immunité *de facto* et *de jure* à vie. C'était un progrès pour la société roumaine tout entière.



Il est capital de comprendre que l'émancipation des Roumains à travers l'accès à l'information et à l'immigration, l'aide constante de l'UE et la volonté politique temporaire sont seuls responsables de la démocratisation de la Roumanie.

Tous les grands procès de corruption ont démarré durant le mandat du Président Băsescu et sur les bases émises par le Ministre de la Justice, Monica Macovei. Pendant 15 ans, entre 1989 et 2005, aucun dossier important de corruption n'avait été traité par la Justice roumaine. Toutes les condamnations sont survenues après l'année 2005. La réforme de la Justice a connu un avancement incroyable, au point que son créateur, Traian Băsescu, et sa famille ont été sanctionnés par les procureurs et les juges qu'il avait lui-même nommés – un fait difficile à anticiper dans la Roumanie post-communiste. Son frère et son fils (Mircea et Dragoș Basescu), sa grande fille (Ioana Băsescu) et ses plus proches collaborateurs (Elena Gabriela Udrea, Adrian Videanu) ont tous été condamnés par la Justice pour des faits de corruption.

Après 1989, l'indépendance de la Justice s'est traduite, selon nous, par l'accomplissement de deux grandes priorités qu'on peut qualifier d' « historique » et de « contemporaine » :

- 1) les dossiers « historiques » de la dictature communiste, entre 1945 et 1989. Ceci concerne les crimes et les abus avant le mandat de Ceaușescu (1965) et pendant son régime, y compris les crimes du coup d'État du 1989 ;
- 1) les grands dossiers de corruption « contemporaine » d'après 1989.

La dictature communiste a mis en prison à travers des procès très sommaires ses opposants politiques, un groupe très hétérogène composé de deux types d'opposants : les vrais opposants politiques et les antisémites religieux.

Les vrais opposants politiques venaient des partis traditionnels qui avaient une longue expérience de gouvernance, qui ont réussi à moderniser l'État Roumain et qui ont toujours lutté pour un système politique démocratique, constitutionnel et fondé sur le respect de la loi.

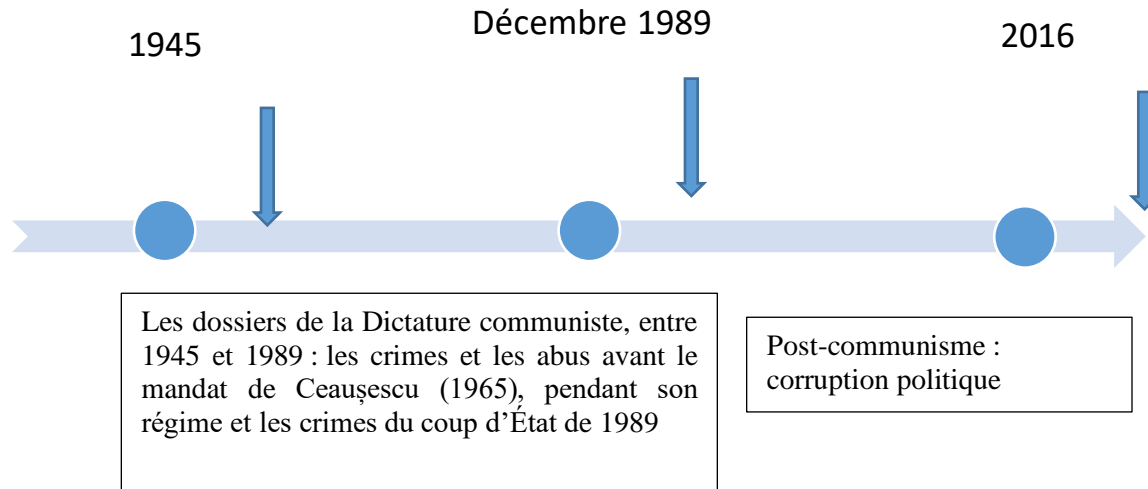


Figure 58. *Les deux provocations de la Justice : le passé et la transition vers la démocratie*

L'autre partie de l'opposition de la dictature communiste a été constituée des partis et des mouvements fascistes roumains, regroupés sous l'égide des organisations extrémistes antisémites religieuses, qui voulaient remplacer la dictature communiste par une dictature fasciste.

C'est à cause de cela que la Justice avait une mission très difficile : celle de sanctionner les horreurs du passé contre tous les citoyens sans cautionner les crimes des fascistes roumains eux-mêmes tués ou persécutés par les criminels communistes.

Dans les dossiers du passé, on inclut l'étape avant Ceaușescu, comprise entre les années 1945 – 1965. Ensuite, c'est le début de la dictature de Ceaușescu qui finit 24 ans plus tard, le 22 décembre 1989.

Sur la direction des dossiers de la Dictature communiste, nous avons remarqué un manque total d'intérêt dans l'activité de la Justice avant l'année 2005. En effet, la classe politique au pouvoir était fortement tributaire de son passé dictatorial, alors que les forces anti-communistes qui sont arrivées au pouvoir entre 1996 et 2000 ont succombé à la corruption et à la manipulation des anciens membres de la Securitate qui contrôlait un ensemble d'hommes et de femmes politique grâce à leurs engagements secrets de délateurs.

C'est, par exemple, le cas de Mona Muscă, une figure proéminente, femme libérale qui luttait contre la corruption et pour que soit dévoilée la vérité sur le passé lié à la Securitate d'un

nombre surprenant de politiques de tous les partis, sauf le sien qui a été rendu public des années plus tard quand le risque de ses actions était réel pour une révélation en masse.

Les médias n'ont pas été préservés : la Securitate contrôlait d'une façon ou d'autre une majorité des médias. C'est le cas d'un ancien journaliste très critique et actif contre la Securitate, rédacteur en chef, qui s'est dénoncé comme délateur ou collaborateur de la même Securitate.<sup>892</sup> Dans le même cas, plusieurs autres grands noms<sup>893</sup> dans les médias peuvent être cités.<sup>894</sup>

C'est seulement après la réforme de la Justice et après la condamnation officielle du communisme par le président Traian Băsescu, qu'une structure institutionnelle de recherche a pris de l'ampleur et qu'un cas concret a finalement été porté devant les juges.

C'est le dossier lieutenant col. Vișinescu, l'ancien commandant du pénitencier de Râmnicu Sărat, entre 1956 et 1963, prison où l'illustre homme politique Ion Mihalache est mort des suites de la torture. Même si les ONGs ont publié son dossier qui attestait les crimes commis seulement en 2015, le tortionnaire Vișinescu a été condamné à 20 ans de prison pour crimes contre l'humanité.<sup>895</sup> La prison se situait à Râmnicu Sărat, là où tous les dissidents politiques étaient envoyés pour être tués avec barbarie.

Le passé a été l'une des étapes du procès en Justice contre la dictature. La deuxième étape a concerné les coupables des crimes commis en décembre 1989, populairement appelée « Qui nous a fusillé en 16 – 22 ? »<sup>896</sup> Ce dossier contient plusieurs parties : l'une concernant les crimes commis par les membres du gouvernement de Ceaușescu, l'autre concernant les crimes contre les Roumains commis par l'Armée en 1989 e, enfin, la dernière concernant la responsabilité du nouveau gouvernement « démocratique » en place en décembre 1989.

Le coup d'État de décembre 1989 s'est achevé dans un bain de sang : 1.166 personnes ont été tuées<sup>897</sup> dans les luttes avec les « terroristes », les fidèles de Ceaușescu.

---

<sup>892</sup> Fostul redactor-sef al "Cotidianului" a turnat la Securitate, de Cotidianul, Vineri, 21 iulie 2006, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1604359-fostul-redactor-sef-cotidianului-turnat-securitate.htm>

<sup>893</sup> Decizie definitivă: Cristoiu este "Coroiu" al Securității. "Maestrul" a fost colaborator al poliției politice De Alexandru Leman, Universul, 22 octombrie 2020, <https://universul.net/decizie-definitiva-cristoiu-este-coroiu-al-securitatii-maestrul-a-fost-colaborator-al-politiei-politice/>

<sup>894</sup> Sorin Rosca Stanescu, redactor sef Ziua, Cornel Ivanciu, sef Birou Investigatii Academia Catavencu

<sup>895</sup> « Tortionarul Alexandru Visinescu, condamnat la 20 de ani de inchisoare; decizia nu e definitiva », de R.M. HotNews.ro, Vineri, 24 iulie 2015, 13:06, <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-20318111-tortionarul-alexandru-visinescu-condamnat-20-ani-inchisoare-decizia-nu-definitiva.htm>

<sup>896</sup> En roumain, « cine-a tras in noi, 16 -22 »

<sup>897</sup> URSU Ramona, DRĂGAN Flavia « Binomul Armată-Securitate de la Revoluție. Poveste fără sfârșit », | Actualizat: 21.12.2018 - 09:37, <https://newsweek.ro/actualitate/binomul-armata-securitate-de-la-revolutie-poveste-fara-sfarsit>

La pression populaire a fonctionné comme un marteau sur la Justice communiste. Les mêmes procureurs et juges du régime communiste ont mis en accusation et rapidement condamné plusieurs membres du gouvernement de la dictature qui étaient en poste en 1989 : « Au lendemain de 1989, un nombre de 4.544 dossiers pénaux ont été ouvert par les procureurs. Dans les années 1990, ont été condamnés à la prison ferme les plus hauts leaders communistes, Tudor Postelnicu, ancien ministre des Affaires Internes, Iulian Vlad, ancien chef de la Securitate, Ion Dincă, ancien vice-Premier Ministre, Emil Bobu, ancien secrétaire du Comité Politique du Parti Communiste, Manea Mănescu, ancien vice-président du Conseil d'État. Ils sont tous sortis de prison avant la fin de la période de détention prévue dans la sentence grâce à un décret de pardon signé par Ion Iliescu »<sup>898</sup>

Il est intéressant de remarquer la « justice sélective » dont les procureurs roumains ont fait preuve dans les années 1990. Le dernier ministre de la Justice de l'époque de la dictature, entre 1987 et 22 décembre 1989, n'a pas été mis en accusation. C'était l'épouse de l'infâme Emil Bobu.<sup>899</sup>

La partie concernant les crimes commis par l'Armée roumaine : en 17 septembre 1989, le dictateur a envoyé une équipe spéciale du général des armées à Timisoara pour étouffer les révoltes en force. L'équipe avec à sa tête le général Ștefan Gușă, chef d'état-major général, comprenait également les généraux Victor Athanasie Stănculescu, Mihai Chițac, Florea Cârneau, Constantin Nuță. Ce sont eux qui ont donné l'ordre de fusiller les manifestants, selon l'enquête des procureurs. Mais, seuls Stănculescu et Chițac ont été condamnés en 2008 à 15 ans de prison. Gușă est mort en 1994 à la suite d'un cancer. Sa grande fille était déjà la femme du milliardaire Iosif Constantin Dragan. D'autres militaires, dans d'autres départements du pays, ont été jugés coupables par la Justice, comme c'est le cas à Cluj.

La troisième partie du procès, enfin, la responsabilité du nouveau gouvernement « démocratique » en place en décembre 1989 a été renvoyé en Justice en 2019 – 30 ans plus tard ! - et le dossier est jugé par certains historiens, comme M. Hodor, comme insuffisamment

---

<sup>898</sup> URSU Ramona, DRĂGAN Flavia « Dosarul Revoluției, o epopee de 30 de ani, | Actualizat: 20.12.2019 - 15:05, <https://newsweek.ro/istorie/dosarul-revolutiei-o-epopee-de-30-de-ani>

<sup>899</sup> « Rapport de la Commission d'Analyse de la Dictature Communiste », [presidency.ro/static/ordine/RAPORT\\_FINAL\\_CPADCR.pdf](http://presidency.ro/static/ordine/RAPORT_FINAL_CPADCR.pdf), p.645

préparé.<sup>900</sup> Les principaux accusés étaient l'ancien président Ion Iliescu et son Premier Ministre Petre Roman.

Les tests de l'indépendance de la Justice ont été : clarifier et sanctionner les crimes du passé dictatorial, y compris le coup d'État de 1989 et lutter contre la grande corruption après l'effondrement de la dictature.

En fonction de ce respect, on peut juger selon nous, de la réussite de la lutte contre la haute corruption par le succès remporté en une dizaine de dossiers. Ces dossiers ont été fondamentaux pour la société roumaine grâce à leur impact énorme sur la politique, l'économie et même sur les mœurs parce qu'ils ont impliqué les Grands Patrons et les plus puissants Patrons. On remarque que les PPEs le plus influents font partie intégrante de l'effort de la Justice pour aboutir et réaliser sa mission sociale : l'égalité devant la loi. Les dossiers sont liés à Dan Voiculescu, Dinu Patriciu, Ovidiu Tender et au Group du Bacău (Viorel Hrebenciuc, les frères Sechelariu) , Adrian Năstase (les dossiers « Le Trophée », « Zambaccian »), Sorin Ovidiu Vîntu (le dossiers FNI et Petromservice et ses complices), Liviu Dragnea (financement électorale illégal, condamné avec sursis en 2015), sénateur Cătălin Voicu, la famille Băsescu ( la grande fille du président, son frère), Elena Udrea, Ioan Niculae ( dans le dossier Romgaz), le réseau de corruption et d'espionnage en énergie (Stantchev / Benyatov) et leur connexions sur tout l'échiquier politique, George Copos, Marean Vanghelie, Puiu Popoviciu et le père et le fils Adamescu.

Une analyse comparative des Grands Patrons et de leurs problèmes de corruption et de clientélisme nous révèle une typologie d'utilisation du pouvoir politique et des réseaux de clientélisme politique : soit pour s'enrichir eux-mêmes ou leur famille, soit pour financer leurs partis et les campagnes électorales (financement politique), soit pour les deux.

Dans la première catégorie, nous avons Voiculescu, Patriciu, Tender et Vîntu. Voiculescu qui a obtenu le contrôle d'une société d'État (ICA) pour un montant dérisoire avec la complicité de neuf fonctionnaires publics et la direction de la compagnie. Patriciu a acheté la compagnie d'État (Rompetro) à un prix misérable et avec des conditions préférentielles avec la complicité treize personnes, des fonctionnaires publics et des employés de la compagnie. Tender a pris le contrôle d'une compagnie d'État (Carom – RAFO) avec la complicité de neuf fonctionnaires publics. Sorin Ovidiu Vîntu a financé la création d'un parti politique de droite, alors qu'il était

---

<sup>900</sup> URSU Ramona, DRĂGAN Flavia « Binomul Armată-Securitate de la Revoluție. Poveste fără sfârșit », | Actualizat: 21.12.2018 - 09:37, <https://newsweek.ro/actualitate/binomul-armata-securitate-de-la-revolutie-poveste-fara-sfarsit>

parti du « Group de Bacau » qui était le for informel des décisions au sein du Parti Social-Démocrate, parti de gauche. Comme Patriciu et Voiculescu, il s'est assuré qu'il avait la protection du spectre politique tout entier, en finançant les gens, les partis et en offrant le soutien médiatique.

Dans la deuxième catégorie, celle des financements électoraux, on compte les anciens Présidents Ion Iliescu, Traian Băsescu et l'ancien Premier Ministre, Adrian Năstase et Liviu Dragnea, l'ancien président de la Chambre des Députés et secrétaire général du Parti Social-Démocrate.

La troisième catégorie – le mix entre financer le parti et s'enrichir, dérive des deux précédentes catégories - est composée de Adrian Năstase et Liviu Dragnea, y compris tous ceux de la première catégorie.

Le dossier symbole qui marque le début de la lutte contre la corruption en Roumanie est le dossier concernant Adrian Năstase, ancien Premier Ministre de la Roumanie. Năstase est arrivé au pouvoir à la suite du désastre des forces à droite, vaincues par leur corruption interne, par la conjoncture économique globale défavorable et par les gens de la « Securitate ».<sup>901</sup>

Năstase a construit, entre 2000 et 2004, un régime de type néo-patrimonial personnalisé autour de lui. Il a construit ce régime corrompu en alternance avec un sensible élévation du niveau de vie des Roumains, ce qui aurait dû lui rapporter la victoire aux élections présidentielles de 2004. Il a nommé dans des postes bien rémunérés sa sœur, sa belle-sœur et un de ses filleuls. La Justice était à genoux, à la disposition du Parti ; les cas de corruption étaient étouffés le plus vite possible et les procureurs et les juges tenaces et honnêtes ostracisés, licenciés et « lapidés » médiatiquement. On rappellera le cas du procureur Lele, suspendu de ses fonctions au moment il a arrêté le fils du préfet du Bihor pour blanchiment d'argent,<sup>902</sup> dont le père était proche d'Adrian Năstase et sponsor de son parti. Le Premier Ministre est sorti publiquement pour désavouer l'action de la Justice en disant : « Je ne crois pas dans les arrêts fait les vendredi soir ! »<sup>903</sup> Dès que le procureur Lele a été retiré du dossier, la Procurature Nationale<sup>904</sup> a envoyé un jeune procureur,

---

<sup>901</sup> Président Constantinescu s'est clairement exprimé le moment qu'il a décidé de ne pas poursuivre la lutte électorale pour un deuxième mandat en 2000

<sup>902</sup> « Alexandru Lele: "Victor Ponta se teme de adevăr, în cazul morții lui Cristian Panait" », REDACȚIA BURSA, Ziarul BURSA #Politică / 06 mai 2014, <https://www.bursa.ro/exclusivitate-alexandru-lele-victor-ponta-se-teme-de-adevar-in-cazul-mortii-lui-cristian-panait-28436326>

<sup>903</sup> « ZIUA publica, in premiera, doua documente care demonstreaza ca procurorul Cristian Panait a fost impins sa se sinucida », Ziua, Joi, 17 februarie 2005, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1240424-procurorul-cristian-panait-fost-impins-sinucida.htm>

<sup>904</sup> Parchetul instanței supreme

Cristian Panait (29 ans), pour enquêter sur Lele. Le jeune procureur Panait s'est suicidé trois semaines après avoir perquisitionné le domicile de son collègue.<sup>905</sup> Quatre mois plus tard, la Procuration Nationale a conclu que le jeune procureur s'était suicidé « sur le fond vulnérable de la structure de sa personnalité » et à cause des « facteurs psycho-stressants »<sup>906</sup> Plusieurs enquêtes ont révélé que Panait aurait discuté du dossier avec son ancien collègue, Victor Ponta, alors que Ponta avait été élevé à la fonction de Chef du Corps de Contrôle du Premier Ministre Adrian Năstase.<sup>907</sup> Après six ans d'enquête, le procureur Lele a été déclaré innocent par la Justice et réhabilité en tant que procureur. Un autre cas pour lequel les magistrats ont été mis sous pression par les politiques est le dossier de la juge Andreea Ciuca, qui a été arrêtée et qui, après des années d'enquête, a été réhabilitée en tant que juge.

C'est le contexte qui montre, selon nous, l'impuissance et le contrôle totale de la Justice par le politique, très spécifiques des régimes de type neopatrimonial. Adrian Năstase était en-dessous de la loi pendant son régime. Le début de l'enquête, dès que le président Băsescu et son opposant politique sont arrivés au pouvoir, a créé une onde de choc pour la classe politique. Graduellement, Năstase a été mis en accusation dans trois dossiers pénaux, et il a été jugé coupable pour deux d'entre eux et acquitté pour l'un. Les trois dossiers sont très intéressants parce que la méthode de vol s'appliquait également au moins aux deux autres Grands Patrons : les anciens présidents de la Roumanie, Ion Iliescu et Traian Băsescu, mais Năstase a été le seul à s'impliquer personnellement dans les transactions. Les autres ont financé leurs campagnes électorales à travers des intermédiaires qui ont fini en prison.

Les trois dossiers de Năstase ont été appelés selon leur sujet : « Tante Tamara », « Le Trophée de la Qualité dans les Constructions » et « Zambaccian ». Dans le dossier « Tante Tamara », Năstase a été acquitté. Dans le dossier « Le Trophée de la Qualité », il a été condamné en 2012 à deux ans de prison ferme. Dans le dossier « Zambaccian », les juges l'ont condamné en

---

<sup>905</sup> « ZIUA publica, in premiera, doua documente care demonstreaza ca procurorul Cristian Panait a fost impins sa se sinucida », Ziua, Joi, 17 februarie 2005, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1240424-procurorul-cristian-panait-fost-impins-sinucida.htm>

<sup>906</sup> Precizări în cazul Panait Cristian, Miercuri, 08/21/2002 - 19:45, <https://www.amosnews.ro/arhiva/precizari-cazul-panait-cristian-21-08-2002>

<sup>907</sup> « Alexandru Lele: "Victor Ponta se teme de adevăr, în cazul morții lui Cristian Panait" », REDACȚIA BURSA, Ziarul BURSA #Politică / 06 mai 2014, <https://www.bursa.ro/exclusivitate-alexandru-lele-victor-ponta-se-teme-de-adevar-in-cazul-mortii-lui-cristian-panait-28436326>

2014 à quatre ans de prison. Au total, Adrian Năstase a purgé seulement 500 jours de prison après avoir été libéré pour avoir exécuté un tiers des sentences cumulées.<sup>908</sup>

Le dossier « La Tante Tamara » concerne un dépôt bancaire d'une valeur de 400.000 dollars fait par la femme d'Adrien Năstase dans une banque. Un homme d'affaires proche du parti de Năstase, Genica Boerica, a dénoncé auprès des procureurs la provenance illégale de cet argent. Cependant, la famille de l'ancien Premier Ministre a soutenu que l'argent provenait de la vente de bijoux, de tableaux, de meubles anciens, de manuscrits hérités de la tante de l'épouse du Premier Ministre, Tamara Cernasov (âgée de 91 ans). Les procureurs ont également mis en accusation le Chef de l'Office National pour la Prévention et la Lutte contre le Blanchiment D'argent<sup>909</sup>, Ion Melinescu, pour avoir supposément détruit le dossier de suivi, ainsi qu'un conseiller de Năstase, Ristea Priboi, ancien officier d'espionnage de la dictature communiste qui a effectué des missions au Royaume-Uni, en France et dans d'autres pays de l'Ouest de l'Europe. Les juges ont considéré que la dénonciation ne s'appuyait pas sur un nombre suffisant de preuves, que « sa crédibilité [du Boerica] [pouvait] être mise en doute car sa dénonciation [était] intervenue au cours de l'année 2006, lorsque le témoin [avait] été arrêté dans une autre affaire, et son test polygraphique [avait] montré des notes spécifiques de comportement simulé. »<sup>910</sup> Les juges ont auditionné tous les témoins proposés par les procureurs et les accusés. Parmi eux, l'acheteur qui a payé 450.000 dollars en espèces pour des tableaux et des bijoux de la tante Tamara<sup>911</sup>, Alexandru Bittner, un des hommes d'affaires devenus très riches grâce à des contrats avec l'État roumain. Plusieurs années plus tard, il a été condamné dans le dossier de corruption « Microsoft », un mélange parfait de corruption politique et privée. Les juges ont appliqué le principe « *in dubio, pro reo* » et Năstase a été acquitté.

Cependant, le dossier « Le Trophée de la Qualité dans les Constructions » est un cas-école de financement politique illégal. Selon les procureurs, au cours de l'année électorale 2004, Adrian

---

<sup>908</sup> Adrian Năstase, condamnat în două dosare penale pentru corupție și rămas fără decorație, se compară cu Iuliu Maniu: "Mă întreb dacă comuniștii i-au retras decorațiile lui Maniu, după condamnarea sa" de MH HotNews.ro, Vineri, 13 decembrie 2019, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-23548713-adrian-nastase-condamnat-doua-dosare-penale-pentru-coruptie-ramas-fara-decoratie-compara-iuliu-maniu-intreb-daca-comunistii-retras-decoratiile-lui-maniu-dupa-condamnarea.htm>

<sup>909</sup> Oficiul National de Prevenire si Combatere a Spalarii Banilor

<sup>910</sup> Inalta Curte de Casatie si Justitie, Sectia Penala, Sentinta 1743 din 15 decembrie 2011, pag . 17

<sup>911</sup> Cap de fetita, Nicolae Tonitza, selon Alexandru Bittner, Inalta Curte de Casatie si Justitie, Sectia Penala, Sentinta 1743 din 15 decembrie 2011, pag . 18



Năstase a financé sa campagne électorale avec 1,6 millions d'euros obtenus à travers une forme masquée : un symposium.

L'évènement, organisé par l'Inspectorat National de Construction, une agence gouvernementale, était destiné à récompenser l'excellence dans la qualité des travaux effectués par les compagnies de constructions et à offrir des diplômes et des distinctions. Ceci avait une mise en garde : la taxe de participation et la structure d'organisation. Malgré le fait que le titulaire était une institution publique, les procureurs ont découvert que quatre compagnies privées proches de la famille Năstase et son parti ont reçu le droit d'encaisser l'argent. Selon les procureurs, à la suite de transactions ultérieures, l'argent a touché les comptes d'une autre compagnie privée qui travaillait dans la machine électorale du parti de Năstase. « La majeure partie de l'argent obtenu grâce aux frais de participation au « Le Trophée de la Qualité » a fini sur les comptes de S.C. Eurografica S.R.L., une société qui a ensuite acheté, payé et distribué du matériel de propagande électorale pour le défendeur Adrian Năstase. »<sup>912</sup>

La Haute Cour de Justice et de Cassation a retenu la déclaration de Năstase qui a reconnu qu'il connaissait bien la directrice de l'Inspectorat National des Constructions, Irina Jianu « depuis la période où elle était responsable de la construction de la maison de la rue Zambaccian et qui a ensuite été nommée à la direction d'I.S.C. par le ministre des Travaux publics ». <sup>913</sup> La Haute Cour a condamné Adrian Năstase à l'unanimité des cinq juges à deux ans de prison ferme, à des restrictions de candidature aux fonctions publiques et l'a obligé à retourner une partie du préjudice. Quelques heures après la sentence, en présence des officiers de police venus le conduire au pénitencier, Năstase a commis une tentative de suicide, mais il a été sauvé par l'intervention très prompte d'une ambulance qui était venue en même temps que les policiers. Même si Năstase s'est heurté lui-même au niveau du gorge, il est sorti, tout-à-fait conscient, sur la place avec l'aide des médecins en direct sur toutes les chaînes de télévision nationales. La tentative de suicide a été longuement débattue et utilisée à la télévision par ses amis par conspuer les juges et les procureurs appelés « des criminels ». D'autres médias indépendants ont questionné les véritables intentions

---

<sup>912</sup> ÎNALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE COMPLETUL DE 5 JUDECĂTORI DECIZIA NR.160 Dosar nr. 2470/1/2012 Ședința publică de la 20 iunie 2012, p.17

<sup>913</sup> ÎNALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE COMPLETUL DE 5 JUDECĂTORI DECIZIA NR.160 Dosar nr. 2470/1/2012 Ședința publică de la 20 iunie 2012, p.244

de Năstase, en parlant d'une « mise-en-scène. »<sup>914</sup> Dans ce dossier, Adrian Năstase a été condamné à deux ans de prison ferme. Six autres personnes – des fonctionnaires publics, des hommes et des femmes d'affaires – ont récolté jusqu'à six ans de prison ferme.

Dans le troisième dossier, « Zambaccian », Adrian Năstase a été condamné à quatre ans de prison ferme pour avoir reçu 500.000 euros de pot-de-vin de la part de Jianu.<sup>915</sup> L'épouse de Năstase a été également condamnée à trois ans de prison avec sursis et à huit années de « preuve ». La directrice de l'Inspectorat de Constructions, Irina Jianu, a été condamnée à quatre ans de prison ferme. En résumé, dans ce dossier, la famille Năstase a accepté le pot-de-vin pour construire et meubler des maisons dans leurs propriétés avec des produits importés de Chine sans payer par ailleurs les frais de douane. Une humiliation pour le corps diplomatique : le consul roumain a été transformé en agent d'achat de la famille qui lui a confié dans les mains presque 700.000 dollars de cash<sup>916</sup>.

Les trois dossiers de Năstase - « Tante Tamara », « Le Trophée de la Qualité dans les Constructions » et « Zambaccian » ont provoqué un tremblement de terre sur la scène politique roumaine. Démarrés en 2006 et finalisés avec deux condamnations et un acquittement en 2014, ces dossiers ont permis de faire comprendre que personne n'était au-dessus des lois. Des « coalitions pénales » hétérogènes ont dynamité la lutte contre la corruption depuis 2007. Adrian Năstase a toujours clamé son innocence, mais la réalité a prouvé le contraire. Comme l'a succinctement exprimé la politologue A. Mungiu qui s'est adressée aux « médias contrôlés par le crime organisé », Adrian Năstase ne peut pas justifier sa fortune : « La famille Năstase a occupé des fonctions publiques de manière permanente. Elle ne peut donc pas justifier le bâtiment du Zambaccian avec ses étages, ses carreaux, ses peintures, ses fusils de chasse, etc. Aucun homme honnête travaillant pour l'État roumain ne peut justifier tout cela. La preuve pénale contre Năstase est qu'il a des millions d'euros à rembourser à l'État. Normalement, son compte, s'il avait

---

<sup>914</sup> WEIDEN Medana « Tot mai multe îndoieli cu privire la tentativa de sinucidere a fostului premier, Năstase », Data 26.06.2012, Autoare/Autor, <https://www.dw.com/ro/tot-mai-multe-%C3%AEndoieli-cu-privire-la-tentativa-de-sinucidere-a-fostului-premier-n%C4%83stase/a-16050714>

<sup>915</sup> BIRO Attila « Dosarul Zambaccian. Traseul șpăgii de 500.000 euro pe care Adrian Năstase a primit-o de la Irina Jianu », Publicat la: 06.07.2014 16:45, Gandul, <http://www.gandul.info/stiri/dosarul-zambaccian-traseul-spagii-de-500-000-euro-pe-care-adrian-nastase-a-primit-o-de-la-irina-jianu-12896206>

<sup>916</sup> ÎNALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE COMPLETUL DE 5 JUDECĂTORI DECIZIA NR.160 Dosar nr. 2470/1/2012 Ședința publică de la 20 iunie 2012, p.126

idéalement placé tout son argent, ne devrait même pas atteindre deux cent mille euros, ou alors il est millionnaire en euros. »<sup>917</sup>

Dans la dernière audition devant les juges, avant d'être condamné dans le dossier de financement électoral, Adrian Năstase a déclaré : « L'enjeu de cette affaire, selon certains, est que je dois être condamné pour montrer que la justice est indépendante. C'est ce qui est en jeu dans une affaire sans fondement. »<sup>918</sup> Et ceci est vrai. Les autres Grands Patrons ont commencé à « tomber » : Voiculescu, Patriciu, Vîntu, Tender, et toutes une clientèle politique. Même plus, les membres de la famille du « créateur » de la Justice indépendante, le président Băsescu ont été mis en prison pour des faits de corruption liés au financement politique.

Il faut bien remarquer qu'avant Băsescu et Năstase, la pratique était assez répandue. Mais un système judiciaire secondaire contrôlé par la politique n'avait ni les lois, ni les moyens nécessaires pour rétablir l'équilibre de valeurs dans la société. La loi 78/2000, qui est la pierre fondamentale du combat contre la haute corruption, comme nous l'avons montré dans le Titre 1, Chapitre 2, Section 2 de la première partie, a été discutée à partir de 1998 et finalement promulguée par le Président Constantinescu en mai 2000. L'application de la Loi 78/2000 depuis le début des années 2006 montre que la volonté politique du Gouvernement Năstase et le contrôle de la Justice ont favorisé les tentatives d'étouffement de la lutte contre la corruption, constatée par l'UE dans sa mission d'évaluation en Roumanie.

Le manque d'une loi similaire avant les années 2000 montre que des situations presque identiques n'ont eu aucune conséquence légale. C'est le cas du financement de la campagne électorale de l'ancien Président Ion Iliescu.

Les anciens Présidents Ion Iliescu et Traian Băsescu ont été accusés plusieurs fois d'avoir été impliqués dans des cas de corruption, mais aucune accusation contre eux n'a été prouvée auprès de la Justice.

Cependant, le Président Iliescu a été jugé en France pour un dossier de blanchiment d'argent et une enquête a été menée par le procureur Henri Pons. Selon le journal *Libération*, « Une grosse affaire de blanchiment de fonds publics entre Bucarest et Paris éclabousse les trois

---

<sup>917</sup> MUNGIU-PIPPIDI Alina, « Nastase. O condamnare ingrozitoare, dar justa », 7 ianuarie 2014, <https://www.romaniacurata.ro/nastase-o-condamnare-ingrozitoare-dar-justa>

<sup>918</sup> « Adrian Nastase, condamnă definitiv la doi ani de închisoare cu executare și interzicerea unor drepturi, printre care și dreptul de a candida și de a fi ales într-o funcție publică », Hotenws.ro anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-12570476-dosarul-trofeul-calitatii-inalta-curte-miercuri-verdictul-final-privind-condamnarea-lui-adrian-nastase-doi-ani-inchisoare-executare.htm

principaux candidats à la présidentielle roumaine de novembre. L'ancien président Ion Iliescu (ancien communiste), son ex-ministre des Affaires étrangères Teodor Meleșcanu et, dans une moindre mesure, l'actuel chef de l'État Emil Constantinescu sont impliqués dans cette affaire qui chaque jour apporte son lot de révélations.

Le personnage central du scandale, Adrian Costea, un homme d'affaires roumain établi depuis plus de vingt ans en France, est inculpé par la justice française pour « blanchiment d'argent en bande organisée et escroquerie », portant sur des dizaines de millions de dollars dans des affaires avec l'État roumain. Au service de l'ex-président Iliescu et de son gouvernement à partir de 1991, puis confirmé dans ses fonctions « d'ambassadeur itinérant » par Emil Constantinescu, ce personnage est devenu bien gênant. »<sup>919</sup>

Quatre ans plus tard, l'enquête menée par le procureur Henri Pons a été confirmée par la Justice française : « Adrian Costea, poursuivi pour le détournement de dizaines de millions d'euros lors de contrats passés avec l'État roumain, a été condamné par la justice française à 3 ans de prison, dont 30 mois avec sursis, et 150.000 euros d'amende. Ancien conseiller personnel de l'ex-président roumain Ion Iliescu, Adrian Costea, 57 ans, a comparu du 10 au 26 octobre pour abus de biens sociaux, aux côtés de sept autres prévenus, devant la 11e chambre correctionnelle de Paris. Le 24 octobre, le parquet avait requis contre lui trois ans de prison, dont un mois ferme, et 750.000 euros d'amende. La 11e chambre a également condamné son épouse, Valentina, à 2 ans de prison avec sursis et 150.000 euros d'amende. »<sup>920</sup>

L'ancien président Traian Băsescu, comme tous les autres politiques qui ont occupé la même position, a fait l'objet d'une liste d'accusations. À la suite de sa décision de créer une Justice indépendante, Băsescu a dû lutter contre la puissance médiatique infernale des Grands Patrons. À cause de cela, de nombreuses accusations de corruption ont été lancées contre lui, mais aucune n'a été prouvée à la Cour, sauf une qui est encore en place : apparemment, il aurait collaboré avec la Securitate de Ceaușescu. Le dossier a été ouvert après la fin de son mandat présidentiel en 2014, et il est encore sur la table des juges dans l'attente d'une décision.

---

<sup>919</sup> « Scandale politique en Roumanie. Une affaire de blanchiment d'argent éclabousse Ion Iliescu », publié le 12 mai 2000, Libération, [https://www.liberation.fr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu\\_324021/](https://www.liberation.fr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu_324021/)

<sup>920</sup> « 6 mois pour un homme d'affaires roumain », Par Le Figaro, Publié le 09/01/2008 à 16:20, Mis à jour le 09/01/2008 à 16:21, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/01/09/01011-20080109FILWWW00447--mois-pour-un-homme-d-affaires-roumain.php>

Bănescu a été accusé d’avoir illégalement vendu la flotte commerciale de la Roumanie, une accusation qui a été rejetée par les procureurs malgré les efforts de son concurrent politique.<sup>921</sup> Le dossier a été ouvert à la suite d’une commande politique selon l’ancien chef des Services d’Espionnages qui à l’époque faisait partie du gouvernement.<sup>922</sup> Les accusations portant sur une affaire datée de 1991 ont été très honnêtement exclues par les procureurs quelques mois avant la campagne électorale dont Năstase était le grand favori. Plusieurs années plus tard, les procureurs ont classé le dossier par manque de preuves.

Une autre accusation qui a été portée contre Traian Bănescu concernait l’achat d’une maison du patrimoine d’État, obtenue à un prix très bas. Défendu devant les juges par une très jeune avocate, Elena Udrea, Bănescu, à l’époque maire de Bucarest, a obtenu une décision avantageuse pour lui. Les procureurs n’ont pas jugé l’affaire illégale et ils ont clôturé le dossier deux fois (2005 et 2015).<sup>923</sup> Même si c’était légal, obtenir une maison à un prix réduit manquait singulièrement d’éthique de la part d’un politique qui luttait pour l’égalité sociale. Une situation similaire se retrouve avec l’achat d’un terrain à bas prix par Bănescu et revendu très cher à son voisin, par coïncidence Costel Cășuneanu, un des « rois – d’asphalte ».<sup>924</sup>

La liste des accusations sans fond s’est prolongée quand le Grand Patron Patriciu a accusé Bănescu d’avoir frappé avec violence un garçon mineur de 8-9 ans, une accusation qu’il n’a pas pu prouver devant les juges et qui a causé son échec au procès pour diffamation entamé contre lui par Bănescu.<sup>925</sup>

Les télévisions de Voiculescu l’ont accusé de manipuler les procureurs, d’avoir été impliqué dans un dossier de trafic d’influence avec l’ancien chef de l’Inspection Fiscale d’État<sup>926</sup> et d’avoir soutenu et maintenu à son poste Sorin Blejnar, un ancien chef de l’autorité de contrôle

---

<sup>921</sup> Nr. 389 / 10 august 2004, COMUNICAT, le Parquet National Anticorruption, 2004

<sup>922</sup> « Talpeș: De ce a RENUNȚAT PSD la dosarul FLOTA », Romania Libera, 17 Ianuarie 2013, [www.romanalibera.ro/actualitate/eveniment/talpes-de-ce-a-renuntat-psd-la-dosarul-flota-290605.html](http://www.romanalibera.ro/actualitate/eveniment/talpes-de-ce-a-renuntat-psd-la-dosarul-flota-290605.html)

<sup>923</sup> « România Curată: Procurorii de caz au clasat două dosare mediatizate ale lui Traian Bănescu, „Casa Mihăileanu” și „Terenul de la Cășuneanu” », Adevarul, 15 decembrie 2016, 17:14, Ionel Stoica, [https://adevarul.ro/news/eveniment/romania-curata-procurorii-caz-clasat-doua-dosare-mediatizate-traian-basescu-casa-mihaileanu-terenul-casuneanu-1\\_5852b2605ab6550cb8757a52/index.html](https://adevarul.ro/news/eveniment/romania-curata-procurorii-caz-clasat-doua-dosare-mediatizate-traian-basescu-casa-mihaileanu-terenul-casuneanu-1_5852b2605ab6550cb8757a52/index.html)

<sup>924</sup> « Două dintr-o lovitură. Procurorii de caz au clasat cele mai serioase dosare ale lui Traian Bănescu », Romania Curata, 15 decembrie 2016, <https://www.romaniacurata.ro/doua-dintr-o-lovitura-procurorii-de-caz-au-clasat-cele-mai-serioase-dosare-ale-lui-traian-basescu/>

<sup>925</sup> « PIXELUL ALBASTRU ». Dinu Patriciu a pierdut procesul cu Traian Bănescu », 15.04.2013 19:47, Digi TV, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/pixelul-albastru-dinu-patriciu-a-pierdut-procesul-cu-traian-basescu-66120>

<sup>926</sup> ANAF – en Roumain, l’Autorité Nationale pour l’Administration Fiscale

financier impliqué dans une affaire d'évasion fiscale. Les procureurs n'ont pu prouver les implications présidentielles dans ce cas, mais ils ont pu documenter abondamment le cas contre le fonctionnaire public.<sup>927</sup>

Il a été suspendu deux fois par les oligarques qui contrôlaient le Parlement ; chaque fois Băsescu est retourné au pupitre présidentiel, victorieux.

Cependant, une observation s'impose : alors qu'aucune accusation n'a touché le Président de la République, beaucoup de ses proches ont été impliqués dans des affaires de clientélisme et plusieurs d'entre eux ont été condamnés à de la prison.

Trois membres de la famille Băsescu ont été condamnés pour implication dans des affaires de corruption. Mircea Băsescu, son frère, a été condamné à quatre ans de prison ferme, en 2016, pour trafic d'influence. En 2001, alors que son frère était le président de la République, il a demandé et obtenu 250.000 euros d'un membre du clan mafia Sandu Anghel, connu sous l'appellation Bercea Mondial, pour influencer les juges dans son dossier et lui obtenir une décision moins dure.<sup>928</sup>

Dragoș Băsescu, le fils de Mircea et le neveu du président Băsescu, a été condamné à trois ans de prison ferme pour avoir demandé 500.000 euros en cash ou 1 million d'euros sous prétexte d'un contrat de consultance d'un homme d'affaires. En échange le neveu du président avait promis d'intervenir auprès des procureurs pour clôturer un des dossiers pénaux concernant des illégalités faites par l'homme d'affaires.<sup>929</sup>

Ioana Băsescu, sa grande fille, a été condamnée à cinq ans de prison ferme dans un dossier de blanchiment d'argent qui a été utilisé pour financer la campagne électorale du son père en 2009.<sup>930</sup> La décision n'est pas rendue. Son ancien petit ami, Francesco Giovanni Mario, homme

---

<sup>927</sup> « Sorin Blejnar, prima reacție după ce a fost condamnat: ”Mi-au respins toate probele” », *Stirileprotv*, 07-05-2019, <https://stirileprotv.ro/justitie/sorin-blejnar-condamnat-definitiv-la-5-ani-de-inchisoare-cu-executare.html>

<sup>928</sup> « Mircea Băsescu a fost eliberat condiționat și a părăsit Penitenciarul Poarta Albă: Mi-a fost dor de copii », *Digi 24*, 11.09.2017 10:08, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/mircea-basescu-va-fi-eliberat-condiționat-791399>

<sup>929</sup> « Dragoș Băsescu, ridicat de la domiciliul din Constanța. Fiul lui Mircea Băsescu este condamnat la 3 ani de închisoare », *Adevarul*, 5 februarie 2018, [https://adevarul.ro/locale/constanta/dragos-basescu-ridicat-domiciliul-constanta-fiul-mircea-basescu-condamnat-3-ani-inchisoare-1\\_5a7880b6df52022f7538b5e9/index.html](https://adevarul.ro/locale/constanta/dragos-basescu-ridicat-domiciliul-constanta-fiul-mircea-basescu-condamnat-3-ani-inchisoare-1_5a7880b6df52022f7538b5e9/index.html)

<sup>930</sup> « Elena Udrea a fost condamnată la 8 ani de închisoare, Ioana Băsescu – 5 ani de închisoare în dosarul finanțării campaniei electorale din 2009 . Dan Andronic, achitat. Sentințele nu sunt definitive, » *G4 Media*, 2 MARTIE 2021, <https://www.g4media.ro/breaking-elena-udrea-a-fost-condamnata-la-8-ani-de-inchisoare-in-dosarul-finantarii-campaniei-electorale-din-2009-dan-andronic-achitat-sentințele-nu-sunt-definitive.html>

d'affaires, a été condamné dans le même dossier à 1,6 an de prison avec sursis.<sup>931</sup> Son mari, l'avocat Radu Pricop, a été mis en accusation dans un autre dossier pénal, mais après plusieurs années les juges l'ont jugé innocent. En revanche, l'autre accusé dans le dossier, le fils de l'ancien président de la République Moldave, a été condamné à 2,4 ans de prison ferme.<sup>932</sup>

Le clientélisme politique de type claniste est très similaire à celui de l'administration Trump. La petite fille du président Băsescu a été élue présidente de l'organisation des jeunes du parti de son père. En 2009, avec le soutien de cette organisation, elle a candidaté en tant qu'indépendante et a obtenu un mandat de quatre ans au Parlement européen malgré un manque totale de compétences pour la politique : « Depuis son entrée en politique, il y a deux ans, Elena doit affronter les accusations de népotisme et d'incompétence, entretenues par ses gaffes et ses bourdes grammaticales en série, et prouver sa sincérité derrière son minois de poupée. »<sup>933</sup>

Parmi les proches du président Băsescu, Sorin Blejnar, ancien chef de l'Inspection Fiscale Nationale, a été condamné à cinq ans de prison ferme dans un dossier de trafic d'influence. Mais l'une de ses proches est devenu un « aimant » pour les affaires de corruption et elle est devenue, à la fin de l'épopée judiciaire, une source d'embarras historique pour l'institution présidentielle : Elena Udrea, l'ancienne chef de la Chancellerie Présidentielle a fui au Costa Rica, où elle a demandé et obtenu le statut de réfugiée politique.

Selon l'échelle patentée par Adrian Năstase, qui a impliqué l'avocate de famille dans les affaires d'État, la jeune avocate du maire Băsescu a été nommée chef du Cabinet du Président de la République. Udrea était mariée à un homme d'affaires qui faisait partie de la « mafia de Năstase », une accusation lancée publiquement par son employeur, le Président de la Roumanie, comme en témoigne l'une des plus proches collaboratrices du Président Băsescu, Adriana Saftoiu : « 5 février 2005. Nous avons une nouvelle collègue, la femme de M. Cocoș - un des piliers de la mafia d'Adrian Năstase - Mme Elena Udrea. Le Président m'a expliqué que Cocoș n'était avec Năstase qu'au début, que - après que Năstase a commencé à demander de plus en plus d'argent à son groupe d'affaires - Cocoș ne faisait plus partie de l'équipe avec Bittner et Petrache, qu'il avait

---

<sup>931</sup> « Giovanni Francesco a fost condamnat în dosarul finanțării campaniei lui Traian Băsescu din 2009 », Joi, 31 ianuarie 2019, 13:56. Ultimul update Joi, 31 ianuarie 2019, 14:01, Libertatea, <https://www.libertatea.ro/stiri/giovanni-francesco-condamnat-la-inchisoare-in-dosarul-basescu-2531241>

<sup>932</sup> « Unul dintre fiii lui Lucinschi, condamnat la 2,4 ani de pușcărie în România; Ginerele lui Băsescu, achitat în același dosar », Jurnalul, 5 aprilie 2019, <https://www.jurnal.md/ro/news/9984595f4adc6b73/unul-dintre-fiii-lui-lucinschi-condamnat-la-2-4-ani-de-puscarie-in-romania-ginerele-lui-basescu-achitat-in-acelasi-dosar.html>

<sup>933</sup> GUYONVARCH Marion « En Roumanie, les Basescu, père et fille, L'Express, 02/06/2009 à 12:00, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/en-roumanie-les-basescu-pere-et-fille\\_763866.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/en-roumanie-les-basescu-pere-et-fille_763866.html)

de mauvaises informations lorsqu'il l'a inclus dans la bande. Terrible ! Un sentiment de malaise et d'insécurité me saisit. »<sup>934</sup>

Quelques mois plus tard, la même année 2005, le scandale est devenu public et Mme Udrea a démissionné. Malgré cela, sa carrière a connu une ascendance fulgurante au sein du parti présidentiel et du Gouvernement : elle est devenue député (2008 – 2016), Ministre du Tourisme (2008 – 2012), avec des fonctions de direction dans la direction du Parti Démocrate – Liberal (PDL).

Le Président Emil Constantinescu (1996 – 2000), n'a pas été personnellement impliqué dans des scandales de corruption. Cependant, son fils, Dragoș Constantinescu, ses conseillers Catalin Harnagea ou Dorin Marian, ses proches du parti, ont été accusés d'avoir abusé de leurs positions et certains ont été condamnés. Dragoș Constantinescu a été soupçonné au moins d'avoir connaissance du commerce illégal de cigarettes fait par le colonel du Service de Protection du Président de la République, Trutulescu.<sup>935</sup> Plusieurs militaires et hommes d'affaires ont été condamnés à des années de prison ferme dans les dossiers « Tigareta 1 et 2 », mais aucune accusation portée contre le fils du Président n'a été prouvée par la Justice. Marian et Harnagea ont été employés par Patriciu le « lendemain » même de la date de fin de leur fonction publique, entraînant des soupçons sur les privatisations gagnées par Patriciu, étant donné le contrôle total de la privatisation par l'institution présidentielle, selon Radu Vasile.<sup>936</sup> Aux yeux de Vasile, la corruption au Palais présidentiel était « absconse ».<sup>937</sup> Certains propos tenus lors de l'entrevue ne laissent pas de doutes à ce sujet - nous les citons ici intégralement :

Radu Vasile : « Ici je crois qu'il en a été (des cas de corruption), je crois qu'il en a été...Le problème était au FPS, c'est-à-dire le Fond de la Propriété d'État.

Marius : ... le Fond de la Propriété d'État, Radu Sârbu et Sorin Dimitriu.

Radu Vasile : Oui, ici, problèmes, il y a eu une série de choses...absconses. C'est le maximum que je peux déclarer. Je n'ai pas aucun argument, rien n'a pas été fait public sur cette

---

<sup>934</sup> SĂFTOIU ADRIANA, *Cronică de Cotroceni*, Iași : Polirom, 2015, p.95

<sup>935</sup> « România furată | Cine a câștigat din dosarul „Țigareta 2”, anchetă cu implicații la vârful statului », 20.06.2017, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-cine-a-castigat-din-dosarul-tigareta-2-ancheta-cu-implicatii-la-varful-statului-746602>

<sup>936</sup> « Dorin Marian, fost consilier la Patriciu, devine secretar de stat in cancelaria lui Tariceanu, de B. Blagu », HotNews.ro, Vineri, 16 februarie 2007, <http://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1115331-dorin-marian-fost-consilier-patriciu-devine-secretar-stat-cancelaria-lui-tariceanu.htm>

<sup>937</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011



question (...). Par exemple, je sais qu'à un certain moment, je pense que le Ministre était Radu Sârbu, mais je ne suis pas sûr, il est impliqué dans un procès concernant la privatisation de l'Hôtel Bucarest. (Interjection !) En comparaison avec autre privatisations... Certainement que quelque chose s'est passé là-bas... Il y a un procès, ça je le sais avec certitude, qui traîne jusqu'à aujourd'hui sans avoir une... Je ne pourrais pas rien invoque comme preuve...

Marius : Mais, comment avez-vous tiré cette conclusion ? C'est un sentiment ?

Radu Vasile : On la voyait... On la voyait que, comment le dire... de choses...

Marius : Comme Premier Ministre, avez-vous été consulté sur ces décisions ?

Radu Vasile : Non ! Il était autonome ! Le Fond de la Propriété d'État était autonome ! Il n'était même pas membre du Cabinet...

Marius : Qui était son chef ?

Radu Vasile : (long pause) Je crois que (le ministre) était responsable vers lui-même et le Président Constantinescu. En tout cas, non vers vis-à-vis de moi. Je n'ai pas jamais été informé. »<sup>938</sup>

Ioan Mureșan, ancien leader du parti présidentiel et ancien Ministre de l'Agriculture, a été condamné à de la prison ferme pour le vol d'un million de dollars, un investissement donné à la Roumanie par le Gouvernement américain.<sup>939</sup>

Le Président Klaus Iohannis (en fonction depuis 2014) a été touché par une affaire de corruption mineure, comparée aux autres Présidents. La Justice a constaté que sa femme et lui s'étaient approprié<sup>940</sup> une maison appartenant aux héritiers d'un Roumain d'origine allemande. Il a dû rendre la maison aux vrais héritiers et reverser les bénéfices obtenus par la location.<sup>941</sup>

Une année après la fin du mandat du président Băsescu, en 2015, les procureurs ont accéléré l'activité dans plusieurs dossiers qui ont incriminé Udrea pour des faits de corruption. Un dossier concernant le financement d'un événement international de promotion (appelé « Gala Bute »), un dossier concernant les contrats d'énergie d'État avec une compagnie privée (appelée « Hidroelectrica »), un autre concernant le financement de la campagne électorale du président

---

<sup>938</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>939</sup> « Fostul ministru al Agriculturii Ioan Avram Muresan, condamnat la 7 ani inchisoare pentru deturnare de fonduri », 28 Mai 2012 - Adrian Popescu, [romaniacurata.ro/fostul-ministru-al-agriculturii-ioan-avram-muresan-condamnat-la-7-ani--2854.htm](http://romaniacurata.ro/fostul-ministru-al-agriculturii-ioan-avram-muresan-condamnat-la-7-ani--2854.htm)

<sup>940</sup> La Sentence du Cour Sibiu, a été annulé par la Cour d'Appel quelques années plus tard

<sup>941</sup> « Iohannis a pierdut casa „fabrică-de-bani”, luată de la stat prin acte false », 12.11.2015, Rise Project, <https://www.riseproject.ro/iohannis-a-pierdut-casa-fabrica-de-bani-luata-de-la-stat/>

Bănescu en 2009, dans lequel a été impliquée sa grande fille, et un autre dossier (appelé « Microsoft ») lié à des procédures d'acquisition des logiciels Microsoft dans des conditions très désavantageuses pour les écoles et l'administration roumaines.

Dans le dossier « Microsoft », le président Bănescu « a autorisé les poursuites (...) contre cinq anciens ministres accusés de corruption et de blanchiment dans le cadre de programmes d'achats de licences de produits Microsoft, entre 2001 et 2012. (...) Sur les 54 millions d'euros de dollars versés par l'État roumain dans le cadre de ces contrats, 20 millions d'euros auraient été détournés par les intermédiaires concernés. »<sup>942</sup> Plus de neuf ministres ont été mis en accusation, mais la surprise a été causée surtout par la révélation de l'implication du mari d'Elena Udrea, Dorin Cocos et de la « mafia de Năstase ».

Elena Udrea a été condamnée à de la prison ferme dans deux dossiers (« Gala Bute » et « Financement campagne électorale 2009 ») mais les décisions ne sont pas définitives.

Dans la deuxième catégorie, nous observons l'association devenir riche et financer la politique. Selon les juges, Dan Voiculescu a été condamné pour avoir acheté une compagnie d'État pour le prix « d'un studio à la périphérie de la ville », en utilisant son influence politique pour y arriver. Le préjudice créé à l'État s'élève à 60 millions d'euros. Dinu Patriciu est décédé avant que les juges aient rendu leur verdict dans son cas, mais tous ses amis complices, des sénateurs et des hauts fonctionnaires publics, cumulent plus de 23 ans de prison au total pour l'avoir aidé à acheter la compagnie Rompetrol à un prix dérisoire, quelque million moins cher. Dans le même domaine du pétrole, pour une affaire similaire de corruption et de privatisation manipulée, Ovidiu Tender a été condamné. Sorin Ovidiu Vîntu a été finalement condamné à la prison seulement après que Mugur Isărescu et PSD ont cessé d'avoir le pouvoir politique. Vîntu a construit une échelle Ponzi au niveau national qui lui a profité le plus, mais il l'a utilisée pour acheter de l'influence politique. Par exemple, il a payé 1 million de dollars de pot-de-vin au président de la Chambre des Députés afin qu'un de ses hommes de maison soit nommé gouverneur de la Delta du Danube, où Vîntu avait des intérêts commerciaux.

Cette structure parallèle de décision pourrait expliquer pourquoi Dinu Patriciu a eu un accès privilégié aux informations et la façon dont il a pu influencer la politique en sa faveur. Cela explique la campagne portée par le couple politique Hrebenciuc – Sova, visant à « tuer » la Loi

---

<sup>942</sup> CHAMPEAU Guillaume, 03 octobre 2014, *Politique*, Numerama.com, lien : [numerama.com/magazine/30805-microsoft-poursuites-pour-corruption-contre-d-ex-ministres-en-roumanie.html](http://numerama.com/magazine/30805-microsoft-poursuites-pour-corruption-contre-d-ex-ministres-en-roumanie.html)

78, qui est la principale loi de contrôle du blanchiment d'argent et d'abus de pouvoir dans la politique.

Chaque Gouvernement a eu sa clientèle avec une minorité d'« intouchables ». C'est-à-dire des personnalités qui, quels que soient les dirigeants au pouvoir, ne pouvaient être poursuivis par la Justice. Et, pour des raisons différentes, le résultat était toujours le même.

Un des dossiers les plus complexes de la Justice roumaine a été celui lié au marché d'énergie. Si on regarde les grands cas de privatisation suspectés ou prouvés de corruption par les procureurs, on dispose de suffisamment d'exemples : Rompetrol et Petromidia (Patriciu), Petromservice-Vîntu, RAFO, et toutes les raffineries. La raison est l'argent immense transactionnée sur le marché, ce qui a eu comme effet la création d'une élite de professionnels corrompus dans les compagnies énergétiques qui se sont mis à la disposition des politiques. Les politiques ont utilisé ce levier pour promouvoir leurs affaires de clientélisme et de corruption. C'est à cause de cet échange de privilèges que cette alliance est devenue intemporelle et trans - politique. Peu importent les dirigeants au pouvoir, une fois entré dans le « groupe des privilégiés », on n'en sortait jamais. La seule différence était le montant gagné : plus important quand on était au pouvoir, moins important quand on était lié à l'opposition.

L'Énergie est l'une des « plateformes de corruption », comme les acquisitions publiques ou les travaux d'infrastructure. Le défi de la Justice était de mettre en accusation ceux qui avaient illégalement tiré profit de l'argent public dans ce marché et de récupérer le préjudice. Ces deux objectifs ont été plus ou moins remplis. Certains Grand Patrons, Patrons et Clients ont été condamnés, mais le préjudice a été à peine récupéré.

L'histoire de la « mafia de l'énergie », telle qu'elle a été appelée par l'ancien Président Băsescu, commence au moment de la restructuration des entreprises d'État. Hidroelectrica, la compagnie de État qui contrôlait la totalité des moyens de productions de l'énergie hydraulique en Roumanie, a été établie comme société indépendante.

En Roumanie, seuls les « initiés » étaient au courant des affaires menées dans l'énergie, ce jusqu' en février 2007, quand le président Băsescu a accusé en direct son Premier Ministre, Tăriceanu, d'être imbriqué dans les affaires des « garçons gâtés » dans le secteur de l'énergie.<sup>943</sup> Le Président a donné les noms de « Buzaianu » ou « Energy Holding » ou « VA Tech – Porțile de

---

<sup>943</sup> « Traian Basescu si C.P. Tariceanu s-au contractat dur la TVR1 », HotNews.ro, Marți, 20 februarie 2007, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1113782-traian-basescu-tariceanu-contract-dur-tvr1.htm>

Fier » qui ont fait exploser l'une des plus grandes affaires de corruption de la Roumanie post-communiste. Elle a été si retentissante que même le président Băsescu a fini par voir ses propres « fidèles » impliqués et jugés par la Justice à la fin de son deuxième mandat.

La première grande affaire de corruption dans le domaine de l'Énergie a démarré en 1997 et a continué pendant les années jusqu'en 2009. La Roumanie communiste avait construit une des plus grandes hydrocentrales du monde sur le fleuve Danube avec l'ancienne Yougoslavie communiste – Les Portes de Fer (1 et 2) (Porțile de Fier 1 / 2). Les deux pays partagent la frontière sur la Danube sur une longueur de 290 kilomètres au sud-ouest de la Roumanie.

En 1997, six mois après les élections, l'ancien Premier – Ministre Victor Ciorbea, le Ministre des Finances – Ciumara, et le Ministre des Industries – Calin Popescu Tăriceanu, ont signé une Décision du Gouvernement qui donnait l'exclusivité de la modernisation d'une des plus grandes hydrocentrales du monde à « SULZER HYDRO/ABB, avec la compagnie U.C.M. Reșița S.A., compagnie Hidroconstrucția S.A. et compagnie Energomontaj" S.A., avec un financement intégralement assuré par la compagnie SULZER HYDRO/ABB. »<sup>944</sup>

C'était charpenté par la Roumanie communiste et la Yougoslavie. Parce que la solution technique était très spéciale et nécessitait une expertise très avancée, la décision a surpris. La compagnie suisse était complètement inconnue sur le marché.

Rien ne se spécifie pas les conditions du crédit et la valeur du contrat. Deux ans plus tard, dans une autre décision gouvernementale, on retrouve la valeur de 152 millions de francs suisses. La décision n'est plus signée par le Premier Ministre, mais par Victor Babiuc à la place, alors qu'il était Ministre de la Défense, le Ministre des Finances – Decebal Traian Remeș et sous-secrétaire d'État.<sup>945</sup> Malgré le montant prévu dans le document officiel, on a appris des années plus tard par les médias que la valeur du contrat avait cumulé plus d'un milliard d'euros.<sup>946</sup> Les journalistes ont découvert que le contrat était géré par une société anonyme en Suisse liée à un nom peu connu dans la politique : Bogdan Buzăianu. Des années plus tard encore, les médias ont découvert un réseau clientéliste qui s'étendait de la droite à la gauche politique et qui a continué à « extorquer »

---

<sup>944</sup> Hotărâre nr. 474/1997 din 28/08/1997 Publicat in Monitorul Oficial, Partea I nr. 228 din 03/09/1997 privind unele măsuri pentru creșterea gradului de siguranță în funcționare și a puterii instalate la centrala Hidroelectrică Porțile de Fier I

<sup>945</sup> Hotărâre nr. 652/1999 din 12/08/1999 Publicat in Monitorul Oficial, Partea I nr. 391 din 18/08/1999 pentru completarea art. 2 din Hotărârea Guvernului nr. 474/1997 privind unele măsuri pentru creșterea gradului de siguranță în funcționare și a puterii instalate la Centrala Hidroenergetică Porțile de Fier I

<sup>946</sup> « Porțile de Fier I și II. Legăturile cu Tăriceanu și Buzăianu », 12.07.2016 14:52,

<https://www.digi24.ro/stiri/economie/portile-de-fier-i-si-ii-legaturile-cu-tariceanu-si-buzaianu-537748>

l'État derrière le bouclier de protection des Grands Patrons. Entre 1997 et 2000, le contrat a fait l'objet d'enquêtes et de mises en accusations pour corruption. En 2000, le gouvernement à droite a perdu les élections, le gouvernement d'Adrian Năstase a pris le pouvoir. Le nouveau Ministre des Industries et du Commerce, Dan Ioan Popescu, a analysé le contrat et avait décidé de continuer les travaux avec la même compagnie. Mieux, il a augmenté le niveau de travaux et de paiements.

Du point de vue du clientélisme, on retrouve ici une combinaison de trois types de clientélisme : politique, religieux et de famille. Bogdan Buzăianu était partenaire d'affaires du parrain de Calin Popescu Tăriceanu ; le parrain, Radu Boroianu, avait été ambassadeur de Roumanie à Berna, partenaire d'affaires par des intermédiaires et bon ami de Buzăianu lui-même.<sup>947</sup> Le nouveau Ministre des Industries, Dan Ioan Popescu (appelé DIP) était très ami avec Buzăianu et il est devenu son parrain.<sup>948</sup>

Les connexions se ramifient au niveau du parti Liberal (de droite) farouchement opposé au Parti Social – Démocrate (de gauche) au pouvoir. Des années plus tard, on retrouve Buzăianu en compagnie du frère du président Băsescu et nourrissant de sulfureuses relations avec la protégée du président, Elena Udrea. Plus de 11 années ont été nécessaires pour que les procureurs s'attaquent enfin à cette situation de haute corruption, pendant laquelle plus d'un milliard de dollars ont été volés au budget de l'État. L'enquête est toujours en cours.

Parallèlement à cette affaire, pendant les années 1997 – 2012, le groupe des Grand Patrons et de leurs clients a gagné des centaines de millions d'euros grâce à des contrats d'énergie avec l'État. En effet, l'échelle était très simple : sous le bouclier de la « libéralisation du marché » de l'énergie, les compagnies énergétiques d'État vendaient l'électricité à un prix très bas à des compagnies privées liées au réseau de clientèle des Patrons et Grands Patrons. Les intermédiaires revendaient l'énergie sur le marché privé au prix réel en faisant des profits énormes. Energie Holding, la compagnie du Buzăianu, a été l'une des grandes gagnantes. Dans la même catégorie, on a Grivco, la compagnie du Voiculescu qui a obtenu plus de 18 millions d'euros de bénéfice

---

<sup>947</sup> « Jaful "Portile de Fier" », Evenimentul Zilei, Marți, 27 februarie 2007, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1111807-jaful-portile-fier.htm>

<sup>948</sup> DRĂGHICI Marius, Filiera liberala a jafului „Portile de Fier”, Publicat la 28 februarie 2007, Evenimentul Zilei, <https://evz.ro/filiera-liberala-a-jafului-portile-de-fier-432180.html>

lorsque le ministre de l'Économie qui détenait le contrôle des compagnies énergétiques d'État était Codruț Sereș, un proche de Voiculescu et membre de son Parti Conservateur.<sup>949</sup>

Un autre joueur privilégié sur le marché de l'énergie a été le groupe Arelco. L'actionnariat était caché dans les paradis fiscaux et changeait constamment. Cependant, l'actionnaire minoritaire roumain de cette affaire très profitable était Robert Neagoe, le mari de Monalisa Neagoe, la présidente du Tribunal de Bucarest, une de plus importantes juridictions judiciaires de Roumanie.<sup>950</sup> La compagnie Arelco s'est trouvée aussi liée à des affaires avec certaines entreprises de Buzăianu et s'appuie également sur une filière clientéliste dans le milieu politique : un de ses directeurs est Daniela Vișoianu, la femme d'un leader influent du Parti Liberal et, temporairement, conseillère du Premier Ministre. De la même manière, selon la même source, les actionnaires d'Arelco dans les paradis fiscaux sont liés à des compagnies appartenant au fils de l'ancien Premier Ministre, Nicolae Văcăroiu, à la tête de la Cour des Comptes de Roumanie pour une longue période après la fin de son mandat au Cabinet.

Ces compagnies sont liées plutôt au réseau clientéliste dual PNL et PSD (droite et gauche) autour de Patriciu et de Dan Ioan Popescu, avec des ramifications éloignées touchant le président Băsescu par le biais de sa chef de Cabinet, Elena Udrea, Ministre puis temporairement, présidente de son parti et qui était impliquée dans les affaires au sujet de l'énergie avec Bogdan Buzăianu. Le dernier l'avait dénoncée en révélant qu'elle avait versé à Udrea un pot de vin de 3,8 millions de dollars<sup>951</sup> pour prolonger la durée des contrats d'énergie de ses compagnies, des contrats d'une valeur d'un milliard d'euros.

Une autre compagnie, Alro (contrôlée par la Russie) était indépendamment connectée à tous les partis politiques, y compris l'Union Démocrate des Hongrois en Roumanie, un parti politique - extension de l'illibéralisme et du révisionnisme de Victor Orban de Hongrie. Un de ces sénateurs hongrois les plus influents avait noué d'excellentes relations d'affaires avec les services de renseignement russes qui s'étaient impliqués dans la région pour faire des profits énormes mais

---

<sup>949</sup> « Cum a evoluat averea lui Dan Voiculescu pe vremea lui Codrut Seres », Miercuri, 01 Februarie 2012, ora 09:34, Evenimentul Zilei, <https://ziare.com/dan-voiculescu/stiri-dan-voiculescu/cum-a-evoluat-averea-lui-dan-voiculescu-pe-vremea-lui-codrut-seres-1148239>

<sup>950</sup> « Un „băiat deștept” din energie se cere în faliment », 3 mai 2017, Mihai Soare, Cotidianul, <https://www.cotidianul.ro/un-baiat-destept-din-energie-se-cere-in-faliment/>

<sup>951</sup> « Cum arăta geanta cu 3,8 milioane de dolari cash presupus primită de Elena Udrea în cazul Hidroelectrică », ANCHETE • 8 AUGUST 2020 •, <https://www.g4media.ro/cum-arata-geanta-cu-38-milioane-de-dolari-cash-presupus-primita-de-elena-udrea-in-cazul-hidroelectrica-udrea-acuzata-ca-ar-fi-primit-o-geanta-cu-bani-si-in-dosarul-gala-bute-carausul.html>

aussi pour des intérêts stratégiques : la Roumanie a en effet trois grandes bases militaires américaines sur son territoire, y compris le « bouclier anti-raquette » SM- 3.

Cependant, une compagnie, appelée Forces Motrices France (FMF) fondée en Alsace, a été à 100% fondée et dirigée par des personnes émanant du parti présidentiel, le Parti Démocrate (et plus tard Libéral).<sup>952</sup> Cette compagnie, selon la même source, a signé des contrats de consultance avec la compagnie-fanion de Buzăianu.

Concrètement, grâce à ce pont commercial, on dispose d'une rare preuve de l'entendue clientélisme politique : tous les réseaux de Grands Patrons sont liés et ont gagné de l'argent grâce au marché de l'énergie : Năstase, Patriciu, Voiculescu, Bănescu, Vîntu, à travers les contrats avec Petromservice. C'est comme une « aristocratie de la corruption », qui n'a pas d'idéologie et qui suit une logique de l'enrichissement à tout prix, en mettant en danger l'économie du pays et la sécurité de ses concitoyens.

Tous ces réseaux de clientélisme n'ont eu jamais fait publiques sans l'hétérogénéité des élites politiques qui se sont très souvent affrontées pour l'accès aux ressources. Patriciu et Buzăianu étaient de très bons amis ; des années plus tard, ils sont devenus ennemis et Buzăianu l'a assigné en Justice pour qu'il lui rembourse un prêt personnel d'une valeur de 2,5 millions d'euros.<sup>953</sup>

La lutte anti-corruption a été déclenchée par le Président Bănescu, qui en a fait la priorité de son mandat. Il a introduit la corruption sur la liste des menaces pour la sécurité nationale, ce qui lui a permis d'employer toutes les ressources des Services de Renseignements et de recevoir des Rapports dans le Conseil Suprême de Défense du Pays (CSAT).

Ceci a permis aux procureurs, en 2007, de démanteler un réseau international de consultants en énergie qui, en effet, était un réseau couvert d'espionnage russe. Le dossier « Trahison & Espionnage » a conduit en prison plusieurs haut fonctionnaires publics roumains et plusieurs Ministres pour des faits de corruption.

Dans toutes les privatisations énergétiques, il y a un nom qui apparaît systématiquement : c'est la maison de consultance Credit Suisse First Boston Consulting. Ce nom est lié non seulement

---

<sup>952</sup> « Alianța „băieților deștepți” cu PDL », Evenimentul zilei, Publicat la 18 mai 2009, <https://evz.ro/alianta-baietilor-destepi-cu-pdl-851373.html>

<sup>953</sup> « Patriciu, chemat în fața instanței pentru neplata unor datorii », 11 Dec 2009, Antena 3, <https://www.antena3.ro/actualitate/patriciu-chemat-in-fata- instantei-pentru-neplata-unor-datorii-87193.html>

aux procédures de privatisation de Petrom, Distrigaz, Transelectrica et Alro / Alprom ,mais également aux Grands Patrons les plus influents.

Une des plus grandes victoires de la Justice roumaine a été le dossier de trahison et d'espionnage. Deux consultants de la grande banque internationale d'investissement Credit Suisse First Boston, Stamen Stantchev et Vadim Benyatov, ont été condamnés pour des faits de corruption et d'espionnage au profit d'un Etat ennemi de l'OTAN, non officiellement nommé, la Russie.

Ils ont réussi à construire un réseau de pouvoir parallèle qui a influencé les résultats des plus grandes privatisations. Ils se sont impliqués dans la transaction des pots de vins et des rétrocommissions, dans les affaires avec les oligarques russes de l'industrie de l'aluminium et ils ont réussi à faire en sorte que leurs collaborateurs puissent même bénéficier d'un Fonds d'Investissement financé par le Congrès Américain, information confirmée dans « l'Annexe K : Roumanie » du Rapport de contrôle fait par l'USAID à Bucarest quand le dossier d'espionnage a été mis en lumière : « RAEF a également tenté de développer une activité de banque d'investissement basée sur une transaction réussie impliquant Banca Agricola et RZB. Le groupe de banque d'investissement du RAEF a servi de représentant en Roumanie pour les banques d'investissement, notamment Credit Suisse First Boston, JP Morgan et Rothschild Conseil, dans plusieurs opérations de privatisation. »<sup>954</sup>Dans ce Fonds d'Investissement fait en cotutelle avec les Roumains et les Américains, figurait le sommet de l'élite politique de la Roumanie : Mugur Isărescu (1998), gouverneur de la Banque Centrale de la Roumanie, Theodor Stolojan, ancien Premier Ministre, Florin Georgescu, ancien Ministre des Finances et futur vice-gouverneur de la Banque Centrale. Une pléiade de fonctionnaires avec des responsabilités dans la privatisation des compagnies énergétiques était, d'une façon ou l'autre, mêlés à un conflit d'intérêt. En effet, la situation a été tellement problématique que l'Ambassade américaine à Bucarest a annoncé la dissolution de ce fonds et la transformation dans une fondation classique. Les Américains ont déclenché un contrôle qui a pris plus de deux ans et qui a fini par conclure, selon le Rapport de contrôle mentionné plus haut, qu'il y avait eu de graves problèmes de conflits d'intérêts et que plus de trois personnes n'avaient pas été transparentes dans leurs activités, ce qui les a contraints de quitter le fonds.

---

<sup>954</sup> Europe and Eurasia Enterprise Funds and Legacy Foundations Final Evaluation, prepared independently by DevTech Systems, Inc. for the Enterprise Funds and Legacy Foundations Evaluation under contract AID-OAA-I-15-00018, page 229



La corruption et le clientélisme sont liés à la nature humaine et à ses imperfections. L'histoire de l'humanité regorge d'actions qui constituent des abus de pouvoir, détournement des ressources pour l'enrichissement. Cependant, certains contextes y sont propices. L'injustice et le contrôle des ressources par une minorité de personnes ont poussé les sociétés vers la création d'instruments sociaux de collaboration pour assurer l'égalité devant la loi. L'étape la plus importante de la pensée politique dans cette direction a été *Le Contrat Social* de J.J. Rousseau.

Dans les anciens pays communistes, des conditions spéciales s'appliquaient. Et dans ce cadre étroit, il y a une autre loi, les particularités locales. La transition de la dictature vers l'Etat de droit et l'économie du marché a été menée différemment en Allemagne de l'Est, en Roumanie, en Bulgarie, en ex-Yougoslavie (six républiques : la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie comprenant les régions du Kosovo et de la Voïvodine et la Slovénie) en Hongrie, en ex-Tchécoslovaquie (Tchéquie et Slovaquie) et en Pologne. Les dictatures de chaque pays ont été différentes, celle de la Roumanie ayant comme particularité sa dureté, avec la suppression totale des droits de l'homme et l'élimination physique systématique de tout opposant du régime. Ce contrôle total de la société a été fait avec la complicité des citoyens par une propagande interne si forte qu'elle persiste aujourd'hui encore, 30 ans après la chute du régime de Ceaușescu. Ses apparatchiks sont restés aux leviers des structures d'État et ils ont utilisé ces pouvoirs du passé dans leur intérêt personnel.

..

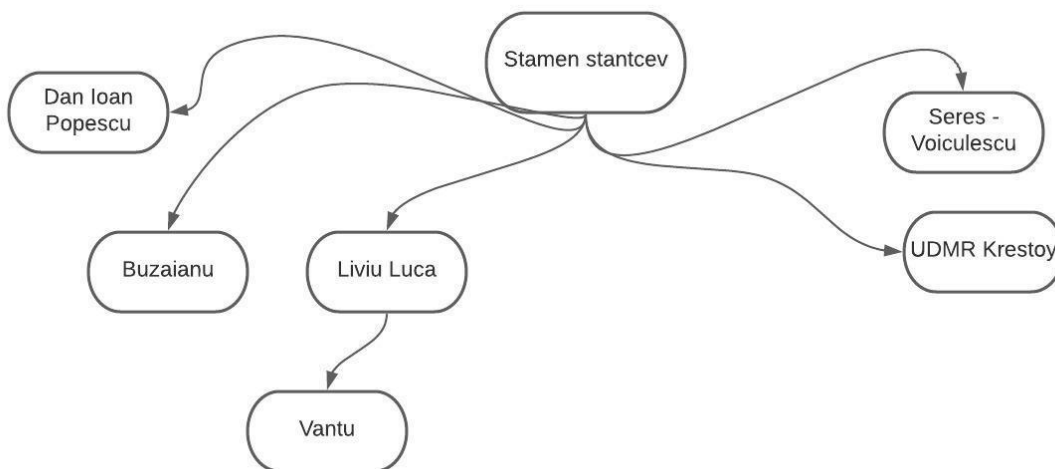


Figure 59. Le réseau " Stantchev "

Nous nous sommes demandé quelle était la source de la corruption dans la Roumanie post-communiste. Les données, les réponses des quatre anciens Premiers Ministres, interrogés sur le sujet, indiquent le passé. Son passé dictatorial a été la source de la corruption. Son passé dictatorial a presque détruit son avenir démocratique.

Dans leurs réponses plus détaillées et plus techniques, les anciens Premiers Ministres ont considéré la privatisation comme « la source » de la corruption dans la Roumanie post-communiste.

M. Petre Roman, M. Victor Ciorbea et M. Radu Vasile ont déclaré que les anciens membres de la Securitate et les anciens membres de la nomenklatura ont été les forces qui ont saboté le processus des privatisations et qui ont tiré le plus d'avantages en termes de richesse. Cependant, M. Nicolae Văcăroiu a accusé une corruption d'importation occidentale, créée elle aussi par une privatisation forcée en faveur des grandes multinationales étrangères qui en ont bénéficié doublement : une première fois, en tuant la concurrence et une seconde fois, en trouvant une main d'œuvre pas chère.

Petre Roman ne cache pas l'hostilité qu'a montré la classe politique envers la réforme de l'État. « Les mesures de privatisation constituaient à la fois une provocation pour les uns et un pas vers la réforme pour les autres. Une certaine partie des politiques s'y est ouvertement opposée »<sup>955</sup>, comme l'explique Petre Roman. « Une bonne partie de ses collègues ont choisi, selon lui, de saboter la réforme économique que Roman prévoyait de commencer par le lancement d'une loi fondamentale », continue-il en donnant exemple de la Loi 15 qu'il avait envisagée pour ouvrir les portes « de l'économie de marché, dans le sens où les compagnies d'État étaient mises dans un nouvel ordre législatif qui ouvrait la porte vers la privatisation, la concurrence, l'autonomie ». M. Roman se souvient de s'être fait « pulvérisé » à la télévision par le président du Sénat de l'époque, Barladeanu, ancien dirigeant pendant la dictature et grand admirateur du régime. « La loi est finalement passée comme nous avons désiré, mais l'épisode est très significatif : on avait deux, trois semaines de l'investiture et une autorité de la majorité parlementaire s'est prononcée de manière défavorable contre une première loi qui était essentielle pour le démarrage de l'économie du marché. »<sup>956</sup>

---

<sup>955</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>956</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

Selon lui, les changements ont été sabotés parce que la réforme avait comme effet l'élimination des privilèges des « enfants gâtés » du régime.

« Il y a eu plusieurs institutions qui se sont ouvertement opposées au processus de la privatisation : la Securitate, l'ancienne cruelle police politique du dictateur et les anciens dirigeants de la nomenklatura qui risquaient de perdre leur part du « gâteau », les avantages, les bénéfices et les hautes positions très bien rémunérées. »<sup>957</sup>

C'est à cause de cela que, dans sa réponse concernant l'origine de la corruption dans la Roumanie post-communiste, Roman exprime ceci : « Si je devais comparer le phénomène de la corruption de l'époque avec ce qui est aujourd'hui, je devrais dire qu'à l'époque nous étions dans un état de « propreté » exceptionnel. Parce que, à l'époque, la corruption était mineure, on ne se posait pas le problème de détournement d'argent, millions, dizaines de millions, centaines de millions d'euros, on n'a pas fait de soi-disant privatisation qui ont été purement des vols, surtout par la présumée « liquidation ». En gros, on parle d'un phénomène d'une ampleur infiniment plus petite d'aujourd'hui, mais celui était sentiment après la Révolution. »<sup>958</sup>

Sa première association de mots, c'est « privatisation égale vol ». Selon Roman, l'échec d'une privatisation précipitée qui a laissé moins de contrôle à la politique a eu comme conséquence un accroissement de la corruption. Roman estime que, pendant son mandat, il y avait de la corruption : « une corruption qui aujourd'hui, comme je dirais, que les gens la considère quasi-normale, malheureusement. C'est-à-dire qu'on paye un pot de vin à une certaine institution, ou administration (bureaucratique) pour obtenir un crédit, pour faire un compromis. C'est-à-dire un niveau de corruption mineur en comparaison avec ce qui s'est passé ultérieurement. »<sup>959</sup>

La privatisation au détriment de la politique a simplement permis le transfert illégal de propriété au profit d'une poignée d'initiés : « Ce patrimoine a été pris en contrôle d'une manière frauduleuse dans le cadre de cette privatisation, et vendu. Ceux qui étaient les clients politiques sont devenus, d'un jour à l'autre, fabuleusement riche sans une raison juste. »<sup>960</sup>

M. Roman accuse le Gouvernement, le Cabinet Văcăroiu, d'avoir changé la loi seulement pour « cibler » un personnage politique de l'opposition : « S'il avait respecté notre loi sur la privatisation... Vous savez, après nous est venu au pouvoir le Gouvernement Văcăroiu et la

---

<sup>957</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>958</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>959</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>960</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

première chose qu'ils ont fait a été de désintégrer notre loi, ce qui a été une énorme, une énorme erreur, pour la raison que les « coupons distribués » ont été accumulés par certaines personnes. Bon, la personne en cause, celui le plus ciblé était Dinu Patriciu. Ça a été une erreur colossale parce que le modèle de concentration de coupons était, cependant, un modèle capitaliste. »<sup>961</sup> Dinu Patriciu était membre du Parti Libéral et l'un des premiers oligarques de la Roumanie post communiste. Son cocktail – utiliser le pouvoir politique pour faire prospérer ses affaires – ont rapidement fait de lui l'homme le plus riche de Roumanie et l'un des hommes les plus riches au monde, à travers des affaires et des privatisations menées exclusivement avec l'Etat. « Dinu Patriciu était Ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire dans le gouvernement Petre Roman 2, après le remaniement en avril 1991." Il est devenu le parrain de Petre Roman lors de son mariage avec S.C. et l'épouse de M. Roman avait reçu des prêts très avantageux d'une valeur de 3,5 millions d'euros pour se lancer dans l'immobilier. »<sup>962</sup>

Nicolae Văcăroiu, le premier Ministre qui a succédé à Petre Roman au pouvoir, partage sa vision sur la nécessité de la réforme. Mais il y a une grande différence sur leur façon de juger le caractère prioritaire des réformes. Văcăroiu essaye de souligner la difficulté énorme du processus qui concerne la création des grandes politiques : « Qu'est-ce que s'est passé pendant la période de commencement, de "transition", comme nous l'appelons tous. Je parle spécifiquement de l'intervalle de 1990, tout suite après la révolution, et de l'automne de 1992. Probablement que ça a été une des périodes les plus difficiles de cette transition parce que, pour la première fois, nous étions dans une période pionnière. La Roumanie était mise dans cette situation, comme tous les autres anciens pays socialistes, de mettre au point un programme de réformes qui signifiait le passage d'un Etat centralisé, totalitaire, vers un État de Droit fondé sur un principe de fond, celui de l'économie de marché. Une situation inédite, parce que ça se passait pour la première fois dans le monde, personne n'avait dans "sa poche" les solutions pour ce passage et comment faire pour que ce passage soit rapide et couronné de succès. Imaginez que tout était dans les mains de l'État, la propriété de l'État, le mécanisme du marché était remplacé par les « balances matérielles »,

---

<sup>961</sup> ROMAN Petre, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>962</sup> « Dezvăluire oficială după aproape 10 ani: familia fostului premier Petre Roman s-a lansat în imobiliare cu banii lui Dinu Patriciu », 22 decembrie 2019, <https://www.profit.ro/povesti-cu-profit/real-estate-constructii/dezvaluire-oficiala-dupa-aproape-10-ani-familia-fostului-premier-petre-roman-s-a-lansat-in-imobiliare-cu-banii-lui-dinu-patriciu-19199990>

comme instrument principal de travail. Imaginez que toutes les décisions étaient prises en un seul endroit... »<sup>963</sup>

Une des contraintes qui tenait la classe politique « prisonnière » d'un cercle vicieux d'intérêt, était l'héritage communiste de personnes sans culture démocratique et en situation de difficulté matérielle, qui formaient une masse de main-d'œuvre pour le parti. D'où le développement des politiques populistes : « Quant aux partis de masse et aux partis totalitaires, ils semblent, à première vue, par leur nature idéologique, les plus imperméables au clientélisme. (...). Mais c'est bien souvent une illusion : pour gagner des voix ou des militants, il faut offrir aux militants certaines perspectives matérielles. Pour faire carrière dans le parti – et dans les ex-pays communistes, il faut faire carrière dans le parti pour faire carrière tout court – il faut savoir se faire remarquer, se placer auprès d'un dirigeant qui vous aidera à monter. Même en admettant que le parti garde sa pureté idéologique, le clientélisme peut se manifester sous des formes plus subtiles, car les échanges clientélistes ne sont pas uniquement matériels. Enfin, les partis politiques peuvent entretenir des rapports de clientèle avec des groupes d'intérêt. »<sup>964</sup>

R. Dahl précise ainsi sa pensée sur le même sujet : « Les politiques sont des moyens importants, pas les seuls, mais avec lesquels les dirigeants attirent le soutien de leurs électeurs<sup>965</sup>. »

La privatisation était une étape importante pour atteindre ce but. A son tour, Nicolae Văcăroiu fait très clairement le point sur la façon dont le processus de privatisation a été organisé, déficitaire dès le début et prédisposé à la corruption. L'institution qui contrôlait en totalité le capital des entreprises d'État, le Fonds de la Propriété d'État (FPS – acronymes en roumain) était un ministère « hybride » : il ne faisait pas partie du Cabinet, mais il n'était pas sous l'autorité et le contrôle du Premier-Ministre : « On a certainement commis des fautes et des erreurs. Il m'a coûté beaucoup que le Fonds de la Propriété d'État n'était pas dans ma subordination. Il était subordonné au Parlement. Ils ne me faisaient pas de comptes-rendus. Je n'ai pas eu une mauvaise collaboration avec eux, mais ils ont des problèmes sérieux. »<sup>966</sup>

Le document essentiel dans la construction de la grande politique de la Roumanie a été créé cinq ans après la Révolution, le 21 juin 1995. Le document, connu sous le nom de « La

---

<sup>963</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>964</sup> MÉDARD (Jean-François), *Revue Française de Science Politique*, volume 26, numéro 1, (1976), pp. 125-126

<sup>965</sup> DAHL (Robert A.), *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, (1961), p. 97

<sup>966</sup> VĂCĂROIU Nicolae, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011

Déclaration de Snagov », est la seule grande politique qui a obtenu à l'unanimité l'approbation à la fois de la classe politique et de la société civile. Son texte définit comme une priorité nationale la Stratégie nationale pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne.

Les principes énoncés comme essentiels dans le développement de l'État roumain sont « la promotion du développement des attributs d'une société démocratique – l'État de Droit, le pluralisme politique, la séparation des pouvoirs, des élections libres, le respect des Droits de l'Homme, y compris des minorités, la création d'une économie de marché nationale efficace et durable, compatible avec les principes, normes, mécanismes, institutions et politiques de l'UE.<sup>967</sup> »

Un an plus tard, en 1996, la force politique la plus pro-occidentale, la Convention Démocrate (à droite), remporte les élections. L'ancien conseiller présidentiel, Zoe Petre, explique que « le facteur décisif, vraiment explicite en ce qui concerne l'électorat, dans mes évaluations, était le facteur pro-occidental de la Convention Démocratique contre ce qui est considéré comme une stagnation ou facteur pro-Est de la part du président Iliescu. Et une certaine mobilisation dans la faveur des réformes. »<sup>968</sup>

L'équipe arrivée au pouvoir, le premier Gouvernement qui a été perçu comme un Gouvernement pro-Européen et pro-OTAN, était conduite par le Premier Ministre Victor Ciorbea. Pour lancer les réformes qui stagnaient, il décrit l'effort institutionnel national et international qui a été nécessaire.

Ciorbea se souvient : « Nous avons parlé des réformes. Je disais que sur le plan politique s'était créé ce modèle avec l'intégration de l'UDMR. Sur le plan économique, au début, nous avons établi le "diagnostique" ensemble avec les organisations financières internationales, mais aussi avec une équipe de spécialistes avec un financement offert de – je ne sais pas si vous devriez le mentionner – monsieur Soros, par sa fondation, mais il s'est impliqué personnellement : il est venu dans le pays, nous avons parlé, etc. C'était aussi une équipe de conseillers exceptionnelle : McKenzie, quelques professeurs de Harvard, de la Sorbonne, des anciens hauts fonctionnaires comme l'ancien président de l'institution responsable de la privatisation en Allemagne de l'Est –

---

<sup>967</sup> Declaratia de la Snagov, (1995), <http://www.cdep.ro/pdfs/snagov95.pdf>

<sup>968</sup> PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011

le chancelier Kohl m'a recommandé cette personne qui est restée une année en Roumanie pour me conseiller en matière de législation concernant la privatisation. »<sup>969</sup>

L'ancien Premier – Ministre se rappelle avoir réussi à constituer toute une équipe hétérogène, avec des spécialistes, des fonctionnaires des Ministères et le peu d'hommes d'affaires étrangers présents avant le début de son mandat en Roumanie. Le résultat de ses démarches, d'après lui, notamment « grâce aux réformes, en une seule année – 1997 –, a été de réussir à attirer plus d'investisseurs étrangers en Roumanie que le total des investisseurs venus au cours des sept années précédentes. »<sup>970</sup>

En se tournant vers le passé, V. Ciorbea réalise la difficulté de sa tâche administrative, économique, mais surtout, politique : « Par exemple, j'ai négocié à l'époque un montant – la première tranche était de 350 millions de dollars – plus petit, pas de montants de dizaines de milliards de dollars, alors que notre réserve en monnaie étrangère était quasiment inexistante. Malgré tout ça, M. Camdessus m'avait prévenu ... Ils sont venus, on a établi le "diagnostic" – le fait que nous avons cette situation économique désastreuse, nous étions pratiquement en faillite nationale, la réserve en monnaie étrangère je vous ai dit, le déficit du budget fiscal et quasi-fiscal sous la forme des diverses subventions vers certains secteurs non-rentables était arrivé au niveau de 12% du PIB, un chiffre absolument effarant. Donc, on ne pouvait pas continuer comme ça parce qu'il n'y avait plus des ressources. C'était pratiquement impossible. »<sup>971</sup>L'industrie roumaine, la fierté du national- communisme, était un grand point noir dans le budget, qui consommait plus de ressources qu'elle n'en produisait. La privatisation a été la solution avancée par les organismes internationaux.

Le Cabinet Ciorbea a initié, à son tour, des réformes. « En ce qui concerne les réformes structurelles, aucune réforme réelle, structurelle de privatisation sérieuse ou de restructuration économique n'est passée au-dehors de la « porte » des entreprises. Donc certainement, on nous a établi quelques préconditions et conditions pour chaque tranche individuelle. Parmi les autres, je me souviens de plusieurs mesures de réforme économique, certaines très douloureuses mais absolument nécessaires : la libéralisation d'un coup de tous les prix – nous n'avons eu aucun prix

---

<sup>969</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>970</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>971</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

contrôlé par l'État – et, dans la même journée, j'ai libéralisé le cours d'échange lei-dollar. En deux-trois jours, la valeur d'un dollar a monté de 4 000 lei à 8 000 lei, puis à 11 000 lei. »<sup>972</sup>

Selon Philippe Claret, l'assistance institutionnelle peut produire des effets très particuliers : « En effet, on peut discerner à l'œuvre, à travers les multiples mécanismes d'aide et d'assistance institutionnelle des premiers à l'égard des seconds (*les pays d'Europe occidentale envers les pays d'Europe centrale et orientale*) - mécanismes dont la prolifération considérable pose assurément, parfois, la question de leur efficacité respective – une logique très rationnelle et fonctionnelle assimilable, en fin de compte, à une mise en tutelle des États postcommunistes par les États et les Organisations internationales d'Europe occidentale<sup>973</sup>. »

Selon lui, la totalité des efforts institutionnels concernant « le processus d'intégration politique européenne des États postcommunistes – marche forcée vers l'État de droit et la démocratie pluraliste » a été dominée par une vision unilatérale, occidental - centrée, des modalités de développement démocratique, et par conséquent, elle a autorisé une évaluation politique de la part des Organisations européennes sur l'avancement démocratique de ces États. »

974

La tâche suivante, qui a été peut-être la plus difficile, a été la mise en œuvre des réformes structurelles. La Roumanie était-elle prête pour faire ces réformes ? Les élites politiques et l'appareil bureaucratique se sont-ils bien voués à concrétiser les mesures qui avaient pour objectif la prospérité du futur État de droit et du marché libre ? La privatisation a-t-elle été une grande politique qui a servi l'intérêt de la nation ?

Une chose est très claire : quels que soient les moyens employés, la privatisation a été considérée comme une chance pour ressusciter l'économie endommagée de la Roumanie. En conséquence, au lendemain de la Révolution de 1989, par la Loi 58/1991, le Gouvernement a créé le cadre législatif et institutionnel pour la privatisation des sociétés commerciales d'État. L'Agence Nationale de Privatisation a été chargée de la responsabilité de dresser les règles et d'en gérer le processus.

---

<sup>972</sup> CIORBEA Victor, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011

<sup>973</sup> CLARET (Philippe), « La marche forcée des états postcommunistes vers l'état de droit et la démocratie pluraliste », chapitre in *La réinvention de l'état*, volume coordonné par MILACIC (Slobodan), Éditeur Bruyant, (2003), p. 96

<sup>974</sup> CLARET (Philippe), « La marche forcée des états postcommunistes vers l'état de droit et la démocratie pluraliste », chapitre in *La réinvention de l'état*, volume coordonné par SLOBODAN (Milacic), Éditeur Bruyant, (2003), p. 97



La lutte pour changer les modalités de la privatisation, dans un sens ou dans un autre, est visible dans l'instabilité qui en a résulté dans les institutions chargées de la privatisation.

L'ancien Premier Ministre Radu Vasile pense que de nombreuses affaires de corruption liées à la privatisation ont été menées pour obtenir de l'argent sans maintenir la production d'une usine, ni la développer : « Dans ces conditions, la majorité a démoli l'usine et ils ont vendu les parts de l'usine. Pour obtenir ce type d'avantages... c'est comme ça que la corruption s'est développée au plus haut niveau. C'est-à-dire que les fonctionnaires de l'État responsables des Ministères, diverses Agences comme le Fonds de la Propriété d'État qui administraient tout, tout, absolument toutes les usines, compagnies, etc., qui appartenaient aux États qui avaient 100% des actions. Les fonctionnaires, à certains niveaux, pour faciliter le transfert de propriété ont reçu de l'argent en échange. C'est le moment du début de la grande corruption. »<sup>975</sup>

Une analyse quantitative des entrevues nous révèle que l'emploi de mots est corrélé avec l'importance accordée à la lutte contre la corruption par chaque ancien Premier Ministre. Nous avons calculé la fréquence de l'utilisation des mots suivants : justice, loi, judiciaire, juges, procureurs, vol, corruption, réforme, Securitate.

On observe que Radu Vasile et Victor Ciorbea ont employé le mot « corruption » plus souvent que les autres, tandis que le mot « réforme », associé à la réforme de l'Etat, a été davantage utilisé par Petre roman et Victor Ciorbea. Le mot « justice » a été utilisé de façon identique en moyenne par tous les anciens Premiers Ministres, ce qui révèle l'importance essentielle du changement de régime : schématiquement, les Roumains se sont plutôt révoltés pour vivre libres, dans un pays avec une Justice la plus honnête possible que pour vivre mieux, économiquement parlant.

| Mots       | Roman | Văcăroiu | Ciorbea | Vasile |
|------------|-------|----------|---------|--------|
| Corruption | 25    | 15       | 39      | 44     |
| Réforme    | 27    | 7        | 24      | 7      |
| Securitate | 4     | 9        | 9       | 2      |
| Justice*   | 26    | 23       | 27      | 24     |

<sup>975</sup> VASILE Radu, ancien Premier Ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011

# CONCLUSION

Cette recherche a eu comme but de montrer que les élites politiques nationales ont tantôt freiné, tantôt accéléré la réforme de l'État roumain, en poursuivant uniquement, pour une grande majorité d'entre elles, des intérêts personnels ou de groupe, souvent en contradiction avec l'intérêt général ou national.

L'hypothèse a été validée par des recherches qualitatives, quantitatives et des entrevues avec des élites politiques au plus haut niveau. Les données, sans aucun doute, certifient l'existence d'élites de proie, pan-politiques, égocentriques et malignes, qui s'intéressent seulement à leurs intérêts, sans considération pour les dommages causés à la nation roumaine.

Dans cette démarche, nous avons fait, en premier lieu, quelques constats. D'abord, nous avons calculé le taux de clientélisme dans les élites politiques roumaines, qui est impressionnant : 57,2%. Ensuite, nous avons établi que les élites censées lutter contre le passé dictatorial et corrompu du pays étaient, pour 54,8% d'entre elles, issues de la dictature, c'est-à-dire la génération politique née entre 1940 et 1950.

Pour calculer la concentration du clientélisme au sein des élites politiques roumaines, nous avons créé un nouvel outil, que nous avons appelé la Pyramide de Relations entre le Patron et le Client (sigle roumain et anglais 'PCRP', utilisé dans le texte).

Nous avons validé qu'il existe cinq types de connexions qui comptent dans une relation de clientélisme : 1) associatives, 2) amoureuses, 3) familiales, 4) politiques et 5) religieuses. Dans les études de cas du clientélisme en Roumanie postcommuniste, nous avons découvert que 17,5% des personnes impliquées dans des affaires de clientélisme étaient des Patrons. Également, que 17% des députés et sénateurs ont donné un travail à un membre de leur famille dans une structure d'État.

Cette « épidémie » de clientélisme a eu des effets catastrophiques sur le processus de privatisation et celui des affaires bancaires. Nous avons pu identifier que plus de 72% des dossiers de privatisation de 343 grandes entreprises d'État relèvent de faits de clientélisme et / ou de corruption. Dans le domaine bancaire, la valeur estimée du préjudice est évaluée à environ 5,9 milliards d'euros (valeur 2003).

La Justice aurait dû, normalement, sanctionner ces faits de corruption et de clientélisme. Cependant, notre recherche démontre que, après 2014, la Justice a été mise à genoux. Les poursuites judiciaires de la DNA entre 2005 et 2014 ont abouti à une estimation du préjudice de l'ordre de 4 milliards euros. En utilisant les données publiques, nous avons calculé, en premier lieu, la valeur moyenne d'un dossier de corruption - établie à 1,2 millions d'euros - ; puis, celle du 'pot-de-vin' dans les dossiers de corruption - entre 120.000 et 360.000 euros - ; enfin, l'étendue moyenne d'un réseau de clientélisme impliqué dans des faits de corruption - représentant 3,8 Clients par Patron.

Il n'est pas surprenant, du tout, de constater que la grande majorité des affaires de clientélisme et de corruption sur le marché de l'énergie et le marché bancaire en Roumanie est liée à la Russie. Il n'est pas surprenant, non plus, de savoir que dans 87% des dossiers solutionnés par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, la Roumanie a été condamnée.

L'invasion de l'Ukraine montre que le clientélisme et la corruption sont une menace pour la démocratie, la paix et la prospérité dans l'Union Européenne. Les élites politiques nationales, dans la majorité des États post-communistes, jouent dans un régime constitutionnel confus et maladroit, « une fiction juridique »,<sup>976</sup> dans lequel le pouvoir exécutif est défectueux. Aussi est-il très difficile d'attendre qu'elles prennent des mesures contre la corruption sans que celles-ci ne leur profitent. C'est bien le cas de la Roumanie, avec le coup d'État légal de 2012 et la réaction très dure de la Commission de la Venise.<sup>977</sup>

La montée des Gouvernements populistes et profondément corrompus en Europe de l'Est est, assurément, un danger pour la stabilité et l'existence de l'Union Européenne. Sans un ensemble cohérent de règles pour lutter contre la corruption et la criminalité, le système décisionnel et le futur de l'Union sera plus enclin à reculer qu'à progresser.

C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de suggérer la mise en œuvre d'une nouvelle directive européenne : nous l'appelons la directive Action contre la Corruption et la Criminalité (A2/AD, Anti-Corruption Anti-Crime Action Directive).

---

<sup>976</sup> FRISON-ROCHE François, *Les pouvoirs « périphériques » des présidents d'Europe post-communistes : symboles ou pouvoirs réels?* In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 39, 2008, n°2. L'institution présidentielle dans les pays post-communistes. Pp. 10; [https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_2008\\_num\\_39\\_2\\_1894](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2008_num_39_2_1894)

<sup>977</sup> Strasbourg, le 17 décembre 2012 Avis n° 685 / 2012 CDL-AD (2012)026 Or. Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise), Avis sur la compatibilité avec les principes constitutionnels et la règle de droit des actions prises par le gouvernement et le parlement de la Roumanie, p.18

La mission principale d'une telle directive (A2/AD) serait de consolider l'État de droit au sein même des États de l'Union. Elle fixerait des normes de transparence et d'intégrité, afin d'empêcher le contournement de la gouvernance de bonne volonté par la législation locale / nationale. La réalisation et la fonctionnalité de cette directive devrait s'appuyer sur l'intelligence artificielle.

En vérité, l'idée de cette directive est inspirée de la stratégie militaire. Ainsi, d'après la définition du CSIS, les « forces A2/AD sont classées comme celles qui contribuent à empêcher les forces d'un adversaire d'accéder à une région particulière ou à entraver la liberté de manœuvre. Les forces A2/AD comprennent généralement des défenses aériennes, des forces contre-maritimes et des armes de frappe offensive de théâtre, telles que des missiles balistiques à courte ou moyenne portée, des missiles de croisière et d'autres munitions guidées de précision. »

L'objectif de cette directive Anti-Corruption Anti-Crime Action Directive (A2/AD) serait tout simplement de rendre impossible l'adoption d'une législation favorisant la corruption ou abaissant les normes juridiques afin de créer une immunité pour les personnes impliquées dans des affaires de corruption.

La plupart des cas de corruption se produisent dans le cadre de projets financés au niveau national, où la responsabilité est locale ou nationale. Cependant, les projets financés par l'UE requièrent une méthodologie stricte pour prévenir les cas de corruption et le vol d'argent européen.

Selon nos données, la corruption dans les contrats publics est réalisée à la fois par des contrats supplémentaires en plus du contrat initial, qui ne sont pas déclarés ; par la falsification des données dans les dossiers des conditions préalables pour accéder à un appel d'offres public ; par le blocage du processus par des actions en justice abusives, ou la sous-concession après l'obtention du contrat par le biais d'une fraude clientéliste. La liste des procédés n'est pas exhaustive.

La réalisation de la directive A2/AS pourrait être obtenue à l'aide des outils suivants en trois étapes, qui ne nécessitent pas l'unanimité de vote, tout en prenant en compte les risques éventuels de rejet par une partie des pays corrompus.

Ces trois étapes, de nature strictement administrative, peuvent en fait être mises en action avec les ressources déjà disponibles dans l'UE :

1. L'adaptation d'une plateforme intégrée sur le système d'information pour les marchés publics (SIMS / TED) <sup>978</sup> permettant de faire du pre-screening au moment de la publication d'appels d'offres avec l'aide de l'intelligence artificielle.
2. L'extension de la directive 2015/849 de l'UE en matière de lutte contre le blanchissement d'argent. Les participants devraient compléter une déclaration de type PPÉ sur la responsabilité pénale. L'UE a défini, la première, le concept de « personne politiquement exposée ». Avec une telle mesure, l'UE reconnaîtrait le clientélisme comme partie de la corruption et encadrerait le phénomène sous le parapluie des risques d'atteinte à la démocratie et à la stabilité de l'État. La directive UE 2015/849, surtout avec les Articles 9, alinéa 9 – 17 et les articles 19, 20 et 21 concerne, en effet, la transposition juridique d'un réseau clientéliste : « une « personne exposée politiquement » est une personne physique qui occupe ou s'est vu confier une fonction publique importante ».
3. L'analyse des décisions de la Cour de Justice à l'aide d'un programme d'intelligence artificielle, pourrait certainement détecter des anomalies (« spikes » / « épis »), afin de répondre à la question de savoir pourquoi, dans des conditions identiques, les juges ont pris des décisions très différentes. Par exemple, dans un cas d'enlèvement illégal de mineurs, comment est-il possible d'avoir des décisions opposées, dans des conditions identiques à celles d'autres dossiers, par le même juge ?

L'intelligence artificielle fonctionne en fonction de la « formation » donnée par l'opérateur humain. Pour démontrer qu'une telle idée est possible, nous avons utilisé l'intelligence artificielle GPT-3 (Open AI) afin de créer une Constitution d'un pays imaginaire (surnommé 'La République du Beurre Salé'). Avec un minimum de connaissances de programmation informatique, nous avons pris comme modèle la Constitution de la Vème République Française. Les résultats sont, à vrai dire, étonnants. Ainsi, par exemple, l'IA a créé dans cette Constitution fictive l'article suivant relatif aux droits fondamentaux : « La loi doit être conforme à la Déclaration universelle des droits de l'homme. » La séparation des pouvoirs d'État y apparaît très clairement ; le Parlement, nommé « Selectorate », serait composé de deux Chambres.

Nous ne sommes pas favorables, à vrai dire, à laisser la création des Lois au « cerveau » d'une intelligence artificielle. Mais, si cette intelligence pouvait agir mieux qu'un grand nombre

---

<sup>978</sup> <https://simap.ted.europa.eu/web/simap/european-public-procurement>

de comptables pour vérifier, en quelques secondes, les chiffres d'un appel d'offre, cela permet de penser qu'il faut explorer tous les instruments possibles afin de réduire la corruption et de faire partager la richesse de nos sociétés d'une manière juste.



# Bibliographie

## *Ouvrages / Ouvrages collectifs*

1. ARON Raymond, *Démocratie et totalitarisme*, Éditions Gallimard, 1965
2. ARON Raymond, *Introduction à la philosophie politique : démocratie et révolution*, Le Livre de Poche, 1997
3. BACH Daniel C. et GAZIBO Mamoudou, (ed), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, 2012
4. BAUDOUIN Jean, *Introduction à la science politique*, 3ème édition, Mémentos Dalloz, 1992
5. BODA Iosif, *Cinci ani la Cotroceni*, Editura Evenimentul Romanesc, 1999
6. BRAUD Philippe, BARRY Brian, *Sociologie politique*, 6ème édition, Manuel, 2002
7. BRIQUET Jean-Louis, Sawicki, Frédéric (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses Universitaires de France, 1998
8. BRUCAN Silviu, *Stâlpii noii puteri în România*, Nemira, 1996
9. BRUCAN Silviu, *Romania in derivă*, Editura Nemira, 2000
10. DAHL Robert, *Who Governs? Democracy and power in an American city*, Yale University Press, 1961
11. DROR Yehezkel, in Goodin Robert E., Ein Martin R., Moran Michael (ed), *The Oxford Handbook of Public Policy*, Oxford University Press, 2006
12. EISENSTADT S.N., RONIGER L., *Patrons, clients, and friends: interpersonal relations and the structure of trust in society*, Cambridge University Press, 1984
13. EISENSTADT S.N., RONIGER L., *Clientelism in Communist Systems: A Comparative Perspective, Studies In Comparative Communism*, vol. VOL, XIV, 1981
14. EISENSTADT S.N., LEMARCHAND R., « Political clientelism, patronage and development », *Contemporary Political Sociology*, Volume 3, Sage Publications, 1981



15. FRISON – ROCHE François, *Le modèle semi-présidentiel », instrument de la transition dans les pays d'Europe post-communiste, (Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovénie)* , Bruylant, 2005
16. GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, 10eme édition, Dalloz, 1996
17. HAVEL Vaclav, Brodsky Joseph, *Le cauchemar du monde post-communiste*, Éditions Anatolia, 1994
18. HLIHOR Constantin, BĂDILĂ Andreea-Iuliana, coordonatori « România contemporană abordări interdisciplinare », Volumul conferinței anuale a IRRD, *Editura IRRD*, 2016
19. IANCU Alexandra, TODOROV Antony, *Reforms, Democratization and Anti-Corruption in Romania and Bulgaria: Ten Years of EU Membership*, Ed. Universității din București, colecția Memorie, identitate și mentalități, București, 2018
20. IANCU Alexandra, MARTON Silvia (coord.), *Corruption et politique en Europe. Enjeux, réformes et controverses*, L'Harmattan, collection Politique Comparée, Paris, 2019
21. KURIAN George Thomas, *The Encyclopedia of Political Science*, CQ Press, 2011
22. KARKLINS Rasma, *The System made me do it: corruption in post-communist societies*, M. E. Sharpe, Inc., 2005
23. MENY Yves, *La corruption de la République*, Fayard, 1992
24. MUNGIU Alina, *Politica după comunism*, Humanitas, 2002
25. MILACIC Slobodan, *La réinvention de l'État, Démocratie politique et ordre juridique en Europe centrale et orientale*, volume coordonné par Slobodan Milacic, Éditeur Bruylant, 2003
26. NASTASIU Ciprian, GAETAN Victor, *Prădarea României*, Impact Associates, Washington, DC, 2009
27. PETRE Roman, *Libertatea ca datorie*, Editura Fundației Pro, 2006
28. PORTA DELLA Donatella, MÉNY Yves, *Démocratie et corruption en Europe*, Éditions La Découverte, 1995
29. PORTOCALA Radu, *Autopsie du coup d'État roumain*, Calmann-Lévy, 1990
30. SULEIMAN E., SCOTT J. et MENDRAS H., *Le recrutement des élites en Europe*, Éditions La Découverte, 1999
31. SĂFTOIU Adriana, *Cronică de Cotroceni*, Polirom, 2015

32. TĂPĂLAGĂ Dan, *În dialog cu Daniel Morar. Pretul adevarului. Un procuror in lupta cu sistemul*, Editura Humanitas, 2011
33. VASILE Radu, *Cursă pe contrasens*, Humanitas, 2002
34. WEBER Max, *Économie et société*, Éditions Plon, 1971

### *Articles, Chapitres d'ouvrage collectif et travaux*

1. ABEGAZ Berhanu, « Political Parties in Business: Rent Seekers, Developmentalists, or Both? » », *Journal of Development Studies*, 49, numéro 11, 2013, p. 110 – 130.
2. BOUJU Jackie, « Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali) », *Autrepart*, Numéro 14, 2000, pages 143 - 163
3. BOURMAUD Daniel, « Aux sources de l'autoritarisme en Afrique : des idéologies et des hommes », *Revue internationale de politique comparée*, 13, numéro 4, 2006, 625 à 641
4. BRIQUET Jean – Louis, « Les pratiques politiques “officieuses”. Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses, Sciences sociales et histoire*, 20, numéro 1, 1995, pages 73 - 94
5. BRIQUET Jean-Louis, « La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse », *Revue Pôle Sud*, 1997, pages 13 -232
6. BECHLE Karsten, « Neopatrimonialism in Latin America: Prospects and Promises of a Neglected Concept » in *Neopatrimonialism in Various World Regions* workshop, GIGA German Institute of Global and Area Studies, Hamburg, 2010, pages 1-24
7. CAMMACK Diana, « The Logic of African Neopatrimonialism: What Role for Donors? », *Development Policy Review*, Blackwell Publishing, 25, 2007, pages 599-614
8. CLARET Philippe, « La marche forcée des États postcommunistes vers l'État de Droit et la démocratie pluraliste », in *La réinvention de l'État, Démocratie politique et ordre juridique en Europe centrale et orientale*, volume coordonné par Milacic (Slobodan), Éditions Bruylant, 2003, pages 93-111
9. CLARET, Philippe, « Ambiguïtés et incertitudes des transitions démocratiques en Europe centrale et orientale : éléments de réflexion », *Synergies Roumanie*, n° 12, 2017
10. COCO Antonella, « Neopatrimonialism and Local Elite Attitudes. Similarities and Differences Across Italian Regions », *Territory, Politics, Governance*, vol. 3, numéro 2, 2015, 167-186
11. CARTIER-BRESSON JEAN, « Corruption, pouvoir discrétionnaire et rentes » », *Le Débat*, numéro 77, mai 1993, pages 23-28
12. ERDMANN E, « Neopatrimonialism Revisited – Beyond a Catch-All Concept » », *GIGA*

*German Institute of Global and Area Studies*, Février 2006, Hambourg, numéro 16, 2006, 1-39

13. FISUN Oleksandr, « Developing democracy or competitive neopatrimonialism? The political regime of Ukraine in comparative perspective », *Conference at Institution Building and Policy Making in Ukraine*, Centre for Russian and East European Studies, Canada, University of Toronto, 2003, pages 87 -96
14. FRISON-ROCHE François, « Les pouvoirs « périphériques » des présidents d'Europe post-communiste : symboles ou pouvoirs réels ? », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 'L'institution présidentielle dans les pays post-communistes', vol. 39, 2008, n°2, pages 9-47, [https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_2008\\_num\\_39\\_2\\_1894](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2008_num_39_2_1894)
15. GODEAUX Jean, « L'importance du phénomène de la corruption. Transparency International Brussels et la Fédération des entreprises de Belgique, La corruption nous concerne tous », *Actes de colloque* du 4 décembre 2001 organisé en collaboration avec les magistrats de la Cour d'Appel de Genève, Bruxelles, Genève: *Cahiers de l'Institut d'études sur la justice*, 2001, Bruylant, pages 27 - 32
16. GULIYEV Farid, « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Democratization*, 18, numéro 3, 2011, pages 575-601
17. KOPECKÝ Petr, « Power to the executive! The changing executive–legislative relations in eastern Europe », *The Journal of Legislative Studies*, 10, 2004, pages 142-153
18. KORTE Nina, « The nexus between economic rents and the persistence and change of neopatrimonialism: Evidence from Indonesia », *GIGA German Institute of Global and Area Studies*, 2010, pages 1 -31
19. LACAM Jean-Patrice, « Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue Française de Science Politique*, 1988, pages 142-153
20. MASTROPOLO Alfio, Ch. « Particularisme, clientélisme et localisme en Italie », in Briquet (Jean-Louis) et Sawicki, (Frédéric) (sous la direction de), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Presses Universitaires de France, (1998), pages 187 à 214
21. MÉDARD Jean-François, « Clientélisme politique et corruption », revue *Tiers Monde*, 41,

- 2000, [www.persee.fr](http://www.persee.fr), pages 75-87
22. MÉDARD Jean-François, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue Française de Science Politique*, 26, Numéro 1, 1976, pages 103 – 131, [www.persee.fr](http://www.persee.fr)
23. MÉDARD Jean-François, « The Underdeveloped State in Tropical Africa: Political Clientelism or Neo-patrimonialism?» in *Private Patronage and Public Power: Political Clientelism and the Modern State*, edited by Clapham, Christopher, 1982, pages 162–92
24. MÉDARD Jean-François, « Le système politique bordelais (le « système Chaban ») », *Revue internationale de politique comparée*, 13, avril 2006, 657 à 679
25. MÉDARD Jean-François, « Les paradoxes de la corruption institutionnalisée », *Revue internationale de politique comparée*, De Boeck Supérieur, 2006/4 Vol. 13, pages 697 à 710
26. MÉDARD Jean-François, « De la corruption comme objet d'étude », *Revue française de science politique*, 43<sup>e</sup> année, n°4, 1993, pages 690-697
27. MÉDARD Jean-François, « France – Afrique : des affaires de famille », chapitre dans DELLA PORTA Donatella et MÉNY Yves, *Démocratie et Corruption en Europe*, Éditions La Découverte, 1995, pages 22 - 30
28. MÉDARD Jean-François, « Political clientelism in France : The Center – Periphery Nexus Reexamined », Ch. in EISENSTADT S.N., LEMARCHAND R, « Political clientelism, patronage and development », *Contemporary Political Sociology*, Volume 3, Sage Publications, 1981, page 125 - 173
29. MÉNY Yves, « Les mécanismes internes de la corruption », in *La corruption internationale : colloque du Nouvel Observateur*, Paris, France: Maisonneuve & Larose, c1999, pages 1-30
30. MILACIC Slobodan, « L'éclipse de la démocratie? », in *Nouvelles questions sur la démocratie*, Dalloz, 2010, pages 123 - 141
31. MILACIC Slobodan, « L'État postcommuniste entre l'histoire, le droit et le marché », Chapitre in *La réinvention de l'État, Démocratie politique et ordre juridique en Europe centrale et orientale*, volume coordonné par Milacic (Slobodan), Éditeur Bruyant, 2003, pages 15 - 37
32. MISCOIU Sergiu, GHERGHINA Sergiu, « The Failure of Cohabitation: Explaining the

- 2007 and 2012 Institutional Crises in Romania », *East European Politics and Societies and Cultures*, Sage Publications, 2013, pages 668-684
33. POPPER Karl, « The open society and its enemies revisited », *The Economist*, 23 Avril 1988, pages 111–11
  34. PORTA DELLA Donatella., « Les hommes politiques d'affaires. Partis politiques et corruption » », *Politix, Revue des sciences sociales du politique*, 8, numéro 30, 1995 , page 61-75
  35. STULHOFER et autres, « Chronic, Incurable or What? Perceptions of Corruption in Croatia », *Crime and Culture Discussion Papers No 5*, Konstantz University, 2007, pages 1-20
  36. TANZI Vito, « Corruption around the world. Causes, consequences, scope and cures », *International Monetary Fund*, 45, numéro 4, décembre 1998, pages 559 - 593
  37. VAN DE WALLE Bratton., « Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa » », *World Politics*, 46, N. 4, juillet 1994, pages 453-489.
  38. VAN DE WALLE Bratton, « The Path from Neopatrimonialism: Democracy and Clientelism in Africa Today », Mario Einaudi Center for International Studies, 2007, pages 111 - 123
  39. VON SOEST Christian, « What Neopatrimonialism Is – Six Questions to the Concept », in *Neopatrimonialism in Various World Regions*, GIGA German Institute of Global and Area Studies, 23 août 2010, pages 1 - 22
  40. VON SOEST Christian, « Stagnation of a “Miracle”: Botswana’s Governance Record Revisited », *GIGA working Papers*, No 99, April 2009, pages 5 - 34
  41. VON SOEST Christian, KORTE Bechle, « How Neopatrimonialism Affects Tax Administration: a comparative study of three world regions », *Third World Quarterly*, 32, 2011, pages 1307-1329
  42. SAWICKI Frédéric, « La faiblesse du clientélisme partisan en France », in *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, (sous la direction de) BRIQUET, Jean-Louis et SAWICKI, Frédéric, PUF, 1998, pages 215 - 249
  43. TELEGDY Álmos, EARLE John S, « Privatization Methods and Productivity Effects in Romanian Industrial Enterprises », *Journal of Comparative Economics*, Volume 30, Issue 4, 2002, Pages 657-682, <https://doi.org/10.1006/jcec.2002.1798>.

44. VAN DE WALLE, Nicolas, « The Impact of Multi-Party Politics in Sub-Saharan Africa », *Forum for Development Studies*, Norwegian Institute of International Affairs No. 1, 2001, pages 5-43
45. MUNO Wolfgang, « Conceptualizing and Measuring Clientelism, Neopatrimonialism in Various World Regions », GIGA German Institute of Global and Area Studies, 2010, pages 2-26
46. ZAMAN Gheorghe, GEORGESCU George, A retrospective study on Romania's external trade in the past 100 years, October 2018, Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/89707/MPRA> Paper No. 89707, 27 Oct 2018, pages

*Lois, Décisions, Rapports, sténogrammes parlementaires*

*(Références originales et traduction française)*

1. Décision n° 289/1990 sur l'inventaire et la détermination de la destination des biens meubles appartenant à Nicolae Ceaușescu et Elena Ceaușescu ou utilisés par eux, *Journal Officiel*, partie I n° 220 du 02 septembre 1992.
2. Décision n° 951/1990 sur la création de la Commission gouvernementale pour l'identification et la récupération des fonds détournés du patrimoine de l'État par Nicolae Ceausescu et ses collaborateurs, *Journal Officiel*, partie I, n° 104 du 13 septembre 1990
3. Décision n° 3/1992 du Sénat de Roumanie sur la création d'une commission d'enquête, *Journal officiel*, partie I, n° 6 du 24 janvier 1992.
4. Décision n° 289/1990 sur l'inventaire et la détermination de la destination des biens meubles appartenant à Nicolae Ceaușescu et Elena Ceaușescu ou utilisés par eux, *Journal officiel*, partie I n° 220 du 02 septembre 1992.
5. Décision n° 951/1990 sur la création de la Commission gouvernementale pour l'identification et la récupération des fonds détournés du patrimoine de l'État par Nicolae Ceausescu et ses collaborateurs, *Journal officiel*, partie I, n° 104 du 13 septembre 1990
6. Décision n° 3/1992 du Sénat de Roumanie sur la création d'une commission d'enquête, *Journal officiel*, partie I, n° 6 du 24 janvier 1992.
7. Décision n° 3/1992 du Sénat de Roumanie sur la création d'une commission d'enquête », *Journal officiel, partie I*, janvier 1992, n 6, p. 24. 1992.
8. Décision n° 289/1990 sur l'inventaire et la détermination de la destination des biens meubles appartenant à Nicolae Ceaușescu et Elena Ceaușescu ou utilisés par eux », *Journal officiel, partie, I*, 1992, n 220
9. Décision n° 951/1990 sur la création de la Commission gouvernementale pour l'identification et la récupération des fonds détournés du patrimoine de l'État par Nicolae Ceausescu et ses collaborateurs », *Journal officiel, partie I*, n 104, 1990.
10. Décision n° 694/1999 relative à la création d'un comité de sélection de l'administrateur de la société commerciale Onești Rafo - S.A.
11. Décision 470/1999 du Gouvernement Roumain
12. Directive U.E. du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la



- prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement UE No 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (donne aux médias le droit et la protection d'investiguer les activités de corruption et de blanchissement), 2015
13. Directive UE 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) no 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (donne aux médias le droit et la protection d'investiguer les activités de corruption et de blanchissement), 2015
  14. Décision NR. 160 *Înalta Curte De Casație Și Justiție Completul De 5 Judecători Dosar nr. 2470/1/2012 Ședința publică*, 2012,
  15. DÉCISION n° 316 du 29.11.2004 relative à la mesure de soutien financier octroyée par le ministère de l'Économie et du Commerce », *SNP PETROM SA, LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE, DECIZIA NR 316, din 29.11.2004 referitoare la măsura de sprijin financiar ce se acorda de catre Ministerul Economiei si Comerțului, SNP PETROM SA, CONSILIUL CONCURENȚEI*, [s. l.], [s. n.], [s. d.].
  16. Décision n° 470/1999 portant création de la Commission de privatisation de la Banque roumaine pour le commerce extérieur - Bancorex - S.A. DÉCISION CRIMINELLE n° 1156, COUR D'APPEL DE BUCAREST - SECTION CRIMINELLE I
  17. Décision n° "374/1999 relative à la garantie des conditions de mise en œuvre des dispositions du Programme d'ajustement du secteur privé (PSAL) et du Programme de développement institutionnel du secteur privé PIBL
  18. Décision n° 24 694/1999 relative à la création du comité de sélection de l'administrateur de la "Societa' Comerciale Rafo", S.A. Onești.
  19. Décision no.24 1/2009 sur la modification et le complément de la loi no. 10/2001 sur le régime juridique de certains bâtiments pris de manière abusive pendant la période du 6 mars 1945.
  20. Décision no.570/1992 selon le rapport de la Cour des comptes roumaine, 2010.
  21. Décision no.905 du 14 août 2003, Gouvernement de la Roumanie ".

22. Décision 474/1997, Moniteur Officiel, Partie I n° 228 du 03/09/1997 sur certaines mesures visant à augmenter le degré de sécurité de l'exploitation et de la puissance installée de la centrale hydroélectrique Iron Gates I ",
23. Décision 652/1999 du 12/08/1999 publiée au Journal Officiel, Partie I n° 391 du 18/08/1999 complétant l'article 2 de la Décision du Gouvernement n° 474/1997 sur certaines mesures visant à augmenter le degré de sécurité de l'exploitation et de la puissance installée de la Centrale Hydroélectrique Iron Gates I ".
24. Décision n° 3 du 16 mars 1994 approuvant le rapport d'activité du Fonds des biens de l'État en 1993".
25. Décision n° 24 du 20 juin 2014 relative à l'attribution du nom de rue "Dr ", Ion POPESCU "à une section de la rue Armoniei, située dans le village de Vulcana-Băi
26. Décision n° 374/1999 visant à assurer les conditions de mise en œuvre des dispositions du Programme d'ajustement du secteur privé (PSAL) et du Programme de développement institutionnel du secteur privé (PIBL)
27. Loi n° 135/1996 autoriser la Banque nationale de Roumanie à accorder des prêts pour couvrir les demandes de la population concernant le retrait des dépôts bancaires détenus auprès des sociétés bancaires Dacia Felix ", S.A. et Credit Bank - S.A.
28. Ordonnance d'urgence n° 51/1998 relative à certaines mesures préalables à la privatisation des banques". A.V.A.B., " Autoritatea pentru Valorificarea Activelor Bancare ", Gouvernement de la Roumanie AVAS, 2006
29. Ordonnance d'urgence n° 88/2000 portant création de l'Office des participations de l'État et de la privatisation dans l'industrie - Gouvernement de la Roumanie, formulaire applicable du 26.06.2001 au 04.10.2015", Mof, I, 2001, n 338
30. Sténogramme *Ședința Camerei Deputaților din 9 octombrie 1996*, [s. l.], Victor Bostinaru, [s. d.].
31. Sténogramme *Ședința Camerei Deputaților din 9 octombrie 1996*, député Ovidiu Cameliu Petrescu », [http://www.cdep.ro/pls/legis/legis\\_pck.htm?act\\_text?id=49927](http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.htm?act_text?id=49927)
32. Sténogramme - Séance solennelle commune de la Chambre des Députés et du Sénat le 19 décembre 2002 », *Message du Président de la Roumanie, Ion Iliescu*,
33. Sténogramme - Marius Marinescu, sénateur PD, projet du Budget National, Position 129, Annexe n3.3/12/02 du 11 novembre, 2006.

34. Fondul Monetar Internațional - FMI, Aranjamentul stand-by revizuire din 07.06.2000, Text publicat în Monitorul Oficial », *Partea*, I, n 422.
35. Sténogramme GALBENI Ionescu Nicolae Constantin, débat parlementaire du 30 avril 1997, Ședința comună a Camerei Deputaților și Senatului din 10 iunie, 1998
36. Sténogramme Alexandru Albu, discours parlementaire, stenogramme du 10 juin », 1998.  
<http://www.cdep.ro/pls/steno/steno.stenograma?ids=1461&idm=13&idl=2>)
37. Rapport Banque Mondiale / World Bank, « Romania - Poverty monitoring analytical and advisory assistance program: first phase report », fiscal year 2007
38. Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, page 165
39. Rapport d'activité du Parchet National Anticorruption, 2003 et 2004
40. Rapport d'activité du Département National Anticorruption (DN) 2005 – 2012, pna.ro
41. Rapport du Conseil Superior de la Magistrature, 2012, page 116
42. Département d'État É-U, (2013), Notes sur la Roumanie consultée à ce lien  
<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35722.htm>[http://www.state.gov/www/background\\_notes/romania\\_0700\\_bgn.html](http://www.state.gov/www/background_notes/romania_0700_bgn.html)
43. É-U Département, « Notes sur la Roumanie consultée à ce lien », 2013.  
<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35722.htm>[http://www.state.gov/www/background\\_notes/romania\\_0700\\_bgn.html](http://www.state.gov/www/background_notes/romania_0700_bgn.html)
44. « Rapport de surveillance de l'UE, « Monitoring report », en anglais rapport rédigé » pour la période 2007 - 2018
45. « Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie ». IICR [http://www.iicr.ro/ro/despre\\_iicr/](http://www.iicr.ro/ro/despre_iicr/).
46. « Transparency International, détails sur la procédure pour mesurer la perception de la corruption ». <http://www.transparency.org/tools/measurement>
47. DEMOCRATIA Asociația Pro, « Raport Alegeri la limita democrației, Analiza procesului electoral din România, octombrie – decembrie », 2004.

#### Version originale

1. Hotărârea nr. 289/1990 privind inventarierea și stabilirea destinației bunurilor mobile aparținând sau folosite de Nicolae Ceaușescu și Elena Ceaușescu, Monitorul Oficial, Partea

I nr. 220 din 02 septembrie 1992.

2. Hotărârea nr. 951/1990 privind constituirea Comisiei guvernamentale pentru identificarea și recuperarea fondurilor deturnate din patrimoniul statului de către Nicolae Ceaușescu și colaboratorii săi, Monitorul Oficial, Partea I, nr. 104 din 13 septembrie 1990
3. Hotărârea nr. 3/1992 a Senatului României privind constituirea unei comisii de anchetă, Monitorul Oficial, Partea I, nr. 6 din 24 ianuarie 1992.
4. Decizia nr. 289/1990 privind inventarierea și stabilirea destinației bunurilor mobile aparținând sau folosite de Nicolae Ceaușescu și Elena Ceaușescu, Monitorul Oficial, Partea I nr. 220 din 02 septembrie 1992.
5. Hotărârea nr. 951/1990 privind constituirea Comisiei guvernamentale pentru identificarea și recuperarea fondurilor deturnate din patrimoniul statului de către Nicolae Ceaușescu și colaboratorii săi, Monitorul Oficial, Partea I, nr. 104 din 13 septembrie 1990
6. Hotărârea nr. 3/1992 a Senatului României privind constituirea unei comisii de anchetă, Monitorul Oficial, Partea I, nr. 6 din 24 ianuarie 1992.
7. Hotărârea nr. 3/1992 a Senatului României privind constituirea unei comisii de anchetă", Monitorul Oficial, Partea I, ianuarie 1992, nr. 6, p. 24. 1992. 1992.
8. Decizia nr. 289/1990 privind inventarierea și stabilirea destinației bunurilor mobile aparținând sau folosite de Nicolae Ceaușescu și Elena Ceaușescu", Monitorul Oficial, Partea I, 1992, nr. 220.
9. Hotărârea nr. 951/1990 privind constituirea Comisiei guvernamentale pentru identificarea și recuperarea fondurilor deturnate din patrimoniul statului de către Nicolae Ceaușescu și colaboratorii săi", Monitorul Oficial, Partea I, nr. 104, 1990.
10. Hotărârea nr. 694/1999 privind constituirea comisiei de selecție a administratorului Societății Comerciale Onești Rafo - S.A.
11. Hotărârea 470/1999 a Guvernului României
12. Directiva UE a Parlamentului European și a Consiliului din 20 mai 2015 privind prevenirea utilizării sistemului financiar în scopul spălării banilor sau al finanțării terorismului, de modificare a Regulamentului UE nr. 648/2012 al Parlamentului European și al Consiliului și de abrogare a Directivei 2005/60/CE a Parlamentului European și a Consiliului și a Directivei 2006/70/CE a Comisiei (conferă mass-mediei dreptul și protecția de a investiga activitățile de corupție și de spălare a banilor), 2015

13. Directiva UE 2015/849 a Parlamentului European și a Consiliului din 20 mai 2015 privind prevenirea utilizării sistemului financiar în scopul spălării banilor sau al finanțării terorismului, de modificare a Regulamentului (UE) nr. 648/2012 al Parlamentului European și al Consiliului și de abrogare a Directivei 2005/60/CE a Parlamentului European și a Consiliului și a Directivei 2006/70/CE a Comisiei (conferă mass-media dreptul și protecția de a investiga activitățile de corupție și de spălare a banilor), 2015
14. DECIZIA NR.160 Înalta Curte de Casație și Justiție Completul de 5 Judecători Dosar nr. 2470/1/2012 Ședința publică, 2012,
15. DECIZIA NR 316 din 29.11.2004 privind măsura de sprijin financiar acordată de Ministerul Economiei și Comerțului", SNP PETROM SA, CONSILIUL CONCURENȚEI, DECIZIA NR 316, din 29.11.2004. 11.2004 referitoare la măsura de sprijin financiar ce se acorda de catre Ministerul Economiei și Comerțului, SNP PETROM SA, CONSILIUL CONCURENȚILOR, [s. l.], [n. n.], [s. d.].
16. Decizia nr. 470/1999 privind constituirea Comisiei de privatizare a Băncii Române de Comerț Exterior - Bancorex - S.A. DECIZIA PENALĂ nr. 1156, SECȚIA I PENALĂ, CURTEA DE APEL BUCUREȘTI
17. Decizia nr. 374/1999 privind garantarea condițiilor de punere în aplicare a prevederilor Programului de ajustare a sectorului privat (PSAL) și ale Programului de dezvoltare instituțională a sectorului privat (PIBL).
18. Hotărârea nr. 24 694/1999 privind constituirea Comisiei de selecție a administratorului Societății Comerciale "Societa' Comerciale Rafo", S.A. Onești.
19. Hotărârea nr. 24 1/2009 pentru modificarea și completarea Legii nr. 10/2001 privind regimul juridic al unor imobile preluate în mod abuziv în perioada 6 martie 1945.
20. Decizia nr. 570/1992 în conformitate cu Raportul Curții de Conturi a României, 2010.
21. Hotărârea nr.905 din 14 august 2003, Guvernul României".
22. Decizia 474/1997, Monitorul Oficial, Partea I nr. 228 din 03/09/1997 privind unele măsuri pentru creșterea gradului de siguranță în exploatare și a puterii instalate la hidrocentrala Porțile de Fier I",
23. Hotărârea 652/1999 din 12.08.1999, publicată în Monitorul Oficial, Partea I nr. 391 din 18.08.1999, pentru completarea art. 2 din Hotărârea Guvernului nr. 474/1997 privind unele

măsuri pentru creșterea gradului de siguranță a funcționării și a capacității instalate a Centralei Hidroelectrice Porțile de Fier I".

24. Acte d'accusation, procureur ADRIANA CRISTESCU, Direction des enquêtes sur la criminalité organisée et le terrorisme », 2006.
25. Administration Présidentielle, Presedintia ROMANIEI, communiqué de presse, .  
[http://www.presidency.ro/?\\_RID=htm&id=82](http://www.presidency.ro/?_RID=htm&id=82)
26. Arhiva Guvernului Romaniei, AVAS, [http://arhiva.gov.ro/in-2006-pestes-800-de-contracte-au-iesit-din-monitorizarea-avas\\_\\_11a58385.html](http://arhiva.gov.ro/in-2006-pestes-800-de-contracte-au-iesit-din-monitorizarea-avas__11a58385.html)
27. Banque Nationale de la Roumanie, cours officiel d'échange du lei en dollars ou en euros, [bnr.ro](http://bnr.ro)
28. Camera Deputation, Dinu Patriciu,  
<http://mobile.cdep.ro/pls/parlam/structura2015.mp?idm=233&cam=2&leg=1992>
29. Communiqué de presse « Gouvernement Adrian Nastase, communiqué de presse, 13 octobre 2003 ». [http://85.120.75.151/comunicat-de-presa\\_\\_11a22547.html](http://85.120.75.151/comunicat-de-presa__11a22547.html)
30. Communiqué de presse, Gouvernement Adrian Năstase, communiqué de presse, 13 octobre 2003, consulté à [http://85.120.75.151/comunicat-de-presa\\_\\_11a22547.html](http://85.120.75.151/comunicat-de-presa__11a22547.html)
31. Communiqués de presse de la Direction Nationale Anticorruption pour la période 2005 - 2016
32. Communiqués de presse du Parquet National Anticorruption pour la période 2004 – 2005
33. Corporate Watch. <https://corpwatch.org/article/bechtel-profiting-destruction#C>
34. Decision penale / DECIZIA PENALĂ NR. 1156/A, CURTEA DE APEL BUCUREȘTI – SECȚIA I PENALĂ, Ședința publică din data de 07.10.2014
35. Déclaration politique du « SNAGOV », (Declaratia de la Snagov), 1995, [cdep.ro/pdfs/snagov95.pdf](http://cdep.ro/pdfs/snagov95.pdf)
36. Dossier / Case No: CL-2017-000700 IN THE HIGH COURT OF JUSTICE BUSINESS AND PROPERTY COURTS OF ENGLAND AND WALES QUEEN'S BENCH DIVISION COMMERCIAL COURT Royal Courts of Justice Rolls Building, London, EC4A 1NL Date, Fetter Lane, 2018.
37. Dossier / Case No: CL-2017-000700 In The High Court Of Justice Business And Property Courts Of England And Wales Queen's Bench Division Commercial Court Royal Courts Of Justice Rolls Building, Fetter Lane, London, Ec4a 1nl Date: 28 March 2018

38. Dossier Krasner v Machitski and others, QUEEN'S BENCH DIVISION (COMMERCIAL COURT), [2005] EWHC 1787 (Comm),(Transcript), HEARING-DATES: 3 AUGUST 2005, 3 AUGUST 2005, page 40
39. Krasner v Machitski and others, Queen's Bench Division (Commercial Court), [2005] Ewhc 1787 (Comm),(Transcript), Hearing-Dates: 3 August 2005, 3 August 2005
40. Mircea Geoană, NATO Deputy Secretary General, 2019, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/who\\_is\\_who\\_167942.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/who_is_who_167942.htm)
41. Monitorul Oficial, partie I no. 81 du 5 mai 1997 et Décision no. 3/1996 concernant le retrait de l'agrément de Banca Comerciala Fortuna », S.A. Modifications Monitorul Oficial Partie, I, p. 146 11 1996.
42. Motion de Censure contre le Gouvernement Năstase », du 21.03.2003, enregistré au Parlement de la Roumanie, n 335
43. Oficiul Participatiilor Statului si Privatizarii in Industrie (O.P.S.P.I), Ordonanța de urgență nr. 88/2001 privind înființarea Oficiului Participațiilor Statului și Privatizării în Industrie - Guvernul României, Formă aplicabilă de la 26.06.2001 până la 04.10.2015, Mof I nr. 338 din 26.06.2001
44. Ordonance d'urgence A.V.A.B. – Autoritatea pentru Valorificarea Activelor Bancare, Guvernul României Ordonanța de urgență nr. 51/1998 privind unele măsuri premergătoare privatizării băncilor <http://www.aaas.gov.ro/index.php?lang=ro>
45. Rapport annuel d'activité d'AVAS 2006.
46. Rapport annuel d'activité du Fond National pour les Garanties Bancaires (FDGB), 2004.
47. Rapport annuel du Fond pour la Garantie des dépôts dans le Système Bancaire », FGDB, 2004,
48. Rapport Annuels de la Banque Nationale du Roumanie pour la période 1990 - 2016
49. Rapport d'investissement Rompetrol-Rafinare SA, BRK Financial Group, mars 2017.
50. Rapport de recherche "Nations in Transit - 2000-2001", Civil Society, Democracy and Markets in East Central Europe and Newly Independent States, par Alexander Motyl · », 2020.
51. Rapport de recherche sur Consolidarea integritatii politice în partidele de centru-dreapta din Europa de Sud-Est", Institutul Republican International, Fundatia Konrad Adenauer și de Monica Macovei ».

52. Rapport fait pour ASOCIATIA PRO DEMOCRATIA, Raport Alegeri la limita democratiei, Analiza procesului electoral din România, octombrie – decembrie 2004, page 40
53. Rapports annuels de l'Inspection Judiciaire, le guide pour faire des réclamations, 2019.
54. Rapports annuels du Conseil Superior de la Magistrature », 2004 – 2016
55. Rapports annuels du Court de Comptes de la Roumanie pour 1990 - 2016
56. Relațiile economice dintre România și Federația Rusă,  
<https://moscova.mae.ro/node/168#null>
57. Rapport de recherche SNSPA 'Centrul pentru Promovarea Participarii si Democratiei, [s. l.], "INSTABILITATE GUVERNAMENTALĂ CRONICĂ", Iulie, 2017.
58. Sténogramme ALBU Alexandru, discours parlementaire, stenogramme du 10 juin 1998, c,dep.ro (<http://www.cdep.ro/pls/steno/steno.stenograma?ids=1461&idm=13&idl=2>)

### ***Documents Wikileaks***

1. Télégramme identifiant : canonical id: 1976buchar02049\_b, subject: rcp plenum fails to make rumoured leadership changes, date », 1976
2. CANONICAL I.D., « 95BUCHAREST6434\_a Subject », *ROMANIAN PRESIDENT ION ILIESCU – A POLITICAL BIOGRAPHY*, 13, juin 1995, n 53.
3. *Wikileaks*, n AREST220, p. 2008-03-18.
4. *Wikileaks*, 08BUCHAREST220 / 2008-03-18
5. *Wikileaks*, US Embassy Bucharest, Romania, SUBJECT: RAFO REFINERY - A TROJAN HORSE FOR RUSSIAN MAFIA, USDOC FOR ITA/EUR/OEERIS/CEED/JBURGESS/JKIMBALL/KNAJDI, E.O. 12958: DECL: 11/03/2016
6. *Wikileaks*, US Embassy Bucharest, Romania, SUBJECT: RAFO REFINERY - A TROJAN HORSE FOR RUSSIAN MAFIA, USDOC FOR ITA/EUR/OEERIS/CEED/JBURGESS/JKIMBALL/KNAJDI, E.O. 12958: DECL: 11/03/2016





*Articles de presse / Magazines imprimés (noms et liens internet)*

*Titres de presse roumains et étrangers consultés :*

1. Adevarul, adevarul.ro
2. Evenimentul zilei, evz.ro
3. Romania Libera, romanialibera.ro
4. Le Monde, lemonde.fr
5. Le Figaro, figaro.fr
6. Revue Capital, capital.ro
7. Digi TV, digi24.ro
8. Pro TV, protv.ro
9. Hotnews.ro
10. BBC, bbc.co.uk
11. Atitudineonline.ro
12. Gazeta de maramures,  
gazetademaramures.ro
13. Ziarul de Iasi, ziaruldeiasi.ro
14. Bursa, bursa.ro
15. Ziarul Financiar, zf.ro
16. Econimica.net
17. Opiniatransilvana.ro
18. Gandul, gandul.info
19. Rise Project, riseproject.ro
20. Mediafax, mediafax.ro
21. Romania curata, romaniacurata.ro
22. Linx Crrji, linx.crji.ro
23. AmosNews.ro
24. Ziua, ziua.ro
25. Curentul, curentul.info
26. Bacau.net
27. Cristoiublog.ro
28. Forbes, forbes.com
29. Ziare.com
30. Antena 3, jurnalul.antena3.ro
31. Newsweek, newsweek.ro
32. Libertatea, libertatea.ro
33. Agerpres, agerpres.ro
34. B1 TV, b1tv.ro
35. Cursdeguvernare.ro
36. Gazeta Sporturilor, gsp.ro
37. Sroscas.ro
38. G4media.ro
39. Jurnalul National, jurnalul.ro
40. Neweurope.eu
41. Tolo.ro
42. CRJI.org
43. Stirileprotv.ro
44. Universul.net
45. L'Express, lexpress.fr
46. Businessmagazin.ro
47. Daily Mail, dailymail.co.uk
48. Libération, liberation.fr
49. Antena 3, antena3.ro
50. Profit.ro
51. News.ro
- 52.



***Références des articles de presse, de magazines et de liens internet cités :***

AVRAM Liviu « Afacerea FNI,arta lacomiei », Adevarul, 20 martie 2011

AVRAM Liviu « Doua sute de miliarde pe ultima suta pentru clientela ministrului Mitrea », Cotidianul, Marți, 15 martie 2005, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1236850-doua-sute-miliarde-ultima-suta-pentru-clientela-ministrului-mitreah.htm>

BADEA Camelia « Dosarul Vintu: Dezvaluiri spectaculoase ale ofiterului care a anchetat cazul FNI », Miercuri, 15 Septembrie 2010, <https://ziarecom.com/sorin-ovidiu-vantu/fni/dosarul-vintu-dezvaluiri-spectacu>

BADEA Dan, « Micile secrete ale lui Dinu Patriciu », revista BILANȚ nr9, iunie 2005, <https://www.presadeinvestigatii.ro/tag/dinu-patriciu>

BAIAS Ionut « Presa despre scandalul intalnirii Tariceanu-Macovei-Patriciu », HotNews.ro, Joi, 26 ianuarie 2006

BANU Luminita, « Colaboratorii din rândul tinerilor - cea mai tragică formă de completare a rețelei informative a Securității », Caietele CNSAS, nr 19 din 2017, [https://adevarul.ro/locale/piatra-neamt/cum-selecta-elevii-fosta-securitate-sa-i-transforme-informatori-cinci-pasi-completarea-retelei-informative-1\\_5d937412892c0bb0c6270076/index.html](https://adevarul.ro/locale/piatra-neamt/cum-selecta-elevii-fosta-securitate-sa-i-transforme-informatori-cinci-pasi-completarea-retelei-informative-1_5d937412892c0bb0c6270076/index.html)

BIRO Attila « Dosarul Zambaccian Traseul șpagii de 500000 euro pe care Adrian Năstase a primit-o de la Irina Jianu », Publicat la: 0672014 16:45, Gandul, <http://www.gandulinfo.ro/stiri/dosarul-zambaccian-traseul-spagii-de-500-000-euro-pe-care-adrian-nastase-a-primit-o-de-la-irina-jianu-12896206>

CHAMPEAU Guillaume, 03 octobrie 2014, Politique, Numeramacom, lien : [numeramacom.com/magazine/30805-microsoft-poursuites-pour-corruption-contre-d-ex-ministres-en-roumanie.html](http://numeramacom.com/magazine/30805-microsoft-poursuites-pour-corruption-contre-d-ex-ministres-en-roumanie.html)

CHIUJDEA Silvana evzro EUROPA LIBERĂ, « TOP 5 Cei mai SCÂRBOȘI INFORMATORI ai SECURITĂȚII », 14 ianuarie », 2014

CIUPERCA Cristi « Cum a pierdut statul șase milioane de euro din contractul Bechtel », Romania Libera, , 2362010 - 20:37, <https://romanaliberar.ro/economie/finante-banci/cum-a-pierdut-statul-sase-milioane-de-euro-din-contractul-bechtel-191400>

DINU (Clarice), « România, amenințată cu suspendarea banilor de la UE », (21 octobrie 2012), [gandulinfo](http://gandulinfo.ro), consulté en 2012

DRĂGHICI Marius « Deciziile in Romgaz si Transgaz se iau cu stirea nevestelor », , Evenimentul zilei, 6 ianuarie 2008

DRĂGHICI Marius « Gazar-milionar, Piteiu – actionar la firmele lui Calburean », , Evenimentul Zilei, 12 ianuarie 2008

DRĂGHICI Marius, « 2003: NEGOCIERI SECRETE GAZPROM – OMV », Cum au ratat rusii gazul romanesc », Evenimentul Zilei, , luni, 31 martie 2008

DRĂGHICI Marius, « Jaful "Portile de Fier" », Evenimentul Zilei, Marți, 27 februarie 2007,<https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1111807-jaful-portile-fier.htm>

DRĂGHICI Marius, « Sediul Romgaz – 2,2 milioane euro in aer », Evenimnetul Zilei, 11 janvier 2008

DRĂGHICI Marius, Filiera liberala a jafului „Portile de Fier”, Publicat la 28 februarie 2007,Evenimentul Zilei,<https://evz.ro/filiera-liberala-a-jafului-portile-de-fier-432180.html>

EFRIM Lucia, Decizie CEDO: 10000 de euro despăgubiri pentru fostul consilier guvernamental Fănel Pavalache, 19102011 Mediafax, <https://www.mediafax.ro/social/decizie-cedo-10-000-de-euro-despagubiri>

FATI Sabina, « Delegatia franceza a venit sa-si ia tainul », de Evenimentul Zilei, Marți, 19 octombrie 2004, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1254046-evz-delegatia-franceza-venit-tainul.htm>

FICA Simona, BORA Iulian George « Rodica Stanoiu si-a vandut casa de la Filiasi cu acte false », Editie Speciala, Hotenwsro, Vineri, 17 martie 2006, 0:00, [https://www.hotnews.ro/stiri-presa\\_regionala\\_arhiva-1723758-rodica-stanoi-u-vandut-casa-filiasi-acte-false.htm](https://www.hotnews.ro/stiri-presa_regionala_arhiva-1723758-rodica-stanoi-u-vandut-casa-filiasi-acte-false.htm)

<https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1604359-fostul-redactor-sef-cotidianului-turnat-securitate.htm>

GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

GHERGUT Ondine, « Mafia de la Bacau, tun de 1,5 miliarde euro », Evenimentul Zilei Joi, 11 noiembrie 2004, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1251450-mafia-bacau-tun-1-5-miliar>

COSTACHE Alex « Înalta Curte a confirmat clasarea dosarului Rompetrol și a menținut sechestrul pe rafinăria Petromidia până la 106 milioane de dolari », G4Mediaro, 11 IULIE 2020, <https://www.g4mediaro.inalta-curte-a-confirmat-clasarea-dosarului-romp>

GHICA Sorin « Cristian Sima despre dedesubturile dosarului Rompetrol: Tăriceanu Verestoy Attila, implicați ocoliți de anchetatori, Adevarul », , 8 octombrie 2014,<http://madevarul.ro/news/eveniment/cristian-sima-despre-dedesubturile-dosarului->

rompetrol-tariceanu-verestoy-attila-implicati-afacere-ocoliti-deanchetatori-1\_543513bc0d133766a8c36723/indexhtml

GUYONVARCH Marion « En Roumanie, les Basescu, père et fille, L'Express, 02/06/2009 à 12:00, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/en-roumanie-les-basescu-pere-et-fille\\_763866.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/en-roumanie-les-basescu-pere-et-fille_763866.html)

Ioan T Morar, « Dinu Patriciu la disperare », Vox Publica, REALITATEANET, 27 Nov 2009  
IONESCU Cristina « De ce și-a retras constănțeanul Marin Cezar plângerea făcută lui Vadim », Atac de Contanta, octombrie 23, 2013, <https://atacdeconstantacom/de-ce-si-a-retras-constanteanul-marin-cezar-plangerea-facuta-lui-vadim/>

IOSEF Marius « Denuntatorul lui Fanel Pavalache, cercetat penal pentru o fraudă de trei miliarde », , 10 decembrie 2003, <https://www.curentulinfo/actualitate/consilierul-lui-micky-a-dat-un-tun-de-15-mld-la-safi/>

JIPA Roxana, PANAMAPAPERS: IONUȚ COSTEA ȘI-A ASCUNS AFACERILE ÎN INSULELE VIRGINE BRITANICE, 5 mai 2016, <https://www.riseprojectro/articol/panamapapers-ionut-costea-si-a-ascuns-afacerile-in-insulele-virgine-britanice/>

MAILAT Ciprian « 1,5 miliarde de dolari, bilanțul unui sfert de secol de țepe, Capital », 2 iunie 2015

MIHAI Dana « Legătura puternică dintre șeful Lukoil România și Vladimir Putin Rusul Andrey Bogdanov ține pe birou inclusiv poza sa alături de liderul de la Kremlin », 9 octombrie 2014, 20:13, Mobil ([http://madevarulro/locale/ploiesti/legatura-stransa-seful-lukoil-ploiesti-putin-rusul-andrey-bogdanov-birou-poza-dictatorul-1\\_5436bf780d133766a8cdcf6c/indexhtml](http://madevarulro/locale/ploiesti/legatura-stransa-seful-lukoil-ploiesti-putin-rusul-andrey-bogdanov-birou-poza-dictatorul-1_5436bf780d133766a8cdcf6c/indexhtml)

MORARU Valentin « Marile prăbușiri de bănci au lăsat în urmă doar pagube, nu și vinovați », Mai 2011,

MUNGIU-PIPPIDI Alina, « Nastase O condamnare ingrozitoare, dar justa », 7 ianuarie 2014, <https://www.romaniacurataro/nastase-o-condamnare-ingrozitoare-dar-justa>

MUNGIU-PIPPIDI Alina, Kompromatul bine făcut, 17 august 2016, <https://www.romaniacurataro/kompromatul-bine-facut/>

OZON Sorin, Cătălin PRISACARIU « Cine le-a deschis ușa rușilor în România Emil Constantinescu, rol principal », Actualizat: 10/12/2020 - 22:31, Newsweek Romania <https://newsweekro/investigatii/lukoil-a-intrat-in-romania-prin-palatul-cotroceni>

PANTAZI Raluca « Harta nepotismelor la varf Familia Rusanu si familia Ponta isi impart functiile de conducere in osturi cheie la stat », , 26 april 2013, Hotnewsro,

<http://www.hotnews.ro/stiri-esential-14693469-harta-nepotismelor-varf-familia-rusanu-familia-ponta-isi-impart-functiile-conducere-posturi-cheie-stathtm>

PÂRVU Mihnea Petru, Radiografia celui mai mare jaf bancar din istoria României Povestea celor 2,4 miliarde de dolari dispăruți din seiful Bancorex, Evenimentul zilei, 6 august 2019, <https://evz.ro/radiografia-celui-mai-mare-jaf-bancar-din-istoria-romaniei-p>

PATRICIU (Dinu), « In bancile din Elvetia sunt 18 mld de euro proveniti din Romania » Hotnewsro, (8 mai 2010), reprise du Realitatea TV du 9 mai 2010

PIRVOIU Claudia « Raport al Curtii de Conturi: AVAS i-a permis lui Ioan Niculae sa nu respecte clauzele din contractele de privatizare a trei combinate chimice », HotNewsro, Vineri, 6 ianuarie 2012, 19:03 Economie | Companii

PIRVOIU Claudia « Retrospectiva privatizarilor: In Romania, multe societati au fost vandute dupa ce-a scazut valoarea in urma devalizarilor facute de firmele capusa Potrivit unui top al privatizarilor, cel mai mare succes a fost vanzarea BCR », HotNewsro, Joi, 25 iunie 2009, Hotnewsro, 2009, <https://economiehotnewsro/stiri-companii-5859831-retrospectiva-privatizarilor-romania-multe-societati-fost-vandute-dupa-scazut-valoarea-urma-devalizarilor-facute-firmele-capusa-potrivit-unui-top-privatizarilor-cel-mai-mare-succes-fost-vanzarea-bcrhtm>

PIRVOIU Claudia, « Cum a ajuns statul roman sa colaboreze cu chinezii pentru construirea Reactoarelor 3 si 4 de la Cernavoda », HotNewsro, Luni, 21 septembrie 2015, 11:27, <https://economiehotnewsro/stiri-energie-20440440-cum-ajuns-statul-roman-colaboreze-chinezii-pentru-construirea-reactoarelor-3-4-cernavodahtm>

POPA Dan « Rompetrol va clarifica miercuri intentiile privind obligațiunile scadente la 30 septembrie 2010 », HotNewsro, Marți, 24 august 2010, 8:39

POPESCU Adrian « Afacerea Petrotel-Lukoil De ce îl apără procurorii din Ploiești pe Victor Ponta, general, Tiberiu Nițu, bun prieten cu Victor Ponta », 0810 2014, , <http://romaniacurataro/afacerea-petrotel-lukoil-de-ce-il-apara-procurorii-din-ploiesti-pe-victor-ponta/>

PORA Andreea « Casa Zamfirescu, Racoti, Predoiu i-a oferit consultanta lui Dinu Patriciu Andrei Calin Zamfirescu este urmarit penal in dosarul BIR », vineri, 29 februarie 2008, 18:01, <https://mhotnewsro/stire/2477463>

PREOTEASA Manuela, BAIAS Ionut « Petrolul din zona Insulei Serpilor - deja concesionat lantului de firme Sterling (Canada) - Melrose (Edinburgh), via Midia Resources Romania? », HotNewsro, Marți, 3 februarie 2009, 23:41, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-5386494-petrolul-din-zona-insulei>

RADU Paul « The privatization of Romania's oil industry has enriched the well-connected—and corrupt, Private interests” – Center for Public Integrity”, 25 janvier 2005, actualise en 19 mai 2014,

RADU Paul Cristian « Au nenorocit România, s-au regrupat în Austria », / 2003-10-08, Centre Roumain de Journalisme d'Enquete (CRJi), <https://www.crji.org/?idT=88&idC=88&idRec=4028>

RADU Paul Cristian « Filiera Britanica », / 2006-01-11, CRJI, Centrul Romana de Jurnalism de Investigatii, <https://www.crji.org/?idT=88&idC=88&idRec=4121>

RODINA Vladimir, « US investment group joins Romanian bank”, UPI Archives, July 7, 1995

SMITH Craig S, « Eastern Europe Struggles to Purge Security Services" », The New York Times, décembre 2006

Sorin Rosca Stanescu, redactor sef Ziua, Cornel Ivanciu, sef Birou Investigatii Academia Catavencu

STOICA Ionel « Statul roman trebuie sa-i plateasca 70000 de lei lui Dan Radu Rusanu, cheltuielile cu avocatii facute de fostul parlamentar in dosarul in care a fost achitat », Miercuri, 24 Iunie 2020, ora 08:05, <https://ziarecom/dan-radu-rusanu/asf/statul-roman-trebuie-sa-i-plateasca-70-000-de-lei-lui-dan-radu-rusanu-cheltuielile-cu-avocatii-facute-de-fostul-ministru-in-dosarul-in-care-a-fost-achitat-1616219>

TAPALAGA Dan « Fata nestiuta a gruparii Bittner-Cocos: Cum a cumparat Palatul Reginei Maria de pe

TAPALAGA Dan, « Votul din martea neagra Sapte efecte pozitive » HotNewsro, Luni, 16 decembrie 2013, Hotnewsro

UNGUREANU Bogdan « Milioane de români au pierdut banii! Scandal monstru în Justiție Ce s-a întâmplat cu banii », 9 decembrie 2019

URSU Ramona, DRĂGAN Flavia « Binomul Armată-Securitate de la Revoluție Poveste fără sfârșit », | Actualizat: 21122018 - 09:37, <https://newsweekro/actualitate/binomul-armata-securitate-de-la-revolutie-poveste-fara-sfarsit>

URSU Ramona, DRĂGAN Flavia « Dosarul Revoluției, o epopee de 30 de ani, | Actualizat: 20122019 - 15:05, <https://newsweekro/istorie/dosarul-revolutiei-o-epopee-de-30-de-ani>

VASÂLCA Teodora « Dinu Patriciu: Era evident ca datoriile Rompetrol nu vor fi platite », , Evenimentul Zilei, Marti, 05 Octombrie 2010

VISCHI Catalin « BIR pe jaful bancar », Gazeta de Maramures, , 5 septembrie 2005, <http://www.gazetademaramuresro/b-i-r-pe-jaful-bancar-8454>



WEIDEN Medana « Tot mai multe îndoieli cu privire la tentativa de sinucidere a fostului premier, Năstase », Data 26/02/2012, Autoare/Autor, <https://www.dw.com/ro/tot-mai-multe-%C3%AEndoieli-cu-privire-la-tentativa-de-sinucidere-a-fostului-premier-n%C4%83stase/a-16050714>

ZARA Ovidiu « Consilierul lui Micky a dat un tun de 1,5 mld la SAFI », , 21 octombrie 2002, <https://www.curentulinfo/actualitate/consilierul-lui-micky-a-dat-un-tun-de-15-mld-la-safi/>

ZARA Ovidiu « Vintu a cumparat bunavointa unor VIP-uri cu banii furati din conturile clientilor BRS », - 03:00, 16 noiembrie 2005, <https://www.curentulinfo/economic-financiar/vintu-a-cumparat-bunavointa-unor-vip-uri-cu-banii-furati-din-conturile-clientilor-brs/>

« De la Lukoil, un milion de dolari pentru apropiatii lui Ponta » :Rise Project, 09/07/2015, <https://www.riseproject.ro/articol/delalukoilunmiliondedolaripentruapropiatiiluiiponta>

« Dezvăluire oficială după aproape 10 ani: familia fostului premier Petre Roman s-a lansat în imobiliare cu banii lui Dinu Patriciu », 22 decembrie 2019, <https://www.profit.ro/povesti-cu-profit/real-estate-constructii/dezvaluire-oficiala-dupa-aproape-10-ani-familia-fostului-premier-petre-roman-s-a-lansat-in-imobiliare-cu-banii-lui-dinu-patriciu-19199990>

« Patriciu – Tariceanu, o prietenie de 17 ani », 13 ianuarie 2007, 02:00, Evenimentul Zilei, <https://evz.ro/patriciu-tariceanu-o-prietenie-de-17-ani-426062.html>

« RAFO ajunge la fier vechi: "Cazul școală" al delapidării unei industrii care produce astăzi, României, un deficit comercial de 7,5 miliarde de euro pe an », Cursdeguvernare.ro, 22/02/2015, <https://cursdeguvernare.ro/rafo-ajunge-la-fier-vechi-cazul-scoala-al-dela>

« Rompetrol va clarifica miercuri intențiile privind obligațiunile scadente la 30 septembrie 2010 », HotNews.ro, Marți, 24 august 2010, [https://economie.hotnews.ro/stiri-finante\\_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intențiile-privind-obligațiunile-scadente-30-septembrie-2010-primi-statul-banii-datorati-vezi-istoricul-celei-mai-controversate-privatizari-romanesti.html](https://economie.hotnews.ro/stiri-finante_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intențiile-privind-obligațiunile-scadente-30-septembrie-2010-primi-statul-banii-datorati-vezi-istoricul-celei-mai-controversate-privatizari-romanesti.html)

« Saracul Radu Sarbu! Casa e a sotiei, vila a socrului, iar masina a firmei », 29 noiembrie 2001, [https://adevarul.ro/news/societate/saracul-radu-sarbu-casa-e-sotiei-vila-socrului-masina-firmei-1\\_50abf4177c42d5a663831706/index.html](https://adevarul.ro/news/societate/saracul-radu-sarbu-casa-e-sotiei-vila-socrului-masina-firmei-1_50abf4177c42d5a663831706/index.html)

La privatizarea ALRO Slatina statul a pierdut cel puțin 40 milioane de dolari, Romania Libera, 24 noiembrie 2006, <https://romania-libera.ro/economie/finante-banci/la-privatizarea-alro-slatina-statul-a-pierdut-cel-putin-40-milioane-de-dolari--63606>

Les sténogrammes 1450415 du dossier 2816/1/2009

, Cumparator din Polonia, Oppinia Transilvana, ianuarie 2020

“Condamnări definitive în dosarul Microsoft, 2016-10-03”, Agerpres, <https://www.agerpres.ro/justitie/2016/10/03/condamnari-definitive-in-dosarul-microsoft-16-30-06>

“Cristian Păunescu, consilier al Guvernatorului BNR Mugur Isărescu, Tezaurul României - noul dosar din BNR”, BURSA 23 mai 2019, <https://www.bursar.ro/tezaurul-romaniei-noul-dosar-din-bnr-04191735>

“Nastase: Romania-Croatia ties are good but can develop further”, Published 11:00 February 8, 2003,

« 25 DE ANI DE CAPITALISM Falimentul Caritas Schema care a arătat gradul de prostie și de hoție al românilor », 7 aprilie 2015, 18:01, [https://adevarul.ro/news/societate/falimentul-caritas-schema-aratat-gradul-prostie-hotie-romanilor-1\\_5523e366448e03c0fd50459d/indexhtml](https://adevarul.ro/news/societate/falimentul-caritas-schema-aratat-gradul-prostie-hotie-romanilor-1_5523e366448e03c0fd50459d/indexhtml)

« Dan Diaconescu, condamnat la 3 ani de inchisoare cu executare pentru santaj », HotNewsro, Miercuri, 18 decembrie 2013, [anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-16236123-dan-diaconescu-condamnat-3-ani-inchisoare-executare-pentru-santajhtm](http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-16236123-dan-diaconescu-condamnat-3-ani-inchisoare-executare-pentru-santajhtm)

« Pe ruinele FPP II s-a înaltat imperiul Iacobov care are astăzi Moldova la picioare », CAPITAL 25 mai 2000, <https://www.capital.ro/pe-ruinele-fpp-ii-s-a-inaltat-imperiul-iacobov-care>

« România furată Băncile SRL din anii '90 și paguba de 500 de milioane de dolari », 12/2016 20:58, Digi TV, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-bancile-srl-din-anii-90-si-paguba-de-500-de-milioane-de-dolari-506196>

« Securitatea a recrutat o armată de copii », Gandulinfo, 2012, <https://www.gandulinfo.ro/stiri/securitatea-a-recrutat-o-armata-de-copii-informatori-261594> (article non plus disponible en ligne)

« "European Drinks", o afacere pe banii Securitatii » Informatia de Vest

« „Întăriți-vă statul!” », marți, 10 martie 2009, 12:47, <https://www.toloro.ro/2009/03/10/intariti-va-statul/>

« « Ghidul Persoanelor Interesate Să Se Adreseze Inspecției Judiciare », Inspectia Judiciara, inspectiajudiciar.ro, 2019

« 1,5 miliarde de dolari, bilanțul unui sfert de secol de țepe », Capital, 2 iunie 2015

« 1990, anul 0 Restituirea proprietăților, făcută doar pe jumătate Cum s-a ajuns la plângeri la CEDO și anchete DNA », 24/2015 12:22, Digi24, <https://www.digi24.ro/special/campanii->

digi24/1990-anul-0/1990-anul-0-restituirea-proprietatilor-facuta-doar-pe-jumatate-cum-s-a-ajuns-la-plangeri-la-cedo-si-anchete-dna-441267

« 25 DE ANI DE CAPITALISM Cine a fost în spatele circuitului Caritas: „acoperiți” din SRI-ul lui Măgureanu controlau listele cu câștigători », 8 aprilie 2015, 20:50, Adevarul,

« 40 de persoane din conducerile Romgaz și ANRE, cercetate penal pentru subminarea economiei », Adevarul, 4 ianuarie, 2012, adevarulro/.../20\_de\_actuali\_si\_fosti\_sefi\_ai\_Romgaz\_sunt\_anchetati\_pentru\_contracte\_preferent

« 6 mois pour un homme d'affaires roumain », Par Le Figaro, Publié le 09/01/2008 à 16:20, Mis à jour le 09/01/2008 à 16:21, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/01/09/01011-20080109FILWWW00447--mois-pour-un-homme-d-affaires-roumainphp>

« Adrian Nastase, condamnat definitiv la doi ani de inchisoare cu executare si interzicerea unor drepturi, printre care si dreptul de a candida si de a fi ales intr-o functie publica », Hotnewsro anticoruptiehotnewsro/stiri-anticoruptie-12570476-dosarul-trofeul-calitatii-inalta-curte-miercuri-verdictul-final-privind-condamnarea-lui-adrian-nastase-doi-ani-inchisoare-executarehtm

« Afacerea Sterling a facut o gaura de aproape 38 milioane de dolari în budget », Joi 24 februarie 2011, Anul XIV Nr 34 (4686), <https://www.curentulinfo/actualitate/afacerea-sterling-a-facut-o-gaura-de-aproape-38-milioane-de-dolari-in-buget/>

« Afland de arestarea directorului general al Petrom, ministrul Berceanu declara : « Procuratura Braila a facut un abuz in serviciu », Adevarul, Cristina Trefas, 15 iunie 2000

« Al-Arrab Contracting a încălcat contractul de privatizare a Electroputere Craiova, inclusiv obligațiile privind numărul salariaților » Economica, 31 ian 2017, [https://www.economicanet/al-arrab-contracting-a-incalcat-contractul-de-privatizare-a-electroputere-craiova-inclusiv-obligatiile-privind-numarul-salariatilor\\_132500html](https://www.economicanet/al-arrab-contracting-a-incalcat-contractul-de-privatizare-a-electroputere-craiova-inclusiv-obligatiile-privind-numarul-salariatilor_132500html)

« Alexandru Bittner a mărturisit tot în SUA, în dosarul Microsoft și a obținut o înțelegere cu FBI și IRS » Curentul, 30 septembrie 2014, <https://www.curentulinfo/dezvaluiri/alexandru-bittner-a-marturisit-tot-in>

« Alexandru Lele: "Victor Ponta se teme de adevăr, în cazul morții lui Cristian Panait" », REDACȚIA BURSA, Ziarul BURSA #Politică / 06 mai 2014, <https://www.bursaro/exclusivitate-alexandru-lele-victor-ponta-se-teme-de-adevar-in-cazul-mortii-lui-cristian-panait-28436326>

« Alexandru Lele: "Victor Ponta se teme de adevăr, în cazul morții lui Cristian Panait" », REDACȚIA BURSA, Ziarul BURSA #Politică / 06 mai 2014,

<https://www.bursaro/exclusivitate-alexandru-lele-victor-ponta-se-teme-de-adevar-in-cazul-mortii-lui-cristian-panait-28436326>

« Alianța „băieților deștepți” cu PDL », Evenimentul zilei, Publicat la 18 mai 2009, <https://evzro/alianta-baietilor-destepti-cu-pdl-851373html>

« Ancheta contractelor de licențe Microsoft IT pentru care DNA a început urmărirea penală în România are rădăcinile în SUA », HotNews.ro, Joi, 10 iulie 2014, <http://anticoruptiehotnewsro/stiri-anticoruptie-17650448-ancheta-contractelor-licente-microsoft-pentru-care-dna-inceput-urmarirea-penala-rom-are-radacini-suahtml>

« Aproape 40% dintre angajații TAROM sunt ruși », en Hotnews, 15 decembrie 2015,

« Armageddonul Bacorex », Ziarul “Ziua”, 7 februarie 2003

« Assablée Générale des Actionnaires du BIR », Adevarul de Cluj, 29 iunie 2000, pag.12

« Avera Băncii Religioșilor, prăvădită sub ochii ministrului Predoiu », 24 ianuarie 2011 <https://zinro/24/01/>

« Banca Agricolă incinge spiritele în lumea afacerilor », CAPITAL 11 noiembrie 1999, <https://www.capitalro/banca-agricola-incinge-spiritele-in-lumea-afacerilor-2835html>

« Banca Populară Română va fi preluată de către o altă bancă », Mediafax - 03:00, 1 iunie 2001

« Banca Populară Română, între proiecte și realitate », Ziarul Financiar, 09/06/2000, <https://www.zf.ro/analiza/banca-populara-romana-intre-proiecte-si-realitate>

« Banca Populară Română, între proiecte și realitate », Ziarul Financiar, 09/06/2000, <https://www.zf.ro/analiza/banca-populara-romana-intre-proiecte-si-realitate>

« Băsescu: Vântul a dat un tun, pe ultima sută a guvernării Tariceanu », Mediafax, 17/06/2009, <https://www.mediafax.ro/politic/basescu-vantu-a-dat-un-tun-pe-ultima-suta-a-guvernarii-tariceanu-4562749>

« Benzinarilor independenți se bat de la egal la egal cu marile companii », CAPITAL 18 iulie 2002

« Benzinarilor independenți se bat de la egal la egal cu marile companii », CAPITAL 18 iulie 2002

« Blog Dan Andronic, Exclusivitate! SO Vântul către șeful de la Realitatea TV: ”Nu sunteți liberi, nene. Va convine, lucrați, nu va convine, plecați, ce mare cacat!” », 18 octombrie 2010,

« BRK Financial Group, Raport de investiții Rompetrol-Rafinare SA », mars 2017, page 3

« Calin Popescu Tariceanu a pierdut definitiv procesul de calomnie cu Emil Boc, în dosarul Sterling Resources », HotNews.ro, Miercuri, 19 octombrie 2011, 17:26, <https://www.hotnewsro/stiri-esential-10464535-calin-popescu-tariceanu>

« Calitatea de parlamentar ar putea deveni incompatibilă cu profesia de avocat », 2005, [http://wwwbbccouk/romanian/news/story/2006/03/060303\\_parlamentari\\_avocatishtml](http://wwwbbccouk/romanian/news/story/2006/03/060303_parlamentari_avocatishtml)

« Care este prețul real al autostrăzii Transilvania », 28 iunie 2016, <https://wwwcapitalro/care-este-pretul-real-al-autostrazii-transilvaniahtml>

« Cât câștigă deputații noștri din contractele cu statul Lista », CursDeGuvernare.ro, 2011, <http://cursdeguvernare.ro/catcastigadeputatiinostridincontractelecustatullistahtml>

« Cati condamnati trimisi in judecata fac legi in parlament », Hotnews.ro, 2014, <https://wwwhotnewsro/stiri-esential-18318529-cati-condamnati-trimisi-judecatata-cercetati-penal-fac-legi-parlamentul-romaniei-lista-completahtml>

« Cazul Sterling Iulian Iancu: Actul nu a fost semnat de ministrul Justitiei Catalin Predoiu: Nu mi aduc aminte sa fi semnat aceasta hotarare » HotNews.ro, Miercuri, 4 februarie 2009, 13:23, Hotnews.ro, <https://wwwhotnewsro/stiri-esential-5388215-cazul-sterling-iulian-iancu>

« Ce a însemnat guvernul Năstase pentru economia României », 21 iunie 2012, ECONOMICANET, [https://wwweconomicanet/ce-a-facut-nastase-pentru-economia-romaniei\\_27199html](https://wwweconomicanet/ce-a-facut-nastase-pentru-economia-romaniei_27199html)

« Ce avere a făcut Elena Udrea cu banii de la BNR », Autor: CAPITAL 27 iunie 2011, <https://wwwcapitalro/ce-avere-a-facut-elena-udrea-cu-banii-de-la-bnr-149106html>

« Ce jurament depuneau turnatorii la Securitate », Adevarul.ro, 2 iunie 2019, adevarul.ro

« Cine este Mihail Vlasov: Judecator in regimul comunist, condamnat pentru luare de mita, apropiat de grupul liberalilor ieseni si pasionat de jocuri de noroc, conduce Camera de Comert a Romaniei din 2007 », HotNews.ro, Miercuri, 19 martie 2014, <https://wwwhotnewsro/stiri-esential-16852649-cine-este-mihail-vlasov-judecator-regimul-comunist-condamnat-pentru-luare-mita-apropiat-grupul-liberalilor-ieseni-pasionat-jocuri-noroc-conduce-camera-comert-romaniei-din-2007html>

« Cine este Zamfirescu Racoți Predoiu, firma premierului interimar », Ziarul Financiar, 6 februarie 2012, <https://wwwzfro/eveniment/cine-este-zamfirescu-racoti-predoiu-firma-premierului-interimar-9209910>

« Ciorbea își plătește vila din banii firmei lui Luca și Vîntu » Evenimentul Zilei duminică, 05 octombrie 2014, <http://wwwvzro/exclusiv-evz-ciorbea-isi-plateste-vila-din-banii-firmei-lui-luca-si-vintuhtml>

« Colectie de succesi esecuri in afaceri MARI AFACERIDE SUCCES », Centrul Roman pentru Educatie Economica in cadrul proiectului „Universitatea Antreprenoriala – Dezvoltarea si promovarea culturii antreprenoriale in conditii de criza si postcriza” (2010-2013) CREE, 2013, pag 22

« Colectie de succesi esecuri in afaceri MARI AFACERIDE SUCCES », Centrul Roman pentru Educatie Economica in cadrul proiectului „Universitatea Antreprenoriala – Dezvoltarea si promovarea culturii antreprenoriale in conditii de criza si postcriza” (2010-2013) CREE, 2013, pag

« Condamnare definitiva in Dosarul Salariatilor Petrom: Sorin Ovidiu Vintu si Liviu Luca au luat fiecare cate 10 ani de inchisoare », Ziarecom Joi, 26 Aprilie 2018, ora 14:18, <https://ziarecom/sorin-ovidiu-vantu/liviu-luca/condamnare-definitiva-in-dosarul-petromservice-sorin-ovidiu-vintu-si-liviu-luca-au-luat-fiecare-cate-10-ani-de-inchisoare-1511334>

« Condamnari in cazul Petromservice: Vintu a fost ridicat de politisti, Luca s-a predat », « Condamnari in dosarul Petromservice: Sorin Ovidiu Vintu - 6 ani si 2 luni de inchisoare, Octavian Turcan - 9 ani si Liviu Luca - 6 ani », HotNewsro, Luni, 14 iulie 2014, 21:18 Dosare Anticoruptie, <http://anticoruptiehotnewsro/stiri-anticoruptie-17674113-condamnari-dosarul-petromservice-sorin-ovidiu-vintu-6-ani-2-luni-inchisoare-octavian-turcan-9-ani-liviu-luca-6-ani.htm>

« Consolidarea integritatii politice în partidele de centru-dreapta din Europa de Sud-Est », Institutul Republican International, Fundatia Konrad Adenauer și de Monica Macovei, conférence, Bucarest, 9 décembre 2011

« Constantin Toma a construit un holding cu afaceri de 300 milioane de euro pentru că rămăsese fără serviciu », Ziarul Financiar, 1342011, <https://www.zf.ro/companii/constantin-toma-a-construit-un-holding-cu-afaceri-de-300-milioane-de-euro-pentru-ca-ramasese-fara-serviciu-8154673>

« Conturile lui Ceausescu », România Libera, anul II, nr 98, 1 decembrie 1991, p3

« Corneliu Iacobov, condamnat definitiv la 7 ani de inchisoare in dosarul Rafo Onesti », 28-06-2012 11:39, Autor: Stirileprotv, <https://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/corneliu-iacobov-condamnat-definitiv-la-7-ani-de-inchisoare-in-dosarul-rafo-onesti.html>

« Cristian ANTON, Soțul deputatei PDL, paravan pentru dinozaurii finanțelor românești, Familia Stavrositu, asociată cu devalizatorii Băncii Internaționale a Religiilor », <http://www.atitudineonline.ro>, 23 august 2010

« CSM: 36 de procurori și judecători au fost condamnați, în 2014 și 2015, pentru corupție », De Băcaunet -12 decembrie 2015, <https://www.bacaunet.ro/csm-36-de-procurori-si-judecatori-au-fost-condamnati-in-2014-si-2015-pentru-coruptie/>

« Cum a esuat cercetarea” Mediafax, 2018, ... <https://www.mediafax.ro/social/alro-slatina-cum-a-esuat-cercetarea-privind-privatizarea-singurei-companii-producatoare-de-aluminiu->

din-romania-ambele-dosare-au-fost-inchise-unul-de-diicot-in-2010-altul-recent-de-dna-17009045,

« Cum a evoluat averea lui Dan Voiculescu pe vremea lui Codrut Seres », Miercuri, 01 Februarie 2012, ora 09:34, Evenimentul Zilei, <https://ziarecom/dan-voiculescu/stiri-dan-voiculescu/cum-a-evoluat-averea-lui-dan-voiculescu-pe-vremea-lui-codrut-seres-1148239>

« Cum arăta geanta cu 3,8 milioane de dolari cash presupus primită de Elena Udrea în cazul Hidroelectrică », ANCHETE, 8 AUGUST 2020 •, <https://www.g4mediaro.com/cum-arata-geanta-cu-38-milioane-de-dolari-cash-presupus-primita-de-elena-udrea-in-cazul-hidroelectrica-udrea-acuzata-ca-ar-fi-primit-o-geanta-cu-bani-si-in-dosarul-gala-bute-carausul.html>

« Cum au ajuns fostul șofer al PDL și consilierul lui Emil Boc experți în servicii de trafic aerian la ROMATSA », 29 martie 2014, Adevărul, <https://www.cotidianul.ro/doi-consilieri-ai-lui-boc-dintre-care-unul-era-sofer-experti-la-romatsa/>

« Cum faci o afacere de 400 mil € cu 7 oameni? Revinzi gaze din Rusia », Ziarul Financiar, 1662009, <https://www.zf.ro/companii/cum-faci-o-afacere-de-400-mil-cu-7-oameni>

« Cum funcționa rețeaua Sebastian Ghita: DNA sustine ca 54 de firme controlate direct sau prin interpusi spalau comisioanele de 10% din contractele publice sau din bani europeni Sechestrul pe 130 de milioane de lei la cele 51 de firme controlate de deputatul PSD Vezi lista completa », HotNews.ro, Miercuri, 24 iunie 2015, 15:22 Dosare Anticorupție, <http://anticoruptiehotnewsro/stiri-anticoruptie-20254378-cum-functiona-reteaua-sebastian-ghita-dna-sustine-54-firme-controlate-direct-sau-prin-interpusi-spalau-comisioanele-10-din-contractele-publice-e4-sa>

« Cum se poate transforma Petrotel Lukoil din companie privatizată în una naționalizată », 9 octombrie 2014, <https://economiehotnewsro/stiri-energie-18272166-cum-poate-transforma-petrotel-din-companie-privatizata-una-nationalizata.html>

« Curtea de Apel București confirmă raportul ANI, Instanța a decis: Deputata Brandusa Novac și-a dat ilegal contracte la Circul Globus », 18 Aprilie 2012 - Simona Popescu, [romaniacurataro/ltfont-colorblackgtcurtea-de-apel-bucuresti-confirma-raportul-anilt-fo-2713htm](http://romaniacurataro/ltfont-colorblackgtcurtea-de-apel-bucuresti-confirma-raportul-anilt-fo-2713htm)

« Dan Ioan Popescu, despre decizia ICCJ de a îi confisca 4 milioane de lei din avere: Voi continua procesul în țară și în afară, hotărârea este aberantă », HotNews.ro, Joi, 14 iulie 2011, <http://anticoruptiehotnewsro/stiri-anticoruptie-9409673-dan-ioan-p...in-avere-voi-continua-procesul-tara-afara-hotarea-este-aberanta.htm>

« Darmanesti, buricul escrocheriei Iacobov », Jurnalul National, 05 Mai 2004, <https://jurnalul.ro/special-jurnalul/darmanesti-buricul-escrocheriei-iacob>

« Demnitari implicați în spălare de bani » Ziua, Joi, 23 septembrie 2004, <https://mhotnewsro/stire/1256697>

« Despăgubirile către păgubiții FNI au scăzut cu 92%, la 336000 de lei », Ziarul BURSA #Companii / 26 octombrie 2017, <https://wwwbursaro/in-primul-semestru-aaas-despagubirile-catre-pagubitii-fni-au-scazut-cu-92-procente-l>

« Dinel Staicu, de la milițian la afacerist cu milioane de euro în cont Primii bani i-a făcut după ce a vândut o stație Peco », Gandul, 8 aprilie 2014

« DINU PATRICIU Afacerile care l-au adus în topul miliardarilor lumii », Digi TV, 1982014 12:15, <https://wwwdigi24ro/stiri/actualitate/evenimente/dinu-patriciu-afacerile-care-l-au-adus-in-topul-miliardarilor-lumii-282865>

« DNA a clasat acuzațiile față de foștii miniștri () în dosarul Microsoft: Faptele s-au prescris », HotNewsro, Joi, 1 februarie 2018, <http://anticoruptiehotnewsro/stiri-anticoruptie-22262748-dna-clasat-acuzațiile-fața-foștii-ministri-ecaterina-andronescu-mihai-tanasescu-serban-mihail>

« DNA: "Ai vrut să-l scapi pe Tender!" Bica: "Așa mi-a cerut Coldea la SRI" »

« Dorin Marian, fost consilier la Patriciu, devine secretar de stat în cancelaria lui Tariceanu, de B Blagu », HotNewsro, Vineri, 16 februarie 2007, <http://wwwhotnewsro/stiri-arhiva-1115331-dorin-marian-fost-consilier-patriciu-devine-secretar-stat-cancelaria-lui-tariceanuhtm>

« Doru Costea, avocatul lui Sorin Ovidiu Vantu, despre tergiversarea dosarelor SOV vs Basescu », septembrie 11th, 2010, <http://wwwsroscasro/site/2010/09/11/doru-costea-avocatul-lui-sorin-ovidiu-vantu-despre-tergiversarea-dosarelor-sov-vs-basescu/>; Doru Costea était collaborateur de la fondation Active Watch – Academia Catavencu Asociația de Monitorizare a Presei achetés par Vintu

« Dosarul "Loteria I" - George Copos a fost condamnat definitiv la 4 ani de închisoare cu executare », Hotnewsro, 25 august 2014, <http://wwwhotnewsro/ancheta-7464839-dosarul-loteria-george-coposhtm>

« Dosarul Microsoft, la final Care sunt miniștrii care au primit rezoluție de clasare și de ce s-a luat această măsură », Adevarul 1 februarie 2018, [http://madevarulro/news/eveniment/dosarul-microsoft-final-1\\_5a734676df52022f7515d77b/indexhtml](http://madevarulro/news/eveniment/dosarul-microsoft-final-1_5a734676df52022f7515d77b/indexhtml)

« Două dintr-o lovitură Procurorii de caz au clasat cele mai serioase dosare ale lui Traian Băsescu », Romania Curata, 15 decembrie 2016, <https://wwwromaniacurataro/doua-dintr-o-lovitura-procurorii-de-caz-au-clasat-cele-mai-serioase-dosare-ale-lui-traian-basescu/>

« Dragoș Băsescu, ridicat de la domiciliul din Constanța Fiul lui Mircea Băsescu este condamnat la 3 ani de închisoare », Adevarul, 5 februarie 2018,





« Fostul ministru al Agriculturii Ioan Avram Muresan, condamnat la 7 ani inchisoare pentru deturnare de fonduri », 28 Mai 2012 - Adrian Popescu, romaniacurataro/fostul-ministru-al-agriculturii-ioan-avram-muresan-condamnat-la-7-ani--2854htm

« Fostul ministru al Justiției, Tudor Chiuariu PLĂTIT CU ORA de primarii liberali din Caraș », 12 ianuarie 2015, <https://evzro/fostul-ministru-al-justitiei-tudor-chiuariu-platit-cu-ora-de-primarii-liberali-din-carashtml>

« Fratia contractelor - licitatii cumparate cu donatii electorale », 15 Februarie 2011, Capital, capitalro

« Frăția Sebastian – Ghiță Și Vlădescu Contracte umflate cu milioane de euro din banii europeni pentru spitale! », Romania Curata, 25/6/2015, <http://www.romaniacurataro/exclusiv-fratia-sebastian-ghita-si-vlădescu-contracte-umflate-cu-milioane-de-euro-din-banii-europeni-pentru-spitale-pana-cand-ue-a-spus-stop-ajunge/>

« Fugarul Sebastian Ghiță, inclus de Europol pe lista „Most Wanted”, alături de criminali », 31 Ian 2017 - 12:23, <https://www.euractiv.ro/justitie/fugarul-sebastian-ghita-inclus-pe-lista-e2-80-9emost-wanted-de-europol-alaturi-de-teroristi-6557>

« Fugarul Sebastian Ghiță, inclus de Europol pe lista „Most Wanted”, alături de criminali », 31 Ian 2017 - 12:23, <https://www.euractiv.ro/justitie/fugarul-sebastian-ghita-inclus-pe-lista-e2-80-9emost-wanted-de-europol-alaturi-de-teroristi-6557>

« Gală profesionistă cu bani de la statul amator », 12 aprilie 2011, <https://www.toloro.ro/2011/04/12/gala-profesionista-cu-bani-de-la-amatori/>

« GC Paunescu chemat la Parchet », Adevarul, 5 decembrie 1998, autor Gabriela Nicolae

« Generalul Coldea, numărul doi în SRI, pus la dispozitie pana la finalizarea unei anchete declansate de acuzatiile lui Sebastian Ghita », 12 ianuarie 2017, 18:26 Adevarul

« Gîndul de sîmbătă, Ion Cristoiu, Divizia Presă a Binomului SRI-DNA a primit ordin să-l execute pe Florian Coldea! », 28 ianuarie 2017, <https://www.cristoiublog.ro/gindul-de-simbata-28-ianuarie-2017/>

« Giovanni Francesco a fost condamnat în dosarul finanțării campaniei lui Traian Băsescu din 2009 », Joi, 31 ianuarie 2019, 13:56 Ultimul update Joi, 31 ianuarie 2019, 14:01, Libertatea, <https://www.libertate.ro/stiri/giovanni-francesco-condamnat-la-inchisoare-in-dosarul-basescu-2531241>

« Government Accuses Former Minister Of Corruption, Čačić won 250 million kuna in state contracts from 2000 to 2003 », Robert Bajruši, Nacional number 454, 2004-07-27, <http://arhivanacional.hr/en/clanak/18390/cacic-won-250-million-kuna-in-state-contracts-from-2000-to-2003>

« Gruia Stoica, condamnat DEFINITIV la 2 ani si jumătate de inchisoare cu suspendare. Pedepsa e mai blanda decat cea initiala », Autor: Stirile Pro TV, 23-02-2016, <https://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/iccj-ar-putea-da-marti-sentinta-definitiva-in-dosarul-gruia-stoica-condamnat-in-prima-instanta-la-4-ani-de-inchisoare.html>

« Guvernul a aprobat privatizarea Rompetrol Rafinare : Vafi vanduta un pachet de 26,7 % pentru suma minima de de 200 milioane de dolari », HotNews.ro, marti, 28 iulie 2015, <http://economie.hotnews.ro/stiri-energie-20325528-guvernul-a-probat-privatizarea-rompetrol-rafinare-vandut-pachet-267-pentru-suma-minima-200-milioane>

« Hungary, Meeting of Parliament, From our own correspondent CLB », Pesta, (19 September 1872), New York Times

« Il ne reste plus qu'une entreprise américaine parmi les huit concurrents dans la course à Petrom », Ziarul Financiar, 25/11/2003, <https://www.zf.ro/zf-english/only-one-us-company-among-eight-contender>

« In cazul arestarii directorului SNP, Ioan Popa, Muresan crede ca Procuratura a intervenit abuziv », Adevarul, 20 iunie 2000

« Incepe inghesuiala la tortul AVAB », Autor: CAPITAL 8 iulie 1999, <https://www.capital.ro/incepe-inghesuiala-la-tortul-avab-3459.html/2>

« Începe procesul în care fostul ministru Sebastian Vlădescu e acuzat că a luat mită peste 3 milioane de euro. Decizia poate fi atacată », 15/6/2020, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/incepe-procesul-in-care-fostul-ministru-sebastian-vladescu-e-acuzat-ca-a-luat-mita-peste-3-milioane-de-euro-decizia-poate-fi-atacata-1323407>

« INTERVIU Daniel Morar, judecător CCR: „Amenințările SRI la adresa Curții Constituționale au depășit cadrul legal. Așa ceva nu se întâmplă într-o țară civilizată », 4 iunie 2015, 11:51, [adevro/pbi3dq](http://adevro.ro/pbi3dq)

« INTERVIU Daniel Morar, judecător CCR: „Amenințările SRI la adresa Curții Constituționale au depășit cadrul legal. Așa ceva nu se întâmplă într-o țară civilizată », 4 iunie 2015, 11:51, [adevro/pbi3dq](http://adevro.ro/pbi3dq)

« Iohannis a pierdut casa „fabrică-de-bani”, luată de la stat prin acte false », 12/11/2015, Rise Project, <https://www.riseproject.ro/iohannis-a-pierdut-casa-fabrica-de-bani-luata-de-la-stat/>

« IPJ Teleorman i-a dat certificat de buna purtare premierului de rezerva al PD, Adrian »

« Istoria creșterii și descreșterii imperiului Columna », Revue Capital, 5 april 2001, <https://www.capital.ro/istoria-cresterii-si-descresterii-imperiului-columna>

« Istoria se repetă: oamenii lui Voiculescu defectează din PSD Cum s-au repositionat în ultimele două decenii aleșii controlați de omul de afaceri », 18 ianuarie 2021, 06:05 de Radu Eremia, [https://adevarulro/news/politica/istoria-repeta-oameniului-voiculescu-defecteaza-psd-s-au-repositionat-ultimele-doua-decenii-alesii-controlati-omul-afaceri-1\\_60046a415163ec42710b38f4/indexhtml](https://adevarulro/news/politica/istoria-repeta-oameniului-voiculescu-defecteaza-psd-s-au-repositionat-ultimele-doua-decenii-alesii-controlati-omul-afaceri-1_60046a415163ec42710b38f4/indexhtml)

« Justitia intra in Top 300 Cu mascatii Evolutia bogatilor Romaniei in ultimul deceniu », HotNewsro, Luni, 23 iunie 2014, <http://www.hotnewsro/stiri-esential-17534798-justitia-intra-top-300-mascatii-evolutia-bogatilor-romaniei-ultimul-deceniuhtm>

« Kovesi: 88 de procurori si judecatori condamnati in 12 ani nu justifica infiintarea unei directii speciale pentru investigarea magistratilor », de VM, HotNewsro, Marți, 21 noiembrie 2017, 21:41, <https://www.hotnewsro/stiri-esential-22124891-kovesi-88-procurori-judecatori-condamnati-12-ani-nu-justifica-infiintarea-unei-directii-speciale-pentru-investigarea-magistratilorhtm>

« L'oligarque russe Vadym Novynskyi », Forbes, 2019, <https://www.forbes.com/profile/vadim-novinsky/>

« La Roumanie volée », Digi 24, 15 juillet 2014, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-sidex-combinatul-vandut-pe-nimic-269700>

« Le Raspoutine de Bucarest », Le Monde, Par François Marti Publié le 31 août 2012, [https://www.lemonde.fr/international/article/2012/08/31/le-raspoutine-de-bucarest\\_1754165\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2012/08/31/le-raspoutine-de-bucarest_1754165_3210.html)

« Legi pentru amici », Romania Libera, 0322006, <https://romanaliberaro/special/investigatii/legi-pentru-amici--5330>

« Les plus riches du Roumanie », classement de l'année Revue Capital, octobre 2010

« L'ex-conseiller personnel d'Ion Iliescu condamné par la justice française », Le Monde, Publié le 10 janvier 2008, [https://www.lemonde.fr/international/article/2008/01/10/l-ex-conseiller-personnel-de-ion-iliescu-condamne-par-la-justice-francaise\\_997853\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2008/01/10/l-ex-conseiller-personnel-de-ion-iliescu-condamne-par-la-justice-francaise_997853_3210.html)

« Liberalul Călin Popescu Tăriceanu, luat în vizor pentru 'afacerea Citroen' », Vineri, 03/19/2004 - 19:45, <https://www.wamosnewsro/arhiva/liberalul-calin-popescu-tariceanu-luat-vizor-pentru-afacerea-citroen-19-03-2004>

« Lista copiilor candidati creste : Fiu si fiica de baroni locali cu contracte de milioane de euro cu statul », 28 Noiembrie 2012 - Romaniacurataro, [www.romaniacurataro/ltfont-colorblackgtlista-copiilor-candidati-crestelt-fontgtltbrgt-fiu--3566htm](http://www.romaniacurataro/ltfont-colorblackgtlista-copiilor-candidati-crestelt-fontgtltbrgt-fiu--3566htm)

« Lista datornicilor la Bancorex-BCR-Banca Agricola, propteaua lui Orasanu la AVAS », Ziarul "Saptamana financiara", 23 octombrie 2006

« Lotul Rompetrol“ intră la închisoare: 23 de ani cu executare și 13 cu suspendare pentru manipularea bursei în prima

« Marian Iancu, prima noapte în arest Omul de afaceri trebuie să înapoieze statului 150 de milioane de dolari », 15102014, <https://wwwdigi24ro/stiri/actualitate/justitie/marian-iancu-prima-noapte-in-arest-omul-de-afaceri-trebuie-sa-inapoeze-statului-150-de-milioane-de-dolari-307588>

« Marieta Anastasescu a adus o notă de plată pentru contribuabilul român de peste 88 miliarde de lei », 23 februarie 2006, [https://adevarulro/news/societate/marieta-anastasescu-adus-nota-plata-contribuabilul-roman-88-miliarde-lei-1\\_50acc9037c42d5a66389d79f/indexhtml](https://adevarulro/news/societate/marieta-anastasescu-adus-nota-plata-contribuabilul-roman-88-miliarde-lei-1_50acc9037c42d5a66389d79f/indexhtml)

« Marile „șocuri” ale DNA Mâna lungă cu care politicienii încurcă Justiția », Adevarul, 27 mai 2015 [https://adevarulro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok-\\_5565b974cfbe376e35a5baab/indexhtml](https://adevarulro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok-_5565b974cfbe376e35a5baab/indexhtml)

« Marile „șocuri” ale DNA Mâna lungă cu care politicienii încurcă Justiția », Adevarul, 27 mai 2015 [https://adevarulro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok-\\_5565b974cfbe376e35a5baab/indexhtml](https://adevarulro/news/societate/serial-isi-inchipuia-sistemul-anticoruptia-vintu-luai-trei-patru-granguri-si-i-bagai-zdup-pui-frana-eu-nastase-voiculescu-era-ok-_5565b974cfbe376e35a5baab/indexhtml)

« Marile afaceri ale lui Dinu Patriciu se ascund in paradisuri fiscale », Capital, 9 noiembrie 2000

« Marile afaceri ale lui Dinu Patriciu se ascund in paradisuri fiscale », Capital, 9 noiembrie 2000

« Marile falimente bancare », Capitalro, 9 noiembrie 2009 <https://wwwcapitalro/marile-falimente-bancare-127657html>

« Matusa Tamara a platit plafonul lui Nastase », de Evenimentul Zilei, Luni, 27 martie 2006, 0:00, <https://wwwhotnewsro/stiri-arhiva-1185127-matusa-tamara-platit-plafon>

« Micile secrete ale lui Iosif Constantin Drăgan », Revista Bilanț nr2 din noiembrie 2004 , <http://wwwpresadeinvestigatiiro/tag/veronica-gusa/>

« Mihai Bogza, firma familiei si beneficiarii din esalonul secund al falimentelor bancare », De Titus Somesan - 03:00, 3 iulie 2002,, <https://wwwcurentulinfo/economic-financiar/mihai-bogza-firma-familiei>

« Milionari doar pe hârtie -peste 8 milioane de români au acțiuni listate la bursă de care nu mai știu nimic », 2882015, Digi TV, digi24ro

« Ministrul energiei, despre posibilitatea ca memorandumul cu Rompetrol sa nu mai fie prelungit: Am considerat sa e mai bine sa revenim la situatia de dinainte de 2014, iar compania

sa-si plateasca datoria istorica », Joi, 16 noiembrie 2017, <http://economiehotnewsro/stiri-energie-22116039-ministrul-energiei-despre-memorandumul-rompetrol-care-putea-nu-mai-fie-prelungit-considerat-mai>

« Ministrul Justiției, implicat adânc în rețeaua afacerii "Rompetrol" », Bursa, 7 april 2008, <https://wwwbursaro/ministrul-justitiei-implicat-adanc-in-reteaua-afacerii-rompetrol-4474522>

« Mircea Bănescu a fost eliberat condiționat și a părăsit Penitenciarul Poarta Albă: Mi-a fost dor de copii », Digi 24, 11/9/2017 10:08, <https://wwwdigi24ro/stiri/actualitate/justitie/mircea-basescu-va-fi-eliberat-conditionat-791399>

« Național Arena costa 119 milioane de euro și a ajuns la 234! », Gazeta Sporturilor, 2011, <https://wwwgsp.ro/gsp-special/anchetele-gazetei/national-arena-costa-119-milioane-de-euro-si-a-ajuns-la-234-230598.html>

« Nume grele din magistratura au fost revocate, miercuri, din functie de CSM,, Judecătoria Maria Navala, data afara din magistratura », Evenimentul Zilei, Joi, 9 septembrie 2004

« Ovidiu Tender l-a dat in judecata pe Dinu Patriciu », Vineri, 4 iunie 2004, 0:00, Lucian Davidescu, Cotidianul - 4 iunie 2004, <https://mhotnewsro/stire/1267257>

« Ovidiu Tender ramane in inchisoare; cererea de stramutare a dosarului RAFO-Carom, respinsa », HotNewsro, Joi, 16 iulie 2015, 23:11 <http://wwwhotnewsro/stiri-esential-20303313-ovidiu-tender-ramane-inchisoare-cererea-stramutare-dosarului-rafo-carom-respinsa.htm>

« Patriciu, chemat în fața instanței pentru neplata unor datorii », 11 Dec 2009, Antena 3, <https://wwwantena3ro/actualitate/patriciu-chemat-in-fata- instantei-pentru-neplata-unor-datorii-87193.html>

« Pe ruinele FPP II s-a inaltat imperiul Iacobov care are astazi Moldova la picioare », CAPITAL 25 mai 2000, <https://wwwcapitalro/pe-ruinele-fpp-ii-s-a-inaltat-imperiul-iacobov-care>

« Pe ruinele FPP II s-a inaltat imperiul Iacobov care are astazi Moldova la picioare », Capital, 25 mai 2000, <https://wwwcapitalro/pe-ruinele-fpp-ii-s-a-inaltat-imperiul-iacobov-care>

« Petre Roman, Chaque formation politique de la Coalition va nommes ses gens dans la direction des banques d'État », Rodica Ciobanu, Adevarul, 4 april 1997

« Petrotel Lukoil Ploiesti si directorul companiei, Andrey Iurevici Bogdanov, trimis in judecata, Prejudiciul creat statului ar fi de aproape 1,8 miliarde euro » HotNewsro, Luni, 3 august 2015, <http://anticoruptiehotnewsro/stiri/anticoruptie/20336217-petrotellukoilploiesti-directorul-companiei-andrey-iurevici-bogdanov-trimis-judecataprejudiciul>

« PIXELUL ALBASTRU” Dinu Patriciu a pierdut procesul cu Traian Băsescu », 1542013 19:47, Digi TV, <https://www.digi24ro/stiri/actualitate/justitie/pixelul-albastru-dinu-patriciu-a-pierdut-procesul-cu-traian-basescu-66120>

« Ponta confirma ca Udrea si Ghita au venit la el acasa, in 2013, pentru a discuta despre numirile procurorilor sefi - Kovesi, Bica si Nitu/ La K2 ne intalnim eu, Dragnea, Oprea, Ghita, Maior, Coldea, de IR », HotNewsro, Vineri, 16 martie 2018, 15:25, <https://www.hotnewsro/stiri-politic-22346106-ponta-confirma-udrea-ghita-venit-acasa-2013-pentru-discuta-despre-numirile-procurorilor-sefi-kovesi-bica-nitu-k2-intalnim>

« Porțile de Fier I și II Legăturile cu Tăriceanu și Buzăianu », 1272016 14:52, <https://www.digi24ro/stiri/economie/portile-de-fier-i-si-ii-legaturile-cu-tariceanu-si-buzaianu-537748>

« Presa despre scandalul intalnirii Tariceanu-Macovei-Patriciu », de Ionut Baias, HotNewsro, Joi, 26 ianuarie 2006

« PRIMUL MILIARDAR ROMAN IN EURO », capitalro, 11 octombrie 2005, <https://www.businessmagazinro/cover-story/primul-miliardar-roman-in-euro-1047098>

« Prince Charles' friend in High Court wrangle”, Last updated at 11:32 14 October 2005, Daily Mail, <https://www.dailymail.co.uk/columnists/article-365398/Prince-Charles-friend-High-Court-wrangle.html>

« Privatizare - Lupta pentru Romgaz », Jurnalul National, 05 Sep 2005, <https://jurnalulantena3ro/bani-afaceri/economia/privatizare-lupta-pentru>

« Privilegii în companii de stat: Contracte preferențiale cu firme de consultanță deținute de angajați Ponta: "Nu le-am descoperit pe toate" », Gandulinfo, 1012013 21:25 Ultima actualizare: 1012013, [gandulinfo/.../privilegii-in-companii-de-stat-contracte-preferentiale-cu-firme-de-consultanta-detinut](http://gandulinfo/.../privilegii-in-companii-de-stat-contracte-preferentiale-cu-firme-de-consultanta-detinut)

« Procurorii au clasat dosarul privind dispariția contractului Bechtel », 2016-10-11 11:40:00, <https://www.wagerpresro/justitie/2016/10/11/procurorii-au-clasat-dosarul-privind-disparitia-contractului-bechtel-11-52-31>

« Profil de KGB-ist: în anii '90, Putin spăla bani din droguri printr-o bancă românească, » Ziaristi.ro, 21 janv 2020, <https://ziaristi.com/profil-de-kgb-ist-anii-90-putin-spala-bani-din-droguri-printr-o-banca-romaneasca-pe-generalul-terorist-soleimani-l-primit-la-kremlin/>

« Putin sat on board of firm in Russian mafia inquiry”, Irish Times, 15 mai 2003

« Qui en est Marian Enache, juge à la Cour Constitutionnelle », Adevărul, 1 juillet 2016, [https://adevarulro/locale/vaslui/cine-marian-enache-viitor-judecator-curtea-constitucionala-avut-dosar-retea-pierdut-arhivele-securitatii-1\\_57760bd95ab6550cb8742f66/index.html](https://adevarulro/locale/vaslui/cine-marian-enache-viitor-judecator-curtea-constitucionala-avut-dosar-retea-pierdut-arhivele-securitatii-1_57760bd95ab6550cb8742f66/index.html)

« Rachete cancerigene olandeze pentru militarii nostri », Romania Libera, 20 iunie 2006, <http://www.romanaliber.ro/special/investigatii/rachete-cancerigene-olandeze-pentru-militarii-nostri>

« Radu Berceanu sustine ideea asocierii companiilor romanesti pentru construirea de autostrazi », Vineri, 22 Septembrie 2006, ora 07:55, <https://business24.ro/traian-basescu/stiri-traian-basescu/radu-berceanu-sustine-ideea-asocierii-companiilor-romanesti-pentru-construirea-de-autostrazi-83387>

« Rechinii care au devorat Bancorex », “Evenimentul zilei”, 16 septembrie 2006

« Rețeaua Asesoft: bani de la buget în firme fantomă », Rise Project 2017 <https://www.riseproject.ro/articol/reteaua-asesoft-bani-de-la-buget-in-firme-fantoma/>

« Reteaua de la SIF\_uri » Rise Project, <https://www.riseproject.ro/articol/reteaua-de-la-sif-uri/>, 9 décembre 2014

« Revue Forbes Romania, Dorinel Umbrărescu – 500 Miliardari », Ediția 2011, [https://www.forbes.ro/dorinel-umbrarescu-500-miliardari-editia-2011\\_0\\_3961-13716](https://www.forbes.ro/dorinel-umbrarescu-500-miliardari-editia-2011_0_3961-13716)

« România Curată vă prezintă contractul Bechtel cu semnături autentice, declarat pierdut în urmă cu 3 ani » DNA are în lucru două dosare privind această afacere, Romania Curata, Daniel Befu, 12 ianuarie 2017, <https://www.romaniacurataro/dezvaluiri-dna-are-in-lucru-doua-dosare-privind-afacerea-bechtel-romania-curata-va-prezinta-contractul-declarat-pierdut-de-sova-in-urma-cu-3-ani/>

« România Curată: Procurorii de caz au clasat două dosare mediatizate ale lui Traian Băsescu, „Casa Mihăileanu” și „Terenul de la Cășuneanu” », Adevarul, 15 decembrie 2016, 17:14, Ionel Stoica, [https://adevarul.ro/news/eveniment/romania-curata-procurorii-caz-clasat-doua-dosare-mediatizate-traian-basescu-casa-mihaileanu-terenul-casuneanu-1\\_5852b2605ab6550cb8757a52/indexhtml](https://adevarul.ro/news/eveniment/romania-curata-procurorii-caz-clasat-doua-dosare-mediatizate-traian-basescu-casa-mihaileanu-terenul-casuneanu-1_5852b2605ab6550cb8757a52/indexhtml)

« România furată | Cine a câștigat din dosarul „Țigaretă 2”, anchetă cu implicații la vârful statului », 2062017, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-cine-a-castigat-din-dosarul-tigareta-2-ancheta-cu-implicatii-la-varful-statului-746602>

« Rompetrol și-a modificat structura de administrare, Patriciu rămâne președintele grupului », Mediafaxro, 7122007, <https://www.mediafaxro/economic/rompetrol-si-a-modificat-structura-de-administrare-patriciu-ramane-presedintele-grupului-1078282>

« Rompetrol va clarifica miercuri intențiile privind obligațiunile scadente la 30 septembrie 2010 », HotNewsro, Marți, 24 august 2010, [https://economiehotnewsro/stiri-finante\\_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intențiile-privind-obligațiunile-scadente-30-septembrie-](https://economiehotnewsro/stiri-finante_banci-7720737-rompetrol-clarifica-miercuri-intențiile-privind-obligațiunile-scadente-30-septembrie-)



2010-primi-statul-banii-datorati-vezi-istoricul-celei-mai-controversate-privatizari-romanestihm

« Rusii s-au instalat la Unirea », 11122002, 00:00 57, Ziarul Financiar, 11 decembre 2002, <https://wwwzfro/banci-si-asigurari/rusii-s-au-instalat-la-unirea-2990609>

« S-a vindut Perla Moldovei », Ziarul de iasi, 0751999, <https://wwwziaruldeiasiro/bacau/s-a-vindut-perla-moldovei~nir8n>

« Scandale politique en Roumanie Une affaire de blanchiment d'argent éclabousse Ion Iliescu », publié le 12 mai 2000, Libération, [https://wwwliberationfr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu\\_324021/](https://wwwliberationfr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu_324021/)

« Scandale politique en Roumanie Une affaire de blanchiment d'argent éclabousse Ion Iliescu », publié le 12 mai 2000, Libération, [https://wwwliberationfr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu\\_324021/](https://wwwliberationfr/planete/2000/05/12/scandale-politique-en-roumanie-une-affaire-de-blanchiment-d-argent-eclabousse-ion-iliescu_324021/)

« Scandalul „Black Cube“ și mafia imobiliară De ce e importantă legătura cu „Colectiv“ », Romania Libera 31 octombrie 2016 - stire actualizata la ora 10:07, 31 octombrie 2016, <http://wwwromanaliberaro/opinii/comentarii/-scandalul-%E2%80%9Eblack-cube%E2%80%9C-si-mafia-imobiliara--de-ce-e-importanta-legatura-cu-%E2%8>

« Sebastian Ghiță „a uitat“ acasă probele care să susțină autodenunțul privind plagiatul lui Kovesi », 29 septembrie 2016, [https://adevarulro/news/eveniment/sebastian-ghita-a-uitat-acasa-probele-sustina-autodenuntul-privind-plagiatul-kovesi-1\\_57ed26715ab6550cb81e6cc4/indexhtml](https://adevarulro/news/eveniment/sebastian-ghita-a-uitat-acasa-probele-sustina-autodenuntul-privind-plagiatul-kovesi-1_57ed26715ab6550cb81e6cc4/indexhtml)

« Sebastian Ghita si-a triplat averea în cinci ani », Ziarecom, Luni, 25 Octombrie 2010

« Securitatea și racolarea minorilor » – BBC, [http://wwwbbccouk/romanian/news/story/2006/07/060718\\_elevi\\_recutati\\_securitateshtml](http://wwwbbccouk/romanian/news/story/2006/07/060718_elevi_recutati_securitateshtml)

« Singurul drumar al lui Băsescu care nu a falimentat », 27 apr 2019 / 07:15, [https://wwwdcbusinessro/ce-s-a-ales-de-drumarii-lui-basescu-regii-asfaltului-au-abdicat-cu-datorii-de-miliarde\\_593891html](https://wwwdcbusinessro/ce-s-a-ales-de-drumarii-lui-basescu-regii-asfaltului-au-abdicat-cu-datorii-de-miliarde_593891html)

« Sorin Blejnar, prima reacție după ce a fost condamnat: ”Mi-au respins toate probele” », Stirileprotv, 07-05-2019, <https://stirileprotvro/justitie/sorin-blejnar-condamnat-definitiv-la-5-ani-de-inchisoare-cu-executarehtml>

« Sorin Ovidiu Vintu: „Dacă statul român m-ar fi prins cu tot ce am făcut, făceam pușcărie pe viață“ », Adevarul, 2 decembrie 2014, <https://adevarulro/news/eveniment/video-exclusiv->

sorin-ovidiu-vintu-daca-statul-roman-m-ar-prins-facut-faceam-puscarie-viata-1\_547df123a0eb96501e4c39a2/indexhtml

« Soția lui Crin Antonescu a câștigat anul trecut 90000 de euro din consultanță pentru Patriciu », Luni, 13 Iunie 2011, Evenimentul Zilei, <http://www.evzro/detalii/stiri/crin-antonescu-si-a-depus-declaratia-de-avere-vezi-ce-situatie-financiara-are-liderul-pnl-93369html>

« Statul român trebuie să plătească peste 400 de milioane de euro austriecilor de la OMV », 4 april 2018, Digi TV, 2018, <https://www.digi24ro/stiri/economie/companii/statul-restituie-omv-bani-dati-la-privatizarea-petrom-910238>

« Stenograme 2006 De ce a fost dat afară avocatul Victor Ponta din ședința de judecată în care îl apăra pe Ovidiu Tender », 22/2/2013, Digi 24, <https://www.digi24ro/stiri/actualitate/justitie/stenograme-2006-de-ce-a-f>

« SURPRIZE! SURPRIZE! Daniel Constantin obligat să plătească datoriile lui Dan Voiculescu în dosarul ICA », 9 iulie 2017, 15:54, Evenimentul Zilei,

« Talpeș: De ce a RENUNȚAT PSD la dosarul FLOTA », Romania Libera, 17 Ianuarie 2013, [www.romanalibera.ro/actualitate/eveniment/talpes-de-ce-a-renuntat-psd-la-dosarul-flota-290605html](http://www.romanalibera.ro/actualitate/eveniment/talpes-de-ce-a-renuntat-psd-la-dosarul-flota-290605html)

« Terenul Aviației Utilitare, zbor spre imobiliare », Rise Project, 31/7/2015, <https://www.riseproject.ro/terenul-aviatiei-utilitare-zbor-spre-imobiliare/>

« Topul salariilor de lux la Romgaz si Transgaz », Romania Curata, preluare Monitorul de Sibiu, Posted on 26/05/2010, <http://www.romaniacurataro/topul-salariilor-de-lux-la-romgaz-si-transgaz/>

« TOPUL „SAMSARILOR IMOBILIARI” Cine sunt marii câștigători ai miliardului de euro din afacerea retrocedărilor » - Gandul 12/12/2014 <http://www.gandulinfo/politica/topul-samsarilor-imobiliari-cine-sunt-marii-castigatori-ai-miliardului-de-euro-din-afacerea-retrocedarilor-13701556> 1 / 15

« TOPUL „SAMSARILOR IMOBILIARI” Cine sunt marii câștigători ai miliardului de euro din afacerea retrocedărilor » - Gandul 12/12/2014 <http://www.gandulinfo/politica/topul-samsarilor-imobiliari-cine-sunt-marii-castigatori-ai-miliardului-de-euro-din-afacerea-retrocedarilor-13701556> 1 / 15

« Tortionarul Alexandru Visinescu, condamnat la 20 de ani de închisoare; decizia nu e definitivă », de RM HotNews.ro, Vineri, 24 iulie 2015, 13:06, <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-20318111-tortionarul-alexandru-visinescu-condamnat-20-ani-inchisoare-decizia-nu-definitivahtm>

« Traian Basescu si CP Tariceanu s-au contractat dur la TVR1 », HotNewsro, Marți, 20 februarie 2007, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1113782-traian-basescu-tariceanu-contrat-dur-tvr1.htm>

« Trei din casele Nastase, si vindute, si inchiriate », Cotidianul, Joi, 12 ianuarie 2006

« Un „băiat deștept” din energie se cere în faliment », 3 mai 2017, Mihai Soare, Cotidianul, <https://www.cotidianul.ro/un-baiat-destept-din-energie-se-cere-in-faliment/>

« Unirea spera sa fie prima banca care sa scape de faliment », Ziarul Financiar, 2962000, <https://www.zf.ro/banci-si-asigurari/unirea-spera-sa-fie-prima-banca-care-sa-scape-de-faliment-3000427>

« Unul dintre fiii lui Lucinschi, condamnat la 2,4 ani de pușcărie în România; Ginerile lui Bănescu, achitat în același dosar », Jurnalul, 5 aprilie 2019, <https://www.jurnalmd.ro/news/9984595f4adc6b73/unul-dintre-fiii-lui-lucinschi-condamnat-la-2-4-ani-de-puscarie-in-romania-ginerele-lui-basescu-achitat-in-acelasi-dosar.html>

« Vadim Tudor, acuzat de un fost consilier că i-a "furat" salariul Vadim Tudor: „Mă pș pe leafa lui!” » 5 iulie 2011, [https://adevarul.ro/news/politica/vadim-tudor-acuzat-fost-consilier-i-a-furat-salariul-vadim-tudor-ma-ps-leafa-lui-1\\_50abb63a7c42d5a6637f13bb/index.html](https://adevarul.ro/news/politica/vadim-tudor-acuzat-fost-consilier-i-a-furat-salariul-vadim-tudor-ma-ps-leafa-lui-1_50abb63a7c42d5a6637f13bb/index.html)

« Victor Ponta, entretien » dans émission TV « Marius Tuca Show », 2002

« VIDEO Traian Basescu: Victor Ponta a fost ofiter acoperit al SIE in perioada 1997 - 2001 / M-a deranjat cumplit jocul politic al lui Teodor Melescanu », HotNewsro, Luni, 13 octombrie 2014, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-18298041-ultima-ora-traian-basescu-victor-ponta-fost-ofiter-sie-perioada-1997-2001.htm>

« Zece ani de la privatizarea Petrom Cum arată compania, acum », Ziarul Financiar, 1752014, <https://www.zf.ro/zf-24/zece-ani-de-la-privatizarea-petrom-cum-arata-com>

« ZF la 20 de ani Evenimentul anului 2004: Cea mai importantă privatizare din economia românească: Cum și-a vândut statul român petrolul și gazele către OMV, grup petrolier deținut de statul austriac », Ziarul Financiar, 30102018, <https://www.zf.ro/zf-20-de-ani/zf-la-20-de-ani-evenimentul-anului-2004-cea-mai-importanta-privatizare-din-economia-romaneasca-cum-si-a-vandut-statul-roman-petrolul-si-gazele-catre-omv-grup-petrolier-detinut-de-statul-austriac-17575256>

« ZF la 20 de ani Evenimentul anului 2004: Cea mai importantă privatizare din economia românească: Cum și-a vândut statul român petrolul și gazele către OMV, grup petrolier deținut de statul austriac », Ziarul Financiar, 30102018, <https://www.zf.ro/zf-20-de-ani/zf-la-20-de-ani-evenimentul-anului-2004-cea-mai-importanta-privatizare-din-economia-romaneasca-cum-si->

a-vandut-statul-roman-petrolul-si-gazele-catre-omv-grup-petrolier-detinut-de-statul-austriac-17575256

« ZF la 20 de ani Evenimentul anului 2004: Cea mai importantă privatizare din economia românească: Cum și-a vândut statul român petrolul și gazele către OMV, grup petrolier deținut de statul austriac », Ziarul Financiar, 30102018, <https://www.zf.ro/zf-20-de-ani/zf-la-20-de-ani-evenimentul-anului-2004-cea-mai-importanta-privatizare-din-economia-romaneasca-cum-si-a-vandut-statul-roman-petrolul-si-gazele-catre-omv-grup-petrolier-detinut-de-statul-austriac-17575256>

« ZIUA publica, in premiera, doua documente care demonstreaza ca procurorul Cristian Panait a fost impins sa se sinucida », Ziua, Joi, 17 februarie 2005, 0:00, <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1240424-procurorul-cristian-panait-fost-impins-sinucidahtm>

«Tender a pierdut Armata» Buna ziua, Ardeal Vineri, 10 martie 2006, 0:00, [https://www.hotnews.ro/stiri-presa\\_regionala\\_arhiva-1724038-tender-pierdut-armatahtm](https://www.hotnews.ro/stiri-presa_regionala_arhiva-1724038-tender-pierdut-armatahtm) 1999, p216-217

«AGENȚI RUȘI – OBIECTIVE STRATEGICE ȘI ECONOMICE ÎN ROMÂNIA ȘI MOLDOVA PRELUATE DE COMPANIILE RUSEȘTI, Sorin Ozon, 2018, [https://linxcrjiorg/en\\_US/agenti-rusi/](https://linxcrjiorg/en_US/agenti-rusi/)

«Archives FARAorg entre 2005 et 2012 retrouvées par l’auteur

AVAS, arhiva monitorizare, [http://arhivagov.ro/in-2006- peste-800-de-contracte-au-iesit-din-monitorizarea-avas\\_\\_11a58385html](http://arhivagov.ro/in-2006- peste-800-de-contracte-au-iesit-din-monitorizarea-avas__11a58385html)

Banca Nationala a Romaniei a cerut in justitie inceperea procedurii falimentului la Bankcoop, Ziarul de Iasi 20111999, <https://www.ziaruldeiasiro/economic/banca-nationala-a-romaniei-a-cerut-i>

Baniitainfo, [https://baniitainfo/?s=ROMPETROL+&post\\_type=post](https://baniitainfo/?s=ROMPETROL+&post_type=post) et Romgaz, Mircea Hodarnau, adrese 3497/2722008

Baniitainfo, Prospectiuni SA, <https://baniitainfo/sc-prospectiuni-sa/?detalii=contracte&pagina=1&ccuis=all>

Banni Tai, <https://baniitainfo/tel-drum-s-a/?detalii=contracte&pagina=1&ccuis=all>

Bill Graham's website Billgraham.com

BIRO Attila « Cum au ajuns combinatele lui Ioan Niculae sa utilizeze gaz ieftin pe baza unei legi votate de catre deputatii PDL si PSD », HotNews.ro, Vineri, 6 ianuarie 2012, [hotnews.ro/stiri-esential-11123589-cum-ajuns-combinatele-lui-ioan-niculae-utilizeze-gaz-ieftin-baza](https://www.hotnews.ro/stiri-esential-11123589-cum-ajuns-combinatele-lui-ioan-niculae-utilizeze-gaz-ieftin-baza)

Bursa, bursaro, 3 aout 2012, <https://www.bursaro/ce-am-castigat-din-privatizari-60627713>

« Călin Popescu Tăriceanu și Camelia Voiculescu, chemați ca martori în dosarul Rompetrol, mediafaxro, 1522012, <https://www.mediafaxro/social/calin-popescu-tariceanu-si-camelia-voiculescu-chemati-ca-martori-in-dosarul-rompetrol-923835>

Canonical ID: 95BUCHAREST6434\_a Subject: ROMANIAN PRESIDENT ION ILIESCU -  
- A POLITICAL BIOGRAPHY, 1995 June 23, 13:53 (Friday)

Canonical ID: 95BUCHAREST6434\_a Subject: ROMANIAN PRESIDENT ION ILIESCU -  
- A POLITICAL BIOGRAPHY, 1995 June 23, 13:53 (Friday)

CET Craiova, CET Turceni, CET Rovinari, Hidroelectrica SA, Electrica SA, Electrica Distributie Muntenia Nord, Electrica Distributie Transilvania Nord, Petrom SA, Distrigaz Sud SA, Distrigaz Nord SA, Romgaz, Conpet

Corporate Watch, <https://corpwatchorg/article/bechtel-profiting-destruction#C>

Cours BNR du décembre 2004 : 1 EURO – 38,77432 LEI, bnrro

Decizie definitivă: Cristoiu este ”Coroiu” al Securității ”Maestrul” a fost colaborator al poliției politice De Alexandru Leman, Universul, 22 octombrie 2020, <https://universulnet/decizie-definitiva-cristoiu-este-coroiu-al-securitatii-maestrul-a-fost-colaborator-al-politiei-politice/>

Declaratia de la Snagov, (1995), <http://www.cdepro/pdfs/snagov95pdf>

Detalii Contracte castigate prin SEAP de SC PROSPECTIUNI SA (CUI: 1552801), <https://baniitaiinfo/sc-prospectiuni-sa/?detalii=contracte&pagina=1&ccuis=all>

ENWELL ENERGY PLC, former Royal Petroleum, Company number 04462555, Companies House, UK, <https://find-and-updatecompany-information-service.gov.uk/company/04462555/officers>

Euroactiv, documents sur l’adhésion de la Roumanie, EU-Romania relations [Archived]<http://www.euractiv.com/en/enlargement/eu-romania-relations-archived/article-129587>, (2007)

Europe and Eurasia Enterprise Funds and Legacy Foundations Final Evaluation, prepared independently by DevTech Systems, Inc for the Enterprise Funds and Legacy Foundations Evaluation under contract AID-OAA-I-15-00018, page 229

Fostul redactor-sef al "Cotidianului" a turnat la Securitate, de Cotidianul, Vineri, 21 iulie 2006, Historique de l’institution de la privatisation, Autorité pour Valoriser les Actives d’État, aaasgovro, consulté le 9 septembre 2015

<http://economiehotnewsro/stiri-companii-20673945-aproape-40-dintre-angajatii-tarom-sunt-rude-directorul-administrativ-exista-structuri-care-pur-simplu-nu-stiu-facut-exista-structuri-paralele-care-ocupa-acelasi-lucru-nu-stiu-una-alta-mai-rau-incurca-htm>

<http://www.worldbank.org/ro/external/default/main?sortDesc=DOCDT&theSitePK=275154&pagePK=51187344&cntry=82513&menuPK=287323&piPK=51189446>Digi24ro, « Instanța supremă suspendă procesul lui Victor Ponta Liderul Pro România fusese achitat în primă instanță », 11/11/2019 21:11, Digi24, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/instanta-suprema-suspenda-procesul-lui-victor-ponta-liderul-pro-romania-fusese-achitat-in-prima-instanta-1215419>

[https://adevarul.ro/news/societate/25-ani-capitalism-fost-spatele-circuitului-caritas-acoperiti-sri-ul-magureanu-controlau-listele-castigatori-1\\_55255d5a448e03c0fd5f3e87/index.html](https://adevarul.ro/news/societate/25-ani-capitalism-fost-spatele-circuitului-caritas-acoperiti-sri-ul-magureanu-controlau-listele-castigatori-1_55255d5a448e03c0fd5f3e87/index.html)

<https://evz.ro/surprize-surprize-daniel-constantin-obligat-sa-plateasca-datori.html>

<https://mizachel.blogspot.com/2005/12/report-of-search-of-my-premises-2>

<https://publicintegrity.org/environment/private-interests/>

<https://www.capital.ro/milioane-de-romani-au-pierdut-banii-scandal-monstru-in-justitie-ce-s-a-intamplat-cu-banii.html>

<https://www.neweurope.eu/article/nastase-romania-croatia-ties-are-good-can-develop-further/>

<https://www.toloro.com/2015/03/09/dna-ai-vrut-sa-l-scapi-pe-tender-bica-asa-mi-a-cerut-coldeala-sri/>

Investisseur étranger en Roumanie, entrevue réalisée par l'auteur

La société d'avocats avait changé avec de fusions, des séparations, nouvelles fusions, une période avec la société de son beau-père, Calin Andrei Zamfirescu

litoral si 1, 5 hectare in inima statiunii Mamaia Plus legatura Udrea – Mazare », HotNews.ro, Vineri, 22 mai 2015, 15:18, <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-20181239-fata-nestiuta-gruparii-bittner-cocos-cum-cumparat-palatul-reginei-maria-litoral-1-5-hectare-inima-statiunii-mamaia-plus-legatura-udrea-mazare.htm>

Marius Marinescu, sénateur PD, projet du Budget National, Position 129, Annexe n33/12/02 du 11 novembre 2006

Mardi, 12 septembre 2006, [https://www.hotnews.ro/stiri-presa\\_regionala\\_arhiva-1716053-european-drinks-afacere-banii-securitatii.htm](https://www.hotnews.ro/stiri-presa_regionala_arhiva-1716053-european-drinks-afacere-banii-securitatii.htm)

Ministere de la Justice, É-U, <https://www.justice.gov/opa/pr/former-bechtel-executive-pleads-guilty-connection-52-million-kickback-scheme>

Moore Stevans RVA, rvaro capture du site du 14 septembre 2004, RVA Insolvency, rvaro, 14 septembre 2004

RAFO et CAROM fonctionnaient en proximité de 24 km, sur la même plateforme industrielle

Rapport de surveillance de l'UE, « Monitoring report », en anglais

ROMANIA CURATA, Case de avocatura transpartinice si transbugetare, 3 noiembrie 2010, <https://wwwromaniacurataro/case-de-avocatura-transpartinice-si-transbugetare/>

ROMÂNIA FURATĂ | Culisele scandalului Lukoil, <https://wwwdigi24ro/special/campanii-digi24/romania-furata/romania-furata-culisele-scandalului-lukoil-416041>

Romanian Soft Company SRL, <https://baniitaiinfo/autoritate/sc-romanian-soft-company-srl/>  
SC PETROMSERVICE SA, CUI 14428660, 56 contracte in valoare de 129 064 300,88 euro si 1contracte in valoare de 5 430 917,19 euro, Baniitaiinfo, [https://baniitaiinfo/?s=Petromservice&post\\_type=post](https://baniitaiinfo/?s=Petromservice&post_type=post)

Services de renseignement internes du couple Ceausescu, le moyen principal d'oppression CNSAS, <http://wwwcnsasro/missionhtm>

Transparency International, détails sur la procédure pour mesurer la perception de la corruption <http://wwwtransparencyorg/tools/measurement>

Unirearo, prezentarea generala, 1999

Videanu », 11 novembre 2004, [http://wwwdevarulonline.ro/2004-11-12/Prima%20Pagina/ipj-teleorman-i-a-dat-certificat-de-buna-purtare-premierului-de-rezerva-al-pd-adrieian-videanu\\_105203html](http://wwwdevarulonline.ro/2004-11-12/Prima%20Pagina/ipj-teleorman-i-a-dat-certificat-de-buna-purtare-premierului-de-rezerva-al-pd-adrieian-videanu_105203html)

Vineri, 22 Iulie 2016, ora 16:57, <https://ziarecom/sorin-ovidiu-vantu/arestat/condamnari-in-cazul-petromservice-vintu-a-fost-ridicat-de-politisti-luca-s-a-predat-1430086>

## *Interviews*

1. AB, ancien conseiller à l'Administration Présidentielle, interviewé par M. Draghici, 2011
2. AVI, Avertisseur d'intégrité, interviewé par M. Draghici, 2011
3. CIORBEA Victor, ancien premier ministre de la Roumanie (1997 – 1998), interviewé par M. Draghici, 2011
4. DUMITRIU Paul, procureur et responsable par-intérim en charge de la Section 1 de la Direction Nationale Anticorruption, interviewé par M. Draghici, 2019
5. EPPINGER Daniel, honorable juge et directeur dans le ministère de la Justice et de l'Europe du land Baden – Wurtemberg (Allemagne), interviewé par M. Draghici, 2019.
6. ÉTUDIANTS 2ème années en sciences humaines (psychologie) : Will, Alexandra et Ecaterina, interviewés par Marius Draghici, 2011
7. IORGULESCU Georgiana, directrices du Centre pour Ressources Juridiques, interviewée par M. Draghici, 2011
8. IIV, investisseur étranger en Roumanie, interviewé par M. Draghici, 2011
9. PETRE Zoe, ancienne conseillère présidentielle (1996 – 2000), interviewée par M. Draghici, 2011
10. ROMAN Petre, ancien premier ministre de la Roumanie (1989-1991), interviewé par M. Draghici, 2011
11. TOMA Constantin, ancien sénateur PSD, homme d'affaires, interviewé par M. Draghici, 2011
12. VĂCĂROIU Nicolae, ancien premier ministre de la Roumanie (1992 – 1996), interviewé par M. Draghici, 2011
13. VASILE Radu, ancien premier ministre de la Roumanie (1998 – 1999), interviewé par M. Draghici, 2011



## Bilan des références citées dans la Bibliographie

|  |     |
|--|-----|
| Ouvrages / Ouvrages collectifs                         | 45  |
| Articles, Chapitres d'ouvrage collectif et travaux     | 55  |
| Lois, Décisions, Rapports, sténogrammes parlementaires | 26  |
| Documents Wikileaks                                    | 6   |
| Titres de presse roumains et étrangers consultés       | 80  |
| Articles de presse / Magazines imprimés consultés      | 250 |
| Interviews   | 16  |
| <b>Total des références</b>                            |     |

# Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Remerciements</b> .....   | <b>3</b>  |
| <b>Sommaire</b> .....  | <b>5</b>  |
| Table des illustrations.....   | 7         |
| <i>Liste des tableaux</i> .....  | 11        |
| ABRÉVIATIONS .....   | 13        |
| <b>INTRODUCTION</b> .....  | <b>15</b> |
| SECTION 1 .....  | 27        |
| LE DOMAINE D'ÉTUDE.....  | 27        |
| A. Le néo-patrimonialisme dans la littérature de spécialité .....                                      | 29        |
| B. La corruption politique, partie intégrante du néo-patrimonialisme.....                              | 40        |
| SECTION 2.....   | 53        |
| L'OBJET D'ÉTUDE .....  | 53        |
| A. La mise en œuvre des réformes structurelles.....  | 56        |
| B. Les élites politiques nationales .....  | 63        |
| SECTION 3.....   | 71        |
| LA MÉTHODOLOGIE .....  | 71        |
| A. Approche qualitative.....   | 75        |
| B. Approche quantitative.....  | 81        |
| ANNONCE DU PLAN.....   | 85        |
| <b>PREMIÈRE PARTIE</b> .....   | <b>87</b> |
| <b>LA « CAPTATION » DES POUVOIRS D'ÉTAT PAR LES ÉLITES</b> .....                                       | <b>87</b> |
| <b>TITRE 1</b> .....   | <b>91</b> |
| <i>LE POUVOIR POLITIQUE : LE FONCTIONNEMENT D'UN SYSTEME PARALLELE DE</i><br><i>GOUVERNEMENT</i> ..... | 91        |
| Chapitre 1.....  | 93        |
| Le clientélisme dans la politique .....  | 93        |
| Section 1.....   | 95        |
| Comment fonctionne le clientélisme dans la politique .....   | 95        |
| Section 2.....   | 115       |
| La Pyramide PCR - les manifestations du pouvoir de type néo patrimonial .....                          | 115       |
| Chapitre 2.....  | 135       |
| La radiographie du clientélisme dans les élites politiques roumaines .....                             | 135       |
| Section 1.....   | 137       |

|  |            |
|--|------------|
| Les grands réseaux pan-politiques des clients et des patrons.....                          | 137        |
| Section 2.....   | 161        |
| Le « Réseau » de pouvoir parallèle : la Securitate.....                                    | 161        |
| <b>TITRE 2.....</b>  | <b>187</b> |
| <i>LA DEPOLITISATION DU POUVOIR JUDICIAIRE.....</i>  | <i>187</i> |
| Chapitre 1.....  | 191        |
| L'asservissement du Pouvoir Judiciaire.....  | 191        |
| Section 1.....   | 193        |
| Les étapes de la Justice : le passage de la dictature à la démocratie.....                 | 193        |
| Section 2.....   | 219        |
| La Justice sous l'assaut des politiques.....   | 219        |
| Chapitre 2.....  | 239        |
| La corruption dans la mentalité des élites.....  | 239        |
| Section 1.....   | 243        |
| L'appréhension de la corruption.....   | 243        |
| par le haut personnel politique.....   | 243        |
| Section 2.....   | 263        |
| Le régime "constitutionnel clientéliste" continu depuis 1989.....                          | 263        |
| <b>DEUXIÈME PARTIE.....</b>  | <b>285</b> |
| <b>LE DETOURNEMENT DES GRANDES REFORMES PAR LES ÉLITES.....</b>                            | <b>285</b> |
| <b>TITRE 1.....</b>  | <b>287</b> |
| <i>LA PRÉVARICATION DE LA PRIVATISATION.....</i>   | <i>287</i> |
| Chapitre 1.....  | 289        |
| La place de la corruption et du clientélisme                    dans la privatisation..... | 289        |
| Section 1.....   | 291        |
| La corruption du processus de privatisation.....   | 291        |
| Section 2.....   | 313        |
| Les grandes privatisations, symbole d'une réforme par le clientélisme.....                 | 313        |
| Chapitre 2.....  | 341        |
| Les liaisons dangereuses entre la politique et la finance.....                             | 341        |
| Section 1.....   | 343        |
| Les faillites bancaires : « le vol à crédit ».....   | 343        |
| Section 2.....   | 373        |
| La politisation totale du système bancaire.....  | 373        |
| <b>TITRE 2.....</b>  | <b>393</b> |
| <b>LES MARCHÉS PUBLICS, SUPPORT DE LA CORRUPTION ET DU CLIENTELISME.....</b>               | <b>393</b> |
| Chapitre 1.....  | 395        |

|   |            |
|---|------------|
| Les effets pervers du « capitalisme de parrainage » sur l'économie roumaine.....          | 395        |
| Section 1.....  | 399        |
| La destruction de la reconstruction économique .....                                      | 399        |
| Section 2.....  | 431        |
| La paralysie du secteur énergétique par les élites politiques.....                        | 431        |
| Chapitre 2.....   | 477        |
| Les Grands Patrons des élites politiques contre la Justice.....                           | 477        |
| Section 1.....  | 481        |
| La captation des ressources d'État .....  | 481        |
| Section 2.....  | 511        |
| Les dossiers - symboles de l'indépendance de la Justice roumaine.....                     | 511        |
| <b>CONCLUSION.....</b>  | <b>545</b> |
| <b>Bibliographie.....</b>   | <b>551</b> |
| <i>Ouvrages / Ouvrages collectifs .....</i>   | <i>551</i> |
| <i>Articles, Chapitres d'ouvrage collectif et travaux .....</i>                           | <i>554</i> |
| <i>Lois, Décisions, Rapports, sténogrammes parlementaires .....</i>                       | <i>559</i> |
| <i>(Références originales et traduction française).....</i>                               | <i>559</i> |
| <i>Documents Wikileaks .....</i>  | <i>567</i> |
| <i>Articles de presse / Magazines imprimés (noms et liens internet) .....</i>             | <i>569</i> |
| <i>Titres de presse roumaines et étrangers consultés : .....</i>                          | <i>569</i> |
| <i>Références des articles de presse, de magazines et de liens internet cités : .....</i> | <i>571</i> |
| <i>Interviews .....</i>   | <i>599</i> |
| <b>Bilan des références citées dans la Bibliographie .....</b>                            | <b>600</b> |
| <b>Table des matières .....</b>   | <b>601</b> |